

Université Paris-Panthéon-Assas

École doctorale d'économie, gestion, information et communication

Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la
communication
soutenue le 24 juin 2024

**Voix, représentations et reconnaissance dans les médias
produits par et/ou pour des personnes réfugiées : une
analyse des discours, du fonctionnement des rédactions et
des limites des médias *Tido, L'Œil de la MDJ, Infomigrants
et Guiti News***



Auteure : Andressa DE BITTENCOURT VIEIRA DANTAS

Sous la direction de Tristan MATTELART

Membres du jury :

- Sophie Noël - Professeure, Université Paris 2 Panthéon-Assas
- Isabelle Garcin-Marrou - Professeure, Sciences Po Lyon (Rapporteuse)
- Abdelfettah Benchenna - Professeur, Université Sorbonne Paris Nord (Rapporteur)

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Para Arinda.
Pour Arinda.

Remerciements

Je ressens une grande joie et une grande émotion en écrivant ces mots.

Quand j'ai pensé à approfondir mes recherches sur la représentation des personnes réfugiées dans les médias, je ne pouvais pas prévoir la résilience à laquelle il m'a fallu faire face au cours des cinq dernières années, pour finalement achever ce travail dont je suis très fière.

En 2018, j'étais tout juste étudiante en master à Lyon, lorsque j'ai rédigé un projet de recherche doctorale pour l'université Panthéon-Assas. J'avais trouvé un laboratoire de recherche qui me permettait d'étudier ce sujet qui me passionne. Mais dès le début, je savais que ce ne serait pas facile.

Le fait d'avoir travaillé à côté de ma recherche et de devoir endurer la pandémie de la Covid-19 loin de mes proches qui étaient au Brésil, m'ont obligé à être plus organisée avec mon temps, et m'ont aussi permis de voir à quel point ce travail était important pour moi. C'est pour cela que je me sens touchée de pouvoir atteindre cette étape finale, qui n'est en fait qu'une phase qui se termine pour laisser la place à d'autres à venir.

Pour célébrer ce moment important, je tiens à exprimer mes plus sincères remerciements à ceux qui ont rendu cette recherche possible.

Tout d'abord, à toutes les personnes qui ont pris le temps de m'aider à approfondir la réalité des médias faits par et pour les réfugiés :

- L'équipe de *Tido*, qui m'a accueilli pendant plus de deux ans et a fait confiance à mes capacités d'observation : Emma Broughton, Christine Noël, Daouda Deme, Rachel Priest, Alix Charles et Bernard Grozelier.
- L'équipe de *Guiti News*, qui m'a confié pour mission de les accompagner pendant un an dans une période importante et délicate de leur développement : Nina Gheddar, Alix Lafosse, Ludivine Aurelle, Abdallah Hassan, Gaspard Njock, Coline Bijon et Mortaza Behboudi.
- Aux journalistes d'*Infomigrants*, qui m'ont fait découvrir les coulisses de leur média : Amara Makhoul, Mousa Tawfiq, Shariff Bibi, Wasi Mohsin, Leslie Carretero et Charlotte Oberti.

- Enfin, à tous les bénévoles et résidents de la Maison des Journalistes, qui m'ont permis de mieux comprendre le quotidien des journalistes exilés en France : Mulham Hendawy, Beraat Gokkus, Adam Mahamat, Liso Campana, Christophe Joly et Guillaume Luer.

Bien entendu, cette recherche ne serait pas aboutie sans les précieux conseils de mon directeur de thèse, Tristan Mattelart, qui a été présent tout au long de mon parcours de recherche et qui m'a toujours encouragé, valorisé et donné des conseils importants pour en arriver là.

Je tiens également à remercier les membres du jury, les professeurs Sophie Noël, Isabelle Garcin-Marrou et Abdelfettah Benchenna, pour l'attention portée à mon travail et pour leurs retours pertinents pour continuer à l'améliorer.

Je ne peux pas m'empêcher de remercier ma famille pour son soutien inconditionnel : mes parents Beatriz et Jailton, ma sœur Amanda, mes beaux-parents Dominique et Nathalie et ma chère grand-mère Arinda (*in memoriam*), source d'inspiration.

Surtout, un chaleureux merci à Maxime, qui a été à mes côtés au quotidien et qui ne m'a pas fait oublier l'importance de ce travail.

Résumé

Cette étude analyse la manière dont les personnes réfugiées sont impliquées dans la production de l'information dans quatre médias créés par et/ou pour eux en France, et comment leur participation dans ces médias se traduit par de nouvelles façons de représenter les « migrants » et la migration. Nous étudions les médias en ligne *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*. Nous articulons notre étude autour des concepts de voix, représentation et reconnaissance avec trois objectifs : 1. Cerner comment les réfugiés sont (ou non) reconnus comme acteurs ayant une voix au sein de ces rédactions ; 2. Comprendre comment les réfugiés exercent leur voix, quels récits ils fournissent ; 3. Comprendre le fonctionnement des rédactions, les stratégies qu'elles adoptent, ainsi que les conditions de production et de diffusion des contenus, et leurs limites, afin de voir dans quelle mesure ces médias sont capables de changer le discours sur la migration. Pour atteindre ces objectifs, nous avons réalisé parallèlement : une analyse du discours de 238 textes publiés par ces médias entre 2016 et 2020 ; des entretiens qualitatifs auprès de 24 participants ; et une observation participante dans *Tido* et *Guiti News* entre 2019 et 2022. Nous montrons que la nature du média a une forte influence sur la façon dont se développent les relations de reconnaissance au sein de celui-ci et sur les limites que rencontrent les médias pour parvenir à une diffusion à grande échelle de leurs contenus. Ainsi, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* sont plus ouverts à la participation des réfugiés et créent des représentations plus éloignées de celles des médias traditionnels qu'*Infomigrants*.

Descripteurs : Voix. Représentation. Reconnaissance. Réfugiés. Médias en ligne. L'Œil de la Maison des journalistes. MDJ, Maison des journalistes. Tido. Infomigrants. Guiti News. Immigration, discours. Migrants dans les médias.

Voice, representations and recognition in the media produced by and/or for refugees: an analysis of the discourses, the functioning of the newsrooms and the limits of the media Tido, L'Œil de la MDJ, Infomigrants and Guiti News

This study analyzes how refugees are involved in the production of information in four media channels created by and/or for them in France, and how their participation in these media impacts new ways of representing "migrants" and migration. We study the online media *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* and *Guiti News*. We articulate the concepts of voice, representation and recognition with three objectives: 1. Check how refugees are (or not) recognized as actors with a voice within these newsrooms; 2. Understand how refugees exercise their voice, what stories they provide; 3. Understand how editorial teams operate, the strategies they adopt, as well as the conditions of production and distribution of content, and their limits, in order to see to what extent these media are capable of changing the discourse on migration. To achieve these objectives, various methodological strategies were put in place: a discourse analysis of 238 texts published in the *L'Œil de la Maison des journalistes*, *Tido*, *Infomigrants* and *Guiti News* between 2016 and 2020, and qualitative interviews with 24 participants from the four media. In parallel, participant observation was carried out in *Tido* and *Guiti News* between 2019 and 2022. We show that the nature of the media has a strong influence on the way in which recognition relationships develop within it and on the limits that the media face in achieving large-scale distribution of their content. Thus, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* and *Tido* are more open to the participation of refugees and create representations further removed from those of traditional media than *Infomigrants*.

Keywords: Voice. Representation. Recognition. Refugees. Online media. L'Œil de la Maison des journalistes. MDJ, Maison des journalistes. Tido. Infomigrants. Guiti News. Immigration, discourse. Migrants in the media.

Principales abréviations

ABC : *American Broadcasting Corporation*

ADA : Allocation demandeur d'asile

AME : Aide médicale d'État

CADA : Centre d'accueil pour demandeurs d'asile

CBS : *Columbia Broadcasting System*

CESEDA : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

CNDA : Cour nationale du droit d'asile

CPPAP : Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse

CRA : Centre de rétention administrative

FAMI : Fonds Asile Migration Intégration

FMM : *France Médias Monde*

FSDP : Fonds stratégique pour le développement de la presse

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

MCD : *Monte Carlo Doualiya* (radio)

MDA : *Multimodal discourse analysis* (analyse multimodale du discours)

MDJ : Maison des journalistes

MNA : Mineurs non-accompagnés

NBC : *National Broadcasting Company*

OFII : Office français de l'immigration et de l'intégration

OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides

OIF : Organisation internationale de la Francophonie

OIM : Organisation internationale pour les migrations

ONG : Organisation non gouvernementale

OQTF : Obligation de quitter le territoire français

PBS : *Public Broadcasting Service*

PUMA : Protection universelle maladie

RFI : *Radio France internationale*

RRN : *Refugee Radio Network*

SPEL : Service de presse en ligne

SPIIL : Syndicat de la Presse Indépendante d'Information en ligne

TF1 : *Télévision française 1*

TIC : Technologies de l'information et de la communication

UE : Union européenne

UNHCR ou HCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés

Sommaire

Introduction	13
Partie I – Le réfugié et la conquête de la voix : un parcours migratoire, politique, juridique et médiatique	32
Chapitre 1. Exister : ce qu'on entend par « réfugié », dans toute sa complexité	36
1.1. Au préalable d'un parcours administratif, un parcours migratoire : les réfugiés racontent ce qu'être réfugié veut dire	36
1.1.1. Devenir réfugié	37
1.1.1.1. Beraat Gokkus : « Être réfugié, ce n'est pas un plan de carrière »	38
1.1.1.2. Daouda Deme : « Il a fallu vivre cette expérience pour savoir ce que ça veut dire »	40
1.1.2. S'assumer réfugié pour le monde et pour soi-même : trois visions différentes sur le statut de réfugié	40
1.1.2.1. Daouda Deme : « On est tous des êtres humains »	41
1.1.2.2. Abdallah Hassan : « Être réfugié, c'est un fait »	42
1.1.2.3. Mulham Hendawy : « Être réfugié veut dire plus de stabilité »	43
1.1.3. Vivre en tant que réfugié : le récit de Mulham Hendawy	44
1.1.4. Agir pour l'intégration en tant que réfugié	46
1.1.4.1. Mortaza Behboudi : « Intégrer des journalistes réfugiés dans des médias français »	46
1.1.4.2. Wasi Mohsin : « Les aider à trouver des solutions en France »	48
1.1.5. Revendiquer une existence au-delà du statut de réfugié	49
1.1.5.1. Beraat Gokkus : l'intégration qui va au-delà du statut	49
1.1.5.2. Mulham Hendawy : recommencer à zéro après le statut	50
1.2. La reconnaissance d'un statut comme pré-requis d'une existence	52
1.2.1. La protection internationale : droits fondamentaux et défis pour l'intégration	52
1.2.2. L'existence et l'attente : (sur)vivre entre la demande d'asile et l'obtention du statut	58
1.2.3. Être journaliste en exil : production de l'information, droit au travail et déclassement professionnel	60
1.2.4. Le refus de la demande d'asile, l'OQTF et la vie dans l'irrégularité	62
Considérations finales	65
Chapitre 2. Être représenté : entre l'empathie et la méfiance, les réfugiés racontés par les médias grand public	66
2.1. Teun A. Van Dijk : le réfugié en tant que « problème » dans la presse néerlandaise et britannique	67
2.2. Rodney Benson : les réfugiés en tant que victimes ou en tant que menaces dans la presse française et étasunienne	71
2.3. Myria Georgiou et Rafal Zaborowski : les représentations médiatiques des réfugiés sous une perspective européenne	75
2.4. Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic : les visibilités déshumanisantes dans les journaux de la Grèce, Hongrie, Italie, Irlande et Royaume-Uni	81
2.5. Lilie Chouliaraki et Rafal Zaborowski : les réfugiés en tant qu'acteurs silencieux, apolitiques et ahistoriques	85
2.6. Myria Georgiou : les réfugiés en tant qu'acteurs en quête pour la voix et pour la reconnaissance	88

2.7. Jan Hovden et al. : les représentations des réfugiés syriens dans les journaux scandinaves	91
Considérations finales	94

Chapitre 3. Prendre la parole : les canaux médiatiques via lesquels les réfugiés racontent leur propre récit **95**

3.1. <i>L'Œil de la Maison des journalistes</i> et l'implication des exilés pour les libertés d'expression et de la presse	99
3.1.1. De <i>L'Œil de l'exilé</i> à <i>L'Œil de la Maison des journalistes</i>	101
3.1.1.1. La création d'une « tribune libre » au sein d'un centre d'hébergement	102
3.1.1.2. Une passerelle vers l'insertion professionnelle	104
3.1.2. Information et sensibilisation en France et ailleurs	106
3.1.2.1. Une défense des libertés d'expression et de la presse	106
3.1.2.2. La sensibilisation aux libertés d'expression et de la presse auprès des jeunes	108
3.2. <i>Tido</i> et le souhait de parler différemment de la migration	110
3.2.1. Un héritage associatif	110
3.2.1.1. « <i>Trait d'Union</i> » : un blogue né au sein de l'association Singa	111
3.2.1.2. <i>Tido</i> , une association à part entière : l'indépendance de Singa trois ans après sa création	113
3.2.2. Un détachement du journalisme classique	115
3.2.2.1. Une ligne éditoriale inspirée des « histoires différentes sur la migration »	116
3.2.2.2. Un modèle horizontal et collaboratif de production de l'information	117
3.3. <i>Guiti News</i> et l'ambition de réinsérer des journalistes exilés en France	118
3.3.1. Un média « franco-réfugié »	120
3.3.1.1. Un journaliste réfugié afghan à l'origine du projet	120
3.3.1.2. Entre Français et étrangers, une volonté de « croiser les regards sur l'actualité »	122
3.3.2. Une activité journalistique diversifiée pour sensibiliser au-delà des frontières	124
3.3.2.1. Le volet éducation aux médias	124
3.3.2.2. Le réseau européen de médias indépendants	125
3.4. <i>Infomigrants</i> et l'urgence contre les fausses informations	126
3.4.1. La précision de l'information, un besoin	128
3.4.1.1. Le constat d'un parcours migratoire connecté	129
3.4.1.2. La création d'un média en plusieurs langues pour « expliquer l'Europe »	131
3.4.2. Un média numérique en dialogue avec son public cible	132
3.4.2.1. La production de l'information en interaction avec les sources en ligne	133
3.4.2.2. Une équipe composée de journalistes français, étrangers et réfugiés	135
Considérations finales	136

Partie II – Les représentations des réfugiés dans *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News* **139**

Chapitre 4. De la souffrance à la prise de conscience : l'analyse du cadre victime **154**

4.1. <i>Infomigrants</i> et la victime passive	156
4.1.1. Une mise en lumière des conditions entraînant la souffrance	157

4.1.1.1. Le sous-cadre « humanitaire »	159
4.1.1.2. Le sous-cadre « discrimination »	161
4.1.2. La « dissuasion » comme approche éditoriale	165
4.1.2.1. La ligne éditoriale et le contexte de production de l'information chez <i>Infomigrants</i>	165
4.1.2.2. L'influence des sources associatives dans la construction du cadre victime	166
4.2. <i>L'Œil de la MDJ</i> , <i>Guiti News</i> et la victime engagée	171
4.2.1. Victime, mais pas par hasard : un éclairage sur les raisons du départ dans <i>L'Œil de la MDJ</i>	171
4.2.1.1. Une attention à la situation politique des pays d'origine et aux violences faites aux journalistes	172
4.2.1.2. Une représentation co-construite avec les personnes concernées	178
4.2.2. Une mise en lumière par <i>Guiti News</i> des violences souffertes par les exilés	182
4.2.2.1. Le réfugié en tant que victime dans l'actualité de <i>Guiti News</i>	182
4.2.2.2. La construction du cadre victime par le discours des sources politiques, associatives et réfugiées	187
4.3. <i>Tido</i> et le « refus » de la qualité de victime	191
4.3.1. Un choix éditorial influencé par les valeurs de Singa	193
4.3.2. Une couverture médiatique superficielle	196
Considérations finales	200

Chapitre 5. De l'exceptionnalité à l'inclusion : l'analyse du cadre héros **202**

5.1. <i>Infomigrants</i> et le héros extraordinaire	203
5.1.1. Une représentation centrée sur l'individu	203
5.1.1.1. Le sous-cadre « intégration »	204
5.1.1.2. Le sous-cadre « diversité culturelle »	205
5.1.1.3. Le sous-cadre « bon travailleur »	207
5.1.1.4. Le sous-cadre « empowerment »	208
5.1.2. La construction du réfugié en tant que héros par des auteurs Français	210
5.2. <i>L'Œil de la MDJ</i> et le héros militant	212
5.2.1. Le réfugié en tant qu'acteur engagé pour la liberté d'expression	212
5.2.1.1. Le sous-cadre « empowerment »	212
5.2.1.2. Le sous-cadre « diversité culturelle »	215
5.2.1.3. Le sous-cadre « intégration »	216
5.2.2. Le réfugié en tant que héros : un discours porté par des étrangers et Français et déterminé par des formats d'opinion	217
5.3. <i>Guiti News</i> et le héros éclairé	222
5.3.1. Le réfugié en tant qu'acteur critique	222
5.3.1.1. Le sous-cadre « bon travailleur »	223
5.3.1.2. Le sous-cadre « intégration »	225
5.3.1.3. Le sous-cadre « diversité culturelle »	226
5.3.1.4. Le sous-cadre « empowerment »	227
5.3.2. L'influence du militantisme dans la construction du cadre héros	230
5.4. <i>Tido</i> et le héros du quotidien	232

5.4.1. La subjectivité comme élément d'héroïsation	233
5.4.1.1. Le sous-cadre « diversité culturelle »	233
5.4.1.2. Le sous-cadre « bon travailleur »	234
5.4.1.3. Le sous-cadre « intégration »	236
5.4.1.4. Le sous-cadre « <i>empowerment</i> »	237
5.4.2. L'image du héros portée par le discours des sources réfugiées	238
Considérations finales	242
Chapitre 6. De l'illégalité à l'humanisation : l'analyse des cadres menace et neutre	243
6.1. La peur de l'autre : l'analyse du cadre menace	244
6.1.1 <i>Infomigrants</i> et la menace étrangère	244
6.1.1.1. Une menace à l'ordre public et aux politiques publiques	244
6.1.1.2. Une menace aux yeux des sources politiques et institutionnelles	248
6.1.2. <i>L'Œil de la MDJ</i> , <i>Guiti News</i> et <i>Tido</i> : la menace comme exception	250
6.1.2.1. <i>L'Œil de la MDJ</i> : une éventuelle association entre migration et terrorisme	250
6.1.2.2. L'absence du cadre menace chez <i>Guiti News</i> et <i>Tido</i>	255
6.2. Ni bon, ni mauvais, simplement un « citoyen du monde » : l'analyse du cadre neutre	256
6.2.1. <i>Infomigrants</i> et le cadre neutre : une exception paradoxale	256
6.2.2. <i>L'Œil de la MDJ</i> et le cadre neutre : métaphores et anecdotes mises en lumière	258
6.2.3. <i>Guiti News</i> et le cadre neutre : une influence des sujets froids	260
6.2.4. <i>Tido</i> et le cadre neutre : une attention à la trivialité et au quotidien	265
6.2.4.1. L'absence de cadre : une ambition de vulgariser la migration	266
6.2.4.2. Le sous-cadre « normalité » : le réfugié comme n'importe qui d'autre	267
6.2.4.3. Le sous-cadre « complexité » : les enjeux du parcours migratoire	272
Considérations finales	273
Partie III – La reconnaissance au sein des rédactions spécialisées dans la migration : moyens et limites	276
Chapitre 7. De la conviction à la frustration : les limites d'ordre humain	280
7.1. Entre sollicitude personnelle et l'estime sociale : les rédactions en tant que communautés	281
7.1.1. L'émergence du sentiment d'appartenance	283
7.1.1.1. La rencontre en tant que besoin essentiel	284
7.1.1.2. Le tissage de liens amicaux (et familiaux) au sein des rédactions : le cas de <i>Tido</i>	286
7.1.1.3. Un sentiment de communauté relativisé : l'exemple de <i>Guiti News</i> et d' <i>Infomigrants</i>	288
7.1.2. La reconnaissance manifestée par le travail	291
7.1.2.1. Le désir d'être réinséré en tant que journaliste en France	292
7.1.2.2. Travailler avec la diversité	294
7.2. Clash de valeurs, militantisme mitigé et dénaturation du projet associatif : quand on ne défend pas tous la même cause	296
7.2.1. Les conflits culturels et les conflits de conviction	296
7.2.1.1. Les différences culturelles	296

7.2.1.2. Être militant ou pas	301
7.2.2. La quête du pouvoir au sein des rédactions	306
7.2.2.1. La question de la hiérarchie	306
7.2.2.2. Les conflits d'intérêt : le cas de <i>Guiti News</i>	316
Considérations finales	322
Chapitre 8. De la liberté à la fragilité éditoriale : les limites du modèle collaboratif	323
8.1. Le paradoxe entre la liberté d'expression versus l'inefficacité dans la production d'information	325
8.1.1. Les rédactions « alternatives » comme refuge de la liberté de parole	326
8.1.2. La participation des réfugiés et immigrants dans la production d'information	331
8.2. L'impact du bénévolat dans la fragilité éditoriale	337
8.2.1. Le suivi des bénévoles	340
8.2.2. L'inconstance du bénévolat et l'impact sur les contenus et formats	343
Considérations finales	346
Chapitre 9. De l'ambition à la désillusion : les limites d'ordre matériel et financier	348
9.1. L'inévitable quête pour la visibilité	349
9.1.1. Les conditions matérielles de production de l'information	349
9.1.2. La visibilité vis-à-vis du public français et du public réfugié	354
9.2. Sources de financement et modèles économiques	359
9.2.1. <i>Infomigrants</i> : l'avenir conditionné par une commande européenne	360
9.2.2. <i>Guiti News</i> : rebondir et accélérer grâce aux aides publiques et privées	362
9.2.3. <i>Tido</i> : assumer les conséquences d'un manque de modèle économique	365
9.2.4. <i>L'Œil de la MDJ</i> : résister et exercer la voix malgré les contraintes financières	367
Considérations finales	370
Conclusion	372
Bibliographie	381
Sources	387
Corpus d'entretiens et de textes	391
Entretiens	391
Corpus des textes analysés, par média	392
<i>Guiti News</i>	392
<i>Infomigrants</i>	397
<i>L'Œil de la Maison des journalistes</i>	406
<i>Tido</i>	411
Autres documents et textes produits par les quatre médias étudiés	416
Annexe	419
Grille d'entretiens	419

Introduction

« Dans un monde idéal, je créerais mon propre média alternatif, avec des rédacteurs originaires de différents pays, et je ne donnerais pas plus d'évidence aux langues occidentales. Toutes les langues seraient égales. J'essayerais d'écrire sur les mouvements sociaux, sur ce que veut dire être humain, sur beaucoup de choses. Je vivrais dans un endroit où les gens pourraient me rendre visite pour que nous puissions mener à bien ce projet ensemble¹ ».

Juin 2020, je m'entretiens avec Mulham Hendawy, un journaliste et traducteur syrien de 28 ans, réfugié en France. Malgré la distance de l'interview, réalisée par visioconférence à cause du contexte de la Covid-19, cette conversation m'a particulièrement touchée.

En effet, Mulham Hendawy, un jeune homme du même âge que moi à l'époque de l'entretien, m'a raconté pendant deux heures un peu de son vécu, et particulièrement quelques difficultés pour s'adapter à sa nouvelle vie en France. Dans une partie de son récit, qui revient à une expérience unique d'exil, j'ai reconnu mes propres difficultés en tant que personne immigrée en France, notamment les obstacles à l'exercice du métier de journaliste.

Au cours de l'interview, nous avons discuté des raisons pour lesquelles Mulham Hendawy a demandé l'asile en France, mais également de ce que signifie « être journaliste », de ce que signifie aimer ce métier et ne pas pouvoir l'exercer, de ce que c'est de se faire des amis dans un nouveau pays, et des chocs culturels auxquels nous sommes confrontés en tant qu'étrangers en France.

Je cherchais à comprendre les possibilités pour ce journaliste de parler, d'exprimer ses besoins, ses frustrations, ses désirs et sa personnalité au-delà de la condition de réfugié. Car, jusqu'au début de ma recherche de doctorat, en 2019, je n'avais jamais échangé avec une personne réfugiée – que je le sache. Tout ce que je connaissais de l'asile et de l'exil venait tout d'abord de ma propre consommation médiatique, de ce que disaient les journaux et la télévision, et des constats des chercheurs dans des livres et des articles scientifiques.

Je m'intéresse depuis de nombreuses années au sujet du traitement médiatique de la migration forcée et comment sont représentées les personnes réfugiées dans les médias, mais, jusque-là, je ne

¹ Hendawy Mulham, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 10 juin 2020, par visioconférence.

savais pas ce que ces mêmes personnes en pensaient. Je n'avais jamais lu ni vu un réfugié parler d'autre chose que de sa propre expérience d'exil dans les journaux et à la télévision, et ce, dans les rares occasions où ils sont consultés. J'ai dû rencontrer moi-même ces personnes pour pouvoir comprendre les blocages qui les empêchent de parler d'autres sujets dans les médias ou d'être reconnus en tant que sources fiables d'information.

Un chemin de quelques années d'études m'a conduit jusqu'à la rencontre avec Mulham Hendawy et au développement de cette thèse. Mon intérêt pour les représentations des personnes réfugiées dans les médias s'initie en 2015, lorsque la « crise des migrants » fait la une avec plusieurs événements.

En effet, le nombre de personnes déplacées dans le monde atteint les 65,6 millions en 2016, dont 22,5 des réfugiés. Le pic des déplacements a été observé entre 2012 et 2015, surtout en raison de la guerre civile en Syrie, initiée en 2011, mais aussi à cause des conflits en Irak, au Yémen et en Afrique Subsaharienne².

En 2015, l'Europe a enregistré l'entrée d'environ un million de personnes et, dans un contexte où le monde entier a connu un mouvement migratoire sans précédent, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a déclaré que le nombre de réfugiés enregistré sur le globe était le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale³. En 2016, le nombre de nouveaux déplacements était équivalent à 20 personnes forcées à fuir leurs foyers à chaque minute⁴.

Les pays qui ont accueilli le plus grand nombre de réfugiés en 2016 ont été la Turquie (2,9 millions), le Pakistan (1,4 million), le Liban (1,0 million) et la République Islamique d'Iran (979 400). Le reste de l'Europe n'a accueilli qu'un total de 2,3 millions de réfugiés⁵. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR, ou HCR en français), les enfants de moins de 18 ans représentaient environ la moitié de la population réfugiée en 2016 (51%)⁶.

² UNHCR, *Global trends 2016*. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/5943e8a34.pdf>, consulté le 2 juillet 2022, pp. 5-6.

³ Edwards Adrian, « Le nombre de personnes déplacées atteint son plus haut niveau depuis des décennies », *UNHCR*, mis en ligne le 19 juin 2017. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies>, consulté le 4 août 2022.

⁴ UNHCR, *Global trends 2016*, *op. cit.*

⁵ *Ibid*, pp. 13-19.

⁶ *Ibid.*, p. 2.

Entre 2015 et 2017, la question des réfugiés a été un sujet omniprésent dans les canaux multimédias tant en France qu'à l'international. En 2015, la « crise des migrants » fut le treizième sujet le plus recherché sur Google par les Français, de l'ordre de plus de 23 millions de recherches effectuées⁷.

Mais d'autres événements ont eu lieu durant cette même période, notamment plusieurs attaques terroristes en Europe (*Charlie Hebdo* et Bataclan, Paris, 2015 ; Nice et Bruxelles, 2016 ; Londres, Manchester et Barcelone, 2017). À plusieurs reprises, la couverture médiatique de ces événements tragiques a été confondue avec celle de la migration, ce qui a contribué à renforcer des amalgames, s'appuyant sur un faux rapport de « cause/effet », dans une espèce de « criminalisation » de la migration.

Cette association entre migration et terrorisme/criminalité n'est cependant pas nouvelle. Selon Catherine Wenden, la migration, d'une façon globale, a été toujours liée à des questions de sécurité, et surtout après le 11 septembre 2001, les associations qui sont faites entre l'immigration, le terrorisme international, l'islam et la violence urbaine ont créé des amalgames dans l'opinion publique afin de justifier des politiques de contrôle de frontières et de vigilance à l'égard des étrangers de plus en plus renforcées⁸.

Dans une étude de 2017 réalisée par l'Ifop, 51 % des Français doutaient que les réfugiés en France soient de « vrais réfugiés » et 45 % étaient favorables à l'idée de la fermeture complète des frontières⁹. Les sondages les plus récents démontrent que la perception des Français par rapport à l'immigration est plutôt négative, ce qui confirme la tendance des années précédentes. Selon l'institut IPSOS / Sopra Steria, 66 % des Français pensent « qu'il y a trop d'étrangers en France » et 58 % affirment que, de manière générale, « les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer »¹⁰.

Ces perceptions contredisent une réalité bien différente : selon l'Insee, la population étrangère en France est de 4,9 millions d'habitants, ce qui représente 7,4 % de la population totale (67 millions

⁷Google, « A Year in Search 2015 ». *Google*, 2015. Accessible à l'adresse https://trends.google.fr/trends/story/2015_FR, consulté le 4 août 2022.

⁸Wenden Catherine, *La question migratoire au XXIe siècle : migrants, réfugiés et relations internationales*, SciencesPo, Paris, 2013, pp. 64-65.

⁹IFOP, « Les Français et leurs perceptions de l'immigration, des réfugiés et de l'identité ». *IFOP*, juillet 2017. Accessible à l'adresse https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3814-1-study_file.pdf, consulté le 4 janvier 2024.

¹⁰IPSOS, « Fractures Françaises 2019 ». *Ipsos*. Accessible à l'adresse https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-09/fractures_francaises_2019.pdf, consulté le 4 janvier 2024.

en 2019)¹¹. Par ailleurs, en 2019 la France avait enregistré 132 614 nouvelles demandes d’asile¹², ce chiffre représentant moins de 0,2 % de la population du pays.

Dans ce contexte, comment ne pas s’intéresser à l’influence des médias sur l’opinion publique en matière de migration ? C’est justement la pertinence sociale, politique et surtout journalistique de la « crise des réfugiés » qui m’a motivé à consacrer mes études à ce sujet. J’initie alors en 2017 une recherche de master à l’Institut des Droits de l’Homme de Lyon, conventionné avec l’Université Grenoble-Alpes, sur la façon dont certains médias français traitent de la question migratoire. En analysant une centaine d’articles de journaux issus du *Monde*, du *Figaro*, de *Libération* et des *Échos*, ainsi que de l’Agence France-Presse (AFP), j’arrive au constat que ces médias grand public ont tendance à traiter les réfugiés en tant que sujets « passifs », et que la parole ne leur est donné que dans moins de 10 % des cas pour la presse et dans moins de 25 % des cas pour l’AFP.

Ces constats n’ont fait que confirmer des études précédentes, comme celle de Rodney Benson, sur le traitement de l’immigration dans la presse et dans les émissions de télévision en France et aux États-Unis. Le travail de Benson révèle que les personnes issues de l’immigration représentent moins de 5 % des sources d’information mobilisées dans les années 1970, 1980 et 1990, et moins de 10 % dans les années 2000¹³.

À la suite de la « crise des migrants » de 2015, d’autres chercheurs ont prêté attention à la manière dont les médias ont traité le sujet. Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic observent que les représentations des personnes réfugiées dans la couverture médiatique sur la « crise » en Europe oscillent entre l’image de victime et celle de menace, et que les réfugiés sont en général déshumanisés avec des stratégies de massification, de diffamation, d’infantilisation, de marginalisation ou d’esthétisation¹⁴.

Mais au-delà des représentations souvent négatives que les médias grand public offrent au sujet de la migration, ce qui m’interpellait particulièrement était le silence des personnes réfugiées. Myria

¹¹Insee, « *Immigrés, étrangers* ». Accessible à l’adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#:~:text=En%202019%2C%206%2C7%20millions,4%20%25%20de%20la%20population%20totale>, consultée le 13 juillet 2020.

¹²Ministère de l’Intérieur, « *L’asile en 2019* », communiqué du 21 janvier 2020. Accessible à l’adresse <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Actualites/Communiqués/L-asile-en-2019>, consulté le 24 juin 2020.

¹³Benson Rodney, *L’immigration au prisme des médias*. PUR, Rennes, 2017, p. 126.

¹⁴Chouliaraki Lilie, Stolic Tijana, “Rethinking media responsibility in the refugee ‘crisis’: a visual typology of European news”. *Media, Culture & Society*. 39, 2017, pp.1-16, p.12.

Georgiou et Rafal Zaborowski ont constaté, en analysant des centaines d'articles de journaux de huit pays européens, que les réfugiés n'ont guère la possibilité de s'exprimer, et que seuls 24% des articles distinguent les hommes des femmes, seuls 16% indiquent leur nom et 7% leur profession¹⁵. En effet, le traitement des réfugiés et demandeurs d'asile dans la presse européenne est marqué par un paradoxe : leur image est surexposée, mais leur parole n'est pas assez entendue.

Dans la continuité de ma recherche sur la représentation des personnes réfugiées dans les journaux grand public français, je me suis intéressée aux espaces médiatiques où ces personnes peuvent effectivement exercer leur voix. J'ai décidé donc d'étudier des médias français réalisés par et/ou pour des réfugiés, inspirée par les quelques recherches éparses existant sur la voix des réfugiés en Europe. En effet, plusieurs études traitent de la représentation de ce qu'on appelle les « migrants » dans les médias grand public, mais peu d'études interrogent directement les réfugiés, et de rares études traitent des initiatives « de terrain » et/ou des médias créées par ces populations.

Dans un rapport pour le Conseil de l'Europe, Nadia Bellardi fait un panorama des productions médiatiques « communautaires » réalisées par des migrants et des réfugiés en Europe, notamment en Autriche, en Suisse, en Allemagne, au Luxembourg et en Italie. Elle étudie la pertinence des médias communautaires pour le renforcement des capacités et d'inclusion des réfugiés dans la production de l'information. La conclusion de sa recherche est que les médias communautaires constituent un point de contact, de médiation et de formation crucial, permettant de garantir le droit à l'accès à l'information et à la liberté d'expression, ainsi que de répondre au besoin des réfugiés de s'exprimer de leur propre voix¹⁶.

Dans une étude réalisée en Italie, Simona Baldini interroge les avantages et les limites de l'atelier de narration numérique (*Digital Storytelling Workshop*) en tant que pratique pour diffuser des contre-récits aux représentations stigmatisantes des réfugiés et demandeurs d'asile à travers le partage d'expériences personnelles¹⁷.

¹⁵ Georgiou Myria, Zaborowski Rafal, *Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne*. Conseil de l'Europe, DG1(2017)03, Strasbourg, 2017, p.10.

¹⁶ Bellardi Nadia et al., *Spaces of inclusion. An explorative study on needs of refugees and migrants in the domain of media communication and on responses by community media*. Council of Europe, 2018, p. 45.

¹⁷ Baldini Simona Bonini, "Digital Storytelling with Refugees: Analysis of Communication Setting from the Capability Approach Perspective". *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 17 | 2019. Accessible à l'adresse <http://journals.openedition.org/rfsic/7022>, consulté le 20 février 2022.

Dans une recherche de 2016, Marie Godin et Giorgia Doná analysent le rôle des médias sociaux (*YouTube, Twitter, Facebook* et blogues) dans la politique de la représentation de la « voix » des réfugiés et de la diaspora congolaise au Royaume-Uni. Les auteures soutiennent que les nouveaux médias sociaux permettent aux réfugiés d'exercer leur propre volonté d'agir en gérant la création, la production et la dissémination de récits alternatifs et en s'engageant dans un militantisme hybride (en ligne ainsi que hors ligne) pour contrer les politiques conventionnelles de représentation en matière de voix des réfugiés et de ceux qui font partie de la diaspora¹⁸.

Enfin, dans une étude réalisée en 2018, Myria Georgiou analyse quatre projets numériques en Italie, Allemagne et Royaume-Uni qui racontent l'histoire de « la crise » à travers les propres voix des réfugiés et des migrants. L'accent est mis sur deux initiatives institutionnelles et deux initiatives de terrain afin d'identifier comment les réfugiés sont représentés et quelles voix se font entendre dans ce que Georgiou appelle « l'Europe numérique ». Les initiatives institutionnelles mettent l'accent sur les points communs entre les réfugiés et « nous » dans une tentative d'humanisation, alors que les initiatives de terrain permettent une plus grande prise de parole pour contester les injustices nationales et transnationales¹⁹.

Il est à souligner que la plupart des recherches en sciences de l'information et de la communication qui étudient les populations réfugiées portent principalement sur les représentations des réfugiés dans les médias traditionnels ou sur l'usage/consommation des technologies de l'information et de la communication, des réseaux socionumériques et des médias diasporiques par les réfugiés. En outre, aucune de ces études ne traite de la voix des réfugiés en France, ni apporte des éléments sur l'économie des médias qu'ils créent ou qui sont créés pour eux.

J'ai souhaité réaliser ainsi une recherche inédite sur comment les réfugiés sont impliqués dans la production de l'information dans des canaux médiatiques créés par et/ou pour eux en France, et comment leur participation dans ces médias permet l'émergence de nouvelles façons de représenter les « migrants » et la migration.

Les possibilités de recherche dans ce domaine sont vastes. En effet, depuis 2015, on observe en France la création de plusieurs médias indépendants spécialisés dans les questions migratoires.

¹⁸ Godin Marie, Doná Giorgia, “‘Refugee Voices’, New Social Media and Politics of Representation: Young Congolese in the Diaspora and Beyond”, *Refuge*, 32 (1), 2016, pp. 60-71.

¹⁹ Georgiou Myria, “Does the subaltern speak? Migrant voices in digital Europe”, *Popular communication*, 16 :1, 2018, pp. 45-57.

Certaines initiatives ont été éphémères, telles que la radio *Stalingrad Connection* (2016-2019), le blogue *Mediafugees* (2017-2019) et la revue de presse *Réfugiés News* (2020-2022). D'autres sont toujours actives, comme le compte *Instagram* et podcast *Commun exil* (depuis 2019) et le média vidéo *Komune* (depuis 2022). Toutefois, la diversité de formats (site web, radio, vidéo...) et la volatilité des initiatives nous ont fait poser des critères spécifiques pour constituer un corpus solide et faciliter la réalisation de notre recherche de terrain.

J'ai choisi alors comme objets d'étude les médias en ligne *L'Œil de la Maison des journalistes*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*. Réalisés par et/ou pour des personnes réfugiées, ces quatre médias proposent théoriquement de « redonner la parole » aux personnes réfugiées. Cette réappropriation du discours passe par la mobilisation de sources d'information réfugiées et la présence de personnes réfugiées au sein de chaque rédaction, ce qui peut avoir une répercussion sur le traitement des sujets liés à la migration.

L'Œil de la Maison des journalistes, aussi connu comme *L'Œil de la MDJ* est un site Internet dédié aux journalistes exilés hébergés à la *Maison des journalistes* (MDJ), une association basée à Paris qui accompagne, depuis 2002, des professionnels des médias exilés en France.

Tido est un média collaboratif créé en avril 2016 au sein de l'association Singa. Son ambition est de raconter « des histoires sur l'asile qu'on n'a pas l'habitude d'entendre²⁰ ». Réalisé pour et par des réfugiés, la plateforme rassemble des histoires écrites par n'importe quelle personne intéressée à contribuer à un « changement de regard » sur l'asile et les migrations.

Infomigrants se présente comme « un site d'information destiné à lutter contre la désinformation dont sont victimes les migrants où qu'ils se trouvent : dans leur pays d'origine, sur la route, ou déjà dans le pays où ils espèrent bâtir une nouvelle vie²¹ ». Lancé en mars 2017 et cofinancé avec l'Union Européenne, il s'agit d'un projet multiplateforme piloté par *France Médias Monde* (*France 24*, *RFI*, *MCD*), *Deutsche Welle* et l'agence *ANSA*.

Guiti News est un média associatif en ligne, lancé en janvier 2019, spécialisé dans la migration. L'originalité de ce site se trouve dans la composition de son équipe : *Guiti News* « présente

²⁰ Tido, « About ». *Medium*. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/about>, consulté le 26 décembre 2023.

²¹ Infomigrants, « A propos ». *InfoMigrants*. Accessible à l'adresse <http://www.infomigrants.net/fr/about>, consulté le 12 juillet 2021.

uniquement des reportages réalisés par un binôme de journalistes, un journaliste français et un confrère exilé²²».

Les critères pour la sélection de *L'Œil de la Maison des journalistes*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* en tant qu'objets d'étude ont été multiples :

- a) Ces médias, par leurs raisons d'être, leurs principaux sujets traités et/ou les profils de leurs participants, gardent un lien direct avec l'exil, la migration forcée et ses différents enjeux.
- b) Il s'agit de médias qui traitent à la fois de l'expérience du réfugié dans le pays d'accueil et des causes de la migration forcée. Ces médias traitent des enjeux liés à l'exil sans pour autant cibler une communauté ou une nationalité spécifique. Ils sont ainsi différents des médias dits « diasporiques », qui entament un dialogue étroit avec les pays d'origine des communautés cibles et/ou qui traitent de sujets afin de garder un lien culturel et identitaire entre le public qui lit et les pays et cultures qui font objets des contenus de ces médias.
- c) Ces médias ont été créés en France, ayant comme langue principale le français, même s'ils peuvent être également présents ou avoir des activités sur d'autres pays et des publications dans différentes langues. Le lien de causalité entre la création du média et la « crise des migrants » de 2015 a été observé et pris en compte pour trois des quatre médias étudiés.
- d) Ces médias existaient déjà et produisaient toujours du contenu avec une certaine régularité (toutes les semaines ou tous les mois *a minima*) au moment du début de la recherche, à savoir, au début de l'année 2019. Ont ainsi été exclus de l'analyse des médias inactifs ou peu actifs.
- e) Ces médias réalisent uniquement du contenu en ligne (textes, vidéos et podcasts).
- f) Pour faciliter l'analyse du discours, nous avons choisi des médias produisant des contenus écrits, raison pour laquelle des médias uniquement vidéo ou radio ont été exclus de l'étude.
- g) Les médias étudiés produisent eux-mêmes la majorité de leurs contenus, raison pour laquelle les revues de presse ont été exclues également.
- h) La facilité d'accéder au terrain pour interviewer des participants (notamment pour *Tido* et *Guiti News*) ont été aussi des critères déterminants du choix de ces médias.

²² Guiti News, « Guiti : nm, signifiant le monde, l'univers, en perse ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/quest-ce-que-guiti-news/>, consulté le 11 août 2022.

i) Enfin, *Infomigrants* ne peut pas être considéré comme un média alternatif, militant ou indépendant comme les trois autres, mais il s'agit d'un canal traitant de la migration de grande importance dans l'actualité. À notre connaissance, parmi tous les médias spécialisés dans la migration en France, *Infomigrants* est le seul à réussir à communiquer avec un large public issu de la migration, tout en faisant participer des journalistes exilés au sein de son équipe. Malgré ses différences substantielles vis-à-vis des trois autres sites étudiés – différences que nous allons approfondir ensuite –, *Infomigrants* est un média en ligne incontournable pour notre analyse. La comparaison entre le fonctionnement d'*Infomigrants* et celui des trois autres sites nous permettra d'identifier l'impact des conditions matérielles des différents modèles de médias sur la production de l'information.

L'Œil de la MDJ, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* sont ainsi des médias consacrés à des sujets et problématiques liés à la migration et à l'exil. Nous nous intéressons donc à la façon dont ces médias parlent des migrations et comment ils agissent pour donner la possibilité aux réfugiés de prendre la parole.

Le cadre théorique mobilisé dans cette recherche s'appuie sur quatre principaux concepts : voix (Nick Couldry, 2010), représentation (Stuart Hall, 1997 ; Pierre Bourdieu, 1980 ; Teun A. Van Dijk, 1993), cadrage (« *framing* », Robert Entman, 1993 ; Rodney Benson, 2017) et reconnaissance (Axel Honneth, 2013).

Nick Couldry entend par « voix » le processus consistant à rendre compte de sa vie et de ses conditions, c'est-à-dire, raconter une histoire, fournir un récit. La « voix en tant que récit » est la manifestation concrète de la voix via laquelle les individus racontent leurs histoires, vécus, besoins... La voix est également considérée comme une valeur qui indique la possibilité d'être inclus ou non dans une communauté d'appartenance et être partie prenante de ses décisions. La possibilité effective de faire entendre sa voix c'est ce qu'on entend par « voix comme valeur ». La voix est donc la valeur primordiale qui motive les gens à s'impliquer dans les médias alternatifs et se battre pour qu'ils existent : la voix en tant que valeur fonde la possibilité d'imaginer des médias alternatifs²³. La voix est toujours plus que le discours, elle nous dévoile comme sujets et sur ce que nous sommes capables de faire dans le monde²⁴. Ainsi, ignorer la capacité de narration d'une autre

²³ Couldry Nick, *Why Voice Matters : Culture and Politics after Neoliberalism*. Sage, Londres, 2010, p.45.

²⁴ *Ibid.*, p.45.

personne – ou nier son potentiel de voix – revient à nier une dimension fondamentale de la vie humaine.

Puisque la voix dépend de ressources matérielles, comme la langue, et de la reconnaissance des autres comme ayant une voix, les processus médiatiques de production et de distribution font partie de la matérialité de la voix, la « matière » sans laquelle la voix est impossible²⁵.

En effet, les médias jouent un rôle important dans la manière dont les individus expriment leur voix et, ce faisant, se présentent et créent des représentations d’eux-mêmes. Car les représentations sont des systèmes de production de sens qui impliquent un processus mental (les pensées qui donnent du sens au monde) et un processus linguistique²⁶, capables d’influencer les perceptions que les autres font d’eux.

Pour Pierre Bourdieu, les représentations ont la capacité de construire une réalité et sont inséparables des rapports de pouvoir²⁷. Pour Teun A. Van Dijk²⁸, la tendance des minorités ethniques (y compris les réfugiés) à être représentées dans les actualités des médias traditionnels par des caractéristiques négatives et des stéréotypes est définie comme « *otherpresentation* » (la « représentation de l’autre »). Selon ce phénomène, les élites se définissent par des caractéristiques positives en même temps qu’elles attribuent des caractéristiques négatives aux « autres différents ».

En choisissant de mettre en valeur certaines informations ou caractéristiques d’une histoire ou d’un individu, les médias font des récits qui encouragent les audiences cibles à penser, à sentir et à décider d’une manière particulière. Ce processus de sélection et de mise en évidence d’une réalité perceptible est défini par Robert Entman comme relevant d’une opération de « *framing* » (« cadre » ou « cadrage »)²⁹.

Dans son étude sur les représentations des personnes immigrées dans la presse et la télévision française et étasunienne, Rodney Benson utilise le concept de cadre linguistique de Robert Entman

²⁵ *Ibid.*, p.45.

²⁶ Hall Stuart, “A centralidade da cultura: notas sobre as revoluções culturais do nosso tempo”. *Educação & Realidade*, Porto Alegre, v. 22, n°2, p. 15-46, jul./dez, 1997.

²⁷ Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*. Paris, Les éditions de minuit, 1980.

²⁸ Van Dijk Teun A., *Prejudice in discourse*. Benjamins, Amsterdam, 1984.

²⁹ Entman Robert. M., “Framing bias: media in the distribution of power”, *Journal of Communication*, v. 57, 2007, pp. 163-173.

pour déterminer quelles représentations apparaissent le plus souvent grâce à la présence de mots ou d'expressions particuliers³⁰. Nous utilisons ce même concept dans cette recherche.

Les discours médiatiques sont capables d'influencer ou de modifier les perceptions fondées sur des représentations créées par des cadrages spécifiques. Les médias sont donc capables de provoquer méfiance et peur, mais aussi du respect et de l'admiration. Les médias participent (ou s'immiscent) dans la dynamique de lutte pour la reconnaissance des réfugiés en tant qu'agents qui contribuent à la société d'accueil. C'est là qu'intervient le concept de reconnaissance d'Axel Honneth.

La reconnaissance implique des relations où les individus se sentent respectés, valorisés et appartenant à un groupe social. Considérant le rôle des médias dans la création de représentations, pour que les personnes réfugiées cessent d'être identifiées comme une menace et commencent à être reconnues comme un atout pour la société, un changement de discours est nécessaire. Il est important que les réfugiés eux-mêmes soient capables d'exercer leur voix et de déterminer quelles représentations sont créées par eux et pour eux. Via les médias, ils peuvent (ou non) être plus à même de prendre la parole et de créer de nouvelles représentations, inspirant la confiance plutôt que la méfiance. Mais pour que cela se produise, il est indispensable qu'ils soient bien intégrés dans les processus de création et de diffusion de l'information.

Ici se trouve tout l'intérêt de cette thèse. Je souhaite comprendre quelle est la place effective des personnes réfugiées dans la production de l'information dans des médias qui se proposent – du moins en théorie – de leur donner la parole, et comment l'exercice de la voix change les représentations qui sont créées à l'égard des personnes réfugiées.

L'apport de cette recherche au débat académique est triple :

- Par rapport au concept de représentation, la plupart des recherches sur les représentations des réfugiés dans les médias se concentrent sur les médias grand public. Ici, je mets en lumière le discours et les dynamiques de médias dédiés à l'exil et aux exilés (certains pouvant être considérés comme des « médias alternatifs »).
- Par rapport au concept de voix, j'étudie la voix d'un groupe hétérogène de personnes, liées entre elles par un statut administratif, et non par la couleur de la peau (comme le cas des études qui articulent la voix et le racisme), ni par une ethnie ou nationalité spécifique, ni par

³⁰ Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*, op. cit.

un niveau socioéconomique. En soi, les études qui traitent en profondeur de la voix des réfugiés sont rares. Ainsi, en analysant les réfugiés en tant que porteurs eux-mêmes de discours, j'introduis une nouvelle dimension dans l'étude de la voix des populations minoritaires.

- Par rapport au concept de reconnaissance, j'apporte une analyse des conditions matérielles (et les limites qui y sont associées) dans lesquelles la reconnaissance peut se manifester (ou non) au sein des médias étudiés. Cette analyse de la matérialité de la reconnaissance est, selon certains auteurs³¹, le point de faiblesse de la théorie d'Axel Honneth. Ici, je la propose afin de comprendre les réelles capacités des médias étudiés à reconnaître l'agentivité des personnes réfugiées.

En outre, mon étude propose un aspect complémentaire à celui étudié par Rodney Benson. En effet, Benson précise que, dans sa recherche,

« compte tenu de ces différences [concernant la représentation des “réfugiés” et des “immigrants” dans les médias], je n'ai en général pas inclus les informations traitant des réfugiés politiques, excepté dans les cas où le statut de “réfugié” de certains groupes est mis en question et où il s'agit alors de savoir si un groupe donné [...] doit être traité de la même manière que les autres immigrants »³².

Nous nous inspirons fortement des travaux de Rodney Benson. Nous adaptons ainsi les modèles de « cadres de la migration » proposés par l'auteur à la réalité spécifique des réfugiés, ce qui n'est pas fait dans sa recherche³³.

Ainsi, l'articulation des concepts de voix, représentation et reconnaissance dans cette thèse est réalisée de manière à répondre à la problématique suivante :

« Dans quelle mesure – et malgré quelles limites – les médias *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News* façonnent un discours sur la migration qui fait participer des personnes réfugiées en reconnaissant leur voix ? »

À partir de ce questionnement, nous pouvons formuler trois objectifs spécifiques de la recherche, à savoir :

³¹ Guéguen Haud, Malochet Guillaume, *Les théories de la reconnaissance*. La Découverte, Paris, 2014, p. 53-54.

³² Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*, op. cit., p.266.

³³ *Ibid.*

1. Cerner comment les réfugiés sont (ou non) reconnus comme acteurs ayant une voix au sein de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* : quelles sont les réelles conditions pour qu'ils passent d'une position passive d'« objets » à une position d'agentivité, c'est-à-dire, de sujets producteurs d'information ; quelle est la place effective des personnes réfugiées dans les médias étudiés ; quels types de relations sont observées au sein des équipes ?
2. Comprendre comment les réfugiés portent le discours, c'est-à-dire, comment ils exercent leur voix au sein des médias étudiés, quels récits ils fournissent et via quels canaux.
3. Comprendre le fonctionnement des rédactions, les stratégies qu'elles adoptent, ainsi que les conditions de production et de diffusion des contenus, et leurs limites, afin de voir dans quelle mesure ces médias sont capables de changer le discours sur la migration.

Pour atteindre les objectifs exposés ci-dessus, plusieurs stratégies méthodologiques ont été mises en place : tout d'abord, une analyse du discours de 238 textes publiés dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* entre 2016 et 2020 et, en deuxième lieu, à partir des entretiens qualitatifs auprès de 24 participants des quatre médias (entre journalistes, coordinateurs, rédacteurs en chef réfugiés et non réfugiés). En parallèle, une observation participante a été réalisée dans *Tido* et *Guiti News* entre 2019 et 2022.

Pour la première approche méthodologique (l'analyse du discours), inspirés du travail de Rodney Benson, nous avons réalisé une analyse comparative entre les différentes « représentations du réfugié » (notamment : la victime, le héros et la menace) afin de comprendre comment chacun des médias étudiés construit chacune de ces représentations et en propose des nuances.

Les 238 textes analysés ont été choisis selon les critères suivants :

- Période : tous les textes ont été publiés entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2020.
- Échantillon analysé : Pour *L'Œil de la MDJ* et *Tido*, nous avons analysé les publications des mois d'avril, septembre et décembre des années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020. Pour *Guiti News*, nous avons analysé les publications des mois d'avril, septembre et décembre des années 2019 (année de lancement de *Guiti News*) et 2020. Enfin, pour *Infomigrants*, nous avons analysé uniquement les publications du mois de septembre des années 2017 (année de lancement d'*Infomigrants*), 2018, 2019 et 2020. Ce dernier média présente un corpus trop important, raison pour laquelle nous avons privilégié un seul mois.

- Thématique : nous avons analysé les publications qui font référence directement ou indirectement à la migration ou à la personne réfugiée/en situation de migration.
- Questions préalablement posées à la sélection des textes :
 - a) Dans le texte à analyser, existe-t-il des éléments de construction de l'image du « migrant »/réfugié ou de la migration ? (Si oui, ce texte mérite d'être analysé. Sinon, le texte est exclu de l'analyse.)
 - b) Le texte est-il écrit en langue française ou existe-t-il une version en français du texte publié ? (Si oui, ce texte mérite d'être analysé. Sinon, le texte est exclu de l'analyse.)
 - c) La publication contient-elle assez d'éléments écrits pour mener une analyse ? (Si oui, ce texte mérite d'être analysé. Sinon, le texte est exclu de l'analyse.)

Sont exclus donc de l'analyse les textes uniquement en langue étrangère et les publications sans texte (vidéos, podcasts, dessins...).

Nous avons ainsi sélectionné et analysé 55 textes de *L'Œil de la MDJ*, 51 textes de *Tido*, 45 textes de *Guiti News* et 87 textes d'*Infomigrants*. Nous étudions les principaux cadrages de la migration dans ces quatre médias : les cadres « victime », « héros » et « menace », en nous inspirant des catégories proposées par Rodney Benson, ainsi qu'un cadrage « neutre ». Nous vérifions comment ces cadres se présentent de manière quantitative et qualitative dans chaque média.

Pour la deuxième approche méthodologique, des entretiens qualitatifs semi-directifs ont été réalisés auprès de 24 collaborateurs des quatre sites. À partir de ces entretiens, les résultats nous ont permis d'analyser et de mesurer en termes qualitatifs :

- la manière dont les réfugiés sont reconnus au sein de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* (objectif spécifique 1) ;
- la contribution effective des réfugiés dans la construction de nouvelles représentations à l'égard d'eux-mêmes (objectif spécifique 2) ; et
- les stratégies de chacun des sites pour toucher leur public cible et les limites auxquelles ils se heurtent pour, *in fine*, diffuser un nouveau discours sur la migration (objectif spécifique 3).

Les entretiens ont été réalisés directement auprès des collaborateurs des médias, en présence, par téléphone ou via vidéoconférence, entre juillet 2019 et septembre 2020. Les interviewés ont accepté de voir figurer leurs noms dans cette recherche, à quelques exceptions près. Nous avons également respecté le choix de ceux souhaitant garder partiellement ou entièrement leur anonymat.

En parallèle des entretiens, j'ai réalisé une étude ethnographique basée sur l'observation participante dans deux des médias étudiés : *Tido* et *Guiti News*. J'ai en effet participé en tant que bénévole aux activités de *Tido*, notamment les conférences de rédaction réalisées deux fois par mois, entre février 2019 et janvier 2022. Une solide relation de confiance a été créée au sein de cette rédaction, ce qui m'a permis de réaliser facilement les interviews avec les membres de l'équipe et d'observer leur fonctionnement et leurs relations internes. En juin 2021, j'ai intégré le conseil d'administration de l'association en tant que membre.

Quant à *Guiti News*, j'ai intégré le média entre juin 2020 et septembre 2021, en qualité de présidente et directrice de publication bénévole, après l'invitation directe de la rédactrice en chef Nina Gheddar. Cette invitation intervient quelques mois après que je réalise des entretiens avec six membres de *Guiti News*, y compris la rédactrice en chef. Le contexte était à la fois prometteur et délicat : prometteur car *Guiti News* venait de se voir accorder une aide importante sur trois ans permettant d'embaucher les trois premiers salariés de l'association ; et délicat car la présidence passait par une période d'instabilité avec le départ de l'ancien président et cofondateur Mortaza Behboudi en décembre 2019, suspecté d'avoir détourné de l'argent de l'association. Le dessinateur de presse Gaspar Njock a remplacé Behboudi entre décembre 2019 et juin 2020. Succéder à Njock à la présidence était l'opportunité de comprendre la dynamique du média à partir des coulisses, de repérer des points forts, ainsi que des dysfonctionnements qui n'ont pas pu être révélés lors des entretiens.

L'observation participante au sein de *Tido* et de *Guiti News*, ainsi que les entretiens, ont été réalisés en partie en présence et en partie à distance, dû au contexte de la Covid-19, survenu à partir de mars 2020. Le fait de ne pas avoir pu rencontrer personnellement toutes les personnes interrogées a été une des limites de ma recherche, parmi d'autres, que je tiens à préciser :

1. Les personnes réfugiées, étrangères ou immigrées que j'ai pu interviewer sont pour la plupart des journalistes diplômés et/ou expérimentés dans les médias. Leurs récits ont été largement utilisés

pour appuyer les arguments de ma recherche, mais leurs parcours ne peuvent pas être généralisés, vu leur profil professionnel spécifique.

2. Toujours concernant les personnes interviewées, les participants sont à la fois des étrangers, immigrés ou Français. J'ai souhaité équilibrer les entretiens pour avoir un point de vue large sur le fonctionnement de chacun des médias. En outre, les participants interviewés sont pour moitié hommes et, pour l'autre moitié, femmes, mais les réfugiés sont tous des hommes. Ce fait n'a pas été délibéré, mais est le résultat des contraintes par rapport à la participation et à la disponibilité des femmes réfugiées pour participer à ces médias. Dans cette recherche, je formule quelques hypothèses par rapport à la faible participation des femmes réfugiées dans les médias étudiés, mais ce sujet reste à la marge et mériterait d'être approfondi dans une étude à part.

3. Enfin, comme déjà mentionné, les médias étudiés ne sont pas considérés comme des médias dits « diasporiques ». Le concept de diaspora n'est donc pas traité dans cette recherche.

Je tiens à préciser également la façon dont j'utilise le terme de « réfugié » dans cette thèse.

J'adopte le terme de « réfugié » pour faire référence à toute personne ayant vécu un parcours de migration forcé (c'est-à-dire, quelqu'un qui a été contraint de quitter son pays et demander l'asile ailleurs, qu'importe la raison de sa demande), qu'elle ait ou non un statut de réfugié. Cette conception me permet d'appeler « réfugié » les personnes ayant un statut, mais également celles qui sont en attente de réponse (les « demandeurs d'asile »), celles qui ont eu leurs demandes refusées et qui se trouvent en situation irrégulière (les « sans-papiers ») et les personnes qui ont eu le statut à un moment de leur vie mais qui ne l'ont plus (par exemple, ceux qui ont été naturalisés Français, et qui sont toujours considérés « immigrés »).

Je soutiens que le terme de « réfugié », tel qu'il est décrit dans la Convention de Genève, est un terme réducteur et obsolète, qui ne prend pas en compte les parcours de migration forcée au-delà de quelques cas de figure listés dans l'article 1 A(2). En effet, comme le précise Karen Akoka, cette définition est une « catégorie fabriquée [...], un construit qui n'a ni réalité objective ni neutralité » et qui, finalement, ne reflète plus les motivations et raisons du départ dans l'actualité.

Dans le même sens, Nadia Bellardi *et al.* soulignent que les débats à ce sujet au sein du monde universitaire, des médias et – surtout – parmi ceux qui portent ces « étiquettes » suggèrent qu'elles

ne correspondent pas à une réalité neutre mais qu'elles impliquent des choix terminologiques qui construisent et sélectionnent certaines réalités³⁴.

En effet, comme nous le verrons dans le premier chapitre, les personnes interviewées ayant vécu l'exil ont elles-mêmes donné leur avis sur ce qu'être réfugié veut dire, et certaines ont exprimé une opinion sur l'artificialité de ces catégories.

Dans ce sens, pour couvrir le plus possible la diversité de profils de ceux qui ont vécu la migration forcée, dans cette thèse j'utilise le terme de « réfugié » accompagné des termes de « personnes exilées », « personnes en demande d'asile » et/ou « personnes immigrées ». Quand le statut et/ou la nationalité de la personne sont connus, je les précise également (y compris pour les personnes de nationalité française).

Enfin, pour ce qui concerne la structure de cette étude, nous avons divisé la thèse en trois parties, qui introduisent chacune les concepts clés déjà mentionnés : voix, représentation et reconnaissance.

L'objectif de la première partie est de comprendre la place des personnes réfugiées dans les médias, en termes de représentation et de possibilité de conquête de la voix par les canaux médiatiques étudiés. Entre les aspects migratoire, politique, juridique et médiatique, cette conquête de la voix se développe dans un parcours en trois étapes : exister, être représenté et prendre la parole.

Le premier chapitre explore l'existence de la personne réfugiée, non seulement via l'aspect juridique, politique et administratif de son statut, mais également via l'aspect factuel de son vécu (être en « situation d'exil » / « situation de migration »). J'ai souhaité mettre à l'honneur la voix des personnes réfugiées interviewées en dédiant ce premier chapitre à montrer leurs témoignages sur comment ils vivent l'exil et comment ils perçoivent le statut de réfugiés.

Le deuxième chapitre met en lumière la migration dans les médias grand public. Nous nous intéresserons à savoir comment les personnes réfugiées sont représentées, quelles perceptions sont créées sur elles à partir d'une révision de la littérature. Ce chapitre s'appuie sur des études concernant notamment la « crise des réfugiés » de 2015.

Le troisième chapitre explore les contextes de création des médias *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News*, représentant différentes possibilités pour les personnes réfugiées

³⁴ Bellardi Nadia *et al.*, *op cit.*, p. 6.

d'exercer leur voix. Dans ce chapitre, nous mettons en lumière les particularités de chacun des médias étudiés, ainsi que l'implication des personnes réfugiées dans leur création et production de contenus.

Dans la deuxième partie, nous décortiquons plus spécifiquement le traitement de la migration forcée dans les médias *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News*, créés pour la plupart d'entre eux pour répondre au traitement traditionnel de la « crise migratoire ». Réalisés par et/ou pour des personnes réfugiées, ces quatre médias proposent théoriquement de leur « redonner la parole ». Nous partons ainsi de l'hypothèse que ces médias réorientent le traitement de la question migratoire vers la personne du réfugié. Celui-ci est en effet placé au centre de la discussion dans les textes publiés dans les quatre médias. En plus, les représentations des personnes réfugiées dans ces médias ne sont pas forcément les mêmes que celles qu'offrent les médias traditionnels.

Pour vérifier et éventuellement prouver l'hypothèse d'un traitement plus humanisé de la part de ces médias, en comparaison de ce qui a été exposé dans la première partie du travail, nous analysons un total de 238 textes publiés entre 2016 et 2020. Pour l'analyse des textes, nous adoptons la même méthode de Rodney Benson, qui applique le concept de « cadres » de Robert Entman (2007). Nous vérifions, dans chaque texte analysé, la présence ou l'absence d'un ou de plusieurs cadres de l'immigration. La prédominance d'un ou de plusieurs cadres indique la façon dont les médias analysés traitent les migrations. Cela nous permet d'évaluer si les tendances dans ces médias sont les mêmes que celles manifestées dans les médias généralistes, et quelles sont les nuances entre eux. Parallèlement, nous analysons d'autres éléments importants qui influencent la construction des représentations : a) les sources d'informations consultées ; b) les sujets traités ; c) les formats utilisés ; d) les auteurs des textes.

À partir de ces analyses, nous sommes en mesure de tirer des conclusions telles que : a) qui écrit les textes dans les médias ; b) quels sont les formats privilégiés et les nuances entre eux ; c) pourquoi certains formats sont plus utilisés que d'autres, etc. Les quatre principaux cadres analysés sont : le réfugié victime (traité dans le chapitre 4), le réfugié héros (chapitre 5), le réfugié menace et un cadrage neutre (chapitre 6). Chacune de ces représentations se manifeste différemment selon le média.

La troisième et dernière partie du travail est dédiée à l'analyse des conditions de la production de contenu et de la participation des personnes réfugiées au sein des rédactions des médias *L'Œil de la*

MDJ, Tido, Infomigrants et *Guiti News*. Pour cela, 24 entretiens qualitatifs semi-directifs ont été réalisés auprès de collaborateurs des quatre sites. L'objectif de ces entretiens était de comprendre comment les personnes réfugiées sont intégrées dans le processus éditorial, leur contribution concrète à la construction de nouvelles représentations et les limites que connaissent ces médias pour atteindre leurs objectifs auprès de leurs publics cibles. Nous mettons en lumière : les limites d'ordre humain (étudiées dans le chapitre 7) ; les limites du modèle d'écriture collaborative (chapitre 8) ; et les limites d'ordre matériel et financier (chapitre 9). Nous formulons au passage des scénarios possibles pour l'avenir de ces médias face à toutes ces difficultés.

Enfin, avec ce travail, nous envisageons de contribuer aux études en sociologie du journalisme et en économie des médias, spécialement en ce qui concerne les médias réalisés par des groupes minoritaires et des personnes issues de la migration. Ce travail a pour vocation de contribuer à une meilleure compréhension des médias intéressés par le phénomène de la migration, tout en valorisant la place des personnes réfugiées en tant que producteurs d'information. En introduisant de manière innovante la manière dont un public mis à la marge crée et diffuse l'information, nous souhaitons aussi offrir, dans la mesure du possible, la possibilité à ces mêmes personnes de participer à cette réflexion.

Partie I – Le réfugié et la conquête de la voix : un parcours migratoire, politique, juridique et médiatique

De toutes les formes possibles de silence, nous nous intéressons à celui causé dans un contexte médiatique, qui n'est pas un silence volontaire, mais un silence qui résulte d'une non-autorisation à prendre la parole. Pour avoir le « droit » de prendre la parole, les réfugiés doivent d'abord exister et être vus. C'est dans ce contexte que nous étudions dans cette partie la quête pour la voix des personnes réfugiées.

« Exister » correspond, dans un premier temps, à être reconnu comme sujet ayant des besoins spécifiques et devant faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'État et des lois nationales et internationales. Il s'agit d'une reconnaissance au sein de la société qui peut être comparée au concept de « reconnaissance juridique » d'Axel Honneth :

« l'expérience de la reconnaissance juridique permet au sujet de se considérer comme une personne qui partage avec tous les autres membres de sa communauté les caractères qui la rendent capable de participer à la formation d'une volonté discursive. Cette faculté de se rapporter positivement à soi-même, nous pouvons l'appeler de "respect de soi"³⁵ ».

« Être vu » correspond à la capacité de se présenter ou d'être représenté dans l'espace public, c'est-à-dire, de susciter l'intérêt d'être mis au premier plan, de capter l'attention. Ici, on adopte une manière spécifique d'être vu, c'est-à-dire, à partir des représentations médiatiques.

Comme ce sera étudié dans cette partie, les personnes réfugiées ont généralement leur parole entravée dans les canaux médiatiques traditionnels, quand bien même elles sont reconnues juridiquement comme des sujets de droit et ont, paradoxalement, une grande visibilité dans les médias grand public.

Pour cette raison, nous nous concentrons sur des canaux de communication spécifiques qui proposent – du moins en théorie – de donner la parole aux personnes réfugiées : les médias spécialisés dans les enjeux de l'exil, qu'ils aient ou non des caractéristiques de médias alternatifs.

³⁵ Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*. Gallimard, Collection Folio Essais, Paris, 2013, pp. 204-205.

Nous analysons spécifiquement les médias *L'Œil de la Maison des Journalistes*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants*.

L'objectif de cette partie est, ainsi, de comprendre le processus de conquête de la voix des personnes réfugiées dans un parcours en trois étapes : exister, être représenté et prendre la parole. Nous prenons en compte les aspects migratoires, politiques, juridiques et médiatiques de cette quête.

Dans ce sens, il faut tout d'abord présenter brièvement le concept de voix que nous adoptons dans ce travail. Nick Couldry définit la voix en tant que processus (ou récit) et en tant que valeur. Il entend par « voix » le processus consistant à rendre compte de sa vie et de sa condition ; ce que la philosophe Judith Butler appelle « rendre compte de soi-même ». Cela signifie raconter une histoire, fournir un récit³⁶.

La possibilité effective de faire entendre sa voix c'est ce qu'on entend par voix comme valeur. Comme le résumant Lilie Chouliaraki et Rafal Zaborowski, alors que la « voix en tant que récit » correspond aux choix linguistiques qui régulent la manière dont les réfugiés sont représentés et qui parle pour eux (étant une dimension empirique / analytique de la voix), la « voix en tant que valeur » renvoie à la façon dont les réfugiés sont définis en tant que sujets sociaux et à la façon dont ils sont inclus, ou non, dans telle communauté d'appartenance (une dimension normative de la voix). La voix comme valeur est une conséquence des choix linguistiques de la voix en tant que récit³⁷.

Ainsi, aux yeux de Nick Couldry, ignorer la capacité de narration d'une autre personne – c'est-à-dire, nier son potentiel de voix – revient à nier une dimension fondamentale de la vie humaine. Les modèles d'organisation de la vie qui n'accordent aucune valeur à la voix peuvent, lorsqu'ils sont appliqués, l'affaiblir non seulement en omettant de la reconnaître, mais aussi en bloquant des récits alternatifs qui la valorisent³⁸. La voix est donc la valeur primordiale qui donne un sens à la raison pour laquelle les gens s'impliquent dans les médias alternatifs et se battent pour leur possibilité : la voix en tant que valeur fonde la possibilité d'imaginer des médias alternatifs³⁹.

³⁶ Couldry Nick, *Why Voice Matters : Culture and Politics after Neoliberalism*, op. cit., p.6.

³⁷ Chouliaraki Lilie, Zaborowski Rafal, "Voice and community in the 2015 refugee crisis: A content analysis of news coverage in eight European countries". *The International Communication Gazette*, Vol. 79(6-7), 2017, pp. 613-635, p. 618.

³⁸ Couldry Nick, *Why Voice Matters : Culture and Politics after Neoliberalism*, op. cit., p.6.

³⁹ *Ibid.*, p.45.

Il est important de souligner, toujours selon Nick Couldry, que la voix est socialement ancrée, elle représente une forme d'agentivité réflexive et elle requiert une forme matérielle pour être efficace.

En tant que processus socialement ancré, la voix dépend de ressources matérielles partagées et de ressources spécifiquement sociales : à la fois des ressources pratiques (langue) et le statut nécessaire pour être reconnu par les autres comme ayant une voix. Les processus médiatiques (production et distribution) font partie de la matérialité de la voix, la « matière » sans laquelle la voix est impossible⁴⁰. La voix en tant que forme d'agentivité réflexive correspond à une forme de responsabilité que nous assumons en tant qu'agents. La voix est toujours plus que le discours, elle nous dévoile comme sujets et sur ce que nous sommes capables de faire dans le monde⁴¹.

Enfin, la voix requiert une forme matérielle qui peut être individuelle, collective ou distribuée (c'est-à-dire, être le résultat d'une production où les apports individuels et collectifs spécifiques ne peuvent pas être facilement séparés d'un flux plus large, notamment à l'ère numérique).

Eric Watts note que la voix peut également être considérée comme un type particulier de phénomène de parole qui rappelle notre situation et nos besoins⁴². Pour lui, les locuteurs peuvent être dotés de « voix » en fonction d'une reconnaissance publique souvent intertextuelle et médiatisée.

Chaque étape de la quête pour la voix des personnes réfugiées est ici traitée dans un chapitre spécifique :

1 – Exister : le premier chapitre explore l'existence de la personne réfugiée, non seulement via l'aspect juridique, politique et administratif de son statut, mais également via l'aspect factuel de son vécu (être en « situation d'exil » / « situation de migration »). Au-delà des définitions juridiques, les récits des personnes réfugiées offrent une perspective factuelle de ce qu'être « réfugié » veut dire.

2 – Être représenté : le deuxième chapitre s'intéresse à des recherches portant sur la façon dont les personnes réfugiées sont représentées dans les médias grand public. Les textes étudiés concernent notamment la « crise des réfugiés » de 2015.

⁴⁰ *Ibid.*, p.45.

⁴¹ *Ibid.*, p.45.

⁴² Watts Eric, “‘Voice’ and ‘voicelessness’ in rhetorical studies”. *Quarterly Journal of Speech*, 87, 2001, pp. 179-196, pp. 185-192.

3 – Prendre la parole : le troisième chapitre explore les contextes de création des médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants*, représentant différentes possibilités des personnes réfugiées de prendre la parole. Dans ce chapitre, nous mettons en lumière les particularités de chacun des médias étudiés, ainsi que l'implication des personnes réfugiées dans leur création et production.

Chapitre 1. Exister : ce qu'on entend par « réfugié », dans toute sa complexité

Réfugiés, migrants, demandeurs d'asile, exilés, déplacés... Définir les différents profils de personnes issues de la migration est aussi important que le fait d'analyser comment elles sont traitées dans les médias. Différentes définitions sont proposées par des instances institutionnelles, juridiques et académiques. Malgré le fait que les médias utilisent les différents termes souvent de manière interchangeable, ces définitions permettent *in fine* à ces personnes d'être reconnues, protégées et de jouir de différents droits selon leur situation particulière. Pourtant, la complexité de ce que veut dire « être réfugié » réside au-delà de la reconnaissance d'un statut administratif. Les raisons du départ, comment se déroule le périple, les conditions d'accueil et la facilité ou la difficulté de s'intégrer font également partie de la notion d'exil.

Dans ce chapitre, nous étudions tout d'abord la « condition de réfugié » à partir d'une sémantique décrite par eux-mêmes. Des entretiens réalisés auprès de personnes réfugiées nous permettent d'arriver au constat de ce que « réfugié » veut dire dans la réalité, tel que ce statut est compris et vécu par les personnes concernées.

Dans un deuxième temps, nous faisons un bref état des lieux des dispositifs administratifs et légaux en vigueur. Nous nous intéressons particulièrement au décalage existant entre les dispositions légales, qui prévoient certains droits pour les personnes réfugiées et immigrées, et les difficultés rencontrées par ces personnes pour être pleinement insérées socio-professionnellement en France, y compris dans le milieu journalistique.

1.1. AU PRÉALABLE D'UN PARCOURS ADMINISTRATIF, UN PARCOURS

MIGRATOIRE : LES RÉFUGIÉS RACONTENT CE QU'ÊTRE RÉFUGIÉ VEUT DIRE

« Je suis un réfugié hyper chanceux en France. J'ai une voix, je peux parler⁴³ ». Mulham Hendawy est un journaliste et traducteur syrien réfugié en France, dont l'histoire, comme celle d'autres personnes réfugiées, est racontée tout au long de ce travail. En 2020, il me concède une interview

⁴³ Hendawy Mulham, *op. cit.*

touchante sur son expérience en tant que réfugié. Il me remercie de l'avoir invité à prendre la parole et reconnaît avoir de la chance de faire ça. Pourtant, aussi flatteuse que soit sa façon de me remercier, sa gratitude tient moins à l'importance de mon travail qu'à la nécessité d'ouvrir des espaces pour qu'il puisse effectivement s'exprimer.

J'ai souhaité ainsi initier ce chapitre avec une partie des témoignages que j'ai pu recueillir entre 2019 et 2020 auprès de personnes ayant vécu l'exil. Je me suis intéressée à leur point de vue sur l'expérience migratoire, leur vie en France et leur participation au sein des médias étudiés. Ces récits servent de fil rouge pour introduire la question de la voix des réfugiés, mais n'ont pas vocation à généraliser l'expérience migratoire de quiconque.

Nous mettons à l'honneur des extraits d'interviews de six participants des quatre médias étudiés : Beraat Gokkus, Mulham Hendawy, Daouda Deme, Abdallah Hassan, Mortaza Behboudi et Wasi Mohsin. Ces récits masculins font déjà une indication de la faible participation de femmes réfugiées dans les médias étudiés, comme ce sera brièvement discuté dans les prochains chapitres. Le manque de récits féminins dans cette section n'est, donc, pas délibéré.

Il est important de souligner que ces témoignages ne montrent qu'un fragment de la complexité du parcours migratoire du réfugié, ici divisé en cinq étapes : devenir réfugié ; s'assumer réfugié pour le monde et pour soi-même ; vivre en tant que réfugié ; agir pour l'intégration en tant que réfugié ; revendiquer une existence au-delà du statut de réfugié.

De manière délibérée, aucun concept théorique n'est introduit dans cette section. En vue d'une meilleure compréhension du lecteur, une courte contextualisation du sujet est néanmoins présentée au début de chaque sous-section.

1.1.1. Devenir réfugié

“*We became refugees*”. C'est avec cette phrase que l'écrivaine iranienne Dina Nayeri introduit le premier chapitre de son livre *The ungrateful refugee*. Cette phrase exprime bien une qualité propre au statut de réfugié : on le devient. « Être réfugié », du point de vue juridique et administratif, n'est qu'un état passager. Il s'agit d'un libellé, une étiquette attribuée à certaines personnes qui, au cours de leur vie, sont contraintes de fuir leur foyer et demander la protection d'un État autre que le leur.

Toute personne est susceptible de devenir un réfugié. Certaines héritent de ce libellé dès leur naissance, dans certains cas où les parents sont eux-mêmes des réfugiés. D'autres gardent le statut pendant un certain temps, puis obtiennent la nationalité de l'endroit qui leur a accordé l'asile. Certaines renoncent au statut de réfugié en choisissant de rentrer chez elles. D'autres préfèrent être toujours considérées réfugiées même quand le statut ne leur est plus attribué.

Différentes raisons amènent des personnes à devenir réfugiées. En effet, aucune expérience n'est similaire, aucun exil n'est vécu de la même façon. C'est le cas de deux journalistes interviewés dans ce travail : le Turc Beraat Gokkus et le Sénégalais Daouda Deme.

Beraat Gokkus et Daouda Deme ont beaucoup de choses en commun : ils sont nés la même année, ils ont choisi le journalisme en tant que métier et ils sont venus vivre en France dans la même période. Une fois dans le pays, ils ont tous les deux participé à des médias associatifs spécialisés dans la migration. Ils ont, enfin, tous les deux vécu l'exil en raison de leur investissement en tant que journalistes. Mais leur expérience n'est pas la même, ni leur perception du statut et du vécu en tant que réfugié. Ces deux hommes expriment comment ils sont devenus réfugiés. Ces récits illustrent une expérience unique, personnelle, ne pouvant pas être généralisée.

1.1.1.1. Beraat Gokkus : « Être réfugié, ce n'est pas un plan de carrière »

Beraat Gokkus est un journaliste et réalisateur turc. Il écrivait sur la politique en Turquie en 2016, quand le pays a souffert d'une tentative de coup d'État perpétré par le « Conseil de la paix » dans le pays, une faction des Forces armées turques, en juillet de cette année-là. Beraat Gokkus avait pris des congés avec sa compagne en Italie quand les faits sont arrivés, entre le 15 et le 16 juillet 2016. Depuis, il n'est jamais retourné en Turquie. Il nous raconte son parcours :

« Mon rédacteur en chef a dit que j'avais de la chance. Il m'a conseillé de ne pas rentrer en Turquie car la situation était trop chaotique et qu'il y avait des menaces envers eux. Ils pensaient déjà que ce serait le dernier jour de publication du journal. Le même jour, la police est venue, et en fait ils ne nous ont pas laissé faire la publication. Donc je me suis dit, ok, je ne rentre pas. Puis, je ne pourrais pas faire un autre travail. Il avait la question "qu'est-ce que je vais faire ?". J'étais en Italie pour 15 jours, avec une petite valise.

La question de l'exil s'est présentée à moi. Mais où m'exiler ? Je ne parle pas italien, je parlais français et anglais, et à l'époque j'avais aussi un visa pour les États-Unis. Mais je me suis dit que la France était la meilleure option car je connaissais le pays, j'avais fait mon Erasmus ici en 2007. Donc je me suis dit : voilà, je parle la langue, ça ne va pas être une barrière pour moi, ça pourrait être facile pour m'adapter. [...]

Les gens ne quittent pas leur maison pour rien. Il faut comprendre ça. Les gens normalement préféreraient vivre dans leur pays d'origine, c'est sûr et certain qu'ils le préféreraient. Il n'y a aucune personne qui veut venir vivre un jour à l'étranger. Il n'y a pas de personnes qui veulent vivre dans un pays qu'elles ne connaissent pas, où elles ne comprennent pas la langue, etc.

Être réfugié, ce n'est pas un plan de carrière, ce n'est pas quelque chose que tu fais un plan. C'est souvent et malheureusement que ça vient dans ta vie et tu n'as pas d'autre choix, ce sont des personnes qui n'ont pas de choix.

En plus, les personnes ne sont pas des monstres. Ce sont des gens comme tout le monde. Il y a des préjugés envers ces personnes comme si elles n'étaient pas éduquées, et pas du tout. Tu peux trouver plein de personnes différentes, donc il faut essayer de changer les préjugés en fait. Il y a des préjugés, il y a la peur, il faut raconter la vérité et il faut essayer d'avoir une jeunesse sensible à propos de ces sujets, en donnant la vérité. [...]

[Avec l'exil] ta personnalité change. Je pense que tout le monde change. Soit en exil, soit si tu continues à vivre, tu changes avec les expériences. C'est la vie. Moi, bien sûr, j'ai beaucoup changé. Quand je regarde en 2016, j'étais qui ? C'est toujours la même personne, bien sûr, mais j'ai beaucoup changé. Mes idées, mes sentiments, mes considérations, mes points de vue sur les sujets. [...]

À la fin je peux dire qu'ils ont des effets positifs, en fait. Quand je regarde, ok, je sais que c'est difficile ce que j'ai vécu, mais c'est positif aussi pour mon propre développement, le développement de ma personnalité⁴⁴ ».

⁴⁴ Gokkus Beraat, bénévole chez *Guiti News* et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 1 avril 2020, par visioconférence.

1.1.1.2. Daouda Deme : « Il a fallu vivre cette expérience pour savoir ce que ça veut dire »

Comme Beraat Gokkus, Daouda Deme a également connu l'expérience de l'exil en raison de son activité en tant que journaliste. Il part du Sénégal, son pays d'origine, pour se réfugier en France en 2016. C'était la maîtrise de la langue française qui a conditionné son « choix ».

« De temps en temps je suis venu en vacances en France, à trois reprises, que pour des vacances. Mais suite à des menaces par rapport à ma position en tant que journaliste, j'étais contraint à l'exil. [...] Je n'ai jamais connu de questions de réfugiés. Il a fallu que je vive cette expérience pour savoir ce que ça veut dire. Au Sénégal, on a quand même accueilli des gens, mais ça n'a jamais été... je n'ai jamais pensé un jour que je serais contraint de demander l'asile, d'être protégé, voilà... c'est ici en France que j'ai connu ça... [...]

J'avais écrit à un journal qui n'a pas plu aux autorités et il y a eu des plaintes contre moi. J'étais menacé, j'ai reçu des menaces de mort et tout, je ne me sentais plus en sécurité en fait. Il fallait se protéger aussi. Le problème c'est que dans la vie tu n'as jamais pensé qu'un jour dans l'exercice de tes fonctions tu pourrais avoir un problème que t'allais pousser jusqu'à partir⁴⁵ ».

1.1.2. S'assumer réfugié pour le monde et pour soi-même : trois visions différentes sur le statut de réfugié

Distinguer « migrant » de « réfugié », pour quoi faire ? La sémantique des mots associés aux personnes issues de la migration fait débat, et ce également parmi les personnes concernées. Certains refusent d'être appelés « migrants » à cause de la connotation négative que ce mot a acquis, mais les raisons de ce refus peuvent être variées.

Certaines personnes ne se sentent pas concernées par le mot « migrant » car c'est un terme générique, qui ne prend pas en compte les différentes réalités et parcours migratoires. Certains soutiennent que chaque profil nécessite d'être distinct et que chaque personne mérite d'être traitée selon son statut. Certaines personnes ne voient pas nécessairement de mal dans l'utilisation de l'un ou l'autre terme, du moment qu'ils soient utilisés dans un contexte adapté, et d'autres personnes

⁴⁵ Deme Daouda, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 4 juillet 2019, au Parc de la Villette, Paris.

sont moins attachées aux mots et aux classifications, et préfèrent tout simplement être considérées égales comme toutes les autres.

Ces différentes perspectives ont été exprimées parmi les personnes interviewées. Mais, même si le sens commun est de penser que le mot « migrant » est celui qui pose problème, la définition de « réfugié » pose également question selon l'interviewé. Daouda Deme, Abdallah Hassan et Mulham Hendawy expriment chacun leur point de vue sur le statut de réfugié.

1.1.2.1. Daouda Deme : « On est tous des êtres humains »

Daouda Deme a vécu en France pendant quatre ans en situation administrative irrégulière, avant d'obtenir ses papiers. Il a vécu en tant que « migrant », « demandeur d'asile » et « sans-papier », avant de devenir « salarié étranger ». Malgré la succession de classifications – juridiques ou non – de son parcours d'exil, Daouda Deme est incisif dans sa conviction qu'il ne faut pas « catégoriser les gens ». Pour lui, c'est la nature humaine qui doit primer, au-delà des statuts, des mots et des papiers. Le mot « réfugié », pour lui, est une manière de différencier les personnes dans une optique de stigmatisation.

« Il ne fallait pas catégoriser des gens comme ça, en fait. Personne réfugiée, personne migrante... c'est quand même des qualifications un peu hors norme, qui ne disent pas son nom... Je pense que les migrations ont toujours existé dans la vie, et ça continue toujours à exister, il y en a partout dans le monde, de l'immigration. Sauf que les gens fuient quelque chose pour demander de la protection, c'est pour un but déterminé. Nul ne veut quitter ses parents, sa famille, ses femmes, ses enfants et aller migrer ailleurs. [...]

Aujourd'hui si les gens migrent c'est parce qu'il y a l'hégémonie des pays de l'Europe, la domination européenne par rapport aux pays où il y a la guerre et tout. Donc la présence de ces gens [européens] cause des ingérences dans les tueries des pays où il y a la guerre. L'Europe envoie l'armée là-bas. Au lieu d'être un sapeur pompier pour essayer d'éteindre le feu, ils attisent le feu. C'est également cette raison qui pousse les gens à partir. Et quand ces gens viennent, ils doivent être reçus et considérés, mais au lieu de ça ils préfèrent stigmatiser avec “personnes réfugiées”, et ça ne

reflète pas la réalité. [...] On est tous pareil. Il n’y a absolument rien qui nous différencie à part la couleur de la peau. On est tous des êtres humains⁴⁶ ».

1.1.2.2. Abdallah Hassan : « Être réfugié, c’est un fait »

Abdallah Hassan est un ancien agriculteur tchadien exilé en France depuis 2015. Il est le seul parmi les interviewés à ne pas avoir travaillé professionnellement en tant que journaliste. La raison de son exil a été politique, mais non liée à son métier. Le destin d’Abdallah Hassan a croisé celui d’autres réfugiés dans des médias associatifs, notamment *Guiti News*, où il a pu mettre en pratique une ancienne passion pour l’écriture.

Il est également le seul parmi les interviewés à avoir traversé la Méditerranée en bateau pour arriver en Europe, en passant par la Libye, ensuite par l’Italie avant de gagner la France. Les conditions particulières dans lesquelles Abdallah Hassan s’est rendu pour obtenir son statut de réfugié lui ont fait reconnaître l’importance des catégorisations en ce qui concerne la migration. À la différence de Daouda Deme, Abdallah Hassan croit en la nécessité de bien différencier chaque profil, et que les mots – en soi – n’ont pas de sens négatif. C’est l’usage de ces mots qui est entouré de connotations dépréciatives.

« Tout ce qui est immigré, on le met dans le même sac. Il fallait différencier les réfugiés des migrants économiques. Il y a des migrants de “guerre” et ceux de “l’économie”.

Pourquoi c’est important de différencier ? Parce que ce n’est pas pareil. Le migrant est parti pour son propre choix. Le réfugié n’a pas eu le choix, en plus c’est irréversible. Tu ne peux pas le critiquer. On essaye de savoir pourquoi il est venu. Pour moi, tout le monde a raison de partir pour chercher du travail, chercher d’autres opportunités. C’est de la nature humaine de chercher de la richesse. [...]

Dire “migrant” et “réfugié” n’est pas mauvais. Sauf la façon dont on parle normalement. Dire simplement qu’une personne est réfugiée ne me gêne pas, c’est pas vexant, c’est un fait. Mais l’idée générale qui est faite sur ces personnes est négative⁴⁷ ».

⁴⁶Deme Daouda, *op. cit.*

⁴⁷Hassan Abdallah, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 30 novembre 2019, au Centre Culturel Franco-Iranien Pouya, Paris.

1.1.2.3. Mulham Hendawy : « Être réfugié veut dire plus de stabilité »

Le Syrien Mulham Hendawy a encore un autre avis. Ce jeune homme de 28 ans a attendu plus d'un an pour obtenir son statut de réfugié après avoir débarqué en France en passant par l'Égypte. Cette attente – plus longue que la moyenne de ses compatriotes syriens – l'a forcé à vivre dans l'instabilité de la condition de demandeur d'asile. Maintenant, avec son statut de réfugié, il reconnaît que la vie est facilitée. Pour lui, la condition de réfugié peut être une raison de fierté.

« Je suis fier de ça. Je n'ai pas de problème d'être un réfugié. Au contraire. Depuis que j'étais tout petit, j'ai rêvé d'avoir une grande histoire. C'est quelque chose que j'aimerais avoir peut-être dans mon travail, mais quand je parle aux gens, je ne cache pas que je suis un réfugié. Si je ne suis pas devant quelqu'un qui m'accuse d'être un réfugié, je parlerai de ça librement. Mais je me sens libre devant mon propre cercle.

Être un réfugié est quelques fois... je suis celui qui raconte l'histoire aux gens autour qui me demandent d'en savoir plus. Je crois que dans ce siècle où nous vivons, c'est un privilège d'avoir voyagé autant que j'ai voyagé, je suis privilégié d'avoir autant appris de la vie. Je ne me sens pas du tout gêné. C'est plus confortable qu'un demandeur d'asile. Quand tu es un demandeur d'asile tu ne sais pas ce qui va t'arriver.

Être réfugié veut dire plus de stabilité. Je sais que j'ai le droit de rester en France pour dix ans. Avant ces dix ans j'aurai beaucoup d'opportunités pour demander la citoyenneté. Quelques-uns de mes amis ont des problèmes pour dire à voix haute qu'ils sont des réfugiés. Dans quelques moments noirs, quand tu as l'impression que la société est contre toi, quand tu penses que tu ne peux pas être normal, c'est douloureux. Des fois tu ne veux pas être rappelé. [...]

En tant que journaliste tu ne veux pas être rappelé tous les jours que tu es un réfugié. J'allais beaucoup à des bars, à des fêtes à la maison, à des endroits où je pourrais me mêler aux gens sans être reconnu comme un Syrien ou comme un réfugié, un étranger. Je voulais tout simplement me sentir normal. [...] Mais en général quand je suis tranquille ça me donne beaucoup d'histoires, je suis quelqu'un qui raconte des histoires, un *storyteller*, j'adore ça⁴⁸ ».

⁴⁸ Hendawy Mulham, *op. cit.*

1.1.3. Vivre en tant que réfugié : le récit de Mulham Hendawy

Comme l'a souligné Mulham Hendawy, la vie jusqu'à l'obtention du statut peut être très instable, et, malgré ce qu'il a dit dans un premier temps, les contraintes peuvent durer même après l'obtention du statut.

Cet ancien journaliste raconte sa vie pendant la demande d'asile et juste après la reconnaissance du statut de réfugié. Son récit est malgré tout focalisé sur des difficultés de différentes natures : la maîtrise d'une nouvelle langue, la gestion chaotique de l'accueil en France, des politiques insensibles à la réalité des personnes exilées et les différents points de vue sur la vie une fois qu'on est en exil.

« Je suis arrivé en France en décembre 2018. J'ai toujours lu sur la liberté, j'ai toujours imaginé la liberté, mais c'était la première fois que, avec mes 26 ans, je vivais la liberté. [...]

En 2018 j'ai été enfin accepté pour venir en France en tant que réfugié. J'ai candidaté via Reporters Sans Frontières. J'ai eu un problème pour venir ici car mon dossier s'est perdu dans l'ambassade française au Caire. Je suis enfin arrivé ici par chance. [...]

Le début en France c'était très bien. J'étais chanceux d'avoir une bonne vie sociale. Une autre chose c'est que je pensais qu'en arrivant ici j'allais rester à la Maison des Journalistes, parce que quand tu es un demandeur d'asile, venant de la manière dont je suis venu, c'est un peu différent de la manière dont les réfugiés viennent en Europe. L'ambassade de France m'a dit "oh, Reporters Sans Frontières va prendre soin de ton hébergement". J'ai demandé à l'ONG et ils m'ont répondu que c'était le gouvernement français qui allait prendre soin de moi. Donc j'ai dépendu de ma vie sociale pour avoir où rester. C'était ok, j'ai gagné beaucoup d'amis, j'ai connu ma copine. Les choses marchaient. Puis j'ai déménagé à la Maison des Journalistes. [...]

Là-bas, il y a une cuisine en bas, où les journalistes cuisinent. Ce n'est pas très hygiénique... Un travailleur social qui est très gentil et qui me montrait l'espace, il m'a amené au local poubelle et j'ai vu que tous les déchets étaient mélangés parmi les recyclés. Et il m'a dit "ouais... qu'est-ce qu'on peut faire ?". Tu ne peux pas forcer les gens à respecter les règles mais... Et moi, je me suis senti énervé, car comment c'est difficile pour toi de recycler tes propres déchets ? Puis après j'ai eu l'opportunité de connaître davantage les journalistes, j'ai vu leurs problèmes psychologiques, j'ai vu leurs crises d'identité et tout ce qu'ils étaient de train de vivre et j'ai finalement réalisé que le

recyclage c'est important pour quelqu'un qui lutte contre les changements climatiques, mais ce n'est pas important pour quelqu'un qui est loin de sa famille depuis des années, quelqu'un qui craint pour sa vie ou la vie de ses aimés. [...]

J'ai vu certains reportages sur ce qui se passait à Calais, et c'est très misérable, mais ce n'est pas obligé d'être aussi misérable pour que ce soit couvert par les médias. Si tu vas au bureau de France Terre d'Asile à 8h du matin, tu verras des choses que tu ne vas pas aimer. Ces pauvres travailleurs sociaux qui sont forcés de supporter une pression que personne ne serait capable de faire, parce que, au lieu d'avoir un bureau pour accueillir ce nombre de réfugiés et demandeurs d'asile, tu devrais avoir 100, mais tu n'as que 20 travailleurs dans chaque bureau. Ce n'est pas juste. Tout le système est cassé. [...]

Des fois, des choses essentielles que tu as besoin de demander, genre, ne pas vivre à la rue, tu as besoin de demander... J'ai une phobie de la paperasse, et ce n'est pas que moi, car je ne peux pas décrire la façon dont c'est traité en France, parce que c'est mon expérience, mais ce n'est pas humain, ce n'est pas humain du tout. Et je ne suis pas en train de blâmer les personnes qui sont en train de travailler dans les bureaux, car je sais toute la pression qu'ils subissent. Imagine écouter plus de 60 histoires tristes chaque jour, et après quelques jours de travail là-bas soit tu deviens fou, soit tu essayes de te détacher de la partie émotionnelle.

On faisait des très longues queues, sous le froid et la pluie, deux heures avant que les portes des bureaux s'ouvrent, et quelques personnes qui travaillaient là-bas criaient contre nous, car on ne comprenait pas exactement ce qu'ils voulaient. Des fois c'est marrant car quand tu dis que tu ne parles pas français très bien, les gens répètent la même phrase mais plus fort. Mais non, je n'ai pas de problème d'écoute, je ne suis pas idiot, je ne comprends tout simplement pas ta langue. Ces petits détails ne sont rien comparés à d'autres histoires. [...]

Quand tu es demandeur d'asile, tu as une carte de l'OFII [Office français de l'immigration et de l'intégration] appelée ADA [Allocation demandeur d'asile]. Au début tu as cette carte et tu peux retirer de l'argent, mais je ne sais pas quel politicien a décidé que les demandeurs d'asile étaient en train de transférer beaucoup d'argent pour leur familles, etc., donc il nous ont prohibé de retirer de l'argent et d'acheter sur internet.

En tant que réfugié, tu n'as pas vraiment les endroits hyper chics avec des machines à laver. Dans toutes les laveries à Paris, tu as besoin de pièces pour laver tes propres vêtements. La personne qui a fait ce choix n'a pas pensé que les réfugiés lavent leurs propres vêtements. C'est un truc petit, mais pour moi j'ai dû demander à ma copine de faire des échanges, genre payer une bière dans un bar mais me donner en pièce, car je voulais me laver les vêtements. Ce n'est pas tout le monde qui a ce type de relation ici.

Je suis hyper chanceux, je suis un réfugié hyper chanceux en France. J'ai une voix, je peux parler. Mais 99 % des autres ne le peuvent pas. Éventuellement la société va te demander "pourquoi tu ne parles pas français ?", "pourquoi tu n'as pas de travail ?", "pourquoi tu ne fréquentes que les personnes qui parlent la même langue que toi ?". Parce que tu m'as obligé à ça ! Parce que je n'ai pas eu d'autre option⁴⁹ ».

1.1.4. Agir pour l'intégration en tant que réfugié

Ce qu'on apprend avec les récits de ces journalistes c'est que toutes les difficultés vécues entraînent un sentiment de solidarité et le souhait d'aider ses pairs à réussir sa nouvelle vie en France. Mortaza Behboudi et Wasi Mohsin, deux journalistes d'origine afghane, illustrent comment cela est possible.

D'un côté, Mortaza Behboudi agit via l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle, alors que Wasi Mohsin contribue à son échelle via l'enseignement de la langue française.

1.1.4.1. Mortaza Behboudi : « Intégrer des journalistes réfugiés dans des médias français »

Mortaza Behboudi est un journaliste né en Afghanistan en 1994. Il a vécu en Iran avec sa famille entre 1996 et 2010, année où il est revenu dans son pays d'origine. Il obtient l'asile politique en France en 2015, pendant sa résidence à la Maison des Journalistes. C'est durant cette période qu'il a co-fondé le média *Guiti News*. Il raconte un parcours d'exil pas simple, marqué par la persécution des Talibans en Afghanistan et la précarité dans ses premiers mois en France. Mais il est fier d'avoir

⁴⁹ Hendawy Mulham, *op. cit.*

réussi à s'intégrer, à créer un réseau professionnel et à reprendre le métier de journaliste. En 2020, il a été naturalisé Français.

Avoir un statut de réfugié ne l'a pas empêché d'intégrer de grands médias, notamment *Arte* et *France 2*. Même avant d'y parvenir, il a souhaité créer un modèle de média où les exilés – avec ou sans expérience dans le journalisme – réussissent le métier en France. *Guiti News* a été pensé pour cela.

« On entend beaucoup de choses par les médias, mais les migrants eux-mêmes, quand parlent-ils ? Jamais. On ne leur donne jamais la parole. Moi, en tant que réfugié, je veux m'exprimer. [...]

J'étais à la Maison des journalistes et il y avait beaucoup d'entre eux qui n'arrivaient pas à trouver un travail en tant que journalistes et devenaient agents de sécurité ou d'autres choses. Moi j'ai galéré aussi, à cause de la question de l'accent, le fait que je ne parlais pas très bien français au début. [...] Lors d'une conférence sur l'entrepreneuriat, je me suis dit : pourquoi pas fonder mon propre média ? Je suis quelqu'un qui veut créer des choses, je ne veux pas attendre d'être salarié de quelqu'un d'autre. Je sais me débrouiller dans le monde du journalisme. [...]

La question de la langue n'est pas toujours évidente, vu que la plupart des journalistes réfugiés viennent d'arriver, ils ne parlent pas très bien, mais c'est des enjeux qu'on a rencontrés depuis. Ce n'est pas un problème. On peut développer par la suite, avec des journées de formation pour eux, comment ils peuvent écrire en anglais.

L'idée c'est surtout d'être intégré dans les médias français, d'avoir un modèle circulaire. Chez *Guiti News*, les journalistes viennent se former chez nous, ils peuvent aller travailler ailleurs, dans un autre média français après. On les forme pour qu'ils puissent aller ailleurs, c'est un système pour intégrer des journalistes réfugiés dans des grands médias français. [...]

Je serais très content qu'à travers mon réseau une personne arrive à trouver un travail, ce qui a déjà été le cas⁵⁰ ».

⁵⁰ Behboudi Mortaza, cofondateur de *Guiti News*. Entretien réalisé le 9 décembre 2019, par visioconférence.

1.1.4.2. Wasi Mohsin : « Les aider à trouver des solutions en France »

Wasi Mohsin est un journaliste franco-afghan à *Infomigrants*. Ayant vécu précédemment au Pakistan, il vient en France en 1992 pour travailler et faire des études. Il finit par faire une demande d'asile politique en 1998, suite à la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan.

Sa formation en littérature française et sa passion pour la langue l'ont accompagné tout au long de son parcours. Il a souhaité partager ses connaissances à d'autres réfugiés en leur apprenant le français en tant que bénévole pendant plusieurs années.

« Je n'ai plus mon statut de réfugié, je suis naturalisé Français, mais je vis comme un réfugié, c'est surtout dans ma tête. C'est-à-dire que dans la vie courante... Je m'appelle Wasi Mohsin, donc il n'y a rien de français dedans. Je ne suis pas blanc, je n'ai pas les yeux bleus. Je suis un "oriental" entre guillemets. J'ai beaucoup d'amis Français. Je suis peut-être pas mal intégré, mais même mes amis français en parlant de moi tout le temps, soit en plaisantant, ils disent souvent "l'Afghan, l'Afghan". [...]

J'ai demandé l'asile politique en France en 1998. Je suis arrivé en 1992, et j'ai demandé l'asile en 98. C'était l'époque où le régime des Talibans a pris le pouvoir en Afghanistan. Du coup, j'ai toujours pensé et je le pense toujours, que je suis en France et je vis comme un migrant en fait. Mais un migrant intégré, un migrant qui a trouvé son chemin et du coup j'avais envie vraiment d'aider comme je peux, et maintenant d'aider un peu les autres, les Afghans, des migrants en général et des Afghans en particulier, de les aider un peu à trouver des solutions en France.

Entre 2001 et 2008, quand j'ai travaillé dans une association, je donnais des cours de français à des réfugiés statutaires, des gens qui arrivaient en France et qui obtenaient leur statut de réfugié et après ils devaient apprendre le français pendant six mois. À l'époque c'était un peu différent d'aujourd'hui. Pendant presque huit ans j'étais en contact permanent, presque tous les jours, avec des réfugiés, à qui j'apprenais la langue. [...]

Pour moi, venir travailler chez *Infomigrants* c'était vraiment dans la continuité de ce que je faisais avant. Mon expérience d'enseignement de français au Pakistan aux élèves afghans réfugiés, c'était pareil, le même parcours, le même chemin⁵¹ ».

⁵¹ Mohsin Wasi, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 7 septembre 2020, par téléphone.

1.1.5. Revendiquer une existence au-delà du statut de réfugié

Les expériences et les conditions dans lesquelles Beraat Gokkus, Daouda Deme, Abdallah Hassan, Mulham Hendawy, Mortaza Behboudi et Wasi Mohsin ont demandé l’asile ont été toutes différentes. Ce qui relie ces six personnes est finalement leur relation avec le journalisme. Tous les interviewés ont exprimé une admiration spéciale pour cette profession, allant, pour certains, jusqu’à affirmer que le fait d’être journaliste intègre une dimension importante de leur identité – et ce malgré le fait d’être ou non réfugié.

Les interviewés ont exposé différents défis dans leurs parcours migratoires, mais ils sont d’accord qu’être réfugié ne définit pas qui ils sont. Ils revendiquent une reconnaissance liée à leur statut professionnel avant tout.

Dans ce sens, Beraat Gokkus et Mulham Hendawy expriment leur frustration par rapport aux limitations toujours existantes après l’obtention du statut de réfugié. Pour Beraat Gokkus, c’est regrettable que l’obtention du statut ne soit pas suffisante pour la reprise d’un métier ou pour une intégration effective. Pour Mulham Hendawy, recommencer à zéro est un combat pour une existence dans une société qui porte souvent un regard négatif envers les étrangers.

1.1.5.1. Beraat Gokkus : l’intégration qui va au-delà du statut

« Il faut changer l’image qu’on trouve dans les médias traditionnels, comme par exemple : en France, s’il y a un réfugié qui trouve n’importe quel travail, on pense que c’est une intégration. Par exemple, si moi, en tant que journaliste, je commence à travailler dans la restauration, pour les médias traditionnels ça devient une histoire de bonheur. “Voyez ce petit réfugié qui a commencé à travailler, il va faire la cuisine de son pays”. Je trouve ça dégueulasse, parce que ce n’est pas l’intégration.

Je pense que notre métier construit aussi notre personnalité, surtout après l’école, pour l’individu c’est comme ça. On n’est pas juste ce qu’on fait, mais, vraiment, ce qu’on fait identifie notre personnalité dans la vie. On ne parle pas d’intégration si je ne fais plus ce que je faisais dans mon pays avant de venir ici. Si, par exemple, avant une guerre j’étais ingénieur, mais je ne trouve plus du

travail ici et je fais n'importe quoi dans la construction, ou si je travaille à la caisse du Monoprix, ça ce n'est pas l'intégration. Ça ce n'est pas une réussite.

Il faut changer cette façon d'expliquer les histoires, parce que l'intégration est un sujet qui a deux côtés. Moi, j'essaie de m'intégrer dans la société, mais les pays d'accueil font quoi pour que je puisse m'intégrer ? Ce n'est pas juste par rapport à eux mais c'est pas non plus juste par rapport à moi. C'est collectif. Je pense que ça manque beaucoup, et après on juge les gens : “tu n'es pas bien intégré”. Mais oui, bien sûr, il n'est pas intégré, il n'a pas eu la chance de s'intégrer⁵² ».

1.1.5.2. Mulham Hendawy : recommencer à zéro après le statut

« J'ai reçu mon statut de réfugié quelques mois avant le confinement [dû à la pandémie de la Covid-19, en mars 2020] et j'ai reçu mon droit de travailler deux ou trois semaines avant le confinement. Donc j'étais en train de me préparer pour chercher, pour trouver mes prochaines étapes, et maintenant je suis dans une sorte de crise existentielle. Qui suis-je ? Suis-je toujours le journaliste que j'étais un jour ? Ou je suis simplement en train de chercher le premier bar et y travailler ? Ce qui n'a rien de reprochable là-dessous, mais c'était toujours une identité pour moi d'être journaliste. [...]

En tant que réfugié dans la société, tu commences à zéro, qu'importe ton âge, tu arrives dans un nouveau pays. Tu ne sais rien, et tu es vu sous une perspective pas très sympa par une grande partie de la société. [...] Un grand problème de toute personne qui commence à zéro c'est que tu n'arrêtes pas de te blâmer toi-même. Je ressens une énorme culpabilité. Des fois je suis paresseux, des fois je peux faire beaucoup, des fois je reçois un mail ou une lettre qui me retient. C'est un cercle.

Hier, je me suis réveillé hyper content, car j'aurais un rendez-vous avec l'OFII et ils m'ont donné un contrat social, je ne sais pas ce que c'est. C'est un document dont j'ai besoin pour avoir mon titre de séjour. J'ai besoin de cette carte car mes parents sont maintenant des réfugiés en Allemagne et on ne se voit pas depuis 2012, et on se manque beaucoup. J'aimerais les revoir.

J'ai beaucoup attendu pour ce titre de séjour pour avoir un titre de voyage et pouvoir aller les voir. Les gens de l'OFII m'ont appelé et m'ont dit que mon récépissé est encore valable, donc ils ont

⁵² Gokkus Beraat, *op. cit.*

annulé le rendez-vous. Je dois avoir ce rendez-vous plus tard. Dans une situation normale, tu acceptes cette nouvelle. Mais dans ma situation, je vis entre l'espoir et les surprises, des mauvaises et des bonnes, tous les jours. [...] J'aimerais beaucoup un jour arrêter de me sentir coupable et arrêter de me demander beaucoup parfois. J'aimerais également juste une opportunité comme n'importe quelle autre être humain vivant ici de sortir de ce cercle. [...]

Je ne blâme pas la société d'avoir peur de nous ici en France ou de nous voir de façon inférieure. D'abord il faut informer avant de blâmer, et je ne pense pas que l'audience soit bien informée. Et comment le mot "étranger" est large. Combien de niveaux se trouvent dans cette notion d'étranger ? Combien est raciste ce vocabulaire ? Parce qu'ils ne nous connaissent pas et je crois qu'on a besoin d'avoir différents sangs au sein des médias et du journalisme pour apporter une nouvelle voix, et ça nous amènerait plus proche du sujet. [...]

En tant qu'être humain j'ai besoin de cette confiance en moi de nouveau devant tout le monde. [...] Ma vie idéale sera pour moi quand j'arrêterai de m'inquiéter par rapport à comment avoir mon argent et comment ma passion pour le travail et la vie ne serait pas affectée par ma situation financière. C'est beaucoup à demander, je sais, mais ça c'est l'idéal pour moi⁵³ ».

Dans cette section, les personnes ayant vécu l'exil ont pris la parole pour raconter leurs expériences et leurs points de vue sur le statut de réfugié. Avec ces récits, on apprend que sans la reconnaissance du statut de réfugié, on ne peut pas travailler, on vit dans l'instabilité et on est confronté à des difficultés pour réaliser des actions vitales du quotidien, comme pouvoir laver ses vêtements.

Sans le statut de réfugié, on peut avoir une existence légale en tant que demandeur d'asile, mais l'intégration sociale est rare – les réfugiés préférant rester entre eux – et l'insertion professionnelle est conditionnée.

Avoir un statut de réfugié peut être un tournant, mais cela ne garantit pas un changement complet de vie ou la reprise d'un métier. Les récits de Beraat Gokkus, Daouda Deme, Abdallah Hassan, Mulham Hendawy, Mortaza Behboudi et Wasi Mohsin révèlent que parfois on change de statut, mais la vie continue aussi difficile. Pour les personnes interviewées, la différence entre un « réfugié », un « migrant » et un « demandeur d'asile » est parfois artificielle.

⁵³ Hendawy Mulham, *op. cit.*

Pourtant, parler de migration ou des gens issus de la migration renvoie nécessairement à donner des définitions, choisir les mots. Les personnes réfugiées étant au centre de cette recherche, il est naturellement nécessaire de préciser de qui on parle et pourquoi. L'aspect juridique et administratif du statut de réfugié est traité dans la section suivante.

1.2. LA RECONNAISSANCE D'UN STATUT COMME PRÉ-REQUIS D'UNE EXISTENCE

Les récits de Beraat Gokkus, Daouda Deme, Abdallah Hassan, Mulham Hendawy, Mortaza Behboudi et Wasi Mohsin, traités dans la section précédente, abordent une expérience profonde qui dépasse la définition juridique du réfugié.

Cependant, traiter de cette définition est indispensable, car elle détermine des conditions très spécifiques pour la reconnaissance du statut. Comme mentionné précédemment, sans cette reconnaissance, des personnes en situation de migration ne peuvent pas prétendre à certains droits. En plus, avoir un statut de réfugié implique également des obligations envers le pays d'accueil et empêche le bénéficiaire de la protection de se rendre dans son pays d'origine.

Être reconnu en tant que réfugié peut être un privilège pour certains, de la même manière que ne pas l'être peut impliquer une vie dans l'irrégularité. Travailler, se loger, créer un compte bancaire, etc., deviennent des tâches difficiles pour pouvoir exister dignement en tant que citoyen dans la nouvelle société.

Dans cette section, nous allons traiter des définitions et étapes pour l'obtention du statut de réfugié et ce que cela implique en termes d'intégration pour les journalistes exilés dans le pays d'accueil.

1.2.1. La protection internationale : droits fondamentaux et défis pour l'intégration

La Convention de Genève de 1951 détermine les critères pour être considéré comme un réfugié dans son article 1 A(2). Il s'agit de toute personne :

« Qui, par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

Les critères établis par la Convention de Genève sont exhaustifs et exclusifs. C'est-à-dire que « réfugié » est cette personne qui réunit : a) la crainte avec raison d'être persécutée ; b) pour une des cinq raisons listées ; c) se trouvant hors de son pays d'origine ou du pays de résidence habituelle ; d) et ne pouvant ou ne voulant pas demander la protection de ce pays à cause de cette crainte. En plus, la demande d'asile est en règle individuelle et argumentée (le demandeur doit prouver effectivement les raisons de la crainte).

Comme le rappelle bien Karen Akoka, il s'agit d'une « catégorie fabriquée, qui se transforme sans cesse, au fil du temps, au gré des priorités politiques et des changements de rapports de force. [...] La catégorie de réfugié est un construit qui n'a ni réalité objective ni neutralité⁵⁴ ».

« En 1951, avec la Convention de Genève, le réfugié n'est plus défini par son appartenance à un groupe national, mais par la persécution. [...] Elle signe la victoire d'une conception du statut de réfugié portée par le bloc occidental, conception qui permet de dénoncer, conformément à l'héritage libéral des Lumières, les violences contre les libertés politiques commises par les gouvernements tyranniques. Une définition du réfugié comme victime de violences économiques, telle que portée par le bloc soviétique, aurait davantage permis de dénoncer, dans la lignée de l'héritage communiste, les injustices et les vulnérabilités socio-économiques. La définition du réfugié, comme persécuté, retenue par la Convention de Genève, constitue ainsi une norme juridique qui permet de protéger les libertés civiques individuelles mais pas l'égalité socio-économique collective. [...] On peut imaginer que si la conception des États socialistes l'avait emporté, un réfugié aurait été une personne fuyant la misère ou la pauvreté et le dissident politique la figure du migrant indésirable⁵⁵ ».

Ceci explique pourquoi la définition de réfugié est si problématique de nos jours. Les personnes qui prétendent à l'asile ne fuient pas uniquement des guerres, mais surtout des violences systématiques, structurelles et symboliques qui comprennent également les aspects socio-économiques (la pauvreté, la faim, le chômage, les discriminations...). Ces conditions, à l'image des guerres et des conflits, entraînent elles aussi l'insécurité, la vulnérabilité, les inégalités et le danger de mort

⁵⁴ Akoka Karen, « Qu'est-ce qu'un réfugié ? Des usages politiques des définitions juridiques », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 183-188, p. 183.

⁵⁵ *Ibid.*, p.185.

d'individus et même de populations entières. Pourtant, seules, ce ne sont pas des justifications valables pour entamer une demande d'asile.

Le demandeur d'asile est quelqu'un qui a introduit la procédure administrative pour obtenir son statut de réfugié. La difficulté de l'appréhension du statut juridique de réfugié réside justement dans cet entre-temps, car il s'agit d'un statut à caractère recognitif. Comme le précise Sylvie Mazzella, « le réfugié l'est quant à lui juridiquement avant même d'en obtenir le statut officiel. Toute personne fuyant des persécutions dans son pays est un réfugié en puissance⁵⁶ ».

Ceci explique le fait que des demandeurs d'asile sont également appelés réfugiés dans le langage courant ou dans les médias. Mais ce n'est pas la seule confusion concernant ces mots. Dans la couverture journalistique, les dénominations « réfugié » et « migrant » sont souvent employées comme synonymes. Pourtant, à la différence de « réfugié », qui constitue une catégorie administrative qui donne accès à une protection, le « migrant » n'a pas de définition juridique.

« On peut trouver deux raisons à cette confusion : d'une part, les médias d'information n'emploient pas toujours le mot réfugié dans son acception légale, et d'autre part certains migrants demandent l'asile. Dans l'impossibilité de vérifier si tous les individus sont des demandeurs d'asile (entendant par-là quelqu'un qui a déposé une demande auprès des autorités compétentes d'un État), des réfugiés (ayant obtenu l'asile et la protection à laquelle ce statut donne accès) ou des personnes se déplaçant pour des raisons économiques – pour autant que cette distinction soit toujours pertinente dans les faits [...] –, les journalistes choisissent le mot générique migrant, d'où une synonymie apparente entre les termes dans les usages médiatiques⁵⁷ ».

Selon Michel Agier, pendant longtemps le terme de migrant ne voulait rien dire de spécial, sans connotation ni positive ni négative, vu que ce n'était qu'un constat : « Réfugié n'est pas une identité – ni nationale, ni ethnique, ni culturelle –, c'est une catégorie institutionnelle. D'autres mots, comme migrant ou exilé, font, eux, référence à une condition, une expérience partagée par des personnes en mouvement⁵⁸ ». Toutefois, le terme a acquis peu à peu un sens négatif dû au fait que de plus en plus de personnes ont du mal à aller au bout de leur migration, y compris en ce qui concerne l'intégration dans les pays d'accueil, restant alors coincées dans l'idée pérenne de déracinement, de façon stigmatisante. « Des expressions comme “les migrants et nous” ou “les

⁵⁶ Mazzella Sylvie, *Sociologie des migrations*. Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021, p. 5.

⁵⁷ Calabrese Laura, « Migrant ou réfugié ? L'enjeu des dénominations des personnes dans le discours médiatique », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 153-160, p.154.

⁵⁸ Agier Michel, Madeira Anne-Virginie, *Définir les réfugiés*. Presses Universitaires de France, 2017, p.21.

migrants dans le monde” ne sont plus neutres, elles deviennent difficiles à prononcer, il faut s’en expliquer en tenant compte des polémiques publiques que le terme porte maintenant⁵⁹ ».

Enfin, un autre terme souvent employé à la place de réfugié c’est « exilé », un terme, selon Sylvie Aprile, qui relève plus du vocabulaire littéraire que juridique. Ce terme renvoie « à l’histoire biblique, à l’exil de Babylone et à l’Exode. Cette composante du malheur collectif se retrouve en vieux français, le mot *exill* signifiant “bannissement” mais aussi “détresse, malheur, tourment”⁶⁰ ».

Ce terme comporte de multiples dimensions. D’une part, « l’exilé, c’est d’abord celui qui est “éloigné, banni”, mais c’est aussi exilé “à” ou “de”, la dénomination du lieu où est envoyé le banni qualifiant parfois même son errance⁶¹ ». D’autre part, l’idée de l’exil est également rattachée à l’expérience dans l’Europe du XIXe siècle, « des élites qui combattent, par les armes ou par le verbe, pour l’indépendance nationale ou pour défendre des aspirations démocratiques et libérales⁶² ».

Selon Delphine Diaz, le terme « exilé » se réfère à tous ceux qui ont dû quitter leur pays : « l’exil est à la fois un arrachement à sa patrie, une situation d’attente, et potentiellement une position depuis laquelle celui qui l’a subie peut inventer de nouvelles formes de mobilisation et d’engagement », alors que le terme « réfugié » renvoie davantage à « une situation administrative et juridique, dans laquelle cette part de contrainte qui préside à la migration est reconnue⁶³ ».

Si aujourd’hui l’expérience de l’exil, de manière volontaire ou involontaire, n’est pas nécessairement vécue de la même façon que dans les siècles précédents, le terme garde une certaine aura de grandeur qui renvoie au combat et à la résistance, élevant la figure de l’exilé à celui qui se bat pour ses intérêts (individuels et collectifs) et non à celui qui subit son sort.

« L’exilé au singulier semble encore souvent attaché à une posture particulière, celle de l’intellectuel ou de l’artiste, alors que le pluriel renvoie à une condition générale et collective qui serait celle de tous les migrants. Les appeler exilés, comme le font nombre de militants, d’associations et certains journalistes, ne leur donne plus nécessairement une image d’opposants mais suscite aujourd’hui une compassion et une

⁵⁹ *Ibid.*, p. 23.

⁶⁰ Aprile Sylvie, « Des exilés de 1789 aux exilés d’aujourd’hui », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 107-112, p.108.

⁶¹ *Ibid.*, p. 109.

⁶² *Ibid.*, p. 109.

⁶³ Diaz Delphine, *En exil. Les réfugiés en Europe, de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*. Gallimard, coll. « Folio. histoire », Paris, 2021, p. 17.

émotion liées au caractère dramatique des traversées, des camps et des lieux d'attente auxquels ils sont confrontés [...]. L'exil leur rend une certaine dignité et humanité⁶⁴ ».

Toutes ces catégories juridiques et sémantiques font partie d'un grand groupe de personnes étrangères, c'est-à-dire, originaires des pays en dehors de celui où elles se trouvent pour demander l'asile. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), « un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides)⁶⁵ ». La définition d'étranger n'est pas à confondre avec celle d'immigré. Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration,

« un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers [...]. La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré⁶⁶ ».

À bien noter qu'un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment). Comme le résume Benjamin Boudou : « en droit, un étranger est un non-national, quelqu'un qui n'a pas la nationalité du pays dans lequel il réside ; un immigré est né à l'étranger, puis est venu s'installer dans le pays dans lequel il réside désormais. Il est donc possible d'être immigré et français, ou étranger sans avoir migré⁶⁷ ».

Pour une question de clarté et pour éviter toute confusion, dans cette étude nous adoptons ces deux concepts de la manière suivante : nous considérons que les personnes réfugiées, exilées et en demande d'asile appartiennent à la catégorie des étrangers, vu qu'elles ne possèdent pas la nationalité française ; nous appelons « immigrés » les personnes nées à l'étranger, vivant en France, ayant obtenu ou non la nationalité française, mais qui ne sont ni réfugiées, ni exilées, ni demandeuses d'asile. Nous prenons en compte, bien entendu, le parcours des immigrés qui ont vécu

⁶⁴Aprile Sylvie, « Des exilés de 1789 aux exilés d'aujourd'hui », *op. cit.*, p. 110-111.

⁶⁵Insee, « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers ». *Insee*. Accessible à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212>, consulté le 5 juillet 2021.

⁶⁶*Ibid.*

⁶⁷Boudou, Benjamin, « Étranger : la constitution progressive d'une catégorie juridique et statistique », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 91-98, p.91.

l'exil, mais qui, ayant obtenu la nationalité française, n'ont plus leur statut de réfugiés ou de demandeurs d'asile.

Malgré les différences juridiques et sémantiques de chacun des termes évoqués, toutes ces personnes traversent la même épreuve : s'intégrer – ou bien, exister – dans une nouvelle société, malgré des défis et des conditions de vie différents. En effet, certains statuts permettent une plus grande facilité dans cette quête.

Le statut de « réfugié » est un terme générique qu'on donne à quelqu'un qui bénéficie d'une protection internationale, que ce soit la protection conventionnelle ou la protection subsidiaire. La protection conventionnelle est accordée par la Convention de Genève, mentionnée précédemment, alors que la protection subsidiaire est définie par l'article 15 de la Directive « Qualification » de l'Union européenne sur le droit d'asile de 2004 (directive 2004/83/CE). Cette protection peut être accordée au demandeur d'asile lorsque la protection conventionnelle ne lui est pas applicable. C'est la situation de « toute personne qui ne remplit pas les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié et qui établit qu'elle est exposée dans son pays à l'une des menaces graves suivantes » :

« a) la peine de mort ; b) la torture ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants ; c) s'agissant d'un civil, une menace grave, directe et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence généralisée résultant d'une situation de conflit armé interne ou international ».

La protection de la personne réfugiée est également prévue en droit français par l'alinéa 4 du préambule de 1946, toujours en vigueur. Comme l'explique Anne-Virginie Madeira,

« Le droit de l'asile, qui vise à protéger une catégorie spécifique d'étrangers, repose actuellement sur deux textes bien distincts. Tout d'abord, l'alinéa 4 du préambule de 1946 [...] accorde sa protection à l'acteur d'un combat politique qui, en raison de ce combat, est persécuté par l'autorité publique dont il dépend. Il revêt donc directement un caractère "militant", fondement du droit constitutionnel à l'asile. La Convention de Genève, signée par la France en 1951 et constituant le fondement de l'asile dit "conventionnel", vise davantage à protéger "des victimes passives" persécutées le plus souvent pour des motifs tenant à leur religion, leur appartenance ethnique ou leurs opinions politiques, indépendamment de tout combat ou position publique ouvertement militants⁶⁸ ».

Une personne qui obtient le statut de réfugié bénéficie de nombreux droits. En France, la reconnaissance du statut de réfugié donne le droit à une carte de séjour de dix ans pour les

⁶⁸ Agier Michel, Madeira Anne-Virginie, *Définir les réfugiés*, op. cit., p. 76-77.

bénéficiaires de la protection conventionnelle, ou une carte de séjour de quatre ans maximum, pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire. Les personnes réfugiées ont droit à recevoir le même traitement que les nationaux en ce qui concerne le travail (à l'exception de la fonction publique), le droit aux allocations de solidarité, la formation professionnelle et linguistique, en plus de la possibilité de bénéficier d'un logement social.

Mais dans la pratique, jusqu'à l'obtention du statut, ces personnes vivent dans des limbes juridiques vulnérabilisantes et précarisantes. Après l'obtention du statut, l'intégration est mise à l'épreuve notamment dans le domaine professionnel, comme nous l'avons vu dans les témoignages des journalistes Abdallah Hassan, Beraat Gokkus, Daouda Deme, Mortaza Behboudi, Mulham Hendawy et Wasi Mohsin.

1.2.2. L'existence et l'attente : (sur)vivre entre la demande d'asile et l'obtention du statut

Les demandeurs et demandeuses d'asile sont les personnes qui n'ont pas encore eu la reconnaissance du statut de réfugié, leur demande étant en cours d'analyse par l'autorité compétente du pays d'accueil. En France, cette autorité est l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), un organe public doté d'autonomie administrative et financière qui a la compétence d'analyser les demandes d'asile en première instance. En deuxième instance l'organe chargé est la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Camille Schmoll précise que la demande d'asile peut être motivée par les multiples violences et craintes de persécution au lieu d'origine, mais également parce qu'il n'existe pas d'autres possibilités d'obtention d'un titre de séjour :

« La demande d'asile permet, au moins temporairement, de sortir de l'irrégularité et, surtout, d'éviter l'expulsion. En ce sens, l'asile est une catégorie légale qui institue des subjectivités propres, liées à une prise en charge institutionnelle spécifique : la phase qui s'écoule entre l'arrivée aux frontières maritimes et la décision finale de la Commission d'asile constitue une "épreuve", au sens propre et sociologique, car elle amène les personnes à devoir témoigner, souvent à plusieurs reprises, de ce qu'elles ont vécu, dans un contexte de soupçon diffus envers les "faux réfugiés"⁶⁹ ».

⁶⁹ Schmoll Camille, *Les damnées de la mer : Femmes et frontières en Méditerranée*. La découverte, Paris, 2020, p. 133.

Le fait de ne pas encore avoir eu la reconnaissance du statut de réfugié prive les demandeurs de nombreux droits ; en France notamment, le droit au travail pendant les six premiers mois qui suivent l'enregistrement de la demande par l'Ofpra.

En attendant, ces personnes survivent soit de l'aide de l'État, soit de l'assistance d'organismes à but non lucratif. Parmi les droits dont disposent les demandeurs d'asile, on y trouve l'accès aux soins via la protection universelle maladie (Puma), la scolarisation des enfants de 3 à 16 ans et une aide financière (ADA – allocation pour demandeur d'asile) pouvant aller de 6,80 € jusqu'à 44,80 € par jour en fonction du nombre de membres de la famille et si une place d'hébergement est ou non proposée au demandeur et sa famille.

En effet, l'hébergement dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) ou dans une autre structure similaire peut être proposé dès l'enregistrement de la demande, en fonction de la situation et des places disponibles. Pour cette raison, des demandeurs d'asile sont souvent placés dans des centres éloignés des grandes villes, ce qui complique leur mobilité, leur accès à des services diversifiés et leur interaction avec les autres citoyens. Dans ce sens, l'enquête de Camille Schmoll auprès des femmes qui ont traversé la Méditerranée est révélatrice :

« L'ennui est probablement la sensation qui permet de résumer le mieux l'expérience des femmes dans les centres : *“I am tired of sleeping”* (“Je suis fatiguée de dormir”), me dit ainsi une jeune femme nigériane arrivée de Benin City et hébergée à Castelnuovo di Porto [Italie]. Cette expérience rend difficile la projection dans une vie future, elle crée des attaches sans permettre d'ancrage. Pis, elle favorise [...] le prolongement des souffrances et l'émergence de nouvelles vulnérabilités. L'attente est aussi une technologie d'assujettissement très puissante, qui confine les personnes hébergées à une position subalterne et à une condition d'incertitude⁷⁰ ».

C'est ce qu'a vécu Beraat Gokkus. Pour lui, l'attente pour l'obtention du statut de réfugié a été particulièrement longue : deux ans ont passé entre la demande d'asile et l'obtention du statut. Il exprime sa frustration envers l'administration et la gestion de son dossier :

« Pendant deux ans j'ai attendu la réponse. J'ai fait trois entretiens avec l'Ofpra, ils me posaient toujours les mêmes questions. Dans le dernier entretien, je leur ai dit de ne plus m'appeler encore une fois pour me proposer d'autres entretiens. Je leur ai dit de prendre une décision, soit positive ou négative, mais de ne pas m'appeler, sauf pour me donner une réponse, même si c'était négative. Je l'accepte, je continue ma vie et je fais d'autres démarches, mais s'il vous plaît, ne m'appellez pas une quatrième fois⁷¹ ».

⁷⁰ *Ibid.*, pp. 133-134.

⁷¹ Gokkus Beraat, *op. cit.*

Mulham Hendawy a également dû attendre plus que la moyenne :

« Ma situation était hyper longue si comparable à d'autres Syriens. Quelques Syriens ont obtenu le statut de réfugié en deux mois, moi j'ai passé plus d'un an pour l'obtenir. Et il y a encore des Égyptiens qui sont encore en attente depuis deux ou trois ans. Tu imagines le stress qu'ils ressentent ?⁷² ».

Même si les situations de Beraat Gokkus et de Mulham Hendawy ont été particulièrement longues, le délai moyen de traitement des demandes d'asile dépasse les cinq mois, selon l'Ofpra. Cette situation finit par laisser, tous les ans, des milliers de personnes face à leur propre sort, en attendant une décision définitive de l'administration française.

Les plus « chanceux » reçoivent leur statut dans les cinq mois. Cependant, même dans ce cas de figure, l'obtention du statut n'est que le début d'un nouveau parcours du combattant.

1.2.3. Être journaliste en exil : production de l'information, droit au travail et déclassé professionnel

Afin d'illustrer les défis pour l'intégration des personnes réfugiées, nous prendrons comme exemple une catégorie professionnelle particulièrement persécutée dans plusieurs pays : les journalistes. En effet, selon le Classement mondial de la liberté de la presse 2022, réalisé par l'ONG Reporters sans frontières, 28 pays sur 180 sont en situation « très grave » par rapport à la liberté de la presse. La Syrie, l'Afghanistan, le Venezuela, l'Irak et la Russie sont quelques-uns des pays dans la « liste rouge ».

Le classement est réalisé selon une évaluation du contexte politique, du cadre légal, du contexte économique, du contexte socioculturel et de la sécurité de chaque pays. Le but du classement est de vérifier l'état de la liberté de la presse, entendue comme :

« la possibilité effective pour les journalistes, en tant qu'individus et en tant que collectifs, de sélectionner, produire et diffuser des informations dans l'intérêt général, indépendamment des interférences politiques, économiques, légales et sociales, et sans menaces pour leur sécurité physique et mentale⁷³ ».

⁷² Hendawy Mulham, *op. cit.*

⁷³ Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2022 : la nouvelle ère de la polarisation ». RFS. Accessible à l'adresse

Empêchés d'exercer leur métier dans leur pays d'origine, ces professionnels demandent l'asile ailleurs en vue de leur sécurité. La France accueille une très petite partie de ces professionnels à la Maison des journalistes. C'est le cas d'Adam Mahamat, de Mulham Hendawy, de Beraat Gokkus et de Mortaza Behboudi, tous interviewés dans cette recherche.

Ces journalistes viennent de différents pays : Tchad, Syrie, Turquie, Afghanistan. Si les conditions qui ont amené chacune de ces personnes à demander l'asile en France ont été différentes, ces journalistes partagent la même frustration par rapport à l'insertion professionnelle et la reprise de leur métier. Les problèmes sont liés notamment à la question de la langue et du diplôme. Cependant, des journalistes dénoncent également un certain racisme voilé. Adam Mahamat, Tchadien arrivé en France en 2018 et résidant à la Maison des journalistes, déplore :

« J'ai passé un entretien à *France 24* en arabe, mais jusque-là je n'avais pas eu de réponse. Finalement ils m'ont dit que je n'ai pas validé le test. Je me suis dit qu'il y a quelque chose de bizarre, qu'ils n'acceptent pas les gens qui viennent d'Afrique. Le diplôme est aussi un problème, du fait que je n'ai pas étudié ici en Europe, et notamment en France. J'ai constaté que ça c'est aussi un problème, comme les problèmes de la langue et de l'accent. Ça c'est mon avis, je ne sais pas si c'est la réalité. Je connais des journalistes qui travaillent à *France 24* en arabe, il n'y a que très peu de journalistes exilés qui travaillent en tant que journalistes ici en France⁷⁴ ».

Mulham Hendawy partage un point de vue similaire :

« Je suis un écrivain, j'écris. J'écrivais des histoires et je suis passionné par la langue, donc ce que je faisais dans ma langue maternelle, qui est l'arabe, était sophistiqué. Et venir ici et parler comme un gamin de trois ans, je ne suis pas capable de faire cette transition. Ni même en anglais. Être un journaliste était quelque chose que j'appréciais beaucoup. Je veux faire ça correctement. La langue est mon premier outil, c'était mon premier outil pour cela. Je ne suis pas sûr que n'importe quel type de média pourrait m'accepter. En fait le seul poste que j'avais le moindre espoir d'y travailler dessus c'était au sein de *France 24*, car ils ont une rédaction en arabe, il y a toute une chaîne télé, c'est diffusé au Moyen Orient, c'est en fait très important. C'est une structure où je connais quelqu'un qui connaît quelqu'un là-dedans, et on m'a promis un entretien, mais ça fait quatre ou cinq mois déjà. Maintenant je ne sais même pas⁷⁵ ».

Ces deux journalistes ne travaillaient pas au moment où ils m'ont accordé leur interview, en mai et juin 2020, respectivement. Adam Mahamat était toujours en attente de son statut de réfugié, donc

https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-libert%C3%A9-de-la-presse-2022-la-nouvelle-%C3%A8re-de-la-polarisation?year=2022&data_type=general, consulté le 8 juillet 2022.

⁷⁴ Mahamat Adam, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 21 mai 2020, par visioconférence.

⁷⁵ Hendawy Mulham, *op. cit.*

impossibilité de travailler légalement en France. Mulham Hendawy venait d'avoir son statut, mais après plusieurs mois sans exercer son métier, il ne se sentait plus capable de le faire.

Cette situation provoque une reconversion forcée de la part des journalistes dès lors qu'ils obtiennent leur statut de réfugiés. Amenés à travailler dans la restauration, dans l'hôtellerie ou – pour ceux qui décident de reprendre les études – dans des métiers liés à l'informatique, leur déclassement professionnel est presque inévitable.

Les personnes réfugiées sont encore acceptées dans les domaines moins valorisants car elles sont toujours vues comme une main d'œuvre bon marché, et ce n'est pas nouveau.

« Durant la première moitié des années 1980, il suffit d'être Cambodgien, Laotien ou Vietnamien pour être automatiquement reconnu comme réfugié. L'accueil de ces populations, acheminées en France en grand nombre (1.000 par mois pendant cinq ans), permet non seulement de décrédibiliser les régimes communistes de la péninsule indochinoise mais aussi de pallier certains problèmes économiques : l'immigration de travail vient d'être suspendue en France et une partie des entreprises, notamment dans le secteur automobile, a encore besoin de main-d'œuvre⁷⁶ ».

C'est dans ce contexte que des journalistes diplômés vont travailler dans d'autres domaines, comme c'était le cas de Daouda Deme en 2019 : « J'étais journaliste au Sénégal, mais je n'ai pas pu poursuivre ce métier que j'ai tant rêvé. Aujourd'hui je suis réceptionniste à l'hôtel⁷⁷ ».

Le déclassement professionnel est une véritable difficulté pour réussir à s'intégrer après l'obtention du statut de réfugié. Cependant, la situation vécue par des personnes qui se voient refuser leur demande d'asile est encore plus complexe. Pour celles-ci, l'insertion professionnelle ne peut voir le jour que de manière informelle.

1.2.4. Le refus de la demande d'asile, l'OQTF et la vie dans l'irrégularité

L'exil peut être vécu de manières très disparates, notamment quand la demande d'asile est refusée. Certaines personnes se voient renvoyées dans leur pays d'origine sans aucune protection, après une

⁷⁶ Akoka Karen, « Qu'est-ce qu'un réfugié ? Des usages politiques des définitions juridiques », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 183-188, p.186.

⁷⁷ Deme Daouda, *op. cit.*

décision négative à la demande d’asile. D’autres personnes sont forcées de vivre dans l’irrégularité pour essayer de rester dans le pays d’accueil.

Que ce soit l’expulsion pour ceux qui n’ont pas d’autorisation de séjourner en France, ou la vie dans l’irrégularité pour ceux qui résistent à l’expulsion, ces situations concernent les « indésirables », obligés de quitter le pays ou de se cacher, faire semblant de ne pas exister, pour pouvoir y vivre.

La situation administrative de Daouda Deme s’est régularisée en France à la fin 2020, après quatre ans de vie dans « l’illégalité ». Fuyant le Sénégal en 2016 à cause de menaces à sa sécurité et à sa vie, cet ancien journaliste demande l’asile en France. Sa demande est refusée jusqu’à la dernière instance, et il reçoit une OQTF – obligation de quitter le territoire français.

L’OQTF est une décision prise en cas de refus de délivrance de titre de séjour ou de séjour irrégulier : situation d’un étranger qui ne possède pas les documents l’autorisant à rester en France. Les personnes concernées sont obligées de quitter le pays par leurs propres moyens dans un délai de 30 jours, ou, dans certaines situations, sans délai⁷⁸.

Mais Daouda Deme n’a pas le choix, il décide de rester en France. De demandeur s’asile, il devient sans-papier. Comme expliqué par Salih Akin, la dénomination sans-papiers est devenue depuis 1996 le dénominateur commun des populations étrangères sans autorisation de séjour sur le territoire français.

« Appliquée au départ aux seuls Africains (pour la plupart Maliens et Sénégalais) que la mise en vigueur, en 1994, des “lois Pasqua” sur le séjour des populations immigrées ou étrangères avaient privés d’autorisation de séjour, la dénomination sans-papiers désigne aujourd’hui, par extension, toutes les personnes en situation irrégulière en France selon le Code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile, et à la recherche d’une régularisation⁷⁹ ».

On estime à environ 300 000 ou 400 000 le nombre de personnes qui seraient en situation irrégulière en France en 2021⁸⁰. Selon Mustapha Harzoune,

⁷⁸ Gouvernement, « Obligation de quitter la France (OQTF) ». *Service public*. Accessible à l’adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F18362>, consulté le 8 juillet 2022.

⁷⁹ Akin Salih, « De clandestins à sans-papiers : émergence d’une dénomination intégrative », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 189-198, pp.189-90.

⁸⁰ Harzoune Mustapha. « Qu’est-ce qu’un “sans-papiers” ? ». *Musée de l’histoire de l’immigration*. Accessible à l’adresse <https://www.histoire-immigration.fr/les-mots/qu-est-ce-qu-un-sans-papiers>, consulté le 8 juillet 2022.

« Les “sans-papiers” sont éboueurs, livreurs, manutentionnaires, ouvriers du bâtiment, femmes de ménage..., ils travaillent, sans être “vus ni reconnus”, dans la confection, la construction, la restauration, le nettoyage, le travail domestique, l’agriculture, la sécurité [...] ou dans des salons de beauté [...]. Au quotidien, les difficultés et les obstacles sont multiples : accès au logement, accès aux soins, aucun droit au travail d’où le travail au noir et la surexploitation (pénibilité, horaires, salaires inférieurs voir [*sic*] non payés, etc.)⁸¹ ».

Daouda Deme a réussi à surmonter la « clandestinité forcée ». Un acte de solidarité d’un ami, qui l’a laissé travailler en tant que réceptionniste à l’hôtel de manière informelle pendant plus de deux ans, lui a permis de régulariser sa situation par temps de travail en France.

La régularisation ne s'est pas faite, pourtant, sans quelques incidents en cours de route. Sans accès adéquat au logement, Daouda Deme a dû faire face à des situations difficiles. Pendant une certaine période, il a été locataire d’une chambre sans pouvoir y accéder entre sept heures du matin et dix heures du soir. Une autre fois, sa situation irrégulière a été signalée à la préfecture par un médecin qui l'a soigné, raison pour laquelle pendant plus d’un an il n’a pas accédé aux services de santé par peur de se faire expulser de force.

Le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) prévoit quelques cas de figure pour la régularisation de situation, « si des considérations humanitaires ou des motifs exceptionnels existent⁸² ». Ces motifs sont soit liés au travail (ancienneté de séjour et d'emploi en France), soit liés à la vie privée et familiale (ancienneté de séjour en France, liens privés et familiaux, enfant scolarisé en France, victime de violences, etc.), soit lié à une situation exceptionnelle, un talent ou des services rendus à la collectivité (dans les domaines culturel, sportif, associatif, civique ou économique). La carte de séjour temporaire vie privée et familiale ou travailleur temporaire / salarié autorise les bénéficiaires à travailler, mais sa délivrance n'est pas de droit.

La régularisation peut être difficile à obtenir, mais elle peut également ouvrir une voie pour une vie plus digne dans la nouvelle société d’accueil. Daouda Deme était réceptionniste à l’hôtel au moment de l’interview, mais sa situation a évolué grâce à la régularisation de son séjour. Il a quitté son ancien poste et a intégré une entreprise en tant qu’assistant marketing en 2021. Pour cet ancien journaliste, ce changement de situation est un soulagement et une raison de fierté.

⁸¹*Ibid.*

⁸²Gouvernement, « Qu'est-ce que la régularisation pour motif humanitaire ou exceptionnel ? ». *Service Public*. Accessible à l’adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17146>, consulté le 4 novembre 2022.

CONSIDÉRATIONS FINALES

La première étape pour la quête de la voix des personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées est d’exister. Cette existence correspond à une reconnaissance tout d’abord juridique – les dispositifs légaux qui identifient ces populations et reconnaissent leurs besoins particuliers –, mais également sociale – leur capacité à s’intégrer dans la nouvelle société, de vivre et de travailler dignement. Les récits des journalistes Beraat Gokkus, Daouda Deme, Abdallah Hassan, Mulham Hendawy, Mortaza Behboudi et Wasi Mohsin permettent d’observer tout d’abord comment l’existence est difficile au niveau social, entravée par des politiques d’accueil et d’intégration inefficaces. La solidarité entre personnes réfugiées est ce qui leur permet, parfois, de surmonter ces difficultés. La reconnaissance du statut de réfugié – ou bien la régularisation de situation dans certains cas – est également un élément essentiel pour cela.

L’obtention du statut de réfugié n’est, d’ailleurs, pas quelque chose de simple. Les conditions pour y parvenir sont contraignantes et limitées. La reconnaissance du statut peut être à la fois un soulagement et le début d’un nouveau parcours du combattant.

Certains journalistes interviewés ont repris le métier en France, d’autres non. Leurs situations sont toutes différentes, uniques. Leurs parcours pour être reconnus réfugiés, travailleurs salariés ou citoyens français comportent des difficultés, mais ces personnes ne se voient pas nécessairement comme des « victimes impuissantes ». Exprimant leurs points de vue sur le statut de réfugié et la vie en France, ils reconnaissent que le sujet de la migration est entouré de clichés. Certaines représentations diffusées dans les médias grand public contribuent à la consolidation des stéréotypes du réfugié en tant que « victime » et « menace ». Ces « mauvaises représentations » peuvent en effet rendre difficile la reconnaissance des personnes réfugiées en tant que sujets dotés de voix et de légitimité, des sujets capables d’apporter quelque chose à la société. Nous allons étudier ces représentations dans le prochain chapitre.

Chapitre 2. Être représenté : entre l'empathie et la méfiance, les réfugiés racontés par les médias grand public

Durant la décennie 2010, le monde a connu un mouvement migratoire sans précédent. En effet, le HCR a déclaré qu'à la fin 2016, le nombre de réfugiés enregistré sur le globe était le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale⁸³. En 2015, la soi-disant « crise des migrants » a fait la une, étant le treizième sujet le plus recherché sur Google par les Français, de l'ordre de plus de 23 millions de recherches réalisées⁸⁴.

Comme nous allons étudier dans ce chapitre, l'exploration de cette « crise » dans les médias grands publics s'est faite à partir d'un paradoxe : la surexposition de l'image des personnes réfugiées – notamment des images de personnes réalisant des traversées en bateaux – sans que les personnes concernées puissent s'exprimer. Pourquoi les réfugiés prennent rarement la parole dans la couverture médiatique traditionnelle de la « crise des migrants » ? Pourquoi les images des personnes réfugiées sont entourées de clichés et souvent les réduisent à une position de victime ou de menace ?

Ce chapitre vise à comprendre les tendances des représentations de l'image du réfugié dans les médias grand public les années suivant ce qu'on appelle cette « crise des migrants ». Nous nous intéressons également à savoir qui parle à leur place et comment.

La révision de littérature présentée ci-dessous s'appuie sur les travaux de Teun A. van Dijk, Rodney Benson, Myria Georgiou, Rafal Zaborowski, Lilie Chouliaraki, Tijana Stolic et Jan Fredrik Hovden *et al.* Ces auteurs ont apporté leurs contributions à l'étude des représentations des réfugiés dans les médias traditionnels dans plusieurs pays d'Europe.

Les travaux de Teun A. van Dijk et Rodney Benson, ayant un caractère plus généraliste et historique, nous permettent de comprendre le sujet en revenant à une époque qui précède la « crise des migrants ». Leurs recherches ont déterminé des cadres bien définis de représentations des immigrants et réfugiés dans les médias traditionnels. Ces cadres ont été observés ultérieurement dans

⁸³ Edwards Adrian, « Le nombre de personnes déplacées atteint son plus haut niveau depuis des décennies », UNHCR, mis en ligne le 19 juin 2017. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies>, consulté le 4 août 2022.

⁸⁴ Google, « A Year in Search 2015 ». *Google*, 2015. Accessible à l'adresse https://trends.google.fr/trends/story/2015_FR, consulté le 4 août 2022.

d'autres contextes médiatiques et dans d'autres pays, raison pour laquelle les travaux de Teun A. van Dijk et Rodney Benson sont devenus des références en la matière.

Ces travaux sont complétés par des études plus récentes, qui se concentrent cette fois-ci sur les événements qui ont eu lieu en 2015, dans ce contexte particulier appelé « crise des migrants ». Myria Georgiou, Rafal Zaborowski, Lilie Chouliaraki, Tijana Stolic, Jan Fredrik Hovden *et al.* analysent, dans différents pays d'Europe, comment les médias traditionnels, notamment la presse écrite, se sont comportés face aux importants événements de 2015 en lien avec la migration forcée : comment ont-ils représenté les personnes réfugiées ? Qui parle lors des couvertures médiatiques, et au nom de qui ? Que peut-on observer par rapport à la prise de parole des personnes réfugiées ?

La compréhension sur ces questions, notamment en ce qui concerne les principales représentations des personnes réfugiées dans les médias traditionnels, nous permettra de faire une comparaison avec les résultats de l'analyse des médias *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Infomigrants* dans les chapitres suivants.

2.1. TEUN A. VAN DIJK : LE RÉFUGIÉ EN TANT QUE « PROBLÈME » DANS LA PRESSE NÉERLANDAISE ET BRITANNIQUE

Le linguiste néerlandais Teun A. van Dijk est un des premiers auteurs à avoir étudié la représentation des personnes réfugiées dans les médias, à partir des années 1970. Sa contribution académique est toujours importante dans l'actualité car plusieurs aspects des résultats de ses recherches faites dans les années 1980 et 1990 sont également observés dans des travaux plus récents réalisés dans d'autres pays de l'Europe, comme nous le verrons ensuite.

En 1993, il publie son ouvrage *Elite discourse and racism*, dans lequel il reprend les résultats de plusieurs années de recherche sur le racisme et le discours des élites en Europe. La plupart des données empiriques sur lesquelles son livre est basé datent des années 1980. Le contexte, selon l'auteur, était fait de racisme, d'ethnisation et de xénophobie croissants envers les minorités ethniques, les immigrants et les réfugiés en Amérique du Nord et surtout en Europe, dans la perspective de l'unification de la Communauté européenne (CE), qui a eu lieu en 1993.

Teun A. van Dijk interprète le racisme essentiellement comme un système social de domination de groupe, raison pour laquelle il analyse les discours des individus en tant que membres de groupes ou d'institutions. L'auteur considère que les personnes réfugiées font partie d'une minorité ethnique.

Un échantillon de plus de 5 000 reportages notamment de la presse néerlandaise et britannique a été étudié avec l'objectif de comprendre le rôle des élites dans la reproduction des inégalités ethniques et raciales contemporaines dans leurs discours. Selon l'auteur, le racisme, l'ethnicisme et la xénophobie sont parfois subtilement et indirectement promulgués ou pré-formulés dans le discours de divers groupes d'élite, dont les acteurs politiques et les médias :

“We have seen that mainstream news media largely support the prevailing political attitudes on ethnic affairs and immigration. At the same time they contribute to the public reproduction of the ideologies of the political and other elites by publishing scare stories or so-called in-depth reports about ‘floods’ or ‘massive invasions’ of refugees, ‘illegal’ immigration, ‘crime-riddled’ ghettos, drug abuse or mugging by blacks, violence of street gangs, threats of Muslim fundamentalists, ‘strange’ customs, immigrants' lacking motivation to work, welfare scroungers, black racism, the political correctness of multiculturalism, the foibles of Affirmative Action, and similar stories that do not fail to either instill or confirm top-down, xenophobic, or anti-minority resentment among the white population at large⁸⁵”.

Portant sur la manière dont les Blancs écrivent et parlent des groupes minoritaires ou des relations ethniques, l'analyse de Teun A. Van Dijk prête attention à plusieurs aspects, dont : la mise en page graphique, l'intonation, les variations stylistiques de la sélection ou de la syntaxe des mots, les implications et la cohérence sémantiques, les sujets généraux du discours, les formes schématiques et les stratégies d'argumentation, la rhétorique des figures telles que les métaphores et l'hyperbole, les actes de langage et les stratégies dialogiques de persuasion, entre autres, afin de comprendre leur « fonction raciste » dans le discours.

L'analyse systématique du discours de plus de 5 000 reportages dans la presse néerlandaise et britannique, ainsi que les résultats de recherche d'autres sources, montrent que les sujets de

⁸⁵ « Nous avons vu que les principaux médias d'information soutiennent largement les attitudes politiques dominantes sur les affaires ethniques et l'immigration. En même temps, ils contribuent à la reproduction publique des idéologies des élites politiques et autres en publiant des histoires effrayantes ou des reportages soi-disant approfondis sur les “inondations” ou les “invasions massives” de réfugiés, l'immigration “illégal”, la “criminalité dans les ghettos”, la toxicomanie ou l'agression par des noirs, la violence des gangs de rue, les menaces des fondamentalistes musulmans, coutumes “étranges”, la démotivation des immigrés pour travailler, les voleurs d'aide sociale, le racisme noir, le politiquement correct du multiculturalisme, les faiblesses de l'*Affirmative Action* et des histoires similaires qui ne manquent pas d'instiller ou de confirmer un ressentiment descendant, xénophobe ou anti-minorité parmi la population blanche dans son ensemble. » (Van Dijk Teun A., *Elite discourse and racism*. Sage, California, 1993, p. 3-4. Traduction par mes soins)

l'actualité sur les affaires ethniques véhiculent une impression générale qui associe les minorités ou les immigrés à des problèmes, des conflits, déviance, voire menaces⁸⁶.

“Crime, violence, drugs, and riots are usually among the most frequently covered topics on ethnic minorities, especially but not exclusively in the right-wing and popular press. Immigration is also often covered, but news reports on that issue focus on problems, large numbers, immigration rackets, or ‘economic’ refugees who are seen as coming to live off our pockets. Cultural differences are enhanced and are often negatively interpreted as the cause of numerous social problems associated with a multicultural society. The topic of race relations focuses on discrimination, which, nonetheless, is often played down or denied in the right-wing press, or dealt with as simply incidents. Generally, topics that are of interest for ethnic minority groups are covered much less. In particular, all topics that imply a critique of the white dominant group in general, or of the authorities or other elites in particular, are seldom covered⁸⁷”.

Comme l’explique Teun A. van Dijk, la peur de l’autre peut être construite à partir de représentations axées sur ce qui rend « nous » et « eux » différents. Ces différences sont souvent associées à des questions « d’éthique », de « mentalité », de « religion » ou « d’attitude ». Cette représentation de l’autre dans les relations ethniques est un héritage des idéologies racistes. Ainsi, alors que d’autres cultures sont systématiquement décriées comme arriérées ou primitives, la culture occidentale et ses valeurs sont soit considérées comme allant de soi, soit positivement présentées comme modernes, rationnelles et humanitaires.

“With the decline of overtly and blatantly racist ideologies, ethnic relations are usually defined in cultural terms. Problems at work or at school are routinely explained in terms of differences of ethics, mentality, religion, or attitude, not in terms of white discrimination or prejudice. Stereotyping and overgeneralization are common here, so that all Arabs become terrorists and all Muslim fundamentalists, in the same way that all young black males tend to be seen as aggressive, muggers, or crack addicts. Whereas other cultures are thus routinely derogated as backward or primitive, Western culture and its values are either taken for granted or positively presented as modern, rational, and humanitarian. Again, as is the case for most other topic clusters, we find here the familiar combination of positive self-presentation and negative other-presentation. Such polarization of Us versus Them may be paralleled by the coverage of Third World

⁸⁶ *Ibid.*, p. 278.

⁸⁷ « La criminalité, la violence, la drogue et les émeutes sont généralement parmi les sujets les plus fréquemment couverts à propos des minorités ethniques, en particulier mais pas exclusivement dans la presse de droite et populaire. L’immigration est également souvent couverte, mais les reportages sur cette question se concentrent sur les problèmes, les grands nombres, les rackets de l’immigration ou les réfugiés “économiques” qui sont considérés comme venant vivre de nos poches. Les différences culturelles sont renforcées et sont souvent interprétées négativement comme la cause de nombreux problèmes sociaux associés à une société multiculturelle. Le thème des relations raciales porte sur la discrimination, pourtant souvent minimisée ou niée dans la presse de droite, ou traitée comme de simples incidents. Généralement, les sujets qui intéressent les groupes ethniques minoritaires sont beaucoup moins abordés. En particulier, tous les sujets qui impliquent une critique du groupe dominant blanc en général, ou des autorités ou d’autres élites en particulier, sont rarement abordés. » (*Ibid.*, p. 278. Traduction par mes soins)

peoples in international news, where they are often attributed rather similar negative properties as minorities⁸⁸”.

La représentation des minorités ethniques – dont des personnes réfugiées – en tant que problème, voire menace pour l’Europe contribue à la consolidation de préjugés. En effet, selon l’auteur, l’une des fonctions majeures du préjugé est la rationalisation et la justification des actes discriminatoires contre les groupes minoritaires.

Teun A. van Dijk identifie les sept facettes de la discrimination : la dominance (maintenir le pouvoir et le contrôle sur les membres des minorités), la différenciation (les traiter différemment), la distance (les tenir hors de notre pays, de la ville, de la famille, etc.), la diffusion (diffuser croyances et préjugés à leur sujet), le détournement (leur attribuer des problèmes sociaux ou économiques du groupe dominant), la dépersonnalisation ou destruction (les traiter comme inférieurs, les blesser ou les détruire) et la discrimination quotidienne (mettre en pratique toutes ces actions plus générales également dans de petites activités quotidiennes)⁸⁹.

Les travaux de Van Dijk permettent d’observer non seulement une représentation traditionnellement négative des réfugiés dans la presse, mais également des effets associés. Selon l’auteur, les effets de discrimination voire hostilité envers les personnes réfugiées ne sont pas uniquement attribués aux médias, mais leur importance dans la diffusion de pensées racistes est non négligeable.

En effet, l’auteur observe que les élites et les institutions blanches sont généralement jugées plus importantes et crédibles, de sorte qu’elles ont un accès facilité aux médias, ce qui augmente également leurs chances d’être citées. Les acteurs appartenant à ces groupes apparaissent seuls comme locuteurs beaucoup plus souvent que les locuteurs minoritaires, se voyant ainsi accorder la probabilité de fournir la seule définition de l’événement ethnique. Cela est particulièrement vrai

⁸⁸ « Avec le déclin des idéologies ouvertement et manifestement racistes, les relations ethniques sont généralement définies en termes culturels. Les problèmes au travail ou à l’école sont couramment expliqués en termes de différences d’éthique, de mentalité, de religion ou d’attitude, et non en termes de discrimination blanche ou de préjugés. Les stéréotypes et la généralisation excessive sont courants ici, de sorte que tous les Arabes deviennent des terroristes et tous les fondamentalistes musulmans, de la même manière que tous les jeunes hommes noirs ont tendance à être considérés comme agressifs, agresseurs ou accros au crack. Alors que d’autres cultures sont ainsi systématiquement décriées comme arriérées ou primitives, la culture occidentale et ses valeurs sont soit tenues pour acquises, soit positivement présentées comme modernes, rationnelles et humanitaires. Encore une fois, comme c’est le cas pour la plupart des autres groupes de sujets, nous retrouvons ici la combinaison familière de la présentation positive de soi et de la présentation négative de l’autre. Une telle polarisation de Nous contre Eux peut être mise en parallèle avec la couverture des peuples du Tiers-Monde dans les nouvelles internationales, où on leur attribue souvent des propriétés négatives assez similaires en tant que minorités. » (*Ibid.*, p. 250. Traduction par mes soins)

⁸⁹ Van Dijk Teun A., *Prejudice in discourse*. Benjamins, Amsterdam, 1984, p.40.

pour les sujets sensibles ou menaçants, comme les préjugés, la discrimination et le racisme, mais aussi pour les sujets dont les Blancs sont supposés être les experts, comme l'éducation⁹⁰.

Dans ses analyses, Teun A. van Dijk constate que si les acteurs des groupes à majorité blanche peuvent être cités dans plus de la moitié des reportages dans lesquels ils apparaissent en tant qu'acteurs, ce chiffre est bien inférieur, à savoir environ 20% dans la presse britannique et à 32% dans la presse néerlandaise, pour les locuteurs minoritaires⁹¹.

“[...] competent and critical minority experts, especially those specialized in ethnic affairs, tend to be ignored, marginalized, discredited, or even attacked by the white press. If minority spokespersons are quoted, those who are preferred express opinions that are consistent with the white ethnic consensus⁹²”.

L'auteur conclut que puisque le débat ethnique porte largement sur eux, et non avec eux, les minorités sont davantage poussées dans un rôle passif dès lors qu'il s'agit de former l'opinion publique⁹³.

Teun A. van Dijk observe que les minorités ethniques sont beaucoup moins citées que les participants blancs aux événements d'actualité. En outre, l'image répandue du réfugié est celle d'un problème à être résolu, d'une menace au *statu quo*. Les travaux réalisés dans les années qui suivent montrent que cela n'est qu'une des facettes des représentations les plus répandues. D'autres auteurs, tel Rodney Benson, constatent une classique dichotomie qui oscille majoritairement entre la représentation de l'étranger en tant que menace et celle en tant que victime.

2.2. RODNEY BENSON : LES RÉFUGIÉS EN TANT QUE VICTIMES OU EN TANT QUE MENACES DANS LA PRESSE FRANÇAISE ET ÉTASUNIENNE

Le sociologue américain Rodney Benson a analysé dans son ouvrage *L'immigration au prisme des médias* les principaux cadres de l'immigration dans la presse écrite et dans les émissions télévisées

⁹⁰ Van Dijk Teun A., *Elite discourse and racism*, *op. cit.*, p.253.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² « Les experts compétents et critiques des minorités, en particulier ceux spécialisés dans les affaires ethniques, ont tendance à être ignorés, marginalisés, discrédités ou même attaqués par la presse blanche. Si les porte-paroles des minorités sont cités, ceux qui sont préférés expriment des opinions conformes au consensus ethnique blanc. » (*Ibid.*, p. 254. Traduction par mes soins)

⁹³ *Ibid.*

en France et aux États-Unis entre les années 1970 jusqu'en 2006, avec le but de comprendre comment les médias d'information ont-ils couvert l'immigration pendant cette période. Plusieurs organismes médiatiques ont été étudiés, à savoir, aux États-Unis : *New York Times*, *Washington Post*, *Los Angeles Times*, *American Broadcasting Corporation (ABC)*, *Columbia Broadcasting System (CBS)*, *National Broadcasting Company (NBC)* et *Public Broadcasting Service (PBS)* ; et en France : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *France 2*, *Télévision française 1 (TF1)*, *Arte*, *Les Échos*, *La Croix*, *L'humanité* et *Aujourd'hui en France*.

Pour réaliser son analyse, Rodney Benson a utilisé le concept de cadrage (« *framing* »). Selon lui, « un cadre linguistique – comme un encadrement de fenêtre – focalise notre attention sur un certain point de vue à l'exclusion des autres. Un “cadre” dans son acceptation la plus simple, délimite le “problème” (ou la “réussite”)⁹⁴ ». Rodney Benson utilise ce concept pour déterminer, grâce à la présence de mots ou d'expressions particuliers, quelles représentations apparaissent le plus souvent dans la presse et la télévision française et étasunienne.

Dans sa recherche, il retient dix grands cadres de l'immigration, qui correspondent à différentes manières de représenter les personnes immigrées et les phénomènes migratoires. Ces cadres se regroupent en trois catégories : les cadres « victime », les cadres « héros » et les cadres « menace ».

Trois grands cadres décrivent les immigrants comme des victimes : le cadre « économie globale », le cadre « humanitaire » et le cadre « racisme / xénophobie ». Trois autres cadres décrivent les immigrants comme des héros : le cadre « diversité culturelle », le cadre « intégration » et le cadre « bon travailleur ». Enfin, quatre cadres décrivent les immigrants ou l'immigration comme une menace : le cadre « emplois », le cadre « ordre public », le cadre « fiscalité » et le cadre « cohésion nationale ».

Les indicateurs discursifs utilisés par Rodney Benson sont précisés dans le tableau suivant, extrait de son livre *L'immigration au prisme des médias*⁹⁵.

⁹⁴ Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*. PUR, Rennes, 2017, p. 19.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 23.

Tableau 1. Les cadres de l'immigration selon Rodney Benson⁹⁶

Cadres (10)	Indicateurs discursifs
Cadres « victime »	
Économie Globale	L'immigration est une sous-partie du problème plus vaste du laissez-faire économique globalisé et du déséquilibre des relations Nord-Sud ; l'insécurité économique touche aussi bien les travailleurs locaux que les immigrants
Humanitaire	Les immigrants sont victimes de politiques gouvernementales injustes (violations de droits humains, procédures légales injustes) ou d'abus par les employeurs, ils souffrent de pauvreté, de difficultés d'accès aux soins, des risques liés au franchissement de frontières, etc. ; ou bien ils ont des difficultés à s'adapter à la société d'accueil.
Racisme / Xénophobie	Les immigrants sont victimes de propos ou de crimes racistes ou xénophobes ou encore de discriminations fondées sur leur origine nationale, ethnique/raciale, religieuse ou culturelle.
Cadres « héros »	
Diversité culturelle	Les immigrants enrichissent la société de différences positives, telles que de nouvelles cultures culinaires, ou bien des apports uniques des artistes immigrants, musiciens, écrivains, etc.
Intégration	Les immigrants adoptent avec enthousiasme les modes de vie de la population générale et les obligations citoyennes qui vont avec.
Bon travailleur	Les immigrants travaillent dur, occupent des emplois que les citoyens ou résidents légaux ne veulent pas ou ne peuvent pas occuper, ils contribuent à la prospérité économique et à la croissance du pays d'accueil.
Cadres « menace »	
Emplois	Les immigrants prennent les emplois des non-immigrants et tirent les salaires à la baisse.
Ordre public	Les immigrants illégaux enfreignent la loi en pénétrant dans le pays ; une fois sur place, les immigrants – légaux ou illégaux – ont plus tendance à commettre des infractions, à faire usage de drogues et à être vecteurs de maladies ; ils sont si nombreux qu'ils représentent une menace de surpopulation et sont un danger pour l'environnement.
Fiscalité	Les immigrants (en particulier illégaux) abusent des programmes sociaux

⁹⁶ À savoir : ce tableau est reproduit tel quel sa publication originale. Aucune modification n'a été apportée aux termes employés par Rodney Benson.

	gouvernementaux (santé, éducation, etc.) imposant un surcoût injuste aux contribuables.
Cohésion nationale	De par leurs coutumes et valeurs étrangères, les immigrants menacent de saper la culture du pays hôte ou son identité nationale ; les immigrants sont inassimilables.

Dans ce travail, devenu référence en matière de traitement médiatique de l’immigration, Rodney Benson arrive à la conclusion que les sous-cadres « humanitaire » et « ordre public » ont dominé les médias des deux pays.

La recherche de Rodney Benson sur les publications des médias *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, de 1973 à 2006, documente une augmentation du pourcentage d'histoires présentant les immigrés comme la source des troubles sociétaux. Les 90 % de tous les récits d'immigration du *Figaro* dans les années 1990 adoptaient un tel récit, avant que le cadre humanitaire soit à nouveau le plus prééminent.

Rodney Benson observe que les médias français sont plus multi-perspectivistes (c’est-à-dire, plus variés en termes d’intervenants), plus solidaires des mobilisations de la société civile, plus orientés vers les explications structurales et nettement plus critiques des gouvernements et des principaux partis politiques que les médias étasuniens. L’auteur constate que « les universitaires et d’autres représentants de la société civile forment la majorité, ou une forte proportion, de tous les individus apparaissant dans les interviews reproduites dans la plupart des journaux français⁹⁷ ».

Du côté des émissions télé, l’auteur fait une observation, sans pour autant approfondir sur la question de la voix des étrangers :

« quels que soient les journaux télévisés, ce sont les immigrants qui constituent l’écrasante majorité des personnes interviewées [...]. Les immigrants ont donc souvent droit à la parole, ils sont filmés à distance de micro et traités comme des “sujets” plutôt que comme des “objets” [...], ce qui n’empêche pas que ces “simples citoyens” (ou non citoyens) soient utilisés par les journalistes pour servir divers objectifs stratégiques⁹⁸ ».

Cependant et paradoxalement, l’analyse de Rodney Benson montre que les interlocuteurs non-institutionnels sont minoritaires dans l’ensemble de l’échantillon. En effet, on observe que les institutions gouvernementales et politiques (y compris les institutions judiciaires et les partis

⁹⁷ *Ibid.*, p. 162.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 209.

politiques) représentent en moyenne 34 % des intervenants cités dans tout l'échantillon. Les personnes sans affiliation et les sondages représentent 16 %⁹⁹. Les étrangers représentent moins de 5 % dans les années 1970, 1980 et 1990, et moins de 10 % dans les années 2000¹⁰⁰. Concernant les articles d'opinion, les particuliers n'appartenant à aucune organisation signent rarement des articles d'opinion (environ 1 % en France)¹⁰¹. L'auteur ne précise pas si ces personnes sont étrangères ou non.

Les travaux de Rodney Benson sont antérieurs à la « crise des migrants » de 2015, mais ses catégorisations divisées en trois cadres – « héros », « victime » et « menace » – ont également servi à des études plus récentes. Myria Georgiou et Rafal Zaborowski ont identifié ces représentations dans la presse européenne dans leur rapport pour le Conseil de l'Europe, discuté ci-dessous.

À la différence des travaux de Teun A. van Dijk et de Rodney Benson, les prochaines recherches étudiées dans ce chapitre se concentrent sur la représentation spécifique des personnes réfugiées et migrantes lors de la couverture médiatique de la « crise ».

2.3. MYRIA GEORGIU ET RAFAL ZABOROWSKI : LES REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES DES RÉFUGIÉS SOUS UNE PERSPECTIVE EUROPÉENNE

La couverture médiatique de la « crise des réfugiés » de 2015 a fait objet d'un rapport du Conseil de l'Europe, rédigé par Myria Georgiou et Rafal Zaborowski. Ce rapport est le résultat d'un projet mené par le Département « Médias et communications » de la *London School of Economics and Political Science* et s'appuie sur l'analyse de la presse européenne influente de huit États membres du Conseil de l'Europe (République tchèque, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Serbie et Royaume-Uni) et deux grands journaux en arabe – *al Hayat* et *al-Arabi al-Jadid* – diffusés en Europe.

Le projet conçu par les professeures Lilie Chouliaraki et Myria Georgiou visait à étudier l'éventail de récits qui prédominaient dans la couverture de la « crise des réfugiés », tout en vérifiant l'hypothèse que cette couverture se situait sur un axe de représentation allant, d'une extrémité, des

⁹⁹ *Ibid.*, p. 161.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 126.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 162.

mesures de nature militariste (contrôles des frontières et sécurité de l'Europe ou du pays) à l'autre extrémité, à savoir, un engagement humanitariste (compassion et souci de prendre en charge les nouveaux arrivants)¹⁰².

Afin de comprendre le récit des médias sur la « crise des réfugiés » et qui parle et au nom de qui dans cette couverture, les auteurs ont analysé trois périodes distinctes de 2015 : les mois de juillet, septembre et novembre. En juillet, on observe le début de la construction d'une barrière par la Hongrie le long de sa frontière avec la Serbie. En septembre, on étudie la publication des photos du petit garçon Aylan Kurdi, mort noyé dans une plage en Turquie. En novembre, on analyse la couverture sur les attentats terroristes de novembre 2015 à Paris.

L'étude a porté sur la couverture pendant les jours qui ont immédiatement suivi les trois séries d'importants événements associés à la crise (20 articles par journal et par période). Les auteurs ont retenu un journal de droite et un journal de gauche dans chaque pays « afin de discerner les principaux cadres idéologiques de la couverture et de recenser la diversité des opinions et les valeurs qui ont conditionné la réaction des médias face à la “crise”¹⁰³ ». En France, ont été étudiés les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.

Les trois périodes d'analyse choisies sont, selon les auteurs, « des points importants de la présentation européenne que les médias ont donnée de la crise. Séparées par un intervalle d'environ deux mois, elles permettent de repérer l'évolution dynamique des tendances entourant une situation dramatique¹⁰⁴ ».

Les auteurs observent une évolution des représentations entre les périodes étudiées. L'Europe connaissait déjà la « crise » depuis avril 2015, quand des noyades massives en Méditerranée ont fait la une¹⁰⁵. En juillet de cette année-là, deux événements importants ont eu lieu. D'une part, le Conseil européen décidait des mesures pour relocaliser des réfugiés depuis la Grèce et l'Italie vers d'autres États membres de l'UE, dans un contexte où les traversées entre la France et le

¹⁰² Georgiou Myria, Zaborowski Rafal, *Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne*. Conseil de l'Europe, DG1(2017)03, Strasbourg, 2017, pp. 5-6.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 7

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 7

¹⁰⁵ Organisation Internationale pour les migrations (OIM). « Projet Migrants disparus ». *OIM*. Accessible à l'adresse <https://missingmigrants.iom.int/fr/region/mediterranee>, consulté le 2 août 2022.

Royaume-Uni sous la Manche étaient constantes. D'autre part, le gouvernement hongrois a annoncé sa décision de construire une barrière physique le long de sa frontière avec la Serbie¹⁰⁶.

« Juillet 2015 était une période dynamique de la crise, caractérisée par des articles sur l'action humanitaire dans la Méditerranée entremêlés de l'évocation de l'inquiétude alimentée par des histoires de violences dues à des migrants. L'équilibre entre préoccupations de sécurité et engagement humanitaire est représentatif de toute l'étude : l'Europe semblait surtout vouloir aider les réfugiés, mais elle restait prudente sur des conséquences négatives¹⁰⁷ ».

Toutefois, en septembre 2015, après la publication des photos du petit Aylan Kurdi dans la presse européenne, la présentation de la situation dans les médias a « nettement évolué » :

« La relation des mesures destinées à aider les réfugiés a largement prédominé sur celles visant à protéger le pays. Par comparaison avec les deux autres périodes [juillet et novembre 2015], ce sont les émotions des réfugiés qui étaient le plus fréquemment évoquées et la presse mentionnait considérablement plus souvent les effets positifs de l'arrivée de migrants qu'en juillet ou qu'en novembre [après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris]. Pendant un temps au moins, il ressortait de la teneur des articles que l'Europe semblait un lieu de (relative) solidarité face au sort des demandeurs d'asile¹⁰⁸ ».

Enfin, en novembre 2015, à la suite des attaques terroristes à Paris, les représentations du réfugié ont encore évolué. En effet, « la réaction teintée de sympathie et d'empathie d'une grande partie de la presse européenne au cours de l'été et en particulier au début de l'automne 2015 a peu à peu fait place à la méfiance et dans certains cas, à l'hostilité envers les réfugiés et les migrants¹⁰⁹ ».

À la suite de ces événements, la couverture médiatique a changé. Pour la première fois, les mesures défensives prenaient le pas sur les mesures d'aide :

« Les conséquences géopolitiques négatives de la crise des migrants ont été évoquées dans près de la moitié des articles de presse de cette période [novembre 2015], alors que les réfugiés étaient encore moins entendus qu'en juillet et septembre. L'Europe était profondément sous le choc et les réfugiés apparaissaient comme les coupables¹¹⁰ ».

Dans la couverture médiatique à la suite des événements de novembre 2015, on observe moins de récits émotionnels et humains centrés sur les réfugiés et les habitants locaux. À la place, les médias adoptent une posture froide, distante et sans émotion. Les sentiments des réfugiés sont généralement

¹⁰⁶ Georgiou Myria, Zaborowski Rafal, *Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne*, op. cit., p.8.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.8.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.3.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 8.

moins relatés, et ce principalement dans les médias des pays de l’Ouest de l’Europe (France, Irlande, République tchèque, Allemagne) par rapport aux pays de l’Est (Grèce, Serbie, mais aussi dans la presse en arabe). En France, les mentions aux sentiments des réfugiés sont présents dans 20% des articles, alors que les mentions aux sentiments de la population locale sont présents dans plus de 65%¹¹¹.

Durant la couverture de novembre 2015, on met en lumière la nécessité de renforcer le contrôle des frontières. Dans la presse en France, dans la République tchèque et au Royaume-Uni, les mentions faites aux mesures défensives, telles que la fermeture des frontières, le durcissement des procédures d’enregistrement et le renforcement de la présence de l’armée et de la police ont prévalu sur les mesures de prise en charge des réfugiés. Des différences sont également observées selon la ligne éditoriale du média : par exemple, en France, alors que pour *Le Monde* les réfugiés ont été présentés comme des victimes, pour *Le Figaro* ils ont été représentés comme des délinquants¹¹². En somme,

« La proportion des récits à tendance humanitaire et militariste a évolué au cours des trois périodes. Alors que pendant la première période [juillet 2015] et particulièrement la deuxième [septembre 2015], la plupart des articles présentaient le sort des réfugiés sous un éclairage bienveillant et mettaient l’accent sur les actions visant à assister de diverses manières les demandeurs d’asile, cette tendance s’est inversée au cours de la troisième période [novembre 2015] où plus de 60% des actions mentionnées étaient de nature défensive ou militariste¹¹³ ».

Les auteurs constatent que les représentations liées aux réfugiés dans le corpus étudié sont souvent négatives :

« La presse européenne a joué un rôle essentiel dans la présentation de l’arrivée de réfugiés et de migrants en 2015 sur les rives de l’Europe comme une crise pour le continent. Alors que la couverture de “la crise” se caractérise par une grande diversité, les nouveaux arrivants ont globalement été perçus comme des importuns, différents des Européens et soit comme des intrus vulnérables, soit comme des intrus dangereux¹¹⁴ ».

Myria Georgiou et Rafal Zaborowski rapportent que, globalement, dans tous les pays analysés, les effets négatifs de l’arrivée de réfugiés ont été mentionnés dans 66% des articles de journaux. Ces effets mettaient en relief des motifs de nature géopolitique, économique ou culturelle. En plus, 59% des articles ne faisaient état d’aucune conséquence positive (réelle ou projetée) de l’arrivée de

¹¹¹ *Ibid.*, pp.11-12.

¹¹² *Ibid.*, p. 12.

¹¹³ *Ibid.*, p. 9.

¹¹⁴ *Ibid.*, p.3.

réfugiés en Europe, mais lorsque des conséquences positives étaient mentionnées, elles s’inscrivaient avant tout dans le cadre d’un impératif moral d’empathie, voire de solidarité¹¹⁵.

Comme le soulignent les auteurs, « ce qui ressort de la présentation des événements est une étroite association de conséquences négatives avec des faits “réels” et tangibles dans les pays européens, alors que rares sont les aspects positifs soulignés en dehors d’un cadre moral¹¹⁶ ».

Myria Georgiou et Rafal Zaborowski observent également que la proximité ou la distance des pays des points d’arrivée des réfugiés influençait la nature des récits (si humanitaires ou sécuritaires) :

« Les articles de la presse des pays “occidentaux” retenus dans l’étude (parmi lesquels le Royaume-Uni, la France, l’Allemagne et la République tchèque) se caractérisaient pas [*sic*] une proportion élevée de récits sur les mesures de sécurité militariste et le plus souvent sur les mesures destinées à protéger l’Europe / le pays. Par opposition, la presse des pays “orientaux” de l’échantillon (dont la Grèce et la Serbie) mettait davantage l’accent sur les mesures prises pour aider les réfugiés¹¹⁷ ».

L’enquête est également révélatrice par rapport à la prise de parole des réfugiés dans les articles analysés :

« les réfugiés et les migrants n’ont guère eu la possibilité de parler directement de leur expérience et de leurs souffrances. Le plus souvent, on parlait d’eux et les images publiées les montraient dans un rôle de victimes ou d’acteurs silencieux. Il y a bien eu quelques exceptions remarquables observées mais dans des circonstances et dans des lieux particuliers¹¹⁸ ».

Le silence des personnes concernées est encore plus accentué en s’agissant des femmes. Si dans certains médias européens elles ont eu la possibilité de s’exprimer occasionnellement – comme dans la presse allemande –, dans certains pays, elles n’ont jamais eu cette possibilité, comme c’est le cas de la Hongrie¹¹⁹. Les hommes et les enfants dominant, malgré tout, ces récits.

Myria Georgiou et Rafal Zaborowski insistent que parmi tous ceux autorisés à s’exprimer dans les textes analysés, la voix des personnes réfugiées était minoritaire, au détriment de l’opinion des représentants des autorités nationales, des gouvernements d’autres pays ou de responsables politiques européens, et ce dans les médias de tous les pays étudiés.

¹¹⁵ *Ibid.*, p.8.

¹¹⁶ *Ibid.*, p.8.

¹¹⁷ *Ibid.*, p.9.

¹¹⁸ *Ibid.*, p.3.

¹¹⁹ *Ibid.*

C'était après l'épisode tragique d'Aylan Kurdi qu'on observe un pic d'interventions de réfugiés. Cependant, leur fréquence reste très faible : elle totalise moins de la moitié de celles des représentants des pouvoirs publics, qui sont, quant à eux, nettement plus cités dans la presse des pays « occidentaux » que dans les pays « orientaux » de l'échantillon¹²⁰.

En outre, la présentation des personnes réfugiées dans les médias reste superficielle et limitée à des traces descriptives, comme la nationalité, l'âge ou – moins souvent – le genre. En effet, le rapport de Myria Georgiou et Rafal Zaborowski constate que les réfugiés sont avant tout qualifiés comme ressortissants de tel ou tel pays (62% des articles de l'échantillon), mais que seuls 24% des articles distinguent les hommes des femmes. Moins d'un tiers des textes indiquent leur âge, seuls 16% indiquent leur nom et 7% leur profession¹²¹.

« Ainsi les réfugiés apparaissent-ils dans les articles comme un groupe anonyme et peu qualifié professionnellement. Pour le lecteur présumé de la presse, ils sont “les autres” [...]. Dans la présentation qu'en font les médias, sans caractéristiques individuelles, les réfugiés sont censés présenter peu d'intérêt pour les pays européens (car ils semblent ne pas avoir de profession), ils inspirent peu d'empathie (parce qu'ils sont déshumanisés et désindividualisés) et ils suscitent de la méfiance (parce que l'absence de différenciation entre les sexes contribue à faire des réfugiés des “principalement des jeunes gens qui viennent tenter leur chance”)¹²² ».

En observant la prédominance des représentations en tant que victime ou menace, Myria Georgiou et Rafal Zaborowski confirment les tendances observées dans les recherches de Rodney Benson et Teun A. Van Dijk. D'autres constats ont également été faits à partir des données recueillies dans le cadre du projet mené par la *London School of Economics and Political Science*, concernant notamment la manière dont les personnes réfugiées sont visibles dans les médias (que nous discutons dans la section 2.4), et la capacité de voix des personnes réfugiées (que nous étudions dans la section 2.5).

¹²⁰ *Ibid.*, p.10.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*

2.4. LILIE CHOULIARAKI ET TIJANA STOLIC : LES VISIBILITÉS DÉSHUMANISANTES DANS LES JOURNAUX DE LA GRÈCE, HONGRIE, ITALIE, IRLANDE ET ROYAUME-UNI

Dans le cadre du projet mené par le département « Médias et communications » de la *London School of Economics and Political Science*, Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic ont exploré la manière dont les personnes réfugiées sont visibles dans les médias de cinq pays européens (Grèce, Hongrie, Italie, Irlande et Royaume-Uni) en 2015. Les auteures ont analysé des images de titres de journaux dans les cinq pays afin de créer une typologie des visibilitées des réfugiés, chacune proposant différentes formes d'action civique et de responsabilité envers les réfugiés¹²³.

Cinquante et une actualités de journaux publiées entre juin et décembre 2015 ont été étudiées à partir d'une analyse de contenu. Les auteures précisent qu'il ne s'agit pas d'une analyse quantitative d'images d'actualité, mais d'une analyse sémiotique conceptuelle. « Comment les réfugiés apparaissent-ils dans ces images ? Qui ou quoi semble ressentir et agir avec ou sur eux ? » sont les questions de départ de leur recherche.

Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic construisent une typologie des visibilitées de la « crise », chacune situant les réfugiés dans un régime différent de visibilité et de revendication d'action, comme nous le détaillerons ensuite : i) la visibilité comme « vie biologique » (“*visibility as biological life*” – un champ de représentation qui réduit leur image à l'existence corporelle et aux besoins du corps¹²⁴), associée à une action de surveillance ; ii) la visibilité comme empathie, associée à l'action caritative ; iii) la visibilité en tant que menace, associée à la sécurité de l'État ; iv) la visibilité comme hospitalité, associée à l'activisme politique ; et v) la visibilité en tant qu'auto-réflexivité, associée à un engagement post-humanitaire avec des gens comme « nous ».

Les typologies de visibilité observées par Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic prétendent compléter la classique dualité de représentation des réfugiés en tant que victimes ou en tant que menaces. En effet, les auteures expliquent que ces deux positions – « victime muette » et « terroriste malfaisant » – caractérise l'ambivalence fondamentale du réfugié en tant que figure médiatique. D'un côté, le réfugié apparaît comme une victime d'un conflit géopolitique ayant besoin de protection, mais de

¹²³ Chouliaraki Lilie, Stolic Tijana, “Rethinking media responsibility in the refugee ‘crisis’: a visual typology of European news”. *Media, Culture & Society*. 39, 2017, pp.1-16, p. 2.

¹²⁴ *Ibid.*, p.6.

l'autre, il apparaît comme une menace pour l'ordre national et doit être exclu de « notre » communauté¹²⁵. Cependant, la typologie proposée par les auteures montre que les deux tropes victime / menace, aussi dominants soient-ils, n'épuisent pas tout l'éventail des possibilités de représentation de la « crise » des réfugiés.

Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic explicitent ainsi deux positions critiques aux représentations des réfugiés en tant que victimes et en tant que menaces. D'un côté, la critique de la victimisation prend son point de départ à partir de deux caractéristiques visuelles de la représentation des réfugiés : la massification, qui les dépeint comme une multitude d'individus indiscernables (par exemple, dans des images des traversées en bateau ou dans les camps de réfugiés) ; et la passivité, dans les représentations des réfugiés principalement comme des corps dans le besoin, privés de nourriture, de vêtements ou d'abri¹²⁶.

Ces deux caractéristiques contribuent à la déshumanisation des réfugiés : ils ont, d'une part, leur « spécificité biographique d'êtres historiques » niée dans la mesure où ils sont regroupés en une seule masse indifférenciée ; d'autre part, ils sont abaissés au statut de « sous-citoyens », sans légitimité d'exprimer une volonté politique ou un argument rationnel, dans la mesure où ils sont définis en fonction de leur seule vulnérabilité corporelle¹²⁷.

D'un autre côté, la critique de la malveillance s'appuie sur deux caractéristiques visuelles des réfugiés : la première interprète les réfugiés comme des individus actifs, « souverains », et pleins d'espoir plutôt que comme des corps démunis. La deuxième leur attribue une volonté de « nous » faire du mal. L'attribution de la « souveraineté » considère les réfugiés comme maîtres de leur destin, ignorant les circonstances historiques qui échappent à leur contrôle. L'attribution de la malveillance réduit les réfugiés à des « étrangers sans visage » qui menacent « notre » sécurité : d'« émissaires sans voix », ils deviennent des terroristes potentiels.

Il est important de souligner l'observation de Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic par rapport aux représentations en tant que victime et en tant que menace. Ces deux perspectives ne doivent pas être considérées comme antithétiques car elles sont, en fait, des affirmations morales interchangeables qui configurent diversement l'humanité des réfugiés à travers le temps et l'espace. Ce n'est pas la

¹²⁵ *Ibid.*, p.3.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

force performative distincte de chaque catégorie qui déshumanise les réfugiés, mais surtout leur substituabilité¹²⁸.

Les auteures observent ainsi les nuances de la dualité victime-menace à partir des cinq types de visibilité suivantes, chacune déshumanisante à sa manière :

i) la visibilité comme « vie biologique » (“*visibility as biological life*”) : cette typologie correspond aux images des réfugiés en tant que « masse de malheureux ». Cette représentation réduit leur vie à l'existence corporelle et aux besoins du corps. Cela implique une définition de l'humanité entièrement dépendante de l'aide d'urgence occidentale ou des opérations de sauvetage pour survivre. Les réfugiés ainsi représentés sont donc inévitablement dépossédés de volonté et de voix¹²⁹.

ii) la visibilité comme empathie : il s'agit d'une perspective d'individuation ayant le potentiel d'offrir une représentation plus humanisée des réfugiés. C'est notamment l'imagerie de l'enfant qui figure comme un symbole de l'empathie¹³⁰. La responsabilité du régime d'empathie est une responsabilité de don caritatif, qui encourage une relation de compassion et d'attention, tout en nous rappelant l'altérité des réfugiés : en même temps qu'on mobilise l'empathie au nom de « notre » humanité commune, on décrit les réfugiés comme des enfants dans le besoin, dans une perspective moralisatrice. Ce régime de l'empathie prive finalement les personnes réfugiées de pouvoir et de voix, en les considérant comme des étrangers à la fois physiquement (étant à la frontière), et symboliquement, en tant que sujets dépourvus d'histoire et de complexité. Cette ambivalence peut momentanément inspirer des réponses affectives de culpabilité, mais reste finalement fugace et instable, se transformant rapidement en humeurs affectives rivales d'indignation ou de peur¹³¹.

iii) la visibilité en tant que menace : les images des réfugiés en tant que menace, culminant notamment après les attentats de novembre 2015 à Paris, consistent en des masses de réfugiés « coincés dans des bateaux de sauvetage » ou de « jeunes hommes agressifs portant des balaclavas et participant à des scènes d'émeutes ». Caractérisé à la fois par la massification et la singularisation, le régime de la menace est marqué par la peur ou l'angoisse que « notre » ordre social soit perturbé par des « autres ». Les représentations visuelles de la menace reposent sur la

¹²⁸ *Ibid.*, p.4.

¹²⁹ *Ibid.*, p.6.

¹³⁰ *Ibid.*, p.8.

¹³¹ *Ibid.*

racialisés des réfugiés, où la couleur de la peau et les vêtements opèrent comme des signifiants de « l'altérité » maléfique au sein de « notre » milieu.

iv) la visibilité comme hospitalité : le régime de l'hospitalité se caractérise par des images d'activistes en faveur des réfugiés, souvent dans une posture de dénonciation envers les politiciens qui nuisent aux réfugiés. Cette redistribution des figures de pitié est typique d'une forme d'agence civique qui cherche à critiquer le « *establishment* » et à aider à rendre visibles les perspectives et les expériences des groupes marginalisés. Cependant, même si les réfugiés peuvent parfois figurer dans ces images, ils sont largement marginalisés par les citoyens occidentaux. Ils peuvent être linguistiquement reconnus comme humains sur les bannières de protestation, mais leur humanité est minée par leur invisibilité en tant qu'acteurs politiques¹³².

v) la visibilité en tant qu'auto-réflexivité : deux types d'imagerie différents participent à ce régime de visibilité : la bienveillance des célébrités et le graphisme des médias sociaux. Le premier implique des images de célébrités soutenant les réfugiés. Ces images capitalisent sur la représentation de la coprésence pour transférer un capital symbolique de ces célébrités aux réfugiés, « anonymes et démunis », en vue de faire prendre conscience de leur situation et de revendiquer la reconnaissance de leur cause. Ce régime visuel privilégie des formes de consommation agréables et éphémères tout en ignorant les effets déshumanisants inhérents à ses voix communautaires. Les réfugiés deviennent le véhicule d'une conversation qui se déroule exclusivement par « nous » et à propos de « nous »¹³³. Les visuels des graphiques des médias sociaux font référence aux tweets sur la mort d'Aylan Kurdi. Il s'agit notamment de caricatures ou dessins qui réinterprètent la scène de la mort originale. Caractérisées, d'une part, par la substitution du réalisme photographique à l'esthétique artistique des illustrations, et, d'autre part, par un registre d'intimité confessionnelle (« je suis désolé » ou « j'ai honte »), ces tweets corrigés établissent une relation de culpabilité réflexive avec leur sujet¹³⁴.

Les auteures concluent que, malgré leur variation interne, tous les régimes de visibilité sont finalement caractérisés par des stratégies symboliques de déshumanisation. Qu'il s'agisse de stratégies de massification, de diffamation, d'infantilisation, de marginalisation ou d'esthétisation, le

¹³² *Ibid.*, p.7.

¹³³ *Ibid.*, p.10.

¹³⁴ *Ibid.*

réfugié apparaît comme une figure profondément ambivalente : un corps-en-besoin, un enfant impuissant, un « autre » racial, un être symbolique ou un dessin sentimental¹³⁵.

En analysant les représentations des réfugiés dans les médias traditionnels, tous les travaux mentionnés précédemment sont arrivés à un même constat en parallèle à leur objet principal de recherche : la faible capacité de voix des personnes réfugiées par rapport à d'autres interlocuteurs. Les réfugiés – et surtout les femmes – sont souvent représentés en tant qu'acteurs silencieux. À la différence des sources d'informations « officielles » (politiques, institutionnelles, civiques...), les réfugiés s'expriment (beaucoup) moins souvent.

Les sections suivantes approfondissent le rapport entre les représentations et la capacité de voix des personnes réfugiées dans les médias.

2.5. LILIE CHOULIARAKI ET RAFAL ZABOROWSKI : LES RÉFUGIÉS EN TANT QU'ACTEURS SILENCIEUX, APOLITIQUES ET AHISTORIQUES

Toujours dans le cadre du projet projet mené par le département « Médias et communications » de la *London School of Economics and Political Science*, Lilie Chouliaraki et Rafal Zaborowski ont étudié la capacité de voix des personnes réfugiées dans 1200 articles de presse sur la « crise » de 2015 dans huit pays européens¹³⁶. En s'appuyant sur une analyse de contenu, les auteurs abordent la question de savoir si et comment les réfugiés « parlent » dans les actualités. Leur analyse se concentre sur les sujets de la voix (absence ou présence de la voix des réfugiés) ; le statut de la voix (comment les réfugiés sont nommés et caractérisés) et le contexte de la voix (les justifications et les conséquences à travers lesquelles on doit comprendre la situation difficile des réfugiés)¹³⁷.

Selon les auteurs, la voix des réfugiés est gérée dans l'actualité via trois pratiques linguistiques : le silence, la collectivisation et la décontextualisation. Ces pratiques linguistiques sont considérées par les auteurs en tant que pratiques de « *bordering* », c'est-à-dire, de mise à la frontière. En effet, Lilie Chouliaraki et Rafal Zaborowski adoptent une conception plus large de la frontière comme une

¹³⁵ *Ibid.*, p.12.

¹³⁶ Chouliaraki Lilie, Zaborowski Rafal, "Voice and community in the 2015 refugee crisis: A content analysis of news coverage in eight European countries". *The International Communication Gazette*, Vol. 79(6–7), 2017, pp. 613–635.

¹³⁷ *Ibid.*, p.619.

pratique symbolique qui inclut et exclut. La frontière implique le pouvoir symbolique de nommer et d'autoriser qui est accepté comme l'un des « nous » (ceux qui partagent « notre » humanité) et qui n'en l'est pas. Le journalisme européen peut, dans cette optique, être considéré comme une pratique de « frontières symboliques » : une pratique linguistique qui fonctionne en tandem avec les frontières territoriales de l'Europe, dans la mesure où elle régule la construction symbolique des réfugiés en tant qu'êtres humains – les exprimant ou les faisant taire, humaniser ou vilipender¹³⁸.

En analysant le contenu de la presse, entre juin et décembre 2015, dans huit pays européens (Grèce, Serbie, Hongrie, République tchèque, Allemagne, France, Royaume-Uni et Irlande), Lilie Chouliaraki et Rafal Zaborowski font trois constats :

1/ En ce qui concerne les sujets de la voix, ce sont les politiciens qui parlent à la place des réfugiés. Les citations de migrants ou de réfugiés n'étaient présentes que dans 16,6 % de l'échantillon, contre 66 % des citations politiques (nationales ou européennes). Par ailleurs, les bénévoles et les militants étaient cités dans 7,9 % et 6,7 % des articles, respectivement, tandis que les ONG dans 13,3 %. Les citoyens nationaux n'étaient cités que dans 5,9 % de tous les articles, les citoyens d'autres nations européennes dans 5,3 % et les citoyens des groupes minoritaires dans seulement 1,1 %. On observe une pratique linguistique de silence, qui aboutit à la méconnaissance des réfugiés comme sujets politiques privés du droit de parler d'égal à égal en public¹³⁹.

2/ En ce qui concerne le statut – ou autorité – de la voix, les réfugiés ont été principalement décrits comme des groupes appartenant à une nationalité (dans 62 % de tous les articles). Le genre ou l'âge sont mentionnés dans 24 % et 27 % des articles, respectivement. Les aspects relatifs à la personnalité, tels que les noms et les professions, avaient la fréquence la plus faible avec 16 % et 7 %, respectivement. Les réfugiés sont ainsi représentés comme des personnages sans visage et sans caractère, sans capacités, expériences, relations ou émotions. En bref, sans « personnalité », ils entrent dans une stratégie de collectivisation où les groupes restent inconnus et sans nom alors que les individus qui sont nommés sont ceux qui sont morts (donc silencieux). Ceci entraîne une méconnaissance des réfugiés en tant que sujets sociaux¹⁴⁰.

3/ Concernant le contexte de la voix, il y avait très peu d'explications sur ce qui a poussé les réfugiés à abandonner leur foyer et à voyager en Europe : 49,4 % de tous les articles mentionnent

¹³⁸ *Ibid.*, p.615.

¹³⁹ *Ibid.*, pp. 620-622.

¹⁴⁰ *Ibid.*, pp. 623-625.

soit aucune, soit seulement des raisons sous-jacentes peu claires à l'origine de l'afflux de réfugiés. Dans le même temps, la conversation autour des conséquences était massivement orientée vers l'impact négatif, privilégiant les aspects néfastes de l'accueil des réfugiés : 58 % de toutes les histoires employaient l'un des quatre arguments contre les réfugiés : géopolitique (terrorisme), économique (crise économique), culturel (antipathie de l'Islam) ou morale (tromperie). Les conséquences positives, géopolitiques, économiques ou culturelles, sont rarement évoquées : 7,6 % au total¹⁴¹.

Cette mise en lumière sur les conséquences négatives et les émotions pourrait être vue comme une pratique de mise à la frontière symbolique par excellence. Par ailleurs, la décontextualisation des informations entraîne une méconnaissance des réfugiés en tant que sujets historiques. En effet, non seulement les réfugiés ont été privés de leur personnalité, en tant qu'individus uniques avec leurs propres histoires, mais ils sont également dépouillés des trajectoires historiques qui ont conditionné leur sort en tant que fugitifs apatrides. Au lieu de cela, ils sont apparus de nulle part comme des « figures fantomatiques » qui n'ont apporté aucun bien, seulement des problèmes¹⁴².

Les auteurs arrivent ainsi à deux conclusions. Premièrement, la distribution de la voix dans l'information européenne suit une hiérarchie stricte appuyée sur des stratégies spécifiquement journalistiques de sélection et d'ordonnancement tout en reflétant et reproduisant des hiérarchies plus larges des sphères politiques européennes. Ces stratégies sont le silence, la collectivisation et la décontextualisation¹⁴³.

Deuxièmement, cette hiérarchie des voix conduit à une triple méconnaissance des réfugiés en tant qu'acteurs politiques, sociaux et historiques, les laissant ainsi fermement en dehors des attributions de « nos » communautés d'appartenance. Les auteurs soulignent que, si la question fondamentale de la reconnaissance est « qui êtes-vous ? », alors, la réponse de « nos » médias est « personne » (“*nobodies*”) : des groupes muets de victimes abjectes dépourvues de personnalité ou d'histoire¹⁴⁴.

Les réflexions par rapport à la capacité de voix menées par Lilie Chouliaraki et Rafal Zaborowski concernant la presse traditionnelle ont été complétées par une étude de Myria Georgiou sur la

¹⁴¹ *Ibid.*, pp. 625-626.

¹⁴² *Ibid.*, p. 626.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 631.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 630.

capacité de voix dans les initiatives de terrain (“*grassroots initiatives*”) et dans les médias institutionnels.

2.6. MYRIA GEORGIU : LES RÉFUGIÉS EN TANT QU’ACTEURS EN QUÊTE POUR LA VOIX ET POUR LA RECONNAISSANCE

Myria Georgiou réalise une recherche de 2018 sur la représentation médiatique des personnes réfugiées et leur capacité de voix. Son article examine quatre initiatives numériques où les réfugiés et les migrants parlent avec l'Europe et à l'Europe dans le contexte de la « crise migratoire ». L'analyse de deux initiatives institutionnelles et deux initiatives de terrain (“*grassroots initiatives*”) dont les objectifs, les discours et l'esthétique contestent directement l'espace de représentation des médias grand public vise à comprendre qui parle et qui est réduit au silence, quels acteurs sont entendus et lesquels sont mis de côté dans le contexte de la « crise migratoire » en Europe.

Les projets numériques choisis sont analysés à l'aide de l'analyse multimodale du discours (MDA), qui se concentre sur la façon dont le sens est créé à travers l'utilisation de plusieurs modes de communication, y compris les images et les récits. Trois questions principales guident l'analyse : Que voit-on et qui voit-on dans ces espaces numériques ? Qui voit-on trop et qui voit-on trop peu ? Qui parle, qui écoute et qui est réduit au silence dans l'Europe numérique¹⁴⁵ ?

Les sites institutionnels *Aware Migrants* (Italie) et “*I am a refugee / I am a migrant*” (une initiative de l'Organisation Internationale pour les Migrations) partagent certains points communs fondamentaux en ce qui concerne le sujet représenté, la voix et le type de reconnaissance que les nouveaux arrivants peuvent rechercher à travers leur voix dans l'Europe numérique :

1/ Premièrement, les sujets racontant la migration transfrontalière apparaissent principalement comme humains. Les réfugiés et les migrants sont des individus qui réaffirment leur action. Ils parlent avec des voix qui projettent chaleur et vulnérabilité, tandis que leurs photos sont des représentations douces d'une humanité non menaçante. Pourtant, alors qu'ils parlent de leur propre voix, leurs mots répondent et correspondent à des imaginaires européens / occidentaux, racontant

¹⁴⁵ Georgiou Myria, “Does the subaltern speak? Migrant voices in digital Europe”, *op. cit.*, p. 49.

des histoires familiales : rêves de réussite individuelle, esprit de travail acharné, punition de l'illégalité¹⁴⁶.

2/ Deuxièmement, et tout en parlant à travers des histoires familiales, leurs expériences sont généralement inférieures à l'expérience européenne. L'identification des réfugiés et des migrants par le prénom réduit leur agentivité à un caractère attachant et vulnérable, certainement pas un agent aux dimensions complexes qui mérite d'être reconnu comme l'égal des Européens¹⁴⁷.

3/ Troisièmement, les réfugiés et les migrants apparaissent comme des agents apolitiques : on voit un adulte souriant ou en pleurs, qui parle de reconnaissance envers l'Europe ou de douleur associée à un accès « immérité » à celle-ci. Dans leurs différentes apparences, les nouveaux arrivants manquent d'agence politique : personne ne parle de politique de la colère, en particulier de politique qui cible les insuffisances de l'Europe en matière de gestion des migrations. Au contraire, la colère – apparaissant dans de nombreux témoignages d'*Aware Migrants* – se tourne vers les migrants eux-mêmes, qui sont qualifiés d'insouciantes et indignes¹⁴⁸.

Concernant les initiatives de terrain, le constat est presque à l'opposé. En observant la radio en ligne allemande *Refugee Radio Network* (RRN) et le site britannique *migrantvoice.org*, on observe que :

1/ Les migrants et les réfugiés apparaissent comme des agents humains sous des apparences visuellement et discursivement ordinaires : ils sont tout sauf un spectacle. Ce sont des acteurs dotés d'un certain pouvoir symbolique, par exemple en tant que producteurs de radio ou en tant que militants¹⁴⁹.

2/ Deuxièmement, ils apparaissent comme vulnérables mais comme des agents : ce sont des agents de la souffrance due à la misère et à l'injustice dans des contextes nationaux et transnationaux. Leur souffrance est parfois silencieuse, mais elle est rarement représentée dans le cadre d'une expérience de masse : les individus parlent et leurs voix projettent la convergence de la souffrance, de l'espoir et de la résilience¹⁵⁰.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 52.

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 54.

¹⁵⁰ *Ibid.*

3/ Troisièmement, ce sont des agents politiques. Sur les deux sites web, les réfugiés et les migrants parlent en tant que citoyens, même lorsqu'ils n'ont pas les droits de citoyenneté : ils ont une voix, ils ont des revendications, ils contestent l'injustice¹⁵¹.

Les conclusions de Myria Georgiou sont que l'incorporation des voix des réfugiés et des migrants dans des canaux numériques européens montre que la voix ne garantit pas la reconnaissance. Comme certaines médiations de la voix ordonnent les sujets qui parlent et leurs manières de parler, elles deviennent des actes fondamentaux de « mise à la frontière symbolique » (*symbolic bordering*). La frontière symbolique constitue les pratiques représentatives d'exclusion qui, parallèlement à la protection géopolitique des frontières territoriales de l'Europe, œuvrent à maintenir systématiquement les migrants et les réfugiés en dehors de son espace symbolique de représentation et de délibération. Comme d'autres formes de pouvoir symbolique, celui-ci naturalise un certain ordre, jugeant certains sujets plus dignes de parole que d'autres et certains espaces (numériques) plus légitimes pour fixer les règles d'engagement entre citoyens et nouveaux arrivants par rapport à d'autres¹⁵².

Myria Georgiou souligne ainsi l'importance des initiatives numériques de terrain, qui sont nombreuses à vouloir répondre à cette question. Elle présente une alternative à la frontière symbolique mise en œuvre par les médias de masse ou dans les appropriations de la voix dans les médias numériques européens. Ce sont souvent ces expressions de voix alternatives dans l'espace de représentation qui révèlent le potentiel de la communication numérique non seulement pour réaffirmer mais aussi pour remettre en question la reconnaissance conditionnelle des réfugiés et des migrants¹⁵³.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 54.

¹⁵² *Ibid.*, p. 55.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 56.

2.7. JAN HOVDEN *ET AL.* : LES REPRÉSENTATIONS DES RÉFUGIÉS SYRIENS DANS LES JOURNAUX SCANDINAVES

Jan Fredrik Hovden, Hilmar Mjelde et Jostein Gripsrud ont mené une étude¹⁵⁴, publiée en 2018, complémentaire à celles réalisées dans le cadre du projet mené par le département « Médias et communications » de la *London School of Economics and Political Science*. Ont été analysés quantitativement les journaux de trois pays scandinaves – le Danemark, la Norvège et la Suède – pendant la couverture de la « crise des réfugiés syriens » de 2015, comme l'appellent les auteurs.

Quelque 474 articles de neuf journaux ont été analysés durant trois périodes (avril, septembre et novembre 2015), afin de vérifier si les tendances observées dans la presse européenne influente de huit États membres du Conseil de l'Europe se confirment également dans la presse de Danemark, Norvège et Suède. Les auteurs ont observé la fréquence relative d'apparition des cadres « héros », « victimes » et « menaces » dans la couverture médiatique. Ils ont également examiné dans quelle mesure les réfugiés eux-mêmes ont eu leur mot à dire dans la couverture.

D'une part, le constat est que, parmi les pays étudiés, certaines subtilités sont apparentes : dans la couverture des événements migratoires, la presse danoise apparaît plus négative envers les réfugiés, alors que la suédoise est plus positive. Le cas norvégien se situe dans un entre-deux. D'autre part, la presse scandinave écrit moins souvent sur les conséquences négatives de l'arrivée des réfugiés que la presse européenne en général¹⁵⁵.

Les réfugiés dans les journaux scandinaves sont souvent présentés dans une perspective géopolitique, comme des victimes de la guerre ou d'une instabilité économique plus large dans la région. Près de la moitié des articles citent des raisons géopolitiques pour les arrivées¹⁵⁶.

Les réfugiés sont généralement humanisés. La présence d'enfants et de familles est souvent notée, et, dans de nombreux articles, leurs noms sont mentionnés et leurs réactions émotionnelles (la souffrance, la peur et l'inquiétude quant à leur avenir...) sont également décrites¹⁵⁷.

¹⁵⁴ Hovden Jan Fredrik, Mjelde Hilmar, Gripsrud Jostein, "The Syrian refugee crisis in Scandinavian newspapers", *Communications*, Volume 43: Issue 3, 2018, pp. 1-32.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p.1.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p.12.

¹⁵⁷ *Ibid.*

Presque chaque article a au moins une photo. Les réfugiés sont au centre de plus de la moitié d'entre eux, et les enfants de réfugiés sont assez fréquents sur ces photos. Les émotions des immigrants peuvent être discernées dans la majorité des cas. Dans le même temps, les réfugiés sont principalement visualisés en tant que groupe, n'interagissant souvent qu'entre eux¹⁵⁸.

Les conséquences négatives de l'arrivée des réfugiés sont tout aussi susceptibles d'être mentionnées que les conséquences positives, dans les deux cas dans environ un tiers des articles. Lorsque des conséquences négatives sont mentionnées, les conséquences économiques, géopolitiques et culturelles sont relativement courantes. Il s'agit, par exemple, de la peur du terrorisme ou de la pression démographique dans les pays d'accueil¹⁵⁹.

Parmi les conséquences positives, les arguments moraux dominent. La majorité des articles évoquent des mesures d'aide aux réfugiés, offrant le plus souvent l'asile ou fournissant une aide humanitaire sous forme de nourriture ou d'abri. Un tiers des articles traite des mesures de protection des pays européens, le plus souvent le renforcement des mesures de sécurité ou le retour des réfugiés, la fermeture des frontières ou le renforcement du contrôle aux frontières¹⁶⁰.

Les articles de journaux de novembre (après les attentats de Paris) étaient, par rapport aux articles d'avril (après les noyades de masse), cinq fois plus susceptibles de mentionner les conséquences négatives de l'arrivée des réfugiés que ceux des mois précédents, mais seulement un peu moins susceptibles de mentionner les aspects positifs. Les articles de novembre étaient également quatre fois plus susceptibles de mentionner des mesures pour protéger l'Europe (ou le pays), et deux fois moins susceptibles de discuter de mesures pour aider les réfugiés. Ils étaient également trois fois moins susceptibles d'avoir une photo d'un réfugié. Les articles de septembre (après la mort de Kurdi) étaient, contrairement à ceux de novembre, plus de six fois plus susceptibles de citer un réfugié et plus de quatre fois plus susceptibles d'en avoir une photo¹⁶¹.

Jan Fredrik Hovden *et al.* constatent que, comme les réfugiés, les acteurs gouvernementaux sont mentionnés dans presque toutes les histoires. Les groupes de citoyens (particuliers, bénévoles, militants) apparaissent dans près de la moitié des récits, les ONG un peu moins souvent. Les réfugiés sont à peu près aussi susceptibles d'être entendus que les fonctionnaires du gouvernement

¹⁵⁸ *Ibid.*, p.12.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.13.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ *Ibid.*, p.15.

de l'UE, mais beaucoup moins susceptibles que les représentants des gouvernements nationaux, qui sont cités dans presque toutes les histoires¹⁶².

En faisant une comparaison entre les journaux scandinaves et les journaux d'autres pays européens (France, Allemagne et Grand-Bretagne), les auteurs observent que les raisons économiques de l'arrivée des réfugiés semblent être moins souvent évoquées dans les journaux scandinaves que dans les autres journaux européens étudiés. Globalement, les publications scandinaves mentionnent les conséquences négatives de la venue des réfugiés nettement moins fréquemment (contrairement notamment au *Figaro* et au *Daily Telegraph*). Cela vaut en particulier pour les conséquences économiques et culturelles de l'immigration¹⁶³.

Les mesures de protection de l'Europe étaient généralement plus apparentes dans les nouvelles non scandinaves. Une autre différence est que les réfugiés semblent avoir plus souvent une voix dans les journaux scandinaves, et que l'attention portée aux forces de sécurité (armée, contrôle des frontières, police) était moins importante dans les journaux du Danemark, de la Norvège et de la Suède¹⁶⁴.

Comme les autres presses européennes étudiées, la presse scandinave donne la priorité aux voix des élites plutôt qu'aux voix des réfugiés (mais dans une moindre mesure). Enfin, comme dans le reste de l'Europe, la presse scandinave semble avoir une perspective plus humanitaire en avril et en septembre, et moins en novembre. Les réfugiés deviennent plus silencieux au cours de cette dernière période, leurs souffrances étant plus abstraites¹⁶⁵.

Les résultats de l'étude de Jan Fredrik Hovden *et al.* comportent des particularités vis-à-vis des pays analysés, mais en termes généraux les représentations majoritaires n'échappent pas à la dualité victime-menace observée dans les journaux de plusieurs pays européens.

¹⁶² *Ibid.*, p.13.

¹⁶³ *Ibid.*, p.19.

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.21.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Le traitement de l'exil et de la migration dans la presse française et européenne est donc marqué par un paradoxe : les sujets liés à la migration forcée font la une, mais la capacité de voix des personnes réfugiées reste faible. Les réfugiés sont (très) peu cités comme source d'information dans les médias traditionnels. Ils sont également déshumanisés, dépersonnalisés, infantilisés ou bien stigmatisés en raison d'une représentation qui leur attribue souvent la qualité de « victimes » ou de « menaces ».

Les médias grand public ont tendance à faire un traitement généralisant des questions migratoires, sans prendre en compte les spécificités et besoins des réfugiés. Cette généralisation a comme effet une mauvaise représentation de ces personnes dans les médias traditionnels ainsi que le renforcement de clichés et stéréotypes.

Le traitement plutôt négatif des questions migratoires a cependant des racines plus profondes : cela s'inscrit dans un processus de discrimination et d'exclusion visant à protéger des rapports de domination institutionnelle élitiste bien établis. Dans la pratique, les personnes réfugiées ne sont reconnues ni en tant que sources d'information crédibles, ni en tant que parties prenantes dans le processus de production et diffusion de l'information.

Face à un traitement médiatique négatif de la migration et le renforcement de clichés pouvant entraîner des effets de discrimination – comme nous l'avons étudié –, certains nouveaux médias se proposent d'ouvrir des espaces pour que les personnes réfugiées – souvent exclues de la scène publique, politique et sociale – (re)prennent la parole. Quatre de ces médias seront étudiés dans le chapitre suivant.

Chapitre 3. Prendre la parole : les canaux médiatiques via lesquels les réfugiés racontent leur propre récit

« Ce qui m’a motivé à reprendre l’écriture, honnêtement, c’était un peu le sentiment de vengeance. Parce qu’il y a un pouvoir qui coupe ta liberté d’expression, et donc tu te dis “maintenant je suis ici et donc je continue”. Après, tu vois que tu es libre, mais qu’il y a des journalistes en prison, donc il faut continuer pour eux. Je vais essayer d’être leur voix, il faut essayer d’être la voix des gens qui ont perdu leur voix¹⁶⁶ ».

Le journaliste turc Beraat Gokkus a été accueilli à la Maison des journalistes pendant un an, entre 2017 et 2018, en attendant l’obtention de son statut de réfugié. Sans possibilité de travailler dans un média classique, il reprend l’écriture en participant au média en ligne *L’Œil de la MDJ*, puis au site *Guiti News*. Pour Beraat Gokkus et pour tant d’autres, utiliser des canaux médiatiques non traditionnels est une des seules manières de prendre la parole et d’essayer de s’intégrer en tant que citoyen dans une nouvelle société.

Deux principaux canaux d’informations s’ouvrent en tant que possibilités pour la prise de parole des personnes réfugiées : les réseaux socio-numériques et des médias dits « alternatifs ».

D’une part, comme le soulignent Marie Godin et Giorgia Doná, l’accessibilité aux réseaux socio-numériques encourage les réfugiés à gérer la création, la production et la diffusion d’une multiplicité de « voix de réfugiés situées », tout en remettant en question certaines des fausses idées propagées à leur égard¹⁶⁷. D’autre part, selon Chris Atton, les médias alternatifs fournissent des informations et des interprétations du monde que nous ne pourrions pas avoir autrement ou que nous ne trouverions pas ailleurs. Les publications alternatives seraient, au fond, plus intéressées par la libre circulation d’idées que par le profit¹⁶⁸.

Dans cette recherche, nous étudions particulièrement la participation des réfugiés dans les médias. Nous ne nous sommes pas penchés sur la question des réseaux socio-numériques¹⁶⁹.

¹⁶⁶ Gokkus Beraat, *op. cit.*

¹⁶⁷ Godin Marie, Doná Giorgia, *op. cit.*, p. 61.

¹⁶⁸ Atton Chris, *Alternative Media*. Sage, London, 2002, p.12.

¹⁶⁹ Pour plus d’informations concernant les représentations et l’usage des réseaux sociaux par les réfugiés, voir : Chouliaraki Lilie, “Symbolic bordering: The self-representation of migrants and refugees in digital news”. *Popular Communication*, 15(2), 2017, pp. 78–94. ; Godin Marie, Doná Giorgia, ““Refugee Voices”, New Social Media and Politics of Representation: Young Congolese in the Diaspora and Beyond”, *Refuge*, 32 (1), 2016, pp. 60-71. ; Leurs

Pour Chris Atton, la présence d'un contenu radical, le plus souvent allié à la promotion du changement social, fait partie de la définition des médias alternatifs, dont le but est d'évoluer vers un ensemble social, culturel et économique plus équitable dans lequel l'individu n'est pas réduit à un objet (des médias ou des pouvoirs politiques) mais peut trouver son épanouissement en tant qu'être humain total¹⁷⁰.

Comme l'explique Benjamin Ferron, « les médias "alternatifs" font l'objet de définitions multiples et contradictoires. Ils sont diversement qualifiés, selon les contextes et les locuteurs, d'indépendants, radicaux, citoyens, autonomes, ou communautaires¹⁷¹ ». Il observe par ailleurs que les médias alternatifs disposent d'une « autonomie relative », caractérisée notamment par

« des systèmes de valeur originaux (sujets, styles d'écriture), des quasi-instances de formation interne (stages étudiants, ateliers d'éducation aux médias, réunions "professionnelles"), des rituels de consécration propres (rencontres annuelles des médias libres, ventes et projections dans des festivals militants), des organes de représentation (syndicats, réseaux)¹⁷² ».

Nous mettons en lumière certains éléments de différenciation d'un média dit alternatif par rapport aux médias dits traditionnels, à savoir : l'indépendance à l'égard du pouvoir étatique ou économique, la proximité et la participation citoyenne, la valorisation de la production locale, la liberté dans le choix et la production des contenus, la diversité des supports et formats ainsi que la prise en compte des besoins de publics souvent marginalisés.

L'une des caractéristiques importantes à souligner est la dimension « communautaire » de ce genre de média : ils sont conceptualisés comme des espaces d'auto-représentation, c'est-à-dire qu'ils fournissent un endroit où parler et se faire entendre. Cela permet d'occuper une position dans le discours public¹⁷³. Cette ouverture, qui est très rare dans les médias traditionnels, bénéficie aux populations traditionnellement exclues, permettant la rencontre entre différentes communautés et affaiblissant les idées reçues par rapport aux étrangers. Concernant les réfugiés, Nadia Bellardi *et*

Koen, "Communication rights from the margins: politicising young refugees' smartphone pocket archives". *The International Communication Gazette*, vol. 79(6-7), 2017, pp. 674-698.

¹⁷⁰ Atton Chris, *Alternative Media*, *op cit.*, p.14.

¹⁷¹ Ferron Benjamin, « Des médias de mouvements aux mouvements de médias. Retour sur la genèse du "Réseau Intercontinental de Communication Alternative" (1996-1999) », *Mouvements*, 61(1), 2010, pp. 107-120. Accessible à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2010-1-page-107.htm>, consulté le 17 août 2022, p. 108.

¹⁷² Ferron Benjamin, « Professionnaliser les "médias alternatifs" ? Enjeux sociaux et politiques d'une mobilisation (1999-2016) », *Savoir/Agir*, 38(4), 2016, pp. 21-28. Accessible à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2016-4-page-21.htm>, consulté le 17 août 2022, p. 25.

¹⁷³ Bellardi Nadia *et al.*, *op cit.*, p. 23.

al. soulignent que le contenu produit par les communautés locales (ou les réfugiés) peut faciliter, encourager et promouvoir des « espaces d'inclusion¹⁷⁴ ». Ces médias comblent alors un désir d'auto-représentation, de participation et d'accès à diverses ressources. Les médias alternatifs fonctionnent ainsi de façon complémentaire par rapport aux médias grand public :

“With their multilingual programs, their flexibility as to accepted formats, and their low threshold for participation, they are viewed as offering opportunities to evade some of the constraints that structure refugees' participation in the media, in particular with regards to the roles refugees/migrants are expected to assume – as objects of news coverage and as tellers of their individual stories as ‘refugees’¹⁷⁵”.

C'est dans ce contexte que les médias alternatifs sont considérés comme des espaces d'inclusion où les réfugiés et demandeurs d'asile, en tant que groupe de personnes entendues comme « subalternes », peuvent exercer leur voix. Christina Spurgeon et Jean Burgess soulignent, cependant, que de nombreux mouvements médiatiques participatifs critiques sont antérieurs aux médias numériques, ayant été théorisés comme médias radicaux (Downing, 2001), citoyens (Rodríguez, 2001), alternatifs (Atton, 2002), tactiques (Cubitt, 2006), communautaires ou de « tiers secteur » (Rennie, 2006), anticipant, à bien des égards, les possibilités conversationnelles des médias numériques¹⁷⁶.

Les médias alternatifs permettent alors une ouverture à la participation et à l'exercice de la voix des « subalternes », mais l'ensemble des caractéristiques listées sont parfois difficiles à mettre en place simultanément. Pour cette raison, nous estimons que seuls *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ* pourraient être considérés comme des médias alternatifs. *Infomigrants*, quant à lui, ne regroupe pas toutes les caractéristiques essentielles pour être considéré comme un média alternatif — notamment en raison de son statut de média public, puisque le projet est piloté par le groupe *France Médias Monde* et par deux autres grands médias publics européens.

Pourquoi alors étudier ces quatre médias, y compris *Infomigrants* ? Depuis 2015, on observe en France la création de plusieurs médias indépendants spécialisés dans les questions migratoires. Certaines initiatives ont été éphémères, telles que la radio *Stalingrad Connection* (2016-2019), le

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 11.

¹⁷⁵ « Avec leurs programmes multilingues, leur flexibilité quant aux formats acceptés et leur faible seuil de participation, ils sont considérés comme offrant des opportunités pour échapper à certaines des contraintes qui structurent la participation des réfugiés dans les médias, en particulier en ce qui concerne les rôles que les réfugiés / migrants sont censés assumer – en tant qu'objets de couverture médiatique et en tant que conteurs de leurs histoires individuelles en tant que “réfugiés” ». (*Ibid.*, p. 24. Traduction par mes soins)

¹⁷⁶ Spurgeon Christina, Burgess Jean, “Making media participatory: Digital storytelling”, in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp.403-413, p. 404.

blogue *Mediafugees* (2017-2019) et la revue de presse *Réfugiés News* (2020-2022). D'autres sont toujours actives, telles que le compte Instagram *Commun exil* (depuis 2019) et le média vidéo *Komune* (depuis 2022). Toutefois, la diversité de formats (site web, radio, vidéo...) et la volatilité des initiatives nous ont fait poser des critères spécifiques pour constituer un corpus solide et faciliter la réalisation de la recherche de terrain.

Pour rappel, les médias *Tido*, *Guiti News*, *L'Œil de la MDJ* et *Infomigrants* ont été choisis pour intégrer cette recherche pour les différentes raisons listées ci-dessous :

- Ces médias, par leurs raisons d'être, leurs principaux sujets traités et / ou les profils de leurs participants, gardent un lien direct avec l'exil, la migration forcée et ses différents enjeux. Il s'agit de médias qui traitent à la fois de l'expérience du réfugié dans le pays d'accueil et des causes de la migration forcée.
- Ces médias ont été créés en France, ayant comme langue principale le français. Le lien de causalité entre la création du média et la « crise des migrants » de 2015 a été observé et pris en compte pour trois des quatre médias étudiés.
- Les quatre médias produisaient du contenu avec une certaine régularité (toutes les semaines ou tous les mois *a minima*) au moment du début de la recherche, à savoir, au début de l'année 2019.
- Ces médias réalisent uniquement du contenu en ligne (textes, vidéos et podcasts), dans la plupart du temps du contenu écrit. En outre, ces médias produisent eux-mêmes la majorité de leurs contenus.

Tido, *Guiti News*, *L'Œil de la MDJ* et *Infomigrants* sont ainsi des médias consacrés à des sujets et problématiques liés à l'exil. Nous nous intéressons donc à la façon dont se construit une nouvelle manière de parler des migrations dans ces quatre médias et comment ils agissent pour donner la possibilité aux réfugiés de prendre la parole.

Ici, on adopte la position de Simona Baldini, selon qui « donner la parole » aux histoires signifie que les narrateurs révèlent leurs propres désirs, attentes et espoirs dans un cadre bref mais partagé et significatif, les rendant visibles et donc possibles. La narration est un exercice à partir duquel les réfugiés prennent conscience d'eux-mêmes par rapport à leur passé, et commencent à pratiquer leur capacité de construire un présent et un avenir, ne restant pas confinés à la seule identité de « réfugié ». Il s'agit de la capacité à devenir des agents actifs du changement de leur propre

condition à travers la narration d'expériences personnelles. Un réfugié qui parle au nom d'autres réfugiés, est capable de dialoguer sur sa condition, mais également la condition de ceux qui ont été confrontés au même ensemble de problèmes. Les histoires peuvent ainsi être des ponts pour se connecter avec les autres grâce à des connaissances partagées, mais aussi un guide pour raconter ses expériences de manière plus détachée et efficace¹⁷⁷.

Dans ce chapitre, nous allons explorer le contexte de création de ces médias, ainsi que leurs caractéristiques principales, que nous résumons ci-dessous :

Pour *L'Œil de la MDJ*, la voix des exilés n'est possible que si la liberté d'expression et la liberté de la presse sont assurées. Via une « tribune libre », ce média adopte un discours de défense de ces libertés fondamentales, tout en permettant à des journalistes professionnels réfugiés en France de continuer à s'entraîner au métier.

Dans *Tido*, les personnes réfugiées et les citoyens français peuvent contribuer au changement des représentations classiques sur l'asile et la migration en racontant des histoires « différentes » ou « différemment » à ces sujets.

Dans *Guiti News*, des journalistes réfugiés prennent la plume aux côtés de journalistes français pour apporter un double regard sur l'actualité à un public français qui se considère mal informé sur la migration.

Enfin, *Infomigrants* traite de l'actualité concernant la migration en Europe et vers l'Europe. Le média publie également des informations pratiques pour les personnes réfugiées / exilées vivant dans le continent.

3.1. L'ŒIL DE LA MAISON DES JOURNALISTES ET L'IMPLICATION DES EXILÉS POUR LES LIBERTÉS D'EXPRESSION ET DE LA PRESSE

La Maison des journalistes (ou MDJ) est une association parisienne qui héberge, depuis 2002, des journalistes exilés politiques du monde entier. La capacité d'hébergement de la maison est de 14

¹⁷⁷ Baldini Simona Bonini, "Digital Storytelling with Refugees: Analysis of Communication Setting from the Capability Approach Perspective", *op. cit.*

journalistes pour une durée moyenne de huit à dix mois. Entre 2002 et 2022, la maison a accueilli 410 journalistes, dont un tiers de femmes, venant de 73 pays¹⁷⁸.

Pouvoir attester sa situation professionnelle en tant que journaliste et avoir été persécuté dans son pays en raison de son métier, ne pouvant plus y rester, sont les deux principaux critères d'admission à la MDJ¹⁷⁹. L'accompagnement aux démarches administratives et aux aides financières et matérielles, l'accès à des formations et à l'enseignement du français, l'assistance psychique et l'organisation d'activités culturelles pour découvrir la France font partie des missions de la MDJ¹⁸⁰.

La Maison a déjà accueilli des couples, mais jamais d'enfants. Dû à la spécificité du public accueilli, la MDJ ne peut pas être comparée à des centres d'hébergement classiques pour personnes réfugiées et demandeuses d'asile. En plus, une des spécificités de cette association est l'édition d'un média propre, en plus de son site internet.

L'Œil de la Maison des Journalistes, ou *L'Œil de la MDJ*, est un média collaboratif ouvert à la participation de tous. Les résidents et ex-résidents de la Maison s'y expriment. D'autres plumes occasionnelles collaborent également au journal. C'est durant la période de résidence à la MDJ que les journalistes participent le plus souvent au média.

Même si la grande majorité des contributeurs du site sont des personnes réfugiées ou en demande d'asile, *L'Œil de la MDJ* ne traite pas de la migration comme les autres médias. Les contributeurs y parlent de liberté d'informer, d'idéaux démocratiques, d'évolution des médias, du droit de la presse et des journalistes et de liberté d'expression. En effet, ne pas pouvoir s'exprimer librement ou exercer le métier de journaliste dans leurs pays d'origine, est ce qui caractérise le plus souvent les raisons de leur départ. La ligne éditoriale de *L'Œil de la MDJ* porte donc sur des causes profondes de la migration pour une certaine catégorie d'individus.

Les personnes souhaitant participer au média sont accompagnées par le rédacteur en chef, le journaliste français Christophe Joly. La MDJ accueille aussi des stagiaires bénévoles deux fois par

¹⁷⁸ Guiti News, « La maison des journalistes : zoom sur une initiative singulière ». *Guiti News*, mis en ligne le 22 janvier 2022. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/video/cest-leur-histoire/la-maison-des-journalistes-zoom-sur-une-initiative-singuliere/>, consulté le 12 août 2022.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ Maison des journalistes, « Les aides proposées ». *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/nos-aides-nos-missions/>, consulté le 12 août 2022.

an, ainsi que des volontaires en service civique. Ils participent au média le temps de leur apprentissage.

La langue par défaut de *L'Œil de la MDJ* est le français. Le média contient une version du site en anglais, mais la traduction des textes est une exception. Les contenus publiés dans *L'Œil* sont ensuite partagés sur les profils de la Maison des journalistes sur *Facebook*, *LinkedIn* et *Twitter*. Des vidéos sont également publiées sur *YouTube*.

L'histoire de *L'Œil de la MDJ*, anciennement appelé « *L'Œil de l'exilé* », commence avec la création de la Maison des journalistes. Revendiquant être un baromètre de la liberté de la presse dans le monde, la MDJ souhaite à la fois redonner la parole aux journalistes persécutés via son média et sensibiliser le grand public à la question de la liberté de la presse.

Étudier ce média est important car, bien avant la « crise des réfugiés », il proposait déjà des opportunités de prise de parole pour les personnes exilées. Ce lieu a hébergé des journalistes exilés qui sont eux-mêmes engagés pour la cause migratoire, ce qui a ouvert des portes pour la création de nouveaux espaces de parole, comme nous le verrons par la suite.

3.1.1. De *L'Œil de l'exilé* à *L'Œil de la Maison des journalistes*

« Je suis beaucoup plus sensible aux questions liées aux droits de l'homme, la liberté d'expression. Avant j'étais toujours sensible, mais maintenant je peux me considérer un peu comme un activiste de ces causes, surtout sur la liberté d'expression en Turquie. Toutes les libertés, pas juste d'expression, tout type de liberté. Maintenant je suis très engagé, je suis un militant des libertés, parce que quand tu vis vraiment ça, c'est une autre chose, c'est plus que parler de ce sujet¹⁸¹ ».

La prise de conscience de Beraat Gokkus par rapport aux libertés fondamentales s'est faite, en effet, après son exil. Les valeurs défendues par la Maison des journalistes ont contribué à ce que ce journaliste turc adopte une posture militante, mais une grande partie des journalistes accueillis à la MDJ étaient déjà des activistes avant d'y arriver.

¹⁸¹ Gokkus Beraat, *op. cit.*

Il s'agit en effet d'une des raisons principales de leur persécution dans leurs pays d'origine, comme l'explique la directrice de la MDJ, Darline Cothière :

« Nous accueillons de plus en plus d'« activistes », c'est-à-dire des jeunes qui n'ont pas forcément de carte de presse mais qui ont fait un énorme travail d'information, comme les blogueurs des révolutions arabes ou ceux qui ont filmé des exactions. Ils sont souvent à la fois journalistes tout en étant ingénieurs ou étudiants, sociologues ou écrivains¹⁸² ».

Le militantisme fait partie de la Maison des journalistes, étant un des moteurs pour la participation des résidents à *L'Œil de la MDJ*. Présenté en tant que « tribune libre », ce média traite principalement de la liberté de la presse, tout en étant une passerelle pour l'exercice du journalisme en France.

3.1.1.1. La création d'une « tribune libre » au sein d'un centre d'hébergement

Le lancement de *L'Œil de la MDJ* suit la création de la Maison. C'est en 2002 que la journaliste Danièle Ohayon et le réalisateur Philippe Spinau ont réussi à mettre en place le projet ambitieux de créer un espace d'accueil exclusif pour les journalistes en exil. L'inspiration existait déjà, mais c'est la rencontre de Danièle Ohayon avec le journaliste iranien Faraj Sarkouhi en 1999 qui l'a motivée à matérialiser l'idée.

« Issu d'une famille très modeste, il a commencé en balayant les locaux de l'imprimerie. Il a grimpé tous les échelons petit à petit et il a fini par être envoyé à l'université. Suite à des manifestations, il a été emprisonné dix ans sous le Chah. Il a trente ans quand Khomeiny arrive au pouvoir en 1979. Il lance une revue culturelle. Il retourne en prison car il publie la photo d'un jeune couple se tenant par la main. Sa famille réussit à s'exiler mais il est arrêté à l'aéroport, remis en prison, puis relâché. Une nuit, il fracasse la vitrine d'une agence de voyages pour pouvoir envoyer un fax à sa femme, réfugiée en Allemagne. Il a 60 ans quand il arrive finalement à Paris grâce à Reporters sans frontières. À la fin de l'interview, je lui demande : 'Vous allez dormir où ce soir ?' Je vois que sa femme pleure à ses côtés. Je comprends alors qu'ils n'en savent rien. Je décide de lancer cette idée qui me trotte dans la tête depuis longtemps : un lieu d'accueil¹⁸³ ».

¹⁸² Pasquet Sophie, « La Maison des journalistes de Paris », *Hommes & migrations* [En ligne], 1308 | 2014, mis en ligne le 26 juin 2015. Accessible à l'adresse <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3030>. Consulté le 12 août 2022.

¹⁸³ *Ibid.*

La création de la MDJ est également motivée par le constat que des journalistes expérimentés arrivaient à Paris et se trouvaient dans des conditions précaires. « Ici, les héros devenaient transparents », raconte Danièle Ohayon¹⁸⁴.

La maison des journalistes voit ainsi le jour en 2002, dans un espace provisoire situé à Bobigny (93), avant que la Mairie de Paris leur cède une ancienne usine à brosses dans le 15^e arrondissement en 2003. Pour financer les activités de la maison et accueillir dignement les professionnels exilés, Danièle Ohayon et son équipe font appel aux parrainages des médias. *Le Monde*, *Sud-Ouest*, *Ouest-France*, *Radio-France*, *Radio France internationale (RFI)*, *Le Canard enchaîné*, *TF1*, *Les Échos*, *Arte*, *M6*, *Canal-Plus*, *Capa*, *Paris Match*, *Bayard Presse*, et encore d'autres, se sont engagés à parrainer chacun une chambre pour 10 000 euros par an¹⁸⁵.

C'est également en 2002 qu'a été lancée la première version de *L'Œil de la MDJ*. Appelé *L'Œil de l'exilé* entre 2002 et 2009, ce média est né en tant que magazine papier trimestriel, passant ensuite à une version hebdomadaire exclusivement en ligne, en raison du manque de ressources pour maintenir la publication. À ce sujet, Danièle Ohayon, a écrit dans une tribune parue dans le journal *Sud-Ouest*, le 2 mai 2009 :

« À la veille de ce 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse, les résidents comme ceux qui les ont précédés ressentent un manque : leur hebdomadaire en ligne, "*L'Œil de l'exilé*", a dû fermer. Pour une subvention européenne de 2007 qui n'arrivera qu'en 2010. Parce que le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, qui faisait l'avance de l'argent européen, a cessé, sans prévenir : débrouillez-vous¹⁸⁶ ».

Le site a résisté aux problèmes de financement et existe toujours sous format en ligne. Le média propose « ni consigne, ni indications, ni censure... Cette tribune libre est ouverte à tous nos journalistes anciens et nouveaux résidents afin qu'ils reprennent le goût de l'écriture, de l'enquête, de la force des mots et des idées... En un mot : qu'ils continuent à exercer leur droit à la libre expression¹⁸⁷ ».

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Ohayon Danièle, « La liberté de la presse vue dans L'Œil des exilés », *Sud-Ouest*, 3 mai 2009, mise en ligne par Nouveau Consommateur. Accessible à l'adresse <http://nouvoconso.canalblog.com/archives/2009/05/03/13594439.html>, consulté le 12 août 2022.

¹⁸⁷ L'Œil de la Maison des journalistes, « Tribune libre : Une libre expression ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/tribune-libre-journaliste/>, consulté le 11 août 2023.

Cet espace permet ainsi aux journalistes réfugiés ou demandeurs d’asile de s’exprimer tout en apportant « aux internautes un regard personnel et concerné sur l’actualité. [...] Leur regard sur le monde donne à voir les événements internationaux sous des angles inédits avec une dimension ‘vécue’ aussi rare qu’intéressante¹⁸⁸ ».

Si la raison principale pour la création du média était de permettre aux journalistes résidents de s’exprimer librement, il l’était également pour leur permettre de ne pas « perdre la main » et de continuer à s’entraîner au métier. *L’Œil de la MDJ* prétend être une passerelle vers le monde professionnel pour les journalistes exilés en France.

3.1.1.2. Une passerelle vers l’insertion professionnelle

La majorité des résidents à la Maison des journalistes ont fui des régimes anti-démocratiques et répressifs de la liberté d’expression et de la presse. *L’Œil de la MDJ* souhaite proposer aux journalistes exilés un espace de parole libre en France, tout en leur permettant de s’adresser aux confrères de leurs pays d’origine.

Guillaume Luer, chargé d’édition et community manager à la Maison des Journalistes entre 2017 et 2020, nous a expliqué lors d’une interview réalisée en février 2020, que les articles publiés dans le média sont beaucoup lus depuis l’Afrique. La principale raison c’est que les journalistes de la MDJ ont la liberté de traiter de tous les sujets, notamment ceux qui ne peuvent pas être traités dans leurs pays d’origine (notamment pour des raisons politiques). Ces journalistes travaillent ainsi en tant que correspondants étrangers en France, permettant le dialogue entre l’actualité de leur pays d’origine et celle de la France¹⁸⁹.

Les contributeurs à *L’Œil de la MDJ* sont tous des bénévoles, y compris le rédacteur en chef. Ceci est dû au manque de financements spécifiques pour le fonctionnement du média. En effet, comme nous l’a confirmé Christophe Joly, malgré les aides publiques et privées pour le fonctionnement de l’association, il n’existe pas de budget spécifique pour le journal. Tout fonctionne sous la base du

¹⁸⁸La Maison des journalistes, *Dossier de presse 2017*. Accessible à l’adresse http://www.maisondesjournalistes.org/wp-content/uploads/2017/01/DP2017_27012017.pdf, consulté le 11 août 2023.

¹⁸⁹Luer Guillaume, chargé d’édition et community manager à la Maison des Journalistes entre 2017 et 2020. Entretien réalisé le 7 février 2020, par téléphone.

bénévolat¹⁹⁰. Certains anciens résidents ont pourtant souligné l'importance de contribuer, même en n'étant pas payés :

« “On m'a proposé des postes dans les assurances ou la banque qui m'auraient offert une vie confortable, mais je n'ai pas pu m'y résoudre, résume Youcef Zirem, journaliste algérien. J'écris chaque jour car il m'est impossible de faire autre chose”. Le fameux “Bon qu'à ça” de Beckett. À Paris, Youcef survit comme il peut. Rédige par plaisir des critiques littéraires pour *L'Œil de l'exilé*, le webzine créé par la Maison des journalistes (2). Une façon de garder la main, de montrer qu'il sait faire¹⁹¹ ».

Certains journalistes exilés réussissent en effet à rebondir et à intégrer des grands médias français, comme Philomé Robert, journaliste haïtien devenu présentateur du JT sur *France 24*. Cependant, cela reste une minorité, comme l'a déclaré le cofondateur et ancien directeur de la MDJ, Philippe Spinau à *Télérama* en 2009 : « Il y a beaucoup de journalistes militants qui sont davantage dans la diatribe que dans l'investigation¹⁹² ».

« La MDJ multiplie les partenariats pour valoriser leurs compétences : grâce au journal en ligne *L'Œil de l'exilé*, ils continuent à écrire, photographier, enquêter, interviewer... Ils réalisent des expositions, témoignent auprès des lycéens, participent au festival de Bayeux des correspondants de guerre, font profiter les médias parrains de leur expertise sur leur pays... Mais ensuite, c'est l'hôtellerie, la restauration ou les postes de vigile qui leur permettent de gagner leur vie¹⁹³ ».

Le constat des fondateurs de la MDJ était qu'environ « 10 % des anciens résidents continuent leur métier, ou parviennent au moins à vendre quelques piges à des journaux, des chaînes de télévision¹⁹⁴ ». Mais cela ne reste qu'une estimation. Darline Cothière, directrice de la Maison des journalistes depuis 2011, reconnaît la difficulté d'avoir des chiffres précis à ce sujet :

« Beaucoup gardent un lien très fort avec la Maison des journalistes. Mais objectivement donner des chiffres sur le nombre de journalistes qui travaillent, qui continuent de travailler en tant que journaliste c'est compliqué parce qu'il y en a par exemple qui ont quitté le métier pendant un certain temps et qui y sont revenus. Il y en a par exemple qui ont la possibilité de travailler pour des médias étrangers en tant que correspondants, soit des médias de leur pays etc. Je sais qu'il y en a qui sont partis aussi dans d'autres pays européens ou dans d'autres pays en dehors de l'Europe pour travailler. [...] Donc on peut estimer *grosso modo* le nombre de journalistes qui continuent de travailler en tant que journaliste à environ 20-25 %. C'est très peu, c'est très peu 20%. Il

¹⁹⁰ Joly Christophe, rédacteur en chef bénévole chez *L'Œil de la Maison des Journalistes*. Entretien réalisé le 27 janvier 2020, par téléphone.

¹⁹¹ Desplanques Erwan, “Journalistes en exil”, *Télérama*, mis en ligne le 24 avril 2009. Accessible à l'adresse <https://www.telerama.fr/monde/journalistes-en-exil,42021.php>, consulté le 14 août 2022.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ Pasquet Sophie, « La Maison des journalistes de Paris », *op. cit.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

faut voir tous les obstacles aussi qu'ils doivent surmonter. Il y a la barrière de la langue même si au bout d'un certain temps il y en a qui ont pu acquérir la langue française mais pour travailler dans une rédaction internationale ou pour travailler dans un média français donc il y a aussi cette exigence qui est faite sur la maîtrise de la langue. Il y a d'autres obstacles aussi, ce sont des obstacles sociaux. [...] On a pas mal de journalistes qui se sont reconvertis dans le social et quelque part ça a du sens donc c'est une façon aussi de rendre ce qui leur a été donné quand ils sont arrivés en France donc il y en a qui sont très sensibles à cela. Ça peut être dans d'autres domaines, ça peut être dans le domaine tertiaire, dans l'hôtellerie, la restauration, c'est ça aussi l'exil¹⁹⁵ ».

L'idée étant que ces journalistes créent un portfolio et ne soient pas victimes du déclassement professionnel, *L'Œil de la MDJ* leur permet d'écrire notamment sur la liberté de la presse. La ligne éditoriale du média s'inscrit dans les missions de la MDJ : « défendre les valeurs fondamentales d'une information libre dans le monde en accueillant et en accompagnant des professionnels des médias venus trouver refuge en France¹⁹⁶ ».

3.1.2. Information et sensibilisation en France et ailleurs

Si *L'Œil de la MDJ* propose de redonner la parole à des journalistes exilés en France, promouvoir la liberté d'expression et la liberté de la presse devient une condition indispensable. *L'Œil de la MDJ* dédie ainsi sa ligne éditoriale à ces libertés fondamentales, en même temps que les journalistes résidents à la MDJ réalisent des interventions de sensibilisation auprès d'étudiants et de jeunes placés sous protection judiciaire.

3.1.2.1. Une défense des libertés d'expression et de la presse

Le premier volet de promotion des libertés d'expression et de la presse se trouve dans la ligne éditoriale de *L'Œil de la MDJ*. La raison de ce choix est simple, comme nous l'a expliqué le journaliste Christophe Joly, rédacteur en chef bénévole chez *L'Œil de la MDJ* depuis 2018 : « En fait, ces journalistes sont chez nous, hébergés et en exil parce qu'ils ont voulu exercer leur métier de

¹⁹⁵Guiti News, « La maison des journalistes : zoom sur une initiative singulière », *op. cit.*

¹⁹⁶Maison des journalistes, « Qui sommes-nous ? ». *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/qui-sommes-nous/>, consulté le 12 août 2022.

journalistes. Donc les sujets sont la liberté d'expression, la liberté de la presse, les cadres réglementaires de notre métier un peu partout dans le monde en fonction des régimes¹⁹⁷ ».

Mais cette ligne éditoriale a dû évoluer depuis la création du média. Avant, comme l'explique Joly, le journal traitait de sujets qui relevaient des droits de l'homme d'une manière plus générale. Avec son arrivée à la Maison des journalistes, des ajustements ont été faits :

« Sachant que nos journalistes, étant en exil, certains ont été torturés, brutalisés, pris en otage, menacés, j'ai recentré [la ligne éditoriale] sur la liberté d'expression. Ensuite, il y a aussi la liberté de la presse dans un contexte économique. En France, par exemple, la presse est libre, mais il y a des pressions économiques assez fortes. La ligne est là. On essaye d'apporter un éclairage par des journalistes apprenants et par des journalistes en exil qui sont hébergés chez nous¹⁹⁸ ».

L'Œil de la MDJ se présente en tant que site internet, ayant trois principales rubriques : Liberté d'Informers, Tribune Libre et Chroniques.

La rubrique Liberté d'Informers comprend trois volets : Liberté de la presse, Lanceurs d'alerte et Fake News. On y trouve notamment des articles et des reportages écrits. Cette rubrique s'inscrit dans ce que le site considère comme un « combat pour la liberté d'informer » : « La Maison des journalistes – MDJ – à travers ses nombreuses missions et son journal “*L'Œil de la MDJ*” lutte quotidiennement pour que chacun puisse jouir de son droit fondamental : critiquer librement¹⁹⁹ ».

Dans la rubrique Tribune libre, on propose un « espace de libre expression » et un « lieu d'échanges » :

« elle est également ouverte à tout contributeur, même non-exilé, impliqué dans la défense des libertés fondamentales et dans la vie des médias. Armés d'un stylo, épris de liberté, ces journalistes partagent leur point de vue selon le regard qu'ils portent sur le monde ici même, via “*L'Œil de la Maison Des Journalistes*”²⁰⁰ ».

Enfin, dans la rubrique Chroniques, les contributeurs s'expriment sur des sujets divers ou personnels. La plupart gardent toujours un lien avec la liberté de la presse ou la situation politique de leurs pays d'origine. Selon Christophe Joly, il n'y a pas de sujets interdits d'être traités dans

¹⁹⁷ Joly Christophe, *op. cit.*

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ L'Œil de la Maison des journalistes, « La liberté d'informer ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/liberte-informer/>, consulté le 15 août 2022.

²⁰⁰ L'Œil de la Maison des journalistes, « Tribune libre : Une libre expression », *op. cit.*

L'Œil de la MDJ. Cependant, « les résidents décident parfois de ne pas traiter de certains sujets pour des questions de sécurité par rapport à leurs familles sur place²⁰¹ ».

Si la stratégie de promotion des libertés d'expression et de la presse passe en premier lieu par la production journalistique, la Maison des Journalistes investit également dans une deuxième activité avec le but de sensibiliser le public : les journalistes résidents vont à la rencontre des étudiants et des jeunes placés sous protection judiciaire avec les programmes Renvoyé spécial et Presse 19.

3.1.2.2. La sensibilisation aux libertés d'expression et de la presse auprès des jeunes

« Renvoyé spécial » est une activité développée par la Maison des journalistes depuis 2006 avec l'objectif « d'apporter des témoignages de réfugiés aux lycéens lors de rencontres organisées à cet effet dans le cadre scolaire²⁰² ». L'activité est menée en partenariat avec le Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information (CLEMI, une émanation de l'Éducation Nationale) et a été soutenue par la société Presstalis. La promotion de la liberté de la presse et des valeurs démocratiques dont les journalistes exilés ont été privés est le but de ces rencontres.

« Ciblant des établissements scolaires, notamment durant la Semaine de la presse et des médias dans les écoles, ce programme a organisé des rencontres entre des élèves et les journalistes de la MDJ pour qu'ils viennent raconter leurs récits, expliquer la situation politique, celle des médias et de la liberté de l'information dans leur pays d'origine, mais aussi dialoguer et réfléchir avec eux sur la signification que revêtent la liberté d'expression, le droit d'informer et d'être informé, la démocratie, la citoyenneté, la laïcité, etc²⁰³ ».

Selon le rapport d'activités de Renvoyé spécial de 2019-2020, on compte plus de 15 000 bénéficiaires depuis la création du programme²⁰⁴. En 2014, l'activité se tourne également vers l'international avec le lancement du programme Presse 19. Le nom fait référence à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, qui traite de la liberté d'expression et d'opinion. Des interventions auprès de lycéens en Espagne et en Italie permettent aux journalistes

²⁰¹ Joly Christophe, *op. cit.*

²⁰² Maison des journalistes, « Les aides proposées », *op. cit.*

²⁰³ Poinsoit Marie, « "Renvoyé spécial". La 13e édition du programme de la Maison des journalistes (MDJ) », *Hommes & Migrations*, 2020/1 (n° 1328), pp. 191-194. Accessible à l'adresse <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/10926>, consulté le 5 novembre 2022, p. 191.

²⁰⁴ Rossi Lisa Viola. « Renvoyé Spécial, 14e édition ». *Rapport d'activité 2019-2020*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/wp-content/uploads/2020/09/Rapport-RS-2019-2020.pdf>, consulté le 15 août 2022, p.2.

hébergés à la MDJ d'apporter leur message sur les libertés d'expression et de la presse encore plus loin. En France, des rencontres sont réalisées dans plusieurs départements d'Île-de-France et d'autres régions. Les interventions sont réalisées « en français, en anglais ou en arabe, et cela malgré des moyens financiers réduits qui ne permettent pas de rémunérer les interprètes des journalistes ne maîtrisant pas ou mal le français qui sont mobilisés sur une base volontaire²⁰⁵ ».

Depuis 2016, la MDJ collabore avec le ministère de la Justice et le ministère de la Culture, afin que ce programme touche également les jeunes placés sous protection judiciaire. Le but est de leur permettre « à apprendre à décrypter les sources d'information, à comprendre pourquoi il faut s'ouvrir aux médias, mieux s'informer, élargir son intérêt à un univers plus vaste et aux enjeux des sociétés contemporaines²⁰⁶ ». En plus, l'intervention des journalistes exilés auprès du public est aussi une manière de sensibiliser par rapport à l'exil :

« La participation des journalistes réfugiés permet, en effet, de donner aux échanges avec les jeunes une grande émotion et une grande richesse qui favorisent un moment intense d'ouverture au monde : à la souffrance de l'exil, du déracinement, à l'oppression et à la répression en vigueur, à l'absence de liberté d'expression et de pensée, aux périls rencontrés pour exercer son métier de journaliste, au courage de ces investissements personnels et de ces efforts pour raconter, transmettre et, aussi malgré tout, revivre les moments difficiles traversés... [...] Les jeunes sont sensibles à ces rencontres, rares mais nécessaires, directes et personnelles avec des témoins dont ils partagent les émotions, s'ouvrant ainsi à la culture des intervenants (cuisine, danse, coutumes), à leur parcours et à leur manière de vivre l'exil²⁰⁷ ».

Les journalistes intervenant auprès des jeunes expriment leur gratitude pour l'opportunité de se faire entendre : « Ce que l'on reçoit en retour auprès des collégiens et lycéens, c'est le sentiment d'être écouté, considéré et estimé à sa juste valeur. Une telle consécration ne peut qu'être intéressante dans le processus de reconstruction personnelle », déclare Jean Mati, journaliste congolais²⁰⁸. « Ces rencontres nous permettent de retrouver un rôle social que l'exil nous a volé. "Renvoyé spécial" permet de rester un peu ce que nous étions : journalistes ! Être journaliste, ce n'est pas juste un métier, c'est une passion, une vocation » déclare Yvette Murekasabe, journaliste burundaise²⁰⁹.

²⁰⁵ Poinot Marie, « "Renvoyé spécial". La 13e édition du programme de la Maison des journalistes (MDJ) », *op. cit.*, p.191.

²⁰⁶ *Idem*, p. 192.

²⁰⁷ *Idem*, p. 193.

²⁰⁸ Rossi Lisa Viola. « Renvoyé Spécial, 14e édition », *op. cit.*, p. 44.

²⁰⁹ *Idem*, p. 42.

Si *L'Œil de la MDJ* promeut la défense des libertés d'expression et de la presse comme condition indispensable à la prise de parole de journalistes exilés, l'exercice de la voix dans d'autres médias se fait différemment. À la différence de *L'Œil*, *Tido* prétend donner la parole à tous les réfugiés, y compris aux journalistes réfugiés. Le but est de fournir une diversité de récits différents des représentations classiques de l'asile et de la migration qui sont traditionnellement diffusées dans les médias grand public.

3.2. *Tido* ET LE SOUHAIT DE PARLER DIFFÉREMMENT DE LA MIGRATION

« [Pourquoi contribuer ?] Pour changer le regard des textes narratifs sur la migration. Il y a toujours un traitement pas trop bien dans les médias. Je sais qu'avec *Tido* je pourrai au moins faire une contribution au changement de regard sur le traitement de l'immigration²¹⁰ ».

Daouda Deme a demandé l'asile en France à la fin de l'année 2016. Un ami, connaissant sa situation d'exil et son parcours en tant que journaliste au Sénégal, lui a parlé de Singa, une association venant en aide aux personnes réfugiées, étrangères et immigrées. En août 2017, Daouda Deme intègre l'équipe de contributeurs de *Trait d'Union*, l'ancien blogue de Singa, devenu ultérieurement une association à part entière appelée *Tido*.

Entre 2016 et 2022, *Tido / Trait d'Union* a fonctionné en tant que média collaboratif en ligne, présent sur les plateformes *Medium*, *Facebook*, *Instagram* et *Twitter*. Avec un lien très fort avec Singa, le média a hérité des valeurs spécifiques liées à la solidarité et à l'entrepreneuriat. Ces valeurs ont façonné sa ligne éditoriale et des pratiques s'éloignant du journalisme classique.

3.2.1. Un héritage associatif

L'histoire de *Tido* commence avec l'histoire de Singa. Créée en 2012, Singa est une organisation internationale dont la mission est de faire rencontrer des personnes étrangères, immigrées et françaises autour d'intérêts communs. L'ONG, présente dans plusieurs villes en France et en Europe, propose des activités diverses, notamment culturelles, et accompagne des entrepreneurs

²¹⁰ Deme Daouda, *op. cit.*

issus de l'immigration via ses programmes d'incubation et d'accélération. Singa propose également un programme d'hébergement chez l'habitant pour les réfugiés statutaires.

Singa a été créée par les Français Alice Barbe, Guillaume Capelle et Nathanael Molle. Le « mouvement » a commencé en France par la création d'une association Loi 1901, déclarée en janvier 2012, avant de devenir une organisation internationale en septembre 2020. Dans ses dix premières années d'existence, Singa a exporté son modèle dans plusieurs pays (Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, Luxembourg et Suisse), mais les activités du blogue *Trait d'Union* étaient exclusives à la France.

« Informer, interagir, innover » était la devise de Singa en 2016, année de création de *Trait d'Union*. Le média collaboratif a été lancé dans le cadre du volet « informer ».

3.2.1.1. « *Trait d'Union* » : un blogue né au sein de l'association Singa

Une première mention à *Trait d'Union* se trouve dans le rapport d'activités de Singa de 2015. On y présente Déo, un journaliste, écrivain et traducteur originaire de République Démocratique du Congo qui a été accompagné par Singa pour lancer son activité d'entrepreneur. « Déo est actuellement salarié au sein de Singa comme rédacteur de contenus pour le média *Trait d'Union* (-) et développe en parallèle ses activités de consultant en animant de nombreuses conférences, et participant en tant qu'expert à des émissions [sic] radios notamment sur *France Inter* », rapporte le document²¹¹.

Cependant, les premiers contenus de *Trait d'Union* n'ont été publiés qu'en avril 2016. En effet, le média s'est structuré à la suite de ladite « crise des migrants » par Emma Broughton, une musicienne franco-britannique et ancienne chercheuse en sociologie politique qui a travaillé pour Singa entre 2015 et 2018. Nommée coordinatrice de *Trait d'Union*, Emma Broughton a accompagné toutes les étapes du projet, depuis sa conception jusqu'à sa transformation en *Tido*.

Selon elle, les objectifs du média au début étaient au nombre de deux : 1/ changer le récit autour de la migration en racontant des histoires différentes ou différemment sur le sujet et 2/ construire une

²¹¹Singa. *Rapport d'activité 2015 de Singa France*. Accessible à l'adresse https://vibrant-albattani.com/wp-content/uploads/rapport_activite_2015.pdf, consulté le 9 août 2022, p. 29.

mémoire collective autour de Singa, en valorisant les acteurs (notamment entrepreneuriaux) accompagnés par l'association.

« *Trait d'Union* a une action externe de changement de récit, mais aussi une action interne de récolte de tout ce qui se passe à l'intérieur de Singa, de toutes les histoires qu'y se sont passées », nous a expliqué Emma Broughton²¹². Pour elle, la création d'un blogue pour raconter ces histoires était « une évidence ». Son idée a été soutenue par le cofondateur de l'association, Guillaume Capelle.

Le rapport d'activités de Singa de 2016 rend compte des premières actions du site, et notamment de ses objectifs :

« *Trait d'Union* est un média collaboratif réalisé par la communauté Singa. Son objectif est très simple : raconter des histoires différentes ou différemment sur l'asile, de manière à être largement compris. [...] *Trait d'Union* est aussi un projet plus large de *hacking* du débat public sur l'asile, les réfugiés et plus généralement les migrations. Parce que changer les termes du débat, c'est changer de société et de politiques²¹³ ».

Lors de sa première année d'activités, *Trait d'Union* a produit 25 contenus (textes, audios, vidéos et dessins) avec la participation d'une centaine de bénévoles sous la coordination d'Emma Broughton. Les contenus étaient consacrés à des questions larges sur la migration (par exemple, comprendre les idées reçues sur les réfugiés et demandeurs d'asile), ainsi qu'à des histoires du quotidien impliquant des réfugiés (par exemple, l'insertion professionnelle des réfugiés en milieu rural).

Entre 2016 et 2019, *Trait d'Union* était présenté publiquement en tant que « le média de Singa ». En effet, la plupart des contributeurs ont connu le site via les autres activités de Singa. La production de contenus était ouverte à tous ceux souhaitant participer au projet, sans critère de sélection. « Si tu as envie de participer, tu viens. N'importe qui peut venir et essayer, c'est le but. Dans la langue qui lui plaît²¹⁴ », nous a expliqué Emma Broughton.

Lors de sa création, *Trait d'Union* a compté sur un grand nombre de contributeurs intéressés à participer au changement de récit sur la migration. En effet, au début 2016 le contexte était de grande méfiance envers les réfugiés, à la suite des attentats de novembre 2015 à Paris et des

²¹²Broughton Emma, coordinatrice bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 12 juillet 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

²¹³Singa. *Rapport moral et d'activité 2016*. Accessible à l'adresse https://vibrant-albattani.com/wp-content/uploads/rapport_activite_2016.pdf, consulté le 10 août 2022, pp. 16-17.

²¹⁴ Broughton Emma, *op. cit.*

épisodes d'agressions sexuelles du Nouvel An 2016 en Allemagne, dont les suspects étaient dans leur majorité des immigrants en situation irrégulière.

Il est important de souligner que l'objectif de *Trait d'Union* était de fournir un nouveau récit sur l'asile et la migration et de permettre à tous de prendre la parole et de raconter ses propres histoires. Cependant, le projet est né à partir d'une initiative française (l'association Singa), avec une participation peu durable des personnes réfugiées dans la structuration du site. Ils étaient bienvenus pour écrire, mais les difficultés du quotidien – notamment la question de la langue – ont fait que les principales têtes de *Trait d'Union* étaient toujours françaises.

Le site a existé sous l'appellation « *Trait d'Union* » jusqu'en juin 2019, quand l'équipe de bénévoles a décidé de se séparer de Singa pour mener les activités du média de manière indépendante. Emma Broughton était toujours référente du projet, mais cette fois-ci de manière bénévole. En effet, elle quitte son poste en tant que salariée de Singa en 2018, décision qui, selon elle, a été bénéfique pour le média, puisque cela a créé une nouvelle dynamique basée sur la participation active des bénévoles : « les gens [les bénévoles] sont vraiment mieux appropriés du fonctionnement de *Trait d'Union*. Avant j'avais vraiment l'impression que si je ne faisais pas de trucs, personne n'allait faire. Mais en fait c'est con parce que les gens bossent beaucoup. Je pense que ça est super, ça nous rend plus solides en tout cas²¹⁵ ».

3.2.1.2. *Tido*, une association à part entière : l'indépendance de Singa trois ans après sa création

Rattaché à Singa pendant trois ans, *Tido* devient une association à part entière en juin 2019. Entre mars et juin 2019, Emma Broughton et une dizaine de participants les plus actifs du projet ont commencé à réfléchir sur la création d'une structure propre. La raison : aucun investissement – ni financier ni humain – n'était donné de la part de Singa pour le développement du média. Par ailleurs, certains désaccords concernant la ligne éditoriale étaient devenus évidents : d'un côté, Singa, qui défendait un récit complètement différent de celui observé dans les médias traditionnels, reprochait à *Trait d'Union* tout article comportant des histoires « difficiles » sur la migration et/ou ne partageait pas ces publications dans ses réseaux sociaux. De l'autre côté, l'équipe de *Trait*

²¹⁵ *Ibid.*

d'Union n'appréciait pas la résistance de l'association de publier ces articles, soutenant que ces histoires étaient légitimes et méritaient d'être racontées si cela était la volonté des sources consultées.

Avec une petite équipe composée principalement de Françaises et Français, le média s'est lancé avec l'accord de Singa. À part le changement de nom et la création d'un nouveau site web, le média a gardé les mêmes objectifs. Les anciens contenus de *Trait d'Union* publiés sur la plateforme *Medium* ont été adaptés pour faire figurer le nom « *Tido* » à la place. À partir de la formalisation en tant qu'association séparée de Singa, *Tido* mentionne de moins en moins cette dernière et/ou les acteurs qui l'entourent dans ses textes.

Le lancement de *Tido* a impliqué la création d'un conseil d'administration propre. Emma Broughton est élue présidente et Daouda Deme secrétaire. Celui-ci est, d'ailleurs, la seule personne ayant vécu l'exil à faire partie du CA de *Tido*. L'indépendance de Singa a été souhaitée et vue par les membres de *Tido* comme une opportunité pour développer davantage le média. Cependant, plusieurs difficultés se sont présentées, dont certaines ayant impacté profondément le fonctionnement de *Tido* :

a) Tout d'abord, même si les conférences de rédaction se tenaient toujours avec le même rythme et dans les mêmes locaux, *Tido* bénéficiait de beaucoup moins de visibilité. En effet, à l'époque de la séparation, Singa comptait une communauté de plus de 18 000 membres en France et partageait la plupart des contenus de *Trait d'Union* sur ses réseaux sociaux. Avec la création de *Tido*, les contenus du média disparaissent des pages officielles de Singa. Avec moins de visibilité, le média fait face à de moins en moins de lectures. *Tido* a également dû créer des nouvelles pages *Facebook* et *Instagram*, ce qui a entraîné une perte conséquente de *followers*.

b) Sans la visibilité qu'apportait Singa, *Tido* souffre également d'une difficulté pour recruter des nouveaux contributeurs. L'équipe composée d'une dizaine de personnes n'est plus capable de produire du contenu avec la même fréquence. La diversification de contenus devient un défi.

c) Le manque de nouveaux contributeurs et de visibilité sur les contenus produits a entraîné une perte de motivation généralisée. Entre juin 2020 et janvier 2022, l'équipe de *Tido* a réussi à se réunir régulièrement à distance et lancer le nouveau site. Mais le fait de ne pas pouvoir rencontrer

de nouvelles personnes à cause de la Covid-19 a été le dernier coup qui a rendu évidente la perte de sens du projet pour l'équipe.

En janvier 2022, après quelques mois de pause et de discussions sur l'avenir de *Tido*, l'équipe décide d'arrêter ses activités. L'association existe toujours, mais aucune nouvelle publication n'a été faite depuis juillet 2021.

Pendant ses six ans d'activités, *Tido* a pu présenter différents contenus concernant l'asile et les migrations et donner la voix à de nombreux contributeurs issus de la migration, surtout de manière ponctuelle. Toutefois, le projet a été essentiellement régi par un groupe de femmes françaises sensibilisées, et pas forcément par des personnes réfugiées très impliquées²¹⁶.

Sans aucune ressource financière à part les adhésions à prix libre, *Tido* n'a jamais rémunéré ses contributeurs, le travail étant complètement bénévole. Héritant une culture d'innovation et d'entrepreneuriat de Singa, le média a souhaité créer un espace complètement nouveau et inclusif. Cependant, *Tido* n'a jamais revendiqué une posture journalistique.

3.2.2. Un détachement du journalisme classique

« Conférence de rédaction », « délais » et « *hard news* » sont des éléments du journalisme classique qui n'existent pas dans le vocabulaire de l'équipe de *Tido*. L'association se revendique en tant que « média », mais ses membres défendent très clairement une position de « non-journalistes ».

La principale raison de cela, c'est l'envie de faire participer le plus grand nombre. *Tido* n'a jamais eu l'ambition de devenir un journal ou de suivre les pratiques journalistiques classiques. Pour ce média, le plus important c'était de raconter des histoires différentes sur la migration et de faire collaborer des personnes réfugiées avec leurs récits.

²¹⁶ Les contributeurs de *Tido* sont majoritairement des femmes : elles sont au nombre de 31, alors que les hommes sont 19 dans le corpus.

3.2.2.1. Une ligne éditoriale inspirée des « histoires différentes sur la migration »

L'ambition de *Tido* de « changer les perceptions publiques et les termes du débat autour de l'asile et des migrations » s'est accompagnée d'une ligne éditoriale précise : raconter des histoires différentes ou différemment sur le sujet²¹⁷. Emma Broughton nous a expliqué ce que cela voulait dire concrètement :

« On essaye de ne pas trop raconter d'histoires de traversée en bateau, des difficultés administratives, qui sont vraiment les deux récits les plus répandus, et on essaye de ne pas parler de la question migratoire comme une question sécuritaire, de sécurité nationale etc. Concrètement, cela veut dire qu'on essaie de raconter des histoires qui parlent vraiment des personnes, de leurs parcours, de leur individualité, de leurs rêves, de leurs projets. [...] Les récits tragiques qu'on entend partout, on les accepte dans *Trait d'Union* [*Tido*] s'ils sont écrits par des personnes qui les ont vécus, parce que la parole des personnes réfugiées / migrantes n'est pas assez entendue. Trop souvent on parle à leur place. Donc si quelqu'un arrive et nous dit "je veux raconter mon calvaire dans la Méditerranée", en vrai c'est son histoire, c'est comme ça qu'il l'a vécu et donc il mérite d'être entendu²¹⁸ ».

La ligne éditoriale, les activités et les valeurs défendues par ce média associatif ont été enregistrées dans un livret à destination des contributeurs. La ligne éditoriale est ainsi décrite : « Notre objectif est de [...] privilégier des histoires et des narrateurs que l'on entend peu, et déconstruire les idées reçues dans notre vocabulaire et notre façon d'écrire²¹⁹ ». Parmi les recommandations pour les rédacteurs, quatre types de récits sont à éviter :

- « - Récits de "réfugiés menace" ;
- récits de "réfugiés victimes" : pas de misérabilisme ;
- récits de parcours pour arriver en France ;
- récits de galère à l'arrivée en France.

Et ce, sauf si le récit en lui-même est raconté par une nouvelle personne arrivante. Dans ce cas, le récit est accepté tel quel, parce que la parole des personnes migrantes, le fait d'être maître de son récit, est un cas de figure minoritaire, voire inexistant, dans le débat public sur les migrations. Il y a donc une utilité à relayer cette parole / ce type de récit – c'est un récit différent.

Ceci ne veut pas dire qu'on ne peut pas parler des galères, souffrances, questionnements des personnes qui migrent. Il n'y aurait aucun intérêt à ajouter une forme de censure à l'invisibilité des récits !

²¹⁷Tido. *Le guide du bénévole*. Accessible à l'adresse <https://drive.google.com/file/d/1KUbg9HgSEBoQ9-dHnBzTCKZV6szFrPn3/view?usp=sharing>, consulté le 10 août 2020, p.4.

²¹⁸ Broughton Emma, *op. cit.*

²¹⁹Tido. *Le guide du bénévole*, *op. cit.*, p.6.

Ce qui est important c'est 1/ de se demander si les difficultés que l'on relate sont une projection personnelle, ou si elles sont exprimées directement par la personne interrogée, auquel cas on l'indique en mettant des guillemets, et 2/ que le récit ne soit pas uniquement un récit de "réfugié victime", de galère administrative, de traversée. Et 3/ cette ligne éditoriale est mouvante, toujours en construction, et donc ouverte à la contradiction²²⁰».

De cette ligne éditoriale se dégagent cinq rubriques : *Academia*, *Acteurs du changement*, *Humans of Movement*, *Revue de presse* et *Vu d'ailleurs*. Dans la rubrique *Academia*, on publie des synthèses d'articles scientifiques vulgarisés traitant de la question de l'asile, en plus de fiches techniques déconstruisant certains thèmes. Dans *Acteurs du changement*, on met en lumière des acteurs participant à changer la façon dont on accueille les personnes réfugiées, sous la forme d'interviews. Des « portraits de personnes pour qui la migration n'est pas perçue comme un problème » sont publiés dans la rubrique *Humans of Movement*. Dans la *Revue de presse*, on trouve une sélection thématique d'articles rapportant des projets et initiatives innovantes sur l'accueil des personnes réfugiées. Enfin, dans la rubrique *Vu d'ailleurs*, on fait un tour d'horizon de l'accueil des personnes réfugiées dans d'autres régions du monde²²¹.

Les contenus sont réalisés en français par défaut. Certains textes et vidéos ont été occasionnellement traduits en anglais, arabe, swahili et ture, en fonction de l'opportunité et de la disponibilité de contributeurs maîtrisant une deuxième langue.

3.2.2.2. Un modèle horizontal et collaboratif de production de l'information

Le fonctionnement de *Tido* dans le quotidien consistait à réunir les contributeurs une fois toutes les deux semaines pour présenter le projet aux nouveaux intéressés et faire le point avec les participants sur les contenus produits et à produire. Chacun était invité à proposer des idées de sujets pour toutes les rubriques, dans un modèle plutôt horizontal de contribution.

Ce modèle horizontal permet, d'une part, de laisser le choix et la production des sujets libres à l'imagination des participants, et, d'autre part, de recruter de nouveaux contributeurs sans réaliser une sélection stricte. En effet, la particularité de *Tido* par rapport à *Infomigrants* et *Guiti News*, comme nous le verrons plus tard, est son ouverture à la participation de n'importe quelle personne :

²²⁰ Tido. *Le guide du bénévole*, op. cit., p.10.

²²¹ *Ibid*, p. 11.

les contributeurs sont rarement des journalistes, et aucune expérience préalable dans les médias est demandée pour pouvoir participer au projet.

À de rares occasions, notamment au début du projet, l'équipe s'est associée à un média ou à une école de journalisme pour réaliser des contenus spéciaux. C'est notamment le cas de la réalisation d'une édition spéciale de *Libération* appelée « *Libé des réfugiés* », publiée le 7 mars 2017. Cette édition spéciale a été « entièrement réalisée par des réfugiés, qui d'habitude, n'ont pas la parole²²² ». Les participants de cette édition ont été des journalistes, mais pas uniquement. La plupart étaient membres de Singa, comme Rooh Savar, journaliste iranien ayant résidé à la Maison des Journalistes et occupant la présidence de Singa depuis 2018. Mortaza Behboudi, cofondateur de *Guiti News*, a également participé à cette édition spéciale.

À part ce projet spécifiquement lié au journalisme, les contenus de *Tido* sont beaucoup plus libres. Lors d'une réunion de bienvenue, quelques indications sont données aux nouveaux participants concernant le fonctionnement de l'association et la ligne éditoriale du média, mais ils sont complètement autonomes pour réaliser les sujets de leur choix. L'accompagnement de la part des autres membres de l'association est minimal, même si tous les textes sont relus et corrigés avant la publication pour « éviter la reproduction de clichés et automatismes », comme le précise Emma Broughton²²³.

La flexibilité dans la participation et le manque de rémunération expliquent peut-être le grand nombre de contributeurs dans le temps. Nous avons analysé 51 textes de 2016 à 2020, qui ont été écrits par 50 auteurs différents, individuellement, en binômes ou en groupes.

3.3. GUITI NEWS ET L'AMBITION DE RÉINSÉRER DES JOURNALISTES EXILÉS EN FRANCE

Guiti News est un média associatif en ligne spécialisé dans la migration. L'association a été créée en juillet 2018 par un groupe de journalistes français et étrangers, à l'initiative de l'Afghan Mortaza Behboudi. Les premiers contenus ont été publiés en janvier 2019.

²²²Libération, « Libé des réfugiés, le documentaire ». *Dailymotion*, 2016. Accessible à l'adresse <https://www.dailymotion.com/video/x5kavn8>, consulté le 10 août 2022.

²²³Broughton Emma, *op. cit.*

Une des raisons de la création de *Guiti News* a été le souhait de favoriser la réinsertion des journalistes exilés en France et éviter le déclassement professionnel. Faire travailler des binômes de journalistes français et de journalistes réfugiés a été le format choisi, permettant aux exilés de reprendre (ou d'apprendre) le métier.

Selon les cofondateurs Mortaza Behboudi et la française Nina Gheddar, *Guiti News* s'adresse à un public français qui se considère mal informé au sujet de la migration. Les contenus sont publiés sur un site dédié²²⁴ et ensuite partagés sur *Facebook*, *LinkedIn*, *Instagram* et *Twitter*.

Présent exclusivement sur internet, le média a été lancé originellement en français. Une branche anglophone a été lancée à l'été 2020 grâce à l'implication de trois bénévoles basées en France, en Angleterre et en Allemagne. La page anglophone sur leur site internet compte des textes en anglais écrits notamment par des bénévoles vivant ailleurs qu'en France, ou bien traduits d'articles originellement écrits en français.

En 2019, *Guiti News* a été un des lauréats des Prix francophones de l'innovation dans les médias, décernés par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le média a remporté 3 500€ avec la troisième place. La même année, la CPPAP (Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse) reconnaît la qualité de service de presse en ligne (SPEL) pour *Guiti News*. Le média est adhérent du Syndicat de la Presse Indépendante d'Information en ligne (Spiil) depuis 2019.

Guiti News bénéficie, depuis 2019, de plusieurs aides financières de différents bailleurs publics et privés, entre autres : le ministère de la Culture via la Bourse à l'émergence (50 000€), la Fondation Porticus du Pays-Bas (205 000€), la Fondation Amnesty International France (24 000€) et le Fonds pour une presse libre de Mediapart (15 000€). *Guiti News* revendique une « indépendance totale », raison pour laquelle le média ne reçoit pas de revenus publicitaires.

Les ressources financières mentionnées ont permis au média d'embaucher dès l'été 2020 trois salariés. À la rentrée 2021, l'équipe avait déjà cinq salariés, y compris la rédactrice en chef, Nina Gheddar. Cependant, *Guiti* se compose majoritairement de bénévoles : journalistes, étudiants, dessinateurs et photographes de tous horizons. Le mélange entre Français et réfugiés dans l'équipe a

²²⁴ <https://guitinews.fr/>

inspiré l'auto-intitulé de « premier média en ligne grand public offrant un double regard franco-réfugié sur les grands thèmes de notre société²²⁵ ».

3.3.1. Un média « franco-réfugié »

« Le monde et ce qui l'entoure. C'est la traduction littérale de *guiti* en perse. Et c'est bien l'identité de ce média qui s'est constitué autour de rencontres diverses, loufoques parfois : dans un squat à Athènes, dans une soirée poésie à Paris, ou encore à la maison des journalistes qui accueille des professionnels exilés²²⁶ ». C'est comme ça que *Guiti News* présente l'origine de son nom particulier sur son site internet. Ce nom a été choisi par Mortaza Behboudi, le journaliste afghan à l'initiative du projet. En effet, comme nous l'avons vu, Mortaza Behboudi a vécu pendant plusieurs années en Iran avant de retourner en Afghanistan et ensuite demander l'asile en France.

C'est pendant sa résidence à la Maison des journalistes qu'il a eu l'idée de créer un média afin de « croiser les regards sur l'actualité ». Pour bien marquer son originalité, l'équipe du projet décide de s'auto-définir un média « franco-réfugié », malgré la confusion entre les termes « franco », qui renvoie à la nationalité française, et « réfugié », qui renvoie à un statut administratif.

3.3.1.1. Un journaliste réfugié afghan à l'origine du projet

« Il faut simplement leur donner la parole. On en parle souvent, en permanence. Je vais à plusieurs conférences et il n'y a aucun réfugié qui parle de son récit, de son histoire. Ça m'agace. On parle souvent des réfugiés, mais eux, ils ne parlent jamais. On donne la parole à des professeurs de la Sorbonne, pourquoi on n'invite pas [les réfugiés] eux-mêmes pour parler de leurs expériences dans les camps de réfugiés ?²²⁷ ».

Mortaza Behboudi a connu l'exil tôt. En 1996, à l'âge de deux ans, il déménage avec sa famille en Iran pour échapper au régime taliban nouvellement établi en Afghanistan. Il y retourne en 2010

²²⁵Guiti News, « Guiti : nm, signifiant le monde, l'univers, en perse ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/quest-ce-que-guiti-news/>, consulté le 11 août 2022.

²²⁶*Ibid.*

²²⁷Behboudi Mortaza Behboudi, *op. cit.*

pour obtenir son baccalauréat. À Kaboul, il travaille comme reporter et caméraman jusqu'en 2015, année où il quitte l'Afghanistan pour la France. Sa demande d'asile a été motivée par des menaces qu'il a reçues à la suite d'un reportage réalisé sur le marché de trafic d'opium en Afghanistan. Avec à peine 21 ans, il arrive en France et s'installe quelques mois après à la Maison des journalistes. Dans cet environnement partagé avec d'autres professionnels, Mortaza Behboudi a l'idée de créer un nouveau média.

Guiti News a ainsi été créé et développé au sein de la sphère associative. En effet, les journalistes exilés qui ont fondé l'association, et bien d'autres qui l'ont rejoint après, ont été ou sont toujours résidents de la Maison des journalistes. Pour cette raison, certains auteurs écrivent pour les deux médias, comme Thelma Chikwanha, Zaher Al-Zaher, Beraat Gokkus, Ibrahim Cheaib et Anderson D. Michel.

Mortaza Behboudi nous raconte que la création de *Guiti News* s'est faite non seulement pour redonner la parole aux réfugiés, mais pour contribuer à leur intégration en France :

« Dans les médias, je pouvais faire des piges, mais je n'arrivais pas à trouver un travail stable. Je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose. On ne peut pas aller travailler au McDo ou comme agent de sécurité. Tout de suite l'idée m'est venue de faire travailler des journalistes en binôme, d'avoir un modèle unique, ça veut dire, de ne pas faire comme les autres, de faire travailler ensemble des journalistes français et réfugiés. C'était quelque chose qui m'est venu automatiquement après tous ces problèmes, ça veut dire, dormir à la Maison des journalistes, ne pas avoir un travail... On pouvait écrire des articles pour le journal de la Maison des journalistes, je le faisais aussi, mais ce n'était pas payé. Donc l'idée est venue en janvier 2018, et puis après je suis allé rencontrer d'autres journalistes connus, comme Edwy Plenel et Pierre Haski. J'ai écrit le projet sur papier. Je suis allé les voir et ils m'ont dit "c'est un super projet, il faut que tu lances tout ça". Et j'étais tout seul. Petit à petit j'ai pu rassembler des gens et on a construit une équipe²²⁸ ».

En septembre 2018, juste après la création de l'association, *Guiti News* a rejoint l'incubateur de Singa, l'association au sein de laquelle *Tido* a été créé. Pendant six mois, le média a été accompagné pour le lancement de son site internet. C'était également dans le cadre de cet accompagnement que les premiers partenariats ont abouti. *Guiti News* a par ailleurs lancé une campagne de financement participatif et a enchaîné d'autres accompagnements auprès des partenaires de Singa, comme l'incubateur La Ruche à Paris.

²²⁸ *Ibid.*

La figure de Mortaza Behboudi en tant que journaliste réfugié ayant créé un média pour d'autres réfugiés lui a apporté une certaine reconnaissance. En 2019, il a été sélectionné pour le classement *Forbes 30 Under 30* dans la catégorie Médias et Marketing. Son portrait a été publié dans plusieurs médias, comme *Mediapart*, *Le Télégramme* et *La Croix*.

En décembre 2019, il quitte *Guiti News* et sa position en tant que président et directeur de publication à cause de conflits d'intérêts qui seront approfondis dans la partie III. Depuis, il travaille entre la France et l'Afghanistan en tant que journaliste pigiste pour *Arte* et *France 2*.

3.3.1.2. Entre Français et étrangers, une volonté de « croiser les regards sur l'actualité »

L'originalité de *Guiti News* se trouve dans la composition de son équipe : le média « présente uniquement des reportages réalisés par un binôme de journalistes, un journaliste français et un confrère exilé²²⁹ ».

Guiti News compte une vingtaine de membres, Français et étrangers, y compris des réfugiés statutaires. « Il y a différentes manières de dire, de faire des portraits, de faire parler les gens. Je crois que faire entendre ces voix-là, et de le faire en binôme, ça change beaucoup de choses. Déjà parce qu'on le fait rarement en binôme en France, à part quand c'est des enquêtes très longues. Faire avec des personnes immigrées c'est la richesse et aussi la difficulté²³⁰ », nous raconte la journaliste française Nina Gheddar, rédactrice en chef de *Guiti News* depuis 2019. Elle anime les conférences de rédaction hebdomadaires et coordonne les journalistes qui produisent du contenu pour le site, en plus d'être la première salariée de l'association, embauchée en juillet 2020.

Depuis ses débuts, *Guiti* a accueilli des journalistes de différents horizons, mais également des personnes non diplômées. Nina Gheddar nous a expliqué la composition de l'équipe et comment cela a influencé la manière de *Guiti News* de se présenter au grand public :

« Au départ, les personnes qui composaient l'équipe n'étaient que des journalistes réfugiés. Après il y a deux journalistes qui ne sont pas réfugiés, mais qui ont un parcours d'exil, de migration, assez compliqué. Il ne s'agit pas non plus d'enfermer les

²²⁹ *Guiti News*, « Guiti : nm, signifiant le monde, l'univers, en perse », *op. cit.*

²³⁰ Gheddar Nina, cofondatrice et rédactrice en chef chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 31 octobre 2019, dans un café à Paris.

gens dans cette étiquette-là. Ce terme nous fait beaucoup poser des questions. À titre personnel, cette appellation “franco-réfugié” me dérange, parce que c’est mettre une étiquette sur les gens. Après quelle est la spécificité de *Guiti* sinon celle-ci ? Donc c’est des choses pour expliquer ce qu’on fait. En tout cas c’est comme ça qu’on s’est affiché pour que les gens comprennent. Les binômes changent en permanence, pour comprendre les difficultés et les atouts de chacun²³¹ ».

La répartition homme-femme dans l’équipe est à peu près équilibrée, mais le média est peu divers en termes d’âge : la plupart de ses membres sont des adultes entre 18 et 35 ans.

Même si le but original était de proposer aux journalistes exilés un espace de reprise du métier, jusqu’en 2021, le média était plutôt flexible pour accepter la participation de personnes non diplômés et même sans expérience préalable dans le journalisme, comme c’était le cas d’Abdallah Hassan. Nina Gheddar nous raconte que la formation de ces journalistes a également fait partie de ses missions :

« Il y a deux personnes qui ont rejoint l’équipe qui ne sont pas journalistes de formation, mais que ça les intéressait, et qui sont super, très mobilisés, mais qui étaient demandeuses de cours en quelque sorte. Donc je leur donne des cours de journalisme en plus. La partie éditoriale me prend la moitié de mon temps. Après il s’agit de tout faire, de vérifier avec eux les informations, c’est moi aussi qui donne le feu vert pour la publication des articles. 15-25 % ça va être recherche de financement, rencontre avec des partenaires, faire du réseau, se faire connaître... 10 % c’est participer à des événements, conférences. Le reste c’est un côté un peu marketing et s’occuper aussi du “support technique”²³² ».

En 2021, avec assez de revenus pour rémunérer trois postes (rédactrice en chef, chargé de recherche de financements et coordinateur du réseau européen de médias indépendants), l’ouverture à la participation devient plus rigoureuse. Une sélection consistant à écrire un texte et faire un entretien avec la rédactrice en chef finit par privilégier des profils maîtrisant les techniques journalistiques.

Mais à part la production de textes, vidéos, photos et podcasts, le média s’est lancé dans deux autres domaines : l’éducation aux médias et à l’information et le développement d’un réseau européen de médias indépendants.

²³¹ Gheddar Nina, *op. cit.*

²³² *Ibid.*

3.3.2. Une activité journalistique diversifiée pour sensibiliser au-delà des frontières

À la différence de *Tido*, *Guiti News* a eu l'ambition de devenir un média journalistique de référence en ce qui concerne la migration. Avec plusieurs rubriques regroupées en cinq catégories (articles, entretiens, portfolios, vidéos et podcasts), *Guiti News* se rapproche du journalisme classique.

Cependant, inspiré de l'héritage de la Maison des journalistes, le média a également lancé une activité d'éducation aux médias et à l'information pour collégiens et lycéens, en plus de s'associer à des médias indépendants d'autres pays en Europe afin de produire et diffuser du contenu au-delà de la France.

3.3.2.1. Le volet éducation aux médias

Lancé en 2019, le volet éducation aux médias consiste en deux activités principales : l'intervention dans des établissements scolaires et universitaires, et la participation à des conférences. En 2020 et 2021, cette activité a été accélérée grâce aux soutiens financiers accordés par la Fondation Amnesty International France et par le Fonds pour une presse libre de *Mediapart*.

À la différence du programme Renvoyé spécial de la Maison des journalistes, le volet éducation aux médias de *Guiti News* se concentre notamment sur Île-de-France. Leur proposition est principalement de déconstruire les poncifs sur la migration et sensibiliser au phénomène des fausses informations tout en faisant participer les élèves avec des ateliers pratiques.

En 2021, un nouveau salarié a intégré l'association pour coordonner cette activité, concevoir les contenus pédagogiques avec les journalistes et « enfin, élaborer des partenariats avec un réseau d'associations pour travailler ensemble à la promotion d'un discours dépassionné de la migration²³³ ». Des ressources pédagogiques, y compris des vidéos, sont mises à disposition des associations partenaires ayant souscrit à l'offre de *membership* de *Guiti News*.

La fabrication de l'information et la déconstruction de stéréotypes font partie des sujets traités dans les ressources pédagogiques et les formations. Anderson D. Michel et Ibrahim Cheaib, deux

²³³Guiti News, *Rapport d'activités 2021*. Accessible à l'adresse https://drive.google.com/file/d/1UkiFcxX_tpgzVJQfZY2ZlduIkaqBKtUC/view?usp=sharing, consulté le 11 août 2022.

journalistes exilés résidant à la Maison des journalistes et participant activement à *Guiti News* ont contribué à la conception de ces contenus.

Au-delà de sensibiliser un public, le développement de l'activité d'éducation aux médias s'est aussi par un aspect économique. En effet, les aides, subventions et financements accordés à des médias concernent très rarement le volet éditorial. L'offre de formation permet à *Guiti News* d'avoir des ressources pour réaliser ses activités, obtenir du matériel informatique, mais également de rémunérer une partie de l'équipe de journalistes via les interventions. En effet, en 2021, chaque intervenant – Français ou réfugié – était rémunéré de 50€ de l'heure net, faisant une moyenne de 150€ par personne, par intervention. Les journalistes intervenant dans le volet éducation aux médias doivent avoir un statut d'auto-entrepreneur pour y participer.

Le rapport d'activités de 2021 de *Guiti News* fait état de 1 176 personnes touchées depuis 2020 via le volet formations.

3.3.2.2. Le réseau européen de médias indépendants

En 2020, avec le soutien de la Fondation Porticus, *Guiti News* lance une troisième activité : un réseau européen de médias indépendants ayant pour but de faire « un plaidoyer pour rendre ce récit [sur la migration] plus humain, rationnel et nuancé. Cela passe notamment par le choix des personnes interviewées et le bon usage des termes (migrant, demandeur.se d'asile ou réfugié.e ne recouvrent pas la même réalité)²³⁴ ».

En 2022, ce réseau de médias est composé par *Kohero* (Allemagne), *Solomon Mag* (Grèce), *Baynana* (Espagne) et *Nara* (Lituanie). Avec un souhait commun de « changer de narratif sur la migration », promouvoir le pluralisme dans les médias et intégrer des personnes exilées aux rédactions²³⁵, de cette collaboration résultent un certain nombre d'activités et contenus réalisés, notamment :

²³⁴ *Guiti News*, « Un réseau européen ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/un-reseau-europeen/>, consulté le 11 août 2022.

²³⁵ *Idem*.

- a) La création d'un manifeste, revenant sur la motivation de la création du réseau, les actions communes (production éditoriale, entraide, collaboration financière...) et le public visé (journalistes et professionnels des médias et jeunes citoyens européens).
- b) L'organisation par le réseau *Mediendienst Integration* d'un séminaire en septembre 2021, où *Guiti News* et *Solomon* ont rencontré des instituts de recherche, associations et médias travaillant autour de la migration, afin de mener une réflexion et faire évoluer leur stratégie en termes de plaidoyer.
- c) La réalisation de contenus en commun avec les autres rédactions. Cette activité étant timide, entre 2020 et 2021, seulement quatre articles ont été publiés sur le site de *Guiti News*. Ces reportages ont été diffusés en français, anglais, grec, espagnol, arabe et allemand²³⁶.

Le développement de ce réseau européen a été ralenti avec la crise de la Covid-19, de sorte que plusieurs activités ont été repoussées successivement. C'est le cas de la conception d'une identité graphique propre au réseau et de la création d'une page web entièrement dédiée, ces deux éléments n'étant toujours pas mis en place à l'été 2023.

À la différence du volet éducation aux médias, le réseau européen ne contribue pas à rémunérer les journalistes participants de *Guiti News*, même si l'activité peut compter sur une coordinatrice salariée à temps partiel.

La valeur ajoutée de ce réseau est notamment de visibiliser les activités de *Guiti News* en Europe, permettant également aux journalistes de saisir des opportunités de collaboration et de se projeter à l'international. En même temps, faire rencontrer des initiatives similaires dans d'autres pays permet à *Guiti News* de consolider une position en tant qu'acteur pour le changement du discours sur la migration.

3.4. INFOMIGRANTS ET L'URGENCE CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS

Lancé en mars 2017, *Infomigrants* se définit comme « un site d'information destiné à lutter contre la désinformation dont sont victimes les migrants où qu'ils se trouvent : dans leur pays d'origine,

²³⁶ Guiti News, *Rapport d'activités 2021*, op. cit., p. 14.

sur la route, ou déjà dans le pays où ils espèrent bâtir une nouvelle vie²³⁷ ». Cofinancé par la Commission Européenne, il s'agit d'un projet multiplateforme piloté par *France Médias Monde* (*France 24, RFI, MCD*), la *Deutsche Welle* et l'agence italienne *ANSA*.

Un communiqué de presse co-rédigé par la présidente de *France Médias Monde*, Marie-Christine Saragosse, le directeur général de *Deutsche Welle*, Peter Limbourg, et Giuseppe Cerbone, patron de *l'ANSA*, fait état de leur motivation pour lancer *Infomigrants* : « Pleinement conscients du drame humain qui se jouait, nous avons décidé d'unir nos expertises et nos missions communes de services publics européens à vocation mondiale afin d'offrir aux populations migrantes une information fiable reposant sur la crédibilité de nos médias²³⁸ ».

Infomigrants est une plateforme en ligne disponible en six langues (français, anglais, arabe, pachto, bengali et persan) et présente sur les principaux réseaux sociaux (*Facebook, Instagram, Twitter* et *YouTube*). À la différence de *L'Œil de la MDJ, Tido* et *Guiti News*, qui sont des structures à but non lucratif, *Infomigrants* fait partie d'un grand groupe médiatique public, et ceci change complètement la dynamique de la production éditoriale.

Tout d'abord, le fait d'être un projet rattaché au consortium *France Médias Monde, Deutsche Welle* et *ANSA* lui fait bénéficier d'un budget global assez important, à hauteur de deux millions d'euros en 2021. Ceci permet à toute l'équipe de journalistes d'être rémunérée, à la différence des autres médias étudiés qui sont composés dans leur majorité ou totalité de bénévoles.

Une deuxième différence concerne le profil des collaborateurs du média. Les journalistes travaillant pour *Infomigrants* sont tous des professionnels diplômés et/ou ayant de l'expérience dans le milieu médiatique. L'équipe est composée à la fois de Français et d'étrangers – y compris de réfugiés –, mais le but principal du média n'est pas de leur donner la parole. Il s'agit plutôt de s'adresser à eux afin de leur apporter de la « bonne information ».

En effet, la création d'*Infomigrants* a été motivée par un double constat : alors que les personnes réfugiées sont connectées avant, pendant et après le périple, les informations auxquelles elles ont

²³⁷ Infomigrants. « A propos ». *InfoMigrants*. Accessible à l'adresse <http://www.infomigrants.net/fr/about>, consulté le 12 juillet 2021.

²³⁸ Le Monde, « Trois médias européens lancent InfoMigrants, un site d'information pour les migrants ». *Le Monde*, mis en ligne le 30 mars 2017. Accessible à l'adresse https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2017/03/30/trois-medias-europeens-lancent-infomigrants-un-site-d-information-pour-les-migrants_5103197_3236.html, consulté le 22 août 2022.

accès ne sont pas toujours précises ou de qualité. Le besoin d'informations utiles lors du voyage ou en arrivant en Europe a été la raison principale de la création d'un des seuls grands médias d'actualité dédié exclusivement à la migration.

À part le cas d'une partie de journalistes ayant déjà vécu l'exil, la contribution des personnes réfugiées à *Infomigrants* se fait de manière indirecte. Elles peuvent fournir à la fois des informations utiles lors du voyage via les réseaux sociaux ou partager avec le média leurs récits personnels. Ces informations et témoignages sont repris et édités par le média avant d'être publiés.

3.4.1. La précision de l'information, un besoin

La création d'*Infomigrants* n'a pas la même raison d'être que celle des trois autres médias étudiés. D'une part, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* sont des médias souhaitant s'adresser à un public français, que ce soit pour promouvoir les libertés d'expression et de la presse, pour mieux informer le public sur les enjeux de la migration ou pour apporter un nouveau regard sur l'asile afin de casser des stéréotypes sur les personnes réfugiées.

D'autre part, à la différence des autres médias, *Infomigrants* souhaite s'adresser principalement au public réfugié. L'enjeu de la création d'*Infomigrants* a été notamment journalistique, étant un projet créé dans un contexte de profusion d'informations fausses ou imprécises pouvant nuire le parcours migratoire des personnes souhaitant rejoindre l'Europe. La création de ce média – pour une durée encore indéterminée – au sein du groupe *France Médias Monde* s'est faite de manière structurée à partir d'une commande de la Commission Européenne. La raison d'être de ce média n'est ni militante, ni solidaire, mais purement informative.

Tout a commencé avec une enquête de Marie Gillespie *et al.* sur l'accès à l'information pendant le parcours d'exil, initiée en septembre 2015, dans un contexte de forte émotion à la suite de la mort d'Aylan Kurdi. Cette enquête a constaté que les réfugiés sont connectés, mais que les sources d'informations fiables sont rares²³⁹.

²³⁹ Gillespie Marie, Ampofo Lawrence, Cheesman Margaret, Faith Becky, Iliadou Evgenia, Issa Ali, Osseiran Souad, Skleparis Dimitris. *Mapping Refugee Media Journeys: Smartphones and Social Media Networks*. 2016. Accessible à l'adresse https://www.open.ac.uk/ccig/sites/www.open.ac.uk/ccig/files/Mapping%20Refugee%20Media%20Journeys%2016%20May%20FIN%20MG_0.pdf, consulté le 5 novembre 2022, p. 5.

3.4.1.1. Le constat d'un parcours migratoire connecté

Le HCR estime que plus des deux tiers des ménages de réfugiés vivant en milieu urbain ont accès à un téléphone compatible Internet²⁴⁰, ce qui est le cas pour la plupart des migrants forcés en Europe. Pourtant, même si cela semble évident dans un monde hautement technologique, et sachant que la plupart des réfugiés arrivant en Europe viennent de zones urbaines, percevoir les réfugiés comme des personnes connectées ne va pas de soi face aux représentations et cristallisations de l'image du réfugié comme un « être misérable ». En effet, comme l'illustre l'exemple rapporté par Koen Leurs, les politiciens, les médias et les utilisateurs extrémistes des médias sociaux ont qualifié les migrants forcés syriens portant des smartphones ou prenant des selfies à leur arrivée sur les côtes grecques de faux demandeurs d'asile²⁴¹.

Les réfugiés, cependant, sont de plus en plus connectés. La Délégation ministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés du ministère de l'Intérieur estime que 90 % des réfugiés en France (sur un échantillon de 458 répondants) possèdent un smartphone et 80 % se connectent tous les jours à internet²⁴². Ils se servent du numérique pour communiquer avec leurs proches, s'informer des actualités de leurs pays d'origine ou de leur pays d'accueil, se divertir ou trouver des informations pratiques pour mener à bien leur vie dans une nouvelle société.

L'enquête réalisée par Marie Gillespie *et al.* en collaboration avec l'université britannique *Open University* et *France Médias Monde*, entre septembre 2015 et avril 2016, concernant l'usage numérique des personnes réfugiées pendant le périple vers l'Europe, a été révélatrice. Cinquante-trois personnes réfugiées, essentiellement Syriens et Irakiens vivant en France, ont été interviewées.

Tout d'abord, on constate que les smartphones et la connectivité numérique sont essentiels pour les réfugiés en quête de protection et de sécurité en Europe, mais ils comportent également des risques pour eux. Leur recherche a identifié, en effet, une grande lacune dans l'accès à des informations

²⁴⁰ UNHCR. *Connecting refugees: How internet and mobile connectivity can improve refugee well-being and transform humanitarian action*. United Nations Higher Commissioner of Refugees, 2016. Accessible à l'adresse <http://www.unhcr.org/5770d43c4>, consulté le 18 août 2022.

²⁴¹ Leurs Koen, "Communication rights from the margins: politicising young refugees' smartphone pocket archives". *The International Communication Gazette*, vol. 79(6-7), 2017, pp. 674-698, p. 680.

²⁴² Vermeulin Chloé, Giner Clotilde, *Enquête sur les usages numériques des personnes réfugiées*. Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, 2021. Accessible à l'adresse <https://accueil-integration-refugiés.fr/wp-content/uploads/2021/06/02-05-2021-enquete-V5.pdf>, consulté le 22 août 2022.

numériques pertinentes, fiables et opportunes aux réfugiés pendant leur voyage et à leur arrivée dans le continent.

Par ailleurs, les gouvernements et les salles de rédaction en Europe ne parvenaient pas à fournir ce dont les réfugiés ont besoin, à cause de la crainte d'être perçus comme facilitateurs de tentatives de demande d'asile en Europe. Les réfugiés étaient ainsi obligés de s'appuyer sur des sources d'information alternatives, souvent non vérifiées et peu fiables, diffusées sur les réseaux sociaux, en particulier des passeurs²⁴³.

Naturellement, les caractéristiques démographiques, les positions idéologiques, les compétences linguistiques, sociales et culturelles et les formes de littératie et d'accès numériques sont des facteurs ayant vocation de façonner les différents usages. Les personnes interviewées ne possédaient pas toutes de smartphone, mais la plupart y avaient accès et pouvaient bénéficier d'un usage partagé et collectif lors de leurs déplacements. Les réfugiés ont souvent qualifié leur smartphone en tant que lieu de connexion, de réconfort et de socialité²⁴⁴. Lorsqu'ils ont décrit le rôle des smartphones dans leurs voyages vers l'Europe, les répondants réfugiés ont souligné que les smartphones étaient essentiels pour leur mobilité, leur localisation et leur sécurité²⁴⁵.

Pourtant, selon l'enquête, les réfugiés étaient exposés à beaucoup de désinformation (mensonges), de mésinformation (informations inexactes), de fausses rumeurs et de théories du complot via les réseaux sociaux ; cela rendait leurs déplacements encore plus précaires.

Le rapport de Marie Gillespie *et al.*, mettant en évidence un manque criant de nouvelles et d'informations pertinentes, fiables et opportunes pour le public réfugié²⁴⁶, a formulé une recommandation à la Commission européenne de prendre l'initiative et d'aider les États et les organisations à remplir leurs obligations de fournir des informations vitales et opportunes pour les personnes réfugiées²⁴⁷.

²⁴³ Gillespie Marie, Ampofo Lawrence, Cheesman Margaret, Faith Becky, Iliadou Evgenia, Issa Ali, Osseiran Souad, Skleparis Dimitris. *Mapping Refugee Media Journeys: Smartphones and Social Media Networks*. 2016. Accessible à l'adresse https://www.open.ac.uk/ccig/sites/www.open.ac.uk/ccig/files/Mapping%20Refugee%20Media%20Journeys%2016%20May%20FIN%20MG_0.pdf, consulté le 5 novembre 2022, p. 5.

²⁴⁴ Gillespie Marie, Osseiran Souad, Cheesman Margie, "Syrian Refugees and the Digital Passage to Europe: Smartphone Infrastructures and Affordances" *Social Media + Society*, 2018. Accessible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2056305118764440>, consulté le 5 novembre 2022, pp.3-6.

²⁴⁵ *Ibid.*, p.7.

²⁴⁶ *Ibid.*, p.3.

²⁴⁷ Gillespie Marie *et al.*, *Mapping Refugee Media Journeys: Smartphones and Social Media Networks*, *op. cit.*, p. 5.

Enfin, en plus de mettre en lumière la nécessité des personnes réfugiées d'accéder à des informations précises et utiles, l'enquête de Marie Gillespie *et al.* a contribué au financement par la Commission européenne d'une nouvelle plateforme numérique mobile – au départ en arabe, anglais et français – sur les médias sociaux pour, avec et par les réfugiés appelée *InfoMigrants.net*²⁴⁸.

3.4.1.2. La création d'un média en plusieurs langues pour « expliquer l'Europe »

« Quand on décide d'écrire un article, il faut garder en tête si cet article va être utile pour un migrant ou pour un potentiel migrant. Il faut que ce soit intéressant pour les migrants. [La ligne éditoriale correspond à] donner des informations intéressantes aux personnes, soit avant de migrer, soit pendant la migration, soit après²⁴⁹ ».

Mousa Tawfiq est pigiste chez *Infomigrants* depuis 2019. Ce journaliste palestinien nous parle du quotidien dans le média et comment la notion d'utilité de l'information est nécessaire et déterminante pour l'existence du média : « *Infomigrants* n'est qu'un projet qui peut finir dans deux ans ou trois ans. C'est un projet, ce n'est pas un média qui va rester pour toujours²⁵⁰ ».

En effet, la création d'*Infomigrants* est venue combler un besoin d'accès à des informations fiables pour les personnes réfugiées, comme nous l'explique Amara Makhoul, une journaliste française d'origine syrienne qui occupe la position de rédactrice en chef de la rédaction basée à Paris d'*Infomigrants* depuis le début du projet :

« La ligne éditoriale est un peu particulière. C'est un média qui s'adresse aux migrants dans le but de les informer, c'est-à-dire, fournir des informations qu'ils n'ont pas ou dont l'accès est difficile. *Infomigrants* est né du constat que les migrants prenaient des risques pour leur vie pour venir en Europe. S'ils étaient bien informés, ils ne prendraient pas autant de risques. Le problème c'est qu'ils ne font pas confiance aux médias, parfois parce qu'ils viennent de pays où les médias ne sont pas libres, ou alors parce qu'ils n'ont pas reçu d'éducation aux médias et ils ont tendance à croire au bouche-à-oreille, aux publications dans les réseaux sociaux... Et puis, surtout, tout ce que leur racontent les passeurs, sont en partie des mensonges. La mission d'*Infomigrants* est d'informer les migrants, tout en déconstruisant les discours de *fake news* et les infox des passeurs²⁵¹ ».

²⁴⁸ Gillespie Marie *et al.*, “Syrian Refugees and the Digital Passage to Europe: Smartphone Infrastructures and Affordances”, *op. cit.*, p. 3.

²⁴⁹ Tawfiq Mousa, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 7 mars 2020, par visioconférence.

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ Makhoul Amara, rédactrice en chef chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 9 mars 2020, par téléphone.

Bien les informer consiste à, d'une part, traiter des risques des traversées maritimes ou terrestres et, d'autre part, les éclairer sur les enjeux de la migration et la vie en Europe, tout en faisant attention à la pertinence de l'information, comme le souligne la rédactrice en chef :

« Le dénominateur commun c'est l'utilité, on va publier des infos utiles. C'est-à-dire qu'on ne va pas traiter de discours politique en Iran, on ne va pas traiter de discussions stériles de ministres à Bruxelles. On ne traitera que s'il y a une loi qui change, on va parler de ça de façon très pédagogique et pratique, en disant "voilà, telle était la situation et maintenant elle sera comme ça", par exemple. Et même dans les témoignages, il a toujours une information utile à traiter ou que racontera le migrant. Par exemple "quand je suis passé là, j'ai vu ça, j'étais mis en prison, j'étais mis en rétention, telle association m'a aidé", voilà. On va toujours essayer d'avoir quelque chose de concret à livrer au lecteur²⁵² ».

Le contenu d'*Infomigrants* va être décliné en quatre principales rubriques : Actualités, Grand angle (reportages), Comprendre l'Europe (décryptage et informations pratiques) et Témoignages. Selon la langue et en fonction du public, le contenu sera adapté, comme l'explique Amara Makhoul :

« On ne va pas forcément faire le même contenu dans toutes les langues. En français on a très bien identifié notre audience. En français, par exemple, ce sont les Africains de l'Afrique de l'Ouest, et ils vont être assez peu intéressés par les problématiques qui concernent les réfugiés syriens ou les réfugiés afghans²⁵³ ».

Bien évidemment, certaines thématiques seront traitées dans toutes les langues. L'interaction – notamment en ligne – avec le public cible permet à *Infomigrants* de définir les sujets à traiter.

3.4.2. Un média numérique en dialogue avec son public cible

Créé et développé exclusivement en ligne, *Infomigrants* prête attention à un public connecté. Via les réseaux sociaux, le média est en constant dialogue avec les lecteurs afin de s'informer sur ce qui se passe sur le terrain et recueillir des témoignages. Ceci est la manière principale de faire participer les personnes réfugiées au média, car, même si une partie de l'équipe des journalistes est d'origine étrangère, les personnes ayant vécu l'exil y sont minoritaires.

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ *Ibid.*

3.4.2.1. La production de l'information en interaction avec les sources en ligne

L'ambition de toucher directement le public réfugié s'est accompagnée du défi de ne pas atteindre d'autres publics à leur place. Leslie Carretero est une journaliste française travaillant chez *Infomigrants* depuis le début du projet. Ayant accompagné les premières actions du média, elle en témoigne : « On n'avait pas envie d'atteindre les militants ou les [acteurs] associatifs, même si c'est bien de les atteindre. On avait un peu peur qu'en France ce soient eux qui nous lisent. Et en fait on a remarqué qu'avec le temps on recevait souvent des messages de migrants sur *Facebook* qu'on arrivait à atteindre²⁵⁴ ».

Le premier défi a été relevé. Selon Amara Makhoul, il est possible d'identifier que les lecteurs d'*Infomigrants* sont souvent des « personnes en transit » :

« En français on est lu en France, on sait que c'est par des personnes migrantes ou de la communauté. On est lu également en Belgique, au Sénégal, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, par exemple. En arabe on est lu en Turquie, au Liban, en Irak, et également en Allemagne. Ça c'est assez intéressant, ça montre vraiment que c'est des réfugiés arabophones en Allemagne qui nous lisent. Il se trouve aussi qu'on est lu en dari et en pachto en Turquie, donc ça montre que ce sont des personnes en transit qui nous lisent. Et puis en Afghanistan évidemment on fait les deux langues, et au Pakistan on est lu en pachto aussi²⁵⁵ ».

Ces lecteurs jouent un rôle important dans le choix des sujets et des formats utilisés dans *Infomigrants*, même si leur participation est indirecte. « On a un réseau participatif qui est très important. Les migrants nous envoient des messages pour qu'on raconte leurs histoires, leurs parcours. Ils nous font des témoignages et on va vérifier leurs histoires et les publier après²⁵⁶ », nous explique Amara Makhoul.

Charlotte Oberti, journaliste française travaillant à la fois pour *Infomigrants* et *France 24* depuis 2019, illustre comment les formats varient en fonction de l'histoire reçue. Elle donne l'exemple du parcours de Marianne, une femme ivoirienne qui a été séquestrée en Libye et exploitée sexuellement :

« Marianne a contacté la rédaction par *Facebook*, donc au début ils ont écrit un article sur elle, et ils sont restés en contact avec elle pendant 2 ou 3 mois. En fait, elle envoyait des messages à *Infomigrants* depuis la maison dans laquelle elle était séquestrée. Elle se

²⁵⁴ Carretero Leslie, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 13 juillet 2020, par visioconférence.

²⁵⁵ Makhoul Amara, *op. cit.*

²⁵⁶ *Ibid.*

faisait violer tous les jours, elle est tombée enceinte de son violeur. C'est à *Infomigrants* qu'elle a dit qu'elle pensait être enceinte. C'est *Infomigrants* qui lui a donné quelques petits conseils pour être sûr qu'elle était enceinte. Après elle a fait une fausse couche. Et l'histoire est devenue tellement importante et singulière qu'ils ont décidé de faire ce format "*news sketching*" qui est singulier aussi, pour montrer que c'était pas un article comme les autres, pour donner plus d'importance et de visibilité à cette histoire. Les formats évoluent vraiment en fonction de ce qu'on considère pertinent et de l'impact qu'on veut donner à l'histoire²⁵⁷ ».

Le format « *news sketching* » mentionné par Charlotte Oberti correspond à des vidéos en dessin. Il s'agit d'un exemple de nouveau format adopté par ce média pour dynamiser et raconter les histoires. Elle complète :

« On prend la liberté même dans nos articles. Par exemple, je suis allée assister à une audience avec un avocat et j'ai décidé de faire l'article en verbatim, comme un dialogue. Chez *France 24* on ne fait pas ça parce que c'est un peu hors norme, mais chez *Infomigrants* on en a parlé et on s'est dit qu'on ferait ça, l'originalité des formats²⁵⁸ ».

Selon Charlotte Oberti, cette liberté et les possibilités ouvertes à *Infomigrants* résultent d'une équipe structurée et spécialisée :

« Pour les sujets un peu plus dans l'actualité, on a plus de moyens que les rédactions généralistes. En général, elles ont une personne qui suit des migrations, s'ils en ont. Dans notre rédaction en français on est quatre avec Amara, constamment, tous les jours. On produit plus, on peut mieux suivre, on a des infos de premier plan, comme le fait qu'on garde contact avec les sources. Nous recevons beaucoup de témoignages sur *Facebook* parce qu'on est facilement identifiable comme un site d'informations pour migrants, donc je pense que si un migrant veut parler de quelque chose, il va peut-être voir plus de facilité à envoyer un message à *Infomigrants* qu'à d'autres rédactions par exemple. On a plus d'histoires, je pense, personnelles. On fait plus de reportages²⁵⁹ ».

Ce contact direct avec le public à qui ils souhaitent s'adresser converge avec les observations de Marie Gillespie *et al.* sur le fait qu'une partie des personnes réfugiées est bien connectée et qu'elles accèdent à des sources d'actualités internationales via les médias sociaux et les applications de flux d'actualités. Les réfugiés se connectent via *Facebook* principalement pour communiquer avec leur famille et leurs amis, mais également avec des militants, ONG, journalistes d'investigation, commentateurs politiques, intellectuels publics et participants à des débats controversés²⁶⁰.

²⁵⁷ Oberti Charlotte, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 9 janvier 2020, par téléphone.

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ Gillespie Marie *et al.*, *Mapping Refugee Media Journeys: Smartphones and Social Media Networks*, *op. cit.*, p. 13.

Le fait que les réfugiés participent indirectement au média vient peut-être compenser le fait que la majorité des journalistes qui travaillent dans le média n'ont pas vécu eux-mêmes l'exil.

3.4.2.2. Une équipe composée de journalistes français, étrangers et réfugiés

Infomigrants est un média réalisé en six langues : français, anglais, arabe, pachto, bengali et persan. Les équipes travaillant pour le média sont basées en France (dans le siège de *France 24*, à Issy-les-Moulineaux), en Italie et en Allemagne. Une rédaction a été constituée dans chaque langue, la française étant celle qui nous intéresse notamment.

Pour réussir à réaliser du contenu traduit et constituer six rédactions différentes, *Infomigrants* compte sur des journalistes natifs dans les langues concernées. Cela fait que, en général, le média connaît une grande diversité en termes d'origine au sein de ses équipes. En 2020, une douzaine de journalistes étaient basés en France, de même pour l'Allemagne. En Italie ils étaient deux, comme nous le précise Amara Makhoul :

« Dans l'équipe en France, on a des Français ; du côté arabophone on a un mélange de Syriens et Palestiniens. Dans le passé on a eu aussi des personnes du Maghreb, mais ils ne travaillent plus avec nous, pour des raisons juste personnelles. Nous cherchons toujours des pigistes. On ne cible pas selon le pays d'origine, ce qui compte c'est le profil du journaliste. Par exemple, je peux avoir des Marocains, des Algériens, des Tunisiens, sans aucun a priori. Donc c'est purement le hasard du recrutement qui fait qu'on s'est retrouvé avec une équipe moitié palestinienne, moitié syrienne en ce moment, sachant que par le passé il y avait également des Tunisiens et des Marocains. Sinon, pour les rédactions en dari et en pachto, c'est des journalistes afghans²⁶¹ ».

En France, les journalistes écrivent en français, anglais, arabe, dari et pachto. La composition de chaque équipe est variable. Nous observons, par exemple, que parmi les francophones, il y a trois permanents et plusieurs pigistes ; les journalistes dariphones et pachtophones sont pour la plupart basés en Allemagne. Certains journalistes plurilingues collaborent pour plus d'une rédaction.

Amara Makhoul précise que les réfugiés sont également présents dans l'équipe, bien qu'ils soient minoritaires : « Il y a à l'heure actuelle trois personnes réfugiées, et il y a au moins quatre personnes qui ont été réfugiées et ont acquis la nationalité française²⁶² ». C'est le cas de Wasi Mohsin,

²⁶¹ Makhoul Amara, *op. cit.*

²⁶² *Ibid.*

journaliste d'origine afghane naturalisé français. Basé en France, Mohsin coordonne la rédaction en persan, composée également de deux autres journalistes afghans basés en Allemagne.

Le fait que les journalistes maîtrisent plusieurs langues fluidifie les échanges et permet de vérifier facilement les informations obtenues de sources internationales. Cependant, on observe qu'aucun des journalistes qui écrivent en français pour *Infomigrants* est réfugié. Au contraire, quand un des journalistes d'une autre rédaction participe à la production de contenu en langue française, il le fait toujours aux côtés d'un journaliste français, comme nous le verrons plus en détails dans la partie II.

CONSIDÉRATIONS FINALES

L'Œil de la MDJ, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* sont quatre médias qui s'intéressent aux enjeux de la migration forcée et souhaitent donner la parole – directement ou indirectement – aux personnes réfugiées ou exilées.

Par leur ouverture à un public minoritaire et leurs logiques non commerciales de production d'information, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* pourraient prétendre être comparés à des médias dits « alternatifs » selon certaines caractéristiques, énumérées, à titre d'exemple, par Tony Harcup et Chris Atton :

- a) Le privilège de recourir, en tant que sources primaires, à des individus et des groupes « sans voix » qui ont tendance à être marginalisés au sein du journalisme grand public ;
- b) Un accent sur le contenu et les histoires qui renforcent la capacité des personnes « ordinaires » à faire des choses par elles-mêmes ;
- c) Une approche alternative pour contextualiser et expliquer les événements, utilisant souvent un langage très différent du courant dominant ;
- d) L'adoption de méthodes d'organisation incluant une invitation relativement ouverte aux lecteurs / publics à devenir des participants / producteurs et / ou des « reporters natifs », brouillant ainsi les frontières entre journaliste, source et public²⁶³ ;

²⁶³ Harcup Tony, *Alternative Journalism, Alternative Voices*. Routledge, London, 2013, pp.162-163.

- e) Des conditions économiques globales non-commerciales, sans une vraie préoccupation vis-à-vis de la concurrence directe avec la presse grand public ;
- f) Un engagement en faveur de la décentralisation et du partage des ressources ainsi que du potentiel éducatif et responsabilisant des méthodes employées pour construire les médias ;
- g) Une approche interactive, concernée par la vie quotidienne et les besoins ordinaires des gens, avec une organisation collective qui prétend inclure le lectorat dans la prise de décision ;
- h) Le remplacement de l'expert qui dépend de l'éducation formelle et de la professionnalisation par l'autodidacte, informellement qualifié souvent par l'expérimentation collective²⁶⁴.

Enfin, il est important de souligner que la question de la prise de parole des publics « subalternes » suppose une demande de participation à un dialogue, et comme telle, une nécessité d'être capable de se faire entendre²⁶⁵.

Un tel dialogue peut nécessiter une période de temps soutenue pour se développer et s'approfondir, comme le précise Tony Harcup, en citant Carol Gilligan : les personnes qui ne sont pas écoutées – attentivement, profondément, avec empathie – n'ont pas vraiment de voix même lorsqu'elles parlent, parce que les actes de parler et d'écouter sont si étroitement liés, « comme expirer et inspirer ». Harcup soulève alors le fait qu'il n'est peut-être pas suffisant de demander « Qui parle ? », mais de savoir « Qui est entendu ?²⁶⁶ ».

Dans un monde hyperconnecté, certains chercheurs, à l'image d'Ananda Mitra, cité par Tristan Mattelart, défendent que la capacité de s'exprimer – notamment sur le web – constitue en soi un atout :

« La voix ainsi élevée ne risque-t-elle pas d'être noyée dans les méandres du cyberspace ? Peu importe, répond Ananda Mitra : le fait même de s'exprimer constitue un apport d'importance pour les populations issues de l'immigration, il ne faut donc “pas trop se préoccuper de savoir si [leurs propos] sont entendus” (Mitra, 2005, p.378-379)²⁶⁷ ».

²⁶⁴ Atton Chris, *Alternative Media*, *op.cit.*, pp.51 et 153.

²⁶⁵ Bailey Olga, Georgiou Myria, Harindranath Ramaswami (ed.), *Transnational lives and the media : re-imagining diaspora*. Palgrave Macmillan, New York, 2007, p. 144.

²⁶⁶ Harcup Tony, “Listening to the voiceless : The practices and ethics of alternative journalism”, in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp. 313-323, p. 319.

²⁶⁷ Mattelart Tristan, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *tic&société*, vol. 3, n° 1-2, 2009. Accessible à l'adresse <http://ticetsociete.revues.org/600>, consulté le 5 novembre 2022, p.33.

Nous cherchons dans cette thèse à comprendre dans quelles conditions *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* proposent et éventuellement arrivent à donner la parole aux personnes réfugiées et par quels moyens ils y arrivent. Nous nous intéressons à la cohérence qui existe entre leur discours d'ouverture et de participation des réfugiés et leurs réelles pratiques au quotidien et comment cela se traduit en termes de représentations dans leurs textes. Ces conditions, moyens et discours peuvent (ou non) correspondre à certaines des caractéristiques citées dans ce chapitre.

On étudiera alors, dans la deuxième partie, quels sont les discours sur la migration soutenus par *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* et dans quelle mesure ces médias donnent-ils la parole aux personnes réfugiées, afin de comprendre, dans la troisième partie, les limites humaines, éditoriales et matérielles que rencontrent ces médias pour faire entendre la voix des personnes réfugiées et les reconnaître en tant qu'acteurs légitimes pour porter le discours sur la migration.

Partie II – Les représentations des réfugiés dans *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News*

Dans la partie I de cette thèse, des personnes ayant vécu l'exil ont donné leur avis sur ce qu'être réfugié veut dire. Leurs témoignages et expériences, exposés dans le premier chapitre, correspondent à des réalités parfois très disparates. Même si au niveau juridique et administratif les personnes réfugiées bénéficient d'une protection spéciale, l'intégration reste un défi, notamment dans le domaine professionnel. Les personnes interviewées ont révélé une difficulté spéciale d'exercer leur métier de journalistes en France et ont dénoncé des entraves et des discriminations subies à cause notamment de clichés répandus à l'égard des réfugiés.

Ces clichés ont fait l'objet de couvertures médiatiques de grands médias en France et en Europe. Nous avons étudié dans le chapitre 2 que la couverture médiatique négative, axée sur une image de la migration en tant que phénomène massif, a contribué à renforcer l'argument sécuritaire et la méfiance envers les étrangers. Les attentats de novembre 2015 n'ont fait qu'accentuer une crainte déjà existante depuis l'été de cette année-là, quand on parlait déjà de « vagues de migrants » et de « flux migratoires », comme bien le résume Laura Calabrese :

« Tout au long de l'année 2015, le mot [migrant] est associé dans le discours médiatique à des termes très négatifs tels que illégal, vague, flux, morts, ainsi qu'à des images de camps et de naufrages. Le discours politique se distingue par des associations de sens qui actualisent la métaphore du débordement [...]»²⁶⁸.

Les études réalisées à la suite de la « crise des migrants » ont révélé que les personnes réfugiées sont montrées dans les médias grand public en tant que sujets apolitiques, infantilisés et/ou dangereux, mais surtout en tant que sujets sans voix. On observe dans ce contexte une attention spéciale des médias sur les sujets liés à la migration, ainsi que la création de nouveaux médias spécialisés en la matière, dont certains souhaitant traiter « différemment » la migration.

Nous étudions ainsi *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News*. Ces médias, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, sont nés dans des contextes différents, mais avec des objectifs qui se rapprochent : traiter de sujets et enjeux concernant l'exil – que ce soit les causes profondes de la migration, comme les persécutions contre la liberté d'expression (*L'Œil de la MDJ*), les

²⁶⁸ Calabrese Laura. *op. cit.*, p.153.

mouvements migratoires en Europe (*Infomigrants*), les défis de l'intégration dans une nouvelle société (*Guiti News*) ou les apports des personnes réfugiées en France (*Tido*).

Réalisés par et/ou pour des personnes réfugiées, ces quatre médias proposent théoriquement de « redonner la parole » aux personnes réfugiées. L'importance d'étudier ces médias réside justement dans cette tentative de réappropriation du discours, qui passe, d'un côté, par la mobilisation de sources d'information réfugiées et, d'autre côté, par la présence de personnes réfugiées au sein de chaque rédaction, ce qui peut avoir une répercussion sur le traitement des sujets liés à la migration.

Nous partons ainsi de l'hypothèse que ces médias réorientent le traitement de la question migratoire vers la personne du réfugié / migrant forcé. Celui-ci est en effet placé au centre de la discussion dans les textes publiés dans les quatre médias. De plus, les représentations des personnes réfugiées dans ces médias ne sont pas forcément les mêmes que celles qu'offrent les médias traditionnels.

Stuart Hall²⁶⁹ comprend la représentation comme un système de production de sens dont le principe implique deux processus. Le premier est formé de représentations mentales, qui fonctionnent comme des cartes conceptuelles issues de la pensée et qui donnent du sens au monde. Le deuxième est la langue, en tant que véhicule à partir duquel les représentations sont traduites et organisées, jouant également le rôle de lien entre les cartes conceptuelles et les signes.

Pour le sociologue Pierre Bourdieu²⁷⁰, les représentations peuvent être à la fois mentales et objectives. Les représentations mentales sont les habitudes de perception, d'appréciation, de connaissance et de reconnaissance d'un sujet. Les représentations objectives se matérialisent dans des choses (livres, films...) ou des manifestations publiques visant à organiser ou manipuler les images mentales. Il faut considérer que pour Bourdieu, les représentations, qu'elles soient mentales ou objectives, sont inséparables des rapports de pouvoir, puisqu'elles ont la capacité de construire une réalité. Ainsi, les messages médiatiques véhiculent des croyances, des visions du monde et des idéologies mises à la disposition de leur public.

Teun A. van Dijk²⁷¹, quant à lui, ajoute encore une dimension à la notion de représentation : l'« autre représentation » (« *otherpresentation* », ou la présentation de l'autre), qui ferait opposition

²⁶⁹ Hall Stuart, "A centralidade da cultura: notas sobre as revoluções culturais do nosso tempo". *Educação & Realidade*, Porto Alegre, v. 22, nº2, p. 15-46, jul./dez, 1997.

²⁷⁰ Goellner René Luiz, "Representação". Em : Marcondes Ciro (org.), *Dicionário de Comunicação*, Edufba, Salvador, 2014, p.405.

²⁷¹ Van Dijk Teun A., *Elite discourse and racism*, op. cit.

à l'auto-présentation (présentation de soi-même). Cette « représentation de l'autre » dans les affaires impliquant des minorités ethniques dans les actualités suppose l'autre comme différent (par exemple, une population minoritaire, des étrangers, des cultures non occidentales, etc.). En ce sens, on observe la combinaison d'une présentation de soi positive et d'une « autre représentation » négative. L'exemple donné par l'auteur sur cette polarisation entre « nous » et « eux » est celui de la couverture des nouvelles du « tiers-monde » dans les actualités internationales, où on leur attribue souvent des caractéristiques négatives.

Pour vérifier et éventuellement prouver l'hypothèse d'un traitement plus humanisé de la part des quatre médias étudiés, en comparaison à ce qui a été établi dans la première partie du travail, nous allons analyser un total de 238 textes publiés entre 2016 et 2020, afin de comprendre si et/ou comment le contenu réalisé par les médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* crée de nouvelles représentations sur la personne du réfugié et lui offre de nouveaux moyens d'acquérir de la reconnaissance. Nous allons aussi analyser comment ces personnes, en tant que productrices d'information, contribuent à cela.

Pour l'analyse des textes, nous adoptons la même méthode de Rodney Benson²⁷², qui applique le concept de « cadres » ou « cadrage » (*framing*) de Robert Entman²⁷³. Ce dernier définit le *framing* comme un processus qui sélectionne certains éléments d'une réalité perceptible pour en faire une narration (ou un récit) spécifique, de façon à promouvoir une certaine interprétation. Le *framing* introduit ou met en évidence certaines idées, activant des schémas qui encouragent les audiences cibles à penser, à sentir et à décider d'une manière particulière. Quelques aspects de l'information sont mis en avant, de sorte que le récepteur comprend qu'il s'agit d'un sujet important, facilitant sa mémorisation. Quelques aspects de la réalité sont donc mis en lumière, tandis que d'autres éléments sont omis, ce qui amène les publics à avoir des réactions différentes²⁷⁴.

Comme mentionné dans le chapitre 2, Rodney Benson utilise le concept de cadre linguistique pour déterminer quelles représentations apparaissent le plus souvent dans la presse et la télévision française et étasunienne, grâce à la présence de mots ou d'expressions particuliers. Il en ressort dix cadres de l'immigration regroupés en « victime », « héros » ou « menace » (cf. section 2.2).

²⁷² Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*, op. cit.

²⁷³ Entman Robert. M., "Framing bias: media in the distribution of power", *Journal of Communication*, v. 57, 2007, pp. 163-173.

²⁷⁴ *Ibid.*

Nous inspirant de sa recherche, nous avons adapté les indicateurs discursifs de Rodney Benson à cette thèse, en ajoutant et en supprimant quelques informations. Il était important d'observer des cadres au-delà de ceux identifiés par l'auteur, pour deux raisons :

1/ L'objet de sa recherche est différent du nôtre. Alors que Rodney Benson étudie les journaux imprimés et les émissions de télévision de grande audience, nous analysons des sites web ayant une audience plutôt limitée ;

2/ Les médias analysés dans notre étude ont eux-mêmes déclaré avoir une approche « différente » de celle des médias grand public. Il était important donc de prêter attention aux cadres qui se trouvent en dehors de la dichotomie « bon » (héros) et « mauvais » (victime, menace) qui est traditionnellement présente dans la couverture des médias grand public sur la migration forcée.

Ainsi, dans cette étude nous ajoutons les cadres et sous-cadres suivants :

- a) Ajout du sous-cadre « martyr », dans le cadre « victime » : ici, nous observons le réfugié dans une position de souffrance à cause de son militantisme. En effet, le réfugié est un symbole de résistance, ayant souffert des persécutions, violences et/ou violations de droits humains et de libertés fondamentales en raison d'un soutien à une cause.
- b) Ajout du sous-cadre « empowerment », dans le cadre « héros » : ici, nous observons les réfugiés en tant qu'acteurs avec un regard critique sur les sujets traités ou en tant qu'experts d'un domaine spécifique.
- c) Ajout du cadre « neutre » et de trois sous-cadres : le cadre neutre, observé dans plusieurs textes des médias étudiés, comble un besoin de représenter la migration et le réfugié ni comme quelque chose de bon, ni comme quelque chose de mauvais. Nous avons donc introduit trois sous-cadres qui se trouvent dans ce spectre « neutre » : le sous-cadre « complexité » (les réfugiés ont des besoins complexes et particuliers), le sous-cadre « normalité » (les réfugiés sont des personnes normales comme toute autre personne) et « l'absence de cadre » (les réfugiés et la migration sont décrits sans jugements de valeur, n'ayant ni des caractéristiques positives, ni négatives).

Par ailleurs, nous avons décidé d'adapter certains termes utilisés par Rodney Benson :

- d) Le cadre « fiscalité » est ici appelé « politiques publiques ». En effet, Rodney Benson utilise le terme « fiscalité » dans le sens où les immigrants sont représentés comme un fardeau

économique pour les contribuables lorsqu'ils « abusent des programmes sociaux du gouvernement ». Nous pensons que ce terme peut être limitant et faire penser uniquement à la question du fisc (impôts). Nous adoptons plutôt le terme de « politiques publiques » car les personnes réfugiées et les étrangers en situation irrégulière peuvent être représentés comme un poids pour le pouvoir public – qui se traduira en dépenses publiques – lorsqu'ils utilisent les services publics ou que leur présence sur le territoire génère une demande de création de nouveaux services.

- e) Afin d'adapter les définitions des cadres à notre objet de recherche, nous avons remplacé le terme « immigrants » par « réfugiés » ; le terme « immigrant illégal » par « étranger en situation irrégulière » ; et le terme « non-immigrants » par « Français ».
- f) Enfin, nous avons adapté et enrichi plusieurs définitions des cadres, comme celle de « bon travailleur », pour ajouter la dimension entrepreneuriale.

Les indicateurs discursifs et les critères d'analyse utilisés pour cette étude sont précisés dans le tableau suivant :

Tableau 2. Les cadres de la migration forcée dans les médias *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News* (adaptés de l'étude de Rodney Benson)

Cadres (15)	Indicateurs discursifs	Critères d'analyse
Cadres « victime »		La présence d'un ou de plusieurs cadres de l'immigration dans les textes s'identifie notamment par : - Les mots / qualificatifs / expressions employés pour faire référence aux personnes réfugiées et aux migrations. - Le biais et les arguments utilisés pour délimiter / expliquer le problème traité. - L'utilisation d'éléments secondaires qui renforcent les représentations de chaque cadre (par
Economie Globale	L'immigration est une sous-partie du problème plus vaste du laissez-faire économique globalisé et du déséquilibre des relations Nord-Sud ; l'insécurité économique touche aussi bien les travailleurs locaux que les réfugiés.	
Humanitaire	Les réfugiés sont victimes de politiques gouvernementales injustes (violations de droits humains, procédures légales injustes) ou d'abus par les employeurs, ils souffrent de pauvreté, de difficultés d'accès aux soins, des risques liés au franchissement de frontières, etc. ; ou bien ils ont des difficultés à s'adapter à la société d'accueil.	
Discrimination	Les réfugiés sont victimes de propos ou de crimes racistes ou xénophobes ou encore de	

	discriminations fondées sur leur genre, leur origine nationale, ethnique/raciale, religieuse ou culturelle.	<p>exemple : photos, illustrations, vidéos, etc.)</p> <p>Pour chaque texte analysé, nous vérifions la présence ou l'absence de chacun des cadres, afin d'évaluer quelles sont les tendances de chacun des quatre médias.</p>
Martyre	Les réfugiés sont un symbole de résistance, ayant souffert des persécutions, violences et / ou violations de droits humains et de libertés fondamentales en raison de leur soutien à une cause / militantisme.	
Cadres « héros »		
Diversité culturelle	Les réfugiés enrichissent la société de différences positives, telles que de nouvelles cultures culinaires, ou bien des apports uniques des artistes réfugiés, musiciens, écrivains, etc.	
Intégration	Les réfugiés adoptent avec enthousiasme les modes de vie de la population générale et les obligations citoyennes qui vont avec.	
Bon travailleur	Les réfugiés travaillent dur, occupent des emplois que les citoyens français ne veulent pas ou ne peuvent pas occuper, ils contribuent à la prospérité économique et à la croissance du pays d'accueil. En plus, le réfugié peut être quelqu'un qui change positivement le paysage économique et / ou culturel du pays d'accueil en étant un entrepreneur, un créateur de richesses, quelqu'un qui met à la disposition son expérience et ses connaissances, et non seulement quelqu'un qui va occuper les emplois que les citoyens français ne veulent ou ne peuvent pas occuper.	
<i>Empowerment</i>	Les personnes réfugiées sont des symboles de la résistance à une cause et / ou des détenteurs d'un regard critique ou d'un savoir-faire lié à un domaine d'expertise.	
Cadres « menace »		
Emplois	Les réfugiés prennent les emplois des Français et tirent les salaires à la baisse.	
Ordre public	Les étrangers en situation irrégulière enfreignent la loi en pénétrant dans le pays ; une fois sur place, les étrangers – en situation régulière ou irrégulière – ont plus tendance à commettre des infractions, à faire usage de drogues et à être vecteurs de	

	maladies ; ils peuvent être nombreux, représentant une menace de surpopulation et un danger pour l'environnement.	
Politiques publiques	Les réfugiés et les étrangers en situation irrégulière abusent des programmes sociaux gouvernementaux (santé, éducation, etc.) imposant des dépenses publiques et un surcoût injuste aux contribuables. Leur présence sur le territoire génère une demande de création de nouveaux services et, par conséquent, davantage de dépenses.	
Cohésion nationale	Par leurs coutumes et valeurs étrangères, les réfugiés menacent de saper la culture du pays hôte ou son identité nationale ; les réfugiés sont inassimilables.	
Cadres « neutre »		
Complexité	La migration est montrée comme un phénomène complexe, avec autant de bénéfices que de défis. Les réfugiés ne sont ni bons ni mauvais, mais des personnes qui ont des besoins particuliers et complexes. Les réfugiés ne doivent pas être mis dans un même cadre indifférencié parce que leurs vécus et leurs expériences personnelles sont souvent très différents.	
Normalité	Le réfugié est représenté comme une personne normale, comme toute autre personne.	
Absence de cadre	L'absence de cadre se caractérise lorsque les informations présentées – que ce soit pour leur nature factuelle ou descriptive – ne permettent pas de définir un cadre de représentation concernant la migration et / ou les réfugiés. Les textes où se manifeste ce sous-cadre ont notamment un caractère descriptif et / ou factuel.	

Nous vérifions, dans chaque texte analysé, la présence ou l'absence d'un ou de plusieurs cadres organisant la représentation de l'immigration. La prédominance d'un ou de plusieurs cadres indique la façon dont les médias analysés traitent les migrations. Cela nous permet d'évaluer si les tendances dans ces médias sont les mêmes que celles manifestées dans les médias grand public, et quelles sont les nuances entre eux. Parallèlement, nous analysons d'autres éléments importants qui

influencent la construction des représentations : a) les sources d'informations consultées ; b) les sujets traités ; c) les formats utilisés ; d) les auteurs des textes.

Concernant les sources d'information, nous observons celles consultées dans chaque texte, parmi une liste de 15 catégories différentes de sources (Tableau 3). Nous observons également quel discours ces sources tiennent par rapport à la migration et aux réfugiés (favorable, défavorable, neutre) et si les sources réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées sont consultées et dans quelles circonstances.

Concernant les sujets, nous observons quels sont les sujets traités ou non dans les textes. Ces sujets peuvent concerner des étapes avant, pendant ou après la migration, ou peuvent se trouver en dehors de cette logique (sujets atemporels ou sujets qui parlent indirectement de la migration), comme nous le précisons dans le tableau 4.

Concernant les formats, nous observons quels formats de textes sont les plus utilisés et si ces formats ont une incidence sur la possibilité des réfugiés de prendre la parole (Tableau 5).

Enfin, concernant les auteurs des textes, nous observons qui signe les textes analysés (réfugiés ? Français ?) et quelle est la relation entre les auteurs des textes et les sujets traités (Tableau 6).

À partir de ces analyses, nous serons en mesure de tirer des conclusions telles que :

- a) qui écrit les textes dans les médias (Français, pas Français ; réfugiés, pas réfugiés...) ;
- b) quels sont les formats privilégiés et les nuances entre eux ;
- c) pourquoi certains formats sont plus utilisés que d'autres, etc.

Les quatre principaux cadres analysés sont notamment : le réfugié victime ; le réfugié héros ; le réfugié menace ; et un cadrage neutre. Chacune de ces représentations, comme nous le verrons, se manifeste différemment selon le média.

Tableau 3. Analyse des sources d'information (adapté de Rodney Benson²⁷⁵)

Sources	Description	Critères d'analyse
Politiques	Cadres élus (président, maire, élus locaux, membres du parlement...); Officiels nommés (ministres, etc.); Politiciens / porte-paroles; Partis politiques.	- Quelles sont les sources consultées dans chaque texte analysé ?
Institutionnelles	Police / policiers; militaires; organes de l'administration publique; fonctionnaires.	- Quelles sont les sources les plus consultées par chaque média ?
Juridictionnelles	Décisions des tribunaux; juges; avocats; Parquet.	- Quelles sont les sources les plus consultées par an ?
Législatives	Lois; décrets; arrêtés préfectoraux; conventions internationales.	- Le discours porté par les sources consultées est-il favorable, défavorable ou neutre à la question migratoire ?
Journalistiques	Journaux (presse papier et en ligne); télévision; radio; agences de presse; journalistes indépendants.	- Dans quelles circonstances les réfugiés sont-ils consultés comme source d'information ? Pour quels sujets ?
Médiatiques	Sites internet; blogues; réseaux sociaux.	- Lorsque les personnes réfugiées sont consultées : le texte fait-il mention à son prénom, nom, âge, sexe, occupation, niveau de scolarité ou d'autres informations personnelles ?
Scientifiques	Chercheurs / experts; études; universités / instituts de recherche.	
Associatives / Syndicales / Militantes	Associations françaises; fédérations; associations internationales; ONG; militants et bénévoles; syndicats.	
Religieuses	Églises; synagogues; mosquées; associations religieuses.	
Artistiques / culturelles	Musiciens; chanteurs; acteurs / comédiens; réalisateurs; artisans; musées; artistes.	

²⁷⁵ Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*, op. cit., p.24.

Littéraires	Livres ; écrivains ; essais ; poèmes.	
Populaires	Sondages ; consultations auprès du grand public.	
Économiques	Entreprises ; start-ups ; groupes de pression (par exemple : chambre de commerce) ; fondations ; bailleurs ; investisseurs ; banques.	
Privées	Résidents ou citoyens de longue date d'origine européenne ou non-européenne.	
Réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées (abrégé « sources réfugiées »)	Personnes réfugiées / exilées ; demandeurs d'asile ; personnes en situation de migration (« migrants ») ; migrants forcés (y compris pour des causes environnementales) ; immigrés ; d'autres personnes directement concernées par le sujet des migrations (ex : descendants directs des catégories mentionnées ci-dessus).	
Internationales	Gouvernements étrangers ; organisations politiques ou civiles étrangères ; organismes internationaux de régulation ou de gouvernement (Nations Unies, Commission Européenne, OMC, etc.). Les sources internationales, à la différence des sources réfugiées, concernent des institutions et des personnes morales.	

Tableau 4. Analyse des sujets

Sujets	Critères d'analyse
1) Avant la migration	<ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les sujets privilégiés par chaque média ? - Pourquoi ces sujets sont-ils traités ? (Quelles raisons à part l'actualité ont motivé le choix de ces sujets ?) - Peut-on constater la présence de sujets originaux, décalés ? - Quels sont les sujets manifestement absents dans l'ensemble des textes analysés ? - Les catégories de sujets traités sont-elles révélatrices de la ligne éditoriale du média ?
<ul style="list-style-type: none"> - Les causes et raisons de la migration ; - La situation politique / économique / sociale dans le(s) pays d'origine ; - Les conflits internes / les guerres ; - Les violations de droits humains ; - Les persécutions. 	
2) Pendant la migration	
<ul style="list-style-type: none"> - Le mouvement migratoire en tant que tel (exemple : les traversées) ; - Les histoires de périple ; - Les conditions du voyage. 	
3) Après la migration	
<ul style="list-style-type: none"> - La demande d'asile ; - Les conditions de vie dans le pays d'accueil ; - Les violations de droits humains ; - L'assistance / action des associations pour les migrants (militantisme / plaidoyer) ; - Les mesures gouvernementales pour l'accueil ; - Les lois ; - L'intégration des personnes réfugiées dans la société d'accueil ; - Les parcours exceptionnels (« <i>success stories</i> ») ; - Les réalisations / initiatives portées par et / ou pour des réfugié.e.s. 	

<ul style="list-style-type: none"> - L'expulsion et le rapatriement - Les crimes et contraventions commis par des étrangers / réfugiés
4) Autres sujets
<ul style="list-style-type: none"> - Sujets atemporels - Sujets qui parlent indirectement de la migration (les sujets liés à la culture, etc.) - Sujets autres que la migration, signés par des réfugiés

Tableau 5. Analyse des formats

Formats	Critères d'analyse
Témoignage, interview, portrait ou profil des personnes réfugiées	<ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les formats utilisés par chaque média ? - Quels formats sont les plus utilisés dans l'ensemble du corpus ?
Reportage, articles d'information, investigation	<ul style="list-style-type: none"> - Que peut-on interpréter par le choix de chacun de ces formats ? - Les formats choisis sont-ils favorables à la parole à la première personne ?
Tribune, chronique ou texte d'opinion	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle est la langue originale des textes ? - Combien de textes sont-ils disponibles en d'autres langues ?
Article de vulgarisation / sensibilisation sur les questions migratoires	<ul style="list-style-type: none"> - Que peut-on interpréter par la disponibilité de textes en plusieurs langues dans les médias analysés ? - Les textes ont-ils des commentaires ou d'autres formes de réaction du public ?
Autres formats (poèmes, podcasts, reportage vidéo, reportage photo...)	<ul style="list-style-type: none"> - Que peut-on interpréter des éventuels commentaires des textes ?

Tableau 6. Analyse des auteurs et co-auteurs

Auteurs et co-auteurs	Critères d'analyse
Journalistes français (y compris indépendants et en stage)	<ul style="list-style-type: none"> - Combien de textes sont signés ou co-signés par chaque type d'auteur dans l'ensemble des textes ? - Combien de textes sont signés ou co-signés par chaque type d'auteur pour chaque média ?
Journalistes réfugiés	<ul style="list-style-type: none"> - Combien de textes sont écrits par des binômes Français-étranger ?
Journalistes d'origine étrangère (non réfugiés)	<ul style="list-style-type: none"> - Combien de textes sont écrits par des binômes journaliste-contributeur ? - Que peut-on déduire de l'écriture des textes par des personnes non diplômés en journalisme ?
Contributeurs français (non diplômés en journalisme)	<ul style="list-style-type: none"> - Que peut-on déduire de l'écriture des textes par des binômes journaliste-contributeur ?
Contributeurs réfugiés (non diplômés en journalisme)	<ul style="list-style-type: none"> - Peut-on établir une relation entre les auteurs et les sujets traités ? (par exemple : les journalistes français seraient plus inclinés à écrire sur la migration en France, alors que les journalistes réfugiés traiteraient plutôt de leurs propres expériences d'exil)
Contributeur d'origine étrangère (non réfugié et non diplômé en journalisme)	

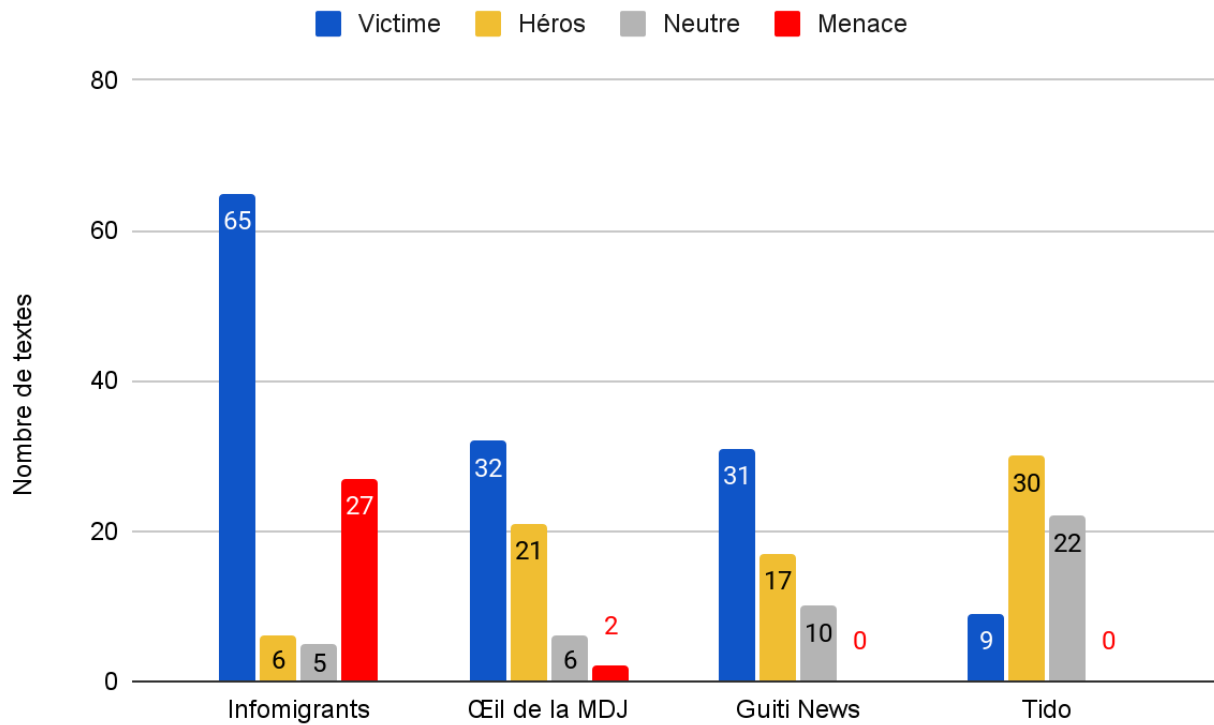
Pour rappel, les 238 textes analysés ont été choisis selon les critères suivants :

- Période : tous les textes ont été publiés entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2020.
- Échantillon analysé : Pour *L'Œil de la MDJ* et *Tido*, nous avons analysé les publications des mois d'avril, septembre et décembre des années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020. Pour *Guiti News*, nous avons analysé les publications des mois d'avril, septembre et décembre des années 2019 (année de lancement de *Guiti News*) et 2020. Enfin, pour *Infomigrants*, nous avons analysé uniquement les publications du mois de septembre des années 2017 (année de lancement d'*Infomigrants*), 2018, 2019 et 2020. Ce dernier média présente un corpus trop important, raison pour laquelle nous avons privilégié un seul mois.
- Thématique : nous avons analysé les publications qui font référence directement ou indirectement à la migration ou à la personne réfugiée / en situation de migration.
- Questions préalablement posées à la sélection des textes :
 - a) Dans le texte à analyser, existe-t-il des éléments de construction de l'image du « migrant » / réfugié ou de la migration ? (Si oui, ce texte mérite d'être analysé. Sinon, le texte est exclu de l'analyse.)
 - b) Le texte est-il écrit en langue française ou existe-t-il une version en français du texte publié ? (Si oui, ce texte mérite d'être analysé. Sinon, le texte est exclu de l'analyse.)
 - c) La publication contient-elle assez d'éléments écrits pour mener une analyse ? (Si oui, ce texte mérite d'être analysé. Sinon, le texte est exclu de l'analyse).

Sont exclus donc de l'analyse les textes uniquement en langue étrangère et les publications sans texte (vidéos, podcasts, dessins...).

Nous avons ainsi sélectionné et analysé 55 textes de *L'Œil de la MDJ*, 51 textes de *Tido*, 45 textes de *Guiti News* et 87 textes d'*Infomigrants*. Dans les trois prochains chapitres, nous étudions les principaux cadres de la migration dans ces quatre médias : le cadre victime dans le chapitre 4, le cadre héros dans le chapitre 5, et les cadres menace et neutre dans le chapitre 6. Nous vérifions comment ces cadres se présentent de manière quantitative (graphique 1) et qualitative dans chaque média.

Graphique 1. Répartition des cadres par média²⁷⁶



Pour chacun des chapitres, nous analysons tout d’abord les cadres dans *Infomigrants*, un média qui comporte les plus grandes différences par rapport aux autres sites étudiés. Ensuite, nous analysons *L’Œil de la MDJ* et *Guiti News*, deux médias qui partagent des caractéristiques similaires par rapport au profil des journalistes exilés qui écrivent pour eux. Enfin, nous analysons les cadres de la migration dans *Tido*, un média qui a une approche éditoriale très différente des autres.

²⁷⁶ À bien noter qu’un même texte peut présenter plusieurs cadres.

Chapitre 4. De la souffrance à la prise de conscience : l'analyse du cadre victime

« Quand tu dis qu'il y a des gens qui sont morts dans la mer, qu'il y a des gens dans les camps, je n'encourage pas les gens à venir ici [en Europe]. Mais on se concentre sur l'idée qu'il y a des gens qui sont déjà là, qu'il y a des gens qui sont déjà morts dans la mer, qu'il y a des gens qui sont déjà dans les camps. Et pour ces gens, il faut encore garantir leur droit. [Chez *Infomigrants*] On se concentre sur mettre la pression sur le gouvernement pour qu'il travaille pour les gens qui sont déjà en Europe ou dans les frontières d'Europe, plus qu'encourager les gens à venir en Europe²⁷⁷ ».

Le récit de Mousa Tawfiq, journaliste chez *Infomigrants*, explicite un paradoxe du traitement médiatique sur la migration : en même temps qu'on dénonce des mauvaises conditions de vie des personnes réfugiées avant, pendant ou après le périple, on met l'accent sur le « côté négatif », ce qui peut entraîner une perception de la migration centrée sur des difficultés et de la souffrance.

Les représentations négatives sur les personnes réfugiées, en effet, font la règle dans les médias traditionnels, comme nous l'avons vu dans la partie I. Ces personnes sont plus généralement représentées en tant que « victimes », mais également en tant que « menaces ».

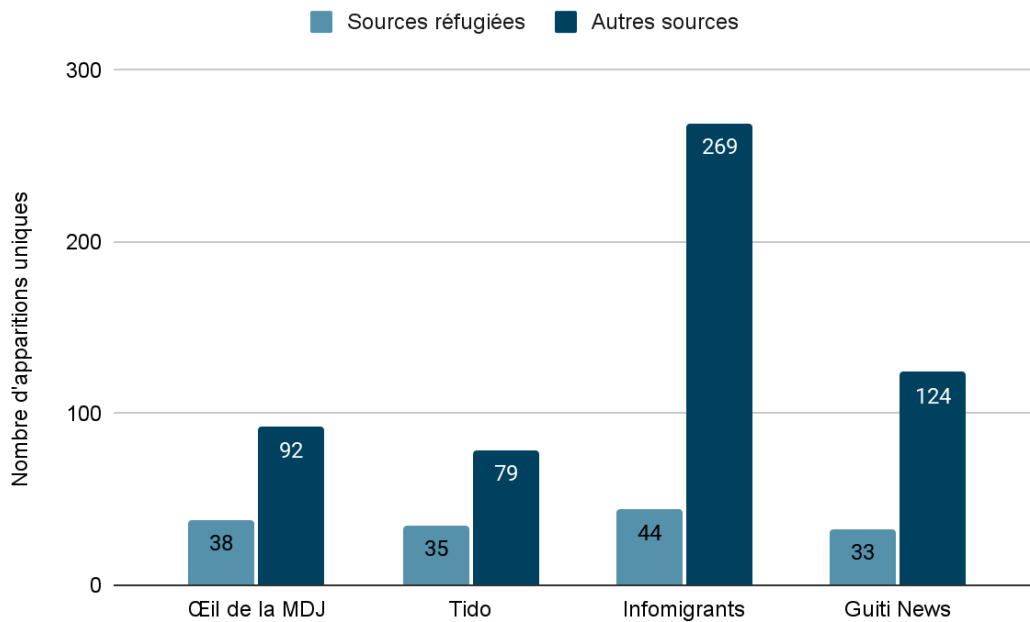
Qu'en est-il des manières de représenter les réfugiés en tant que victimes dans les textes d'*Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* ? L'analyse des cadres dans ces quatre médias en a révélé trois manières différentes. Nous avons repéré dans *Infomigrants* une représentation du réfugié en tant que « *victime passive* », suivant la même tendance des médias traditionnels. Cette représentation est soutenue principalement par le discours des sources associatives, syndicales et militantes. Ces sources sont les plus utilisées dans l'ensemble des textes d'*Infomigrants*, avec 86 apparitions uniques, suivies des sources institutionnelles (51 apparitions), des sources réfugiées (44 apparitions) et des sources politiques (39 apparitions).

Dans *L'Œil de la MDJ* et dans *Guiti News*, on trouve une *victime consciente de sa situation*, voire une « *victime militante* ». Dans ces deux médias, les réfugiés, exilés, demandeurs d'asile et personnes immigrées sont les sources d'information les plus consultées parmi toutes les catégories repérées (38 apparitions pour *L'Œil de la MDJ* et 33 apparitions pour *Guiti News*). Dans *Tido*, les sources réfugiées sont également très présentes (35 apparitions contre 79 pour l'ensemble des autres

²⁷⁷ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

sources), et portent un discours qui s'éloigne de la victimisation. En effet, on trouve chez *Tido* un phénomène particulier qui correspond à *éviter délibérément de traiter les réfugiés comme des victimes*.

Graphique 2. Présence des sources réfugiées dans les textes



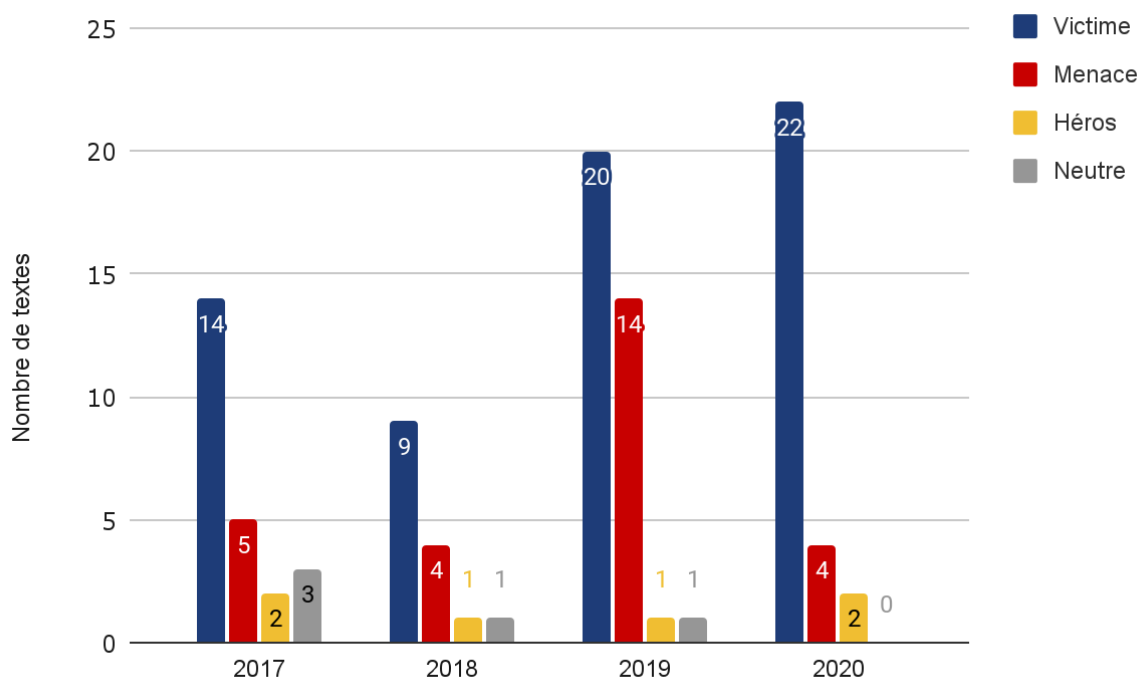
Nous observons à partir du graphique 2 que pour *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, les réfugiés ont une place importante dans l'ensemble des sources mobilisées. Ceci est moins le cas pour *Infomigrants*, où les personnes réfugiées ont moins d'occasions de s'exprimer par rapport à d'autres sources consultées.

La mobilisation des sources aura une répercussion directe sur les représentations des réfugiés en tant que victimes dans les quatre médias, comme nous l'analyserons dans ce chapitre. Nous prêtons attention à la capacité de voix des journalistes, contributeurs et sources réfugiées et comment leur participation dans les médias affecte les représentations qui se font d'eux.

4.1. *INFOMIGRANTS* ET LA VICTIME PASSIVE

Le cadre victime est celui qui est le plus présent dans les textes d'*Infomigrants*, et ce durant toute la période analysée. En effet, si en 2017, année du lancement du projet, ce cadre apparaissait dans deux tiers des textes publiés, en 2020 il était présent dans 95 % des publications. Au total, le cadre victime apparaît dans 65 des 87 textes analysés.

Graphique 3. *Infomigrants* : Présence des cadres dans le temps²⁷⁸



Le cadre victime dans *Infomigrants* se présente par un accent mis sur les conditions entraînant la souffrance. La victime dans *Infomigrants* est représentée ainsi de manière passive devant son destin. La souffrance se présente au réfugié en tant que condition ayant peu de chances d’être surmontée. Tout se passe, dans ce sens, comme si *Infomigrants* évitait de se concentrer sur des aspects positifs de la migration pour ne pas inciter la venue d’étrangers en Europe.

²⁷⁸ À bien noter qu’un même texte peut présenter plusieurs cadres.

4.1.1. Une mise en lumière des conditions entraînant la souffrance

Les personnes réfugiées sont représentées en tant que victimes dans 65 des 87 textes analysés d'*Infomigrants*. Cette représentation porte, d'une part, sur les dangers pour la vie et la détresse que souffrent ces personnes notamment pendant ou après le périple et, d'autre part, sur les discriminations liées à l'origine ou au genre de la personne.

Ces sujets s'inscrivent dans le traitement de grandes thématiques de la migration (Tableau 7 et graphique 4), notamment : le mouvement migratoire en tant que tel / les traversées (16 textes), les centres de rétention et les campements (15 textes), les expulsions et le rapatriement (dix textes), l'hébergement temporaire et les camps de réfugiés (neuf textes). Les autres thématiques listées dans le graphique sont traitées dans au moins trois textes chacune.

Les grandes thématiques traitées par *Infomigrants* favorisent ainsi une apparition des sujets liés à la détresse et aux discriminations. Dans notre classification, inspirée, comme on l'a déjà dit, de celle de Rodney Benson, ces représentations peuvent être attribuées aux sous-cadres « humanitaire » et « discrimination ».

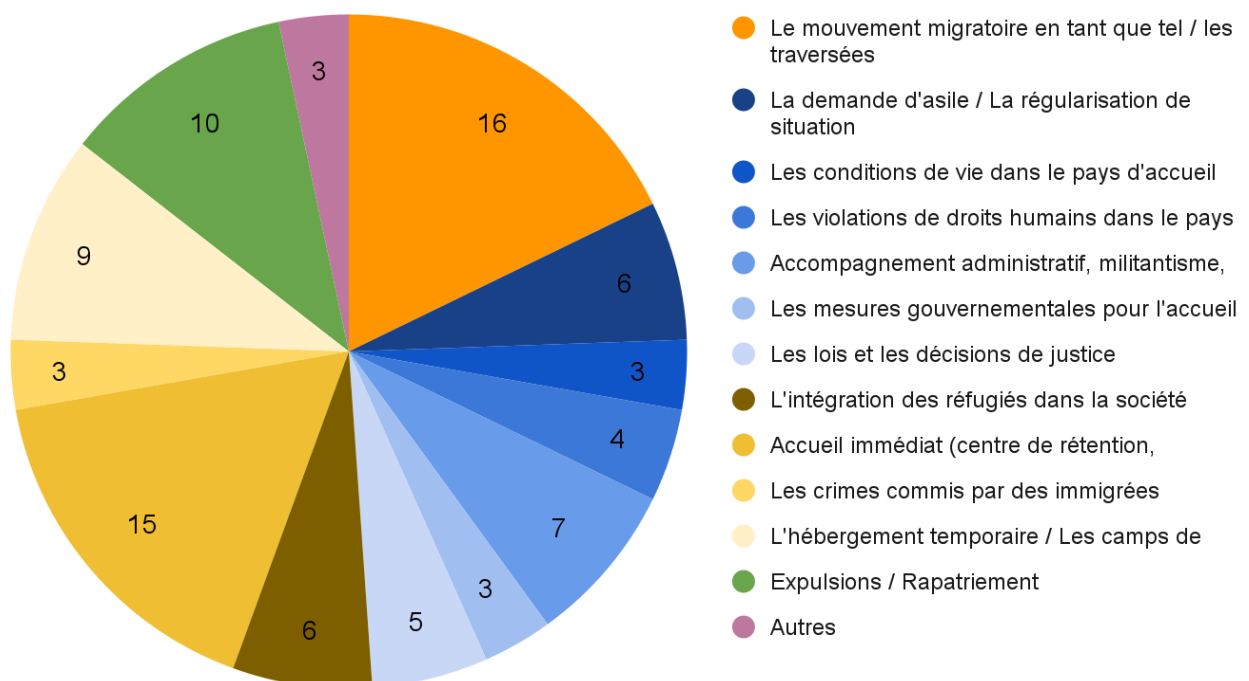
Tableau 7. *Infomigrants* : Les grandes thématiques²⁷⁹

Sujets principaux	Nombre de textes
Les causes et raisons de la migration	0
La situation politique / économique / sociale dans le pays d'origine	0
Les conflits internes / les guerres	0
Les violations de droits humains dans les pays d'origine	0
Les persécutions	0
Le mouvement migratoire en tant que tel / les traversées	16
Les histoires de périple	0
Les conditions du voyage	0
La demande d'asile / La régularisation de situation	6
Les conditions de vie dans le pays d'accueil	3
Les violations de droits humains dans le pays d'accueil	4

²⁷⁹ Un même texte peut contenir plus d'une thématique principale.

Accompagnement administratif, militantisme, plaidoyer	7
Les mesures gouvernementales pour l'accueil	3
Les lois et les décisions de justice	5
L'intégration des réfugiés dans la société d'accueil	6
Les parcours exceptionnels (« <i>success stories</i> »)	1
Les initiatives portées par et / ou pour des réfugiés	1
Accueil immédiat (centre de rétention, campements...)	15
Les crimes commis par des étrangers / réfugiés	3
La vie quotidienne dans le pays d'accueil	0
L'hébergement temporaire / Les camps de réfugiés	9
Expulsions / Rapatriement	10
Autres	3

Graphique 4. Infomigrants : Les grandes thématiques



4.1.1.1. Le sous-cadre « humanitaire »

Parmi les 65 textes qui traitent les réfugiés en tant que victimes, dix le font dans le contexte des traversées de frontières (notamment via la Manche ou la Méditerranée), et 55 le font dans un contexte d'accueil et d'intégration. Cela veut dire que *Infomigrants* tend à traiter des difficultés vécues par les réfugiés quand ils se trouvent déjà en Europe, et ce avant ou après l'obtention de la protection internationale.

Pour les dix textes traitant des traversées, neuf sont attribués à « la rédaction », et un seul est attribué à une journaliste de l'équipe. Les informations publiées proviennent notamment de *RFI* – un autre média faisant partie du groupe *France Médias Monde* –, avec trois textes repris en intégralité ; du compte *Twitter* de la Préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord, ou bien d'autres médias. Si dans cinq textes on mentionne les personnes réfugiées en indiquant leur âge, leur genre et / ou leur nationalité, elles ne sont jamais utilisées comme source d'information directement.

Concernant les 55 textes qui traitent de la détresse des réfugiés en France et en Europe, les thématiques liées à l'accueil immédiat, aux besoins primaires et aux solutions de logement et d'hébergement temporaire sont prédominantes, se présentant dans 23 textes, soit la moitié de cet échantillon. Voici deux exemples.

Les évacuations de campements – ou, comme l'appellent les autorités, des « opérations de mise à l'abri » – sont un des exemples utilisés dans *Infomigrants* pour illustrer comment les personnes étrangères et immigrées peuvent être victimes de violations de droits humains dans le pays d'accueil. D'un côté se trouvent les autorités, qui défendent certaines mesures (telles que l'évacuation des camps) afin d'améliorer la prise en charge des personnes étrangères et immigrées en France. De l'autre côté, les associations réclament des mesures durables et alertent que la simple évacuation ne sert à rien, puisque, faute de solutions pérennes, les personnes y retournent quelques heures ou jours plus tard :

« Pour les associations, cette hausse du nombre de personnes dans les camps s'explique en premier lieu par la sédentarité de nombreux migrants. “Beaucoup sont là depuis des mois, voire des années. Ils ont été envoyés en centres d'hébergement, puis expulsés de ces mêmes centres d'hébergement. Alors, maintenant, ils restent dans les camps”, explique Lola, de l'association Utopia 56. “Ils savent comment fonctionne le système et ils savent qu'il ne marche pas. Ils ne montent même plus dans les bus [pour aller dans

des centres d'urgence] lors des opérations de mise à l'abri [de la préfecture]. Ils disent que ça ne sert à rien²⁸⁰ ».

Dans ce contexte, les associations dénoncent les conditions déplorables de vie des personnes vivant dans les camps :

« Plus de 2 000 personnes, en majorité des hommes jeunes et seuls, vivent là, au milieu des rats, des ordures, des excréments, de l'urine, entre les échangeurs du périphérique de la porte de La Chapelle, de l'autoroute A1 et les nouveaux quartiers de la Porte d'Aubervilliers. [...] “Je vois parfois des gens avec des griffures de rats sur le visage lorsqu'ils viennent à ma rencontre”, lâche Lola. “Ils sont partout. Ils grignotent les tentes. Les exilés en parlent beaucoup. Ils nous racontent que les rats grimpent sur eux la nuit²⁸¹ ».

Un deuxième exemple montré dans *Infomigrants* c'est l'interdiction de la distribution de nourriture à Calais par un arrêté préfectoral. Le préfet du Pas-de-Calais, Louis Le Franc, a publié un arrêté en septembre 2020 pour interdire les associations non mandatées par l'État de distribuer de la nourriture aux personnes vivant dans la région. L'argument soutenu par l'autorité c'était de « mettre fin aux troubles à l'ordre public et limiter les risques sanitaires liés à des rassemblements non déclarés » dûs à la crise sanitaire de la Covid-19. Les associations ont donc saisi le tribunal administratif de Lille, qui a confirmé la décision du préfet. Elles ont déposé un recours au Conseil d'État afin de pouvoir continuer à fournir de la nourriture sur place²⁸². Cette situation, racontée dans *Infomigrants*, explique comment les personnes exilées peuvent être privées des besoins essentiels par la décision d'autorités institutionnelles et politiques.

On observe différentes problématiques mises en lumière par *Infomigrants* concernant les personnes réfugiées à partir d'une vision « humanitaire ». Ces personnes sont montrées comme :

- des victimes de politiques gouvernementales injustes (violation de droits humains, procédures légales injustes),

²⁸⁰ Boitiaux Charlotte, « Paris : plus de 2000 migrants campent parmi les rats et les déchets, une situation “explosive” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 13 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19505/paris-plus-de-2000-migrants-campent-parmi-les-rats-et-les-dechets-une-situation-explosive>, consulté le 3 août 2020.

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² Carretero Leslie, « Calais : un arrêté interdit aux associations de distribuer de la nourriture aux migrants, les humanitaires s'insurgent ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27209/calais--un-arrete-interdit-aux-associations-de-distribuer-de-la-nourriture-aux-migrants-les-humanitaires-sinsurgent>, consulté le 2 août 2023.

- des victimes d’abus par les employeurs, des victimes de la pauvreté et / ou ayant difficulté d’accès aux soins et aux services essentiels,
- des victimes de troubles mentaux ou traumatismes liés aux persécutions et / ou au parcours migratoire,
- des victimes des difficultés liées à l’adaptation,
- des victimes des passeurs et de réseaux mafieux, et
- des victimes des risques liés au franchissement de frontières.

Concernant le sous-cadre discrimination, les réfugiés sont montrés en tant que victimes de propos ou de crimes racistes ou xénophobes ou encore de discriminations fondées sur leur genre, leur origine nationale, ethnique / raciale, religieuse ou culturelle.

4.1.1.2. Le sous-cadre « discrimination »

Dans le sous-cadre discrimination, nous pouvons observer qu’*Infomigrants* met l’accent sur la discrimination liée à l’origine et la discrimination liée au genre. Par rapport au premier volet, nous trouvons l’exemple du concept de « risque migratoire », expliqué par Laure Palun, directrice de l’Association nationale d’assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé), dans un interview à *Infomigrants* datant de septembre 2020 :

« Il s’agit d’une nouvelle méthode qui permet à la police d’évaluer elle-même si une personne risque de vouloir immigrer clandestinement en France. Sauf que ce concept n’est défini par aucun texte juridique, c’est purement d’ordre politique, un peu comme l’argument de l’appel d’air qui est régulièrement brandi pour justifier de ne pas accueillir les gens sur le territoire. Les autorités appellent cette pratique “le flair policier”. C’est totalement arbitraire et discriminatoire puisque ce sont les policiers qui évaluent “le risque migratoire” en fonction de la nationalité, du sexe mais aussi du pays de destination. Cela varie également d’une zone d’attente à une autre. Par exemple, on sait qu’aux aéroports de Roissy et d’Orly, les femmes d’Amérique centrale et latine sont considérées comme un “risque migratoire” avec pour destination finale l’Espagne. À Marseille, ce sont plus les Maghrébins qui représentent “un risque” aux yeux de la police, tandis qu’à Beauvais, ce sont les étrangers en provenance de Bulgarie ou de Grèce qui sont surveillés²⁸³ ».

²⁸³ Louarn Anne-Diandra, « Les zones d’attente aux frontières, ces lieux de non-droit où les étrangers sont désormais soumis “au flair policier” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 29 septembre 2020. Accessible à l’adresse

Parmi les réfugiés, les femmes sont celles qui subissent une « double peine ». La discrimination liée au genre est racontée dans un reportage de septembre 2020, qui traite des femmes étrangères victimes de violences conjugales :

« “En réalité, la loi n'est pas faite pour protéger toutes les femmes. Les droits des étrangères sont régis par le code des étrangers : elles n'ont donc pas accès au même niveau de protection selon leur nationalité et leur situation administrative. Elles sont prises en étau entre la question du droit des femmes et celle du droit au séjour”, continue-t-elle. [...] Pour celles qui restent en France et qui réussissent à échapper à leur conjoint, les risques sont également importants : exploitation, détresse psychologique, retour à la rue, suicide...etc. “Certaines s'exposent même à la prison car elles se défendent toutes seules”, alerte Violaine Husson, qui s'interroge : “Faut-il attendre qu'elles commettent un homicide pour que le gouvernement réagisse ?”²⁸⁴ ».

Il est intéressant de noter que cela fait partie des rares moments où les femmes étrangères sont mises en lumière. En effet, dans le corpus d'*Infomigrants* étudié, aucune attention spéciale est faite aux femmes, à part le reportage sur les violences conjugales et un autre sur Roxana Maracineanu, ministre des Sports entre 2018 et 2022, ancienne réfugiée politique. En plus, parmi toutes les 44 sources réfugiées consultées dans les 87 textes, à peine sept sources sont des femmes. Ceci est d'autant plus intéressant que, paradoxalement, les auteurs des textes étudiés sont majoritairement des femmes : elles sont 11, réparties entre Françaises (huit), étrangères (deux) et immigrées (une), contre à peine trois hommes, tous Français.

Lorsque les sous-cadres humanitaire et discrimination se présentent, les informations concernant les réfugiés restent impersonnelles dans la plupart des cas. Par exemple, parmi les 65 textes où l'on trouve le cadre victime, 59 font référence aux personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées en mentionnant des chiffres (graphique 8), comme dans l'exemple suivant :

« Plus de 400 personnes ont atteint les côtes britanniques mercredi à bord de 27 petits bateaux. Il s'agit du plus grand nombre d'arrivées en une journée. Parmi ces personnes, se trouvaient de très jeunes enfants. Les autorités françaises ont porté secours à une centaine de personnes qui tentaient de traverser la Manche à bord de divers types d'embarcations²⁸⁵ ».

<https://www.infomigrants.net/fr/post/27633/les-zones-dattente-aux-frontieres-ces-lieux-de-nondroit-ou-les-etrangers-sont-desormais-soumis-au-flair-policier>, consulté le 10 avril 2023.

²⁸⁴ Carretero Leslie, « Femmes sans-papiers victimes de violences conjugales : la double peine ». *Infomigrants*, mis en ligne le 9 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27099/femmes-sanspapiers-victimes-de-violences-conjugales--la-double-peine>, consulté le 10 avril 2023.

²⁸⁵ *Infomigrants*, « Nouveau record de traversées de la Manche avec plus de 400 migrants arrivés au Royaume-Uni en une journée ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2020. Accessible à l'adresse

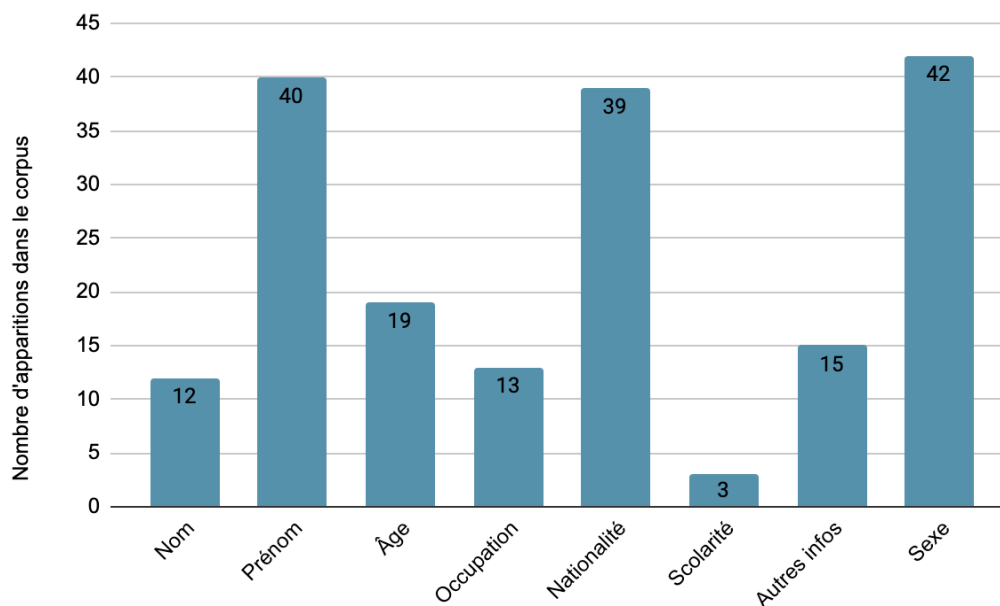
Lorsque les réfugiés sont utilisés comme source d'information, les informations personnelles les plus répandues sont leur sexe, leur prénom et leur nationalité (graphique 5). Par ailleurs, ces informations sont proportionnellement beaucoup plus mentionnées en s'agissant de sources réfugiées que les autres sources (graphique 6) : alors qu'on mentionne la nationalité d'un étranger dans 89 % des cas, ceci n'arrive que dans 2 % des cas pour toutes les autres sources.

Il est important de noter que la mention au genre, au prénom et à la nationalité est presque systématique pour tous les cadres, à part le cadre neutre, qui ne consulte aucune source réfugiée (graphique 7). Pour l'occupation et le nom de famille, les mentions varient selon le cadre.

La construction du cadre victime dans *Infomigrants* suit donc la tendance des médias traditionnels : on se préoccupe plus de leur nationalité que de leurs occupations ou leur niveau de scolarité.

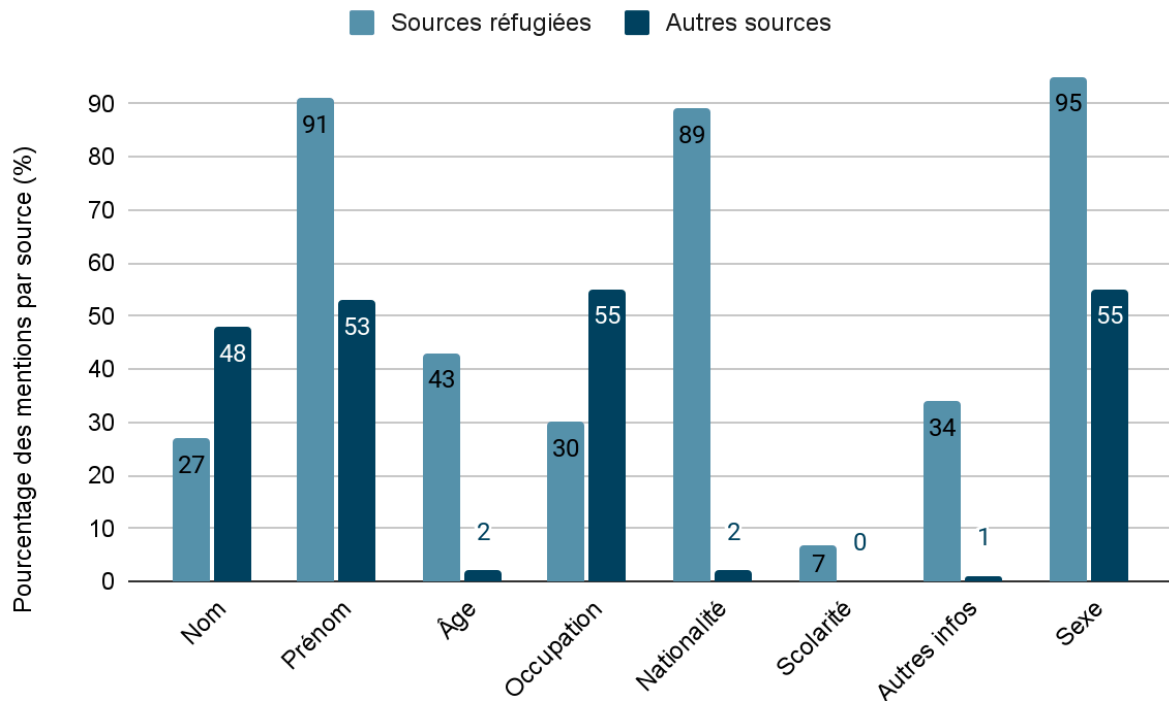
Concernant le format des textes étudiés, on ne peut pas attribuer une influence directe des formats utilisés par rapport aux cadres manifestés, puisque les publications d'*Infomigrants* sont des articles et des reportages dans 93 % des cas. Les autres formats correspondent à des interviews et portraits.

Graphique 5. *Infomigrants* : Présence d'informations personnelles relatives aux sources réfugiées

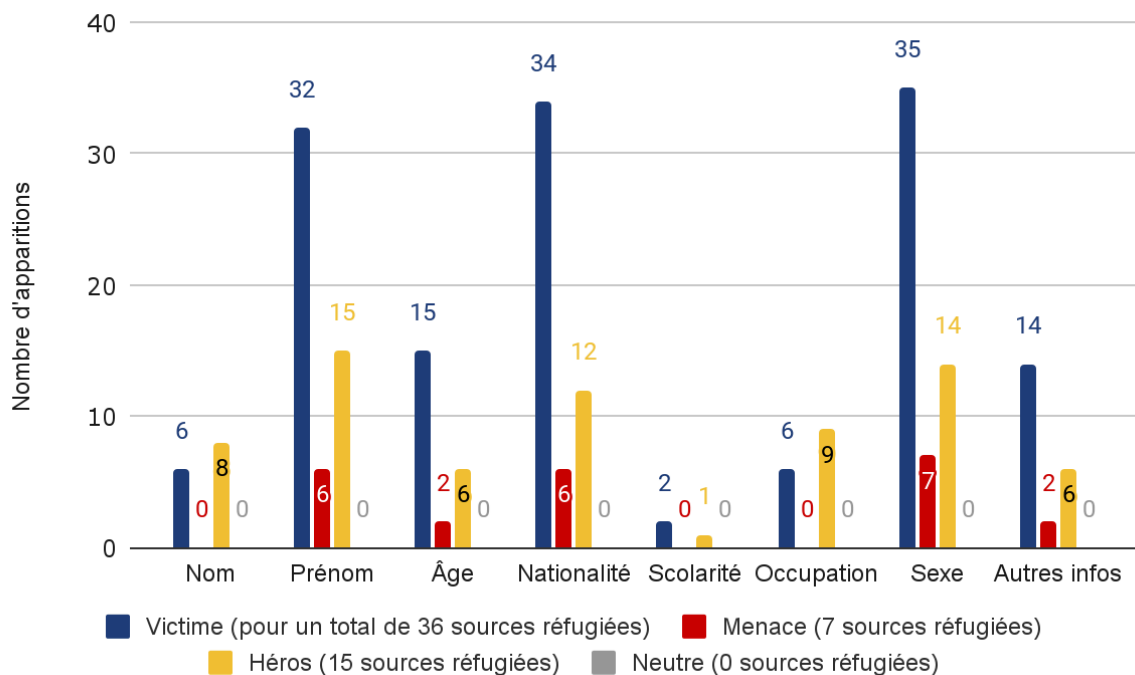


<https://www.infomigrants.net/fr/post/27022/nouveau-record-de-traversees-de-la-manche-avec-plus-de-400-migrants-arrives-au-royaume-uni-en-une-journee>, consulté le 6 août 2021.

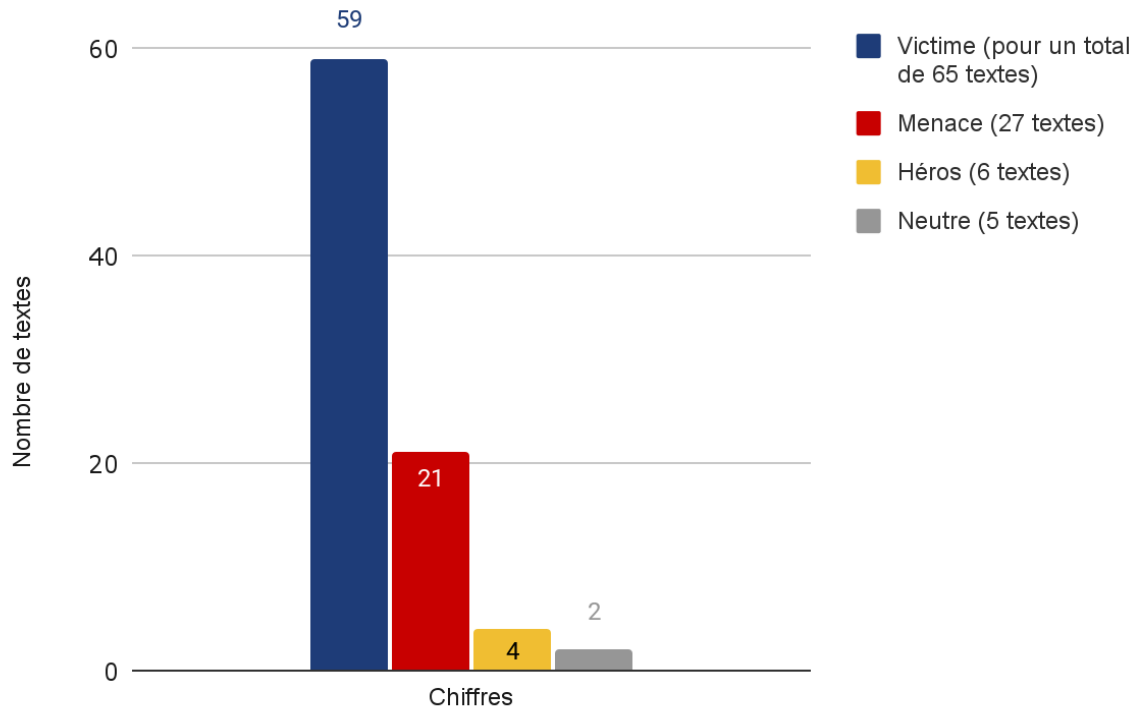
Graphique 6. Infomigrants : Pourcentage des mentions des informations personnelles concernant les sources réfugiées en comparaison avec les autres sources



Graphique 7. Infomigrants : Nombre de mentions des informations personnelles relatives aux sources réfugiées en fonction des cadres



Graphique 8. *Infomigrants* : Textes ayant des chiffres pour désigner un groupe de personnes réfugiées (en fonction des cadres)



4.1.2. La « dissuasion » comme approche éditoriale

Les réfugiés sont représentés en tant que victimes dans la grande majorité des textes d'*Infomigrants*. Ils sont souvent montrés comme des sujets impuissants face aux difficiles conditions d'accueil en France et en Europe. À bien des égards, la ligne éditoriale du média suit une tendance de dissuasion à la venue des étrangers dans le continent. En plus, les sources utilisées dans des articles et reportages jouent un rôle important dans une représentation négative de la migration.

4.1.2.1. La ligne éditoriale et le contexte de production de l'information chez *Infomigrants*

Conçu au sein d'un grand groupe médiatique, *Infomigrants* partage des similitudes avec des médias confrères, notamment *RFI* et *France 24*. En effet, même si *Infomigrants* revendique une ligne éditoriale propre, il est difficile de le dissocier complètement des autres médias du groupe *France Médias Monde*, et ce par deux principales raisons :

La première c'est qu'*Infomigrants* partage des journalistes avec d'autres médias du groupe. Dans les équipes arabophone et anglophone, par exemple, certains journalistes travaillent simultanément pour *Infomigrants* et pour d'autres projets de *FMM*. La raison qui explique cela est qu'*Infomigrants* est né en tant que projet éphémère, et non comme un média à part entière, et les collaborateurs du projet en ont bien conscience.

« *Infomigrants* se trouve dans le même bâtiment que la radio *Monte Carlo Doualiya*, ça fait partie du même groupe médiatique qu'est *France Médias Monde*. *Infomigrants* n'est qu'un projet qui peut finir dans deux ou trois ans. C'est un projet, ce n'est pas un média qui va rester pour toujours²⁸⁶ », explique le journaliste palestinien Mousa Tawfiq. L'Afghan Wasi Mohsin complète : « À la base je suis toujours à la rédaction en persan de *RFI*, mais je suis en mutation chez *Infomigrants*. C'est-à-dire que je travaille chez *Infomigrants* le temps que ça dure²⁸⁷ ». La vie de ce projet est ainsi conditionnée à l'investissement consacré à son fonctionnement – actuellement estimé à deux millions d'euros par an – et à l'évaluation de la pertinence du projet, réalisée jusqu'en 2022 par l'université britannique *Open University*, remplacée par l'organisme français Pluricité en 2023.

La deuxième raison c'est qu'*Infomigrants* profite également du contenu produit par les autres médias de *France Médias Monde*. En effet, certains articles et reportages publiés sur *RFI* et *France 24* sont repris en intégralité par *Infomigrants*, avec un lien de redirection vers la publication originale. En outre, en plus d'avoir en commun les journalistes et le contenu, *Infomigrants* partage avec les autres médias du groupe certaines sources d'information, notamment celle des agences de presse, telle l'*Agence France-Presse (AFP)*. Ces raisons nous amènent à penser que la manière de traiter des sujets migratoires dans *Infomigrants* est influencée par les pratiques du groupe dont le projet fait partie. Les sources de financement (notamment la Commission Européenne) ont également un rôle important dans la définition de la ligne éditoriale du média et, par conséquent, les représentations et les discours qu'y sont créés.

4.1.2.2. L'influence des sources associatives dans la construction du cadre victime

Nous avons observé que les sources associatives, syndicales et militantes jouent un rôle important dans la construction du cadre victime chez *Infomigrants*. En effet, elles font partie des sources les

²⁸⁶ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

²⁸⁷ Mohsin Wasi, *op. cit.*

plus mobilisées dans l'ensemble des textes de ce média, avec 86 apparitions uniques, suivies des sources institutionnelles, les sources réfugiées et les sources politiques (graphiques 9 et 10).

Les sources associatives, syndicales et militantes sont présentes dans 50 textes du corpus, dont 45 faisant partie de ceux où le cadre victime apparaît. Même si dans la plupart des cas ces sources sont impliquées dans le plaidoyer pour les droits des étrangers ou dans l'assistance directe à ces personnes (dans des actions de solidarité telles que la distribution de repas, dans l'accompagnement administratif etc.), leur apparition n'a pas pour vocation de promouvoir les bénéfices de la migration ni même de soutenir la présence de personnes étrangères sur le territoire français.

Dans les textes d'*Infomigrants*, le rôle des sources associatives, syndicales et militantes est justement de montrer ce qui ne va pas, sans forcément indiquer des solutions ou alternatives aux problématiques dénoncées. La présence de ces sources dans le corpus joue un rôle très important dans la construction d'un portrait négatif de la migration. Il s'agit en effet d'un paradoxe propre aux actions militantes : pour soutenir une cause et lutter pour des changements, le militantisme révèle des réalités problématiques et dénonce des coupables.

Il faut bien noter que la devise d'*Infomigrants* est de « lutter contre la désinformation dont sont victimes les migrants où qu'ils se trouvent : dans leur pays d'origine, sur la route, ou déjà dans le pays où ils espèrent bâtir une nouvelle vie » en fournissant « des informations fiables, vérifiées et équilibrées sur leur pays d'origine, mais aussi sur les pays par lesquels ils passent et ceux où ils envisagent de se rendre²⁸⁸ ». Or, le public en transit cherche des solutions ou alternatives pour les différents défis rencontrés tout au long du périple, et on pourrait justement attendre que les associations et syndicats consultés par *Infomigrants* fournissent ces informations. Cependant, ce n'est pas ce qu'on observe dans la majorité des cas.

En lisant *Infomigrants*, le public étranger et immigré peut s'informer de l'actualité liée à la migration, mais il n'aura pas forcément des informations clé en main pour « bâtir une nouvelle vie²⁸⁹ », malgré la promesse du média pour ce faire. Les textes de « service » – qui partagent des informations pratiques aux personnes nouvellement arrivées – ont été écrits principalement dans les premières années d'existence du projet. Dans le corpus analysé, nous avons repéré à peine six textes

²⁸⁸ Infomigrants. « A propos ». *InfoMigrants*. Accessible à l'adresse <http://www.infomigrants.net/fr/about>, consulté le 12 juillet 2021.

²⁸⁹ D'autres initiatives ont cette vocation de manière plus spécifique. C'est le cas de l'association Watizat, qui réalise tous les mois un guide multilingue papier avec des informations pratiques pour les personnes exilées, et de *Réfugiés.info*, un service d'information en ligne réalisé par le Ministère de l'Intérieur.

dont le contenu est majoritairement pratique, dont cinq datant de 2017 et un datant de 2018. Les autres textes apportent éventuellement ces informations, mais ont plutôt un caractère factuel. Il faut noter également que les textes de service font partie d'une rubrique appelée « Comprendre l'Europe », qui, à la différence des autres, est alimentée moins fréquemment.

C'est le constat de Leslie Carretero, journaliste française à *Infomigrants*, qui nous a confié lors d'un entretien datant de juillet 2020 : « Ce qu'il faut relever [comme défi] encore aujourd'hui c'est de faire plus de vidéos, parce que ça c'est vraiment la manière de faire, il faut plus de vidéos. Après peut-être donner un peu plus d'infos pratiques, parce qu'on en fait, mais peut-être pas assez²⁹⁰ ».

Dans ce sens, on pourrait attendre que les sources associatives, syndicales et militantes apportent plus souvent ces informations dont les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées ont besoin. Toutefois, nous avons observé dans le corpus étudié une mise en lumière systématique des problèmes dont la ou les solutions sont très difficiles à atteindre. En d'autres mots, les faits exposés par les associations dans les textes d'*Infomigrants* font partie d'une réalité que les « migrants » connaissent déjà.

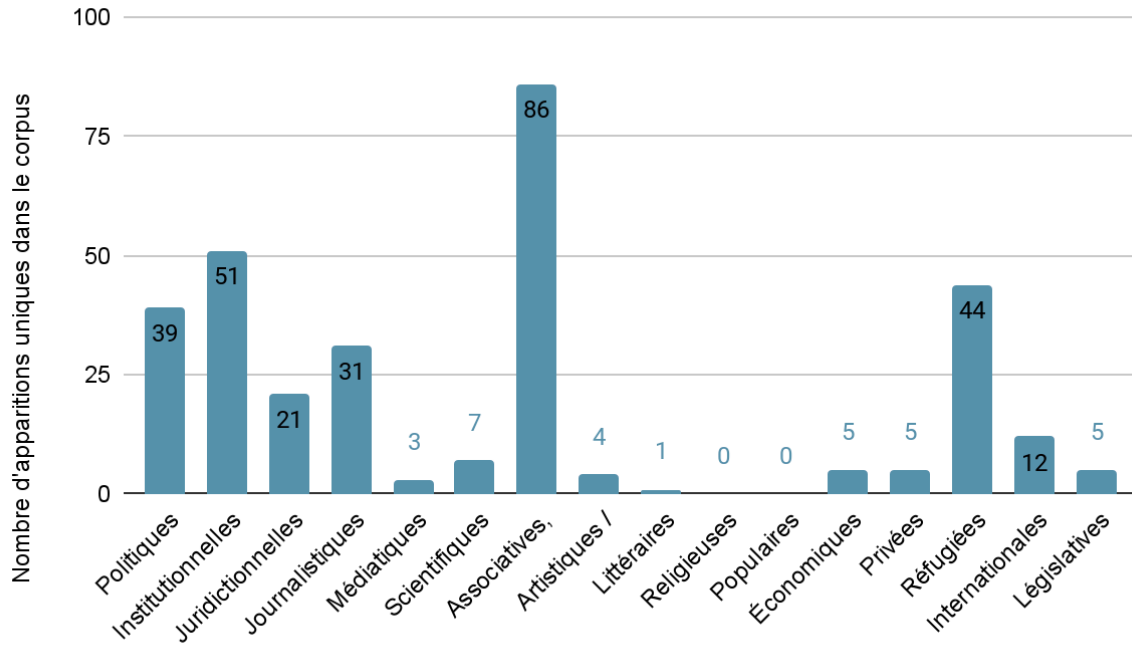
Les textes analysés peuvent créer l'impression que le parcours migratoire se résume en grande partie à une série de difficultés parfois insurmontables, alors que peu de solutions sont proposées, ce qui peut être décourageant pour le lecteur étranger qui s'informe via *Infomigrants*. Ceci s'explique peut-être par le fait qu'*Infomigrants* n'a pas la vocation de militer pour la cause migratoire, ou inciter les personnes à migrer, comme a expliqué une source à l'intérieur du média :

« On m'avait dit qu'*Infomigrants* c'est un site, un projet européen qui a pour vocation de dissuader les gens de venir en Europe. Donc il fallait que les papiers, le contenu, soient orientés vers la dissuasion des migrants de venir en Europe, ce qui est à la base quelque chose d'inacceptable... Pas inacceptable, mais un peu non faisable. Un média ne peut pas décider de quelque chose, il n'a pas le pouvoir de décider de quelque chose. On a le droit d'informer les gens, mais on n'a pas le pouvoir ni le droit de décider. Par la suite, dans la pratique nous voyons que nous sommes assez sélectifs entre guillemets dans le choix des sujets qui sont toujours dans le sens de la vie pratique pour les migrants. Nous essayons toujours de prendre le problème des migrants comme un problème, comme tel. Mais nous ne faisons pas de militantisme. C'est un média d'information, ce n'est pas une association militante. Nous essayons d'être justes, de bien informer, d'être corrects et d'aller droit au but²⁹¹ ».

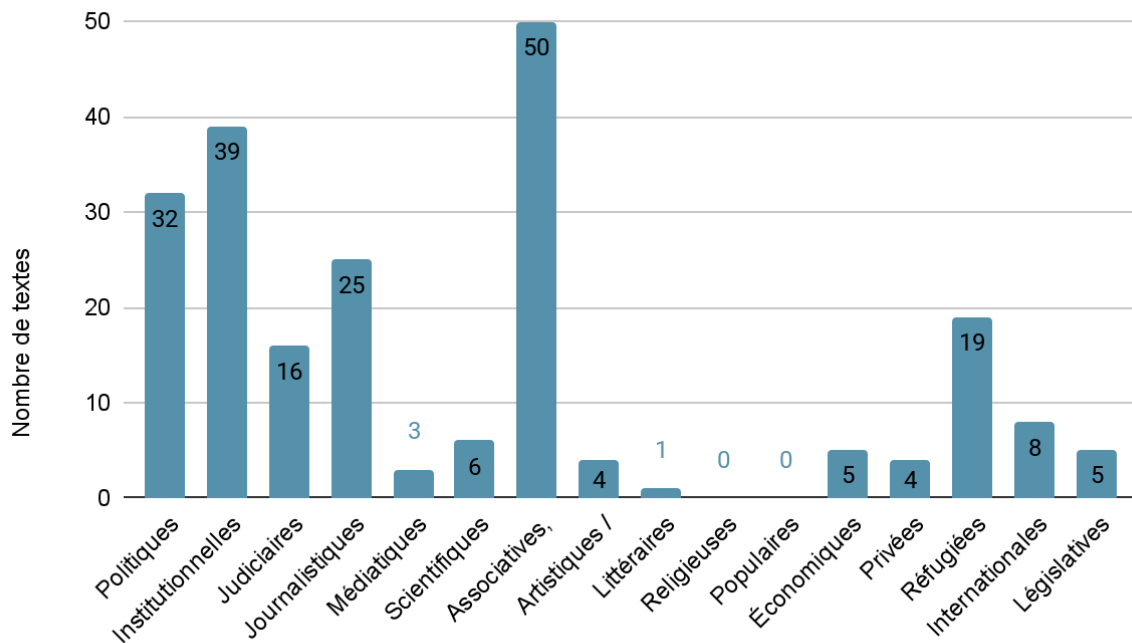
²⁹⁰ Carretero Leslie, *op. cit.*

²⁹¹ La source n'a pas souhaité révéler son nom.

Graphique 9. *Infomigrants* : Typologie des sources (apparitions uniques dans le corpus)



Graphique 10. *Infomigrants* : Présence des types de sources dans les textes



Les difficultés dénoncées par les associations et d'autres sources militantes finissent par consolider l'image classique du réfugié en tant que victime. Ceci est également lié aux sujets de préférence du média. En effet, contrairement à *L'Œil de la Maison des journalistes*, qui met un accent sur les causes de la migration – notamment la persécution des journalistes dans leurs pays d'origine –, et à *Tido*, qui traite de solutions durables et d'initiatives portées pour et par des personnes réfugiées en vue d'une intégration réussie, *Infomigrants* tend à se focaliser sur un « entre-deux ».

Il s'agit d'une dimension particulière du parcours migratoire, qui correspond justement aux périodes les plus instables que peuvent vivre les personnes en mouvement : la sortie de leur pays d'origine, le franchissement de frontières, les premières étapes dans le pays d'accueil ou bien le retour au pays d'origine par volonté ou expulsion (ce qui peut être interprété comme signe d'une intégration non réussie).

Ceci se voit, pour rappel, dans le grand nombre de textes qui traitent spécifiquement des traversées et des sauvetages en mer (16 textes sur 87), de l'évacuation ou de la concentration des personnes dans des campements (15 textes), des solutions d'hébergement temporaires (neuf textes) ou des mesures visant au rapatriement volontaire ou involontaire (dix textes).

À partir de l'analyse du cadre victime dans *Infomigrants*, nous observons que les représentations des réfugiés se rapprochent des typologies de Lilie Chouliaraki et Tijana Stolic, notamment la visibilité comme « vie biologique » (“*visibility as biological life*”, une représentation qui réduit leur vie à l'existence corporelle et aux besoins du corps) et la visibilité comme empathie²⁹². Déshumanisés, les réfugiés sont réduits à des corps dans le besoin et à des acteurs sans voix, apolitiques et ahistoriques²⁹³.

Ces représentations du réfugié en tant que victime changent selon le média. À la différence d'*Infomigrants*, *L'Œil de la Maison des journalistes* et *Guiti News* présentent un réfugié qui souffre, mais qui n'est pas passif devant son destin.

²⁹² Chouliaraki Lilie, Stolic Tijana, “Rethinking media responsibility in the refugee ‘crisis’: a visual typology of European news”, *op. cit.*, p. 8.

²⁹³ Chouliaraki Lilie, Zaborowski Rafal, “Voice and community in the 2015 refugee crisis: A content analysis of news coverage in eight European countries”, *op. cit.*

4.2. *L'ŒIL DE LA MDJ, GUITI NEWS ET LA VICTIME ENGAGÉE*

Dans cette sous-partie, nous avons souhaité rassembler *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News* pour une analyse commune de la construction du cadre victime dans ces médias, la raison étant que ces deux sites comportent de grandes similitudes dans les textes analysés.

L'Œil de la MDJ et *Guiti News* ont une représentation différente du réfugié en tant que victime par rapport à celle observée dans *Infomigrants*. Tout d'abord, les réfugiés dans ces deux médias prennent plus souvent la parole. Ces personnes partagent leurs vécus et leurs difficultés, mais elles dénoncent également les mauvaises conditions de vie dans leurs pays d'origine et les pays d'accueil. Elles n'occupent pas un rôle passif devant leur destin.

Au total, 55 textes publiés entre 2016 et 2020 ont été étudiés pour *L'Œil de la MDJ*. Concernant *Guiti News*, nous avons analysé 45 textes publiés entre 2019 – année du lancement du média – et 2020.

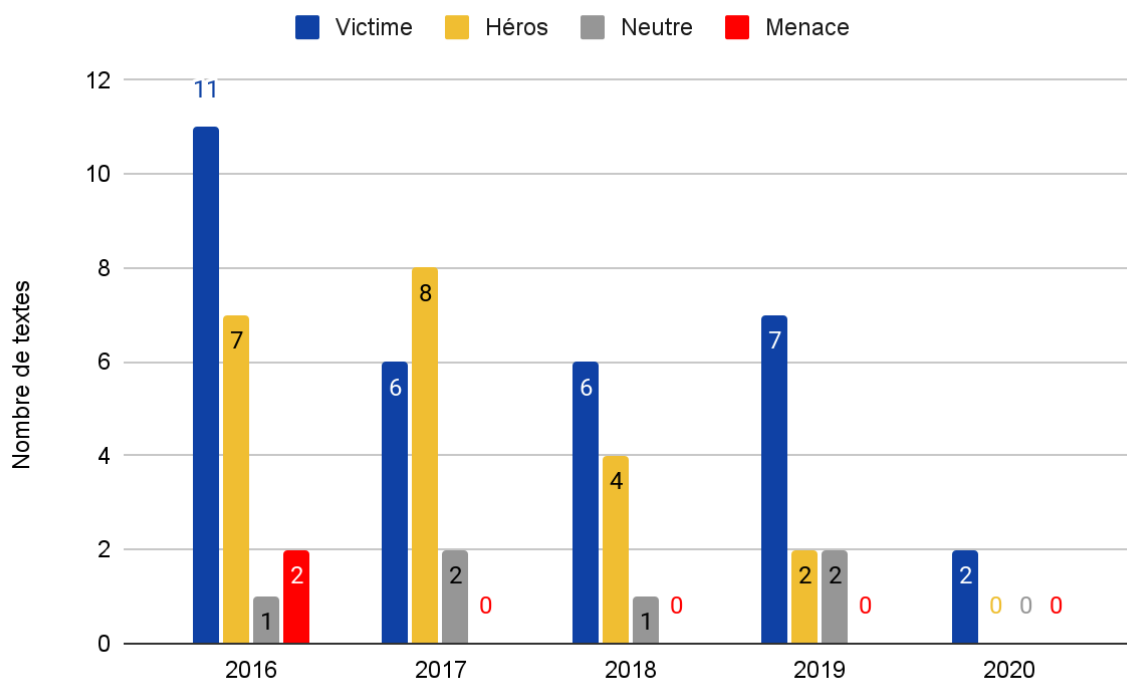
4.2.1. **Victime, mais pas par hasard : un éclairage sur les raisons du départ dans *L'Œil de la MDJ***

À la différence de *Tido* et de *Guiti News*, qui prétendent changer l'image de la migration dans l'imaginaire collectif ; et à la différence d'*Infomigrants*, qui rapporte, de manière plutôt dissuasive, les événements liés à la migration en Europe, *L'Œil de la MDJ* se concentre sur les sujets liés à la liberté de presse et à la liberté d'expression. La ligne éditoriale du site n'a pas pour vocation d'apporter une nouvelle image des personnes réfugiées, ni œuvrer spécifiquement pour l'intégration de ce public. L'originalité des textes de *L'Œil de la MDJ* réside surtout dans l'approche internationale de ses sujets. En effet, avec la collaboration d'auteurs de différentes origines, nous observons une multitude de publications qui traitent des événements qui se passent dans d'autres pays. Les journalistes de la MDJ assument une posture de « correspondants » entre la France et leur pays d'origine.

Moins inspirées par l'actualité chaude, les publications de *L'Œil de la MDJ* se composent plutôt d'analyses et / ou de contenus froids sur des thématiques liées directement ou indirectement à l'exil.

La personne réfugiée est avant tout quelqu'un qui a dû quitter son pays à cause de persécutions en rapport avec son métier de journaliste. Le manque de liberté d'expression dans les pays d'origine est ainsi une des grandes causes de l'exil traitées dans *L'Œil de la MDJ*. C'est dans ce contexte que le cadre victime apparaît le plus souvent dans le corpus analysé, suivi des cadres héros, neutre et menace (graphiques 1 et 11). La présence de chacun des cadres dans le temps suit une tendance générale de décroissance, due notamment à une baisse de la production textuelle chez *L'Œil de la MDJ*. Individuellement, le cadre victime est le seul à être présent pendant toute la période analysée. La cadre neutre est le seul à avoir une certaine stabilité pendant quatre ans d'affilée (2016 à 2019). Pour les cadres héros et menace, ils se concentrent principalement en 2016 et 2017 (graphique 11).

Graphique 11. *L'Œil de la MDJ* : Présence des cadres dans le temps²⁹⁴



4.2.1.1. Une attention à la situation politique des pays d'origine et aux violences faites aux journalistes

Dans *L'Œil de la MDJ*, il existe une présence majoritaire de publications qui traitent de sujets « avant la migration » et « après la migration », alors que les histoires pendant la migration sont quantitativement moins significatives. Ceci s'explique par deux raisons : tout d'abord, en ce qui

²⁹⁴ À bien noter qu'un même texte peut présenter plusieurs cadres.

concerne « l'avant », la moitié des textes analysés met l'accent sur la situation des pays où la liberté de la presse est limitée. En traitant de la persécution des journalistes, des violations de droits humains et, plus largement, de la situation politique, économique et sociale de ces pays, ces textes explicitent des causes et raisons générales du mouvement migratoire exogène. Puisque la Maison des journalistes soutient ouvertement la liberté de la presse, il n'est pas surprenant de voir la forte présence de textes à caractère critique et de dénonciation.

Concernant « l'après la migration », il est également logique de voir une quantité considérable de textes qui traitent de la vie dans le pays d'accueil, la France. À la différence des textes qui traitent de « l'avant », qui ont une approche plus généraliste, les textes de « l'après » sont plus centrés sur l'individu. On observe près d'un tiers des textes du corpus traitant des histoires sur l'accueil, les conditions de vie, le quotidien et l'intégration des personnes (notamment journalistes) exilées en France, ainsi que sur les difficultés vécues par ces personnes, la violation des droits humains etc. C'est dans cette catégorie que l'on trouve une majorité des textes qui présentent la prise de parole des personnes réfugiées à la première personne.

À la différence des médias traditionnels, qui privilégient les sujets « chauds » tels que les traversées et les sauvetages, *L'Œil de la MDJ* ne comporte pas de textes de ce style dans le corpus étudié. Les analyses, les critiques et les témoignages prennent de l'ampleur à la place des sujets factuels. Ainsi, contrairement aux médias traditionnels, les histoires de traversées et sauvetages, par exemple, se font rares²⁹⁵.

Dans les textes de *L'Œil de la MDJ* étudiés, le cadre victime se décline en trois sous-cadres : l'humanitaire, la discrimination et le martyr.

Le sous-cadre humanitaire se manifeste notamment via la représentation des réfugiés en tant que personnes souffrant des persécutions et violations de droits humains, et, moins souvent, via la représentation de personnes nécessitant de l'assistance pour combler leurs besoins primaires.

Un premier exemple est celui d'un article datant de septembre 2016, qui parle du foisonnement de

²⁹⁵ Il faut souligner que près d'un quart des textes analysés ne rentrent pas spécifiquement dans cette logique temporelle (avant, pendant et après la migration). C'est le cas notamment de sujets « froids », tels que la culture et ses différentes déclinaisons (festivals, expositions, spectacles, etc.). Ces textes ont également été analysés pour deux raisons : soit ils ont été écrits par des personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées ; soit ils apportent une perspective liée à la migration ou à la personne migrante de manière atemporelle. Dans tous les cas, nous l'avons classifié dans la catégorie thématique « autres ».

programmes d'hébergement citoyen en France. Pour expliquer le phénomène, le journaliste Frédéric Roy contextualise la situation avec des chiffres et explique comment ces initiatives répondent au besoin des personnes qui se trouvent sans domicile :

« La France a accueilli lors des 18 derniers mois des milliers de réfugiés fuyant les conflits et ne pouvant demeurer dans leur pays. Les dispositifs d'accueil devant ce flux important ont montré leurs limites. [...] Certains se plaignent de ces arrivées et parlent de crise des migrants. Ils voudraient fermer les frontières et clament sur tous les toits que la France ne devrait pas accueillir toute cette misère. D'autres cherchent des solutions : la maire de Paris par son désir de créer un centre d'accueil d'urgence ainsi que de nombreux particuliers qui se mobilisent pour accueillir chez eux ces réfugiés qui faute de places d'hébergement sont contraints à vivre à la rue²⁹⁶ ».

Les violations des droits humains, de manière générale, sont aussi des exemples de souffrances mises en lumière, que ce soit dans le pays d'origine ou dans le pays d'accueil. Dans un article publié en décembre 2017, on souligne la parole du Haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés :

« Aujourd'hui, comme l'Haut-Commissaire [*sic*] des Nations Unies le soutient, les Droits de l'Homme sont en réel danger : “Des états [*sic*] et d'autres acteurs violent volontairement de manière délibérée les règles de décence humaine élémentaire. Des millions de personnes sont victimes d'humiliations, de discriminations, d'exploitation, de privation, de tyrannie. Ici, en Europe et ailleurs, on observe la montée de nationalismes qui diffusant la peur, le racisme, la xénophobie, récoltent les fruits de leur labeur lorsque des foules hurlantes s'en prennent aux plus vulnérables”²⁹⁷ ».

Les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées sont également montrées comme des victimes d'un point de vue individuel, comme dans ce portrait de la journaliste zimbabwéenne Thelma Chikwanha, hébergée à la Maison des journalistes. En racontant son parcours de vie, Chikwanha expose ses angoisses et hésitations liées à l'exil, dans une des rares occasions où la santé mentale des étrangers est discutée dans un texte journalistique :

« [...] Mais au fond, ce qui me préoccupe le plus, c'est de récupérer le contrôle de ma vie. La stabilité de savoir où je vais, d'avoir un sens à sa vie et des objectifs. Ici, j'ai trop d'anxiété. Quand je quitte la Maison des journalistes, je me demande ce qu'il va m'arriver, ce que je vais faire. C'est le genre d'angoisse que je n'avais pas au Zimbabwe et qui me replie sur moi-même au lieu de m'ouvrir à ce nouveau pays, à cette

²⁹⁶ Roy Frédéric, « L'accueil de réfugiés par des particuliers ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/29/accueil-refugies-particuliers/>, consulté le 7 juillet 2021.

²⁹⁷ L'Œil de la Maison des journalistes, « Droits de l'Homme Migrant : Paris relève le défi ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/14/droits-migrant-paris/>, consulté le 7 juillet 2021.

nouvelle vie qui m’attend²⁹⁸ ».

Concernant le sous-cadre discrimination, les personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées sont montrées en tant que victimes de discriminations liées à leur origine, leur appartenance à une ethnie, leur religion ou leur couleur de peau.

Un premier exemple est celui d’un épisode de violence impliquant des immigrants subsahariens en situation irrégulière au Maroc. Accusées de nuisance dans l’espace public, ces personnes s’affrontent avec des Marocains. L’article révèle que, en plus de vivre « un exil difficile » et des conditions de vie « pénibles », ils sont victimes de racisme de la part des locaux.

« Casablanca, le 24 novembre 2017. Des affrontements éclatent soudainement entre des habitants d’un quartier populaire et des subsahariens [*sic*], en majorité en situation illégale. Insultes échangées, pierres lancées et pneus incendiés à quelques mètres seulement de la gare routière d’Ouled Ziane. Les subsahariens [*sic*] parlent de racisme, les marocains [*sic*] se plaignent de nuisance et de squat d’un jardin public²⁹⁹ ».

Un deuxième exemple est raconté à la première personne par le journaliste Hicham Mansouri. Originaire du Maroc, il vit en exil en France et expose son ressenti concernant la discrimination dans le transport public parisien :

« *Attention aux pickpockets!* Dès que je monte dans le métro de Paris, j’entends cette alerte. J’ignore pourquoi je me sens à chaque fois concerné. Par l’accusation et non l’alerte (si vous ne l’aviez pas deviné). Ce sentiment est d’autant plus fort que la voix féminine répète le message en plusieurs langues sauf l’arabe. Je ne suis pas le seul à le penser. Prenons par exemple ce couple de touristes britanniques qui est tout près de moi. Avec un geste de la main, le monsieur vient d’alerter sa compagne de faire attention au potentiel pickpocket derrière elle. Elle se retourne, me regarde de haut en bas, puis fait un pas vers son conjoint en collant son sac à main sous son épaule. J’ouvre mon sac à dos et en tire un journal afin d’oublier l’humiliation, mais surtout dans l’espoir de rassurer mes voisins³⁰⁰ ».

Enfin, concernant le sous-cadre martyr, la personne réfugiée est montrée en tant que symbole de résistance, ayant souffert des persécutions, violences et / ou violations de droits humains et de libertés fondamentales en raison de leur soutien à une cause. C’est le cas du photjournaliste syrien

²⁹⁸ Vignaux-Demarquay Romain, Zeler Valentine. « Thelma : “Quand je quitte la mdj, je me demande ce qu’il va m’arriver...” » . *L’Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l’adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/25/thelma-chikwanha/>, consulté le 7 juillet 2021.

²⁹⁹ Mansouri Hicham, « Pourquoi les réfugiés syriens sont otages de la crise du Sahara au Maroc ? » . *L’Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l’adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/refugies-syriens-otages-sahara-maroc/>, consulté le 7 juillet 2021.

³⁰⁰ Mansouri Hicham, « Un arabe dans le métro : “attention aux pickpockets!” » . *L’Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l’adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/11/arabe-metro-paris-maroc/>, consulté le 7 juillet 2021.

Abdulmonam Eassa, interviewé pour un portrait des résidents de la MDJ. Dans le contexte de la guerre en Syrie, l'article met en lumière son noble rôle auprès des civils. Pour aider ces personnes et lutter contre les abus du gouvernement, Eassa a particulièrement souffert :

« Parmi les destructions, sa maison bombardée, tout comme la majorité des alentours. Au lieu de s'écrouler sous les ruines, le jeune homme est devenu un pilier et s'est dédié à sauver le plus de civils possibles, frappés par les attaques aériennes. [...] Avec la même positivité, il démontre du réconfort à l'idée que son passé n'est pas complètement perdu. "Je suis presque sûr que notre travail, celui de mes amis et moi, changera quelque chose en Syrie. Mais ça prend du temps. [...] Avant de quitter la Syrie, j'ai acheté une autre écharpe, exactement comme celle que j'avais passé à mon cousin. Normalement on l'utilise pour se protéger dans les zones de conflit, pour ne pas respirer la poussière après les bombardements. Aujourd'hui, je le porte pour des raisons esthétiques. Mais surtout, parce que cela me rappelle ma famille, mon pays et ceux qui luttent contre le gouvernement et les forces militaires. Ce n'est pas juste une écharpe, c'est une déclaration politique, un symbole de notre cause"³⁰¹ ».

On observe ainsi à partir de ces exemples que les réfugiés racontent eux-mêmes leurs expériences difficiles, souvent à la première personne et sous un regard réflexif ou critique. Ces personnes participent ainsi au « discours de victimisation », sans pour autant réduire leur image à des « victimes passives ».

Tableau 8. *L'Œil de la MDJ* : Les grandes thématiques³⁰²

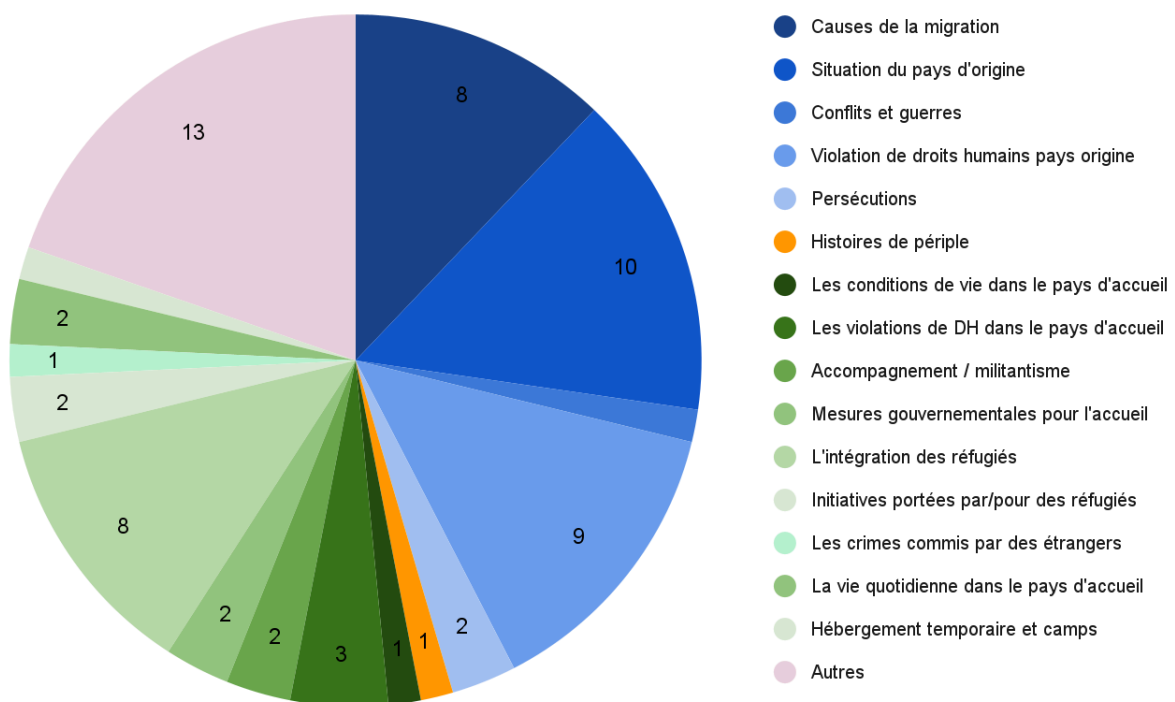
Sujets principaux	Nombre de textes
Les causes et raisons de la migration	8
La situation politique / économique / sociale dans le pays d'origine	10
Les conflits internes / les guerres	1
Les violations de droits humains dans les pays d'origine	9
Les persécutions	2
Le mouvement migratoire en tant que tel / les traversées	0
Les histoires de périple	1
Les conditions du voyage	0

³⁰¹ Sclapari Beatrice, « Témoignage d'un journaliste syrien en exil : "Je dois me reconstruire, mais je dois toujours lutter pour la Syrie." ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/12/26/journalisme-syrie-guerre-reporatge-photographe/>, consulté le 7 juillet 2021.

³⁰² Un même texte peut contenir plus d'une thématique principale.

La demande d'asile / La régularisation de situation	0
Les conditions de vie dans le pays d'accueil	1
Les violations de droits humains dans le pays d'accueil	3
Accompagnement administratif, militantisme, plaidoyer	2
Les mesures gouvernementales pour l'accueil	2
Les lois et les décisions de justice	0
L'intégration des réfugiés dans la société d'accueil	8
Les parcours exceptionnels (« <i>success stories</i> »)	0
Les initiatives portées par et/ou pour des réfugiés	2
Accueil immédiat (centre de rétention, campements...)	0
Les crimes commis par des étrangers / réfugiés	1
La vie quotidienne dans le pays d'accueil	2
L'hébergement temporaire / Les camps de réfugiés	1
Expulsions / Rapatriement	0
Autres	13

Graphique 12. L'Œil de la MDJ : Les grandes thématiques



4.2.1.2. Une représentation co-construite avec les personnes concernées

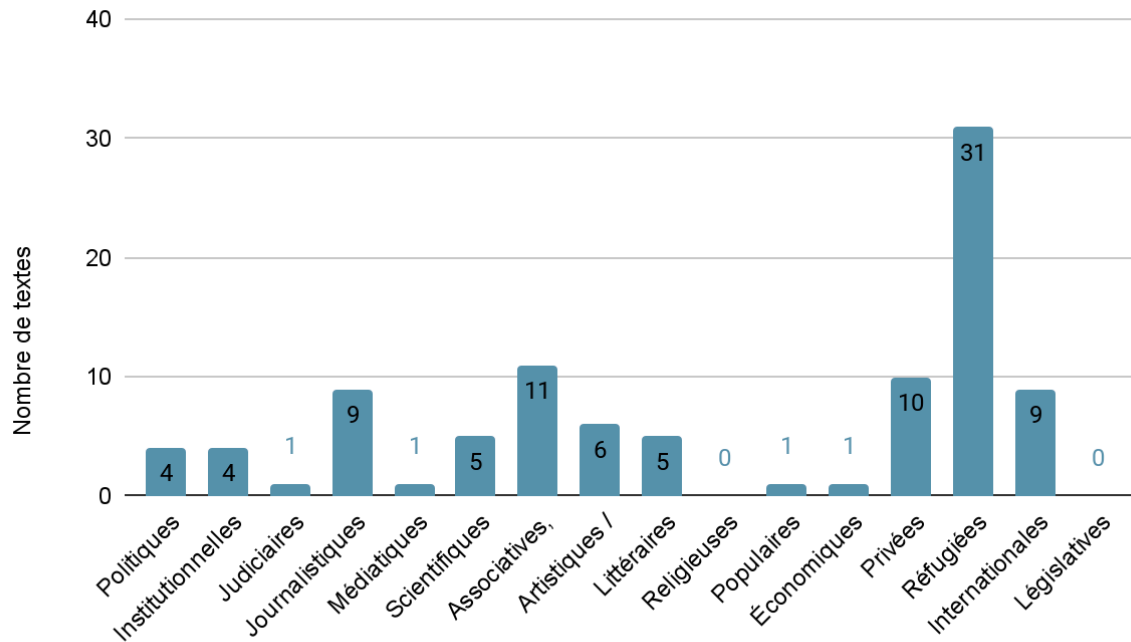
La représentation des personnes réfugiées en tant que victimes est directement liée aux sujets traités dans *L'Œil de la MDJ*. Mais les porteurs des discours sont aussi responsables de cette construction. Dans *L'Œil de la MDJ*, les réfugiés, exilés, demandeurs d'asile et personnes immigrées sont les sources d'information le plus consultées parmi toutes les catégories repérées. En effet, 38 sources réfugiées apparaissent dans 31 textes sur les 55 analysés. Les sources associatives / syndicales / militantes, les sources journalistiques, les sources privées (Français) et les sources internationales (institutions et organisations) sont celles qui apparaissent le plus souvent dans les textes, après les sources réfugiées (graphiques 13 et 14).

À part les sources religieuses, qui n'apparaissent pas dans le corpus analysé, les sources les moins présentes sont les juridictionnelles, les médiatiques, les populaires, les économiques. On observe également que les sources institutionnelles et les sources politiques sont les deuxièmes moins privilégiées. Cette répartition nous montre que *L'Œil de la MDJ* suit le chemin contraire de la presse traditionnelle en matière de migration : au lieu de se servir des « informations officielles » ou des analyses d'experts, spécialistes et chercheurs, ce sont les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées qui prennent le plus souvent la parole. En effet, parmi les 31 textes qui consultent ces personnes en tant que source d'information, 17 les utilisent en tant que source unique.

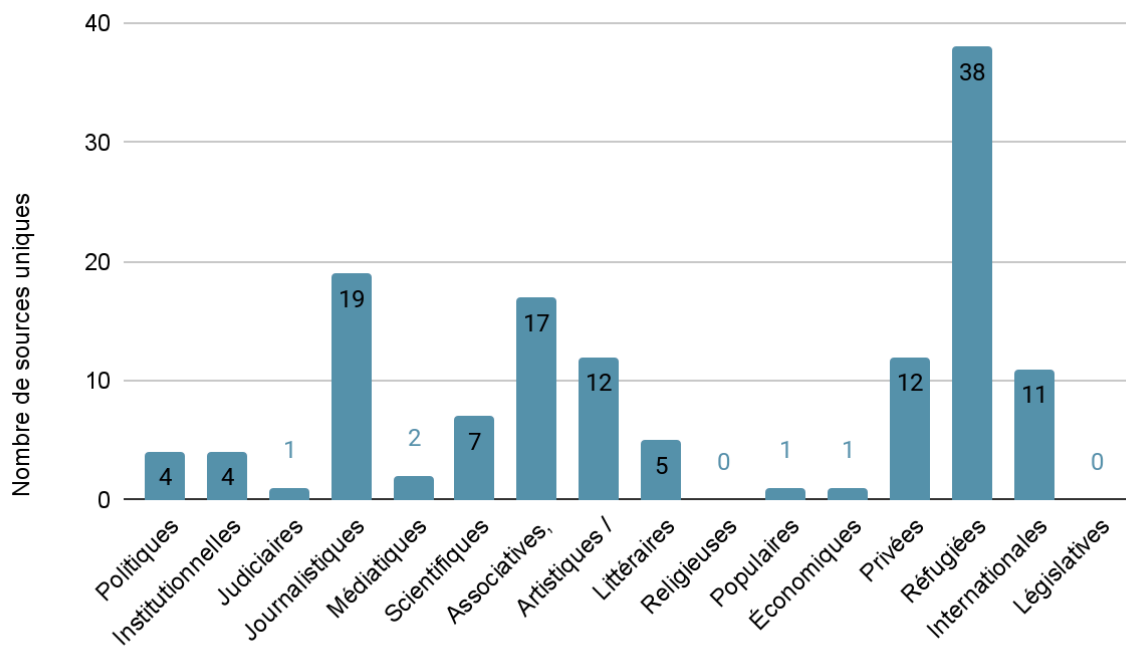
Les auteurs étrangers et immigrés écrivant des articles pour *L'Œil de la MDJ* sont ceux qui consultent le plus souvent les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées en tant que source d'information. En effet, parmi les 31 textes du corpus où ces personnes prennent la parole, 18 textes sont signés par des étrangers – presque quatre fois plus que ceux signés par des Français (cinq textes). Les binômes les consultent dans quatre textes, de même pour les publications non signées (attribuées à la rédaction).

Les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées qui sont consultées ne parlent pas uniquement de migration, même si cela reste un des principaux sujets évoqués. En effet, elles sont consultées dans la plupart des cas pour des textes qui traitent de droits humains (dix textes sur 31), suivis de textes qui traitent principalement et directement de sujets migratoires (sept textes sur 31). Les récits personnels représentent six textes ; art, langue, culture et éducation, quatre textes ; politique, trois ; faits divers, un.

Graphique 13. *L'Œil de la MDJ* : Présence des types de sources dans les textes



Graphique 14. *L'Œil de la MDJ* : Typologie des sources (apparitions uniques dans le corpus)



Soulignons cependant le fait que ces personnes vont, dans presque un quart des cas, faire un récit ou fournir un témoignage lié à leur propre expérience migratoire. En effet, parmi les 31 textes qui consultent des personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile et immigrées, 28 présentent leur parole à la première personne, et trois autres ont des citations indirectes.

L’influence des sources dans la construction du cadre victime et de ses sous-cadres est due à deux facteurs : d’une part, les personnes réfugiées vont prendre la parole notamment pour raconter leur parcours d’exil en tant que journaliste persécuté ou pour exposer la réalité de leur pays d’origine. D’autre part, les sources associatives / syndicales / militantes et les sources journalistiques vont également dénoncer et / ou révéler des violations de droits humains dans le pays d’origine ou dans le pays d’accueil.

Un article datant de décembre 2016 illustre cet exemple. Un groupe de militants revendique la libération des civils syriens détenus par le régime d’Assad en Syrie. Le texte explique en quoi ce régime impacte la vie des habitants du pays et force à la migration :

« “Notre but premier est celui de soulager les souffrances du peuple syrien”, souligna le porte-parole du groupe Sakher Edris. [...] Le régime d’Assad n’a pas pris de réels engagements pour libérer les détenus. “Nous avons répété pendant nos réunions à Bruxelles que l’Union Européenne doit faire pression sur ceux qui détiennent illégalement des civils syriens”. Des milliers de Syriens innocents sont détenus et torturés dans des centres de détention d’Assad en Syrie. Cette souffrance et les attaques quotidiennes discriminantes contre les civils participent vivement à la crise des migrants en Europe et affectent l’équilibre mental de Syriens qui ont fui leur pays pour leur propre sécurité³⁰³ ».

Un deuxième exemple est fourni par le témoignage de Beraat Gokkus, journaliste et réalisateur turc en exil, hébergé à la Maison des Journalistes. Gokkus a réalisé une série de photos qui expriment son sentiment d’être arrivé dans un nouveau pays. Dans son interview, il détaille ses motivations pour faire une exposition à ce sujet :

« J’étais journaliste en Turquie, j’étais citoyen et j’ai perdu tout ça. Qui suis-je ici ? Quelqu’un dans l’attente. [...] Avec plus de recul, c’est comme si j’étais en prison. Je suis dans une prison que je ne peux pas voir. Mais autour de moi il y a tellement de murs que je ne peux pas bouger... [...] Parfois, il y a des résultats, j’ai donc de l’espoir. Mais je reste prisonnier. Je n’ai même pas le droit de vote. Pourtant, je suis un animal

³⁰³ Khaleal Shiyar, « A Bruxelles, The working group for syrian detainees lance un plan d’action pour les détenus syriens ». *L’Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l’adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/12/08/a-bruxelles-the-working-group-for-syrian-detainees-lance-un-plan-d-action-pour-les-detenus-syriens/>, consulté le 3 novembre 2021.

politique. Les autres continuent à vivre, font la société, alors que moi je suis en attente. Le décalage est rude³⁰⁴ ».

Ce que raconte Gokkus se réfère, pourtant, à une étape plus avancée du parcours migratoire. Déjà installé dans le nouveau pays, en attente de la reconnaissance de son statut de réfugié, sa situation est bien différente de ceux qui viennent tout juste d'arriver ou ceux qui sont encore sur la route. C'est ce qui révèle une source politique, Max Mathiasin, député de Guadeloupe, dans une interview d'avril 2018 :

« D'après les informations dont je dispose, il y a encore entre 400 et 700 mille personnes bloquées en Libye. Il semble que l'Europe s'accommode un peu du fait que l'existence de ces camps empêche les gens de traverser. Aujourd'hui encore, certains sont emprisonnés ou vendus et d'autres auxquels on demande aux familles de payer des rançons. [...] Il faut savoir que les gens quittent l'Afrique subsaharienne au détriment de leurs vies³⁰⁵ ».

Ce qui est particulier à *L'Œil de la MDJ* c'est que les difficultés révélées sont très peu liées aux besoins primaires des nouveaux arrivants dans le pays d'accueil, comme on peut trouver dans *Infomigrants* ou *Guiti News*. Les difficultés dénoncées par les sources dans *L'Œil de la MDJ* sont souvent contextualisées à la lumière de la politique internationale, des relations internationales et / ou de la géopolitique.

Dans ce sens, au lieu de dénoncer une mauvaise prise en charge des réfugiés dans le pays d'accueil, par exemple, ces sources vont plutôt dénoncer les conditions de vie précaires et dangereuses dans les pays d'origine. C'est le cas du Maroc, qui dispute le Sahara occidental avec le Front Polisario. Comme l'explique Michèle Decaster, Secrétaire Générale de l'Association française d'Amitié et de Solidarité avec les peuples d'Afrique, dans un article de décembre 2017, « depuis août 1994, les frontières entre les deux pays sont officiellement fermées mais restent perméables aux trafiquants de drogues, aux immigrants clandestins et aux personnes à la recherche d'un refuge politique³⁰⁶ ». Ce climat de tension impacte directement les citoyens :

³⁰⁴ L'Œil de la Maison des journalistes, « L'attente est une prison – interview pour l'exposition Waiting ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/12/08/a-bruxelles-the-working-group-for-syrian-detainees-lance-un-plan-daction-pour-les-detenus-syriens/>, consulté le 3 novembre 2021.

³⁰⁵ Mansouri Hicham, « Max Mathiasin (député de guadeloupe) : “La France a abandonné l'Afrique aux Chinois” ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/10/mathiasan-depute-guadeloupe-esclavagisme-libye-afrique-francafrique/>, consulté le 8 novembre 2021.

³⁰⁶ Mansouri Hicham, « Pourquoi les réfugiés syriens sont otages de la crise du Sahara au Maroc ? ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/refugies-syriens-otages-sahara-maroc/>, consulté le 7 juillet 2021.

« il est très fréquent de voir des familles [marocaines] entières, brandissant leurs passeports, faire la manche devant les mosquées et près des feux rouges, ce notamment à Rabat et à Casablanca. D'autres décident de se joindre aux subsahariens et tentent de traverser la méditerranée ou de franchir les barbelés de Ceuta ou Melilla afin de rejoindre l'Europe. Une aventure encore plus risquée³⁰⁷ ».

Alors que la version la plus connue du parcours migratoire dans les médias traditionnels est celle de la « misère » et de la mauvaise intégration, la représentation en tant que victimes de ces personnes dans *L'Œil de la MDJ* est faite dans un contexte plus profond et complexe, et moins misérabiliste. Comme nous l'avons vu, les sujets traités et les sources consultées contribuent directement à la construction de ces représentations. Le même est observé dans les textes de *Guiti News*.

4.2.2. Une mise en lumière par *Guiti News* des violences souffertes par les exilés

La présence des cadres de la migration dans *Guiti News* se rapproche de celle concernant *L'Œil de la Maison des journalistes*, avec une prédominance de l'image victimisante du réfugié. En effet, dans plus de la moitié des textes de *Guiti News* analysés, il est possible de trouver les sous-cadres humanitaire et discrimination. Ceci est influencé notamment par les sujets traités dans le média et également par certains types de sources mobilisées.

4.2.2.1. Le réfugié en tant que victime dans l'actualité de *Guiti News*

Guiti News se présente comme un site d'actualités. Le média traite principalement de sujets liés à la migration, mais réalise également des papiers autour de la culture, de la politique et des droits de l'homme dans ses différentes rubriques : « À chaud » (une brève sur l'actualité migratoire en France et en Europe, souvent reprise d'autres sites d'information) ; « *Guiti* croque » (un dessin de presse ou d'humeur en réaction à l'actualité politique) ; « C'est leur histoire » (un récit incarné d'une trajectoire migratoire. Bien souvent, les journalistes de *Guiti* y prennent aussi la plume, sous la forme d'un éditorial) ; « *Guiti* a aimé » (une recommandation culturelle – théâtre, cinéma, art vivant... – de la rédaction) ; « Ici et là-bas » (un article traitant des sujets migratoires dans d'autres

³⁰⁷ *Ibid.*

pays ou faisant un lien entre la France et l'international) ; « À la loupe » (une enquête documentée sur un sujet ou un reportage / reportage photographique qui propose une immersion au long cours) ; « Déconstruisons-nous » (un article ou un format data qui déconstruit les fake news).

On observe que près de trois quarts des textes de *Guiti News* traitent de sujets liés à l'étape post-migration, notamment la demande d'asile, la violation de droits humains dans le pays d'accueil, les initiatives portées par et pour des personnes réfugiées et l'intégration de ces personnes à la société hôte. C'est justement dans ces textes que l'on trouve le plus souvent le cadre victime, manifesté notamment par deux sous-cadres : humanitaire et discrimination.

Dans le cadre humanitaire, l'accent est mis sur les difficultés rencontrées par les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile et immigrées en France. *Guiti News* met en lumière des problématiques vécues par ces personnes en vue de sensibiliser le public français sur les mauvaises conditions d'accueil.

Les persécutions dans le pays d'origine, les traversées difficiles et risquées, la bureaucratie / les entraves vis-à-vis de l'administration française et des violences policières sont quelques-unes des situations traitées par *Guiti News* concernant le sous-cadre humanitaire. En résumé, les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile et immigrées sont victimes de violences généralisées à plusieurs échelles, comme le révèle un article du média, datant d'avril 2019 :

« La crise de l'accueil constitue l'une des trois violences à laquelle est confrontée une personne en exil, décrypte Louis Barda. Après avoir subi les violences inhérentes à la zone de conflits ou à la zone de non-droit du pays d'origine, apparaissent les violences du parcours migratoire comme en "Libye ou lors du passage en Méditerranée. Une expérience particulièrement traumatisante". Enfin la troisième et dernière violence est celle du non-accueil pour le représentant de Médecins du Monde. "La violence des institutions et de ses impasses administratives créent un désœuvrement fort chez les personnes" conclut-il³⁰⁸ ».

Le sous-cadre humanitaire est présent dans 27 textes sur 45 et impose un ton alarmiste et/ou d'indignation dans le corpus analysé. Les sources réfugiées, politiques et associatives / syndicales / militantes participent à la construction de ce sous-cadre, comme nous le verrons dans le point suivant.

³⁰⁸ Lafosse Alix, « Camps d'exilés : le nouveau cri d'alarme des associations ». *Guiti News*, mis en ligne le 12 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/04/12/camps-dexiles-le-nouveau-cri-dalarme-des-associations/>, consulté le 27 août 2021.

En deuxième lieu se trouve le sous-cadre discrimination. Dans *Guiti News*, les discriminations révélées sont de différentes natures. C'est le cas de ce qui se passe dans les zones d'attente³⁰⁹, où, selon l'Anafé (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers), dans un article de septembre 2020, « des personnes [...], durant plusieurs jours, évoluent dans des conditions sanitaires dégradées [...], et [...] doivent faire face à une stigmatisation et des propos racistes, sexistes, transphobes de la part des forces de l'ordre³¹⁰ ».

Le racisme est également mentionné dans les textes, comme dans ce reportage où le jeune réfugié Souleymane raconte son parcours en Italie en vue de devenir un joueur de foot : « J'étais dans une famille d'accueil et je jouais au sein du club Uno, un club de série B en Italie. Ils se sont vraiment bien occupés de moi. Mais, après ils ont voulu me transférer à Naples. Je ne pouvais pas, les noirs se font égorger là-bas, ils sont trop racistes!³¹¹ ».

La xénophobie alimentée par le discours de haine de l'extrême-droite en Allemagne est un troisième exemple traité dans *Guiti News*, qui illustre comment les personnes réfugiées peuvent être discriminées :

« [...] ces temps-ci, le climat a changé Outre-Rhin. Les manifestations contre les réfugiés se multiplient tout comme la haine sur internet, et les expulsions vers l'Afghanistan. Les agressions sexuelles lors de la nuit du Nouvel An à Cologne en 2016 ont tout changé. Je vois dans cet événement la fin de la culture de l'accueil. L'attentat contre un homme politique allemand qui soutenait les réfugiés et les incendies criminels contre des foyers de réfugiés ne viennent pas de nulle part. Ils sont le résultat de la haine propagée par l'extrême-droite³¹² ».

³⁰⁹ « Un étranger peut être placé en zone d'attente à son arrivée à la frontière. La procédure de maintien en zone d'attente est encadrée juridiquement et limitée dans le temps (26 jours maximum). Tout au long de la procédure, des droits sont garantis à l'étranger et il bénéficie de voies de recours. À la sortie de la zone d'attente, soit l'étranger doit quitter la France, soit il est autorisé à entrer en France provisoirement. [...] La zone d'attente est un espace bien délimité situé : dans un aéroport (Roissy, Orly, etc.), ou dans un port ou à proximité d'un lieu de débarquement (Marseille, Calais, etc.), ou une gare ferroviaire ouverte au trafic international (Paris-Gare du Nord, Lille-Europe, Strasbourg, Nice, Modane, etc.). Il ne faut pas confondre une zone d'attente et un centre de rétention. » (Gouvernement. « Maintien d'un étranger en zone d'attente ». *Service Public*. Accessible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F11144>, consulté le 30 août 2021.)

³¹⁰ Belkacem Sofía, Hassan Abdallah, « “La zone d'attente” : mettre fin à l'enfermement des étrangers ». *Guiti News*, mis en ligne le 29 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2020/09/29/la-zone-dattente-mettre-fin-a-lenfermement-des-etrangers/>, consulté le 27 août 2021.

³¹¹ Amar Leïla, « Mineur isolé étranger cherche carrière de footballeur en France ». *Guiti News*, mis en ligne le 17 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/09/17/enfants-et-mineurs-migrants-en-france-carriere-football/>, consulté le 27 août 2021.

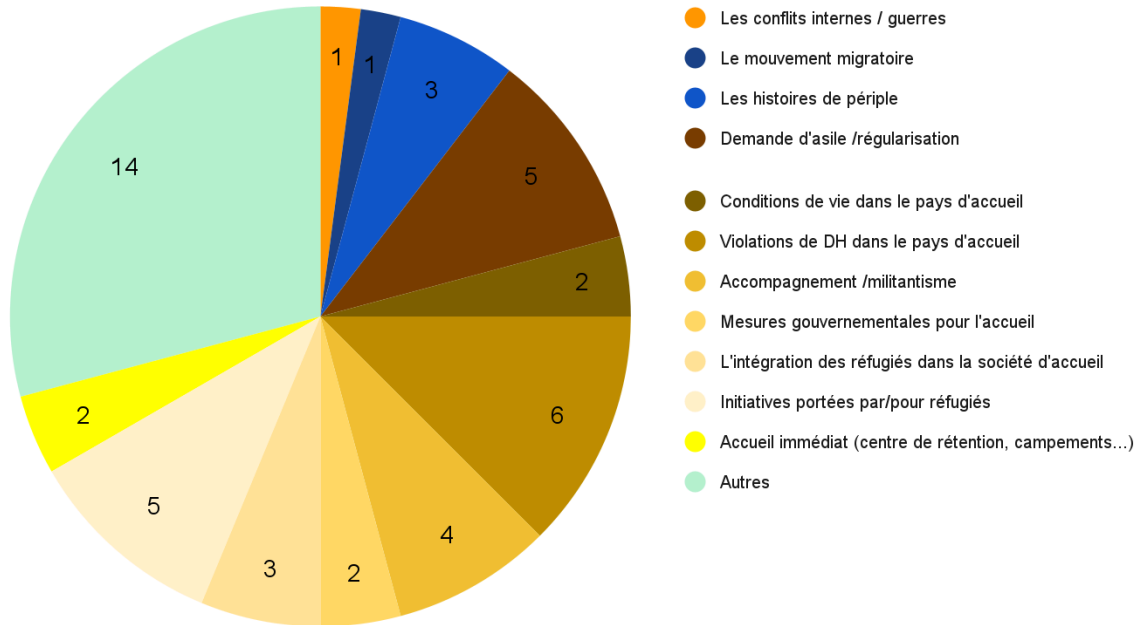
³¹² Al Salamat Shadi, « La fin de la culture de l'accueil ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 7 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/07/la-fin-de-la-culture-de-laccueil/>, consulté le 27 août 2021.

Tableau 9. *Guiti News* : Les grandes thématiques³¹³

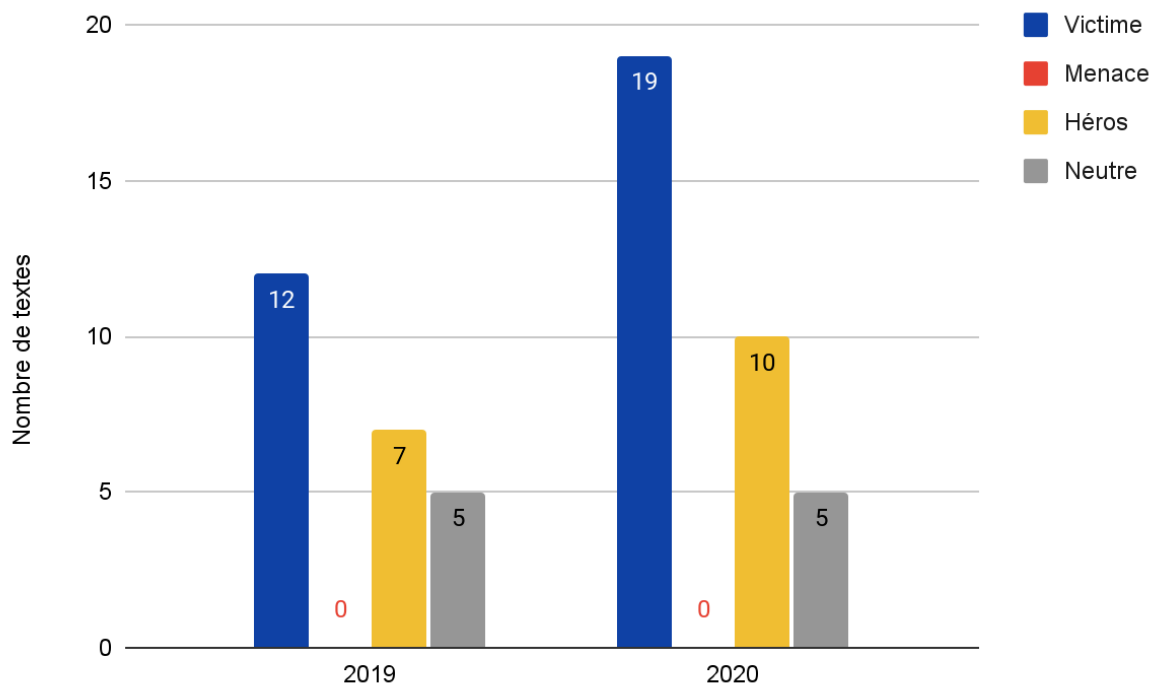
Sujets principaux	Nombre de textes
Les causes et raisons de la migration	0
La situation politique / économique / sociale dans le pays d'origine	0
Les conflits internes / les guerres	1
Les violations de droits humains dans les pays d'origine	0
Les persécutions	0
Le mouvement migratoire en tant que tel / les traversées	1
Les histoires de périple	3
Les conditions du voyage	0
La demande d'asile / La régularisation de situation	5
Les conditions de vie dans le pays d'accueil	2
Les violations de droits humains dans le pays d'accueil	6
Accompagnement administratif, militantisme, plaidoyer	4
Les mesures gouvernementales pour l'accueil	2
Les lois et les décisions de justice	0
L'intégration des réfugiés dans la société d'accueil	3
Les parcours exceptionnels (« <i>success stories</i> »)	0
Les initiatives portées par et/ou pour des réfugiés	5
Accueil immédiat (centre de rétention, campements...)	2
Les crimes commis par des étrangers / réfugiés	0
La vie quotidienne dans le pays d'accueil	0
L'hébergement temporaire / Les camps de réfugiés	0
Expulsions / Rapatriement	0
Autres	14

³¹³ Un même texte peut contenir plus d'une thématique principale.

Graphique 15. *Guiti News* : Les grandes thématiques



Graphique 16. *Guiti News* : Présence des cadres dans le temps³¹⁴



³¹⁴ À bien noter qu'un même texte peut présenter plusieurs cadres.

Dans le temps, le cadre victime apparaît plus souvent en 2020 qu'en 2019 (graphique 16). Cependant, de manière générale, les cadres de la migration dans *Guiti News* se répartissent de façon à peu près équilibrée dans la période analysée : le cadre héros présente une légère augmentation en 2020 par rapport à l'année précédente, alors que le cadres neutre reste identique. Le cadre menace est, quant à lui, absent du corpus étudié.

4.2.2.2. La construction du cadre victime par le discours des sources politiques, associatives et réfugiées

Dans *Guiti News*, les sources réfugiées sont celles les plus mobilisées (graphique 17), et sont également celles qui apparaissent dans le plus grand nombre de textes, suivies des sources associatives / syndicales / militantes, des sources politiques et des sources privées (graphique 18). Les sources réfugiées jouent un rôle important à la fois dans la construction du cadre victime et dans la construction du cadre héros, comme nous le verrons ultérieurement.

Concernant le sous-cadre humanitaire, les sources réfugiées vont rapporter le plus souvent des informations relatives à leur expérience personnelle. C'est le cas du Guinéen Mamadou Allou Diallo, qui raconte son périple entre la Libye, l'Italie et la France dans un livre considéré par *Guiti News* comme « un témoignage littéraire déchirant et nécessaire ». Son récit, à la première personne, révèle des difficultés vécues dès l'embarquement en Libye, jusqu'à son arrivée en Italie :

« Ils ont choisi les plus costauds pour gonfler les deux Zodiacs. “Si vous les faites tomber, il va y avoir des trous, le Zodiac va couler et vous allez tous mourir !” [...]. Dans le nôtre, on était 110. Dans l'autre, ils étaient 125. Il y avait tellement de monde qu'on avait pas de place pour s'asseoir. [...] Elle nous a donné à chacun trois cartes pour appeler l'Afrique, pour leur dire qu'on était bien arrivés et qu'on était pas morts. Moi j'étais triste parce que je n'avais personne à appeler et j'ai un peu pleuré³¹⁵ ».

Plus rarement, les sources réfugiées partagent leur point de vue sur la migration et l'accueil dans une optique globale ou collective. Ceci est lié à une posture engagée – qui sera étudié dans le point suivant –, comme celui de Lionel, un Congolais vivant en France, pour qui la situation dans laquelle se trouvent les réfugiés quand ils arrivent en France est « catastrophique » : « “Nous, les

³¹⁵ Bourgeois Marianne, « Maintenant je vais raconter», un témoignage littéraire déchirant et nécessaire ». *Guiti News*, mis en ligne le 17 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2019/12/17/maintenant-je-vais-raconter-un-temoignage-litteraire-dechirant-et-necessaire/>, consulté le 30 août 2021.

demandeurs d’asiles, notre vie est très compliquée. C’est pourquoi, je suis venu ici pour manifester et pour dénoncer le fait qu’on nous refuse l’accès à nos droits. Comme tout le monde, nous avons besoin d’un travail”, argumente-t-il³¹⁶ ».

À part les sources réfugiées, les sources politiques et les sources associatives / syndicales / militantes ont également un rôle déterminant dans la construction du cadre victime. Malgré certaines particularités, elles opèrent de manière similaire dans les textes.

Par rapport aux sources politiques, *Guiti News* ne consulte que celles ayant une position pro-migration. Leur discours, comme celui des associations, est d’indignation. À l’image de Damien Carême, eurodéputé (2019-) et ancien maire de Grande-Synthe (2001-2019), les politiciens utilisés en tant que source d’information dans le corpus analysé, ont la mission de révéler le dysfonctionnement dans la prise en charge des réfugiés en France ou en Europe. Dans une interview pour *Guiti News*, l’ élu déclare sa révolte contre l’inaction politique : « Pire même. “Quand des bateaux d’ONG vont sauver des migrants, on les criminalise. C’est odieux”³¹⁷ ».

« “La question d’accueillir ou pas ne doit plus s’imposer dans le contexte sanitaire, social et climatique qui est le nôtre”, décrit Damien Carême, président de l’Anvita et député européen. L’ancien édile de Grande-Synthe (élu de 2001 à 2019), surnommé “le maire des migrants” dans les médias, se bat depuis des années pour accueillir dignement les personnes exilées sur le territoire. En 2016, il installe le premier camp humanitaire de l’Hexagone après un long combat politique avec l’État français. Un combat loin d’être terminé³¹⁸ ».

Cette position est partagée même au niveau international, à l’exemple de Leoluca Orlando, maire de Palerme, en Italie, qui déclarait dans une interview au *Monde*, reprise par *Guiti News* : « “J’ai honte d’être européen, quand on voit le sort qui est fait aux migrants”. Pour la petite histoire, Palerme signifie “refuge idéal” en grec ancien³¹⁹ ».

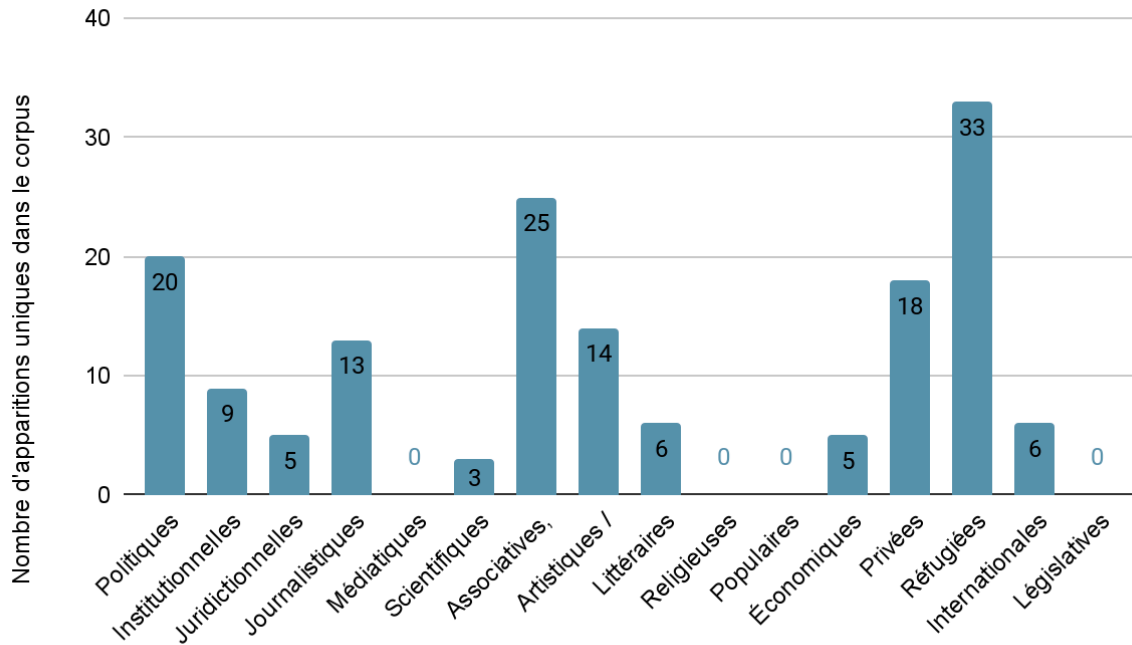
³¹⁶ Lafosse Alix, « Camps d’exilés : le nouveau cri d’alarme des associations », *op. cit.*

³¹⁷ Hassan Abdallah, Dupuis Laurent. « Damien Carême veut secouer le cocotier européen ». *Guiti News*, mis en ligne le 9 septembre 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/09/09/damien-careme-veut-secouer-le-cocotier-europeen/>, consulté le 27 août 2021.

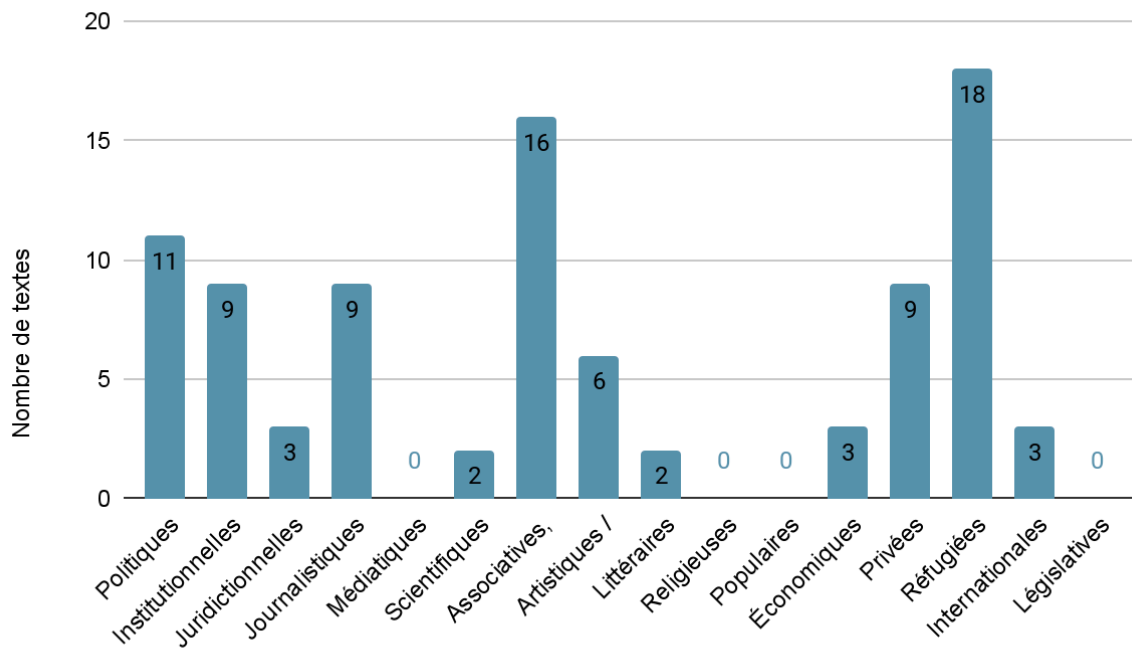
³¹⁸ Notteau Rachel. « France : des élu.e.s se mobilisent pour l’accueil des personnes migrantes ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 décembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/12/18/france-des-elu-e-s-se-mobilisent-pour-laccueil-des-personnes-migrantes/>, consulté le 27 août 2021.

³¹⁹ Dupuis Laurent, « Confinement : top 5 de documentaires à (re)voir d’urgence ». *Guiti News*, mis en ligne le 20 avril 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/04/29/confinement-top-5-de-documentaires-a-revoir-durgence/>, consulté le 27 août 2021.

Graphique 17. *Guiti News* : Typologie des sources (apparitions uniques dans le corpus)



Graphique 18. *Guiti News* : Présence des types de sources dans les textes



De façon globale, les sources politiques contribuent à la construction du cadre victime de la même manière que les sources associatives / syndicales / militantes. Dans *Guiti News*, comme dans *Infomigrants*, les associations font partie des sources les plus consultées. Leur rôle est indéniablement de dénoncer les politiques et conditions de l'accueil en France et en Europe : « Coordinateur du programme d'accès aux soins des personnes vulnérables à Paris, pour le compte de Médecins du Monde, Louis Barda dénonce surtout “un cycle infernal où chaque pays se renvoie la balle en vertu des accords de Dublin”³²⁰ ».

Les associations expriment également leur frustration et leur colère contre l'inaction des pouvoirs publics : « Il y a un moment ça suffit, c'est-à-dire qu'on ne peut pas *ad vitam æternam* se substituer aux pouvoirs publics qui, en plus de ne pas prendre leurs responsabilités, aggravent la situation³²¹ ».

« Comme beaucoup d'autres bénévoles, les membres d'Utopia 56 manquent d'équipement face aux risques de propagation du virus. Mais Gael Manzi ne voit pas d'alternative, “si on ne le fait pas qui va le faire ? On se rend bien compte que les réponses apportées par les autorités ne sont pas là” s'emporte-t-il³²² ».

En plus de dénoncer des situations nuisibles aux personnes exilées – souvent dans le cadre des premières phases de l'accueil –, les associations renforcent leur position favorable à la migration et se félicitent pour leur propre travail apporté à ceux et celles dans le besoin, surtout dans des situations exceptionnelles comme le confinement lié à la pandémie de la Covid-19 en 2020 : « Nous avons fait le choix de maintenir nos activités par devoir et par respect de la dignité des sans-abri qui nécessitent notre aide, plus que jamais. Nous resterons donc présents, chaque jour auprès des exilé.e.s et nous organiserons au mieux notre soutien³²³ ». On observe ainsi que l'usage qui est fait de ces sources associatives est différent de celui qu'en fait *Infomigrants*, qui, pour rappel, ne souligne pas de solutions pour les problématiques dénoncées.

En résumé, deux éléments sont importants à retenir dans la construction du cadre victime chez *Guiti News* :

³²⁰ Lafosse Alix, « Camps d'exilés : le nouveau cri d'alarme des associations », *op. cit.*

³²¹ *Ibid.*

³²² Losi Clara, « Migrants à la rue : face au virus, les citoyens s'organisent ». *Guiti News*, mis en ligne le 3 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/03/migrants-a-la-rue-face-au-virus-les-citoyens-sorganisent/>, consulté le 30 août 2021.

³²³ *Guiti News*, « Calais : Utopia 56 et l'Auberge des Migrants poursuivent leur travail malgré les amendes ». *Guiti News*, mis en ligne le 9 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/04/09/calais-utopia-56-et-lauberge-des-migrants-poursuivent-leur-travail-malgre-les-amendes/>, consulté le 30 août 2021.

1/ Le média évite de montrer la misère et la souffrance gratuitement. La grande incidence du cadre victime dans les textes s'explique notamment par la ligne éditoriale de *Guiti*, qui est fortement influencée par l'actualité « chaude », concernant surtout les politiques migratoires, les mesures gouvernementales pour l'accueil et les parcours migratoires individuels. Cependant, ceci est différent de ce qu'on observe dans *Infomigrants*, puisque *Guiti News* n'explore pas un sujet déjà bien connu, qui sont les traversées ;

2/ Les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées, ne sont pas des victimes passives, à la différence d'*Infomigrants*. Comme nous le verrons plus tard, leur image transite entre celle de la victime et celle du héros car *Guiti News* ne se contente pas de montrer uniquement ces personnes en tant qu'êtres dans le besoin à partir d'un point de vue condescendant. Au contraire, ceci est fait surtout à partir de leur point de vue à eux, étrangers et immigrés. En effet, ils participent activement à cette construction, avec une prise de parole à la première personne ou via des citations directes.

Guiti News et *L'Œil de la MDJ* ont plusieurs similarités concernant le traitement de l'image du réfugié en tant que victime. Ce traitement s'éloigne de celui opéré par *Tido*, qui, lui, s'efforce de ne pas attribuer du tout une position de victime aux personnes réfugiées dans ses textes.

4.3. *Tido* ET LE « REFUS » DE LA QUALITÉ DE VICTIME

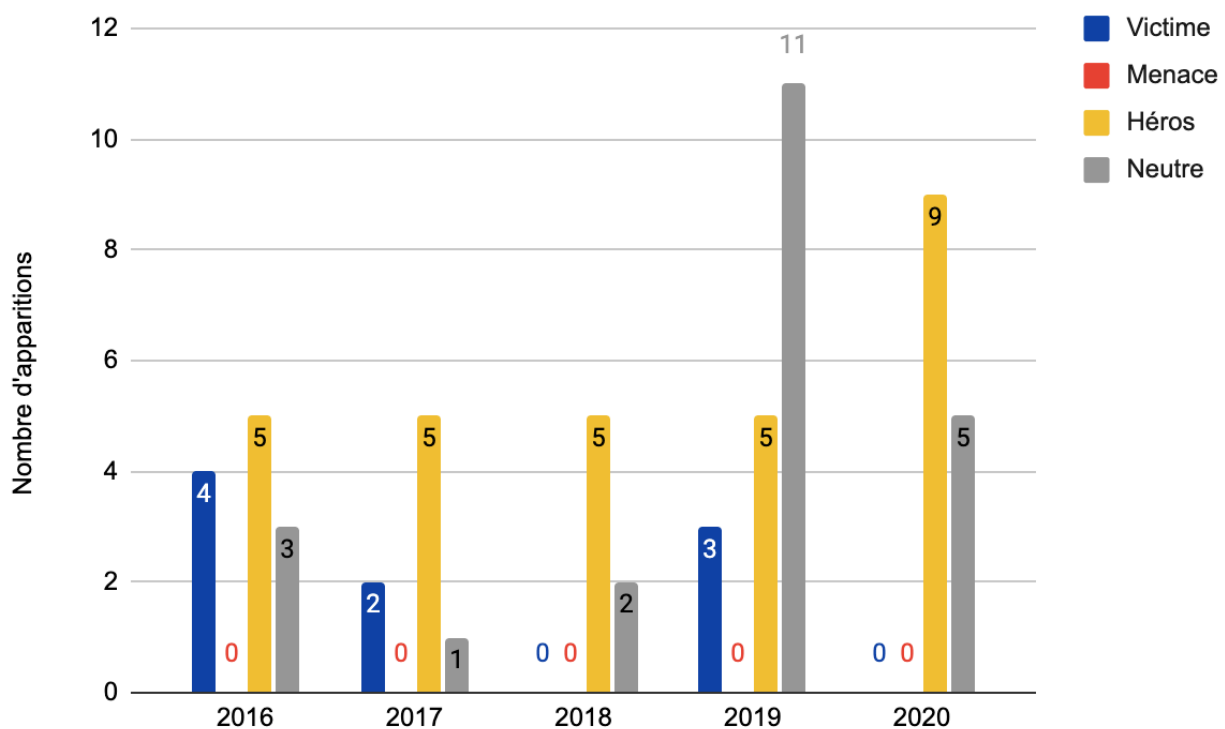
Tido est un exemple de média qui s'attache à un traitement positif de la migration. En effet, le média s'efforce de « protéger » l'image des personnes réfugiées. Ceci se reflète dans l'absence totale du cadre menace dans le corpus étudié, et une faible présence du cadre victime. Nous avons analysé 51 textes, publiés entre 2016 et 2020, dont seulement neuf présentent les réfugiés en tant que victimes.

Le public cible de *Tido* étant les Français, les textes publiés dans ce média suivent une logique éditoriale complètement différente des autres médias étudiés. De manière explicite, *Tido* met en lumière les aspects positifs de la migration, en racontant notamment des histoires d'intégration réussies et des initiatives portées pour et par des personnes réfugiées. Le média s'efforce également

d'adoucir les éléments de contraste entre les Français et les étrangers et immigrants, le but étant de montrer qu'ils sont des personnes comme les autres.

Ceci se reflète dans un grand nombre de textes où se manifeste le cadre héros (présent dans près de la moitié des textes analysés), suivi du cadre neutre (présent dans plus d'un tiers du corpus). Aucun des textes analysés montre les personnes réfugiées comme des menaces.

Graphique 19. *Tido* : Présence des cadres dans le temps³²⁴



Les 51 textes analysés ont été écrits par 50 auteurs différents, individuellement, en binômes ou en groupes. La grande majorité des contributeurs de *Tido* sont issus de la « communauté de Singa », qui ont entendu parler du média en suivant les actualités ou participant aux activités de cette association. Les valeurs associatives de Singa ont d'ailleurs beaucoup influencé la manière de traiter des sujets sur *Tido*.

³²⁴ À bien noter qu'un même texte peut présenter plusieurs cadres.

4.3.1. Un choix éditorial influencé par les valeurs de Singa

J'entends parler de Singa en 2017, lors d'une conférence à Lyon. Le projet m'intéresse, notamment son média, *Trait d'Union*. En janvier 2019, je postule pour un stage en communication à l'association Singa, opportunité de faire une immersion dans l'univers de création du média, en plus de pouvoir suivre ses activités. J'initie mon stage en février et je reste à Singa jusqu'en septembre 2019.

Une des premières orientations qui me sont données lors de mon arrivée concerne les éléments de langage de Singa. Dans la charte de communication de Singa de l'époque, une page est dédiée aux termes et expressions à privilégier et à éviter. Parmi ceux à proscrire, on mentionne : « les expressions négatives », « les expressions généralisantes », « les origines des personnes migrantes sans projection ou intérêt pour le futur ou le propos tenu », « les injonctions » et « la dénonciation, la prise de position politique ». On privilégie à la place : « les expressions humanisantes », « les expressions positives », « le futur, les projets », « l'humour », « la proposition », « les solutions »³²⁵.

Les orientations vont encore plus loin : afin d'éviter une différenciation entre les personnes, basée sur la nationalité, il est recommandé d'utiliser les mots « locaux » ou « société d'accueil » – termes qui renvoient aux « personnes qui maîtrisent les codes socioculturels d'un lieu spécifique³²⁶ », peu importe leur nationalité – au détriment du mot « Français ». De même pour les mots « migrants » ou « réfugiés », qui doivent être remplacés par « nouveaux arrivants », c'est-à-dire, les « personnes qui ne maîtrisent pas encore les codes socioculturels de la société d'accueil ».

Le vocabulaire de Singa, défini par l'association comme « commun, constructif et épanouissant », propose une approche particulière par rapport aux termes souvent utilisés dans le cadre associatif. En effet, mêmes les mots « bénévoles » et « bénéficiaires » sont à éviter et « membres de Singa » à privilégier :

« Dans une dynamique plus horizontale, où chaque individu apporte et bénéficie – de manière équilibrée – de son engagement Singa, chaque personne devient membre, quelque soit la “porte d'entrée”. Plutôt qu'être dans une dynamique d'aide unilatérale aux migrants, empêchant toute considération de ce que les personnes souhaitent et sont capables d'apporter, Singa souhaite proposer un espace d'échange équilibré³²⁷ ».

³²⁵ Singa, *Charte de communication* (document interne). Paris : Singa, 2019, p. 19.

³²⁶ *Ibid.*, p. 20.

³²⁷ *Ibid.*

Ces orientations ont été largement reprises dans *Trait d'Union* et *Tido* par la suite. De manière logique, les expressions de vulnérabilité se font rares dans les textes analysés. *Tido* a souhaité, à la place, ouvrir une perspective différente sur ce qu'est le réfugié, et ce dès le choix des contenus traités.

En effet, les sujets dans *Tido* concernent notamment les phases les plus « stables » du parcours migratoire. Ainsi, les problématiques exposées dans le média ne concernent pas, par exemple, les persécutions ou violations des droits humains. Les problèmes mentionnés dans *Tido* concernent plutôt l'étape d'après, qui dépasse la quête pour le minimum nécessaire à vivre. Le média traite, par exemple, des conditions pour réussir à s'intégrer durablement, comme l'apprentissage de la langue, le travail et la maîtrise générale des codes socioculturels du pays d'accueil, comme l'orienté Singa, la maison mère.

C'est dans ce contexte que l'on observe la construction du cadre victime, qui se manifeste notamment via le sous-cadre humanitaire et se présente dans seulement neuf textes du corpus. Par la nature des problématiques présentées, la construction du cadre victime dans *Tido* est moins dramatique que dans les autres médias étudiés, même s'il s'agit de sujets importants.

Graphique 20. *Tido* : Les grandes thématiques

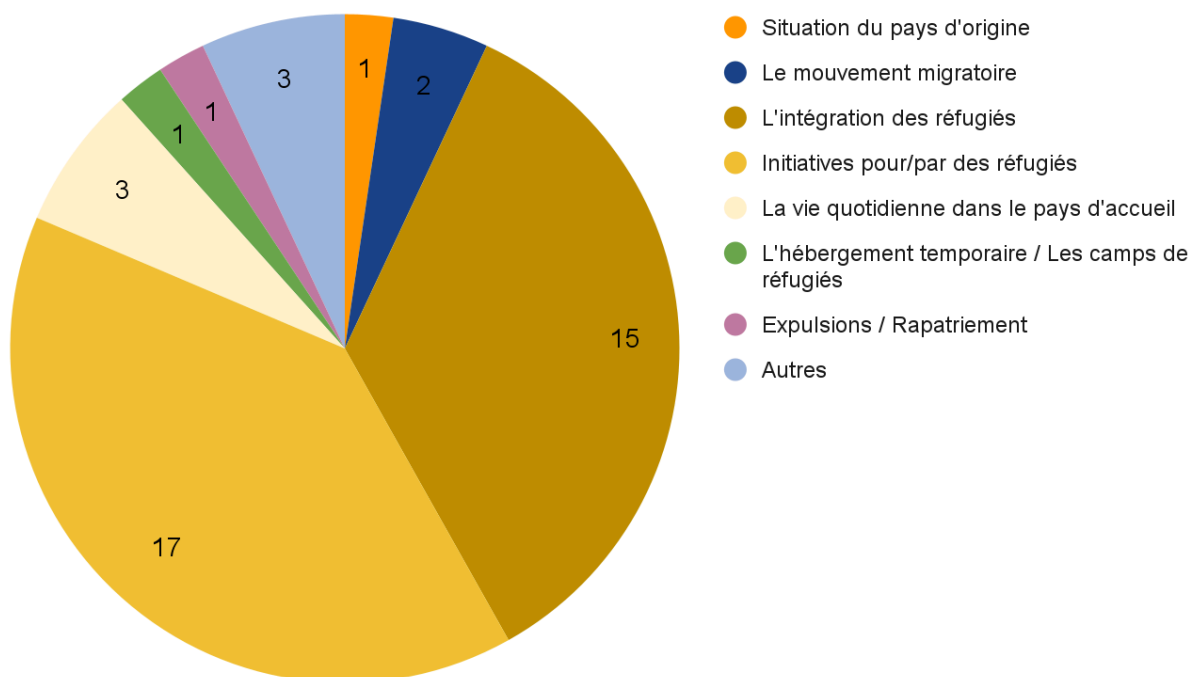


Tableau 10. Tido : Les grandes thématiques³²⁸

Sujets principaux	Nombre de textes
Les causes et raisons de la migration	0
La situation politique / économique / sociale dans le pays d'origine	1
Les conflits internes / les guerres	0
Les violations de droits humains dans les pays d'origine	0
Les persécutions	0
Le mouvement migratoire en tant que tel / les traversées	2
Les histoires de périple	0
Les conditions du voyage	0
La demande d'asile / La régularisation de situation	0
Les conditions de vie dans le pays d'accueil	0
Les violations de droits humains dans le pays d'accueil	0
Accompagnement administratif, militantisme, plaidoyer	0
Les mesures gouvernementales pour l'accueil	0
Les lois et les décisions de justice	0
L'intégration des réfugiés dans la société d'accueil	15
Les parcours exceptionnels (« <i>success stories</i> »)	0
Les initiatives portées par et/ou pour des réfugiés	17
Accueil immédiat (centre de rétention, campements...)	0
Les crimes commis par des étrangers / réfugiés	0
La vie quotidienne dans le pays d'accueil	3
L'hébergement temporaire / Les camps de réfugiés	1
Expulsions / Rapatriement	1
Autres	3

³²⁸ Un même texte peut contenir plus d'une thématique principale.

Un bon exemple de ce cadre victime est un texte qui parle de l'OQTF (Obligation de quitter le territoire français). Au lieu de traiter cette obligation sous l'optique procédurale ou sensationnelle, le texte la compare à l'indifférence d'un amour non réciproque :

« Il est impossible pour nous d'arriver à comprendre une telle frustration. Une OQTF, je l'imagine comme l'amour donné à une personne qui ne l'accepterait pas. Un amour qui dépasserait toutes les mesures et toutes les magnitudes. Un amour où l'homme investirait tout son art, qui le rendrait créatif, éveillant ses sensibilités profondes. Un amour qui permettrait de respirer plus largement, de trouver l'oxygène sous l'eau salée. Un amour qui ressemblerait à un phare dans la mer, un port de l'autre côté, qui aurait l'odeur des fringues séchées sous le soleil et laisserait deviner des enfants, un futur. Une OQTF c'est tout cet amour, qu'on croirait donner à une personne qui ne serait en fait qu'une machine, qui ne fonctionnerait plus. Sans qu'on ne puisse rien y faire, ni résister, à cette autorité, cette décision irrévocable, cette indifférence totale³²⁹ ».

Moins poétiques et plus réalistes, d'autres textes parlent des difficultés déjà bien connues, comme la maîtrise de la langue du pays d'accueil ou l'insertion dans le marché du travail :

« L'ensemble des étrangers en France se trouve dans une situation où un certain nombre d'emplois leur sont fermés, notamment les métiers de l'administration... Un tiers des emplois ouverts sont fermés à tous les étrangers non européens (réfugiés, migrants, autres...)... c'est une première réalité. La deuxième réalité c'est qu'il existe un certain nombre d'obstacles comme, par exemple, le temps que nécessite l'apprentissage d'une langue³³⁰ ».

Un élément important à prendre en compte par rapport au cadre victime dans *Tido* c'est que seulement deux textes parmi les 51 analysés présentent uniquement ce cadre. Dans les sept autres, on en trouve également les cadres héros ou neutre.

4.3.2. Une couverture médiatique superficielle

Qu'en est-il de l'influence des sources dans la construction du cadre victime dans *Tido* ? On observe que les sources réfugiées sont les responsables pour la construction du cadre victime dans la moitié

³²⁹Arbelaez Carlos, « “Moi et Marianne” ». *Tido*. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/moi-et-marianne-4bc419d375dc>, consulté le 17 décembre 2022.

³³⁰Benoist Marie et al., « Idées reçues sur les “réfugiés” et “demandeurs d'asile” – pour aller plus loin ». *Tido*. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/id%C3%A9es-re%C3%A7ues-sur-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-et-demandeurs-d-asile-pour-aller-plus-loin-478e9d4d532b>, consulté le 17 décembre 2022.

des textes. Dans l'autre, on observe la participation de sources diverses, telles que les associatives / syndicales / militantes, juridictionnelles, médiatiques et internationales (graphiques 21 et 22).

La présence du sous-cadre humanitaire se fait de manière peu fréquente ou ponctuelle dans le corpus, de sorte qu'il n'est pas possible d'assembler assez d'éléments pour définir des tendances. Il faut noter, cependant, que ce sous-cadre apparaît notamment dans des récits personnels, comme celui de Souad, qui raconte un épisode où elle a été mal soignée par un médecin en France. Cet épisode lui a fait penser à la situation dans son pays d'origine et au manque de conditions pour soigner les gens en temps de guerre :

« L'aiguille de l'anesthésie locale n'était pas agréable. Sans attendre qu'elle prenne effet, il commençait de suturer la plaie. Je sentais que l'aiguille entre dans mon œil et sort de l'autre. – "Aie ! Docteur ça me fait mal !" Indifférent, il continuait à coudre. [...] Donc, ce médecin était comme un boucher dans une boucherie. Je pose la question comme une personne syrienne qui a vécu l'atrocité de la guerre là-bas où tout était possible et indisponible : "Est-ce qu'un médecin syrien exerce son métier dans un petit village syrien lointain où les outils médicaux ne sont pas disponibles de la même manière que celui-là ?" Si oui, il est excusé parce qu'il travaille sous le risque d'un bombardement ou la chute d'un baril explosif. Mais pas un médecin dans un grand hôpital et à Paris, "la capitale de la lumière", un médecin qui a la mission la plus noble : de soulager les douleurs humaines³³¹ ».

Parmi les neuf textes où se manifeste le cadre victime, on ne trouve que dans un seul le sous-cadre discrimination. Il s'agit du témoignage d'un Français, qui raconte ses origines familiales et le fait que ses ancêtres étaient des personnes nomades. Il explique que cette population, ainsi que d'autres catégories de personnes, souffrent de discriminations diverses, influencées notamment par les médias :

« Alors, vous allez vous dire, mais comment as-tu pu oublier que tu étais toi-même issu de cette diversité ? Rétrospectivement, je pense que cette amnésie est un des effets indirects des messages que nous transmettent les médias. Lorsque l'on parle de populations nomades, les hashtags "gitans", "voleurs", "voyous", "sales" fleurissent ... Pas étonnant alors que bon nombre de familles françaises aient des idées préconçues sur le sujet. Les camarades au collège et lycée prenaient eux aussi pour cible cette catégorie de personnes, devenant source de railleries ou cause de tous les maux. Difficile de ne pas en être affecté ! Mais ce mécanisme vicieux est malheureusement valable pour de nombreuses autres catégories de personnes continuellement stigmatisées dans notre société !³³² ».

³³¹ Nanaa Souad, « Elle a été mal fait ». *Tido*, mis en ligne le 20 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/elle-a-%C3%A9t%C3%A9-mal-fait-e2612f5197d3>, consulté le 19 août 2021.

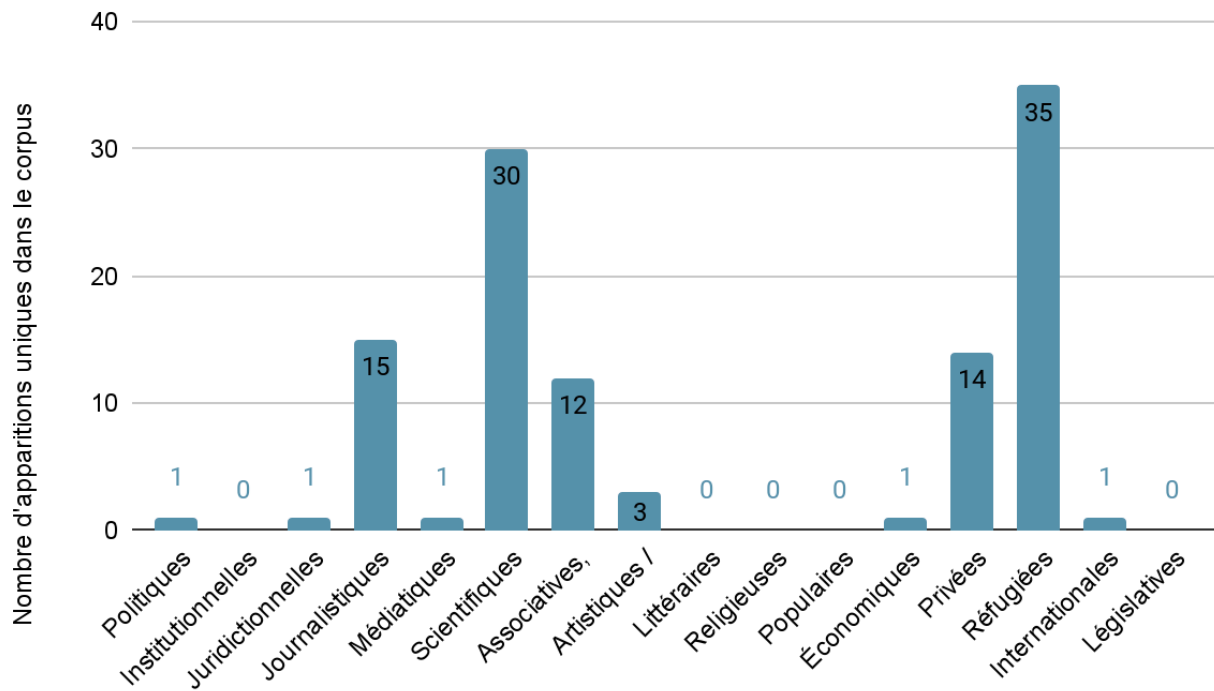
³³² Bischetti Cédric, « L'art de la banane ». *Tido*, mis en ligne le 9 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/lart-de-la-banane-2c02749e31cd>, consulté le 20 août 2021.

La faible présence du cadre victime et l'absence totale du cadre menace dans les textes étudiés est un parti pris de *Tido* qui comporte également des limites. Tout d'abord, *Tido* n'a pas vocation à sensibiliser sur les droits humains ou des sujets sensibles liés au phénomène migratoire. On observe, par exemple, que les références aux pays d'origine sont faites positivement, au détriment de la réalité de plusieurs pays. Son approche est alors, locale – exclusive à la France et dans une moindre mesure à l'Europe –, et non globale.

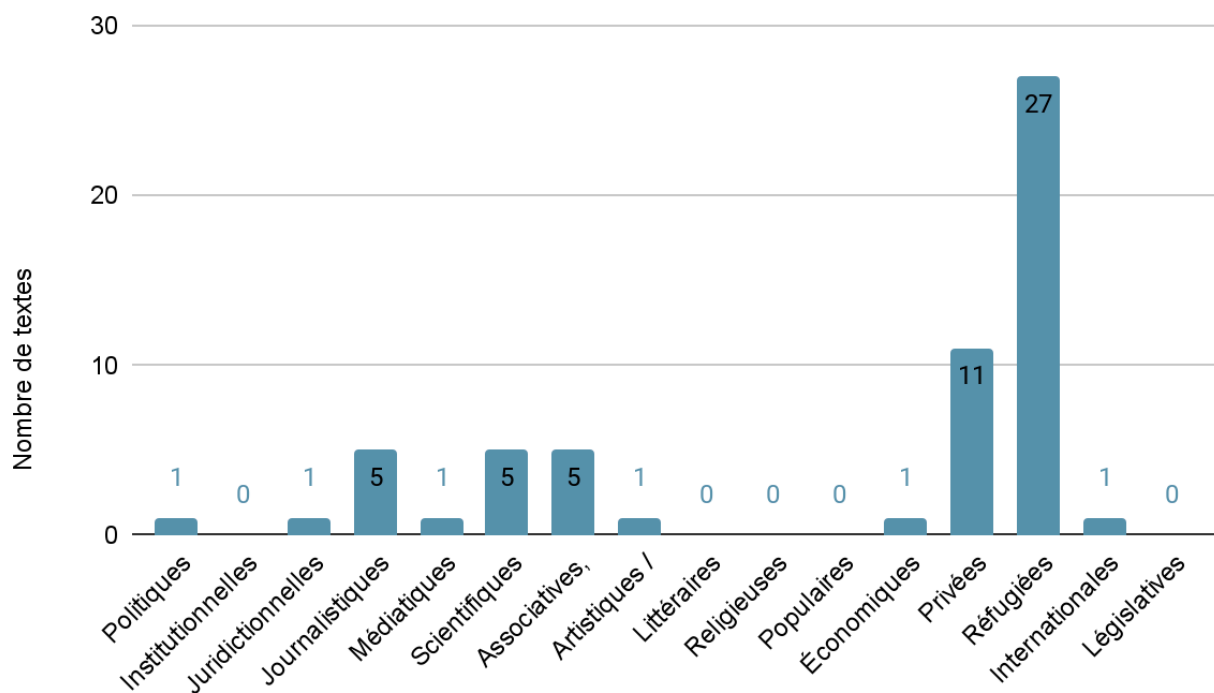
Ce média s'éloigne de l'objectivité journalistique, en soutenant ouvertement la présence des personnes réfugiées en France et en Europe à partir d'un discours sur les bénéfices qu'apportent ces personnes à la société, ou bien les ressemblances qui les lient aux Français. Mais cette fidélité aux valeurs de la solidarité et de l'inclusion et la résistance à traiter des thématiques sensibles font que des sujets importants restent absents, comme la religion ou les discriminations. En outre, en choisissant de ne pas traiter de manière approfondie les souffrances et violences que peuvent subir les personnes réfugiées, *Tido* finit par effacer une réalité présente dans plusieurs parcours migratoires.

Un effet secondaire, par ailleurs, est la construction d'une image illusoire du « bon migrant », celui qui s'adapte facilement, qui souffre rarement des difficultés intrinsèques au parcours migratoire et qui, bien évidemment, ne présente aucun danger pour la société d'accueil.

Graphique 21. *Tido* : Typologie des sources (apparitions uniques dans le corpus)



Graphique 22. *Tido* : Présence des types de sources dans les textes



CONSIDÉRATIONS FINALES

L'observation du cadre victime dans les 238 textes analysés révèle la présence de trois sous-cadres (« humanitaire », « discrimination » et « martyr »), et l'absence complète du sous-cadre « économie globale ». L'image du réfugié en tant que victime est construite différemment dans chaque média étudié, à savoir :

- a) Dans *Infomigrants*, on se rapproche des représentations classiques du réfugié répandues dans les médias grand public. Ils sont moins utilisés comme source d'information et sont souvent représentés comme des victimes passives. Dans *Infomigrants*, on ne parle pas des causes de la migration, mais plutôt du mouvement migratoire en tant que tel et de l'arrivée des réfugiés en Europe. On observe par conséquent une mise en lumière de certains aspects négatifs de la migration (conditions de vie dans les campements, les traversées, sauvetages, etc.).
- b) Dans *L'Œil de la MDJ*, l'exilé est, avant tout, un journaliste. Le média met en lumière la catégorie professionnelle avant toute autre chose. Être un réfugié n'est qu'une condition causée notamment par des régimes politiques fermés et / ou irrespectueux des droits humains. Le réfugié est représenté comme une « victime » de violation de libertés, mais il n'est pas une figure passive. Au contraire, il prend lui-même la parole pour dénoncer ces violences. Il est notamment un observateur critique de la situation de son pays d'origine.
- c) Dans *Guiti News*, le réfugié est également vu comme une victime dans la majorité des textes. Le ton utilisé est souvent de dénonciation, mais pas de soutien explicite à la migration. Comme dans *Infomigrants*, ce média met l'accent sur l'actualité. Les sources classiques en matière de migration sont privilégiées (l'État, la presse nationale, les ONG), mais les sources réfugiées sont encore majoritaires (présentes dans un tiers des textes).
- d) Dans *Tido*, le réfugié est quelqu'un de valorisé pour son savoir-faire et son savoir-être. Il n'est pas une figure passive : il est vu comme un atout culturel et / ou économique pour la France ou l'Europe. Le migrant est utilisé comme source d'information dans un peu plus de la moitié des textes. Cette proportion est la plus élevée parmi les quatre médias. Mais le fait que le média refuse de traiter certains sujets importants concernant les parcours migratoires pour éviter de placer le réfugié dans une position de victime, rend leurs textes souvent superficiels.

Ce qu'on observe à partir de nos analyses c'est que la construction du cadre victime dans tous les médias est également réalisée, malgré tout, avec la participation des personnes réfugiées elles-mêmes. À partir de leur propre discours, les réfugiés peuvent se montrer dans une position de victimes. Pourtant, cette position est nuancée et déterminée par leur capacité de voix – c'est-à-dire, leurs moyens de s'exprimer et de raconter leurs propres récits. En effet, les réfugiés sont non seulement visibles, mais acteurs du discours en tant que producteurs ou source d'information dans les médias étudiés. Cette capacité de fournir leur propre récit c'est ce qui permet la construction de nouvelles représentations : plus les réfugiés sont consultés comme sources d'information, plus diverses et nuancées sont les représentations et qualités attribuées à ces « victimes ».

Ceci s'observe facilement quand on passe d'une représentation de la victime passive dans *Infomigrants* (où les réfugiés sont peu consultés) à une représentation d'une victime consciente de ses souffrances dans *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*. Ces nuances sont révélées dans les récits des réfugiés eux-mêmes et montrent comment leur participation et l'expression de leur voix au sein des médias sont déterminantes pour un traitement différent de la migration. La place du réfugié n'est pas à la marge, mais dans le centre du discours, même si ce discours peut révéler des réalités difficiles.

Chapitre 5. De l'exceptionnalité à l'inclusion : l'analyse du cadre héros

« J'ai une autre sensibilité parce que je suis immigré aussi. En tant que réfugié, je veux faire un contrepoint aux récits des médias. Je fais ça pour sensibiliser les gens. L'objectif c'est que les personnes lisent et font une comparaison avec ce qui est écrit dans les autres médias³³³ ».

Abdallah Hassan, contributeur bénévole chez *Guiti News*, exprime un souhait partagé au sein du journal : fournir un récit différent, original, par rapport à celui qu'offrent les médias traditionnels. En effet, comme nous l'avons étudié, les personnes réfugiées sont plus généralement représentées en tant que victimes dans les médias grand public. Mais cette représentation est également présente dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, et se révèlent différemment selon chaque média, comme nous avons vu dans le chapitre précédent.

Qu'en est-il alors des autres représentations qu'offrent les quatre médias étudiés ? On observe que les trois grands cadres de la migration – victime, héros et menace –, identifiés par Rodney Benson, sont bien présents dans nos analyses. Ce qui change c'est la prédominance d'un ou d'un autre cadre selon le média, ainsi que la manière dont ces représentations se manifestent dans les textes.

Dans ce chapitre, nous analysons le cadre héros dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, qui comporte des nuances importantes entre chaque média, et ce, toujours en lien avec la participation des réfugiés dans la construction du discours.

Dans *Infomigrants*, on observe la construction d'un héros « extraordinaire », c'est-à-dire, celui dont les réalisations ne sont pas à portée de tous. Dans *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News*, le héros est tout un autre : il porte la voix des réfugiés en soutenant une cause. Dans *Tido*, le héros est celui qui arrive à bien s'intégrer à la nouvelle société d'accueil, même si ses réalisations du quotidien ne sont pas forcément remarquables. « Diversité culturelle », « intégration », « bon travailleur » et « *empowerment* » sont les différents sous-cadres identifiés dans notre analyse.

³³³ Hassan Abdallah, *op. cit.*

5.1. INFOMIGRANTS ET LE HÉROS EXTRAORDINAIRE

À la différence du cadre victime, qui est présent dans la majorité des textes d'*Infomigrants*, les textes présentant le cadre héros dans ce média sont très peu nombreux. Ils ne sont que six parmi les 87 étudiés (graphique 1). Quatre sous-cadres s'y présentent : diversité culturelle, intégration, bon travailleur et *empowerment*. Les sous-cadres diversité culturelle et bon travailleur apparaissent dans deux textes chacun, et les sous-cadres intégration et *empowerment* dans un seul texte chacun. La construction de ces représentations passe par le discours de différentes sources, sans une influence d'un type de source en particulier.

5.1.1. Une représentation centrée sur l'individu

À la différence des cadres victime et menace, qui ont un caractère collectif, la cadre héros dans *Infomigrants* est centré sur l'individu ou quelques individus. Dans ce média, il est rare que les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées soient valorisées en tant qu'acteurs culturels, économiques ou politiques – à la différence, par exemple, de *L'Œil de la MDJ*, où le statut de journaliste est plus important que le statut de réfugié. Quand elles le sont, les exemples sont centrés sur des personnes spécifiques.

Les héros dans *Infomigrants* sont quatre :

1/ les étrangers qui adoptent avec enthousiasme les modes de vie de la population générale et les obligations citoyennes qui vont avec (sous-cadre intégration) ;

2/ les personnes qui enrichissent la société de différences positives, telles que de nouvelles cultures culinaires, ou bien des apports uniques des artistes immigrants, musiciens, écrivains, etc. (sous-cadre diversité culturelle) ;

3/ les « bons travailleurs », qui travaillent dur et contribuent à la prospérité économique et à la croissance du pays d'accueil ;

4/ enfin, les étrangers et immigrants qui détiennent des savoirs-faire et savoirs-être spécifiques à leurs occupations ou domaines d'expertise. Ils portent un regard critique sur la situation de leur pays d'origine, ainsi que sur les conditions de l'accueil dans le pays hôte. Ils prennent la parole pour

dénoncer ces situations et deviennent un symbole d'espoir et d'autonomisation vis-à-vis de leurs pairs (sous-cadre *empowerment*).

Analysons quelques exemples de chacun des sous-cadres présents dans *Infomigrants*.

5.1.1.1. Le sous-cadre « intégration »

La nageuse et femme politique Roxana Maracineanu est utilisée en tant qu'exemple d'intégration réussie dans un portrait réalisé par *Infomigrants* en septembre 2018. Le texte raconte le parcours de la jeune femme roumaine, qui va vivre en France avec sa famille en tant que réfugiée politique, pour fuir le régime dictatorial de Nicolae Ceausescu. Malgré toutes les difficultés, Maracineanu a réussi à faire une brillante carrière dans le sport, ayant remporté l'or au championnat du monde de natation de 1998. Vingt ans plus tard, elle devient ministre des Sports (2018-2020), puis ministre déléguée chargée des Sports (2020-2022) du gouvernement d'Emmanuel Macron. Le choix d'*Infomigrants* de mettre en lumière le portrait de cette femme réfugiée est principalement lié à l'actualité de l'époque. La publication a été faite le 10 septembre 2018, moins d'une semaine après la nomination de Maracineanu en tant que ministre.

Le cadrage de cette femme comme une réfugiée bien intégrée part bien évidemment de sa position hors du commun dans la société d'accueil en tant que figure publique – d'abord en tant qu'athlète de haut niveau, puis femme engagée dans la politique –, mais aussi des efforts entrepris par Maracineanu. Elle est un exemple d'intégration non seulement parce que la France a reconnu ses talents en tant que nageuse et femme politique, mais également parce que, en tant qu'individu, elle s'est efforcée consciemment d'effacer ses propres différences – comme l'accent – afin de bien s'intégrer. C'est ce que révèle Maracineanu dans un interview pour *Ouest-France* de septembre 2013, repris par *Infomigrants* : « Notre bungalow était la plus grande maison qu'on ait jamais eue et, durant l'alphabétisation, j'y ai attrapé le goût des langues. J'en parle cinq aujourd'hui. Je suis vite devenue une vraie petite Française, très soucieuse de perdre tout accent³³⁴ ».

³³⁴ Infomigrants, « Roxana Maracineanu, de réfugiée politique à ministre des Sports ». *Infomigrants*, mis en ligne le 10 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11877/roxana-maracineanu-de-refugiee-politique-a-ministre-des-sports>, consulté le 8 août 2021.

L'article reprend plusieurs vidéos et interviews réalisées par d'autres médias, mentionnant aussi bien certaines difficultés vécues par sa famille lors de sa venue en France et le tournant dans sa vie quand, installés en Alsace, Roxana redécouvre la natation : « Ses performances sont signées en dos. Très vite, les titres pleuvent³³⁵ ».

Ce bon exemple d'intégration, pourtant, va au-delà de la pratique sportive. *Infomigrants* valorise d'autres compétences de Maracineanu. Le média mentionne son parcours académique réussi (« Elle décrochera une maîtrise de traduction et un diplôme d'une grande école de commerce, l'ESCP »), ainsi que son prestige auprès des médias (« En 2004, elle prend sa retraite sportive et devient consultante pour la télévision et la radio³³⁶ »).

Représentée en tant qu'étudiante, athlète et femme politique réussie, Roxana Maracineanu est enfin valorisée sous un biais moral : « Active sur le terrain, elle veut éduquer les enfants à la nage. Effrayée par le risque de noyade, elle crée son association "J'peux pas, G piscine" où elle organise des stages pour les aquaphobes, les enfants en bas âge³³⁷ ».

Malgré la mention aux difficultés vécues par sa famille, le texte ne mentionne pas des aides extérieures, laissant sous-entendre l'idée que la réussite de Roxana est due notamment à un effort individuel. Le parcours d'intégration idéal est représenté ainsi plus par un investissement personnel de sa part (dans les études, dans le sport, dans la politique, dans la société), lié à un talent inné hors du commun. Elle est montrée comme bien intégrée car elle l'a mérité, par son engagement dans plusieurs pans de la vie.

5.1.1.2. Le sous-cadre « diversité culturelle »

Concernant la diversité culturelle, *Infomigrants* nous présente comme exemple un reportage sur la création d'un atelier pour artistes en exil. Cet article, aussi, a été publié à peine quelques jours après l'ouverture du lieu éphémère à Paris, en septembre 2017. Ses fondateurs soutiennent leurs créations

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ *Ibid.*

³³⁷ *Ibid.*

artistiques afin « de sensibiliser, d'inviter les spectateurs à changer de prisme, et peut-être même de changer la vision négative que beaucoup peuvent avoir sur l'exil³³⁸ ».

Dès le titre du texte (« À Paris, un atelier de création pour les artistes en exil »), on propose un traitement du réfugié plus humanisé. Au lieu de parler de « migrants », on parle « d'artistes en exil ». Ces artistes sont personnifiés, appelés par leur prénom et leur nom de famille. Leur âge et leur occupation sont également mentionnés, en plus de leur nationalité : « À leur échange se joint furtivement Samer Salameh, un cinéaste de 32 ans. Ce jeune palestinien, originaire du camp de Yarmouk en Syrie, vient de terminer son dernier documentaire³³⁹ ».

On décrit ces artistes de manière positive. Le discours du média valorise la posture des artistes : « “Ici, c'est très calme, je peux me concentrer”, murmure dans un sourire Lina Aljjakli³⁴⁰ ». Dans ce passage, on choisit de décrire cette réfugiée syrienne par son sourire et son envie de travailler sur son art. Le même est fait par rapport à Mohamed Nour Wana, un poète qui « s'est déjà fait remarquer à plusieurs reprises » grâce à ses textes « poignants » :

« Le jeune écrivain évoque également l'idée de mettre en musique certains de ses textes. [...] Ce jour-là (lundi 25 septembre), Mohamed essaie justement de convaincre Wael Alkak, un instrumentaliste syrien, de l'aider à composer une chanson en lui faisant écouter du rap français. « Pas mon style, mais on va essayer », lui répond amusé Wael, dont le travail s'inspire largement de la musique traditionnelle syrienne³⁴¹ ».

On valorise leurs créations et leur créativité, favorisées par cet espace créé pour eux : « ils sont plus de 120 artistes, venus d'une quinzaine de pays différents, à pouvoir profiter d'un havre de paix pour laisser libre cours à leur imagination. » ; « Aujourd'hui, il s'attelle à l'écriture d'un livre » ; « Pendant ce festival d'une semaine, d'autres domaines artistiques comme la sculpture, l'écriture et la musique seront mis à l'honneur grâce à la participation de 25 artistes de l'association, mais aussi d'artistes non exilés pour "croiser les regards et susciter des rencontres" ³⁴²».

³³⁸ Poulet Maëva, « À Paris, un atelier de création pour les artistes en exil ». *Infomigrants*, mis en ligne le 28 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5285/a-paris-un-atelier-de-creation-pour-les-artistes-en-exil>, consulté le 8 août 2021.

³³⁹ *Ibid.*

³⁴⁰ *Ibid.*

³⁴¹ *Ibid.*

³⁴² *Ibid.*

« Souriantes », « amusées », ces personnes sont représentées positivement dans le discours du média, comme celui des sources consultées. Une cofondatrice du lieu reconnaît le devoir d'ouvrir la possibilité pour que des artistes « motivés » profitent de cet endroit :

« “Nous cherchons des personnes très motivées quelle que soit leur situation administrative (réfugiés, déboutés, sans papiers). Et ce, tout en restant ouverts à la diversité des profils : si certains avaient déjà un parcours artistique dans leur pays, d'autres sont devenus artistes par la force des choses. Il leur fallait raconter l'exil. Nous devons leur faire une place”, détaille Judith Depaule³⁴³ ».

Dans ce texte, les personnes réfugiées sont valorisées par leurs talents artistiques et leurs contributions uniques. Mais l'aide proposée par l'atelier se présente comme essentielle pour la reprise de leurs travaux et les rencontres avec d'autres artistes. À la différence de l'exemple de Roxana Maracineanu, les artistes exilés n'ont pas tout seuls le mérite de leur réussite.

5.1.1.3. Le sous-cadre « bon travailleur »

Comme l'explique Rodney Benson, le sous-cadre bon travailleur (héros) est à l'opposé du sous-cadre emplois (menace)³⁴⁴. Les réfugiés sont montrés plutôt comme des atouts économiques en travaillant dur, au lieu d'être vus comme des dangers pour prendre les emplois des citoyens français et tirer les salaires à la baisse. Dans le corpus analysé, on ne trouve pas de texte avec la présence du sous-cadre emplois, mais deux textes présentent le sous-cadre bon travailleur. Un des exemples montrés par *Infomigrants* comportant cette représentation est celui des étrangers prêts à tout faire :

« Après plusieurs années à la rue, Karfala Dramé, le mari de la Guinéenne Mariama Diawara, rêve d'un logement individuel et, donc, de gagner de l'argent par lui-même. “Je ferais n'importe quoi comme travail”, dit cet homme de 43 ans qui bataille, lui aussi, avec l'administration pour obtenir un droit de séjour³⁴⁵ ».

La dimension du travail est montrée comme élément important pour l'intégration des réfugiés. Dans ce texte publié en septembre 2020, le travail est mentionné par Zizka (nom fictif) – homme gabonais de 37 ans en « situation irrégulière » en France – comme un élément apportant la dignité.

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*, *op. cit.*

³⁴⁵ Oberti Charlotte, « Migrants hébergés dans un hôtel Ibis à Paris : “On est là, on ne fait rien, alors qu'on pourrait travailler” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27218/migrants-heberges-dans-un-hotel-ibis-a-paris-on-est-la-on-ne-fait-rien-alors-qu-on-pourrait-travailler>, consulté le 9 août 2021.

Le texte rapporte, en effet, une situation ambivalente dès le titre : « Migrants hébergés dans un hôtel Ibis à Paris : “On est là, on ne fait rien, alors qu'on pourrait travailler” ».

Tout le confort proposé par l'hébergement temporaire dans cet hôtel est en même temps limitant pour la vie des personnes hébergées. Avec des horaires d'entrée et de sortie contrôlés et sans possibilité de travailler, la « chance » d'être hébergé dans de bonnes conditions a un goût amer : « ce n'est pas forcément facile de se lever et d'avoir quelqu'un qui te dit quand et quoi manger, c'est gênant. Je préfère gagner ma nourriture moi-même. Ça te touche un peu. Ta dignité, elle est à terre³⁴⁶ ».

Le texte insiste sur leur volonté de travailler et choisit la parole d'un des hébergés pour montrer à quel point ils souhaitent prendre leur vie en main dans la nouvelle société : « J'aimerais travailler, poursuit-il. Je ne sais pas combien l'État dépense pour nous loger ici mais je pense que ce serait plus simple de régulariser les gens. On est là, on ne fait rien, alors qu'on pourrait travailler, payer des impôts, se trouver un studio, être indépendants³⁴⁷ ».

Les paroles des sources réfugiées consultées soulignent leur conscience de l'importance du travail dans leur vie et pour leur intégration dans la nouvelle société, en même temps qu'elles révèlent des barrières difficiles à surmonter pour ce faire. Réussir ces difficultés devient une affaire presque extraordinaire.

5.1.1.4. Le sous-cadre « *empowerment* »

Enfin, *Infomigrants* utilise un autre exemple pour montrer la facette autonome des personnes étrangères et immigrées. Dans le texte « Reportage : le CÈDRE, un centre d'accueil où des migrants tendent la main à de nouveaux arrivants³⁴⁸ », on parle de la posture des réfugiés en tant qu'agents investis dans l'aide auprès d'autres réfugiés.

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ Louarn Anne-Diandra, « Reportage : le CÈDRE, un centre d'accueil où des migrants tendent la main à de nouveaux arrivants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 26 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19705/reportage-le-cedre-un-centre-d-accueil-ou-des-migrants-tendent-la-main-a-d-e-nouveaux-arrivants>, consulté le 9 août 2021.

Le texte mentionne que l'équipe des bénévoles est en grande partie composée « d'exilés ayant envie de se rendre utiles et de partager leur expérience ». C'est le cas de Minkoro, responsable du service de domiciliation postale au CEDRE, centre d'entraide pour personnes exilées rattaché au Secours Catholique, une structure en partie gérée par des bénévoles étant eux-mêmes des réfugiés. Le texte rapporte que Minkoro a décidé de faire du bénévolat pour « rencontrer des gens mais aussi comprendre les réalités de la France³⁴⁹ ».

« Engagé », « impliqué », « utile », « enthousiasmé », de « bonne-foi »... , les réfugiés bénévoles et bénéficiaires du CÈDRE sont qualifiés par des mots valorisant leur posture et leurs actions de solidarité. Ils sont également appelés par leur prénom. Ils prennent la parole à la première personne et reconnaissent eux-mêmes leurs atouts pour aider les autres : « Ayant été pompier, la plus grande richesse que je peux apporter c'est ma connaissance. Et ça me permet aussi de connaître l'administration française pour pouvoir mieux m'insérer dans le monde professionnel lorsque j'aurai mes papiers³⁵⁰ », explique Charles-Patrick, un des étrangers interviewés.

Le texte met en avant aussi certaines passions. C'est le cas pour Ferdous, un jeune homme bangladais sans-papiers, « fan de Jacky Chan et d'Omar Sy », qui organise un ciné-club hebdomadaire. Ferdous explique que « le cinéma c'est trop cher pour les migrants, surtout pour les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas travailler. Mon but c'est que l'on puisse tout de même se réunir, discuter sur le film que l'on vient de voir, des émotions qu'il nous a procurées³⁵¹ ».

Dans ce texte, les réfugiés sont représentés en tant que personnes autonomes ou en quête d'autonomie. Les exemples de Minkoro, Charles-Patrick et Ferdous sont montrés comme forme d'inspiration pour les nouveaux arrivants. Leur représentation en tant que « héros » conscients de leur situation et de celle de leurs pairs est accompagnée d'images positives : alors que Minkoro se positionne devant l'ordinateur – un symbole pour le travail –, Ferdous montre avec fierté l'affiche du ciné-club qu'il organise. Les deux exilés sont tous les deux très souriants.

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ *Ibid.*

³⁵¹ *Ibid.*

5.1.2. La construction du réfugié en tant que héros par des auteurs

Français

Comme évoqué précédemment par la rédactrice en chef d'*Infomigrants*, malgré la présence de certains étrangers, l'équipe de la rédaction francophone est composée surtout par des Françaises et Français. En effet, parmi les 11 journalistes qui ont signé les textes du corpus, seulement deux sont des personnes réfugiées (venant de l'Afghanistan) et une seule est immigrée (venant d'Iran). On observe ainsi que, parmi les 87 textes analysés, aucun n'est écrit par des hommes étrangers / immigrés, et à peine quatre textes sont signés ou co-signés par des femmes étrangères ou immigrées.

De plus, à la différence de tous les autres journalistes français, les femmes réfugiées n'écrivent jamais seules : elles composent à chaque fois un binôme ou un trinôme, ce qui nous fait formuler deux hypothèses : 1) quelques variables techniques imposent le travail en binôme ou en trinôme (par exemple : l'étendue du sujet à traiter, ou le besoin d'équilibrer certaines compétences journalistiques – par manque d'expérience d'une ou de l'autre journaliste ou par la complémentarité de leurs expertises) ; 2) la barrière de la langue impose la participation d'au moins une personne maîtrisant le français ou, au contraire, la présence d'une personne maîtrisant une langue étrangère se fait essentielle pour mener l'investigation journalistique.

Aucune hypothèse ne pouvant être confirmée ni via l'analyse des textes, ni à partir des entretiens, nous avons tendance à privilégier plutôt la deuxième. La raison est la suivante : les trois textes écrits en binôme ou en trinôme ont comme sujets principaux soit la présence de personnes afghanes en France, soit la politique migratoire entre les deux pays. Au moins une des auteures de chaque texte est de nationalité afghane, ce qui nous fait penser que leur présence est essentielle pour mener le sujet – que ce soit par leur légitimité dans l'analyse de la politique internationale concernant leur pays d'origine, que ce soit par leur maîtrise du dari et / ou du pachto, ce qui facilite l'échange avec des sources ayant la même langue maternelle.

Par ailleurs, les journalistes étrangers et immigrés n'ont pas eu d'influence significative dans la construction du cadre héros : seulement un texte où ce cadre apparaît a été signé par une personne immigrée, et ce texte, paradoxalement, ne comporte pas de sources réfugiées. C'est peut-être en

raison de cette faible représentativité que les textes en français d'*Infomigrants* présentent si peu le cadre héros et se rapprochent autant des représentations classiques du réfugié.

Mais un deuxième élément peut également contribuer à cela : le fait que les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées ne sont sollicitées, dans la grande majorité des cas, que pour traiter des sujets concernant l'expérience migratoire. En effet, on observe dans *Infomigrants*, comme dans les médias traditionnels, un cloisonnement concernant les sources réfugiées. On en trouve 44 dans le corpus d'*Infomigrants*, réparties dans 19 textes. Quarante sources réfugiées parlent principalement de la migration ; les quatre autres traitent d'autres sujets. En outre, nous n'avons pas observé d'influence spécifique des sources réfugiées dans la construction du cadre héros.

Enfin, concernant la construction de l'image de réfugié en tant que héros, il faut noter que dans plusieurs exemples, les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées sont un symbole d'effort et d'endurance, mais cela ne veut pas dire que leur parcours est « réussi ». La qualité de « héros » n'est pas forcément conditionnée à la réalisation d'un « objectif final ». Ceci explique peut-être le fait que dans la moitié des textes où on trouve le cadre héros, on trouve aussi le cadre victime.

Si on fait un parallèle avec le cadre victime, on observe la généralisation des problèmes, qui s'appliqueraient à tous les réfugiés (par exemple : ils souffrent pour arriver dans le pays d'accueil ; ils ont des difficultés pour s'adapter ; leur présence représente un défi pour le pays hôte). En ce qui concerne le cadre héros, cette règle ne s'applique pas. Le succès d'une personne exilée est montré comme un élément inhabituel, souvent individuel, et ceci a un double effet : d'un côté, ces exemples peuvent encourager le lecteur étranger qui s'informe via *Infomigrants* sur les opportunités de rebondir dans le pays d'accueil ; d'un autre côté, le fait que ces exemples soient rarement mis en lumière, ou que les réalisations soient vues comme extraordinaires et / ou que très peu de personnes y réussissent, font poser la question sur la réelle capacité des personnes réfugiées de réussir leur vie en France.

On n'a pas pu identifier d'efforts significatifs, que ce soit de la part des journalistes, que ce soit de la part des sources consultées, de généraliser les atouts de ces personnes ou les bénéfices de la migration pour la France ou pour l'Europe dans *Infomigrants*.

5.2. L'ŒIL DE LA MDJ ET LE HÉROS MILITANT

Dans *L'Œil de la MDJ*, les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées sont représentées en tant que héros dans 21 textes, parmi les 55 analysés. Cette représentation « positive » repose sur la « richesse de la diversité culturelle » (sous-cadre diversité culturelle), sur la capacité de ces personnes à bien s'adapter à la société d'accueil (sous-cadre intégration), sur leur regard critique sur les conditions de vie dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil et sur leur capacité à faire des choix et prendre des décisions afin de rebondir et d'aider d'autres personnes (sous-cadre *empowerment*). On observe dans *L'Œil de la MDJ* une influence directe des formats des textes dans la construction du cadre héros. Les sources et les auteurs ont également une participation importante dans la manière dont on traite le réfugié en tant que héros dans *L'Œil*.

5.2.1. Le réfugié en tant qu'acteur engagé pour la liberté d'expression

Parmi les sous-cadres héros présents dans les textes de *L'Œil de la MDJ*, le sous-cadre *empowerment* est celui qui apparaît le plus souvent (dans 14 textes), suivi des sous-cadres intégration et diversité culturelle (trois textes chacun).

5.2.1.1. Le sous-cadre « *empowerment* »

La représentation des personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées en tant que symboles de la résistance à une cause et/ou en tant que détenteurs d'un regard critique ou d'un savoir-faire lié à un domaine d'expertise se présente dans environ un quart des textes du corpus étudié. Cette représentation en tant que sujet engagé ou détenteur d'une connaissance est directement liée à la qualité de journaliste. Les portraits des résidents de la Maison des journalistes illustrent bien la valorisation de ces personnes en tant que sujets engagés. C'est le cas, par exemple, de la journaliste syrienne Rukaia, qui a raconté son parcours lors d'une interview datant d'avril 2019 pour *L'Œil de la MDJ* :

« [...] l'engagement de Rukaia de collecter, de documenter et de diffuser des informations s'est toujours accompagné de son travail social et humanitaire. Elle a donc pris de grandes responsabilités au sein d'organisations caritatives et humanitaires de la

ville et des villages voisins, faisant passer son désir de soulager les autres au-dessus de sa sécurité personnelle. Elle ne cache pas la difficulté de cette période et le grand danger que ces activités impliquaient pour elle surtout en tant que femme ; pourtant, grâce au soutien de son père, elle a pu supporter plus facilement cette pression³⁵² ».

Nous observons cette valorisation du sujet via son métier dans plusieurs textes, comme ceux écrits par Elyse Ngabire, une journaliste burundaise réfugiée en France depuis septembre 2015. En tant que résidente de la Maison des journalistes, Elyse a participé à *L'Œil de la MDJ* entre janvier 2016 et mars 2018 (son dernier article, sur un total de 21, date du 22 mars 2018, selon les archives du média³⁵³).

Ngabire est quelqu'un qui est attaché à la catégorie des journalistes. Elle le souligne dans sa tribune écrite le 11 avril 2017, lors de sa visite dans les locaux du journal *Ouest-France* à Rennes : « Je redécouvre la fierté d'être journaliste³⁵⁴ ». Cette fierté se traduit dans la plupart de ses textes par sa manière de qualifier les personnes en exil : il sont des « journalistes », des « professionnels des médias » avant tout autre chose.

En effet, sa manière de les qualifier est cohérente avec la ligne éditoriale de la Maison des journalistes : être en exil n'est qu'une condition passagère dans laquelle se trouvent des personnes appartenant à une catégorie professionnelle spécifique. Ainsi, Ngabire emploie naturellement des termes et expressions dans ce sens lorsqu'elle fait référence à ceux et celles dans cette condition :

« [...] une équipe d'une dizaine de *professionnels exilés des médias* composée des résidents et anciens de la Maison des Journalistes (MDJ) en compagnie du personnel du pôle communication ont effectué une visite guidée des lieux. Ils sont d'origines et de cultures différentes : Syriens, Afghans, Érythréens, Soudanais, Burundais etc. "Ils", ce sont *ces journalistes* qui ont été accueillis à bras ouverts à la MDJ qui a son siège au 35 rue Cauchy, dans le 15^e arrondissement de Paris. [...] Le génie des civilisations africaines, asiatiques, d'Océanie et d'Amérique fascine *l'équipe des professionnels des*

³⁵² L'Œil de la Maison des journalistes, « "C'était la dernière fois que toute notre famille était réunie" – Témoignage d'une journaliste syrienne exilée ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 2 avril 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/04/02/cetait-la-derniere-fois-que-toute-notre-famille-etait-reunie-temoignage-dune-journaliste-syrienne-exilee/>, consulté le 7 juillet 2021.

³⁵³ L'Œil de la Maison des journalistes, « A propos de Elyse Ngabire ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/author/elyse-ngabire/>, consulté le 5 juillet 2021.

³⁵⁴ Ngabire Elyse, « Je redécouvre la fierté d'être journaliste ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 11 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/04/11/je-redecouvre-la-fierté-detre-journaliste/>, consulté le 5 juillet 2021.

médias et leurs accompagnateurs, soit 300000 œuvres parmi lesquelles 11 000 de la collection «Mondialisation historique et contemporaine»³⁵⁵ ».

L'approche d'Elyse Ngabire est de valoriser les opportunités, initiatives et événements qui favorisent l'intégration et/ou la participation des personnes réfugiées (notamment des journalistes) dans la société d'accueil. Comme d'autres auteurs de *L'Œil de la MDJ*, Ngabire ne manque pas également d'employer, quand nécessaire, un ton de dénonciation par rapport à la politique, aux conditions de vie et aux persécutions aux journalistes dans leurs pays d'origine, un autre élément marquant dans les textes de la MDJ.

On observe, ainsi, que les textes de *L'Œil de la MDJ* explicitent une ambivalence entre les persécutions vécues par les personnes exilées, ainsi que les difficultés rencontrées au long du parcours migratoire, et leur capacité ou leur envie de rebondir. Abdelfetah Mohamed, un écrivain soudanais d'origine érythréenne, exilé politique en Italie, en est un exemple :

« En Sicile, Abdelfetah intègre le programme institutionnel pour les migrants et est accueilli dans un centre pour les réfugiés. Mais après quelques mois il décide de le quitter : «Je voulais entrer en contact avec la société qui m'accueillait, avec les personnes et je savais que pour le faire je devais sortir de la protection des autorités. Ça a été difficile, j'ai dormi dans la rue pendant un mois, j'ai mangé à la cantine pour les sans-abris. Mais cela était le seul moyen pour apprendre vraiment l'italien et rencontrer les gens». Aujourd'hui Abdelfetah vit à Catane, travaille comme médiateur culturel et participe au secours des migrants qui arrivent par mer. [...] «J'ai beaucoup voyagé et je n'appartiens à aucun lieu spécifique – a expliqué l'écrivain – mais cela ne me dérange pas. Tout ce que je suis c'est moi qui l'ai décidé»³⁵⁶ ».

Le média fait le choix de montrer constamment les journalistes exilés comme des sujets endurants, politisés. Ce choix renforce la position de *L'Œil de la MDJ* comme canal de prise de parole politique, de dénonciation et en faveur de la liberté d'expression.

Les deux autres sous-cadres « héros » présents dans les textes sont les sous-cadres diversité culturelle et intégration. À la différence des autres médias étudiés, ces sous-cadres sont moins significatifs, et n'apparaissent, ensemble, que sur six textes parmi les 55 étudiés.

³⁵⁵ Ngabire Elyse, « Quand les cultures de la Maison des journalistes dialoguent avec celles du musée du Quai Branly ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/26/quai-branly/>, consulté le 5 juillet 2021.

³⁵⁶ L'Œil de la Maison des journalistes, « Libre comme une cigogne noire ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 12 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/12/exil-libre-comme-une-cigogne-noire/>, consulté le 7 juillet 2021.

5.2.1.2. Le sous-cadre « diversité culturelle »

Le sous-cadre diversité culturelle apparaît de manière superficielle dans seulement trois textes analysés de *L'Œil de la MDJ*, qui mentionnent la culture et les arts. Cependant, le traitement est fait différemment par rapport à *Infomigrants*. Alors que dans celui-ci les talents artistiques des réfugiés (savoir-faire) sont mis en lumière, dans *L'Œil de la MDJ* on valorise leur savoir-être. Dans les exemples analysés, les exilés sont plutôt montrés comme des personnes intéressées non seulement par leur culture d'origine, mais également par d'autres civilisations, faisant preuve d'ouverture d'esprit, et comme des personnes qui savent cuisiner, chanter, dessiner (comme on peut trouver plus facilement dans les représentations de la diversité culturelle dans les médias traditionnels).

Un seul exemple illustre bien cette approche : dans un reportage de septembre 2016, on raconte une visite réalisée par les résidents de la Maison des journalistes au Musée du Quai Branly, à Paris. Le texte, signé par Elyse Ngabire, explique :

« À travers des photographies, 710 000 collectionnées apprend-on, disposées de part et d'autre du musée, certains journalistes se retrouvent dans leurs différentes civilisations. C'est le cas notamment d'un journaliste burundais qui, en parcourant l'espace réservé à l'Afrique australe, découvre les habits traditionnels, des bijoux, etc. portés par le peuple kenyan, tanzanien, etc. Pourtant, son plus grand regret aura été l'absence du tambour du Burundi alors que c'est un outil culturel très connu. [...] Devant chaque œuvre et chaque photographie, indique une journaliste d'origine "ouzbekistanaise", elle a envie de s'arrêter et de dialoguer avec cette autre civilisation qu'elle n'a jamais rencontrée³⁵⁷ ».

Ce qui est intéressant dans ce traitement c'est le changement de perspective par rapport à l'objet de fascination. Quand on parle des réfugiés comme agents ayant des talents liés à leur culture, on les observe à partir d'un regard d'altérité : ce sont des sujets fascinants car ils apportent leur « richesse culturelle » à une autre société, une richesse qui est étrangère à celle-ci. Dans *L'Œil de la MDJ*, le regard est différent. On les observe comme des observateurs eux-mêmes. Dans cet exemple du sous-cadre diversité culturelle, les exilés sont traités comme des sujets qui sont fascinés – en l'occurrence, par d'autres cultures qu'ils découvrent –, et non seulement comme des sujets qui fascinent. Dans le cadre *empowerment*, ils sont traités comme des sujets qui critiquent, et non seulement comme des sujets critiqués. Ceci est intéressant dans la mesure où l'on traite d'une subjectivité souvent cachée dans les textes médiatiques. On leur redonne la possibilité de juger, au lieu de simplement être jugés.

³⁵⁷ Ngabire Elyse, « Quand les cultures de la Maison des journalistes dialoguent avec celles du musée du Quai Branly », *op. cit.*

5.2.1.3. Le sous-cadre « intégration »

Concernant le sous-cadre intégration, un des exemples repose sur l'expérience d'intégration de la journaliste Elyse Ngabire par la voie professionnelle. À la première personne, elle raconte comment la rédaction du journal *Ouest-France* l'a accueillie et les sentiments de bonheur et de nostalgie que cette expérience lui a provoqué. En plus, le texte part d'une perspective personnelle qui valorise l'expertise de la journaliste dans son domaine, en racontant son rôle en tant que cheffe d'édition dans son pays d'origine :

« Depuis mon arrivée en France, le 20 septembre 2015, je ne me suis jamais sentie aussi journaliste que ce jour où j'ai été accueillie au siège d'*Ouest-France*. Deux ans presque que je n'ai pas participé à une conférence de rédaction. Et cela me manquait beaucoup. Et le mardi, 14 mars 2017, une partie de ma soif a été assouvie. [...] J'ai eu le plaisir de corriger quelques articles des collègues : réduire, voire changer les titres pour qu'ils soient informatifs et accrocheurs, de revoir les formulations parce que les phrases sont alambiquées et font perdre le sens, etc. Cet exercice me manquait aussi. Ça m'a rappelé la rigueur que j'imposais à mes collègues quand j'étais cheffe d'édition³⁵⁸ ».

Dans ce texte, nous observons l'enthousiasme de la journaliste de faire partie à nouveau d'une rédaction. Mais encore une fois, cette intégration est liée à son métier, à sa position en tant que journaliste.

Un autre exemple traite d'un cas d'intégration extérieur à la MDJ. Il s'agit d'un jeune Syrien qui impressionne par ses bonnes notes à l'école et par sa capacité d'adaptation. C'est un exemple de « fierté » pour sa famille et pour ses professeurs, qui reconnaissent que ceci n'est pas le cas de tous les « migrants venus de Syrie » :

« À Madaya, Ahmad est en 2nde général. Depuis six mois, il n'a pas été à l'école et ça lui manque beaucoup. Son souhait le plus ardent, confie-t-il, pouvoir retourner sur le banc de l'école, revoir les enseignants l'un après l'autre, avoir des copains, etc. Élève appliqué, fait savoir sa mère, Ahmad a toujours eu de bonnes notes : “*C'est une fierté pour la famille.*” [...] Il s'implique : il fait régulièrement ses devoirs, revoit régulièrement sa matière et lit beaucoup. Au bout de trois mois, son encadreur lui fait passer une évaluation. “Ses résultats m'impressionnent. J'ai enseigné à plusieurs migrants venus de Syrie mais il y en a qui après deux ans n'arrivent toujours pas à écrire ou à s'exprimer correctement. Ahmad m'a surpris par son engagement et sa détermination”, confirme Adrien G., encadreur³⁵⁹ ».

³⁵⁸Ngabire Elyse, « Je redécouvre la fierté d'être journaliste », *op. cit.*

³⁵⁹Ngabire Elyse, « Réinsertion scolaire des jeunes syriens : la force de l'ambition ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/scolaire-syrien-enfants/>, consulté le 5 juillet 2021.

Ce texte aussi a été signé par Elyse Ngabire. Cette journaliste a été très active jusqu'en 2018. Sa manière de traiter les sujets et représenter les personnes exilées montre à quel point les auteurs réfugiés dans *L'Œil de la MDJ* ont contribué à la construction du cadre héros. Le choix des formats des textes joue également un rôle déterminant dans la construction du cadre héros, comme nous le verrons ensuite.

5.2.2. Le réfugié en tant que héros : un discours porté par des étrangers et Français et déterminé par des formats d'opinion

Participent à *L'Œil de la MDJ* des journalistes résidant ou ayant résidé dans la Maison, des salariés de l'association, des bénévoles, des stagiaires et des contributeurs ponctuels. Trente auteurs et autrices ont contribué à ce média pendant la période analysée. Parmi eux, dix-huit sont étrangers (réfugiés, exilés ou en demande d'asile), deux sont immigrés et dix sont Français. Les personnes originaires d'autres pays viennent notamment de l'Algérie, du Maroc, du Burundi, du Rwanda, de la Mauritanie, du Cameroun, du Congo RDC, du Congo Brazzaville, du Tchad, de la Syrie, de la Palestine, de la Turquie, de l'Afghanistan, du Bangladesh et de l'Italie.

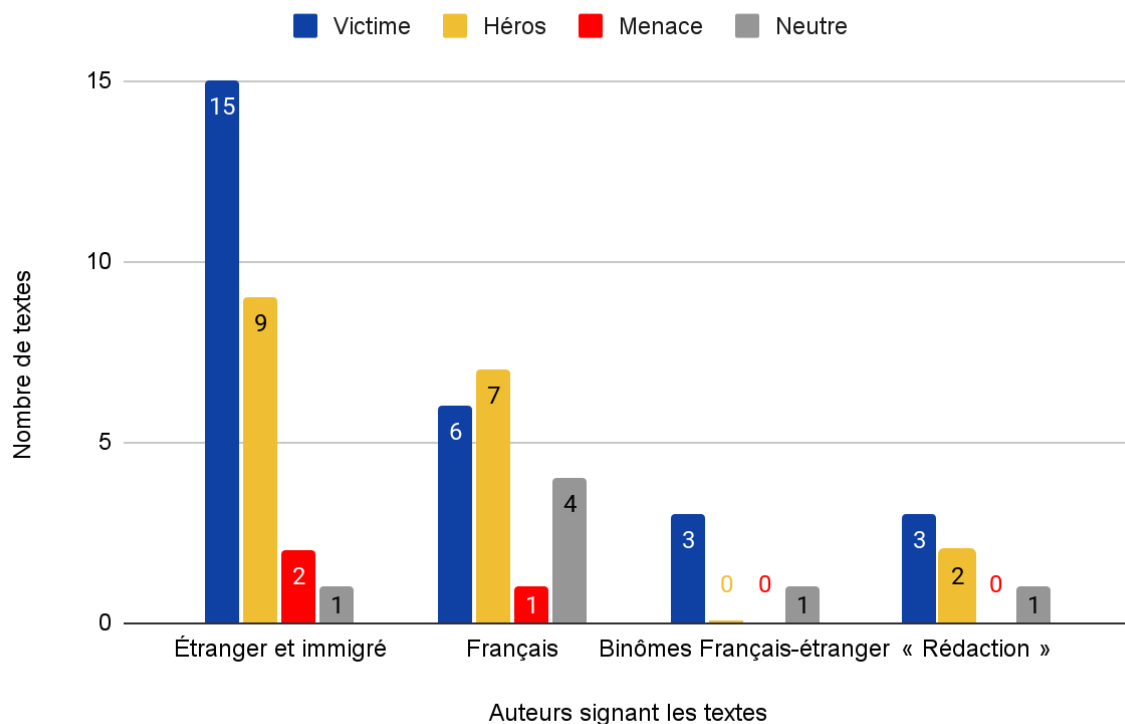
Concernant l'expérience dans les médias, tous les auteurs français sont des journalistes (y compris les stagiaires et étudiants en journalisme). Du côté des étrangers et immigrés, seule une autrice n'a ni un diplôme en journalisme ni de l'expérience préalable dans les médias.

Les contributeurs hommes sont majoritaires : ils sont au nombre de 19, alors que les contributrices sont 11. Le nombre d'hommes et de femmes est à l'égalité parmi les auteurs français, alors que dans le groupe d'auteurs étrangers et immigrés la différence est considérable : ils sont 14, alors qu'elles sont à peine 6. Cette prédominance masculine se reflète dans le nombre de textes signés : seulement 15 textes sur 55 sont écrits par des femmes, alors que 30 sont écrits par des hommes ; six textes ne sont pas signés et quatre textes sont écrits en binômes homme-femme.

Les auteurs étrangers et immigrés ont deux fois plus tendance à contribuer à la construction du cadre victime que celle du cadre héros. Ceci est dû aux sujets traités et aux formats utilisés, comme ce sera traité ci-dessus. Cependant, la construction du cadre héros et de ses sous-cadres compte aussi bien sur la participation des auteurs étrangers et immigrés que celle des auteurs français

(graphique 23). Il faut noter par ailleurs que les auteurs français vont être plus neutres que les étrangers et immigrés, et vont construire le cadre menace moins souvent que ceux-ci.

Graphique 23. *L'Œil de la MDJ* : Corrélation cadres-auteurs



Les textes en binôme sont considérablement moins nombreux que les textes d’auteurs uniques : ils ne sont que quatre dans le corpus de *L'Œil de la MDJ*. Le fait qu’il y a moins de textes écrits en binôme que de textes écrits individuellement peut être interprété de deux manières : en tant que phénomène révélateur d’un manque d’intégration entre les différents acteurs, pour des raisons diverses (barrière de la langue, différences dans le style de l’écriture, des questions pratiques...) ; ou en tant qu’opportunité pour les personnes étrangères et immigrées de s’exprimer librement à leur façon.

La première hypothèse ne pouvant pas être confirmée via les entretiens, nous partons du principe que la préférence pour l’écriture individuelle est influencée notamment par les formats les plus pratiqués dans le média, à savoir : les tribunes, les chroniques et les articles courts. Il est également raisonnable de conclure que les auteurs étant quasi systématiquement des journalistes expérimentés, ils sont pleinement capables de mener individuellement des sujets, surtout si nous prenons en

compte les thématiques traitées, qui concernent dans la plupart des cas des questions de migration, droits de l'homme et témoignages.

Concernant les contreparties, il faut noter que seulement deux auteurs sur 30 étaient rémunérés : Guillaume Luer (chargé d'édition et community manager à la MDJ entre 2017 et 2020) et Lisa Viola Rossi (chargée de mission communication et sensibilisation entre 2012 et 2020). Tous les autres participants du média le faisaient bénévolement. Concernant le nombre d'articles écrits par auteur, Luer et Rossi ont une moyenne de production textuelle similaire à celle observée pour l'ensemble des auteurs. Il n'est pas possible d'affirmer, donc, que la rémunération est un élément déterminant dans l'efficacité de la production textuelle pour *L'Œil de la MDJ*.

Le rédacteur en chef, Christophe Joly, a confirmé lors de l'entretien qu'il nous a accordé en janvier 2020, que la participation des résidents de la Maison au journal est faible : « Dans *L'Œil* finalement ils sont assez peu nombreux à y contribuer, et je pense que ce n'est pas essentiel pour eux. Il y en a quelques-uns, deux ou trois qui veulent vraiment participer, s'exprimer, mais globalement assez peu [participent]³⁶⁰ ».

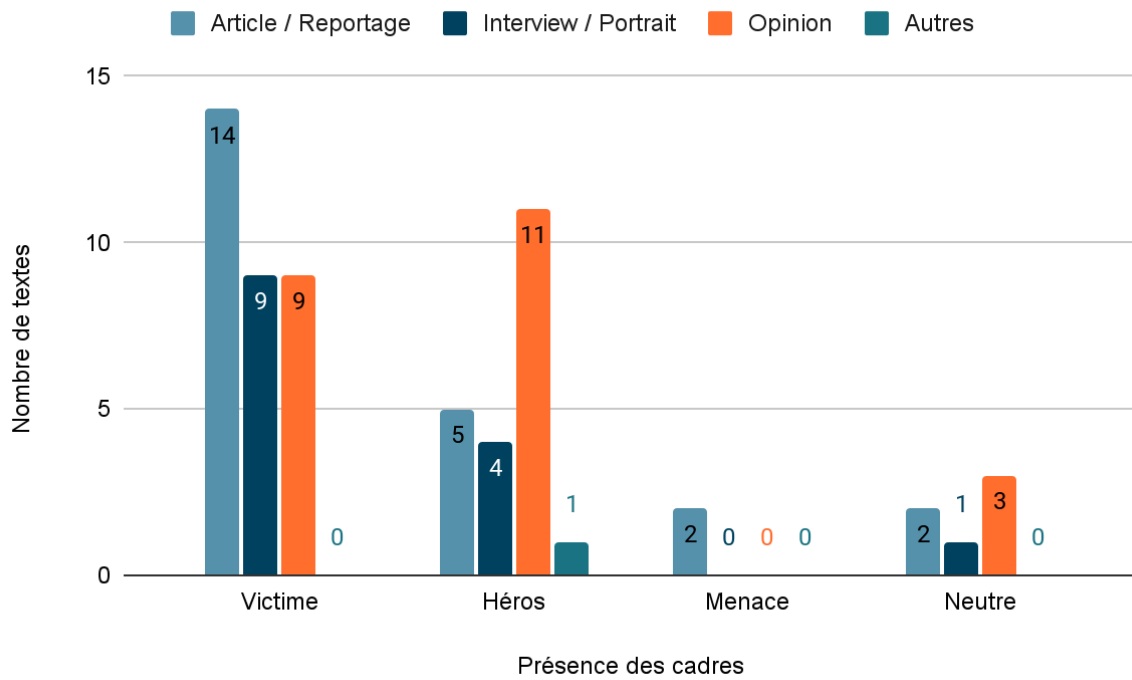
Ceci s'explique par certaines difficultés rencontrées par les journalistes exilés, telles que la barrière de la langue et la précarité matérielle dans laquelle ils se trouvent pendant le séjour à la MDJ, comme ce sera discuté dans la partie III. En plus, ceci montre une difficulté pour composer une équipe fixe de journalistes, ce qui impacte également la cohérence éditoriale du média.

En effet, la contribution de différentes personnes – dans la plupart des cas de façon ponctuelle – a une influence sur le contenu, mais également sur le choix des formats. La forte présence de publications à caractère personnel et de textes d'opinion apportent à *L'Œil de la MDJ* un style qui ressemble aux blogs.

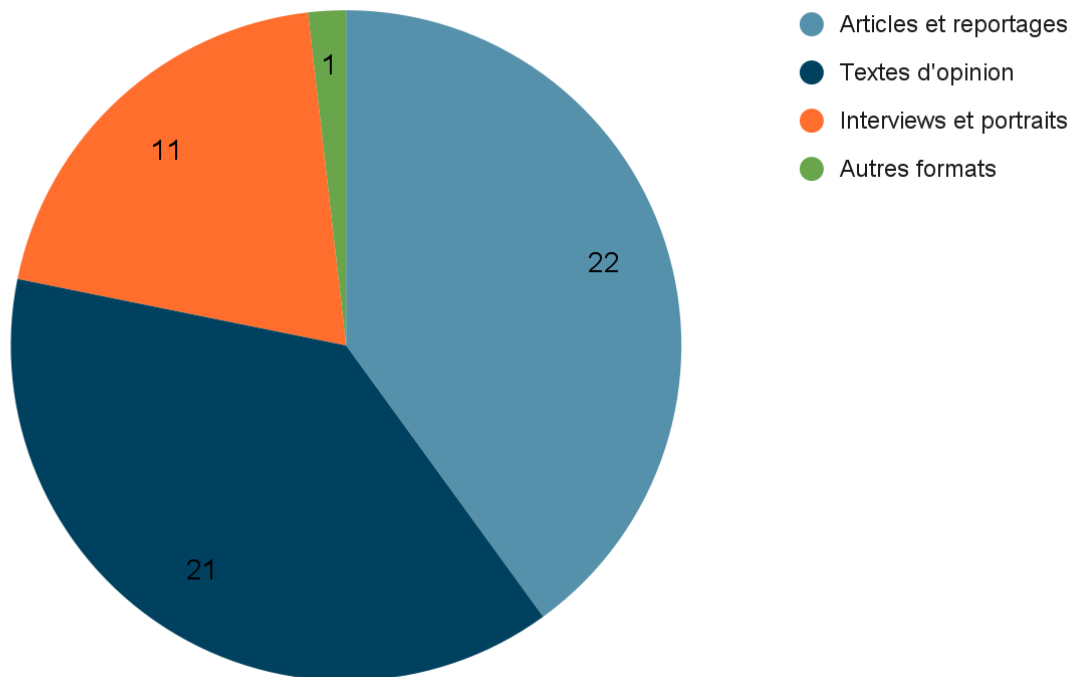
Il faut noter que le cadre héros et ses sous-cadres sont plus présents dans les textes d'opinion, que dans les articles et reportages, les interviews et les portraits. À titre de comparaison, nous observons l'inverse concernant le cadre victime et ses sous-cadres (graphique 24). Il faut noter également que ceci arrive dans un corpus composé par 22 articles et reportages, 21 textes d'opinion, 11 interviews et portraits et un seul texte présentant un autre format (graphique 25).

³⁶⁰ Joly Christophe, *op. cit.*

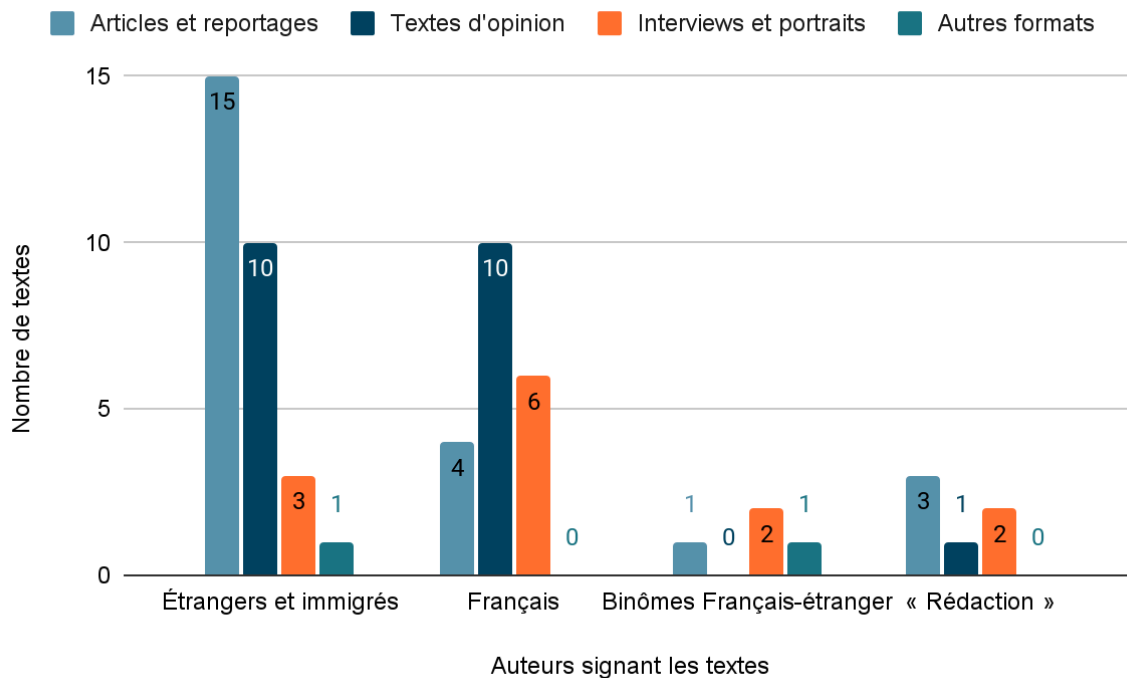
Graphique 24. L'Œil de la MDJ : Corrélation cadres-formats



Graphique 25. L'Œil de la MDJ : Formats



Graphique 26. L'Œil de la MDJ : Corrélation formats-auteurs



D'une part, le cadre victime est le plus important parmi les articles et les reportages. D'autre part, le cadre héros est plus souvent construit dans les textes d'opinion. Ceci peut révéler une vision personnelle des auteurs des textes. En effet, les auteurs et autrices réfugiés, exilés, en demande d'asile ou immigrés écrivent davantage des articles et des reportages, alors que les Français écrivent davantage des tribunes, chroniques ou autres textes d'opinion (graphique 26). Ceci suggère que les auteurs étrangers / immigrés ont une participation plus importante dans la construction du cadre victime que dans la construction du cadre héros.

Par ailleurs, les interviews et portraits mettent plus en lumière le cadre victime que le cadre héros. Ceci est logique dans la mesure où les personnes interviewées sont notamment résidentes de la Maison des journalistes qui racontent leurs parcours de persécution dans leurs pays d'origine. Les personnes exilées sont interviewées, dans quasiment tous les textes analysés, par des auteurs français, par des binômes avec au moins un Français ou par des auteurs inconnus (textes attribués à la rédaction). Ceci suggère que les auteurs français ont tendance à exploiter plutôt les aspects négatifs de la migration lorsqu'ils consultent des sources réfugiées que lorsqu'ils expriment leur opinion dans un texte.

L'Œil de la MDJ présente rarement des formats autres que ceux présentés ci-dessus. Dans le corpus analysé, seulement un texte présente un autre format : un poème. Ceci peut être expliqué par trois raisons. Tout d'abord, les limitations matérielles empêchent la réalisation de formats plus élaborés, tels que vidéos et podcasts. Une deuxième raison peut être liée à la ligne éditoriale du média : vu que la liberté de presse est le fil rouge des publications, on observe une concentration de textes à caractère critique et de dénonciation au détriment des manifestations créatives et artistiques. Enfin, ceci peut être également lié à des questions de sécurité : les exilés préféreraient éviter l'exposition de leur image dans des vidéos, par exemple.

5.3. *GUITI NEWS* ET LE HÉROS ÉCLAIRÉ

La représentation du réfugié en tant que héros dans *Guiti News* se rapproche de celle observée dans *L'Œil de la MDJ*. En effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, le réfugié reste un sujet critique et conscient de sa situation. Cet éclairage est aussi bien présent dans les textes où les réfugiés sont représentés en tant que victimes que dans ceux où ils sont représentés en tant que héros. Ceci s'explique par le fait que dans *Guiti News* ces deux cadres se mélangent souvent.

Parmi les 45 textes analysés de *Guiti News*, le cadre héros apparaît dans 17. Ce cadre se manifeste à partir de trois sous-cadres : diversité culturelle, bon travailleur et intégration. La construction du cadre héros dans *Guiti News* se fait principalement par influence des sources réfugiées mobilisées.

5.3.1. Le réfugié en tant qu'acteur critique

Plus que dans les autres médias analysés, le héros chez *Guiti News* est également une victime. En effet, sur les 17 textes où le cadre héros apparaît dans ce média, 13 les représentent également en tant que victime. À titre de comparaison, cette ambivalence est moins importante dans les autres médias étudiés : pour *L'Œil de la MDJ*, les textes présentant des cadres mixtes héros-victime sont six sur 21. Pour *Infomigrants*, cela représente trois textes sur six. Pour *Tido*, comme nous le verrons plus tard, la mixité héros-victime ou héros-neutre représente neuf textes sur 30.

Dans *Guiti News*, le sous-cadre bon travailleur apparaît dans six textes, intégration et *empowerment* dans quatre textes chacun et diversité culturelle dans trois textes.

5.3.1.1. Le sous-cadre « bon travailleur »

Par rapport au sous-cadre bon travailleur, un des textes de *Guiti News* utilise le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 comme exemple d'une situation où les personnes réfugiées se sont mobilisées pour apporter de l'aide à la société française. Ces « bon travailleurs » ont montré leur solidarité en milieu rural, mais également au sein des hôpitaux, comme l'explique une des sources consultées dans un article, Céline Schmitt, porte-parole du HCR en France : « Tout d'abord et très vite, des récits ont émergé sur des médecins et des professionnels réfugiés qui travaillaient dans les hôpitaux. Ces récits ont permis de mettre en avant le talent des personnes, leur contribution à la société française et aussi de réfléchir à des solutions³⁶¹ ».

L'interviewée poursuit, en mentionnant leur implication en milieu rural : « “Près de Bordeaux, les vendanges ont eu lieu grâce au travail de personnes réfugiées. De cet effort a abouti une mise en place de formations et de parcours de carrières dans le secteur agricole. ‘C’est la première qu’on se sent comme tout le monde’, nous ont dit certains”, se souvient-elle³⁶² ».

Céline Schmitt est également interviewée dans un deuxième texte³⁶³, cette fois-ci sur l'entrepreneuriat. « Il s'agit d'un public qui a des besoins spécifiques, en termes de soutien, de santé, en conseil psychologique par exemple », explique la porte-parole de l'UNHCR sur les freins à entreprendre pour les personnes réfugiées. Dans ce texte, les programmes d'incubation pour les projets entrepreneuriaux sont mis en lumière. On parle de l'incubateur de Singa, ainsi que de La Ruche, et ce n'est pas par hasard. Les cofondateurs de *Guiti News* et auteurs du texte, Nina Gheddar (signée « Sofia Belkacem ») et Mortaza Behboudi, ont bénéficié de ces programmes d'accompagnement pour le lancement du média.

³⁶¹ Chatel Alexandre, « Quel traitement médiatique de la migration en France depuis la covid-19 ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 21 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/deconstruisons-nous/2020/12/21/quel-traitement-mediatique-de-la-migration-en-france-depuis-la-covid-19/>, consulté le 30 août 2021.

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ Gheddar Nina, Njock Gaspard, « Réfugiés : l'entrepreneuriat comme modèle d'émancipation ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 20 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-la-loupe/refugies-entrepreneurs/>, consulté le 10 mars 2023.

Dans ce texte, des porteurs de dispositifs d'accompagnement expliquent les possibilités que l'entrepreneuriat peut apporter aux réfugiés, mais certaines difficultés sont également mentionnées. Un seul étranger est consulté pour donner son point de vue sur la question : Ahmad Sufian Bayram, un entrepreneur d'origine syrienne qui a écrit un mode d'emploi *Entrepreneurship In Exile* (« Entrepreneuriat en exil ») :

« Les réfugiés sont souvent obligés d'ouvrir leur propre business. Pourquoi ? Parce qu'en exil, tu n'arrives pas toujours à trouver un emploi. Pourtant, tu continues à porter de lourdes responsabilités, comme celle de ta famille, mais tu ne reçois pas assez d'aide de la part du pays d'accueil. L'entrepreneuriat apparaît donc comme un horizon possible³⁶⁴ ».

La dimension de l'entrepreneuriat traitée dans *Guiti News* – et également présente dans *Tido* –, est absente dans les deux autres médias. À la différence d'*Infomigrants*, *Guiti News* s'efforce de montrer le « bon travailleur » non seulement comme quelqu'un qui accepte de faire n'importe quel métier pour s'intégrer, mais aussi comme quelqu'un qui reconnaît les difficultés liées à l'insertion professionnelle en France et qui ose se lancer dans différents domaines – par nécessité, certes, mais par curiosité ou ambition également.

Le média critique ouvertement le déclassement et la précarisation des travailleurs réfugiés en France, comme dans un article d'avril 2020, traitant de la mobilisation des réfugiés dans le secteur agricole pendant la pandémie de Covid-19. Le texte apporte des critiques fortes et emploie certains termes entre guillemets pour montrer à quel point le média exprime un désaccord avec leur usage :

« Désormais, officiellement, la nation applaudira également à 20h les réfugiés, ces “volontaires” qui rejoignent le club des infirmières, des aides-soignantes, des caissières, des livreurs, des postiers, des égoutiers, des femmes de ménage, des employés du BTP, du personnel des transports publics... Ces personnes essentielles, ces “derniers de cordée” héroïsés en ce temps de crise. [...] les “bons” réfugiés volent au secours de la France, ils prendront des risques, dont celui de tomber malade et signeront des contrats de quelques semaines, pour une durée maximale de trois mois, afin de gagner un salaire guère plus haut qu'un SMIC³⁶⁵ ».

La critique sociale associée est également puissante :

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ Tissot Noémie, « Des réfugiés dans les champs : les précaires remplacent les précaires ». *Guiti News*, mis en ligne le 2 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/des-refugies-dans-les-champs-les-precaires-remplacent-les-precaires/>, consulté le 10 mars 2023.

« [...] la réalité nous la connaissons : en temps normal les saisonniers étrangers recrutés pour travailler dans les champs sont les “plus pauvres d’entre les pauvres” estime l’Organisation internationale du Travail. Une main-d’œuvre acceptant souvent de travailler pour moins cher que les travailleurs locaux, et qui de par leur fragilité financière et sociale voit ses droits balayés par de gros exploitants, des boîtes d’intérim, des réseaux mafieux³⁶⁶ ».

Même la gestion de la crise sanitaire est critiquée. On parle du rapport dominant / dominé :

« Alors qu’au Portugal, le gouvernement s’est immédiatement inquiété du sort des populations les plus exposées et des plus précaires en régularisant tous les immigrés qui avaient introduit une demande avant l’entrée en vigueur de l’État d’urgence, la France s’accroche à son vieux modèle de dominants/dominés³⁶⁷ ».

Ces exemples montrent la disponibilité et l’importance de ces travailleurs dans des temps de crise, mais dénoncent également un système inégal et précarisant, renforçant l’ambivalence mentionnée précédemment sur la position du réfugié à la fois en tant que héros et en tant que victime.

5.3.1.2. Le sous-cadre « intégration »

Les histoires d’intégration ne sont pas nombreuses chez *Guiti News*, mais certaines attirent l’attention. C’est le cas de Shadi Al Salamat, un informaticien syrien qui a trouvé refuge en Allemagne et qui raconte son parcours dans une tribune publiée également sur le média allemand *Kohero*, partenaire de *Guiti News*.

Dès son arrivée au pays, il a rencontré des personnes qui l’ont aidé à s’insérer dans la société. Il raconte dans cette tribune une rencontre faite au hasard avec une femme à la gare. Une amitié s’est créée et Shadi devient même son locataire. Son récit est marqué par son enthousiasme, sa surprise et sa reconnaissance envers les Allemands :

« À la gare, ce sont d’abord des images de citoyens allemands qui embrassaient des réfugiés que j’ai vues. Je suis tombé amoureux de l’Allemagne et des Allemands. [...] Je ne peux oublier cette femme qui est venue me trouver pour me demander si je parlais anglais. [...] J’ai eu de la chance. Elle m’a proposé de me donner des cours d’allemand deux fois par semaine. Nous avons appris à nous connaître rapidement. Au bout de quatre cours, nous étions de vrais amis. [...] Elle m’a présenté à sa famille que j’ai appris à connaître. J’en fais maintenant partie. Je suis très reconnaissant ! Lors de

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ *Ibid.*

mon entretien d'embauche, j'ai parlé d'elle à mon patron. Il a secoué la tête et m'a dit : «Vous voyez, les Allemands sont super !»³⁶⁸ ».

Ce texte est encore une fois un exemple d'une double représentation du réfugié en tant que héros et en tant que victime. Héros, parce que Shadi se montre enthousiaste avec sa nouvelle vie en Allemagne et bien intégré grâce à son immersion dans la culture allemande dès son arrivée. Il est également héros car il prend la parole à la première personne pour assumer sa reconnaissance vis-à-vis de ceux qui l'ont accueilli et pour déplorer le changement de traitement envers les réfugiés qu'il constate à partir du réveillon de 2016. C'est à partir de ce Nouvel An, les réfugiés étant désormais vus comme des menaces, que Shadi dénonce la violence dont ils ont fait l'objet : « Je vois dans cet événement la fin de la culture de l'accueil. L'attentat contre un homme politique allemand qui soutenait les réfugiés et les incendies criminels contre des foyers de réfugiés ne viennent pas de nulle part. Ils sont le résultat de la haine propagée par l'extrême-droite³⁶⁹ ».

Cette représentation du réfugié à partir d'un regard d'intégration est accompagnée, comme pour les autres sous-cadres, de critiques faites à la première personne. Le réfugié ici est un observateur critique, détaché de l'illusion d'une intégration facile dans la nouvelle société d'accueil.

5.3.1.3. Le sous-cadre « diversité culturelle »

Un des exemples concernant le sous-cadre diversité culturelle, qui apparaît dans trois textes du corpus, est la mise en lumière de la nourriture comme exemple de la « richesse culturelle » apportée par les personnes étrangères et immigrées en France. *Guiti News* a lancé une série d'articles, appelée « Nos madeleines de Proust : contes culinaires en exil », avec des récits personnels de journalistes et lecteurs de *Guiti News*. Ils racontent des souvenirs et des sentiments en même temps qu'ils partagent une recette qu'ils affectionnent.

Mana Shamshiri, journaliste iranienne à *Guiti News*, raconte sa relation entre culture, cuisine et identité :

« Pour moi, comme pour des tas d'enfants d'immigrés j'imagine, la nourriture représente tellement plus que de la nourriture. C'est un souvenir, le sentiment de

³⁶⁸ Al Salamat Shadi, « La fin de la culture de l'accueil ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 7 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/07/la-fin-de-la-culture-de-laccueil/>, consulté le 27 août 2021.

³⁶⁹ *Ibid.*

retourner à la maison, celui de se sentir submergé d'amour. Alors, même si je vis aujourd'hui très loin de l'Iran, cuisiner et manger comme le faisaient ma famille et mes ancêtres, scellent mon identité et ma culture³⁷⁰ ».

Pour le thérapeute et artiste palestinien Elias Mattar, la cuisine fait partie d'un processus de guérison :

« Je me souviens des tartes de ma grand-mère, grasses et exquises. Je me souviens qu'avec mes frères et sœurs, quand elle en envoyait à mon père, nous essayions d'en dérober autant que possible. Aujourd'hui, je les prépare quand j'ai le mal du pays. La cuisine, ça peut aussi faire partie d'un processus de guérison³⁷¹ ».

Dans cette série, on revient à l'expression subjective de ces individus. Cette diversité culturelle, traduite par l'affection pour la nourriture de leur pays d'origine, révèle une manière différente d'associer l'étranger à sa culture. Leur relation avec la nourriture est différente de la représentation de l'étranger qui fait de la cuisine un métier (souvent par nécessité). Elle montre plutôt une dimension subjective plurielle : la nourriture comme déclencheur du mal du pays, ou, au contraire, comme une guérison à cela ; la nourriture comme fierté, tradition ou mémoire.

La diversité culturelle traitée dans les textes de *Guiti News* se manifeste ainsi plus comme une dimension de l'identité de l'étranger que comme un savoir-faire permettant de s'insérer dans la nouvelle société.

5.3.1.4. Le sous-cadre « *empowerment* »

Le sous-cadre « *empowerment* » est celui qui attire le plus l'attention dans les textes de *Guiti News* analysés. En effet, directement lié à l'accent que met le média sur les mauvaises conditions d'accueil, les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile et immigrées vont dénoncer ces problèmes et porter une voix rarement vue ailleurs. Comme dans *Tido*, ces personnes sont représentées dans *Guiti News* comme des sujets engagés, mais ici c'est différent : alors que dans *Tido* les personnes étrangères et immigrées sont engagées pour améliorer le pays d'accueil en participant à des initiatives innovantes et en créant de la richesse (la force de travail des réfugiés

³⁷⁰ Shamshiri Mana, « Nos madeleines de Proust : contes culinaires en exil ». *Guiti News*, mis en ligne le 23 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/12/23/nos-madeleines-de-proust-contes-culinaires-en-exil/>, consulté le 30 août 2021.

³⁷¹ *Ibid.*

bénéficie à toute la société, et pas uniquement à la population issue de la migration), les étrangers et immigrés dans *Guiti News* vont revendiquer le minimum pour bien vivre, ainsi que l'égalité des droits (les revendications des réfugiés concernent uniquement les populations issues de la migration).

C'est d'ailleurs là que réside la différence principale du traitement de *Guiti News* par rapport à celui d'*Infomigrants*. Dans *Infomigrants*, ce sont les associations qui portent naturellement le discours militant, alors que les personnes réfugiées restent dans une position passive en tant que victimes. Dans *Guiti News*, par contre, les étrangers et immigrés exposent eux-mêmes leurs malheurs, ce qui enclenche un double effet : ils sont à la fois victimes, mais ils ne sont pas passifs. Ils portent eux-mêmes le discours militant, de revendication et de dénonciation. Ils représentent alors un symbole de résistance pour ceux vivant dans la même situation.

Pour illustrer cette position active du réfugié, nous avons repéré trois exemples. Le premier concerne le mouvement gréviste organisé par des travailleurs sans-papiers à la Poste. *Guiti News* met en lumière les dizaines de travailleurs sans-papiers, originaires notamment du Mali ou de Guinée, qui « réclament inlassablement leur titularisation et leur régularisation à la filiale de la Poste » : « Alors qu'un nouveau rassemblement est prévu aujourd'hui pour les soutenir, *Guiti News* est parti à la rencontre de l'un des grévistes, Fofana Mamadou. Comptant bien sur le soutien d'autres travailleurs sans-papiers comme sur celui d'élus, il martèle : "Nous ne lâcherons rien"³⁷² ».

Le deuxième exemple concerne également un mouvement social organisé par des collectifs de personnes sans-papiers. *Guiti News* a suivi la marche appelée Acte III des Sans-Papiers, qui a eu lieu à Marseille en septembre 2020. Parmi les différents sujets en revendication : la situation des travailleurs sans-papiers exploités ou au chômage pendant la pandémie ; les personnes placées sous des mauvaises conditions dans les centres de rétention administrative (CRA)³⁷³ ; la situation des mineurs isolés et les difficultés pour les étudiants sans-papiers pour faire reconnaître leurs diplômes

³⁷² Behboudi Mortaza, Picouveau Vivien, Belkacem Sofia, « De l'urgence d'être régularisés : la lutte continue des postiers sans-papiers ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/09/18/sans-papiers-postiers/>, consulté le 1er septembre 2021.

³⁷³ « La rétention administrative permet de maintenir dans un lieu fermé (le CRA) un étranger qui fait l'objet d'une décision d'éloignement, dans l'attente de son renvoi forcé. La rétention est décidée par l'administration. Elle peut être prolongée par le juge, lorsque le départ immédiat de l'étranger de France est impossible. Elle ne peut pas dépasser 90 jours (sauf en cas d'activités terroristes). L'étranger retenu dispose de certains droits et peut recevoir l'aide d'associations ». (Gouvernement, « Centre de rétention administrative ». *Service Public*. Accessible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2780>, consulté le 1er septembre 2021.)

étrangers. *Guiti News* met en avant les propos d'Aboubacar, un des organisateurs de la marche, lui aussi sans-papier :

« Un de mes objectifs est d'initier une lutte pas uniquement pour moi, mais aussi pour mes frères et sœurs et mes camarades qui suivront. Je vois trop d'inégalités et beaucoup d'injustices. C'est ce qui me donne le courage d'être ici aux côtés de mes semblables qui partagent le même combat pour l'égalité. Pourquoi refuse-t-on la liberté et le droit d'exister aux sans-papiers alors que nous n'avons rien fait de mal ? Nous exigeons la justice et la liberté pour tous et toutes !³⁷⁴ ».

Enfin, le troisième exemple concerne une revendication de droits individuels. *Guiti News* explique la situation : « Jamshed Shinwari, un réfugié afghan vivant à Marseille, est interpellé, enlevé puis frappé par des policiers, pour être abandonné sur un terrain vague. Après un premier jugement [...] condamnant les policiers à la prison ferme, le procès en appel est venu alléger les peines³⁷⁵ ». Ce n'est que grâce à l'initiative de Jamshed de porter plainte que les policiers ont été jugés et punis pour leurs actes. Son initiative est vue presque comme un acte révolutionnaire :

« Lorsqu'il est interrogé sur sa motivation à porter plainte contre trois agents de police, fait rarement observé en France, il rétorque : “J'ai le droit de me défendre, je n'ai pas peur”. Sa famille, toujours en Afghanistan, n'est pas au courant de l'affaire. Inutile de les “inquiéter pour si peu”. Si l'agression a défrayé la chronique marseillaise pendant quelques jours, cela ne l'aura pas fait songer à quitter la France pour autant. Et, s'il devenait français, Shinwari prévoit d'ores et déjà d'ouvrir son propre restaurant dans la cité phocéenne³⁷⁶ ».

Les réfugiés dans *Guiti News* sont capables de porter un regard critique sur leur situation dans le pays d'accueil, ainsi que de faire des revendications légitimes concernant leurs droits. Mais plus encore, ils sont capables de faire une autocritique et de mettre en lumière le rôle que les personnes étrangères et immigrées ont dans la perception qui est construite à l'égard d'eux-mêmes : « En tant que réfugiés, nous avons aussi notre part de responsabilité. Pour vivre dans une société dans laquelle on attend d'être respectés, il faut en être un membre actif. Nous devons participer à changer l'image négative des réfugiés³⁷⁷ », explique Shadi Al Salamat.

³⁷⁴ Cadot-Sambosi Sidney, « Acte III des sans-papiers : la marche nationale des solidarités a démarré à Marseille ».

Guiti News, mis en ligne le 21 septembre 2020. Accessible à l'adresse

<https://guitinews.fr/deconstruisons-nous/2020/09/21/acte-iii-des-sans-papiers-la-marche-nationale-des-solidarites-a-dem-arre-a-marseille/>, consulté le 1er septembre 2021.

³⁷⁵ Amar Leïla, « “Je n'ai pas peur, j'ai le droit de me défendre”, récit de Jamshed Shinwari, agressé par des policiers ».

Guiti News, mis en ligne le 2 septembre 2020. Accessible à l'adresse

<https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/09/02/je-nai-pas-peur-jai-le-droit-de-me-defendre-recit-de-jamshed-shinwari-agresse-par-des-policiers/>, consulté le 1er septembre 2021.

³⁷⁶ *Ibid.*

³⁷⁷ Al Salamat Shadi, « La fin de la culture de l'accueil ? », *op. cit.*

La construction de l'image des réfugiés, exilés, demandeurs d'asile et immigrés en tant que personnes actives et engagées montre la position elle-même engagée de *Guiti News* vis-à-vis des questions migratoires. Mais, pour la rédactrice en chef Nina Gheddar, il ne s'agit pas de « militantisme » :

« Je ne pense pas que *Guiti* soit un canal de militantisme. C'est un média engagé, qui défend la liberté d'expression. [...] Par contre, la sensibilisation à la cause des migrants est là. On va sensibiliser à la cause, mais sans dire aux gens comment penser, comment faire. Il n'y a pas d'injonction derrière. Il s'agit de relater la réalité³⁷⁸ ».

Cette position engagée, qui influence la construction du cadre héros, est également renforcée par la présence de personnes étrangères et immigrées et par des militants au sein de l'équipe de *Guiti News*.

5.3.2. L'influence du militantisme dans la construction du cadre héros

Trente auteurs et autrices ont été identifiés dans le corpus de *Guiti News*, dont 13 sont des réfugiés, exilés, demandeurs d'asile ou immigrés, de plusieurs pays (Afghanistan, Belgique, Cameroun, Égypte, Iran, Israël, Pakistan, Syrie, Tchad) ; 16 sont Français et un auteur a la nationalité inconnue.

Il faut noter d'emblée que ce que prône *Guiti News* concernant la production journalistique uniquement en binômes n'a pas été vérifié dans le corpus étudié. Même si la composition des binômes / trinômes est équilibrée et fidèle à la mixité Français-étranger, seulement 16 textes parmi les 45 analysés ont été écrits en binôme ou en trinôme. Par ailleurs, 12 textes ont été attribués à la rédaction et les 17 autres ont été écrits individuellement.

À l'image d'*Infomigrants*, les étrangers et immigrés écrivent rarement seuls chez *Guiti News*. Dans le corpus étudié, à peine deux textes ont été signés individuellement par des étrangers / immigrés, dont un étant réalisé par un auteur francophone. Du côté des Français, ils ont été 15 à signer des textes individuellement.

Malgré cela, la participation des personnes étrangères et immigrées est perceptible dans la construction des cadres : plus ils participent à l'écriture, plus positive sont les images créées dans les textes. En effet, les étrangers / immigrés sont auteurs ou co-auteurs d'un peu plus de la moitié

³⁷⁸ Gheddar Nina, *op. cit.*

des textes où se manifeste le cadre héros et ses sous-cadres. À titre de comparaison, concernant les textes où le cadre victime et ses sous-cadres se manifestent, les étrangers / immigrés en sont auteurs ou co-auteurs d'un peu plus d'un tiers.

L'influence des auteurs dans la construction du cadre héros s'explique également par leur position parfois ouvertement militante. C'est le cas de Coline Bijon, bénévole française chez *Guiti News*, qui nous a expliqué lors d'une interview en 2020 : « Dans ma vie militante, je m'intéresse à lutter contre les discriminations, le racisme, le sexisme, etc. Ça me semblait évident de m'inscrire dans ce combat, j'avais envie de changer le regard qu'on porte sur les migrations et les réfugiés³⁷⁹ ».

D'autres auteurs, à l'image de la rédactrice en chef, sont plus réservés dans leur position et renforcent l'importance de garder les distances entre le journalisme et le militantisme. Ils reconnaissent, toutefois, la veine engagée du média. C'est ce que nous raconte Gaspard Njock, bénévole camerounais :

« Nous sommes un jeune média et on doit se professionnaliser plus le temps passe et on doit le faire en gardant bien claire la question humaine. *Guiti News* me plait, mais je n'ai pas besoin d'une tribune. *Guiti News* est un modèle de vie, où les personnes doivent expérimenter ce qu'elles disent. Et derrière tout ça il y a un militantisme très fort³⁸⁰ ».

Cet engagement se reflète dans les titres parfois alarmistes du média : « À Marseille, l'urgence d'éradiquer l'habitat indigne³⁸¹ » ; « De l'urgence de changer de regard : l'appel de Nekfeu³⁸² » ; « De l'urgence d'être régularisés : la lutte continue des postiers sans-papiers³⁸³ » ; « Santé des personnes exilées : 61 associations tirent la sonnette d'alarme³⁸⁴ » ; « Camps d'exilés : le nouveau cri d'alarme des associations³⁸⁵ ».

³⁷⁹ Bijon Coline, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 11 février 2020, par téléphone.

³⁸⁰ Njock Gaspard, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 23 novembre 2019, au Centre Culturel Franco-Iranien Pouya, Paris.

³⁸¹ Cadot-Sambosi Sidney, « A Marseille, l'urgence d'éradiquer l'habitat indigne », *op. cit.*

³⁸² Gheddar Nina, « De l'urgence de changer de regard : l'appel de Nekfeu ». *Guiti News*, mis en ligne le 10 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/nekfeu-appel-regard-migrants/>, consulté le 3 août 2023.

³⁸³ Behboudi Mortaza, Picouveau Vivien, Belkacem Sofia, « De l'urgence d'être régularisés : la lutte continue des postiers sans-papiers », *op. cit.*

³⁸⁴ *Guiti News*, « Santé des personnes exilées : 61 associations tirent la sonnette d'alarme ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 décembre 2019. *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/sante-des-personnes-exilees-61-associations-tirent-la-sonnette-dalarme/>, consulté le 3 août 2023.

³⁸⁵ Lafosse Alix, « Camps d'exilés : le nouveau cri d'alarme des associations », *op. cit.*

Le fait que deux tiers des auteurs sont des journalistes professionnels (y compris la rédactrice en chef), et que les formats privilégiés dans *Guiti News* sont les articles et les reportages, fait que le média se rapproche du modèle classique de journalisme (à la différence de *Tido* et de *L'Œil de la MDJ* qui privilégient les formats d'opinion). Ceci dit, les formats influencent moins la construction du cadre héros que la construction du cadre victime : le cadre héros apparaît tant dans des articles / reportages, que dans des interviews, tribunes, chroniques, éditos et témoignages, alors que le cadre victime apparaît trois fois plus dans les articles et reportages que dans les autres formats.

La particularité de la construction du cadre héros dans *Guiti News*, c'est que la personne réfugiée n'est vue ni comme quelqu'un qui réalise des actions extraordinaires (comme dans *Infomigrants*), ni comme celui qui va changer le paysage économique et culturel du pays d'accueil avec sa force de travail, son ingéniosité, sa créativité (comme nous le verrons dans *Tido*). Chez *Guiti News*, le concept de héros se rapproche de celui de *L'Œil de la Maison des journalistes* : le réfugié est un héros dans la mesure où, en plus de prendre conscience de sa situation, il s'approprie des moyens à disposition pour essayer de la changer ou de l'améliorer.

5.4. *TIDO* ET LE HÉROS DU QUOTIDIEN

L'analyse du cadre héros dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News*, malgré ses nuances, révèle une similitude entre ces trois médias : le réfugié partage à la fois la position de héros et de victime. Ceci n'est pas le cas de *Tido*, que, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, évite d'attribuer la qualité de victime aux personnes réfugiées dans ses textes.

En effet, *Tido* est le seul média parmi ceux étudiés qui met clairement en évidence une image positive des personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées avant toute autre représentation. Le cadre héros apparaît ainsi dans 30 sur 51 textes analysés de *Tido*.

Cette image positive se manifeste principalement par le sous-cadre diversité culturelle (présent dans 15 textes), suivi des sous-cadres bon travailleur (six textes), *empowerment* (six textes) et intégration (cinq textes). Nous observons que les sources réfugiées influencent cette représentation positive. L'utilisation de certains formats participe également à cette construction.

5.4.1. La subjectivité comme élément d'héroïsation

Comme déjà observé dans *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News*, les personnes réfugiées représentées à partir du cadre héros ont une posture d'acteurs observateurs, critiques. Cette représentation est basée sur une manifestation de leur subjectivité : dans les textes analysés, ils partagent leurs envies, leurs frustrations, leurs convictions, leurs sentiments, leur vision sur l'exil et sur eux-mêmes.

Ceci n'est pas différent dans *Tido*. Souvent à la première personne, les réfugiés, exilés, demandeurs d'asile et immigrés expriment leur sensibilité et engagement dans plusieurs pans de la vie : dans les arts et la culture, dans le travail (et l'entrepreneuriat) et dans leurs rapport à la citoyenneté dans le pays d'accueil.

L'expression de leur subjectivité est présente dans tous les sous-cadres analysés, pour rappel : diversité culturelle, bon travailleur, intégration et *empowerment*.

5.4.1.1. Le sous-cadre « diversité culturelle »

Le cadre héros dans *Tido* se manifeste tout d'abord via le sous-cadre diversité culturelle, présent, comme nous l'avons précisé, dans 15 textes. La diversité culturelle est mise en lumière non seulement par les contributions uniques de personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées à la société d'accueil, mais également par la fierté dont témoignent ces personnes vis-à-vis de leur pays ou culture d'origine. Nous observons un premier exemple dans un texte de décembre 2020, écrit à la première personne, par l'artiste franco-vietnamienne Hang Le Moine, qui raconte son rapport avec son pays d'origine et le pays d'accueil via sa passion pour l'art :

« Depuis que j'habite en France, j'ai connu beaucoup d'espérances, d'émotions. J'ai réalisé des choses que je n'aurais jamais réalisées au Vietnam. La vie au Vietnam est tellement différente de celle en France. J'aime la culture vietnamienne mais j'ai découvert en France l'art, la littérature. J'ai découvert en France que je pouvais être une artiste. J'ai décidé de passer mon temps pour suivre mon rêve de devenir une écrivaine. Il faut beaucoup de courage pour lire, écrire et penser dans les deux langues. En habitant en France, je vis des émotions contraires. Parfois je me sens isolée, nostalgique et parfois j'éprouve un grand sentiment de liberté. [...] J'habite deux pays, deux langues, deux âmes, deux "moi"³⁸⁶ ».

³⁸⁶ Le Moine Hang, « Parcours poétique avec Hang ». *Tido*, mis en ligne le 1er décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/parcours-po%C3%A9tique-avec-hang-da6108285372>, consulté le 16 août 2021.

Comme dans plusieurs textes de *Tido*, l'expression de la subjectivité est mise en lumière par la répétition du « je » : « j'ai connu », « j'ai réalisé », « j'ai découvert », « j'aime », « j'ai décidé »... La personne n'est pas seulement représentée comme une artiste mais comme un individu à part entière, avec des envies, des passions, des frustrations.

Un deuxième exemple convoque une autre forme artistique. Dans un texte de septembre 2018, la danse de pays étrangers est également montrée comme une richesse, en plus d'être un levier pour la création de liens entre Français et immigrés. Comme la cuisine ou d'autres éléments d'ordre culturel, la danse représente une raison de fierté pour les cultures étrangères. C'est ce que nous observons dans un texte qui raconte l'atelier de danse animé par Asma, une bénévole immigrée :

« “Il existe une grande richesse de musiques et de danses chez les nouveaux arrivants. Le but c'est de découvrir ensemble tous ces styles”. Voilà comment cela se passe : celui-ci ou celle-là s'efforce de transmettre à Asma la danse de son pays, qu'elle décrypte et traduit ensuite en exercices simples. “Quand l'un d'eux se présente avec la danse de son pays, parfois il ne trouve pas les mots, mais je vois dans son regard une telle fierté, cela me touche beaucoup”. Asma parle pour son atelier de co-construction entre elle et les nouveaux arrivants. C'est là toute son originalité. Et sa générosité³⁸⁷ ».

Nous observons dans cet exemple et dans tant d'autres l'emploi de plusieurs mots ayant une connotation positive : « richesse », « fierté », « originalité », « générosité ». Nous observons également que dans *Tido*, le terme de « nouveaux arrivants » est utilisé à la place de celui de « migrants », comme le préconise la charte de valeurs de Singa.

5.4.1.2. Le sous-cadre « bon travailleur »

La représentation que construisent les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées consultées en tant que source d'information dans *Tido* repose sur des éléments qui ne sont pas forcément liés à la migration. Comme dans les sociétés occidentales, où la valeur de la personne repose grandement sur le travail et / ou sa capacité à être utile à la société, *Tido* s'attache également à montrer les personnes étrangères ou immigrées en tant que sujets qui apportent des bénéfices économiques à la France. La représentation du « bon travailleur » dans *Tido*, cependant, va au-delà de l'image du réfugié qui s'intègre dans la société malgré un inévitable déclassement. Au

³⁸⁷ Duran Laurence, « Let's dance ». *Tido*, mis en ligne le 18 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/lets-dance-934649ce241a>, consulté le 16 août 2021.

contraire, le réfugié est lui aussi un entrepreneur, un créateur de richesses, quelqu'un qui met à la disposition son expérience et ses connaissances, et non pas quelqu'un qui va occuper les emplois que les citoyens français ne veulent ou ne peuvent pas occuper. C'est le cas de ce témoignage anonyme d'une personne immigrée publié sur *Tido* :

« Au Soudan, j'étais ingénieure agronome. J'ai fait ma thèse sur un champignon, *Alternaria alternata*, qui atteint les pommes de terre. En France, après avoir trouvé un logement stable et appris le français – deux choses sans lesquelles on ne peut rien faire –, j'ai suivi une formation Veni Verdi en agriculture urbaine. [...] Pour mon propre projet d'agriculture urbaine, je cherche un endroit près de Paris ou ailleurs en France. L'association pourrait ensuite se développer dans plusieurs villes – par exemple en Allemagne, en Autriche – et bien sûr en Afrique. J'aimerais avoir la chance de faire des projets d'agriculture urbaine au Soudan³⁸⁸ ».

Le média souligne également que la contribution des personnes réfugiées à la société d'accueil n'est pas un phénomène récent, comme l'expliquent les chercheurs Sébastien Balibar et Diane Dosso, dans un article de vulgarisation adapté par *Tido*. Ils racontent, par exemple, que grâce au « travail de savants réfugiés en France en raison de la montée du nazisme en 1938, la physique quantique est devenue “visible à l'œil nu”. » De même pour Annie Cohen-Solal, dont la recherche porte sur le peintre russe Mark Rothko, réfugié à New York au début du XX^{ème} siècle : « Le déracinement, par les mécanismes mentaux qu'il déclenche, [...] fait de l'artiste une vigie, un détecteur de signaux faibles. Par ce biais, les artistes sont à l'origine, non seulement de mutations esthétiques, mais aussi de nouvelles dynamiques sociales et civiques³⁸⁹ ».

La casquette d'entrepreneur n'étant pas applicable à toutes les situations, *Tido* ne cache pas les difficultés que peuvent rencontrer les personnes étrangères et immigrées dans la quête de travail. Toutefois, le média met un accent minimal sur cet aspect et s'attache plutôt à des caractéristiques personnelles des personnes issues de la migration pour renforcer l'image de « bon travailleurs », comme la motivation et la bonne volonté :

« Mamadou, qui vit désormais en Italie et participe au projet Maramao, parle avec enthousiasme de l'agriculture et de la campagne. Au terme des 10 mois de formation et à l'instar des 5 autres participants au projet, il souhaite continuer sur cette voie. [...] Pourtant, tout n'a pas été simple : dans les deux régions, les regards des habitants étaient en premier lieu hostiles à ces nouveaux arrivants. Le travail abattu par les

³⁸⁸ Thoraval Anne, « Humans Of Movement 77 ». *Tido*, mis en ligne le 22 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-77-625e67898dc3>, consulté le 16 août 2021.

³⁸⁹ Gnansia Elisabeth, « Migrations, réfugiés, exil ». *Tido*, mis en ligne le 20 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/migrations-r%C3%A9fugi%C3%A9s-exil-fd5c2d022fd0>, consulté le 16 août 2021.

réfugiés, leur motivation mais aussi les bénéfices que cela représentent [*sic*] pour l'économie locale ont fini par l'emporter. [...] Comme le souligne Mamadou au sujet du projet Maramao, « beaucoup de gens veulent mener le même projet que nous mais il faut beaucoup de bonne volonté, l'envie d'aider et de la motivation pour réussir³⁹⁰ ».

Les exemples de « bons travailleurs » représentés dans les textes de *Tido* sont souvent liés à l'entrepreneuriat en raison du contexte de création du média, comme mentionné auparavant. Au début, lorsque le média faisait partie de Singa, les portraits d'entrepreneurs accompagnés par l'association étaient une évidence. Avec l'indépendance et le changement vers *Tido*, on garde cet héritage et on cherche à valoriser des situations « décalées », comme celle du « migrant » qui entreprend en France.

5.4.1.3. Le sous-cadre « intégration »

La qualité de bon travailleur va de pair avec l'enthousiasme de s'intégrer à la nouvelle société. Les exemples concernant le sous-cadre intégration – moins présents que ceux concernant les sous-cadres diversité culturelle, bon travailleur et *empowerment* – sont frappants. Ces paroles d'un réfugié anonyme l'illustrent :

« Il y a une journée dont je me rappelle même aujourd'hui. C'est lorsque j'ai reçu son coup de fil me disant : « Monsieur vous êtes admis pour rester en France ». Ce jour-là, j'ai pleuré. Elle m'a dit : « Ne pleure pas, ne pleure pas ». J'ai pleuré comme si dans ma vie je n'avais jamais eu quelque chose de plus important que ça ! À ce moment-là, je n'ai pas pu tenir mes larmes³⁹¹ ».

Le témoignage d'un entrepreneur immigré, interviewé par un collaborateur de *Tido* également immigré, résume la représentation de la personne issue de la migration qui réussit à bien s'intégrer dans la société d'accueil :

« La perception que certaines personnes ont de l'immigration est tout à fait contraire à la réalité. Parce que lorsque nous regardons au plan économique, social, culturel et j'en passe, les immigrés, dans l'ensemble, apportent beaucoup de choses à la France. Et c'est aussi cela qui fait la force de la France, parce qu'il y a toutes les intelligences, toutes les compétences qui se réunissent, et qui permettent au pays cet essor qu'il connaît aujourd'hui. Nous, les immigrés, on se sent plus Français que les Français des fois, parce que c'est notre terre d'accueil, elle nous a tout apporté. Donc quelque part on se

³⁹⁰ Cottle Jennie et al, « Partie de campagne ». *Tido*, mis en ligne le 05 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/partie-de-campagne-96fb824109bd>, consulté le 16 août 2021.

³⁹¹ Noël Christine, « Humans Of Movement 71 ». *Tido*, mis en ligne le 17 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-71-ee082dcadfd7>, consulté le 16 août 2021.

domine pour pouvoir redonner en retour quelque chose à la France. L'immigré se sent plus concerné par les réalités de son pays d'accueil que de son pays d'origine. Il veut s'impliquer pour apporter sa petite pierre à l'édifice commun³⁹² ».

Mettre en lumière l'expression d'un sentiment d'appartenance aussi fort vis-à-vis du pays hôte est une manière pour le média de montrer les personnes étrangères et immigrées de manière active, différemment de l'image traditionnelle que les considère des victimes passives de leur destin.

5.4.1.4. Le sous-cadre « *empowerment* »

Dans les textes de *Tido*, les exilés sont des personnes engagées. Ils s'intéressent à la réalité du pays d'accueil, s'impliquent dans des actions de solidarité, travaillent dur, occupent l'espace public, font des revendications et expriment la volonté de participer à la vie civique du pays d'accueil. Carlos Arbelaez, un réfugié colombien, a écrit à ce sujet :

« La dernière fois que j'avais croisé Yousif, avant cette soirée, c'était dans la salle de rédaction du journal *Libération*. On nous en avait confié les pages pour que nous en soyons les auteurs plutôt que simplement des sujets d'information. Pendant ce moment de ma vie, où je me sentais profondément étranger et désengagé vis-à-vis de la vie politique française, Yousif, lui, était intrigué par le phénomène de l'abstention : pourquoi des gens qui en ont la possibilité n'exercent-ils pas leur droit de vote ? J'essayais de cacher ma honte face à son sentiment d'appartenance envers le pays qui nous avait accueilli³⁹³ ».

Il est important de savoir que le sous-cadre *empowerment* dans *Tido* apparaît souvent entre les lignes, comme nous l'avons pu observer par rapport aux autres sous-cadres. Le réfugié est représenté comme quelqu'un d'autonome et engagé, que ce soit vis-à-vis de la culture, du travail ou de l'intégration. Ceci est dû à l'effort constant de montrer la personne réfugiée comme acteur, et non comme objet.

³⁹² Diaby Cheikh, « Humans Of Movement 64 ». *Tido*, mis en ligne le 12 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-64-e931d31272ce>, consulté le 16 août 2021.

³⁹³ Arbelaez Carlos, « "Moi et Marianne" », *op. cit.*

5.4.2. L'image du héros portée par le discours des sources réfugiées

La construction du cadre héros est directement influencée par les sources réfugiées. Celles-ci sont en effet les principales sources consultées dans les textes de *Tido* : au nombre de 35, elles se répartissent en 27 textes différents (graphiques 21 et 22). Parmi les quatre médias étudiés, *Tido* est celui qui a proportionnellement le plus consulté ces personnes en tant que source d'information (graphique 2).

Les sources réfugiées sont si nombreuses dans le corpus par rapport aux autres, qu'on observe clairement leur participation dans la construction de tous les cadres (héros, victime et neutre). *Tido* donne peu d'attention aux sources « classiques » (politiques, institutionnelles, économiques...), qui participent pas significativement à la construction du cadre héros puisqu'elles n'apparaissent que dans des textes épars.

Parmi les 35 sources réfugiées repérées dans le corpus, 22 apparaissent dans des textes où se manifestent uniquement les cadres héros ; sept apparaissent dans les textes au cadre neutre ; une seule apparaît dans un texte au cadre victime ; et cinq sont présentes dans des textes au cadre mixte héros-victime. Mais qu'en est-il des autres sources ?

Il faut noter que les sources réfugiées, privées, journalistiques, scientifiques et associatives / syndicales / militantes sont les seules qui apparaissent dans cinq textes ou plus (graphique 22). Les sources politiques, institutionnelles, juridictionnelles, médiatiques, artistiques / culturelles / sportives, économiques et internationales, par leur faible présence dans le corpus étudié, ne sont pas considérées comme étant véritablement influentes dans la construction du cadre héros. De même pour les sources littéraires, religieuses, populaires et législatives, qui sont absentes des textes analysés.

Les sources associatives, syndicales et militantes sont donc les deuxièmes, après les réfugiées, à avoir une influence dans la construction du cadre héros. En effet, ces sources apportent dans les textes de *Tido* des solutions pour les problématiques présentées et / ou soulignent le côté positif de la migration, ce qui confirme l'opposition entre *Tido* et les autres médias en ce qui concerne le rôle des associations. Dans *Tido*, les associations n'emploient pas la même approche de dénonciation qui a été vue dans *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News*. Ici, elles vont plutôt insister sur le bon

côté de la migration. La déclaration de Fanny Belhomme, cofondatrice du projet Black Sheep³⁹⁴, lors d'un entretien pour *Tido*, illustre bien ce rapport positif vis-à-vis des personnes réfugiées :

« Après plusieurs jours passés dans des camps de personnes réfugiées à Calais et à Dunkerque, nous nous sommes rendu compte que ces personnes déplacées étaient loin de l'image qu'on veut bien leur donner, mais des super-héros qui peuvent avoir un impact plus que positif sur notre société !³⁹⁵ ».

La prédominance du cadre héros dans *Tido* se réalise malgré le fait que près de trois quarts des auteurs des textes analysés sont des Français : ils sont 36, alors que les contributeurs réfugiés, exilés, en demande d'asile ou immigrés ne sont que 14. Ceci montre un effort collectif des participants du média pour soutenir la cause migratoire.

Ceci montre également l'attachement à la ligne éditoriale du média, régie par des valeurs fortes de solidarité et d'inclusion, mais sans réelle considération pour l'objectivité journalistique. En effet, *Tido* n'a pas vocation à être un site d'actualités classique. Son format se rapproche des blogues, et ses contributeurs sont rarement des journalistes (parmi les 50 auteurs, seulement six sont des journalistes professionnels). Ces éléments doivent également être pris en compte dans la construction des cadres, ainsi que les formats privilégiés par le média, comme nous le verrons par la suite.

Les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées écrivent moins que les Français dans *Tido*. En effet, parmi les 51 textes étudiés, ils ont signé, seuls, dix textes, alors que les Français en ont signé 36. Les textes écrits en binômes ou groupes composés de Français et d'étrangers sont au nombre de quatre, et un seul texte n'a pas d'auteur attribué.

C'est alors grâce à l'adoption de formats qui favorisent l'exercice de la voix, notamment via la valorisation de la parole des réfugiés, exilés, demandeurs d'asile ou immigrés à la première personne, qu'on observe la construction d'une représentation positive. Dans *Tido*, les interviews, portraits et témoignages sont les formats qui apparaissent le plus souvent dans le corpus étudié : ils sont au nombre de 26, suivis des formats d'opinion (tribune, chronique, éditorial, critique), au nombre de 14, et des formats classiques (articles et reportages), au nombre de 11. Nous observons

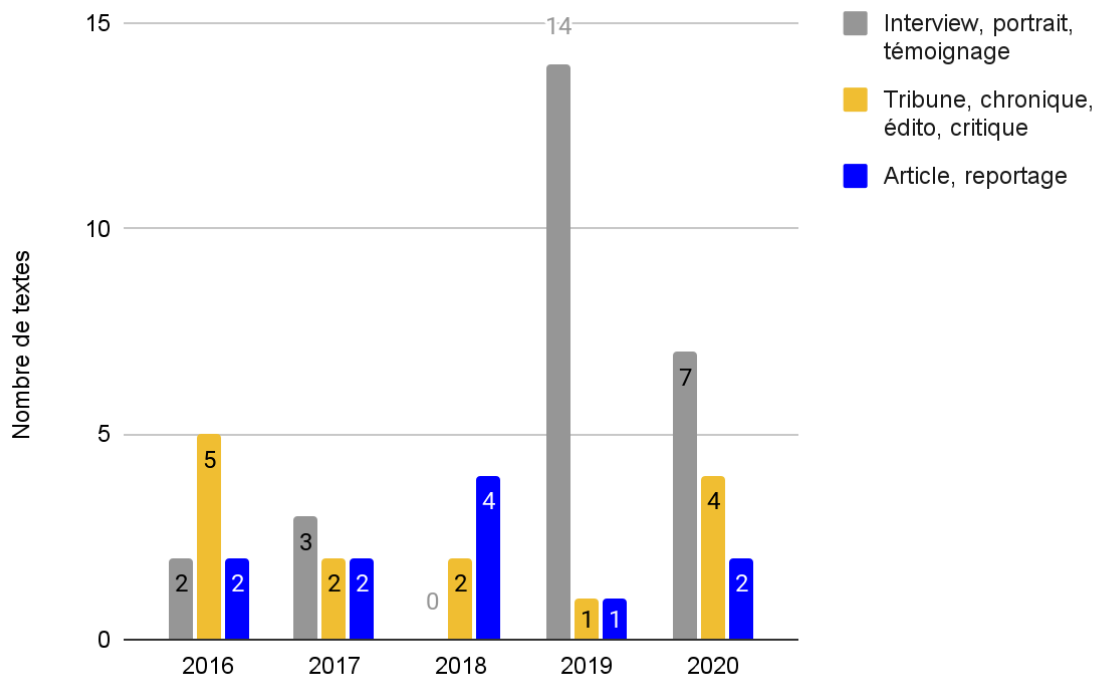
³⁹⁴<https://blacksheephello.wixsite.com/blacksheep/the-project>. Page consultée le 16 août 2021.

³⁹⁵Brosset Louise, Belhomme Fanny, Suarez Hélène, « Saute Mouton ». *Tido*, mis en ligne le 29 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/saute-mouton-e513adcfa1ba>, consulté le 16 août 2021.

une progression des formats dans le temps, avec une nette prédominance des interviews, portraits et témoignages à partir de 2019 (graphique 27).

La progression des formats correspond à la progression des cadres héros et neutre dans le temps : plus on observe une augmentation des formats favorisant la prise de parole des personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées, plus les représentations positives et neutres se font présentes dans le corpus. Ceci confirme le rapport entre la construction des cadres et l’influence des sources et des formats (graphique 19).

Graphique 27. *Tido* : Formats dans le temps



Il faut noter que ces constructions n’arrivent pas non plus par hasard. En 2019, *Tido* a réalisé plus d’interviews, témoignages et portraits que dans les autres années. Ces textes entrent dans la plupart des cas dans une rubrique appelée « *Humans Of Movement* » (de l’anglais, les humains du mouvement). Dans cette rubrique, on propose la publication de témoignages de personnes françaises ou étrangères pour qui la migration n’est pas perçue comme un problème :

« Inspiré par le projet *Humans of New York* – du photographe Honoy, qui se balade dans les rues de New York à la rencontre de ses habitants, et qui en tire des portraits très

simples et très émouvants, directs et évocateurs – l’objectif de *Humans of Movement* c’est toujours le même : participer à changer les perceptions sur l’asile en France, en racontant d’autres histoires, d’autres points de vue, en présentant les choses différemment. [...] On parle souvent des masses de citoyens qui seraient opposés à l’entrée de personnes étrangères sur le territoire français, beaucoup moins des masses de gens pour qui le mouvement est une partie intégrante et normale de l’existence, qu’ils acceptent, voire célèbrent ou défendent ! C’est cette masse là de perceptions, diverses, que l’on veut rendre visible³⁹⁶ ».

L’adoption aussi fréquente des formats du type interview / portrait / témoignage a deux principales raisons : tout d’abord, il s’agit de formats simples à mener, en suivant une grille de questions préparées préalablement et sans les mêmes contraintes en termes de coûts et / ou de temps qu’un article ou un reportage demandent ; en deuxième lieu, ces formats permettent à la personne interviewée de s’exprimer plus librement. Comme l’explique Rachel Priest, une contributrice française de *Tido* : « Quand on fait un article, c’est ma parole, alors que le concept c’est de ne pas me mettre en avant moi, mais de mettre en avant eux [les interviewés]³⁹⁷ ».

Certains formats permettent aux personnes réfugiées de s’exprimer librement, de raconter leur expérience, partager leurs connaissances ou simplement de donner des conseils, comme le fait Michael, réfugié venue d’un pays d’Afrique, qui s’adresse au grand public immigré :

« Mon enquête par rapport à la culture et aux habitudes ici m’a poussé à écrire cet article pour améliorer votre séjour en France. Je trouve que souvent quand nous vivons dans d’autres pays, nous apportons nos habitudes sans essayer d’adopter les leurs. [...] Je vous conseille d’être passionné par les manifestations, les luttes pour une cause. Ici, on en a beaucoup, essayez de trouver celle qui vous intéresse : soit les droits de l’homme, soit l’écologie, les syndicats de travailleurs, les droits des étrangers, etc. [...] Je recommande d’essayer d’apprendre la langue même si c’est très difficile. Vous trouverez facilement ce que vous cherchez en parlant français (avec nos fautes bien sûr) plutôt que votre langue maternelle ou une langue étrangère. Et aussi, apprenez à lire et à écrire en français parce que vous aurez beaucoup de courriers à lire et à écrire pendant votre séjour³⁹⁸ ».

L’adoption des interviews, portraits et témoignages est également une manière de faciliter la participation des personnes qui ne dominent pas les techniques journalistiques d’investigation dans le média. Ces formats, en outre, favorisent l’expression de la subjectivité individuelle déjà mentionnée auparavant.

³⁹⁶ Tido, *Le guide du bénévole*, op. cit., p.20.

³⁹⁷ Priest Rachel, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 20 juin 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

³⁹⁸ Michael, « 25 conseils de Michael ». *Tido*, mis en ligne le 15 décembre 2020. Accessible à l’adresse <https://medium.com/tidomedia/25-conseil-de-michael-174e70deb3ae>, consulté le 17 août 2021.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Ainsi comme pour le cadre victime, l'image du réfugié en tant que héros dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* est construite différemment dans chaque média, à savoir :

a) Dans *Infomigrants*, la réussite d'une personne exilée est montrée comme un élément inhabituel, hors du commun. Le héros dans *Infomigrants* est soit quelqu'un qui s'efforce plus que la moyenne et qui mérite ainsi une certaine reconnaissance, soit quelqu'un qui persiste dans une quête malgré toutes les difficultés (même si l'objectif final n'est pas atteint). Le héros est celui qui réalise des choses qui ne sont pas à la portée de tous (comme devenir ministre dans le pays d'accueil, à l'image de Roxana Maracineanu).

b) Dans *L'Œil de la MDJ*, le réfugié est un acteur engagé pour la liberté d'expression. Ils sont traités comme des sujets susceptibles d'être fascinés, et non seulement comme des sujets qui fascinent ; des sujets qui critiquent, et non seulement des sujets critiqués. On leur redonne la possibilité de juger, au lieu de simplement être jugés. Dans *L'Œil de la MDJ*, les exilés ont tous un même point commun, qu'est le métier de journaliste.

c) Dans *Guiti News*, le réfugié est un acteur critique, éclairé, détaché de l'illusion d'une intégration facile dans la nouvelle société d'accueil. Il est conscient de sa situation et il s'approprie des moyens à disposition pour essayer de la changer ou de l'améliorer.

d) Dans *Tido*, le réfugié est un individu capable d'exprimer sa subjectivité, en plus d'être quelqu'un qui arrive à bien s'intégrer à la nouvelle société d'accueil, même si ses réalisations du quotidien ne sont pas forcément remarquables. Ces « héros du quotidien » se démarquent par leur force de travail, leur ingéniosité, leur créativité, leur envie d'être bien intégrés et leur engagement pour exercer une citoyenneté dans leur nouvelle société. Dans *Tido*, l'exilé ne va pas regarder le passé, mais le futur. Il s'engage pour participer à la vie du pays d'accueil, travailler (ou créer des emplois) et partager ses connaissances et compétences.

Encore une fois, les sources réfugiées participent à la construction du cadre héros, et les représentations positives sont favorisées par certains formats, notamment les témoignages, portraits et interviews. Via ces formats, les réfugiés – en tant qu'auteurs ou en tant que sources d'information – peuvent exprimer une subjectivité qui ne se trouve pas souvent dans d'autres formats journalistiques.

Chapitre 6. De l'illégalité à l'humanisation : l'analyse des cadres menace et neutre

« Une information négative circule beaucoup plus vite qu'une information positive [...], surtout quand ça relève d'un fait divers ou de la vie personnelle d'un migrant³⁹⁹ ».

Le récit de Wasi Mohsin, journaliste franco-afghan à *Infomigrants*, met en lumière le défi de changer les représentations classiques du réfugié. En effet, souvent représentés en tant que victimes dans les médias traditionnels, ces personnes sont également associées à des peurs et des dangers : la « menace du terrorisme », de la « surpopulation », de la criminalité...

Comme nous avons observé dans les chapitres précédents, alors que *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* offrent des représentations du « réfugié victime » et du « réfugié héros » qui s'éloignent de celles trouvées dans les médias grand public, pour *Infomigrants* c'est l'inverse. En effet, ce dernier média offre des représentations qui se rapprochent de celles des médias traditionnels, notamment en ce qui concerne le cadre victime.

Qu'en est-il des représentations « menaçantes » ? Comment *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* traitent des sujets liés à la divergence, aux violences, aux crimes et aux contraventions pratiqués par des réfugiés ? En outre, peut-on identifier d'autres façons de représenter les réfugiés, sans leur attribuer systématiquement des qualités négatives (victime, menace) ou positives (héros) ?

Dans ce chapitre, nous traitons des cadres menace et neutre. Ces deux cadres apparaissent différemment selon le média étudié. D'un côté, alors que pour *Infomigrants* on observe la présence du cadre menace dans presque un tiers des textes, ce cadre n'est pas important, voire absent, dans les autres médias.

En ce qui concerne le cadre neutre, il est presque aussi important que le cadre héros pour *Tido*, mais il arrive en troisième place pour *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News* (graphique 1).

Entre les cadres menace et neutre, nous observons un changement de représentation graduel, qui transite entre une mise en lumière des aspects négatifs de la migration forcée (notamment le séjour irrégulier et des violences commises par des étrangers), jusqu'à une représentation plus humanisée de la figure du réfugié, passant par des anecdotes et articles de vulgarisation.

³⁹⁹ Mohsin Wasi, *op. cit.*

6.1. LA PEUR DE L'AUTRE : L'ANALYSE DU CADRE MENACE

Représenter l'étranger ou la migration en tant que menace suppose une peur manifestée par quelqu'un. Cette peur peut, par exemple, résider sur des différences culturelles et sur des modes de vie ou sur des événements violents pratiqués par des étrangers. L'analyse du cadre menace dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* montre que, malgré un effort de nuancer l'image du réfugié, ces médias peuvent éventuellement reproduire les peurs que l'Autre peut nourrir.

Nous observons qu'aucun des médias ne soutient une position ouvertement contraire à la migration. Ce qu'on observe c'est la présence, principalement dans *Infomigrants*, de représentations des réfugiés en tant que menace à cause des positions notamment de sources politiques et institutionnelles. Parmi les quatre médias étudiés, *Infomigrants* et *L'Œil de la MDJ* sont les seuls à avoir la présence du cadre menace dans l'ensemble des textes analysés, mais c'est uniquement dans *Infomigrants* que cette présence est représentative dans le corpus.

6.1.1 *Infomigrants* et la menace étrangère

Le cadre menace apparaît dans 27 des 87 textes analysés d'*Infomigrants*. Ce cadre se répartit dans le corpus étudié en deux sous-cadres : ordre public et, dans un moindre degré, politiques publiques.

6.1.1.1. Une menace à l'ordre public et aux politiques publiques

Parmi les 27 textes où l'on trouve le cadre menace chez *Infomigrants*, 24 se manifestent uniquement par le biais de l'ordre public, deux uniquement par le sous-cadre politiques publiques et un texte présente les deux. Les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées représentent une menace à l'ordre public dans plusieurs cas de figure : quand elles pénètrent dans le pays de manière illégale ; quand elles sont considérées comme étant si nombreuses qu'elles deviennent un danger pour la communauté hôte ; quand elles sont considérées comme favorisant la violence en étant inclinées à commettre des infractions. Par ailleurs, elles sont considérées comme représentant également une menace lorsqu'elles « profitent » des services publics ou lorsque leur présence sur le

territoire d'accueil génère une demande de création de nouveaux services et, par conséquent, davantage de dépenses.

Comme observé dans le graphique 3, le cadre menace dans *Infomigrants* se manifeste à peu près de manière stable dans les années 2017, 2018 et 2020, avec un pic en 2019. Pendant cette dernière, nous observons trois fois plus de textes qui traitent les personnes étrangères et immigrées en tant que menace à l'ordre public ou aux politiques publiques. Aucune explication précise ne peut être attribuée à cette hausse inhabituelle, puisque les textes concernés traitent chacun de sujets différents. Pour certains d'entre eux, la représentation en tant que menace se manifeste dès le titre : « Près de 90 migrants interceptés dans la Manche en une journée⁴⁰⁰ » ; « Paris : plus de 2000 migrants campent parmi les rats et les déchets, une situation "explosive"⁴⁰¹ » ; « Grande-Synthe : un millier de migrants évacués, tensions à bord des bus de la préfecture⁴⁰² » ; « Des migrants utilisés comme mules pour passer de la drogue en France⁴⁰³ » ; « À Mayotte, "les arrivées de migrants ont augmenté de 110% cette année"⁴⁰⁴ ».

Un premier exemple de cette représentation en tant que menace à l'ordre public associe le réfugié à la violence et à l'instabilité mentale. Dans un texte de septembre 2019, *Infomigrants* rapporte « l'attaque de Villeurbanne par un réfugié afghan instable psychologiquement » :

« L'homme d'une trentaine d'années soupçonné d'avoir tué une personne et blessé huit autres, mis en examen lundi notamment pour "assassinat", avait été évalué durant le week-end dans un "état psychotique envahissant avec délires paranoïdes à thématiques multiples". Un passage à l'acte qui "n'étonne malheureusement pas" Valérie Abjean, cheffe de service au centre de santé mentale de Forum réfugié, association qui hébergeait le suspect depuis 2017. [...] L'assaillant aurait pu être pris en charge dans son

⁴⁰⁰ *Infomigrants*, « Près de 90 migrants interceptés dans la Manche en une journée », *op. cit.*

⁴⁰¹ Boitiaux Charlotte, « Paris : plus de 2000 migrants campent parmi les rats et les déchets, une situation "explosive" », *op. cit.*

⁴⁰² Louarn Anne-Diandra, « Grande-Synthe : un millier de migrants évacués, tensions à bord des bus de la préfecture ». *Infomigrants*, mis en ligne le 17 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19566/grandesynthe--un-millier-de-migrants-evacues-tensions-a-bord-des-bus-de-l-a-prefecture>, consulté le 4 août 2023.

⁴⁰³ RFI, « Des migrants utilisés comme mules pour passer de la drogue en France ». *Infomigrants*, mis en ligne le 18 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19577/des-migrants-utilises-comme-mules-pour-passer-de-la-drogue-en-france>, consulté le 4 août 2023.

⁴⁰⁴ Carretero Leslie, « À Mayotte, "les arrivées de migrants ont augmenté de 110% cette année" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 25 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19766/a-mayotte-les-arrivees-de-migrants-ont-augmente-de-110-cette-annee>, consulté le 4 août 2023.

centre, mais il a refusé l'aide proposée après avoir été redirigé là par des travailleurs sociaux du centre d'hébergement⁴⁰⁵ ».

Le média met en lumière des violences vécues par des personnes en situation de migration forcée, qui entraîneraient des détresses psychiques. Le média laisse entendre que, pour ce « réfugié afghan instable psychologiquement », ces détresses ont contribué à l'acte rapporté dans le texte. Cependant, tout en expliquant la radicalité de l'action de l'homme, *Infomigrants* le traite en tant qu'un « assaillant » qui a choisi de ne pas soigner sa propre santé mentale alors que cela lui a été proposé. Le réfugié est ainsi vu comme une menace tant par son acte en tant que tel, que par son instabilité psychique pouvant mettre en danger des tiers.

Ce texte et la représentation du réfugié en tant que menace montrent une autre dimension de la dépersonnalisation. Comme pour le cadre victime, on observe rarement une attribution d'informations personnelles aux étrangers et immigrés lorsqu'ils sont identifiés en tant que menace. On méconnaît complètement leur nom, leur occupation, leur niveau de scolarité. On connaît rarement leur prénom, leur âge ou leur sexe. Leur nationalité est la seule information mise en lumière, étant présente dans plus de la moitié des textes où l'on trouve le cadre menace (graphique 7). En outre, dans les textes qui traitent d'affaires violentes ou de criminalité, les réfugiés sont présentés de la façon la plus impersonnelle, via l'utilisation des chiffres et statistiques pour désigner une personne ou un groupe de personnes. L'utilisation des chiffres est en effet presque systématique, étant présente dans 21 textes sur les 27 (graphique 8).

L'impersonnalité sur laquelle repose la construction du cadre menace suggère qu'il n'y a pas un individu qui représente un danger. Au contraire, la logique de la menace est centrée sur le collectif : il suffit que les personnes étrangères soient présentes dans le pays d'accueil ou essaient d'y accéder – peu importe leurs intentions – pour que le danger se manifeste.

Un deuxième exemple de représentation des réfugiés en tant que menace à l'ordre public est rapporté par *Infomigrants* dans un texte de septembre 2018. L'ancien sous-préfet de Dunkerque, Eric Etienne, et l'ancien ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb (2017-2018), ont suggéré que les réfugiés étaient la cause de la création de bidonvilles :

⁴⁰⁵ Carretero Leslie, « Attaque de Villeurbanne : "Ce sont des personnes qui ont vécu des choses traumatisantes" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19282/attaque-de-villeurbanne--ce-sont-des-personnes-qui-ont-vecu-des-choses-traumatisantes>, consulté le 26 mars 2023.

« Les migrants [...] “qui ne s’inscrivent pas dans une démarche d’intégration sur le territoire national”, seront “orientés vers les forces de police pour vérification des situations, notamment les majeurs isolés”, a précisé le sous-préfet. [...] Le sous-préfet a également rappelé la volonté du gouvernement d’éviter les “points de fixation” sur le territoire français par crainte de nouveaux bidonvilles. Une crainte confirmée par le ministre de l’Intérieur, Gérard Collomb, ce jeudi sur BFM. “Il y avait une fixation qui était en train de se faire sur Grande Synthe”, a-t-il expliqué. “Nous ne voulions pas que cela se fasse, de manière à ce que ces régions puissent à nouveau se remettre sur pied”⁴⁰⁶ ».

Concernant le sous-cadre politiques publiques, beaucoup moins présent dans les textes analysés, on associe la migration à une éventuelle surcharge au pouvoir public via une gestion exceptionnelle des programmes gouvernementaux, qui peut se traduire par des dépenses publiques. Des aides spécifiques pour les étrangers en situation irrégulière font ainsi débat, comme c’est le cas de l’AME (l’aide médicale d’État), rapportée dans un texte de septembre 2019. Le texte explique la crainte des associations que cette aide – attribuée aux étrangers vivant en France en situation irrégulière et précaire – soit supprimée ou réformée :

« Balayant les craintes d’une suppression de l’AME, la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye a toutefois confirmé mercredi 11 septembre que ce sujet se trouvait au menu du débat parlementaire sur la politique migratoire qui doit avoir lieu bientôt. [...] La politique migratoire de la France continuera à reposer sur “deux piliers”, a continué la porte-parole : “Accueillir avec humanité les personnes qui relèvent du droit d’asile et que les personnes qui ne relèvent pas du droit d’asile puissent être accompagnées” dans leur pays. Mais en prévision de vagues migratoires plus importantes dans les années qui viennent, “nous devons armer notre pays et nous apprêter à affronter ces moments de déstabilisation migratoire”, a-t-elle conclu⁴⁰⁷ ».

Le texte souligne la crainte de l’État de devoir gérer l’arrivée en nombre d’étrangers en France – quelque chose contre laquelle le pays doit « s’armer ». L’utilisation de ces termes montre à quel point la migration est vue comme une situation à combattre. Cependant, nous observons dans *Infomigrants* que le cadre menace se montre nuancé, notamment par le fait que dans 13 des 27 textes où se manifeste ce cadre, nous trouvons également le cadre victime. Il est important de noter

⁴⁰⁶ Infomigrants, « Nouvelle évacuation d’un camp de migrants à Grande-Synthe ». *Infomigrants*, mis en ligne le 6 septembre 2018. Accessible à l’adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11788/nouvelle-evacuation-dun-camp-de-migrants-a-grandesynthe>, consulté le 26 mars 2023.

⁴⁰⁷ Infomigrants, « AME : vers un durcissement de l’accès aux soins pour les sans-papiers ». *Infomigrants*, mis en ligne le 12 septembre 2019. Accessible à l’adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19486/ame--vers-un-durcissement-de-laces-aux-soins-pour-les-sanspapiers>, consulté le 26 mars 2023.

que les principales attributions du réfugié en tant que menace se font à partir du discours des sources politiques et institutionnelles.

6.1.1.2. Une menace aux yeux des sources politiques et institutionnelles

À part les sources associatives, les sources politiques et institutionnelles ont une grande importance dans le corpus d'*Infomigrants*. En effet, ensemble, ces sources sont consultées 90 fois, réparties dans 56 textes. Les sujets principaux de ces textes concernent les campements (évacuations, démantèlements), les solutions d'hébergement temporaire (ouverture ou fermeture de places dans des « centres pour migrants » etc.), les traversées en mer, les expulsions / rapatriements et les litiges. Ces sujets sont sensibles et, par conséquent, sont le lieu de clivages et favorisent l'émergence des représentations stéréotypées des personnes étrangères et immigrées.

Est-il donc possible d'établir une corrélation entre le cadre menace et les sources politiques et institutionnelles ? Probablement. Nous observons une incidence plus importante des sources politiques et institutionnelles dans les textes où l'on trouve le cadre menace : elles y sont présentes dans 70 % des cas, alors que leur présence s'amointrit, même si toujours importante, dans les textes où l'on trouve le cadre victime (63 %) et dans ceux où se manifeste le cadre héros (50 %).

Dans les textes d'*Infomigrants*, la représentation en tant que menace est aussi bien portée par le discours des sources politiques nationales qu'internationales. Concernant les premières, *Infomigrants* rapporte dans un texte de septembre 2019 la position d'un porte-parole du ministère de l'Intérieur, qui a déclaré que les autorités françaises luttent contre « cette activité dangereuse et illégale » que sont les traversées en mer⁴⁰⁸.

La Mission Mineurs Non Accompagnés (MMNA) du ministère de la Justice a dressé le constat, dans un rapport datant de 2018, relayé par *Infomigrants* « de l'implication croissante de MNA [mineurs non accompagnés] dans des faits de délinquance ». Le document présente ces mineurs comme « des enfants en errance, déjà en difficultés dans leur pays d'origine et souvent repérés par

⁴⁰⁸ *Infomigrants*, « Près de 90 migrants interceptés dans la Manche en une journée ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19448/pres-de-90-migrants-interceptes-dans-la-manche-en-une-journee>, consulté le 26 mars 2023.

des réseaux pour commettre des délits [...]. Fréquemment (vendeurs ou) consommateurs de produits stupéfiants, ils sont aussi très souvent des victimes de trafic d'êtres humains⁴⁰⁹ ».

Concernant les sources internationales mentionnées dans *Infomigrants*, on trouve l'ancien premier ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson (2019-2022), qui a déclaré sur ceux qui essaient de traverser la Manche « que ce qu'ils font, c'est devenir la proie de bandes criminelles et qu'ils enfreignent la loi⁴¹⁰ ». L'ex-premier ministre de l'Italie, Giuseppe Conte (2018-2021), a quant à lui traité la question des réfugiés comme un « problème » à gérer, en soulignant que le pays ne « laisserait pas les trafiquants décider des entrées sur le territoire⁴¹¹ ». Enfin, Michel Aoun, président du Liban, a précisé sa position par rapport à la présence des réfugiés dans le pays : « Nous ne voulons pas attendre leur retour volontaire. L'aide fournie par les Nations unies pour les maintenir dans des camps de misère doit être utilisée pour les ramener dans leur pays à partir de maintenant⁴¹² ».

Il faut noter, pourtant, que les sources politiques et institutionnelles ne sont pas les seules à représenter les étrangers et immigrés en tant que menace. Même les sources associatives arrivent à le faire, dans un moindre degré, comme dans l'exemple suivant :

« Face à cette surpopulation confinée dans des camps insalubres, la recrudescence de tensions était presque inévitable, rappellent, unanimes, les associations. “Quand les gens sont à bout, tout dégénère très vite. Pour un paquet de cigarettes volé, il peut y avoir une flambée de violence généralisée”, précise une bénévole de l'Armée du Salut. “La situation est explosive, tendue. Ça se voit, ça se sent”. Et la présence de réseaux mafieux, de passeurs, n'arrange rien. [...] Dans une telle atmosphère, le lien de confiance entre migrants et associations est parfois mis à rude épreuve. [...] Plus grave encore, ce lien de confiance a été rompu dernièrement : deux équipes de maraudeurs de France Terre d'asile (FTDA) se sont fait agresser la semaine dernière dans un

⁴⁰⁹ Louarn Anne-Diandra, « Marseille : totalement saturé, le squat St-Just doit refuser des migrants, dont des mineurs ». *Infomigrants*, mis en ligne le 5 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19340/marseille-totalement-sature-le-squat-st-just-doit-refuser-des-migrants-dont-des-mineurs>, consulté le 5 août 2021.

⁴¹⁰ *Infomigrants*, « Nouveau record de traversées de la Manche avec plus de 400 migrants arrivés au Royaume-Uni en une journée ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27022/nouveau-record-de-traversees-de-la-manche-avec-plus-de-400-migrants-arrives-au-royaume-uni-en-une-journee>, consulté le 6 août 2021.

⁴¹¹ RFI, « Conte et Macron d'accord pour une répartition européenne des migrants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19639/conte-et-macron-d-accord-pour-une-repartition-europeenne-des-migrants>, consulté le 5 août 2021.

⁴¹² RFI, « A Paris, Michel Aoun demande le retour des réfugiés syriens “dès maintenant” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 26 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5257/a-paris-michel-aoun-demande-le-retour-des-refugies-syriens-des-maintenant>, consulté le 5 août 2021.

campement de la Porte d'Aubervilliers. “Des menaces à l’arme blanche”, précise Pierre Henry, le directeur général de FTDA. “Cela nous inquiète énormément”. [...] “Nous sommes les seuls interlocuteurs des migrants, nous sommes malheureusement aussi leurs premières cibles”, résume Corinne Torre de MSF⁴¹³ ».

De même pour les sources réfugiées qui peuvent contribuer, même si rarement, à la construction de ce cadre, malgré le fait qu’elles soient plus inclinées à participer à la construction du cadre victime et du cadre héros.

Enfin, le cadre menace dans *Infomigrants* est aussi alimenté par l’influence des autres médias du groupe *France Médias Monde*. Plus d’un quart des textes présentant les personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées en tant que menace sont des publications originaires de *France 24* ou *RFI*. Nous considérons qu’*Infomigrants* assume la même position de ces médias lorsqu’il partage ces publications dans leur intégralité.

6.1.2. L’Œil de la MDJ, Guiti News et Tido : la menace comme exception

Si dans *Infomigrants* le cadre menace apparaît à plusieurs reprises, dans *L’Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, les représentations des étrangers et immigrés en tant que menace restent une exception. Les rares apparitions de ce cadre sont, pour *L’Œil de la MDJ*, une éventuelle association entre migration et terrorisme (sous-cadre ordre public). Pour *Guiti News* et pour *Tido*, ce cadre est complètement absent dans le corpus analysé.

6.1.2.1. L’Œil de la MDJ : une éventuelle association entre migration et terrorisme

Dans *L’Œil de la MDJ*, seulement deux textes apportent une représentation des personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées en tant que menaces à l’ordre public. Celles-ci sont associées soit à la criminalité et au risque d’attaques terroristes, soit en tant que participants de processus non démocratiques qui impactent la nation qui les accueille.

⁴¹³ Boitiaux Charlotte, « Paris : plus de 2000 migrants campent parmi les rats et les déchets, une situation “explosive” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 13 septembre 2019. Accessible à l’adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19505/paris-plus-de-2000-migrants-campent-parmi-les-rats-et-les-dechets-une-situation-explosive>, consulté le 5 août 2021.

Concernant le premier exemple, un texte de *L'Œil de la MDJ* de septembre 2016 fait le compte rendu d'une table ronde d'ambassadeurs sur le sujet du terrorisme. Le texte rapporte la vision de la diplomate Muriel Domenach, qui soulève un aspect du terrorisme lié à la migration :

« Muriel Domenach, déclare ensuite de son côté que le terrorisme doit se gérer dans ses flux migratoires : de par sa frontière de 900 km avec la Turquie, la Syrie et ses combattants de Daesh menacent l'équilibre de ce pays qui a connu un nombre très important d'attaques en l'espace d'un an. Consule générale à Istanbul, elle a vécu au moins quatre de ces attaques quand elle était dans le pays. Et de rajouter que la Turquie est victime de sa géographie, car elle est visée non seulement par Daesh mais aussi par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)⁴¹⁴ ».

Du fait que ce texte n'approfondit pas les propos de la diplomate, nous pouvons sous-entendre, à partir de cette citation, que la migration depuis la Syrie est un vecteur d'attaques terroristes en Turquie. Or, il est connu qu'en 2016 la Turquie a été le premier pays à accueillir des réfugiés, dont la plupart des réfugiés syriens⁴¹⁵. La déclaration de la diplomate sur le fait que des terroristes profitent des « flux migratoires » depuis la Syrie vers la Turquie, sans que des nuances soient faites, renforce la méfiance envers l'ensemble des populations qui doivent traverser ces mêmes frontières pour s'échapper de la guerre.

Concernant le deuxième exemple, dans un texte d'avril 2016, les réfugiés sont associés à l'élection d'un régime autoritaire au Tchad :

« Les partis d'opposition au Tchad, ont dénoncé le manque de transparence au sein de la CENI [Commission électorale nationale indépendante] au sujet du fichier électoral jugé peu fiable. Ils ont reproché au CENI d'avoir enrôlé des réfugiés soudanais et centrafricains vivant au Tchad en leur donnant des cartes d'électeurs pour voter en faveur du Président Idriss Deby⁴¹⁶ ».

Ce texte rapporte la participation des réfugiés à l'élection du président Idriss Deby en les représentant à la fois en tant que victimes (les réfugiés sont facilement trompés, ils ne comprennent pas les actions qu'on leur demande de faire) et à la fois comme des menaces (la participation des

⁴¹⁴ Galis Johanna, « Semaine des ambassadeurs : le regard de la diplomatie sur le terrorisme ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 2 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/02/semaine-des-ambassadeurs-le-regard-de-la-diplomatie-sur-le-terrorisme/>, consulté le 7 juillet 2021.

⁴¹⁵ UNHCR, *Global trends 2016*. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/5943e8a34.pdf>, consulté le 2 juillet 2022.

⁴¹⁶ Nguebla Makaila, « Tchad : élection présidentielle sur fond de répression généralisée de la société civile ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 8 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/08/tchad-election-presidentielle-sur-fond-de-repression-generalisee-de-la-societe-civile/>, consulté le 7 juillet 2021.

réfugiés a été déterminante pour le résultat des élections. Leur participation a causé un dommage à tout le pays).

Il faut souligner, cependant, que le cadre menace chez *L'Œil de la MDJ* reste une exception et n'est pas suffisamment important pour établir une position du média « contre » la migration. En outre, les discours qui laissent entendre la participation des réfugiés dans des actes criminels ou antidémocratiques ne sont pas assez approfondis ou contestés avec d'autres sources d'information.

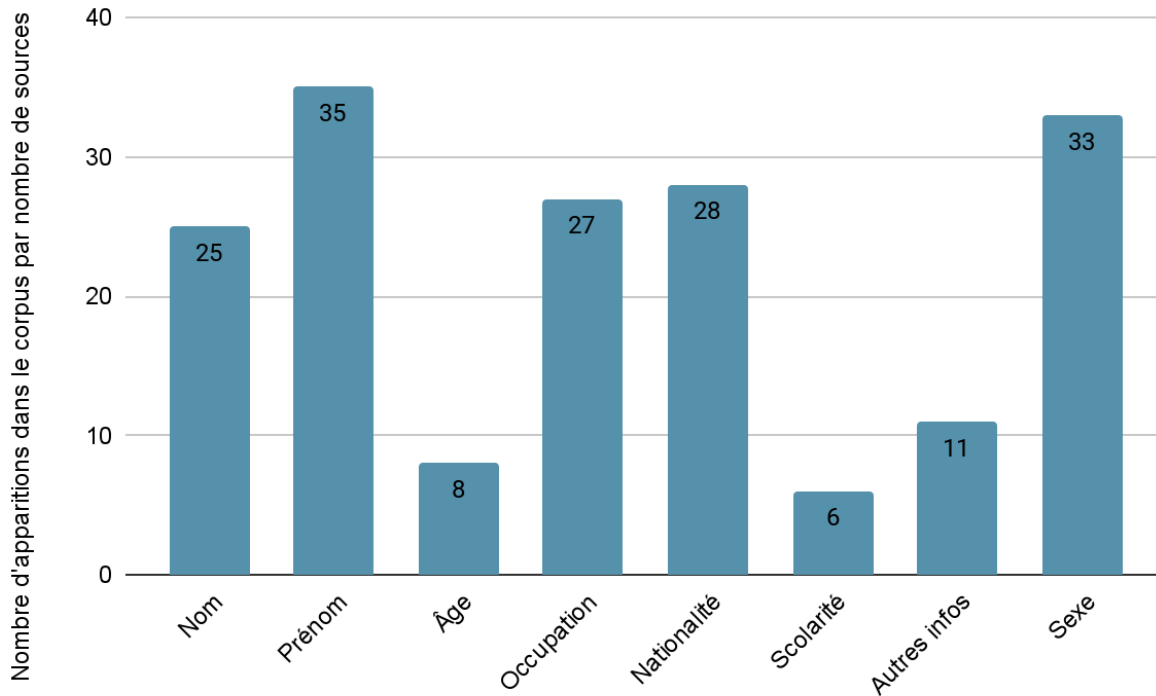
Il est possible de noter que dans ces exemples, les réfugiés sont, encore une fois, mentionnés en tant que groupe, sans mention à des caractéristiques personnelles à part la nationalité. En effet, comme déjà observé pour *Infomigrants*, les informations personnelles des personnes réfugiées sont mentionnées plutôt dans les textes où elles sont directement utilisées en tant que source d'information, ce qui n'est pas le cas pour les textes présentant le cadre menace dans *L'Œil de la MDJ*. En effet, les 38 sources réfugiées consultées dans ce média apparaissent uniquement dans les textes au cadre victime, héros ou neutre.

Lorsque les étrangers sont utilisés comme sources d'information dans ce média, on mentionne presque systématiquement leur prénom (pour 35 sources) et leur genre (33 sources). Leur nationalité (28), leur occupation (27) et leur nom de famille (25 sources) viennent en deuxième place (graphique 28).

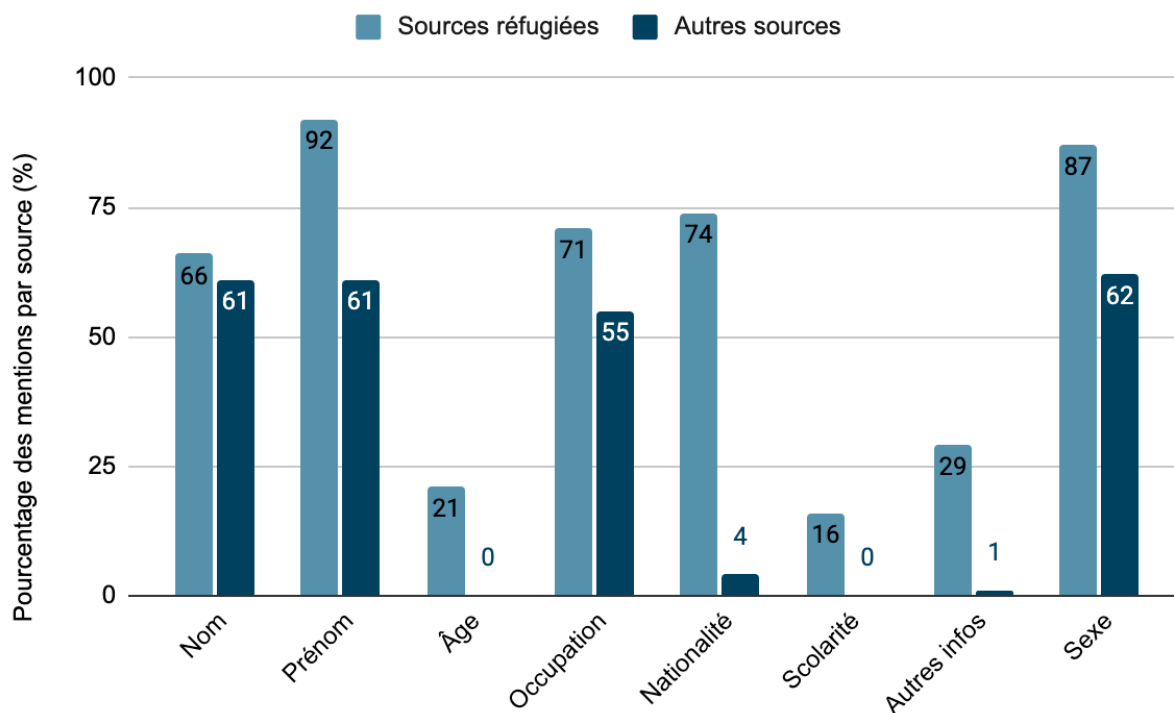
Il faut noter que *L'Œil de la MDJ* fait autant mention à la nationalité des personnes étrangères et immigrées qu'à leur prénom et leur occupation, ce qui montre une différence par rapport à *Infomigrants* et aux journaux grands publics européens⁴¹⁷ lorsqu'ils traitent de la migration forcée, qui ont tendance à ne pas mentionner leurs occupations. Nous observons également, dans l'ensemble des textes de *L'Œil de la MDJ*, que certaines informations personnelles ne sont mentionnées que pour les sources réfugiées : c'est bien le cas de l'âge et du niveau de scolarité. De même, la nationalité et d'autres informations personnelles (religion, situation familiale, etc.) ne sont mentionnées quasiment que pour les sources réfugiées (graphique 29).

⁴¹⁷ Georgiou Myria, Zaborowski Rafal, *Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne, op. cit.*

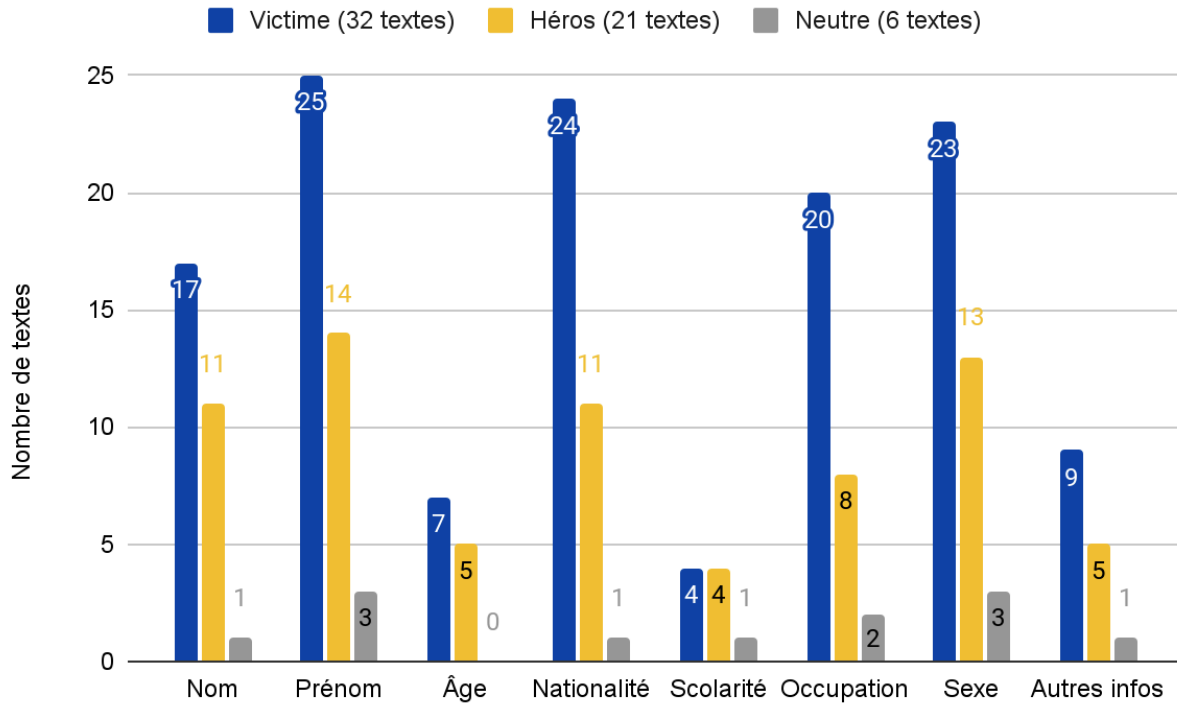
Graphique 28. L'Œil de la MDJ : Présence d'informations personnelles relatives aux sources réfugiées



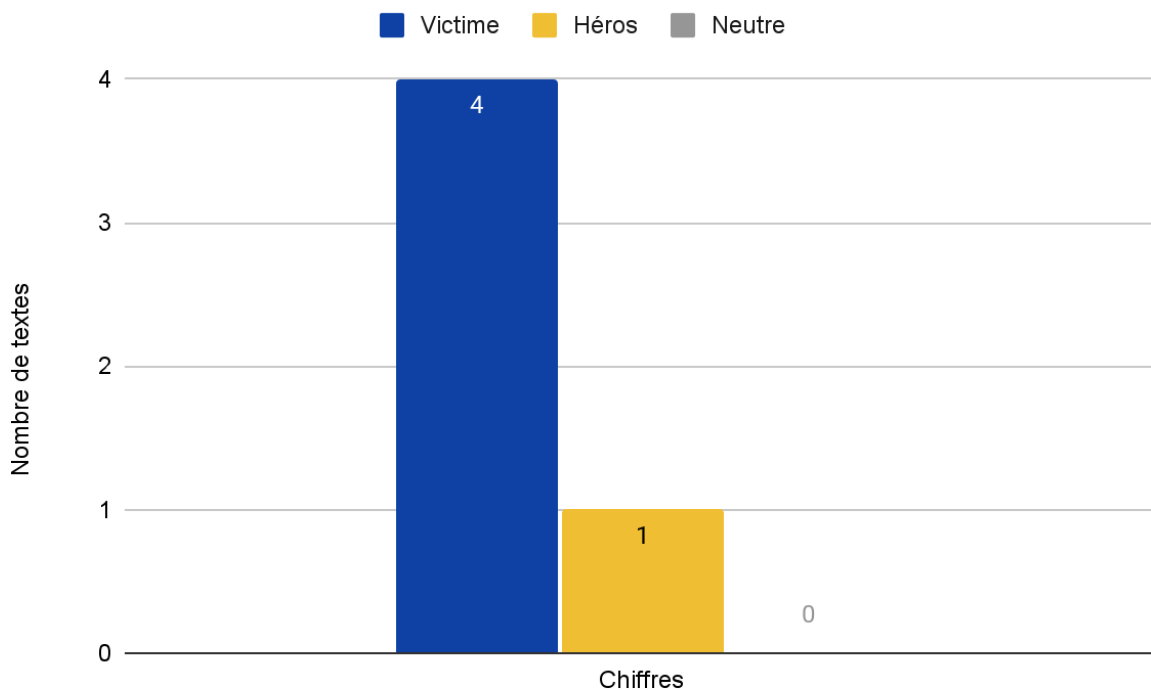
Graphique 29. L'Œil de la MDJ : Pourcentage des mentions des informations personnelles concernant les sources réfugiées en comparaison avec les autres sources



Graphique 30. L'Œil de la MDJ : Nombre de mentions des informations personnelles relatives aux sources réfugiées en fonction des cadres



Graphique 31. L'Œil de la MDJ : Textes ayant des chiffres pour désigner un groupe de personnes réfugiées (en fonction des cadres)



Enfin, nous observons que le traitement humanisé des personnes réfugiées dans *L'Œil de la MDJ* se présente plutôt dans les textes au cadre victime, héros et neutre, mais la mention aux informations personnelles se présente différemment selon le cadre : alors que pour les réfugiés consultés dans les textes au cadre victime on mentionne en premier lieu leur prénom, leur nationalité et leur sexe, dans les textes au cadre héros on mentionne leur nom de famille dans le même nombre que leur nationalité (graphique 30). En plus, rarement on fera mention à des chiffres quand on fera référence aux réfugiés (graphique 31). Mais, encore une fois, toutes ces observations concernent les autres cadres que non le cadre menace.

6.1.2.2. L'absence du cadre menace chez *Guiti News* et *Tido*

Pour *Guiti News* et *Tido*, le cadre menace est complètement absent. Cette absence peut s'expliquer par une ligne éditoriale qui impacte directement le choix des sources consultées.

En effet, aucune source politique avec une position ouvertement contraire à la migration n'a été consultée dans les textes analysés de *Guiti News* et *Tido*. Ceci est une tendance observée dans tout le corpus et concerne toutes les sources, et pas uniquement les sources politiques. *Guiti News* et *Tido* ne donnent pas la parole à ceux opposés à la migration ou, par exemple, à des partisans de l'extrême-droite.

Les points de vue de ceux qui sont généralement favorables à la migration (les associations, par exemple) ou celui des personnes étrangères et immigrées sont privilégiés. Ceci fait que, non par hasard, le cadre menace ne se présente pas. Par leurs positions pro-migration et leurs efforts pour changer les récits concernant les personnes réfugiées, *Guiti News* et *Tido*, non par hasard, excluent les récits menaçants de leurs textes. Pour *Tido*, la position pro-migration est encore plus évidente, car la présence du cadre victime est plutôt faible.

Ceci peut être également associé à la participation des réfugiés dans la production des contenus ou leur utilisation en tant que source d'information. Plus ils participent à la construction du discours et ont une voix – soit comme auteurs, soit comme intervenants –, moins négatives sont les représentations à leur égard.

6.2. NI BON, NI MAUVAIS, SIMPLEMENT UN « CITOYEN DU MONDE » :

L'ANALYSE DU CADRE NEUTRE

« J'aimerais que les réfugiés et les migrants soient traités comme ils sont. Pas de biais, pas d'adjectifs, pas d'activisme montrant la pauvreté ou des choses comme ça. J'aimerais, moi, en tant que réfugié, être montré comme je suis⁴¹⁸ ».

La déclaration de Shariff Bibi, journaliste chez *Infomigrants*, attire l'attention sur la manière dont les migrations sont traitées dans les médias et comment les réfugiés, via leur regard critique, aimeraient voir un nouveau traitement. Si la tendance est d'un traitement négatif dans les médias grand public, dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* ces représentations sont variables. En effet, chaque média suit une ligne éditoriale propre, qui peut être plus ou moins « pro-migration ».

Cependant, peut-on identifier d'autres représentations qui échappent à la polarité du « bon » ou du « mauvais migrant » ? L'analyse des cadres dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* révèle une quatrième représentation en plus de celle de la victime, du héros et de la menace. Il s'agit d'un cadre « neutre », un cadre qui présente les réfugiés et la migration ni comme quelque chose de « bon », ni comme de « mauvais ». On peut parler de la migration comme phénomène complexe qui touche des personnes ayant des besoins particuliers (sous-cadre complexité), ou traiter des réfugiés en tant que personnes normales, en les rapprochant des autres citoyens de la société d'accueil (sous-cadre normalité). Certains textes apportent une démarche descriptive ou innovante qui ne présente pas de cadre facilement identifiable. Nous avons classé ces cas dans une catégorie à part (absence de cadre).

6.2.1. *Infomigrants* et le cadre neutre : une exception paradoxale

Le cadre neutre est, comme pour le cadre héros, une exception dans *Infomigrants*. Seuls cinq textes parlent de la migration sans attribuer implicitement ou explicitement des qualificatifs aux personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées (graphique 1).

⁴¹⁸ Bibi Shariff, *op. cit.*

Le cadre neutre se manifeste dans *Infomigrants* de deux manières : par le biais de la complexité ou par l'absence de cadre. Concernant le premier volet, la migration est montrée comme un phénomène complexe, avec autant de bénéfices que de défis. Les étrangers et immigrés ne sont ni bons, ni mauvais, mais des personnes qui ont des besoins particuliers. Les étrangers et immigrés ne doivent pas être mis dans un même cadre d'indifférenciation parce que leurs vécus et leurs expériences personnelles sont souvent très différents.

Un exemple de sous-cadre complexité apparaît dans un interview avec la metteuse en scène française Catherine Boskowitz, en septembre 2019 pour *Infomigrants*. Elle donne son point de vue sur la question migratoire en Europe, avec ses nuances :

« On ne peut pas réellement dire : l'Europe est terrible, l'Europe est une entité... À l'intérieur de l'Europe, il y a plein d'entités et plein de gens [différents]. Il y a des parlementaires européens qui sont extrêmement concernés par la question migratoire et pour l'ouverture des frontières. Mais, je sais aussi que cette Europe est une machine⁴¹⁹ ».

D'un autre côté, l'absence de cadre se caractérise lorsque les informations présentées – que ce soit par leur nature factuelle ou descriptive – ne permettent pas de définir un cadre de représentation concernant la migration et / ou les étrangers et immigrés. Les textes où se manifestent ces cadres ont notamment un caractère descriptif et /ou factuel. C'est par exemple le cas des articles expliquant en quoi s'agit le retour volontaire au pays d'origine et les étapes de la procédure de demande d'asile en France :

« L'administration française peut être un vrai casse-tête pour les nouveaux arrivants. Voici quelques informations essentielles à savoir pour pouvoir rester légalement sur le sol français. Vous pouvez demander l'asile ou prétendre à une carte de séjour. InfoMigrants vous explique la marche à suivre⁴²⁰ ».

Ce genre de texte, essentiellement descriptif et explicatif, fait partie de la rubrique « Comprendre l'Europe ». Dans cette rubrique, *Infomigrants* propose des décryptages et informations pratiques.

⁴¹⁹ RFI, « Francophonies : “Le pire, c'est le pessimisme”, la migration en fresque théâtrale ». *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19830/francophonies-le-pire-c-est-le-pessimisme-la-migration-en-fresque-theatrale>, consulté le 20 août 2021.

⁴²⁰ Infomigrants, « Demander l'asile en France : la procédure étape par étape », *Infomigrants*, mis en ligne le 25/09/2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5238/demander-lasile-en-france--la-procedure-etape-par-etape>, consulté le 31 mars 2023.

Cependant, cette rubrique, ainsi que la rubrique « Témoignages » est beaucoup moins alimentée que les autres (« Actualité » et « Grand Angle »), qui traitent plutôt de l'actualité chaude.

On note ainsi un paradoxe par rapport à la mission que se propose *Infomigrants*. En effet, le média fait la promesse de partager des informations utiles et équilibrées au public étranger et immigré, mais les textes de service et explications restent très minoritaires. Si ce n'était pas le cas, on pourrait attendre que le cadre neutre se manifeste plus souvent dans le corpus. Toutefois, même dans les textes de « service » étudiés dans le corpus, il est possible de repérer d'autres cadres que le neutre. Il s'agit donc d'une exception paradoxale à la mission que se propose *Infomigrants*.

6.2.2. *L'Œil de la MDJ* et le cadre neutre : métaphores et anecdotes mises en lumière

Le cadre neutre et ses sous-cadres apparaissent dans six textes de *L'Œil de la MDJ* parmi les 55 étudiés. Ils se partagent à l'égalité entre le sous-cadre complexité et l'absence de cadre. Cependant, même si on observe les mêmes sous-cadres et quasiment la même quantité de textes qui présentent le cadre neutre, l'analyse dans *L'Œil de la MDJ* révèle une grande différence par rapport à *Infomigrants* au niveau de l'approche quand on observe une absence de cadre.

En effet, si dans *Infomigrants* ces textes traitent principalement d'explications sur des démarches administratives, dans *L'Œil de la MDJ* on fera une mise en lumière de métaphores et anecdotes. Ceci se présente notamment dans une série de textes appelée « Le point de vue du panda », écrite par Denis Perrin, un journaliste français, secrétaire du conseil d'administration de la Maison des Journalistes. Avec une participation fréquente dans le journal entre décembre 2017 et novembre 2018, il a écrit au total 30 textes, dont huit font partie de notre corpus d'analyse.

La contribution de Perrin est assez particulière. Dans sa série « Le point de vue du panda », il représente Yuan Meng, un bébé panda né en Chine et en exil dans un zoo en France. Écrits à la première personne, les textes, « signés » par Yuan Meng, sont ainsi « traduits » par Perrin. La particularité de ces textes c'est la manière dont ils sont réalisés : il s'agit d'un Français qui prend la plume pour parler en tant qu'exilé. Les sujets sont divers : la gastronomie, la vérité, l'émotion, la politique, l'environnement... Perrin incarne le personnage de l'exilé qui, inhabituellement, est un

animal. Cet animal, pourtant, est rationnel, critique, ironique. Il défend son point de vue à la première personne, même si, derrière la plume, il ne s'agit pas d'un exilé « légitime ».

Cette représentation de l'exilé en tant qu'animal transite entre le cliché et l'originalité. Certains extraits attirent l'attention : « À priori mon dossier est lourd. N'importe quelle association d'aide aux réfugiés s'arracherait les cheveux avec mon cas, pour sûr. Et ça ne s'est pas arrangé : on m'a récemment affublé du nom exotique de "Yuan Meng". On fait plus classique ! »⁴²¹. Ou bien : « Moi, Yuan Meng, jeune panda exilé au zoo de Beauval, en France, mangeur de bambou et porte-parole de la cause partagée des déracinés, j'ai noté un truc qui marche à fond dans le public : l'émotion. Alors servons-nous en ! »⁴²².

Dans notre analyse, nous avons placé une partie des textes de cette série dans la catégorie héros, et une autre dans la catégorie neutre. Nous considérons que ces textes apportent une manière originale de présenter directement ou indirectement la migration, ainsi que la figure de l'exilé. Cependant, son côté ludique et métaphorique rend difficile pour ces textes d'être placés en sa totalité dans la catégorie « héros », puisque les représentations créées ne suivent pas forcément la même logique des autres textes étudiés.

Enfin, en ce qui concerne le sous-cadre complexité, comme pour les autres médias étudiés, les réfugiés, exilés, demandeurs d'asile et immigrés sont représentés en tant que personnes avec des besoins spécifiques et complexes, et non en tant que « bon » ou « mauvais » migrants. Un des exemples se trouve dans un texte d'avril 2017. Une source associative explique les nuances de proposer un programme d'accompagnement professionnel pour un public avec des nécessités, origines et attentes diverses :

« “Concernant nos défis aujourd'hui: nous voulons offrir un programme efficace qui réponde bien aux attentes des personnes réfugiées car les besoins sont très hétérogènes compte tenu des profils et des cultures extrêmement différents. Nous espérons avoir un impact pour permettre aux bénéficiaires de devenir autonomes et retrouver une identité professionnelle qui leur permet de se reconstruire. C'est seulement de cette manière qu'ils pourront se sentir bien en France et “recommencer” une nouvelle vie”, précise

⁴²¹ Perrin Denis, « Le point de vue du panda ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 5 mai 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/05/point-de-vue-panda/>, consulté le 5 juillet 2021.

⁴²² Perrin Denis, « Et si Noël et le Nouvel An c'était tous les jours ? ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 décembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/point-de-vue-panda-noel-nouvel-an-cetait-jours/>, consulté le 5 juillet 2021.

Cécile⁴²³ ».

Dans ce corpus très limité, il n'est pas possible de définir une influence particulière des auteurs, des formats ou des sources d'information dans la construction du cadre. En effet, les textes au cadre neutre sont écrits à l'égalité par des auteurs français et des auteurs étrangers / immigrés. Les formats sont également variés, entre articles et reportages et les textes d'opinion. Les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile ou immigrées sont consultées comme source d'information dans la moitié des cas. Les autres sources consultées sont très diverses. Il n'est donc pas possible de pointer des tendances.

6.2.3. *Guiti News* et le cadre neutre : une influence des sujets froids

Dix textes sur 45 manifestent un cadre neutre de l'immigration dans *Guiti News*. Ce sont des textes dont les sujets sont principalement « froids » ou atemporels. Mais à la différence de *Tido*, comme nous le verrons ensuite, *Guiti News* ne cherche pas forcément à normaliser la migration ou l'exil.

Le sport, le cinéma, l'art et la culture sont quelques sujets traités dans les textes de *Guiti News* où le cadre neutre et ses sous-cadres se présentent. « Absence de cadre », « normalité » et « complexité » sont les sous-cadres repérés dans dix textes du corpus, avec une large prédominance du premier, qui apparaît dans huit textes.

L'absence de cadre se présente dans des sujets qui traitent indirectement de la migration et / ou qui touchent la population immigrée indirectement. C'est le cas, par exemple, d'un reportage sur l'habitat indigne à Marseille⁴²⁴ (qui touche aussi bien la population immigrée que les Français), ou des textes à caractère éducatif ou informatif, comme l'annonce de l'inauguration de la Maison des Réfugiés à Paris⁴²⁵ et un quiz dédié à tester le public sur leurs connaissances vis-à-vis de la

⁴²³ Ingabire Marie Angélique, « Réfugiés et Kodiko, vers un nouvel espoir dans le monde professionnel ? ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 25 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/04/25/la-presidentielle-francaise-a-lheure-algerienne/>, consulté le 7 juillet 2021.

⁴²⁴ Cadot-Sambosi Sidney, « A Marseille, l'urgence d'éradiquer l'habitat indigne ». *Guiti News*, mis en ligne le 16 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/12/16/a-marseille-lurgence-deradiquer-lhabitat-indigne/>, consulté le 2 septembre 2021.

⁴²⁵ Guiti News, « Paris : ouverture d'une "maison des réfugiés" au mois de juin ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 avril 2019. Accessible à l'adresse

migration⁴²⁶. Dans ces textes, les informations partagées sur la migration ou sur les personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées ne sont ni positives, ni négatives. Aucun jugement de valeur ne peut se faire à partir du contenu réalisé. La grande partie des textes à l’absence de cadre concernent des sujets liés au cinéma, à l’art et à la culture : une liste de films à voir⁴²⁷ ; une interview sur l’humour⁴²⁸ ; une suggestion d’exposition à visiter⁴²⁹.

Les sous-cadres normalité et complexité, à leur tour, n’apparaissent que dans un seul texte chacun. Pour le premier, *Guiti News* choisit de traiter les réfugiés en tant que « personnes normales » via le sport. L’auteure du texte va à la rencontre de Français et d’étrangers qui participent aux activités organisées par Kabubu, une association sportive. Dans ce texte, toutes les personnes interviewées sont traitées uniquement par leur prénom, y compris la fondatrice de l’association. La plupart d’entre elles voit son âge révélé, et parfois, en s’agissant des étrangers, sa nationalité :

« De son côté, Mohamed, 20 ans, a trouvé des amis, mais a également pris goût à l’entraide. En dehors de ses séances de basket et de son travail à Starbucks, il donne un coup de main au café associatif Le Petit Ney, dans le 18^e arrondissement de Paris. “Des gens sont là pour m’aider, je les aide en retour, c’est normal”, affirme-t-il⁴³⁰ ».

Certaines actions sont mentionnées pour renforcer la trivialité de la rencontre entre Français et étrangers. En plus de faire du sport ensemble, ils partagent des verres, organisent des pique-niques... Ils construisent une amitié comme toute autre :

« Christian, 25 ans, dans l’association depuis 10 mois, semble en être le pilier. Avec Hamza et Baldé, il leur arrive de se retrouver pour boire un verre, pique-niquer dans les parcs, à l’occasion. Cet été, ils sont allés assister à plusieurs matches des bleues en

<https://guitinews.fr/a-chaud/2019/04/18/une-maison-des-refugies-ouvrira-ses-portes-en-juin-a-paris/>, consulté le 2 septembre 2021.

⁴²⁶ Guiti News, « Quiz : Que connaissez-vous vraiment des réfugiés ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 11 septembre 2019. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/testez-vous/2019/09/11/quiz-refugies/>, consulté le 2 septembre 2021.

⁴²⁷ Amar Leïla, « Confinement : Top 5 des films à (re)voir ». *Guiti News*, mis en ligne le 16 avril 2020. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/04/16/confinement-top-5-des-films-a-revoir/>, consulté le 2 septembre 2021.

⁴²⁸ Behboudi Mortaza, Belkacem Sofia, « “Ouvrir les consciences par l’humour” la promesse de Shirley Souagnon ». *Guiti News*, mis en ligne le 7 septembre 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/09/07/shirley-souagnon-festival-baam-migrants/>, consulté le 2 septembre 2021.

⁴²⁹ Playoust Laure, Abdullah Firas, « “Jusqu’ici tout va bien”, archéologie contemporaine de la haine ». *Guiti News*, mis en ligne le 10 septembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/09/10/jusquici-tout-va-bien-archeologie-contemporaine-de-la-haine/>, consulté le 2 septembre 2021.

⁴³⁰ Coulon-Profizi Julie, « Avec Kabubu, les réfugiés se sentent mieux dans leurs baskets ». *Guiti News*, mis en ligne le 26 septembre 2019. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/09/26/avec-kabubu-les-refugies-se-sentent-mieux-dans-leurs-baskets-entrainement-de-basket/>, consulté le 2 septembre 2021.

Coupe du monde de football. “On s’ouvre petit à petit, on partage nos histoires. Aujourd’hui on est amis”, confie-t-il⁴³¹ ».

Par rapport au sous-cadre complexité, le seul texte où on le trouve traite d’une liste de documentaires participant au festival du film international de Saint-Petersbourg, *Message to man*, dont un raconte l’histoire d’une famille roumaine forcée à quitter leur mode de vie en pleine nature « pour s’installer en ville, où aucune des normes sociales ne semblent coller à leur éducation »⁴³². Le texte résume cette situation complexe, où on observe un « fossé entre les générations ou les différences culturelles », mais également « l’amour et l’attention qui abonde dans cette famille et sa relation éternelle avec la nature » :

« La force de ce film réside dans le fait qu’il déclenche une réflexion plus profonde : qui détient la vérité sur un mode de vie acceptable ou non ? Quand plusieurs cultures cohabitent, laquelle prévaut légitimement sur les autres ? Sous couvert de bonnes intentions apparentes, la société moderne agit-elle comme un dictateur ou un facilitateur avec ses citoyens ? Quand il s’agit d’accepter les autres, qui est réellement l’autre et qui l’emportera ? En somme, un puissant témoignage sur notre condition humaine⁴³³ ».

Vu les sujets traités dans ces dix textes, notamment en ce qui concerne la culture, il n’est pas surprenant de constater que les sources artistiques / culturelles / sportives font partie de celles qui ont une plus grande influence dans la construction du cadre neutre. Par ailleurs, les sources privées ont également leur participation dans les textes étudiés. D’autres sources sont consultées dans ces textes, mais avec moins d’importance, comme les politiques, institutionnelles et associatives / syndicales / militantes.

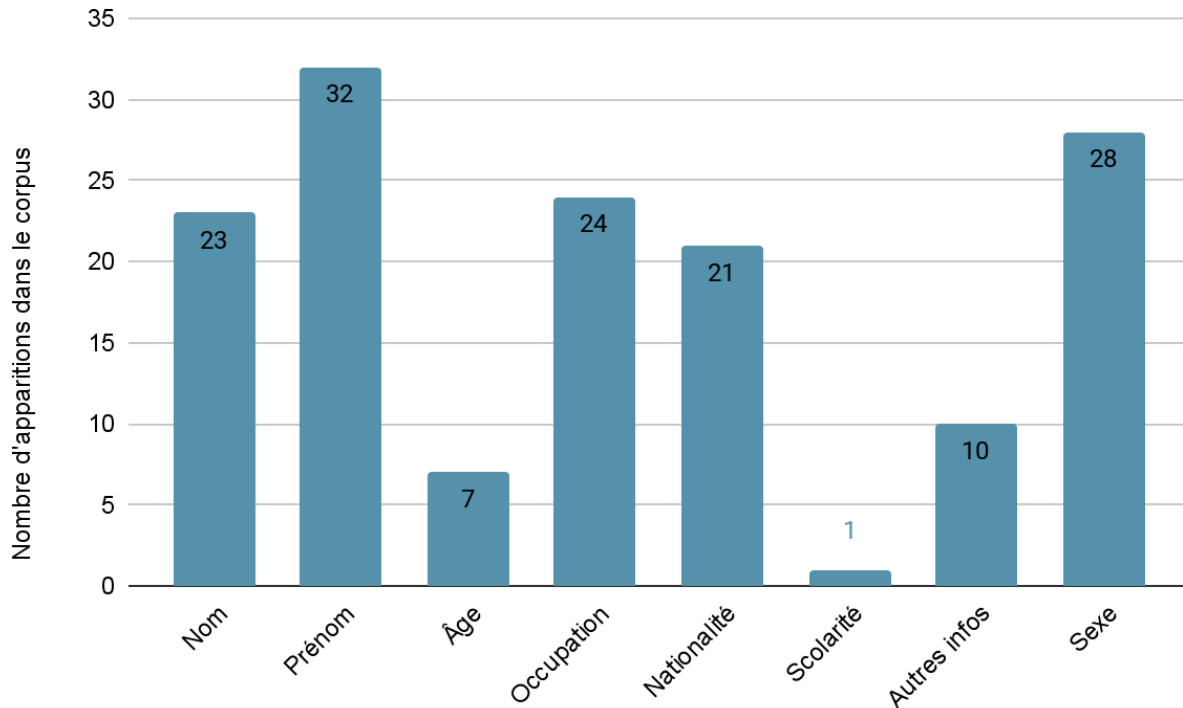
Concernant la présence d’informations personnelles des 33 sources réfugiées consultées dans l’ensemble du corpus, *Guiti News* mentionne très souvent leurs prénoms, noms, genres, occupations et nationalités (graphique 32). Cependant, le cadre neutre dans *Guiti News* est celui qui mentionne le moins souvent ces informations. En effet, si les prénoms, noms, âges et nationalités apparaissent assez souvent pour les cadres victime et héros, pour le cadre neutre ceci reste une exception (graphique 33). Les sources réfugiées ont leurs informations personnelles mentionnées plus souvent dans les textes au cadre héros. L’utilisation de chiffres est proportionnellement similaire dans tous les cadres de *Guiti News* (graphique 34).

⁴³¹ *Ibid.*

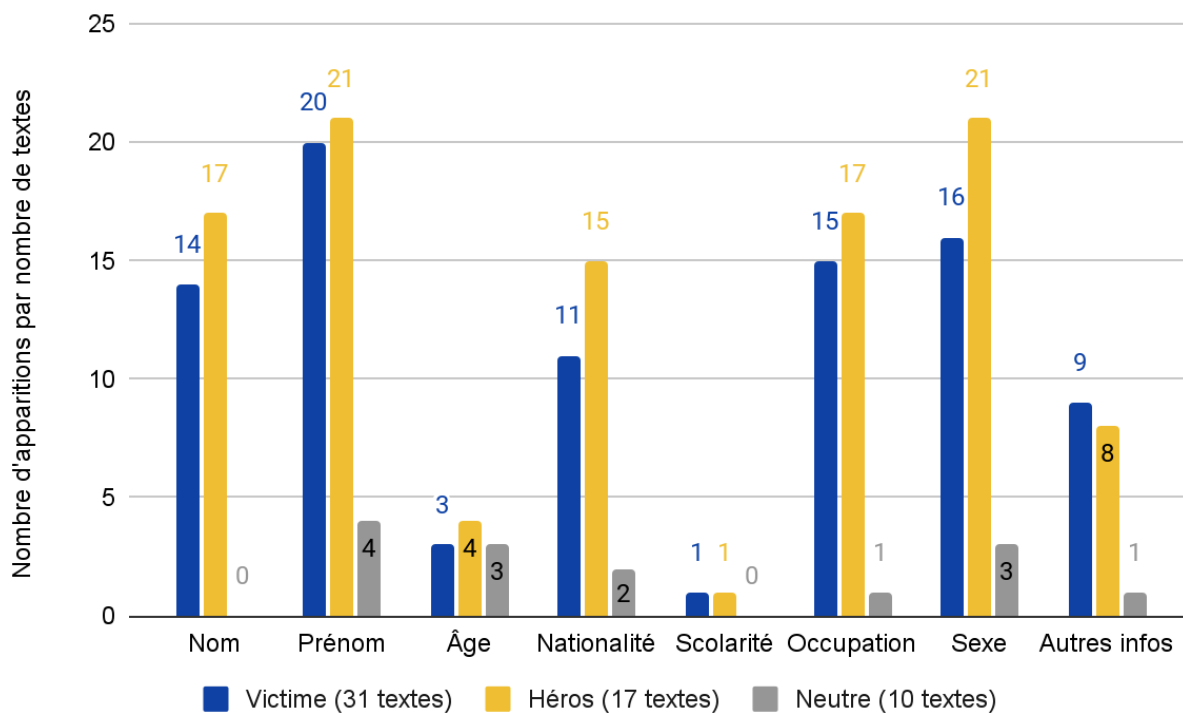
⁴³² Amar Leïla, « Ces voix qu’on entend malgré le silence : notre sélection de *Message to man* ». *Guiti News*, mis en ligne le 4 décembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/12/04/ces-voix-quon-entend-malgre-le-silence-notre-selection-de-message-to-man/>, consulté le 1er septembre 2021.

⁴³³ *Ibid.*

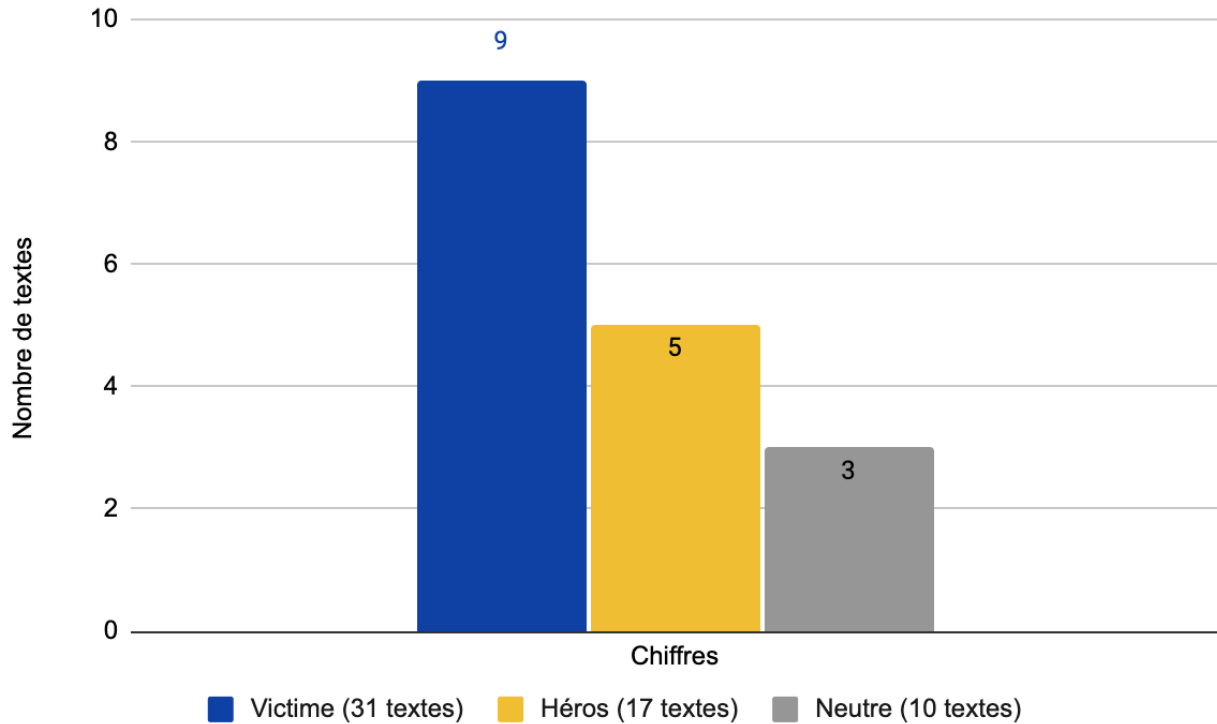
Graphique 32. *Guiti News* : Présence d'informations personnelles relatives aux sources réfugiées



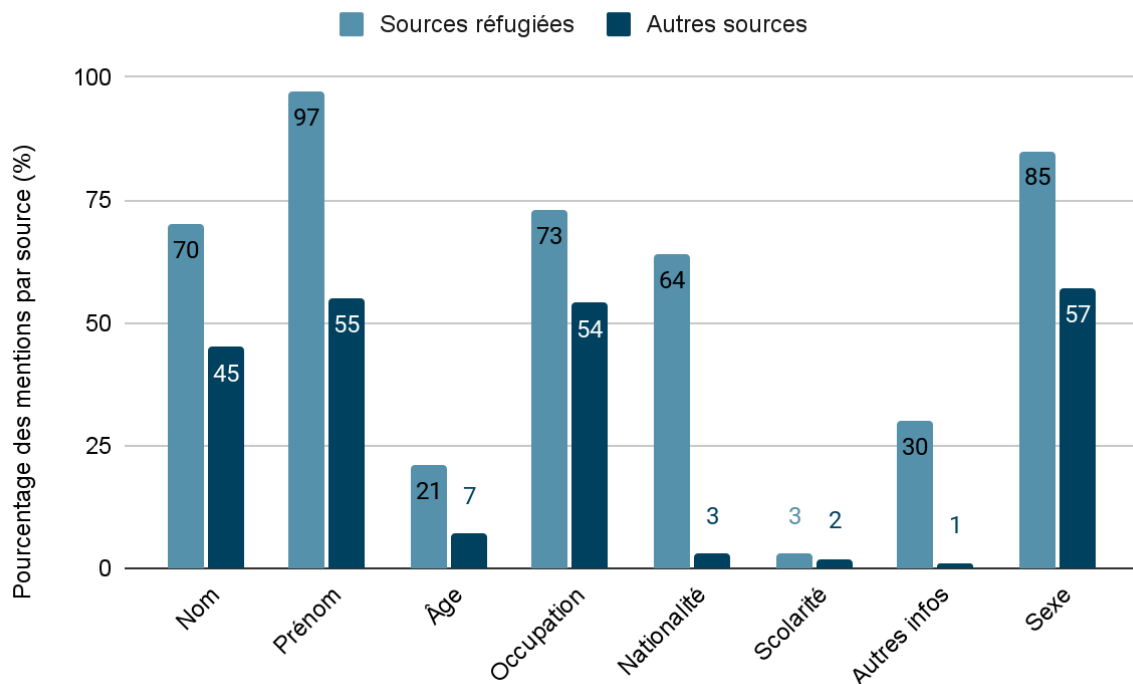
Graphique 33. *Guiti News* : Nombre de mentions des informations personnelles relatives aux sources réfugiées en fonction des cadres



Graphique 34. *Guiti News* : Textes ayant des chiffres pour désigner un groupe de personnes réfugiées (en fonction des cadres)



Graphique 35. *Guiti News* : Pourcentage des mentions des informations personnelles concernant les sources réfugiées en comparaison avec les autres sources



Par ailleurs, quand nous analysons la présence d'informations personnelles d'une manière générale dans *Guiti News* – pour tous les cadres, et non seulement par rapport au cadre neutre –, nous observons qu'on mentionne plus d'informations personnelles pour les sources réfugiées que pour les autres sources. En effet, 97 % des sources réfugiées consultées ont leur prénom mentionné. Cette proportion est également élevée concernant la mention du genre (85 %), de l'occupation (73 %) et du nom de famille (70 %). Pour les autres sources consultées, ces informations ne sont mentionnées que dans la moitié des cas environ (graphique 35).

Ceci peut s'expliquer par le fait que plusieurs sources ne sont pas identifiées personnellement, mais plutôt en tant que structure, organisme ou entité, comme ce qui arrive pour plusieurs sources institutionnelles (via des communiqués), juridictionnelles (via des décisions des tribunaux) ou scientifiques (via des études, sondages...). Cependant, comme observé dans les autres médias, on mentionne l'âge, la nationalité et d'autres informations personnelles (statut administratif, situation familiale, religion...) plus souvent pour les personnes réfugiées, exilées, en demande d'asile et immigrées que pour les autres sources.

Concernant les formats, plus de la moitié des textes où l'on trouve le cadre neutre et ses sous-cadres est réalisée sous un format d'article ou de reportages. Toutefois, puisque la portée du corpus est très réduite, il n'est pas possible d'établir une corrélation entre les formats et la construction de ce cadre.

6.2.4. *Tido* et le cadre neutre : une attention à la trivialité et au quotidien

L'analyse des 51 textes de *Tido* révèle que le cadre neutre est presque aussi important que le cadre héros. Alors que ce dernier apparaît dans 30 textes, le cadre neutre se présente dans 22 textes (graphique 1). Deux sous-cadres apparaissent le plus fréquemment : absence de cadre (dix textes) et normalité (neuf textes). Le sous-cadre complexité se présente dans trois textes.

Tido s'efforce de présenter des aspects triviaux ou originaux concernant la migration, ayant une ambition presque pédagogique, de vulgarisation. Concernant la personne du réfugié, l'effort repose sur la construction de l'image de l'étranger comme quelqu'un de « normal », avec une mise en lumière de la vie de tous les jours et les vécus, ressentis et envies de chacun et chacune dans le quotidien.

6.2.4.1. L'absence de cadre : une ambition de vulgariser la migration

L'absence de cadre est présente dans dix textes, dû notamment à leur caractère factuel ou descriptif. On observe que deux types de sources ont une influence dans la construction de ce sous-cadre : les sources scientifiques et les sources journalistiques. En effet, *Tido* compte sur deux rubriques qui mettent en avant ces sources : « Academia » et « Revue de Presse ».

Dans la rubrique Academia, *Tido* adapte des articles et des ouvrages scientifiques qui traitent de la migration dans tous ses aspects, afin de vulgariser ce contenu au grand public. Dans la rubrique Revue de Presse, *Tido* sélectionne les parutions journalistiques qui parlent de migration, mais toujours sous l'angle de l'originalité. Les revues de presse peuvent également être thématiques et en lien avec la migration (par exemple, des articles de journaux qui parlent d'initiatives solidaires envers les personnes réfugiées, ou bien de sujets « froids » comme la cuisine et la culture internationale).

C'est justement dans l'étendue de ces deux rubriques que les textes étudiés présentent souvent une neutralité dans le traitement du fait migratoire, et ce, par un lien de causalité logique. Si nous prenons comme exemple les textes publiés dans la rubrique Academia, nous observons que les sources privilégiées sont les scientifiques. Il est alors attendu que le traitement des questions migratoires dans ce genre de texte soit fait sous l'égide de la neutralité scientifique. De même pour la revue de presse et l'objectivité journalistique.

À part les sources, les sujets ont aussi un rôle important dans la « neutralité » du traitement des questions migratoires. En effet, nous observons que parmi les dix textes du corpus présentant ce sous-cadre, deux parlent de jeux vidéo liés à l'immigration, un parle d'un projet culturel, et quatre autres portent des témoignages de personnes françaises et étrangères sur des sujets divers. C'est le cas d'un couple de professeurs de théâtre, qui utilisent l'art pour se mettre en relation avec l'autre :

« La peur de l'étranger, elle est courante et très banale. Elle a existé de tous temps. Elle découle d'une méconnaissance de celui qu'on a en face de soi – on ne connaît pas, et du coup on fantasme sur quelque chose de terrible. Pour transformer cette peur, il faudrait que tout le monde fasse du théâtre (rires) ! La structure du théâtre te met dans un rapport à l'autre qui est toujours de la curiosité, et de la découverte. Quand tu donnes des cours, tu dis vraiment au gens : levez la tête et soyez curieux. Parce que c'est avec ton partenaire que tu vas construire quelque chose. Faites du théâtre !⁴³⁴ ».

⁴³⁴ Tido, « Humans Of Movement 65 ». *Tido*, mis en ligne le 17 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-65-570aa78ea2a7>, consulté le 18 août 2021.

Nous observons encore une fois que cette « neutralité » est notamment due à la faible présence de sujets sensibles ou polémiques dans les textes étudiés. À l’opposé d’*Infomigrants*, *Tido* se concentre sur les moments les plus stables du parcours migratoire. On verra rarement des textes qui parlent de traversées, de persécutions ou de violations de droits de l’homme, que ce soit dans le pays d’origine ou dans le pays d’accueil. *Tido* met l’accent plutôt sur des histoires de personnes étrangères et immigrées qui ont déjà atteint un certain niveau d’intégration : ici on ne parle pas des difficultés administratives, des raisons qui ont poussé à la migration, des mauvaises conditions de vie dans un ou l’autre pays, de litiges ou de la criminalité (graphique 20). Au contraire, les sujets d’attention concernent les personnes à peu près établies dans le pays d’accueil, ou bien les solutions pour ce faire. Ceci s’observe notamment avec le grand nombre de textes dont les thématiques centrales sont soit les initiatives portées pour ou par des personnes réfugiées, soit l’intégration de ces personnes à la société d’accueil.

Les textes de *Tido* se concentrent notamment sur « l’après migration », avec très peu de textes qui mentionnent spécifiquement la situation du pays d’origine, les raisons de partir ou le mouvement migratoire en tant que tel. Comme nous l’avons vu précédemment, cette démarche est un héritage de Singa, qui, dans sa charte de valeurs, préconise de ne pas traiter de ces sujets avec les personnes accompagnées par l’association, sauf si l’initiative part d’elles-mêmes.

Nous observons également que les personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées ne parlent pas systématiquement de la migration dans *Tido*. En effet, la migration n’est pas le sujet central que dans six textes écrits par des auteurs étrangers / immigrés et/ou ayant des sources réfugiées en tant que source unique.

6.2.4.2. Le sous-cadre « normalité » : le réfugié comme n’importe qui d’autre

Aussi présent que l’absence de cadre, le sous-cadre normalité a un rôle important dans les textes de *Tido*, visant à montrer les personnes réfugiées, exilées, en demande d’asile ou immigrées comme des personnes normales, avec des projets, ambitions, occupations... comme toutes les autres. Comme pour les cadres héros, les sources réfugiées sont celles qui vont porter plus souvent le discours de la normalité. Dans les textes étudiés, elles parlent d’elles-mêmes sans revendiquer des

attributs ni de « héros », ni de « victimes », ni de « menaces ». Leur discours pourrait être attribué à n'importe quelle personne, réfugiée ou non :

« Dans ma vie il y a eu des moments où je suis tombé, où je n'avais pas de solution, mais parfois la route est plate et je pense que c'est pour tout le monde pareil. Au fond je pense que j'ai de la chance, je n'ai pas perdu le fil et j'ai pu avoir confiance en moi-même. Mon grand espoir est de devenir un dessinateur de presse célèbre. Je dessine depuis que je suis petit. C'est très important pour moi d'être créatif, cela m'aide beaucoup. Je suis quelqu'un de simple, de positif, même lorsque j'ai été dans de mauvaises situations⁴³⁵ ».

D'autres sources contribuent à la construction du sous-cadre normalité avec un discours visant à adoucir le contraste entre personnes françaises et étrangères, en montrant la migration comme quelque chose de naturel. C'est le cas d'une source privée anonyme, qui témoigne ainsi :

« Mes déplacements en Auvergne, à Lille, à [sic] Sri Lanka, à Aix-en-Provence, et maintenant à Paris m'ont appris que la mobilité est quelque chose de simple. On a tendance à la présenter comme un problème, à créer des tensions et à l'idéologiser. Mais au final, ceux qu'on appelle les "migrants" sont seulement des humains qui se déplacent d'un point à un autre. Notre pensée change, évolue, elle est constamment en mouvement. Pourquoi notre corps ne pourrait-il pas faire de même ?⁴³⁶ ».

Une autre façon de rapprocher Français et étrangers, c'est de montrer que les deux peuvent avoir les mêmes goûts et/ou intérêts, ou participer à des activités communes, apprendre ensemble et s'entraider. *Tido* a réalisé un interview avec Hélène, membre de l'association nantaise Les Lombrics Utopiques, qui fait participer des personnes réfugiées ou non dans la production de légumes dans des chantiers agricoles. Elle donne son point de vue :

« Il n'y a pas de différence intrinsèque entre une personne qui a des papiers et une autre qui n'en a pas ; et la langue que l'on parle ne fait pas toute notre identité. Au travers des chantiers collectifs, on prouve qu'il y a beaucoup moins de différences que ce qu'on peut le penser et que les personnes exilées sont comme tout le monde : elles ont envie de se sentir utiles, de faire quelque chose de leurs mains, elles ont parfois des compétences que l'on a pas et sur lesquelles on est bien contents de pouvoir compter. Sans ces personnes, les Lombrics Utopiques n'existeraient pas⁴³⁷ ».

Il faut souligner que dans *Tido* les réfugiés ne seront pas montrés comme des masses de personnes, mais comme des individus avec des caractéristiques personnelles bien définies. Parmi les 51 textes

⁴³⁵ Tido, « Humans Of Movement 40 ». *Tido*, mis en ligne le 10 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-40-15bc1951dd3e>, consulté le 18 août 2021.

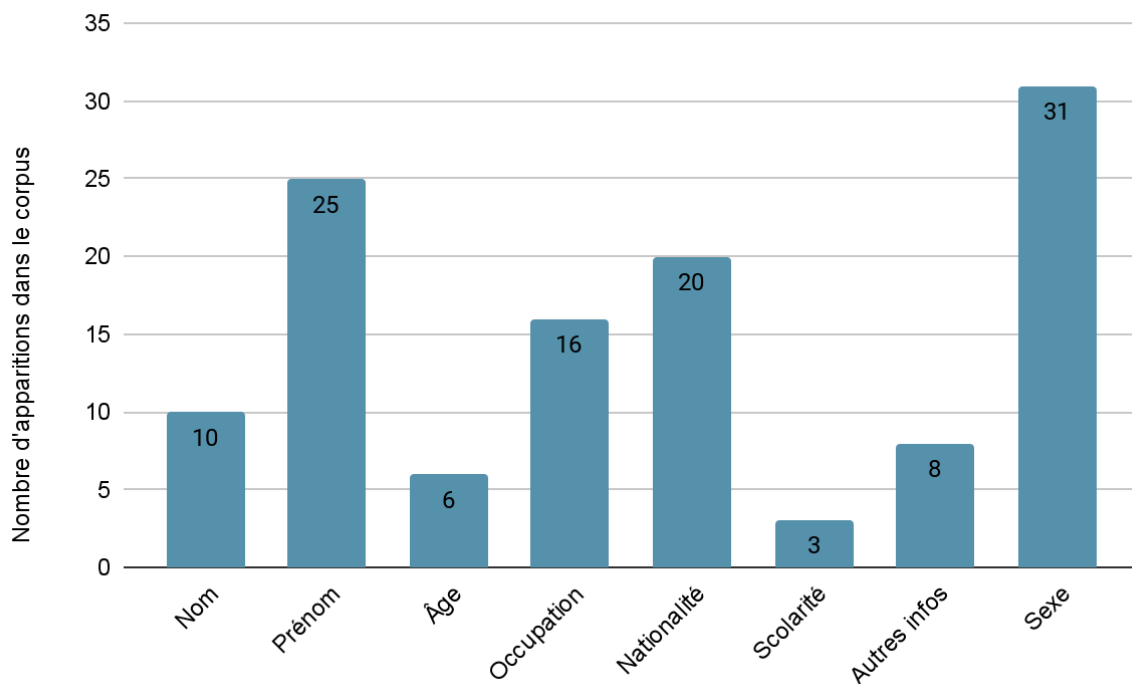
⁴³⁶ Tido, « Humans Of Movement 42 ». *Tido*, mis en ligne le 19 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-42-5d01a8c20434>, consulté le 18 août 2021.

⁴³⁷ Priest Rachel, « La Team des Lombrics Utopiques ». *Tido*, mis en ligne le 29 décembre 2020. *Tido*. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/la-team-des-lombrics-utopiques-1717a1fd1fe1>, consulté le 18 août 2021.

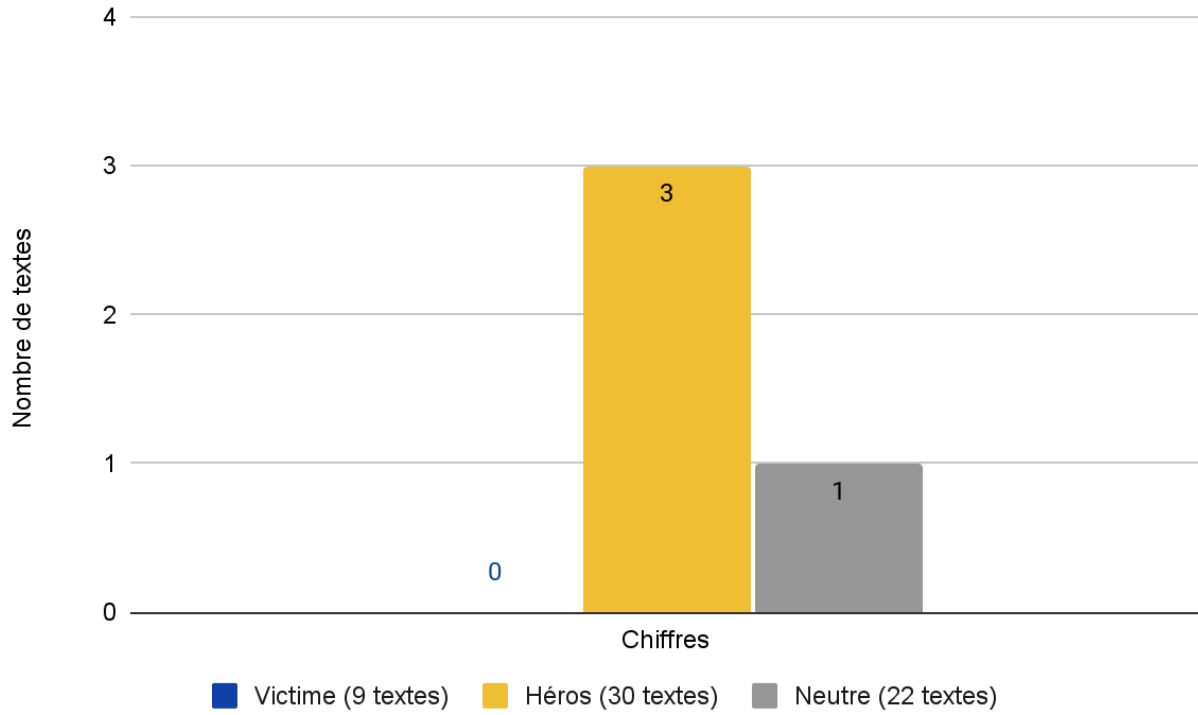
analysés, 46 font mention aux personnes réfugiées ou les utilisent en tant que source d'information, dont 32 diffusent au moins une information relative à la personne. Parmi les 35 sources réfugiées consultées dans les textes de *Tido*, plusieurs informations personnelles sont mises à l'honneur (graphique 36). Nous observons, par exemple, que l'occupation est une information presque aussi importante que le prénom et que la nationalité, et l'identification de la personne en tant que femme ou homme arrive encore plus souvent que les autres informations mentionnées.

Comme pour *L'Œil de la MDJ*, rarement on fera référence à des personnes à partir de chiffres (graphique 37), ce qui montre encore une fois que *Tido* s'éloigne d'*Infomigrants* en ce qui concerne le traitement à la personne.

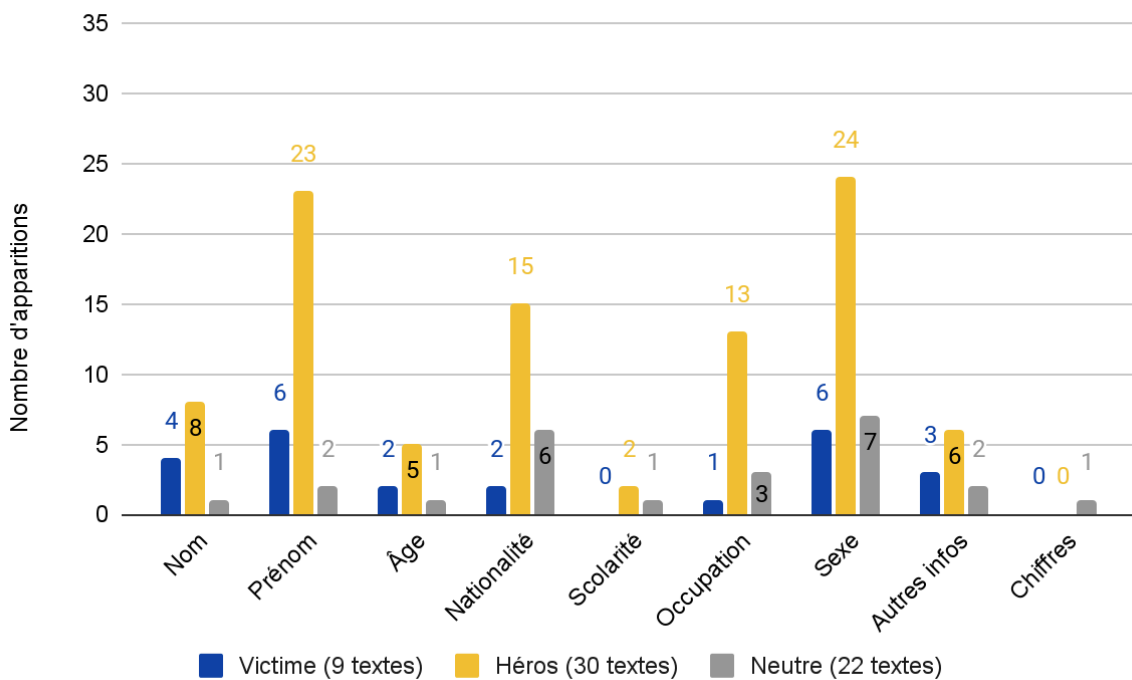
Graphique 36. *Tido* : Présence d'informations personnelles relatives aux sources réfugiées



Graphique 37. Tido : Textes ayant des chiffres pour désigner un groupe de personnes réfugiées (en fonction des cadres)



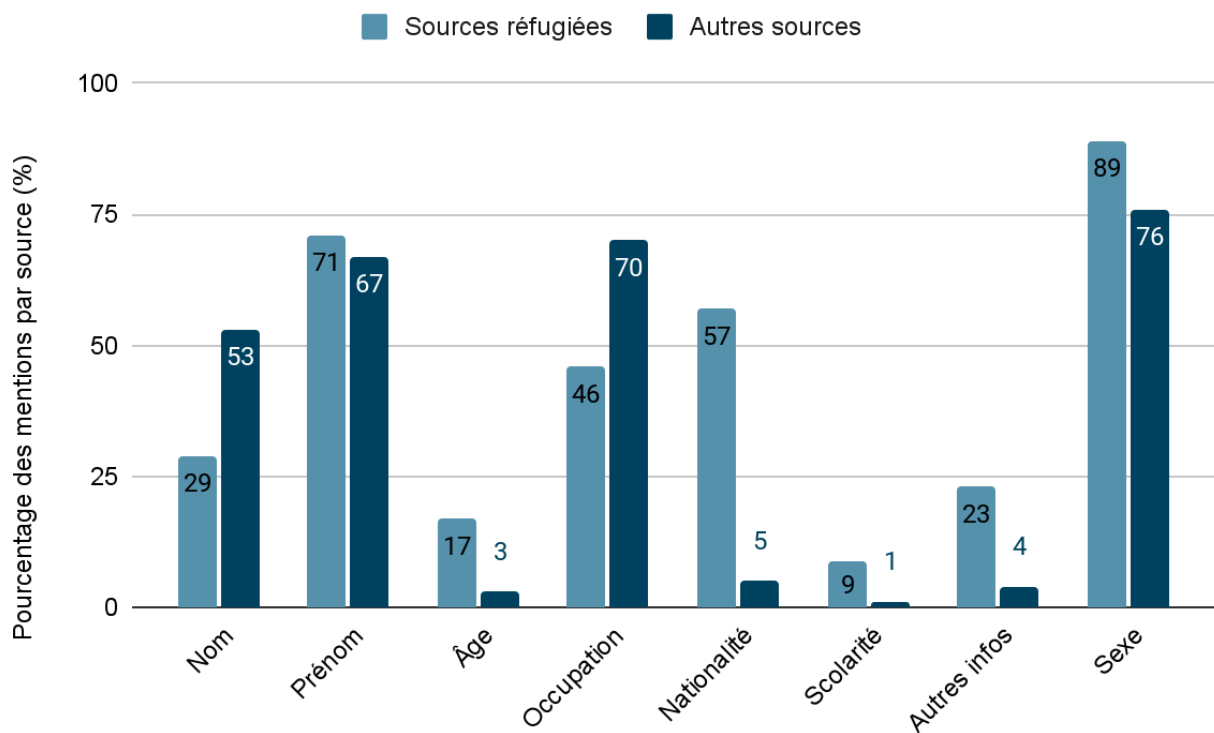
Graphique 38. Tido: Nombre de mentions des informations personnelles relatives aux sources réfugiées en fonction des cadres



D'un côté, il faut noter qu'à la différence d'*Infomigrants*, même dans les textes où se présente le cadre victime, les sources réfugiées ont leurs informations personnelles mentionnées, notamment le nom, le prénom et le sexe (graphique 38). D'un autre côté, dans le cadre neutre, nous observons très peu la mention du nom, du prénom ou de l'âge de la personne, malgré le fait que ce cadre soit présent dans près de la moitié des textes du corpus. À la place, nous observons plutôt des mentions à la nationalité et au genre.

Par rapport aux autres sources, certaines informations restent presque exclusivement dédiées aux étrangers et immigrés, comme la nationalité. On s'intéresse à l'âge de la personne étrangère et immigrée, ainsi qu'à d'autres informations personnelles comme la religion, le statut administratif ou la situation familiale, plus que par rapport aux autres sources (graphique 39).

Graphique 39. Tido : Pourcentage des mentions des informations personnelles concernant les sources réfugiées en comparaison avec les autres sources



Ces informations (religion, statut administratif, situation familiale...) sont pertinentes dans le traitement de certains sujets, mais pas pour tous. Il faut noter qu'elles ne sont utilisées que pour ajouter du contexte à la situation traitée. C'est par exemple le cas du portrait de Lucie

Umunkundwa, une entrepreneure rwandaise réfugiée en France. Les auteurs du texte décrivent la femme par son âge, mais également par ses caractéristiques physiques et par sa personnalité :

« Dans le hall de la Gare du Nord, où nous nous sommes donnés rendez-vous, rien ne distingue Lucie Umukundwa de la foule pressée qui l'entoure. [...] Par ce mardi pluvieux du mois de mars, nous nous attablons dans un bistrot anonyme près de la gare. Le lieu est banal. La femme qui s'est installée en face de nous ne l'est pas. [...] Lucie a 43 ans mais on pourrait facilement lui en donner dix de moins. Elle a de longs cheveux noirs tressés, un visage aux courbes douces, un haut noir élégant, des boucles d'oreille. Son regard est franc et amical⁴³⁸ ».

De même pour le portrait de Yasir, un entrepreneur soudanais également réfugié : « Quand Yasir est arrivé, il ne connaissait rien de la culture française. [...] C'est par hasard, encore, que ce quinquagénaire aux cheveux courts et à la barbe bien taillée s'est vu contraint de poser ici ses valises⁴³⁹ ».

6.2.4.3. Le sous-cadre « complexité » : les enjeux du parcours migratoire

Moins important dans le corpus que l'absence de cadre et la normalité, le sous-cadre complexité n'apparaît que dans trois textes étudiés, où *Tido* présente éventuellement quelques facettes complexes concernant la migration et les personnes réfugiées.

Le sous-cadre complexité parle de certains paradoxes et enjeux du parcours migratoire. Un premier exemple concerne l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les personnes en mouvement. Dans le texte, on souligne que ces personnes sont des utilisateurs actifs des TIC, malgré le stéréotype qui en voudrait le contraire. Cette utilisation, cependant, leur apporte autant de bénéfices que de désavantages :

« Le smartphone peut cependant se révéler une arme à double tranchant : utile pour traduire, accéder à des services vitaux (conseils juridiques, aide médicale, logement) et rester en contact avec ses proches, mais aussi générateur de traces numériques. Ces dernières peuvent les rendre faciles à surveiller par des acteurs étatiques ou non étatiques, ou cibles de l'intimidation de groupes extrémistes. Les risques liés à l'information peuvent ainsi prendre plusieurs formes : le manque d'accès, la circulation

⁴³⁸ Plantin Louise et Baptiste, « Un café avec Lucie ». *Tido*, mis en ligne le 25 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/un-caf%C3%A9-avec-lucie-2cc0178b16a4>, consulté le 19 août 2021.

⁴³⁹ Plantin Louise et Baptiste, « Yasir, sculpteur nomade ». *Tido*, mis en ligne le 30 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/yasir-sculpteur-nomade-c24ecc906c8f>, consulté le 19 août 2021.

d'informations non pertinentes, le défaut de contrôle de sa propre image, la surveillance par un État et la perturbation du soutien social⁴⁴⁰ ».

Un autre paradoxe de la migration qui rentre également dans le sous-cadre complexité concerne les actions de solidarité. Dans une recension du livre de Jean-François Corty et Dominique Chivot, « *La France qui accueille* », on explique que, malgré l'existence de nombreuses initiatives venant en aide aux personnes étrangères et immigrées (aspect positif), ces initiatives ont peu de visibilité et peu d'effectivité, à cause du manque d'intérêt des pouvoirs publics (aspect négatif) :

« Pour Jean-François Corty et Dominique Chivot la conclusion est claire : la France est une “terre d'accueil en friche” qui recèle quantités d'initiatives d'accueil insuffisamment valorisées et insuffisamment soutenues par les pouvoirs publics qui s'en tiennent principalement à une approche sécuritaire et improvisée des politiques migratoires, alors même que lorsque les autorités coopèrent, les expériences d'intégration réussissent. Ce livre est aussi une recension très utile de quantités de mobilisations citoyennes significatives en matière d'accueil⁴⁴¹ ».

La faible présence du sous-cadre complexité dans le corpus, au détriment de l'absence de cadre ou du sous-cadre normalité, est attendue dans la mesure où *Tido* évite de traiter des sujets complexes, sensibles et / ou polémiques.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Dans ce chapitre, nous avons analysé deux cadres de la migration : menace et neutre. L'observation nous a amené à un constat : la présence de ces deux cadres dans les médias étudiés est inversement proportionnelle. C'est-à-dire que les médias qui présentent le cadre menace plus fréquemment ont tendance à moins présenter le cadre neutre, et vice-versa.

Tout d'abord, le cadre menace n'est représentatif que dans *Infomigrants*, puisqu'il est présent dans près d'un tiers de ses textes. Les représentations du réfugié en tant que menace tourne autour notamment du séjour illégal, de la « surpopulation » et de la criminalité. Nous avons observé la présence des sous-cadres « ordre public » et « politiques publiques », mais les sous-cadres

⁴⁴⁰ Thoraval Anne, « Migrer à l'ère digitale : quand la survie dépend de la qualité de l'information ». *Tido*, mis en ligne le 8 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/migrer-%C3%A0-l-%C3%A8re-digitale-quand-la-survie-d-%C3%A9pend-de-la-qualit%C3%A9-de-l-information-40408d99a7db>, consulté le 17 août 2021.

⁴⁴¹ Grozelier Bernard, « La France qui accueille ». *Tido*, mis en ligne le 2 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/la-france-qui-accueille-7a18f8c0a172>, consulté le 19 août 2021.

« économie globale », « emplois » et « cohésion nationale » sont complètement absents dans l'ensemble des 238 textes analysés.

Pour les autres médias, le cadre menace est presque insignifiant, voire complètement absent. Nous sommes alors intéressés aux représentations qui ne rentrent pas dans une logique bon *versus* mal, positif *versus* négatif. En effet, nous nous interrogeons : est-il possible de parler de migration sans forcément construire une image positive (le « héros ») ou négative (la « victime » ou la « menace ») du réfugié ?

Nous avons observé trois types de sous-cadres neutres : complexité (la migration est un sujet complexe, avec autant de bénéfices que de défis ; le réfugié a des besoins spécifiques, et chaque parcours est différent) ; normalité (le réfugié est une personne comme toute autre) ; et absence de cadre (la migration ou les réfugiés sont impliqués ou mentionnés dans des sujets sans aucun jugement de valeur).

L'analyse révèle que le cadre neutre est très présent dans *Tido*, moyennement présent dans *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News*, et très peu présent dans *Infomigrants* (considérant le nombre de textes analysés pour chaque média). La présence du cadre neutre implique un traitement de la migration forcée à partir d'autres perspectives avec l'objectif de valoriser la diversité des parcours migratoires : le rôle des réfugiés en tant qu'entrepreneurs, l'expérience de la migration de la campagne vers la ville et vice-versa, la migration forcée motivée par l'économie, etc.

Le cadre neutre se présente différemment selon le média : *Infomigrants* réalise des textes avec des informations pratiques à destination des réfugiés ; *L'Œil de la MDJ* présente des anecdotes et métaphores pour divertir ou faire réfléchir ; *Guiti News* met en lumière plutôt la diversité culturelle que la question des statuts ; et *Tido* met en valeur la vie quotidienne et souhaite vulgariser le fait migratoire à un public français.

Pour le cadre neutre, ainsi que pour les autres cadres analysés, plus les personnes réfugiées prennent la parole, plus diverses et nuancées sont les représentations créées. La prise en compte des perspectives des personnes réfugiées s'observe notamment dans les textes de *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, mais il est également possible de les retrouver chez *Infomigrants*. Nous observons en effet que les médias étudiés, par leur ouverture à la participation active des personnes réfugiées en tant que producteurs d'information, arrivent à construire des représentations diverses,

pouvant s'éloigner de manière significative des représentations classiques du « migrant » qu'offrent les médias traditionnels.

Ces nouvelles représentations ne sont possibles que grâce à la possibilité des personnes réfugiées d'intégrer les rédactions et être parties prenantes dans les décisions éditoriales de chacun des médias, car selon la définition de Nick Couldry⁴⁴², la voix requiert des ressources matérielles pour être exercée. Il est important ainsi d'élargir notre analyse afin de vérifier les conditions selon lesquelles les personnes réfugiées sont capables de prendre la parole et de se réappropriier du discours sur la migration dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*.

Nous observons dans la prochaine partie que la liberté de présenter des sujets « innovants », « décalés » ou qui s'éloignent du journalisme classique dans certains médias étudiés est liée à des conditions de production de contenu parfois très limitées et qui ont naturellement des conséquences pour leur diffusion. Nous verrons que les dynamiques des rédactions étudiées sont parfois propices à la reconnaissance entre pairs (une sorte de création de communauté de personnes autour d'intérêts communs), mais ces mêmes rédactions connaissent des limites matérielles importantes.

⁴⁴² Couldry Nick, *Why Voice Matters : Culture and Politics after Neoliberalism*, op. cit., p.45.

Partie III – La reconnaissance au sein des rédactions spécialisées dans la migration : moyens et limites

Dans la deuxième partie de cette thèse, nous avons étudié comment les médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* traitent la migration et représentent les personnes réfugiées à partir de différents cadrages. Nous avons identifié que, globalement, ces représentations changent par rapport à celles qu'offrent les médias traditionnels, et ce pour la raison principale qu'est la participation active du réfugié dans la production de l'information. En effet, le réfugié dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* joue un double rôle : il est soit auteur / co-auteur des informations produites, soit une source fiable de ces informations.

En effet, dans les quatre médias étudiés, nous observons que les réfugiés exercent, de façon plus ou moins intense, ce que Nick Couldry appelle la voix en tant que « récit ». En participant directement ou indirectement à la production de l'information, les réfugiés sont capables de fournir différentes représentations de l'exil et/ou à l'égard d'eux-mêmes avec leurs récits personnels et leurs différentes perspectives du monde. En outre, le fait d'être capables de prendre la parole et d'être considérés comme des sujets légitimes pour porter et changer le discours sur la migration correspond à la dimension de la voix en tant que « valeur ». Ces deux dimensions de la voix dépendent de ressources matérielles partagées et de ressources spécifiquement sociales pour être effectives : à la fois des ressources pratiques (la langue) et le statut nécessaire pour être reconnu par les autres comme ayant une voix.

Comme le précise Nick Couldry, les processus médiatiques de production et distribution font partie de la matérialité de la voix, la « matière » sans laquelle la voix est impossible⁴⁴³. Mais pour affirmer que ces conditions matérielles sont propices à l'inclusion des personnes réfugiées dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*, il est nécessaire d'étudier le fonctionnement des rédactions et les relations qui s'y présentent.

Dans la troisième et dernière partie de cette étude, nous nous intéressons à étudier la construction de la voix en tant que valeur dans les médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*, en analysant les conditions de la production de contenu et de la participation des personnes réfugiées

⁴⁴³ Couldry Nick, *Why Voice Matters : Culture and Politics after Neoliberalism*, op. cit., p. 45.

au sein de ces rédactions. Pour cela, 24 entretiens qualitatifs semi-directifs ont été réalisés auprès de collaborateurs des quatre sites, ayant pour but de cerner comment les personnes réfugiées sont intégrées dans le processus éditorial, leur contribution concrète à la construction de nouvelles représentations et les limites que connaissent ces médias pour atteindre leurs objectifs auprès de leurs publics cibles. En effet, les interviews révèlent plusieurs limites qui rencontrent ces médias, plus particulièrement des limites d'ordre humain, des limites concernant le modèle d'écriture collaborative, et des limites d'ordre matériel et financier, qui seront approfondies dans les prochains chapitres.

Nous mobilisons la notion de reconnaissance pour vérifier comment les relations d'amitié, de travail et de solidarité au sein des rédactions répercutent sur la capacité de la voix des personnes réfugiées. La notion de reconnaissance est importante car elle permet d'identifier comment un sujet est inclus au sein d'un groupe et quel type de relation il nourrit envers soi-même et envers les autres. En d'autres mots, nous utilisons la notion de reconnaissance pour vérifier quel rôle est accordé aux personnes réfugiées au sein des rédactions et comme cela se traduit en liberté (ou autorisation) à prendre la parole.

Nous nous appuyons sur la théorie du philosophe et sociologue allemand Axel Honneth, qui s'inspire notamment de Hegel et de la théorie critique de l'École de Francfort pour élaborer sa propre théorie de la reconnaissance. Selon Axel Honneth, la reconnaissance est un besoin fondamental de l'être humain et joue un rôle central dans la formation de l'identité et la construction des relations sociales. Le sociologue soutient que la reconnaissance sociale est une condition préalable pour l'épanouissement individuel et le développement de l'estime de soi.

Axel Honneth décrit trois types de relations de reconnaissance sociale : 1/ les relations primaires d'amour et d'amitié qui procurent la « sollicitude personnelle », un mode de reconnaissance basé sur les affects et les besoins, capable de renforcer la confiance en soi à la personne reconnue au sein de la relation ; 2/ les relations juridiques, appuyées sur le droit, qui procurent une considération cognitive basée sur la responsabilité morale. La personne reconnue au sein du groupe gagne en respect de soi car elle est considérée égale aux autres membres ; 3/ enfin, les relations de solidarité au sein des « communautés de valeurs », capables de procurer l'estime de soi à la personne reconnue au sein du groupe grâce à ses réalisations, capacités et qualités en tant qu'individu⁴⁴⁴.

⁴⁴⁴ Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance. op.cit.*, p. 222.

Tableau 11. La structure des relations de reconnaissance sociale selon Axel Honneth⁴⁴⁵

Mode de reconnaissance	Sollicitude Personnelle	Considération cognitive	Estime sociale
Dimension personnelle	Affects et besoins	Responsabilité morale	Capacités et qualités
Forme de reconnaissance	Relations primaires (amour, amitié)	Relations juridiques (droits)	Communauté de valeurs (solidarité)
Potentiel de développement	-	Généralisation, concrétisation	Individualisation, égalisation
Relation pratique à soi	Confiance en soi	Respect de soi	Estime de soi
Forme de mépris ⁴⁴⁶	Séances et violences	Privation de droits et exclusion	Humiliation et offense
Forme d'identité menacée	Intégrité physique	Intégrité sociale	« Honneur », dignité

Dans l'articulation entre les concepts de voix et de reconnaissance dans les trois prochaines chapitres, notre analyse porte sur deux volets principaux :

1/ les modèles de reconnaissance qui s'appliquent au sein des rédactions étudiées, manifestés notamment dans les relations d'amitié, de solidarité et de travail ;

2/ les difficultés d'ordre humain, éditorial, financier et matériel que rencontrent les médias étudiés et comment ces difficultés ont un impact sur l'exercice et l'amplification de la voix des réfugiés.

Ainsi, dans le chapitre 7, nous mettons en lumière les relations d'amitié, de solidarité tissées au sein des rédactions, ainsi que les relations professionnelles et les éventuels conflits et rapports de pouvoir pouvant empêcher la pleine inclusion des personnes réfugiées dans les médias étudiés.

Dans le chapitre 8, nous étudions les limites du modèle collaboratif dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*. Composées dans leur grande majorité de bénévoles, ces trois rédactions peinent à

⁴⁴⁵ *Ibid.* (À savoir : ce tableau est reproduit tel quel sa publication originale. Aucune modification n'a été apportée aux termes employés par Axel Honneth).

⁴⁴⁶ Selon Axel Honneth, les formes de mépris sont des formes d'interactions sociales négatives qui affectent la capacité de chacun à se reconnaître mutuellement en tant qu'êtres humains égaux et dignes. Cela peut prendre la forme de l'indifférence, de l'insulte ou d'actions discriminatoires, par exemple.

fidéliser leurs participants, ce qui a une répercussion directe dans la production et diffusion des contenus.

Enfin, dans le chapitre 9, nous analysons les conditions matérielles de production de l'information dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, et *Guiti News*, afin de comprendre les limites que rencontrent ces médias pour atteindre leurs publics cibles et rendre visibles leurs contenus. Au passage, nous aborderons les modèles économiques de chaque média et les scénarios possibles pour leur avenir.

Chapitre 7. De la conviction à la frustration : les limites d'ordre humain

« Au début j'ai pensé à ne plus être journaliste [...], mais avec la Maison des journalistes c'était aussi comme une thérapie, j'ai commencé à écrire un article pour *L'Œil*, après un deuxième, un troisième, après je me suis retrouvé encore une fois. Je me suis dit "ok, là j'ai retrouvé ma confiance, mon courage et mon désir de faire mon métier encore une fois"⁴⁴⁷ ».

Comme nous l'avons vu dans la première partie, le journaliste Beraat Gokkus est arrivé en France en 2016, de manière inattendue, et contraint d'abandonner sa carrière en Turquie à cause des persécutions contre les journalistes. Le traumatisme de voir des collègues arrêtés et de devoir faire face à un danger pour sa vie l'a découragé de poursuivre le métier. Mais ce découragement est passé avec le temps, grâce à sa participation à *L'Œil de la MDJ*. Beraat Gokkus a rencontré des gens qui avaient les mêmes interrogations, les mêmes peurs que lui. Il a pu partager la douleur de ne pas pouvoir travailler comme journaliste, tout en ayant l'opportunité de recommencer sa vie en France. Comme il l'explique, c'est au sein de la communauté de la Maison des journalistes qu'il a repris confiance en lui pour se remettre à l'écriture. Beraat Gokkus s'est senti reconnu en tant que personne et en tant que journaliste.

Axel Honneth développe une théorie de lutte pour la reconnaissance qui s'appuie sur trois modèles de reconnaissance sociale : l'amour, le droit et l'estime sociale. Selon l'auteur, ces trois formes de reconnaissance « créent ensemble les conditions sociales dans lesquelles les sujets humains peuvent parvenir à une attitude positive envers eux-mêmes » :

« car c'est seulement quand elle a acquis dans l'expérience successive de ces trois formes de reconnaissance un fonds suffisant de confiance en soi, de respect de soi et d'estime de soi, c'est alors seulement qu'une personne est en mesure de se comprendre pleinement comme un être à la fois autonome et individualisé, de s'identifier à ses fins et à ses désirs⁴⁴⁸ ».

Dans son étude, le philosophe défend que nier les formes de reconnaissance (ce qu'il appelle le « mépris ») est ce qui motive une lutte pour la reconnaissance. Pour lui, la lutte sociale est un « processus pratique au cours duquel des expériences individuelles de mépris sont interprétées

⁴⁴⁷ Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁴⁴⁸ Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.* p. 283.

comme des expériences typiques d'un groupe tout entier, de manière à motiver la revendication collective de plus larges relations de reconnaissance⁴⁴⁹ ».

Nous souhaitons observer comment les modalités de reconnaissance s'appliquent et se manifestent dans les dynamiques des médias étudiés, en même temps que nous analysons comment les difficultés d'ordre humain, éditorial, financier et matériel ont un impact sur les moyens d'acquérir la reconnaissance au sein de ces rédactions.

Nous initions l'étude des limites que rencontrent *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* par le volet humain. Si les participants de ces médias revendiquent plus ou moins ouvertement un besoin de traiter la migration et de représenter les réfugiés différemment, ce qui anime cette démarche c'est un ensemble de convictions et valeurs partagées par la plupart des collaborateurs de ces médias. En effet, d'après les interviews menées auprès des participants des médias, nous constatons que leur engagement est appuyé quasi systématiquement sur le partage de valeurs communes, notamment l'idée que la migration est une « richesse » pour la France. Ceci se révèle plus facilement dans les médias associatifs, mais les convictions « pro-migration » sont également observées chez certains journalistes d'*Infomigrants*.

Cependant, si ces valeurs fonctionnent comme des catalyseurs de la rencontre, nous observons dans la pratique des tensions entre participants pouvant impacter le fonctionnement de ces médias.

7.1. ENTRE SOLLICITUDE PERSONNELLE ET L'ESTIME SOCIALE : LES RÉDACTIONS EN TANT QUE COMMUNAUTÉS

« Travailler chez *Guiti News* c'est un prétexte pour trouver du sens, pour rencontrer des gens. Je ne peux pas avoir une vie et la vivre de manière égoïste. Je veux la vivre ensemble », nous raconte Gaspard Njock, dessinateur de presse camerounais de 34 ans, participant à *Guiti News* depuis le début du projet.

« Durant l'été, j'avais envie d'aller à la Chapelle, je m'asseyais avec eux [les réfugiés], on buvait un café, c'était pas de l'info qui me servait pour *Guiti News*, mais pour moi-même. Ça me rend plus humain, ça m'apaise, il y a une sorte de consonance avec

⁴⁴⁹ *Ibid.*, p. 271.

ce que je vis. Pour moi, c'est presque un moment de paradis, parce que je crois à ces valeurs et je les mets en pratique. De manière égoïste, j'utilise *Guiti News* pour pouvoir avoir accès à ces moments de rencontre avec les gens⁴⁵⁰ ».

Pour Gaspard Njock, l'activité chez *Guiti News* lui permet de pratiquer des actes de solidarité et d'être avec des sujets qui lui apportent des sentiments positifs, des sentiments de gratitude. Le récit de Gaspard Njock, un étranger vivant en France depuis 2016, révèle ainsi une dimension importante de la reconnaissance, qu'est la répercussion des rapports entre sujets dans la construction d'une relation positive à soi-même. En effet, comme l'explique Axel Honneth :

« Le lien de l'expérience de la reconnaissance et l'attitude du sujet envers lui-même résulte de la structure intersubjective de l'identité personnelle : les individus ne se constituent en personnes que lorsqu'ils apprennent à envisager eux-mêmes, à partir du point de vue d'un "autrui" approbateur ou encourageant, comme des êtres dotés de qualités et de capacités positives. L'étendue de telles qualités, et donc le degré de cette relation positive à soi-même, s'accroît avec chaque nouvelle forme de reconnaissance que l'individu peut s'appliquer à lui-même en tant que sujet. L'expérience de l'amour donne ainsi accès à la confiance en soi, l'expérience de la reconnaissance juridique au respect de soi et l'expérience de la solidarité, enfin, à l'estime de soi⁴⁵¹ ».

Paul Ricoeur résume la stratégie suivie par Axel Honneth comme une « combinaison entre [...] le couplage de l'argumentaire spéculatif avec une théorisation à base empirique des interactions entre individus⁴⁵² ». Nous adoptons ainsi cette stratégie à la thèse en appliquant la théorie d'Axel Honneth de manière empirique à partir des témoignages des collaborateurs ici interviewés. Dans ce chapitre, nous nous intéressons particulièrement aux relations d'amour / d'amitié et de solidarité pratiquées au sein des médias étudiés.

Dans ce sens, nous observons comment certains de ces médias agissent comme des communautés de valeurs où le but principal partagé est d'accorder et de reconnaître la capacité de voix des personnes réfugiées. Ici, nous considérons la reconnaissance de la voix en tant que forme d'estime sociale procurée au sein d'une relation de solidarité dans le groupe. Car selon Axel Honneth,

« Les rapports d'estime sociale sont, dans les sociétés modernes, l'enjeu d'une lutte permanente, dans laquelle les différents groupes s'efforcent sur le plan symbolique de valoriser les capacités liées à leur mode de vie particulier et de démontrer leur importance pour les fins communes. Il est vrai que l'issue – toujours provisoire – de telles luttes ne dépend pas seulement de la possibilité qu'ont les différents groupes d'accéder aux instruments du pouvoir symbolique, mais aussi de leur aptitude à orienter

⁴⁵⁰ Njock Gaspard, *op. cit.*

⁴⁵¹ Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.*, p. 290.

⁴⁵² Ricoeur Paul, *Parcours de la reconnaissance*. Gallimard, Collection Folio Essais, Paris, 2017, p. 294.

l'intérêt du public : plus les mouvements sociaux parviennent à rendre l'opinion publique attentive à l'importance négligée des qualités et des capacités qu'ils représentent collectivement, plus ils ont de chances d'accroître la valeur sociale ou la considération dont leurs membres jouissent au sein de la société⁴⁵³ ».

Au sein des quatre médias étudiés, nous identifions deux formes de reconnaissance de la voix des réfugiés :

1/ la reconnaissance de la voix des réfugiés en tant que source d'information (comme déjà étudié dans la partie II), leur permettant de raconter leur propre récit ; et

2/ la reconnaissance de la voix des réfugiés en tant que producteurs d'information, leur permettant d'être partie prenantes de la production de contenus et du fonctionnement des médias étudiés.

Ces deux formes de reconnaissance de la voix découlent d'une valorisation au sein des groupes de l'importance de donner la parole aux personnes réfugiées afin de créer de nouvelles représentations à leur égard, comme nous l'avons étudié dans la partie II. Cette valorisation naît en tant que conviction personnelle, qui se concrétise ensuite par une conviction de groupe à partir de la rencontre. Cette rencontre crée donc un sentiment d'appartenance aux membres du groupe, qui s'identifient en tant que sujets qui partagent les mêmes valeurs.

Dans ce sens, le sentiment d'appartenance ici étudié, qui se manifeste parmi les participants de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants*, se décline dans un parcours initié par le besoin d'aller à la rencontre de l'autre. Cette rencontre, comme nous le verrons par la suite, permet un tissage de liens amicaux (et familiaux) entre certains participants, mais ces relations de proximité ne sont pas forcément nourries par tous.

7.1.1. L'émergence du sentiment d'appartenance

Les interviews réalisées auprès de 24 collaborateurs de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* ont révélé que des valeurs fortes de solidarité sont partagées au sein des quatre groupes, mais de manières différentes en fonction du média. Dans *L'Œil de la MDJ*, on se reconnaît en tant que groupe qui lutte pour la liberté d'expression ; dans *Tido*, le groupe soutient l'idée que les étrangers sont une opportunité pour la France ; dans *Guiti News*, on défend un meilleur traitement

⁴⁵³ Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit., pp. 216-217.

aux étrangers qui arrivent en France ; et dans *Infomigrants*, les interviewés ont exprimé un soutien à l'accès à une information fiable pour les migrants sur la route (même si, dans la pratique, comme nous l'avons vu, les textes tendent à dissuader la venue d'étrangers en Europe).

Nous observons ainsi que les valeurs partagées au sein du groupe peuvent ou non correspondre à la ligne éditoriale du média. En effet, les valeurs de solidarité existent et sont partagées entre pairs avant même d'être formalisées en ligne éditoriale, et c'est justement l'envie d'appartenir à un groupe qui est à l'origine de l'engagement de la plupart des participants à ces médias.

7.1.1.1. La rencontre en tant que besoin essentiel

L'envie de rencontrer de nouvelles personnes est une des principales raisons de la participation aux médias étudiés pour sept collaborateurs interviewés, notamment des participants de *Guiti News* et de *Tido*. Pour Gaspard Njock, sa participation à *Guiti News* allait au-delà d'être un « simple dessinateur » :

« Depuis le début, mon idée chez *Guiti News* c'était d'essayer de créer une communauté de personnes [...]. *Guiti News* ce n'est pas qu'un lieu où l'on produit de l'information, c'est un lieu où les gens se rencontrent pour construire une vision du monde, en se voyant, en se touchant, en se saluant, sans rester très intellectuel sinon ça ne marche pas. On a tous notre travail à côté, mais pour moi l'intérêt c'était de créer cette idée d'équipe, de vision. Ce n'est pas forcément facile, chacun a ses problèmes personnels, il faut trouver du sens. La question que je me pose c'est : "qu'est-ce qui fait qu'une équipe de journalistes quittent leur travail le soir et, au lieu de rentrer chez soi, viennent à *Guiti News* ?". Je pense que ça ne doit pas se limiter à la production d'un article. Je pense d'une manière un peu égoïste, mais je pense que ça ne serait même pas suffisant, les gens s'ennuieraient tout de suite⁴⁵⁴ ».

Le besoin de rencontre est également mentionné par Daouda Deme par rapport à sa participation au média *Tido* :

« Ça me fait énormément plaisir parce que ça m'apporte déjà de la connaissance, de l'expérience et de la solidarité également [...]. C'est un espace de rencontre avec des gens. Même si on ne se voit pas tout le temps, quand on se retrouve on rigole ensemble, c'est devenu quand même un lieu symbolique pour nous et c'est extraordinaire. [...] Personnellement, ça m'a apporté beaucoup de choses. De la connaissance, de l'expérience, de belles rencontres, de tout, quoi, c'est extraordinaire⁴⁵⁵ ».

⁴⁵⁴ Njock Gaspard, *op. cit.*

⁴⁵⁵ Deme Daouda, *op. cit.*

L'envie de rencontrer de nouvelles personnes et partager une vision commune se trouve également chez les contributeurs français de *Tido*. Christine Noël, contributrice assidue entre 2016 et 2022, explique que son implication dans la rubrique d'interviews « *Humans of movement* » lui a apporté de « belles rencontres » : « J'aime bien quand on me fait des suggestions de gens [pour interviewer dans la rubrique *Humans of movement*][...]. Comme ça je fais des nouvelles connaissances. Je trouve ça intéressant⁴⁵⁶ ». Elle poursuit sur l'importance des rencontres pour elle :

« J'ai besoin d'avoir des relations avec les gens, j'ai besoin des autres, quoi, pour me sentir bien dans ma vie. Je vivais dans une banlieue assez aisée où il n'y a pas trop de gens d'origines différentes, c'était assez franco-français. Mais après, étant à la fac, à Paris, j'ai fait plus de rencontres, et après tout au long de ma vie j'ai fait toute sorte de rencontres. J'ai des amis un peu partout. Donc les rencontres avec des gens d'origine différentes ont commencé plutôt pendant la jeunesse et ont augmenté au fur et à mesure⁴⁵⁷ ».

Alix Charles, une autre contributrice française de *Tido*, ayant participé au média entre 2018 et 2020, a expliqué que l'équipe partage une relation « amicale, conviviale » et que le fait de lancer un média associatif indépendant de Singa « soude une équipe » : « Sinon, bonne ambiance et surtout plaisir de voir l'équipe. C'est une des communautés auxquelles j'appartiens. C'est plutôt une bonne relation avec tout le monde⁴⁵⁸ ».

Dans la rédaction de *L'Œil de la MDJ*, la Française Liso Campana a exprimé un intérêt spécial pour se rapprocher des personnes venant d'ailleurs. Elle justifie pourquoi elle a souhaité réaliser un stage à la Maison des journalistes aux côtés de journalistes exilés :

« Je me suis dit que j'allais rencontrer des journalistes menacés de mort à cause de leur travail, de la liberté d'expression. Humainement ça allait être exceptionnel, ce que je pourrais vivre et échanger avec ces personnes. [...] Je suis fascinée par l'humain et par l'histoire de l'humain, et je trouve que dans les réfugiés il y a une histoire très riche et très personnelle qui te permet de comprendre plein de choses et d'aborder plein de thématiques. Pour moi c'est exactement ce qui m'intéresse en tant que journaliste⁴⁵⁹ ».

Ce besoin de vouloir aller à la rencontre d'autrui se traduit enfin par la création de liens et la consolidation de relations plus profondes. Comme mentionné précédemment, nous observons chez les participants des médias *Tido* et *Guiti News* une forte envie de changer la manière dont on traite

⁴⁵⁶ Noël Christine, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 5 juin 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ Charles Alix, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 14 juin 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

⁴⁵⁹ Campana Liso, ancienne stagiaire à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 18 janvier 2020, par visioconférence.

la migration dans les médias. La solidarité et la justice sociale sont des valeurs derrière cette conviction, qui favorisent la création de liens amicaux et familiaux dans les médias étudiés, comme nous l'étudierons par la suite.

7.1.1.2. Le tissage de liens amicaux (et familiaux) au sein des rédactions : le cas de *Tido*

Les interviews ont révélé qu'au sein de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants*, partager les mêmes valeurs est un levier pour la création de liens plus profonds. En effet, pour 14 des 24 collaborateurs interviewés, les relations établies au sein des rédactions sont des relations cordiales, amicales, voire familiales, alors que ces relations sont strictement professionnelles pour seulement trois participants.

Un témoignage se démarque quand on observe la profondeur de ces liens : celui de Daouda Deme, qui raconte sa proximité avec l'équipe, et notamment avec la coordinatrice de *Tido*, Emma Broughton.

En participant aux réunions de *Tido* pendant quasiment trois ans, j'ai pu observer comment ce jeune homme était toujours présent aux rendez-vous, même si à plusieurs occasions sa contribution éditoriale était minime. Ce qui intéressait Daouda Deme c'était plutôt la rencontre, le fait d'échanger avec des « amis », de se sentir moins seul et de partager un bon moment. Les réunions de *Tido* étaient en effet propices à la rencontre. Elles se déroulaient jusqu'en mars 2020 dans les locaux de Singa, un espace de coworking où résidaient plusieurs associations. Cet espace, appelé Kiwanda, recevait également une partie du public accompagné par Singa via des activités artistiques, conviviales ou intellectuelles. C'est dans ce cadre que deux mercredis par mois, entre 19h et 21h, on se donnait rendez-vous pour une nouvelle réunion, ce que l'équipe de *Tido* appelait les « meet-ups ».

Chacun apportait à manger et à boire et les participants se mettaient tous autour d'une grande table dans le rez-de-chaussée de Kiwanda, dans un lieu de passage où chaque nouvelle personne qui entrant dans l'espace pouvait également rejoindre le groupe. Pendant plusieurs mois, on recevait régulièrement de nouveaux participants, qui, dans la plupart des cas, venaient pour une ou deux réunions et finalement ne s'engageaient pas au projet. Daouda Deme, pourtant, était toujours là, un

des seuls participants hommes réguliers au projet, et le seul qui faisait partie du « noyau dur » de *Tido* ayant vécu l'exil.

Daouda Deme a raconté son expérience quand le média s'appelait encore *Trait d'Union* :

« Dans *Trait d'Union* [*Tido*], les gens sont tellement sensibles, chacun fait de son mieux. [...] Quand je suis dans une situation de tristesse, de galère et tout, je vois les gens qui viennent aux réunions, je me sens super bien. À *Trait d'Union* [*Tido*], j'ai eu pas mal de trucs, grâce à Emma également. Elle m'a fait connaître son cercle d'amitiés. L'été dernier j'ai eu un problème de logement [...], Emma a contacté ces gens pour leur demander s'ils avaient une place ou s'ils allaient partir en vacances et pouvoir céder leur appartement pour moi. C'est là où j'ai rencontré une dame qui est professeure d'université. Elle m'a laissé son appart pendant un mois. À cette époque, j'ai vécu une situation terrible avec un mec qui me faisait sortir à 7h du matin de la chambre, pour revenir pour dormir qu'à partir de 22h. Tout le temps j'errais dans la rue, il y avait des problèmes de clé etc. Quand j'ai parlé ça au niveau de *Trait d'Union* [*Tido*], j'ai senti automatiquement la sensibilité des gens, l'engagement et la solidarité. C'est là où Emma a envoyé des mails à tous ses amis pour parler de ma situation et tout. On a eu des retours, et à la fin j'ai dû choisir parce qu'il y a eu tellement de personnes qui se sont manifestées : "j'ai un canapé libre, j'ai un machin" etc., et cela a continué. [...] C'est super parce que ça me fait de belles rencontres avec des gens. Il y a le frère d'Emma qui, quand il part en week-end, il m'appelle pour dire que je peux squatter son appartement. Le problème maintenant c'est de choisir chez qui je vais rester. C'est cette solidarité qui existe. C'est super, parce que j'ai vécu des situations hyper dures et aujourd'hui, grâce à ces connaissances, grâce à ces gens qui se mobilisent et grâce à des gens qui apprécient ce qu'on fait, là on est super. Ça fait plaisir. Quand je viens à Paris, une nuit je dors ici, une nuit je dors là-bas⁴⁶⁰ ».

Questionné par rapport à sa relation avec Emma Broughton, Daouda le précise :

« C'est une relation très familiale, Emma m'a présenté toute sa famille, tous ses amis, tout le monde qu'elle connaît, tout le monde. On a une relation vraiment très cordiale. Je ne la considère pas comme une collègue, mais comme une sœur. Elle n'a pas les moyens de tout faire, mais elle fait de son mieux, et elle m'a tellement aidé. Quand elle me voit et que je suis triste, elle sait quand quelque chose ne va pas, et elle me dit. Elle préfère laisser les gens partir pour qu'on échange par rapport à ça. C'est une relation très cordiale, amicale et fraternelle⁴⁶¹ ».

Le cas de Daouda Deme est certes particulier, mais ce n'est pas isolé. Sa reconnaissance (en tant que gratitude) envers l'équipe et particulièrement envers la coordinatrice du projet est le fruit d'actions concrètes de solidarité dont il a été le bénéficiaire. On pourrait s'attendre ainsi à ce que seuls les étrangers puissent avoir ce sentiment, mais ce n'est pas le cas.

⁴⁶⁰ Deme Daouda, *op. cit.*

⁴⁶¹ Deme Daouda, *op. cit.*

Christine Noël, quant à elle, partage également un sentiment spécial vis-à-vis des membres de *Tido*. Elle explique que la participation au média était une opportunité de rencontrer de nouvelles personnes, mais également de changer d'état d'esprit par rapport à son environnement de travail :

« J'ai l'impression d'être à la fois utile à quelque chose et puis je fais des rencontres qui sont hyper passionnantes, donc ça m'apporte beaucoup. J'ai l'impression de m'épanouir, il y a un épanouissement avec *Trait d'Union [Tido]* et avec toutes ces actions, ces engagements sociaux que j'ai eu avec Singa et *Trait d'Union [Tido]*. Parce qu'à l'époque que j'ai rencontré Singa j'étais très très mal dans mon environnement de travail et la première réflexion que j'ai fait en arrivant ici c'était que les gens souriaient. Et je me suis dit "oh la la, ça va mal", parce que je vois des gens qui font la gueule tous les jours. Donc je me suis dit que c'était tellement agréable de changer d'environnement et franchement ça m'a fait grandir plus encore. [...] C'est une belle expérience⁴⁶² ».

Ce sentiment de communauté, qui est partagé à quelques reprises chez les membres de *Tido* n'est pas manifesté de la même manière dans les autres médias. Chez *Guiti News* et *Infomigrants*, nous observons plutôt un partage de valeurs, mais sans avoir une répercussion dans la vie privée de chacun. En d'autres mots, les personnes peuvent se reconnaître comme membres d'un groupe qui partage certaines valeurs, mais qui ne se considèrent pas forcément comme des amis. Les relations d'amitié sont plutôt nuancées, car elles se manifestent notamment entre les membres du groupe qui occupent la même position, et, de manière plus discrète, vis-à-vis des rédactrices en chef de ces médias.

7.1.1.3. Un sentiment de communauté relativisé : l'exemple de *Guiti News* et d'*Infomigrants*

Globalement, les participants des quatre médias partagent un sentiment d'affection envers l'équipe avec qui ils collaborent, en même temps que la thématique de travail les motive à être toujours engagés envers ces médias. Cependant, dans certains cas, nous observons des désaccords dans la manière de travailler et de vivre en équipe. À partir des entretiens d'*Infomigrants* et de *Guiti News*, nous identifions certaines limites, telles que la relation avec ses hiérarchiques et la manière de travailler en groupe.

⁴⁶² Noël Christine, *op. cit.*

Le journaliste palestinien Mousa Tawfiq a rencontré chez Shariff Bibi, un autre journaliste à *Infomigrants*, un ami. Partageant le métier et l'envie de travailler dans le domaine de la migration, ces deux hommes qui ont beaucoup en commun se sont rencontrés en France « par hasard » :

« Shariff est mon ami, je connais sa femme, je lui rends visite, on est amis surtout. On est Palestiniens, moi je suis de Gaza et lui vient d'un camp de réfugiés au Liban. Donc pour nous ce serait impossible de nous rencontrer soit au Liban soit en Palestine, mais on est en France. C'est quelque chose de bizarre, mais on est amis⁴⁶³ ».

Shariff Bibi, quant à lui, exprime que la relation avec l'équipe chez *Infomigrants* est « très intéressante » :

« Maintenant, après trois ans, on est plutôt comme une famille. On parle entre nous sur plusieurs choses, des choses personnelles. C'est un endroit très divers et positif. C'est sain. Cette histoire de ne pas vouloir aller au travail parce que c'est lundi, on n'en a pas ça. Parce qu'on sait qu'on va passer un bon moment, qu'on fait quelque chose de bien, de positif, qui va aider d'autres personnes et nous aussi. Tu fais quelque chose de merveilleux, de bien, d'utile, pour les migrants⁴⁶⁴ ».

Enfin, pour le journaliste franco-afghan Wasi Mohsin, la rédaction d'*Infomigrants* a « une ambiance cordiale, très conviviale et très professionnelle, une rédaction qui fonctionne en équipe⁴⁶⁵ ».

Cependant, à la différence des relations tissées chez *Tido*, où l'ensemble des participants partagent un sentiment d'amitié vis-à-vis de la coordinatrice, chez *Infomigrants* la proximité vis-à-vis d'Amara Makhoul, la rédactrice en chef, reste moins intime. Les réponses des journalistes d'*Infomigrants* concernant la relation avec la rédaction en chef ont été globalement positives, mais s'en tiennent aux aspects professionnels.

Pour Shariff Bibi, Amara Makhoul « est merveilleuse, elle écoute toute l'équipe, elle est là quand on a des difficultés, pour tout le monde. Elle est super dans cet aspect. Ma relation avec elle est comme celle avec les autres⁴⁶⁶ ». Pour Mousa Tawfiq, quant à lui, la relation avec la rédactrice en chef « c'est quelque chose de plus professionnel » : « Je ne peux pas dire qu'on a une relation personnelle, mais elle est très flexible, elle comprend bien... [...] Du fait qu'elle parle arabe, ça nous aide à bien expliquer une autre idée [à l'ensemble de l'équipe], et des fois elle nous donne des conseils⁴⁶⁷ ». Pour Leslie Carretero, Amara Makhoul « est très à l'écoute, elle essaye de ne pas trop

⁴⁶³ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

⁴⁶⁴ Bibi Shariff, *op. cit.*

⁴⁶⁵ Mohsin Wasi, *op. cit.*

⁴⁶⁶ Bibi Shariff, *op. cit.*

⁴⁶⁷ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

nous épuiser parce qu'on est quand même une petite équipe [...]. Elle est patiente, c'est-à-dire que sur des reportages, il faut qu'elle voit l'intérêt évidemment, mais j'ai eu rarement des non [...]. Je n'ai rien à dire sur Amara à part le positif⁴⁶⁸ ».

Même si les journalistes d'*Infomigrants* expriment des perceptions et sentiments positifs envers leur équipe, la dynamique au sein de cette rédaction reste plus professionnelle et moins personnelle que dans les autres. Le concept de communauté est ici relativisé car les journalistes participant à ce média sont tous payés (salariés ou pigistes), ce qui a une influence dans leur engagement.

Ceci nous amène à une réflexion sur l'influence des relations personnelles dans l'implication des participants. Jusque-là, chez *Tido* et chez *Infomigrants*, nous observons deux facteurs importants d'engagement : chez *Tido*, il est motivé par les convictions personnelles liées à la rencontre entre sujets et à l'amitié ; chez *Infomigrants*, cet engagement est notamment professionnel : tout d'abord, les journalistes sont payés pour écrire, car c'est leur métier. En plus, plusieurs journalistes ont exprimé l'importance pour eux de se spécialiser dans la thématique et de faire des reportages sur la migration, ce qui leur apporte de la connaissance.

Qu'en est-il de *Guiti News* ? À l'époque des entretiens, aucun journaliste chez *Guiti News* n'était payé pour leur participation, et les relations au sein de l'équipe pouvaient bien se passer ou non. Pour Ludivine Aurelle, contributrice française de *Guiti News* entre 2019 et 2021, la relation de l'équipe était « très bien » :

« Des fois on se voit en dehors, dans des soirées, et des fois je vois d'autres binômes pour qu'on réfléchisse aux sujets, mais on ne va pas que discuter du travail. Globalement on s'entend bien. Parfois on a des débats sur des sujets, des idées, des choses, que certains voudraient traiter. On n'est pas toujours d'accord sur tout mais c'est comme une rédaction normale, on a une bonne relation⁴⁶⁹ ».

Beraat Gokkus, à son tour, a une opinion plus nuancée. En avril 2020, il m'a expliqué que, malgré la bonne relation générale dans l'équipe, il a décidé de mettre fin à son engagement d'un an auprès de *Guiti News*. Sans vouloir préciser la situation, il mentionne un « problème dans l'équipe ». Il relativise le concept de communauté chez *Guiti News* à partir de sa perspective en tant qu'ancien résident de la Maison des journalistes :

⁴⁶⁸ Carretero Leslie, *op. cit.*

⁴⁶⁹ Aurelle Ludivine, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 9 novembre 2019, dans un café à Paris.

« On est beaucoup professionnel là-bas [chez *Guiti News*], mais on n'est pas amis. Peut-être qu'entre eux, ils sont amis, c'est pour ça que je ne peux pas juger. Pour moi c'était plutôt ok. Bien sûr il y a une relation qui n'est pas froide, mais en même temps, voilà, chacun a sa vie. Dans la Maison des journalistes, tu vis ensemble au même endroit avec d'autres journalistes exilés, tu partages la cuisine, tu partages la salle de bain, les couloirs, tu fais des activités ensemble, tu visites des musées ensemble, tu visites des médias ensemble, tu vis ensemble. Après 18h, les gens qui travaillent à la Maison des journalistes rentrent chez eux, mais nous on reste là-bas, on vit là-bas, donc c'était notre maison, c'est une autre chose⁴⁷⁰ ».

Selon Axel Honneth, dans la quête pour l'estime sociale à l'intérieur d'un groupe,

« les formes d'interaction prennent normalement le caractère de relations de solidarité, parce que chaque membre se sait également apprécié par tous les autres. Le terme "solidarité", en effet, désigne en premier analyse une sorte de relation d'interaction dans laquelle les sujets s'intéressent à l'itinéraire personnel de leur vis-à-vis, parce qu'ils ont établi entre eux des liens d'estime symétrique⁴⁷¹ ».

Nous observons que ces relations solidaires, qui confondent des rapports personnels et professionnels, résultent en un concept de communauté relativisé entre les personnes interviewées. Comme vu précédemment, pour certains participants, les rencontres et la construction de liens sont des facteurs importants pour bâtir un sentiment d'appartenance au groupe. Cependant, la dimension professionnelle reste importante. En effet, la moitié des personnes interviewées ont exprimé un intérêt ou une envie de travailler dans le domaine de la migration comme une des raisons pour s'engager auprès des médias étudiés. Cette opinion a été exprimée par des participants de tous les médias confondus, avec une plus grande importance chez *Infomigrants*, suivi de *Guiti News* et de *L'Œil de la MDJ*.

7.1.2. La reconnaissance manifestée par le travail

Les récits des participants des médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* révèlent une envie globale, plus ou moins intense, de s'engager dans une cause collective. Cette envie peut être renforcée par le sentiment d'appartenance à une lutte sociale (la défense de la migration, de la liberté d'expression, de l'accès à l'information ou du droit des étrangers) ; par le sentiment d'estime vis-à-vis des autres membres du groupe (l'amitié, la sensation d'être apprécié ou de se sentir moins

⁴⁷⁰ Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁴⁷¹ Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.*, p.218.

seul), ou, enfin, par le sentiment d'être utile et d'être reconnu par sa capacité d'agir pour une cause (être acteur du changement). Ces sentiments contribuent à renforcer l'estime sociale créée au sein des rédactions : les journalistes partagent des valeurs et désirs communs et ainsi se reconnaissent en tant que groupe. En outre, les « récompenses » liées au travail (le fait de se sentir utile ou d'être payé) représentent des manifestations tangibles de la reconnaissance au sein des médias étudiés. Nous observons donc que les participants s'engagent auprès des quatre médias par des raisons personnelles et individuelles, mais également par des intérêts collectifs.

7.1.2.1. Le désir d'être réinséré en tant que journaliste en France

Dans le premier chapitre de cette thèse, nous avons présenté les récits de plusieurs journalistes sur leurs expériences en tant que réfugiés. Certains ont mentionné la difficulté d'être réinsérés, et le – presque inévitable – déclassement professionnel en arrivant en France. Pour plusieurs personnes interviewées, être journaliste fait partie de leur identité, et le fait de ne pas pouvoir pratiquer leur métier est une raison de profonde frustration. Cette exclusion professionnelle peut être considéré comme une forme de « mépris » selon Axel Honneth. En effet, selon l'auteur,

« [...] les motifs de résistance et de révolte sociale se constituent dans le cadre d'expériences morales qui découlent du non-respect d'attentes de reconnaissance profondément enracinées. De telles attentes sont liées, sur le plan psychique, aux conditions de formation de l'identité personnelle, pour autant qu'elles renvoient aux modèles sociaux de reconnaissance qui permettent au sujet de se savoir respecté dans son environnement socioculturel, comme un être à la fois autonome et individualisé. Lorsque ces attitudes d'attente normatives sont déçues par la société, cela provoque précisément le type d'expériences morales qui donnent à l'individu le sentiment d'être méprisé⁴⁷² ».

La solution que plusieurs personnes interviewées ont trouvé pour se sentir utiles et continuer à pratiquer le journalisme, c'était justement l'engagement dans un des médias étudiés, pour faire partie d'un collectif et en même temps nourrir un besoin individuel. Car, comme le précise Axel Honneth, « l'émergence de mouvements sociaux dépend de l'existence d'une sémantique collective qui permet d'interpréter les déceptions personnelles comme quelque chose qui n'affecte pas seulement le moi individuel, mais aussi de nombreux autres sujets⁴⁷³ ».

⁴⁷² Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit., p. 273.

⁴⁷³ *Ibid.*

Beraat Gokkus, par exemple, reconnaît que sa participation à *L'Œil de la MDJ* est une chance pour pratiquer sa liberté d'expression, en tant qu'individu et en tant que journaliste :

« C'est une chance d'écrire en français, d'avoir une visibilité en France, parce que tu écris en français. Avant ça, je me souviens des premiers jours, tu sais, j'étais un journaliste qui a perdu sa liberté d'expression, donc déjà avec la Maison des journalistes, j'ai trouvé mon expression encore une fois. J'étais libre de m'exprimer. [...] Donc [ça m'apporte] deux choses : ma liberté d'expression, et puis écrire en français, être visible en français, c'est assez important pour un journaliste. [...] Ce n'est pas des choses faciles ce qu'on a vécu. Tu deviens un peu déprimé, traumatisé, donc avec la Maison des journalistes et *L'Œil*, c'était plutôt comme une motivation, une thérapie pour mon métier, pour recommencer, pour dépasser cette rupture à cause d'un régime autoritaire, que tu reçois des menaces, et là tu recommences⁴⁷⁴ ».

Pour Mousa Tawfiq, l'engagement auprès d'*Infomigrants* est aussi motivé tant par des raisons professionnelles que par des raisons personnelles :

« Quand j'ai commencé à travailler pour *Infomigrants* c'était un choix professionnel [...], j'ai connu le média par des amis. [...] Au début c'était que pour avoir une source financière, mais après j'ai eu une offre de la radio *Monte Carlo Doualiya* pour travailler là-bas comme CDD pendant un an, mais je l'ai refusée parce que j'aime bien mon travail actuellement, c'est quelque chose d'engagé. [...] C'est très bien de rencontrer les gens, de raconter leurs histoires, d'essayer de les aider, Donc au début c'était que pour l'argent mais aujourd'hui c'est quelque chose de plus engagé. [...] Travailler pour la cause de la migration c'est quelque chose qui me satisfait personnellement. J'ai commencé à travailler comme journaliste pour essayer de raconter des histoires des gens que personne ne raconte, donc d'avoir la possibilité en France de faire ça, de raconter les histoires des gens, c'est quelque chose qui me satisfait beaucoup. En même temps, *Infomigrants* m'a donné la possibilité de devenir un journaliste en France. Avant, quand j'étais à la radio, j'étais un assistant d'émission. Mais là je suis un journaliste, j'ai une carte de journaliste. Donc ce sont des privilèges personnels pour moi très importants⁴⁷⁵ ».

Pour Daouda Deme, contribuer à *Tido* c'est à la fois une manière de poursuivre l'écriture et de soutenir une cause qui lui tient à cœur :

« J'ai connu via un ami au Secours catholique, avec qui j'ai parlé beaucoup de ma situation et qui voulait m'aider. [...] Un jour il m'a dit d'aller voir Singa. [...] Je me suis inscrit, ils m'ont demandé ce que je voulais faire à Singa, et moi j'ai parlé du journalisme, de mon métier. Cinq jours plus tard, j'ai reçu un appel me disant sur *Trait d'Union [Tido]*. [...] Je sais qu'avec *Trait d'Union [Tido]* je pourrais au moins faire une contribution au changement de regard sur le traitement de l'immigration. [...] Dans ces gens qui viennent, ce sont des ingénieurs, des gens qui ont beaucoup d'expérience de

⁴⁷⁴ Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁴⁷⁵ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

vie qui peuvent être également utiles pour la société. Si on prend l'exemple de la France, on sait que sans l'immigration la France ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui⁴⁷⁶ ».

À partir de ces récits, nous observons que, pour les journalistes interviewés, participer à ces formes de nouvelles expressions est une opportunité de lutter contre le déni de reconnaissance causé par l'exclusion professionnelle. Même dans les cas de figure où les journalistes ne sont pas payés, leur estime de soi est renforcée par le seul fait de pouvoir s'exprimer et d'être acteurs de leurs discours. En effet, comme l'explique Paul Ricœur, « sous la forme réflexive du "se raconter", l'identité personnelle se projette comme identité narrative⁴⁷⁷ », car « apprendre à se raconter, c'est aussi apprendre à se raconter autrement⁴⁷⁸ ».

7.1.2.2. Travailler avec la diversité

Ce qui est particulier à l'étude des médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* c'est la diversité de ses membres. Les personnes interviewées ont exprimé leur désir d'être en contact avec d'autres personnes, de créer des liens, de soutenir une cause ou bien de se sentir utile en travaillant en tant que journalistes. Toutes ces raisons sont accompagnées d'une appréciation spéciale pour la « diversité ». En effet, les participants ont valorisé non seulement le fait d'être en contact avec d'autres personnes grâce à la participation aux médias étudiés, mais surtout du fait que ces personnes soient « différentes ». Nous observons cependant que ce n'est pas uniquement les Français qui cherchent un « enrichissement » auprès des étrangers. Parmi les contributeurs réfugiés et étrangers, plusieurs ont souligné leur appréciation d'être en contact avec d'autres personnes de cultures et nationalités différentes. La différence est en effet vue comme quelque chose d'important et intéressant, car c'est en se reconnaissant différent parmi d'autres personnes « différentes » qu'on se sent appartenir à un groupe.

Pour Shariff Bibi, avoir le point de vue des autres au sein de la rédaction d'*Infomigrants* c'est quelque chose de bien :

« Par exemple, les Afghans ne savent pas trop sur la culture française, et les Français ne savent pas trop sur la culture afghane. Cette diversité est quelque chose de très positif en

⁴⁷⁶ Deme Daouda, *op. cit.*

⁴⁷⁷ Ricœur Paul, *Parcours de la reconnaissance*, *op. cit.*, p. 163.

⁴⁷⁸ *Ibid.*

termes culturels. Pour moi ce n'est pas qu'un lieu de travail, c'est aussi un lieu où je peux augmenter mes connaissances, ma culture, rencontrer des gens d'autres coins du monde. Sur les sujets liés à la migration, tu vois comment les Français pensent et comment les Arabes pensent, et là tu fais un mélange. Découvrir certains sujets à partir du point de vue de mes collègues Français c'est très utile. Ces interactions te donnent plus de *background*⁴⁷⁹ ».

Pour Daouda Deme, le « melting pot » chez *Tido* est ce qui permet le tissage de liens forts :

« J'étais accueilli à bras ouverts, les gens sont vraiment bien, ils sont vraiment ouverts. Je peux dire qu'il n'y a pas ça de nous sous-estimer, ils n'ont pas fait ça. [...] *Trait d'Union* [*Tido*] permet de montrer à ces gens qu'ils ne sont pas seuls ici, qu'ils ne se sentent pas seuls, qu'ils ont des espaces pour venir s'exprimer librement. [...] On a vu à plusieurs reprises des cas de ces gens qui ont envie de vider leur sac, de parler de ce qu'ils ont vécu, de leur expérience et tout, mais ils n'ont pas un espace pour dire ou s'exprimer. Donc à chaque fois qu'on voit des gens qui disent qu'elles viennent vers nous pour nous parler, ça me fait vraiment plaisir⁴⁸⁰ ».

Pour Gaspard Njock, la diversité chez *Guiti News* est une source d'amusement et de spontanéité :

« Il y a des difficultés dans la vie de rédaction liées au langage, mais on y arrive en parlant français, anglais. À part ça, c'est très amusant parce que ça reflète une manière d'être de certaines cultures. Les difficultés au sein de *Guiti News* sont vécues comme des opportunités. Dans la vie de la rédaction, il n'y a pas de difficultés particulières. Les personnes sont beaucoup spontanées et apportent beaucoup de spontanéité chez *Guiti News*, parce qu'elles viennent d'origines très différentes⁴⁸¹ ».

La mention de Gaspard Njock aux difficultés au sein de *Guiti News* provoquent une réflexion : jusqu'où la diversité est une source de bonheur, et non de conflits ?

Nous observons à partir des entretiens que quelques différences culturelles peuvent causer des tensions, mais les limites d'ordre humain résident notamment dans la différence de vision portée par les participants du groupe en ce qui concerne la manière de travailler ensemble et de soutenir une cause.

⁴⁷⁹ Bibi Shariff, *op. cit.*

⁴⁸⁰ Deme Daouda, *op. cit.*

⁴⁸¹ Njock Gaspard, *op. cit.*

7.2. CLASH DE VALEURS, MILITANTISME MITIGÉ ET DÉNATURATION DU PROJET ASSOCIATIF : QUAND ON NE DÉFEND PAS TOUS LA MÊME CAUSE

Les entretiens et l'observation participante m'ont permis d'identifier que, malgré la bonne ambiance générale au sein de chaque média, dans certains cas des différences de convictions et divergences de visions sur comment faire fonctionner et penser l'avenir du média peuvent être sources de conflits et de frustrations. Nous identifions tout d'abord des différences plus générales, externes au média, comme les conflits liés au militantisme et aux différences culturelles. En deuxième lieu, nous identifions des désaccords liés au fonctionnement interne des médias, comme la question de la hiérarchie et les conflits d'intérêt.

7.2.1. Les conflits culturels et les conflits de conviction

La moitié des personnes interviewées ont évoqué la langue comme un élément de difficulté pour l'inclusion des personnes étrangères au sein des rédactions. Cela est également évoqué comme une cause d'incompréhension ou de difficulté dans le travail entre Français et étrangers. En effet, à partir des récits des contributeurs et de l'observation participante dans deux médias, j'ai pu observer que la faible maîtrise du français a un impact sur les recrutements des contributeurs et la façon de travailler des équipes.

Cependant, alors qu'on pourrait espérer avoir uniquement la langue comme problématique majeure au sein des médias étudiés, nous avons observé lors des entretiens que ceci n'est pas le seul sujet important. Une deuxième grande problématique observée est celle liée aux différences de convictions, plus spécifiquement sur le militantisme et sur comment les participants voient le rôle du média dans la défense d'une cause.

7.2.1.1. Les différences culturelles

La première différence culturelle ayant une répercussion sur la dynamique des rédactions étudiées, c'est la question de la langue. Ne pas maîtriser le français peut à la fois entraver le recrutement et la

participation des réfugiés et étrangers dans les médias. Nous observons cette problématique notamment dans *Tido* et dans *L'Œil de la MDJ*.

Christine Noël, bénévole française chez *Tido*, définit l'équipe de contributeurs comme très diverse. Cependant, selon elle, les participants les plus assidus sont les Français :

« On vient tous d'horizons différents et ce qui nous rassemble c'est nos valeurs et notre envie de faire quelque chose. Le noyau dur, ce sont les gens qui participent régulièrement. [...] Ils sont surtout Français. Dans la catégorie réfugié on a Daouda qui est très présent. Il y a Ahmad qui est étranger aussi. Des réfugiés on a vu passer, mais ils ne restent pas longtemps ».

Selon Christine Noël, le manque de temps et de compétences dans l'écriture sont des raisons pour cela, en plus de la question de la langue : « Via Singa on rencontre des gens qui ne sont pas là depuis très longtemps, donc qui ont encore des difficultés pour bien parler français ou bien s'exprimer et dans le cas du journalisme si tu ne parles pas bien français, si tu n'es pas capable de bien écrire, c'est pas facile⁴⁸² ».

Dans ce que dit Christine Noël, un élément intéressant se présente : comment se font les recrutements. En effet, Alix Charles, une autre contributrice française de *Tido*, réitère le lien entre Singa et la participation majoritaire des Français au média :

« Peut-être que c'est la façon dont on recrute, dont on fait un peu notre communication pour recruter des bénévoles, des membres contributeurs... On vise plutôt des gens qui auraient tendance à être bénévoles chez Singa, donc plutôt des personnes qui cherchent à soutenir des personnes réfugiées, plutôt que des personnes réfugiées elles-mêmes. C'est peut-être ça. Après il y a aussi le niveau de langue qui joue. Je dirais ces deux choses⁴⁸³ ».

La coordinatrice de *Tido*, Emma Broughton, confirme que la langue peut être un obstacle à la participation, et que – sans forcément s'en rendre compte – cet obstacle entraîne aussi une sorte d'exclusion au sein de l'équipe :

« Nous, les locaux, quand on discute tous ensemble, on a quand même pas mal la même vision de travail, les gens ils comprennent tout de suite, on se comprend tout de suite, on se répartit le boulot facilement, c'est immédiat, alors qu'avec les autres il y a déjà la problématique de langue, il y avait aussi parfois une problématique que je percevais comme un manque de motivation, un "choc". Il y en a quelques-uns qui ne faisaient

⁴⁸² Noël Christine, *op. cit.*

⁴⁸³ Charles Alix, *op. cit.*

rien. Je ne sais pas si c'est un manque de motivation ou s'ils ne savent pas comment faire⁴⁸⁴ ».

Nous observons que si la problématique de la langue était globalement peu évoquée comme un problème chez *Tido* c'était justement parce que la plupart de l'équipe est française ou francophone. Et les solutions pour remédier à ce problème, en incluant plus d'étrangers non francophones dans l'équipe, n'étaient pas évidentes – « faute de temps » – comme l'explique Emma Broughton :

« Je n'ai pas pensé à comment faire en sorte qu'ils s'intègrent plus. J'avoue que parfois c'est déjà tellement compliqué d'organiser la participation de tout le monde, et si en plus... En fait, il faut un vrai travail d'accompagnement à faire dans l'écriture. [...] Je n'aime pas forcer les gens, quand je ne sens pas une grande motivation, je n'ai pas envie d'insister, de faire un truc en binôme. Peut-être que cette personne n'a pas complètement envie. [...] Je sais qu'il y a des moments où je pourrais faire plus, mais là je n'ai pas le temps de faire cet accompagnement-là⁴⁸⁵ ».

La conséquence est, comme l'a dit Christine Noël, que les réfugiés ne restent pas longtemps dans le média. Et ceux qui restent risquent d'être moins productifs en termes d'écriture que leurs camarades français. Cette réalité, on l'a également observée chez *L'Œil de la MDJ*.

Adam Mahamat est un journaliste tchadien résidant à la Maison des journalistes. Lors de l'entretien, il me confie que sa participation est limitée au programme Renvoyé spécial, dans le cadre duquel il réalise des interventions auprès des lycéens. Concernant l'écriture, il regrette de ne pas rédiger des articles pour *L'Œil de la MDJ* :

« J'ai fait beaucoup de reportages en arabe quand j'étais au pays. Chez la Maison des journalistes, je participe au programme Renvoyé spécial. Ils ont aussi écrit un portrait sur moi, mais je n'écris pas d'articles à la MDJ, parce que je maîtrise l'arabe mieux que le français. C'est devenu un obstacle pour moi pour écrire des articles en français. Sinon, j'ai envie d'écrire, c'est une opportunité pour démontrer ce qui se passe au Tchad, pour raconter mon expérience. Je trouve que c'est une opportunité pour les journalistes exilés ici, mais moi je n'ai pas eu la chance d'écrire des articles à cause de la langue⁴⁸⁶ ».

Le journaliste syrien Mulham Hendawy relate la même difficulté :

« Je ne suis pas capable d'écrire des articles en français, et à la MDJ ils ont des problèmes de traduction, ils ont beaucoup d'amis de la MDJ qui aident à faire des traductions, et moi-même j'étais quelqu'un qui les aidait à chaque fois qu'ils avaient un entretien avec un journaliste qui parlait en arabe, moi je le transcrivais en anglais, en traduction simultanée. Mais ils n'avaient pas exactement quelqu'un pour traduire des

⁴⁸⁴ Broughton Emma, *op. cit.*

⁴⁸⁵ *Ibid.*

⁴⁸⁶ Mahamat Adam, *op. cit.*

articles de l'arabe vers le français. Il m'ont invité, m'ont dit qu'il fallait le faire, tenter le coup, mais je ne le sentais pas⁴⁸⁷ ».

La question de la langue et le manque de possibilités de traduction deviennent une vraie problématique de communication pour les journalistes à la MDJ, comme l'explique la bénévole française Liso Campana :

« Il n'y a aucune obligation [pour que les journalistes participent], donc ce n'est pas tout le monde qui participe. Mes deux dernières semaines que j'étais là, il est arrivé un journaliste chinois, si je ne dis pas de bêtise, il ne parlait ni français ni anglais, donc c'est très compliqué de communiquer avec lui. J'étais dans un événement et j'ai demandé aux autres s'il allait mieux, et il a dit non. Je pense que dans ce cas, comment tu veux qu'il écrive, même en chinois, s'il n'y a personne pour traduire ? Son portrait on n'a pas pu le faire parce qu'on cherchait un traducteur bénévole et on n'a pas trouvé. Pour la MDJ tout est bénévole, et c'est pareil pour les entretiens. On ne peut pas se permettre de prendre un traducteur payant juste pour un portrait⁴⁸⁸ ».

Il faut bien noter que les interventions, les traductions ou autres activités « support » ne sont pas moins légitimes pour la participation des réfugiés dans les médias, si comparées avec l'écriture. Cependant, la langue est en effet un obstacle auquel les coordinateurs des médias n'ont pas forcément trouvé de solution. Chez *Guiti News*, la proposition de réaliser des binômes est à la fois une tentative de rapprocher Français et étrangers, mais cela reste un modèle limité. Comme l'explique le dessinateur camerounais Gaspard Njock, s'appuyer sur un discours que l'équipe est composée de 50 % Français et 50% réfugiés est « très marketing pour le moment » :

« Ça peut être une autre proportion en réalité. Pour moi c'est pas trop intéressant ça, mais on veut quand même avoir une ouverture pour dire aux gens qui pouvaient travailler à *Guiti News* sur des questions liées à leur origine, il est important qu'il y ait cette diversité dans *Guiti News*. Mais je ne pense pas que ce soit de manière obsessive, qu'il faut chercher à travailler toujours en binôme. On peut se retrouver à un moment avec 70 % d'étrangers, par exemple. On voulait être comme ça au départ et pour le moment c'est comme ça, mais je vois mal *Guiti News* accepter ou surtout refuser des gens parce qu'il y aurait un quota d'immigrés⁴⁸⁹ ».

Pour rappel, l'analyse des textes de *Guiti News* a révélé que seulement un tiers des textes ont effectivement été écrits en binôme ou en trinôme. En outre, ce format d'écriture à plusieurs peut déplaire certains, comme c'est le cas de Beraat Gokkus : « Je n'arrive pas à faire ça et je n'aime pas

⁴⁸⁷ Hendawy Mulham, *op. cit.*

⁴⁸⁸ Campana Liso, *op. cit.*

⁴⁸⁹ Njock Gaspard, *op. cit.*

faire ça. C'est une bonne idée mais je n'aime pas ça. Je préfère écrire tout seul, et travailler tout seul⁴⁹⁰ ».

Plusieurs raisons peuvent amener les participants – notamment les étrangers – à vouloir écrire seuls : un emploi du temps chargé, une difficulté de s'exprimer en français avec des collègues francophones, une différence de vision par rapport à l'angle et au sujet à traiter. Dans *Infomigrants*, certains journalistes étrangers ont pointé des différences culturelles manifestées dans la manière de réaliser des reportages. C'est le cas du Palestinien Mousa Tawfiq, qui raconte un exemple pratique dans la rédaction d'*Infomigrants* :

« Pour le Français, même s'il est engagé, même s'il est de gauche, il sera toujours un Français. Donc il fait des efforts pour comprendre la souffrance des migrants, alors que pour les Arabes et les Africains, par exemple, ils sont déjà des migrants, donc ils savent comment parler [de la question], comment expliquer, comment faire des liens, comment respecter les limites auprès des migrants. [...] On sait bien que c'est un média, qu'il faut être professionnel, surtout quand on parle des journalistes qui travaillent pour les migrants, qui doivent savoir comment parler avec eux, avec des migrants et aux migrants, mais je te dis franchement, des fois il y a des petits moments que moi, en tant que migrant et Palestinien, je sens qu'il y a un problème là. [...] On peut trouver des moments où la personne n'a pas été très précise en utilisant par exemple un terme, un mot, ou la façon de parler avec le migrant, des choses comme ça. Il y a des moments comme ça que tu sens qu'il fallait utiliser un autre terme, un autre verbe, un autre mot. Mais c'est quelque chose qui existe partout [et pas uniquement à *Infomigrants*]⁴⁹¹ ».

Pour Mousa Tawfiq, ces différences font que les articles écrits par des journalistes étrangers portent des analyses plus profondes car ils sont capables de mieux comprendre comment la situation de leurs pays affecte la vie des migrants : « Il y a beaucoup d'articles en arabe qui analysent la situation plus profondément et qui parlent de la situation personnelle des migrants. Les articles en français, ils sont de l'actualité et des fois ils se concentrent sur les règlements et les lois⁴⁹² ».

La particularité d'*Infomigrants* c'est que le site est disponible en plusieurs langues, permettant aux journalistes étrangers d'écrire déjà dans leurs langues d'origine – ce qui n'est pas toujours possible pour les autres médias étudiés. Cependant, ces journalistes étrangers sont « officiellement » rattachés à d'autres rédactions d'*Infomigrants* que la française, comme l'explique Wasi Mohsin :

« Pour la rédaction en arabe il y a peut-être trois ou quatre [...] réfugiés. La rédaction en persan c'est moi-même, la rédaction en pachto c'est un réfugié afghan aussi, la

⁴⁹⁰ Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁴⁹¹ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

⁴⁹² Tawfiq Mousa, *op. cit.*

rédaction en persan à *Deutsche Welle* en Allemagne sont aussi des réfugiés. Est-ce qu'il faut avoir un journaliste réfugié dans la rédaction en français ? C'est la question que je vous pose maintenant. Et en fait je pense qu'on n'a pas besoin que tout le monde parle français et que souvent la rédaction en français, quand il le faut, reprend nos articles, nos sujets, pour les traduire en français⁴⁹³ ».

Nous observons ainsi que la langue est une problématique importante dans l'inclusion des personnes réfugiées dans les médias étudiés, ainsi que la différence dans la manière de se faire comprendre parmi les participants. Le fait que les journalistes étrangers reconnaissent l'importance de la diversité n'empêche pas qu'ils assument que les Français ont du mal à cerner certains enjeux liés à la migration. C'est là que se trouve l'intérêt de faire travailler réfugiés et Français ensemble : ils s'enrichissent mutuellement à partir de leurs connaissances et expériences pour atteindre ensemble l'objectif commun de traiter différemment le discours migratoire. Comme observé dans la partie II, cette mission est plutôt réussie pour *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*, alors qu'*Infomigrants* a tendance à reproduire plus ou moins des représentations similaires à celles des médias traditionnels.

7.2.1.2. Être militant ou pas

Les différences dans les visions du monde concernent également les perceptions sur le militantisme. Trois médias sur quatre sont de nature associative, ce qui nous interpelle par rapport à la manière dont ils portent et / ou défendent une cause. Les participants ont été interrogés sur la question : pensez-vous que le média auquel vous faites partie représente un canal de militantisme ? La moitié des participants ont répondu que clairement non, et un tiers ont répondu que clairement oui.

En analysant chaque média individuellement, nous observons que dans *Tido* et dans *Guiti News* les réponses oui / non sont à l'équilibre, ce qui montre que ces deux visions cohabitent au sein de chaque rédaction. Pour la majorité des participants d'*Infomigrants* et de *L'Œil de la MDJ*, les médias auxquels ils participent est plutôt un canal de voix pour les réfugiés qu'un « canal de militantisme ». Les arguments et les visions sur ce que veut dire « être militant » se manifestent différemment selon les participants et les rédactions.

⁴⁹³ Mohsin Wasi, *op. cit.*

Pour les participants de *Tido* qui pensent que ce média représente un canal de militantisme, revient souvent l'idée de « contre-discours », de changement de récit. C'est ce qui exprime la coordinatrice Emma Broughton et les participants français Christine Noël et Bernard Grozelier :

« Pour moi oui, c'est carrément un canal de militantisme. [...] Si on veut réussir à avoir un impact sur les mentalités en ce qui concerne l'asile, il faut passer nécessairement par le changement de récit⁴⁹⁴ ». (Emma Broughton)

« Le fait de pouvoir montrer les personnes qui ne sont pas contre la migration, c'est une forme de militantisme [...]. Le fait de dire qu'on met en avant le côté positif de la migration c'est une action militante⁴⁹⁵ ». (Christine Noël)

« Militantisme, oui. Je pense que c'est plutôt contre-feu, l'idée de contre-discours⁴⁹⁶ ». (Bernard Grozelier)

Pour les participants qui ne pensent pas que le média est militant, revient l'idée du militantisme comme une forme de combat. Pour eux, *Tido* n'est pas *contre* quelque chose, mais exerce plutôt un rôle d'exemple, d'aide, de sensibilisation et d'inspiration :

« Je ne pense pas qu'on soit dans une posture de confrontation, donc je dirais non à cette question, au moins pas directement. On ne se positionne pas comme en étant contre quelque chose⁴⁹⁷ ». (Alix Charles)

« Non, pas un canal de militantisme pour la cause des immigrés. Ils ne sont là que pour aider en fait. Pour donner la bonne information, mais pas militantisme comme dans les autres structures⁴⁹⁸ ». (Daouda Deme)

« Non, ce n'est pas du militantisme, mais je dirais que la manière dont on s'exprime c'est aussi de montrer qu'on a envie de parler et qu'on a les moyens de parler. Et si on peut le faire, tout le monde peut le faire⁴⁹⁹ ». (Rachel Priest)

Cette image de média informatif, qui ne serait pas compatible avec le militantisme, s'est également manifestée chez une partie des participants de *Guiti News*. Pour eux, le rôle de *Guiti News* serait plutôt de permettre une diversité d'idées que de mobiliser en faveur d'actions :

« Je pense qu'on n'est pas là pour faire du militantisme, parce qu'on ne va pas publier de pétitions ni de tribunes sur notre site. On n'a pas une vocation militante. On sollicite les associations pour des reportages, etc., mais on ne va pas être présents dans des manifs par exemple. On ne fait pas le travail des associations⁵⁰⁰ ». (Ludivine Aurelle)

⁴⁹⁴ Broughton Emma, *op. cit.*

⁴⁹⁵ Noël Christine, *op. cit.*

⁴⁹⁶ Grozelier Bernard, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 15 juin 2019, dans un café à Paris.

⁴⁹⁷ Charles Alix, *op. cit.*

⁴⁹⁸ Deme Daouda, *op. cit.*

⁴⁹⁹ Priest Rachel, *op. cit.*

⁵⁰⁰ Aurelle Ludivine, *op. cit.*

« Non, par forcément. C'est un média associatif qui veut parler de migration autrement. C'est un canal de diversité⁵⁰¹ ». (Abdallah Hassan)

« C'est un média qui est engagé, mais pas militant, pour moi la distinction est importante. Je ne pense pas que *Guiti* soit un canal de militantisme. C'est un média engagé, qui défend la liberté d'expression. Ce que j'essaye de dire à l'équipe c'est de se sentir assez libre en termes de construction du récit, de l'écriture, de ne pas être enfermés par certaines techniques, d'être un peu plus libres⁵⁰² ». (Nina Gheddar)

Pour une autre partie de l'équipe, cependant, le militantisme existe au sein de *Guiti News*, même s'ils préfèrent ne pas assumer une position ouvertement militante :

« On est prudent, on se veut comme ça. On a bien clair la vision où on veut aller, mais ce n'est pas un chemin facile. Je pense qu'il y a toujours un peu de militantisme, même si on ne met pas ça au premier plan. Si on était militant, je pense qu'on serait plus agressifs dans notre manière d'écrire les choses, mais on ne l'est pas trop, parce que ça ce n'est pas notre ADN. On peut encore progresser en ça, mais les limites entre l'engagement et le militantisme, je ne vois pas trop la différence. Je pense qu'on se définit comme ça par des mesures de prudence. On ne veut pas la confrontation par la confrontation. C'est un choix de mots⁵⁰³ ». (Gaspard Njock)

« Oui, bien sûr. *Guiti News* milite pour que les voix des réfugiés soient entendues, et des migrants particulièrement. On est un journal indépendant et libre⁵⁰⁴ ». (Mortaza Behboudi)

« Ce n'est pas notre premier objectif d'être un mouvement militant politique. On veut participer à la cause et au débat pro-migrants, pour l'ouverture [des frontières]. Mais est-ce qu'on est un canal de militantisme ? Je ne sais pas. Oui, je pense qu'on l'est, mais que c'est pas de notre ressort. Si on est invité à des événements qui sont organisés par des associations militantes, on y va, ça nous pose aucun problème d'y aller, mais nous, on ne sera pas organisateurs de ces événements là⁵⁰⁵ ». (Coline Bijon)

Les positions plutôt nuancées par rapport au militantisme sont également manifestées au sein d'*Infomigrants*. Il faut noter, cependant, que les participants peuvent être à la fois en désaccord avec l'idée du média en tant que canal de militantisme, et à la fois en accord avec le rôle du média en tant que *canal pour la voix* des réfugiés. En plus, le fait que le média ne revendique pas une position militante n'empêche pas les journalistes de se considérer militants eux-mêmes :

« Je pense qu'en tant que journaliste, je parle d'abord vraiment en tant que journaliste, donner une information juste, vérifiée, vérifiable, qui peut aider les gens à choisir leur chemin c'est d'abord quelque chose de militant. C'est-à-dire, faciliter les choix pour

⁵⁰¹ Hassan Abdallah, *op. cit.*

⁵⁰² Gheddar Nina, *op. cit.*

⁵⁰³ Njock Gaspard, *op. cit.*

⁵⁰⁴ Behboudi Mortaza, *op. cit.*

⁵⁰⁵ Bijon Coline, *op. cit.*

quelqu'un et faire quelque chose c'est vraiment la base du militantisme. Je pense aussi que chacun est un peu militant consciemment ou inconsciemment dans la vie de tous les jours. Après, on peut le faire de manière subtile ou très allumante, prétentieuse, déclarative, démonstrative, ou alors on peut le faire de façon très professionnelle, très intégrée. C'est-à-dire que moi, personnellement, je suis militant et que mon militantisme en général c'est intégré⁵⁰⁶ ». (Wasi Mohsin)

« [Donner la voix aux réfugiés] c'est déjà le cas, puisqu'on publie leurs propres témoignages, donc oui. Et puis, même sur le terrain on leur donne la parole⁵⁰⁷ ». (Amara Makhoul)

« On essaie d'être la voix des migrants, on essaie de parler pour eux, on essaie de parler avec eux. On traite des histoires sans être biaisé, mais selon les faits. On couvre des faits. En traitant de n'importe quel sujet, on veut mettre en avant l'aspect humain. On essaie de parler avec tous. On essaie de désintégrer le discours sur la migration, pour montrer la globalité du sujet⁵⁰⁸ ». (Shariff Bibi)

Toutefois, cette vision du média en tant que canal de voix n'est pas partagée par tous chez *Infomigrants* :

« Ce n'est pas la voix des migrants, mais des informations pour les migrants. L'information peut avoir la forme de témoignage, mais ça ne veut pas dire que c'est la voix des migrants⁵⁰⁹ ». (Charlotte Oberti)

Les désaccords sur être ou non militant se trouvent aussi parmi les participants de *L'Œil de la MDJ*, malgré le fait que le média défend ouvertement la liberté d'expression. Pour le rédacteur en chef Christophe Joly, traiter de la cause suffit en soi, alors que pour Guillaume Luer, ancien chargé d'édition à la Maison des journalistes, le fait d'être militant ou non est directement lié aux sources de financement du média :

« [Ce n'est] pas réellement [militant]. Pour moi c'est de l'explication, de la sensibilisation, et de ce fait peut découler le militantisme. Mais on l'est assez peu. Ce qu'on raconte, les faits qu'on relate, sont suffisamment forts pour qu'on n'en rajoute du militantisme⁵¹⁰ ». (Christophe Joly)

« Militantisme, je suis obligé de répondre non. Parce qu'on est aussi bien financé par *Le Figaro* que par *Libération*. On a des financements à droite et à gauche⁵¹¹ ». (Guillaume Luer)

Naturellement, comme pour les autres médias, cette opinion n'est pas unanime :

⁵⁰⁶ Mohsin Wasi, *op. cit.*

⁵⁰⁷ Makhoul Amara, *op. cit.*

⁵⁰⁸ Bibi Shariff, *op. cit.*

⁵⁰⁹ Oberti Charlotte, *op. cit.*

⁵¹⁰ Joly Christophe, *op. cit.*

⁵¹¹ Luer Guillaume, *op. cit.*

« Tout à fait. *Guiti News* c'est plutôt [un canal de voix] pour les réfugiés et les journalistes réfugiés, et *L'Œil de la MDJ* c'est plutôt [un canal de voix] pour les journalistes en exil⁵¹² ». (Beraat Gokkus)

« C'est très militant. [...] On dénonce le fait que la liberté de la presse n'est pas du tout acquise. [...] La MDJ est là pour éveiller les consciences des lecteurs et de leur faire comprendre ce qui se passe dans tel ou tel pays et autour, ce qui est très intéressant⁵¹³ ». (Liso Campana)

À partir des entretiens, nous observons que les opinions des contributeurs de chaque rédaction peuvent être divergentes et manifester différentes versions sur ce que veut dire le « militantisme ».

Ces opinions manifestées par les participants se trouvent globalement dans un volet du médiactivisme que Dominique Cardon et Fabien Granjon appellent la critique expressiviste des médias de masse :

« elle insiste davantage sur la production d'information comme instrument d'émancipation, plutôt que comme moyen de lutte contre la reproduction de la domination symbolique. On retrouve avec des nuances [...] une vision participative des médias qui insiste sur l'*empowerment*, la réflexivité, l'autodidaxie, l'expérimentation et la réappropriation de la parole⁵¹⁴ ».

En outre, « le médiactivisme qui emprunte cette voie critique invite les individus à maîtriser les instruments de représentation et de symbolisation de leurs propres conditions. Il s'appuie donc essentiellement sur le refus de la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels et dénonce l'asymétrie entretenue par les médias dominants à l'égard de leurs publics⁵¹⁵ ».

Pour certains participants (y compris trois rédacteurs en chef sur quatre), associer son média à un rôle militant est vu comme quelque chose « d'extrême » ou de « non nécessaire », tandis que pour d'autres participants, ce rôle est réel et nécessaire. Qu'en est-il des conséquences de ces divergences d'opinion au sein des rédactions ? L'observation participante m'a permis d'identifier que, dans *Guiti News* spécifiquement, le désaccord entre participants avec la manière de percevoir le média et son rôle « militant » est source de frustrations et de conflits. Tout cela s'accompagne de conflits relationnels qui peuvent être liés aux rapports de force au sein de la rédaction, comme nous le verrons dans le point suivant.

⁵¹² Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁵¹³ Campana Liso, *op. cit.*

⁵¹⁴ Cardon Dominique, Granjon Fabien, *Médiactivistes*. Presses de Sciences Po, Collection Contester ; 9, deuxième édition, 2013, p. 18.

⁵¹⁵ *Ibid.*, pp. 19-20.

7.2.2. La quête du pouvoir au sein des rédactions

Avoir différentes visions de monde s'accompagne-t-il nécessairement de rapports de force ou de tentatives d'imposer une vision sur l'autre ? Peut-on identifier des versions plus ou moins légitimes au sein de ces divergences ? À quel point les conflits d'opinion peuvent dégénérer en conflits d'intérêt ? Dans cette section, nous étudions comment le pouvoir se présente au sein des rédactions de *Tido*, *Guiti News*, *L'Œil de la MDJ* et *Infomigrants*.

Deux éléments sont mis en lumière : 1/ la façon dont s'exerce la hiérarchie au sein des rédactions et son impact sur la participation des réfugiés ; 2/ les conflits d'intérêt qui peuvent émerger lorsqu'on occupe une position de force.

7.2.2.1. La question de la hiérarchie

À partir des entretiens et de la façon dont ils présentent leurs médias, les coordinateurs et rédacteurs en chef de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News* semble vouloir transmettre une image de participation et d'inclusion des personnes réfugiées dans le processus de production de l'information. Mais comment ces médias s'organisent pour mettre en place – de manière plus ou moins horizontale – un fonctionnement interne à la fois cohérent avec les valeurs revendiquées et assez coordonné pour être efficace ? Analysons l'organisation interne de chaque média étudié.

Nous avons observé que *L'Œil de la MDJ* fonctionne plutôt comme un blogue, avec un collectif de journalistes qui écrivent en suivant un rythme irrégulier. Christophe Joly, rédacteur en chef bénévole, se rend à la Maison des journalistes une fois par semaine pour encadrer les stagiaires et accompagner les journalistes dans leurs sujets. Joly occupe une position de cadrage et de décision, mais, selon lui, le choix des sujets reste très ouvert :

« Il y a une conférence de rédaction tous les jeudis matin. On décide des sujets à traiter en fonction de ce qui vient à nous, les livres qui sortent, des pièces de théâtre parfois, des visites qu'on peut voir aussi dans la Maison des journalistes. [...] C'est l'actualité qui décide. Dès qu'il y a un journal qui est fermé, dès que nos réfugiés nous donnent des informations sur ce qui se passe dans les autres pays, des pays qu'on surveille beaucoup, on essaye de rebondir sur cette actualité. Tous ceux qui participent peuvent suggérer. C'est très ouvert. Je recadre à chaque fois pour qu'on ne sorte pas de la liberté de la presse ou de la liberté d'informer. Ça c'est l'objet. [...] Je prends la décision en

amont, je définis l'angle, la façon de traiter (à l'écrit, en vidéo ou en photo), et ensuite je relis avant la mise en ligne⁵¹⁶ ».

Concernant les sujets dont ils ne traitent pas, pour des questions éditoriales ou de sécurité, Christophe Joly le précise : « Ça n'est pas encore arrivé. Ce sont les résidents qui décident parfois de ne pas traiter de certains sujets pour des questions de sécurité par rapport à leurs familles sur place, mais à mon niveau non⁵¹⁷ ».

La stagiaire française Liso Campana explique que le cadrage du rédacteur en chef concerne plutôt les stagiaires que les journalistes exilés :

« Le blogue a été fait pour que les journalistes qui arrivent à la MDJ puissent continuer leur activité en tant que journalistes en France. Les stagiaires à la MDJ, il n'y en a pas toute l'année et on ne fait pas la même chose. On écrit vraiment des articles sur la condition des journalistes à travers le monde et la condition de la liberté de la presse. Eux, en tant que journalistes réfugiés, ils ont plus tendance à écrire sur ce qui se passe dans leurs pays, à continuer leur travail de journaliste qu'ils faisaient chez eux. Ils vont plutôt dénoncer, ce sont des journalistes plus engagés. Nous [les stagiaires], on est quand même plus structurés. [...] Il y a une grosse différence entre ce qu'on écrit et ce qu'ils vont écrire. Rarement on leur dira de ne pas écrire sur un sujet, parce que la MDJ est là aussi pour qu'ils puissent s'exprimer et aussi continuer à faire leur travail qu'ils faisaient avant. Ils ont vraiment une liberté d'écriture. Nous, ça m'est déjà arrivé de ne pas pouvoir écrire sur un certain sujet⁵¹⁸ ».

Guillaume Luer, ancien chargé d'édition et community manager à la MDJ, confirme une coordination et une répartition de tâches avec le rédacteur en chef. Les stagiaires sont en effet orientés dans la réalisation des sujets :

« [Lors de la conférence de rédaction,] on relit un peu les articles qu'on a fait, on décide les autres articles que l'on fera. [...] [Pour les journalistes réfugiés,] on leur laisse le choix de s'exprimer sur tous les sujets qu'ils le souhaitent. C'est la tribune libre de notre site, parce que c'est très vaste. [...] À côté de ça on a souvent des étudiants, des stagiaires, qui veulent [...] faire leur stage au sein d'un média, et à ce moment-là on s'intéresse vraiment à ce qu'on appelle la liberté d'informer. [...] Souvent je reçois du texte sous format word, je relis, je modifie s'il le faut, je fais un aller / retour avec les autres journalistes pour que ce soit validé et ensuite je le mets sur le site internet. Une fois sur le site, j'ai la possibilité de partager sur les réseaux. [...] Il y a des textes que je vais valider immédiatement, je sais que je n'ai pas besoin de sa validation [du rédacteur en chef]. [...] Le rédacteur en chef relira systématiquement les articles des stagiaires, parce que s'ils font le stage chez nous, c'est aussi quand même pour monter en

⁵¹⁶ Joly Christophe, *op. cit.*

⁵¹⁷ *Ibid.*

⁵¹⁸ Campana Liso, *op. cit.*

compétence. Par contre, quand c'est un journaliste réfugié politique, généralement c'est moi qui le valide directement⁵¹⁹ ».

Nous observons pour *L'Œil de la MDJ* qu'il existe une certaine hiérarchie, et qu'elle est suivie plutôt du côté des stagiaires. Par contre, pour les journalistes exilés, cette « hiérarchie » est relativisée. Le rôle du rédacteur en chef et du chargé d'édition est un rôle de relecture et de cadrage, mais il existe toujours une liberté pour les journalistes de choisir les sujets qu'ils souhaitent et qu'ils ne souhaitent pas traiter.

Cette liberté est également observée chez *Tido*. Ce média est particulier, car la coordinatrice (qui ne revendique pas le poste de rédactrice en chef) a un rôle spécial. Emma Broughton ne veut pas être une figure d'autorité, mais elle est quand même responsable d'une grande partie des décisions stratégiques et éditoriales du média. Elle est vue par beaucoup de participants comme une amie. Son charisme la positionne aux yeux des participants comme une « grande amie » ou une « grande sœur » :

« Avec Emma ça a tout de suite été une relation super cool et franchement c'est une personne avec qui je m'entends très bien, avec qui je me sens très bien. [...] C'est Emma qui m'a donné vraiment envie d'aller vers *Trait d'Union* [*Tido*]. Dans la réunion d'information de Singa, j'ai trouvé cette fille hyper charismatique et puis elle donnait vraiment envie de participer à son truc et franchement je pense que ma contribution chez *Trait d'Union* [*Tido*] vient d'elle aussi. Peut-être que si c'était quelqu'un de plus formel et moins enthousiaste – en tout cas dans sa présentation des choses –, peut-être que je ne viendrais pas forcément. Même si je trouve que *Trait d'Union* [*Tido*] c'est vraiment un bon truc, même si les valeurs me parlent, moi j'ai besoin d'être bien avec les gens. J'ai besoin que ça se passe bien au niveau relationnel pour faire quelque chose, mon moteur c'est ça⁵²⁰ ». (Christine Noël)

« Elle met à l'aise les gens, tout le monde. [...] Elle est responsable de la relecture des articles, responsable pour gérer les réunions et les publications. Les autres sont clairement autonomes à suggérer, participer. Il n'y a pas de relation de pouvoir entre Emma et le reste de l'équipe, c'est ça qui est génial. C'est super, il n'y en a pas. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai quitté le centre social [où il était bénévole], ce n'était pas des relations de pouvoir, mais des relations très formelles, j'avais l'impression d'aller au bureau. Et Emma quand elle nous envoie des messages, elle ne met pas à la fin "bien cordialement". Emma me semble ne pas avoir envie de pouvoir. L'équipe est en pied d'égalité⁵²¹ ». (Bernard Grozelier)

« Je pense que sans elle il n'y aurait pas cette cohésion. [...] Son vrai rôle c'est de créer une cohésion et ça elle a réussi. Là ça fait six mois qu'on arrive à avoir une vraie

⁵¹⁹ Luer Guillaume, *op. cit.*

⁵²⁰ Noël Christine, *op. cit.*

⁵²¹ Grozelier Bernard, *op. cit.*

stabilité au niveau de l'équipe, même si on ne peut pas tous fournir la même qualité de cadence, le même rythme pour plein de raisons, mais on arrive à avoir cette fluidité, cette régularité, et c'est grâce à elle. [...] Je pense que c'est une personne qui est hyper ok si tu lui dis "je ne suis pas d'accord, je te propose ça", et si on est cinq autour de la table et on dit "oui c'est mieux", donc ce sera ça. Il n'y a pas de pouvoir, c'est pas une relation de domination dans ce sens là⁵²² ». (Rachel Priest)

« Je pense qu'on n'existerait pas sans Emma, ça c'est sûr. Il y a très clairement une cheffe, une leader un peu du projet⁵²³ ». (Alix Charles)

Emma Broughton, de son côté, reconnaît avoir un rôle hiérarchique au sein de *Tido*. Cependant, elle préfère ne pas assumer cette position. Elle précise ainsi ses fonctions :

« Souvent c'est moi qui présente et qui explique *Trait d'Union [Tido]* aux gens qui veulent participer, quand les gens envoient les articles, c'est moi qui les relis et qui fait les commentaires, j'essaie de trouver des illustrations. [...] C'est moi qui organise les réunions, c'est moi qui fais les compte-rendus, j'essaie un peu de suivre ce que chacun fait et de trouver des solutions aux problèmes qui se posent [...]. C'est moi qui réponds à tous les mails qu'on reçoit sur *Trait d'Union [Tido]*, je suis un peu comme administratrice, sauf avec ma mini casquette "relectrice" / "secrétaire de rédaction"⁵²⁴ ».

Interrogée pour savoir si elle se sent occuper une position hiérarchique dans le média, Emma Broughton a confirmé positivement :

« Oui. Un peu malgré moi, parce que c'est une position avec laquelle je ne suis pas très à l'aise. C'est pas une grande différence de hiérarchie, c'est une mini... Oui, fatalement, parce que c'est moi qui suis décisionnaire. Après, la plupart du temps, j'ai l'impression que ça ne pose pas de problèmes aux gens, parce qu'ils ont capté dès le départ, et en fait ils veulent faire des progrès dans l'écriture et tout ça. [...] On a plein de discussions aux meet-ups [conférences de rédaction] et je sens que parfois j'ai une position hiérarchique et parfois pas du tout. Certes, dans les meet-ups, je n'ai pas du tout besoin d'être en position hiérarchique, je suis plutôt celle qui organise un petit peu, c'est moi qui prends des notes. Je suis plutôt une médiatrice. [...] Je ne veux pas imposer mes envies, et parfois je sens que les gens veulent que je décide. Mais par rapport aux décisions, je ne pense pas que je suis la personne qui fait le mieux ce travail. Et il y a la question de la personnalité, je préfère toujours, toujours, toujours travailler en équipe⁵²⁵ ».

Nous observons que dans *Tido* une personne occupe le rôle de coordination, mais cette hiérarchie n'est pas vue comme « autoritaire ». En effet, en plus de la coordinatrice Emma Broughton, qui est vue comme une « leader / amie », des référents sont identifiés pour chaque rubrique du média (pour

⁵²² Priest Rachel, *op. cit.*

⁵²³ Charles Alix, *op. cit.*

⁵²⁴ Broughton Emma, *op. cit.*

⁵²⁵ *Ibid.*

rappel : Academia, Acteurs du changement, *Humans of Movement*, Revue de presse et Vu d'ailleurs).

Cependant, ces personnes sont identifiées comme référents de manière informelle, en fonction de leur ancienneté dans le média. Les nouveaux participants peuvent ainsi se référer à eux, sans qu'il y ait de vraie obligation d'accompagnement. Certains participants ne souhaitent même pas être identifiés comme référents – même si dans la pratique ils le sont –, à la fois pour éviter un rôle supplémentaire qui n'était pas voulu par le bénévole au départ, et pour garder toujours l'horizontalité dans la production de contenu. Pour aucun des participants interviewés, on n'identifie de rapport de forces ou de pouvoir au sein de *Tido*.

Pour *Infomigrants*, on identifie clairement un rôle principal occupé par Amara Makhoul, qui est partagé avec des référents dans les rédactions dans les autres langues. Amara Makhoul partage également certaines tâches à tour de rôle avec d'autres journalistes, notamment français. Comme mentionné précédemment, les journalistes et la rédactrice en chef entretiennent une bonne relation :

« C'est une relation je crois, j'en suis sûr, de confiance d'abord. Vraiment de confiance, parce qu'elle ne parle pas persan, donc elle ne peut pas voir ce qu'on est en train de faire tous les jours. Dans les choix des sujets, elle nous fait totalement confiance. Elle nous propose et on discute si on est d'accord ou pas d'accord. [...] C'est une relation très cordiale, très amicale, collaborative⁵²⁶ ». (Wasi Mohsin)

« C'est [une relation] vraiment horizontale. Elle est chef depuis le projet d'*Infomigrants*, donc en parallèle elle a pris, jusqu'à récemment, de formation de management, donc elle apprend elle aussi à être chef, mais le fait qu'on fasse un peu tous les mêmes choses, dans le sens où on se relit les uns les autres, ça donne vraiment une horizontalité dans la rédaction, c'est pas toujours les mêmes qui relisent le travail des autres. Aussi, quand Amara est absente, c'est d'autres personnes de l'équipe francophone qui la remplacent, donc ces personnes-là deviennent cheffes à leur tour pendant certains jours. Du coup il n'y a pas de sacralisation de la position de chef. Très concrètement elle est assise à côté de nous, on est tous autour d'une table et on discute constamment, de ce qu'on peut faire, comment on doit le faire, c'est vraiment une interaction constante. Après c'est elle qui tranche, et elle est très forte en termes de prise de décision⁵²⁷ ». (Charlotte Oberti)

« Elle a trop de choses à faire, l'administratif et tout ça. Elle nous en propose aussi [des sujets], mais le but c'est aussi que nous, à travers notre veille, qu'on fasse remonter des choses, vu qu'elle ne peut pas avoir les yeux partout. C'est principalement nous qui arrivons avec des idées, des sujets. Si on veut faire ce qu'on veut, c'est plus facile de venir avec une idée. [...] On est une petite équipe, donc c'est la responsable qui fait la

⁵²⁶ Mohsin Wasi, *op. cit.*

⁵²⁷ Oberti Charlotte, *op. cit.*

première lecture et après c'est d'autres gens. En français on est trois, donc c'est les autres journalistes français (quand je dis français c'est francophone, plutôt) qui font la deuxième lecture. Après c'est soit elles qui publient, soit la responsable de la première lecture. C'est à la personne qui a écrit [le papier] de le programmer sur les réseaux sociaux. On fait tout nous-mêmes, on n'a pas de secrétaire de rédaction, on n'a pas de community manager⁵²⁸ ». (Leslie Carretero)

« Toutes les équipes de toutes les nationalités et toutes les langues [basées sur Paris] travaillent dans un même bureau. On fait la conférence ensemble tous les jours. On discute ensemble et après on divise les tâches. [...] Quand je finis un article, je l'envoie à Amara, qui le lit [elle lit l'arabe]. Elle le lit pour vérifier que la ligne éditoriale est bien respectée, mais elle ne fait pas de modifications de grammaire. Après un collègue à moi, soit Shariff soit un autre collègue, va relire ce que j'ai écrit pour faire des petits changements grammaticaux et des choses comme ça. [...] On est aussi responsable des réseaux sociaux. [...] Une semaine c'est nous les responsables des réseaux sociaux et une autre semaine c'est l'équipe en Allemagne. Donc on fait une coopération entre nous, [...] on doit se partager les infos tous les jours⁵²⁹ ». (Mousa Tawfiq)

Amara Makhoul, quant à elle, décrit de manière objective ses fonctions :

« Je fais comme tous les autres rédacteurs en chef, donc je m'assure que la ligne éditoriale est respectée, je dirige la conférence de rédaction, à la fin de la journée je m'assure que les angles définis le matin ont été respectés, j'édite les articles pour vérifier les informations, la cohérence de l'écrit et qui les publie. Je vérifie aussi dans les autres langues, je fais ça en arabe et en français, je travaille en collaboration avec mes collègues pour m'assurer qu'en dari et en pachto c'est pareil⁵³⁰ ».

La position occupée par Amara Makhoul relève ainsi d'une hiérarchie « légitime », car exercée dans un milieu professionnel et non bénévole. Nous observons que, malgré ce rôle, les autres journalistes sont également parties prenantes dans la construction du journal – dès le choix des sujets jusqu'à la publication. Dans ce milieu professionnel, il y a naturellement moins de flexibilité par rapport à la production de contenu, comme nous avons pu observer pour *L'Œil de la MDJ* et *Tido*. Si pour ces deux médias la production de papiers est réalisée en fonction de la disponibilité (et de la volonté) des contributeurs bénévoles, pour *Infomigrants* cette production est beaucoup plus cadrée, avec des objectifs précis de publication (au moins trois publications par jour dans la rédaction en français) et des rites propres aux rédactions professionnelles (comme la conférence de rédaction journalière). Même si les articles sont souvent relus entre les journalistes, une relecture systématique de la rédactrice en chef s'impose.

⁵²⁸ Carretero Leslie, *op. cit.*

⁵²⁹ Tawfiq Mousa, *op. cit.*

⁵³⁰ Makhoul Amara, *op. cit.*

Ce modèle de rédaction professionnelle est une inspiration pour *Guiti News*, mais ce média rencontre quelques problématiques liées à la question de la hiérarchie et à la façon de travailler. Mais avant d’approfondir sur ce média, il est important ici de clarifier le rôle de chacun des rédacteurs en chef / coordinateurs des médias étudiés.

Christophe Joly est un journaliste expérimenté tant dans des journaux quotidiens (*20 minutes*, *Metronews*, *LCI*) que dans des magazines spécialisés. Son travail de cadrage auprès de stagiaires en journalisme à la Maison des journalistes et d’accompagnement des journalistes exilés qui écrivent pour *L’Œil* a tout son sens. En effet, Christophe Joly peut transmettre des connaissances sans pour autant obliger des journalistes à écrire, vu que tous sont bénévoles.

Emma Broughton n’est pas journaliste, comme la grande partie des contributeurs de *Tido*. Son expérience dans les médias se résume à un stage en création sonore dans une radio, ce qu’elle précise ne pas être « du journalisme ». Son rôle de coordination et d’animation de cette communauté de bénévoles fait également sens car il s’agit d’un groupe dont les membres ne se reconnaissent pas comme journalistes, ce qui fait que la position d’Emma Broughton est plutôt vue comme légitime.

Pour *Infomigrants* il s’agit d’une rédaction professionnelle dirigée par une journaliste professionnelle. Nous pouvons ainsi comprendre que les obligations des journalistes en termes de production de contenu sont propres à ce modèle de journalisme, et que la position d’Amara Makhoul est également légitime : avec plus de 15 ans dans le journalisme et investie d’une mission salariée, elle est capable de diriger plusieurs équipes et être légitimement reconnue comme la personne décisionnaire chez *Infomigrants*.

Enfin, il y a Nina Gheddar, rédactrice en chef de *Guiti News* depuis 2019 – d’abord comme bénévole et à partir de juillet 2020 en tant que salariée. Nina Gheddar vient également des bancs du journalisme – master en journalisme au Celsa (2015) – avec une courte expérience de moins de trois ans dans le journalisme (*Ebra Presse*, *l’Est Republicain* et *CNews*). Elle se lance en tant que rédactrice en chef de *Guiti News* en février 2019, pour remplacer Sofia Fischer, sans avoir d’expérience au préalable en tant que responsable éditoriale. Soutenue par le cofondateur du média, Mortaza Behboudi, et d’autres membres fondateurs, Nina Gheddar a commencé à coordonner un collectif qui fonctionnait plutôt bien au départ. « Je pense que le fait que ça soit encore un projet bénévole, personnel, ce n’est pas comme si c’était dans une rédaction avec une hiérarchie. C’est une

relation plus horizontale, même si Nina Gheddar a beaucoup de responsabilités, il n’y a pas d’histoires de “moi je suis la cheffe”⁵³¹ », m’a expliqué la participante française Ludivine Aurelle en novembre 2019.

Pour Nina Gheddar, *Guiti News* était sa première vraie expérience dans le domaine associatif. Étant au chômage à l’époque, elle a travaillé à temps plein bénévolement pour *Guiti News* jusqu’en juillet 2020, quand elle a été embauchée en tant que salariée. Dès la première année en tant que rédactrice en chef, Nina Gheddar a été responsable de « coordonner l’équipe de 16 journalistes, animer les conférences de rédaction hebdomadaires le mercredi, décider avec eux des sujets et des choix de gens⁵³² », en plus de former éventuellement des participants sans expérience dans le journalisme, de faire la recherche de financements et de participer à des événements.

Jusqu’en décembre 2019, ce jeune média fonctionnait bien et a même été récompensé par le Prix francophone de l’innovation dans les médias (3 500€), décerné par l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la Bourse à l’émergence du ministère de la Culture (50 000€). La même année, la CPPAP (Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse) reconnaît la qualité de service de presse en ligne (SPEL) pour *Guiti News*, et le média adhère au Syndicat de la Presse Indépendante d’Information en ligne (Spiil). Ces changements rapides et importants pour un média associatif aussi jeune ont bouleversé son fonctionnement : il fallait désormais réfléchir à comment rémunérer les journalistes participants, en même temps qu’imaginer récompenser l’implication de Nina Gheddar, qui travaillait depuis un an bénévolement.

En octobre 2019, lors de l’interview réalisé avec celle-ci, elle me confie qu’à partir de janvier 2020 on souhaite l’embaucher en tant que salariée à temps plein, et recruter une autre personne à mi-temps pour s’occuper de la recherche de financements. En décembre de la même année, Mortaza Behboudi, alors président et directeur de la publication de *Guiti News*, me confirme le souhait d’embaucher Nina Gheddar dès janvier 2020 car « c’est une personne qui mérite un salaire, parce qu’elle était bénévole depuis le début, à 100 % ». Il m’explique par ailleurs que les journalistes seront payés à la pige⁵³³.

Comme nous le verrons dans la section suivante, des événements majeurs ont non seulement retardé l’embauche de Nina Gheddar – qui n’a eu finalement lieu qu’en juillet 2020, avec deux autres

⁵³¹ Aurelle Ludivine, *op. cit.*

⁵³² Gheddar Nina, *op. cit.*

⁵³³ Behboudi Mortaza, *op. cit.*

salariées –, mais ont également entraîné une perte de confiance de plus en plus significative des participants envers la rédactrice en chef et envers le bureau de l'association. Pour ce qui concerne les relations hiérarchiques, il faut souligner que Nina Gheddar change de posture et de poste à partir de son embauche : elle passe de rédactrice en chef bénévole d'une quinzaine de participants également bénévoles à responsable d'un média composé à la fois de bénévoles et de salariés. Sans expérience en tant que manager, elle acquiert une position hiérarchique ambiguë qui finit par créer une série de tensions au sein du média.

Lors de l'interview, elle a reconnu que le management est un des grands défis pour elle :

« Pour moi, le défi principal c'est réussi à maintenir l'équipe soudée. C'est une aventure journalistique, mais aussi une aventure humaine. Il y a certains dans l'équipe qui sont devenus des amis, et travailler avec des amis c'est parfois compliqué. Le management est aussi un défi. J'essaye de demander ce qui ne va pas, de ne pas être autoritaire, mais c'est compliqué d'avoir cette relation avec certains qui sont devenus des amis. Une fois quelqu'un m'a dit que j'étais un peu dure avec elle, mais qu'elle avait aussi du mal à séparer cette relation perso et professionnelle parce qu'on bossait ensemble. Je me pose toujours la question de ma façon d'interagir avec les autres, j'essaye d'avoir une relation très proche, très respectueuse, très professionnelle⁵³⁴ ».

Nina Gheddar a également exprimé un mécontentement avec les pressions internes de la part des bénévoles accompagnés : « Au départ c'était comme si je devais être totalement disponible pour l'équipe tout le temps et plusieurs fois j'ai reçu des mails ou appels à n'importe quelle heure. J'étais déjà énervée avec quelques membres de l'équipe qui m'envoyaient des trucs à 22h et me disaient 'vas-y, réponds'⁵³⁵ ».

La situation ne s'est pas améliorée après qu'elle soit devenue salariée. En octobre 2020, elle écrit à tous les membres du bureau pour relater un sentiment de dépassement et d'épuisement mental, avec « les demandes externes et les pressions internes ». Nina Gheddar demande alors des solutions urgentes, notamment une meilleure répartition des tâches et d'« envisager autrement l'engagement associatif ». Le bureau de l'association met alors en place une série d'entretiens individuels anonymes avec 14 bénévoles de *Guiti News* pour rappeler les « règles de vie » et également réfléchir à des modèles d'engagement plus effectifs pour soulager Nina Gheddar et responsabiliser l'ensemble des bénévoles.

⁵³⁴ Gheddar Nina, *op. cit.*

⁵³⁵ *Ibid.*

En amont, Nina Gheddar propose un nouveau modèle de « charte d’engagement » qui mentionnait différentes façons de s’engager auprès de *Guiti News*, sur différents volets (éditorial, vie associative, formations...), et qui prévoyait des sanctions pour les comportements discriminatoires et les absences aux rendez-vous de l’association :

« Les absences systématiques et injustifiées aux conférences de rédaction, aux réunions trimestrielles du bureau et / ou aux assemblées générales annuelles seront, selon le cas, également sanctionnées. Il est déterminé que la sanction la plus grave soit appliquée dans le cas d’absence consécutive et injustifiée à 3 (trois) rendez-vous obligatoires selon le volet d’engagement (associatif ou journalistique)⁵³⁶ ».

Cette version du document n’a pas été acceptée par les participants. Ils ont été globalement d’accord que les sanctions n’étaient pas la meilleure solution pour garantir l’engagement bénévole. Certaines personnes ont également manifesté que les sanctions ne correspondaient pas aux valeurs de *Guiti News*.

Ceci est un exemple de désaccord qui a causé des tensions entre bénévoles et la hiérarchie, causé notamment par une différence profonde de vision sur comment devrait fonctionner le média. En effet, au fil du temps, la rédactrice en chef a dû gérer des situations complexes (cf. section suivante) et la baisse de participation des bénévoles suite à la crise de la Covid-19. Nina Gheddar souhaitait être plus exigeante avec les recrutements (pour avoir plus de personnes avec une expérience en journalisme ou bien des personnes à l’aise avec l’écriture), en plus d’envisager un engagement bénévole plus durable. Les bénévoles, de leur côté, ne pouvaient pas forcément s’investir plus. En outre, le fait que le média ait trois personnes salariées devient une raison qui démotive les bénévoles à réaliser certaines activités, comme représenter le média lors de rencontres et d’événements. En effet, pour eux, c’est aux personnes salariées de réaliser cette tâche.

En outre, même si les participants interviewés ont exprimé un sentiment général de liberté dans le choix des sujets à traiter (notamment en 2018 et 2019), à quelques reprises, des refus de publication ont entraîné des frustrations. En 2020, des bénévoles m’ont confié que certains sujets plus liés au militantisme ou à des critiques plus explicites ne passaient pas au stade de la publication « pour ne pas heurter les gens ».

⁵³⁶ *Guiti News, Charte d’engagement* (projet). Document interne. 2021.

Des conflits relationnels se sont également manifestés vis-à-vis de l'équipe anglophone. En juillet 2020, *Guiti News* lance une version du site en anglais, avec l'appui d'une équipe propre. Les participants, basés en Angleterre, Allemagne, France et encore d'autres pays, étaient responsables de produire leurs propres papiers et d'adapter des productions françaises en langue anglaise. Des profils sur *Facebook*, *Twitter* et *Instagram* dédiés à « *Guiti News EN* » ont été créés. Cependant, l'activité de cette branche anglophone n'a pas prospéré. Un an après le lancement, les activités de l'équipe anglophone s'arrêtent. Une série de blocages entraîne la dissolution du groupe : des difficultés de communication entre membres, qui travaillaient 100 % à distance ; des frustrations liées à ne pas réussir à participer aux décisions, qui venaient du côté français du média ; des relations difficiles entre la coordinatrice du média en version anglaise et la rédactrice en chef du côté français, qui n'avaient pas les mêmes responsabilités ni les mêmes pouvoirs de décision.

Du côté des salariés, la situation n'était pas moins tendue. Une des trois salariées, la personne embauchée pour s'occuper de la recherche de financements – pour un CDD de 16 mois – décide de quitter son poste au bout d'un an. La raison : des discordances avec Nina Gheddar et une pression de plus en plus accrue sur une recherche de financements « inatteignable ».

Les conflits de vision impactent également la relation de la rédactrice en chef avec le bureau. En septembre 2021, trois membres du bureau, y compris moi-même, quittent l'association pour donner la place à un nouveau groupe – cette fois-ci élu par l'ensemble des participants de l'association. Plusieurs bénévoles font de même : quelques semaines et mois après le renouvellement de bureau, 17 des 28 personnes qui faisaient partie des équipes bénévoles française et anglaise à l'époque sont parties de l'association. D'autres contributeurs – Français et étrangers – se sont engagés auprès du média par la suite, qui affiche sur son site internet, en août 2023, une équipe de 23 personnes – dont seulement six réfugiés –, entre bénévoles, salariés et stagiaires⁵³⁷. Jusqu'en décembre 2023, Nina Gheddar occupait toujours le poste de rédactrice en chef de *Guiti News*.

7.2.2.2. Les conflits d'intérêt : le cas de *Guiti News*

La série de problèmes identifiés au sein de *Guiti News* a été révélée lors d'une enquête participative. En effet, entre juin 2020 et septembre 2021, j'ai intégré moi-même l'association, ce qui m'a permis

⁵³⁷ *Guiti News*, « L'équipe de *Guiti News* ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/equipe/>, consulté le 25 juin 2023.

de suivre toutes les problématiques décrites dans la section précédente. J'ai également participé au conseil d'administration et aux activités de *Tido* entre février 2019 et janvier 2022, ce qui m'a permis de réaliser des observations et d'en tirer des constats importants. Parmi les deux médias dans lesquels j'ai plongé, cependant, c'était *Guiti News* qui comportait le plus grand nombre de problèmes relationnels, et même de conflits d'intérêt. Le rapport de force construit de la part de la rédactrice en chef envers les participants du média a entraîné un mal-être vis-à-vis de plusieurs participants – Français et étrangers – qui ont décidé de quitter le média. Cependant, cette situation n'a pas été la seule à faire basculer le fonctionnement de *Guiti News*. Je découvre des dysfonctionnements importants dans ce média au fur et à mesure que mon enquête se réalise.

Revenons aux faits dans l'ordre chronologique. Le 31 octobre 2019, j'interviewe Nina Gheddar – jusqu'alors rédactrice en chef bénévole de *Guiti News* – pour ma recherche. Sans que je le sache, à ce moment-là, elle commençait à avoir des doutes sur l'utilisation du compte bancaire de l'association par Mortaza Behboudi, cofondateur de *Guiti News*. À cette époque, en tant que président, Mortaza Behboudi était le seul à avoir accès au compte bancaire de l'association.

Ce soupçon n'est pas mentionné lors de notre entretien. Ultérieurement, j'ai eu accès à des captures d'écran et au récit chronologique de Nina Gheddar, par écrit, sur la situation : il s'avère que le 3 décembre 2019, après multiples refus de la part de Mortaza Behboudi, Nina Gheddar a enfin accès au compte bancaire qui lui permet de se rendre compte d'un manque d'argent.

Sans rien savoir, et ayant dû décaler deux fois le rendez-vous avec Mortaza Behboudi pour l'interviewer moi-même pour ma recherche, je réussis enfin à l'avoir par visioconférence le 9 décembre 2019 au soir. Il se présente en tant que cofondateur et président de *Guiti News*. Il me raconte son parcours, comment il a fondé le média, comment le média fonctionne dans le quotidien. Cependant, à aucun moment de l'entretien il ne mentionne la situation en cours ou qu'il va quitter le média prochainement.

Après les entretiens réalisés en octobre, novembre et décembre 2019 auprès de quelques membres *Guiti News*, j'ai gardé contact avec Nina Gheddar en vue de participer à certaines conférences de rédaction pour observer leurs dynamiques. En décembre 2019, elle m'informe que Mortaza Behboudi ne fait plus partie de *Guiti News*. La rédactrice en chef me raconte que le cofondateur a utilisé de l'argent de *Guiti News* à des fins personnelles. Un montant d'environ 8 000€ a été détourné pendant plusieurs mois jusqu'à ce que les membres de l'équipe se méfient du manque de

transparence de Mortaza Behboudi en ce qui concernait l'état du compte bancaire de l'association. Celui-ci finit par avouer le détournement à l'équipe, affirmant qu'il éprouvait des difficultés financières. Il a promis de restituer le montant et de régler la dette auprès de l'association dès que possible. Mortaza Behboudi est donc démis de ses fonctions de président et de directeur de la publication. Il quitte immédiatement l'association. Le dessinateur Gaspard Njock est élu pour le remplacer, restant dans le poste pendant six mois, avant que j'occupe moi-même la présidence du média de juin 2020 à septembre 2021, par une invitation directe de Nina Gheddar en mai 2020.

Les informations rapportées ci-dessous sont extraites de documents internes à l'association auxquels j'ai eu accès durant mon mandat de présidente. Certains détails m'ont également été partagés par Nina Gheddar et d'autres membres qui faisaient partie de l'association au moment des faits.

Le 10 décembre 2019, lendemain de l'entretien que j'ai réalisé avec Mortaza Behboudi, un conseil d'administration extraordinaire est réalisé lors duquel Behboudi quitte la présidence et est remplacé par Gaspard Njock. Les faits décrits ci-dessous sont extraits de la plainte réalisée par le nouveau bureau de l'association de *Guiti News* au procureur de la République en janvier 2020 :

« [...] de nouveaux membres du bureau du CA ont été élus. [...] Une nouvelle trésorière, Ludivine Aurelle, et un nouveau secrétaire, Abdallah Hassan Abdou, ont également été désignés. En tant que nouvelle trésorière, Ludivine Aurelle, a demandé l'accès au compte en banque de *Guiti News*. Ce que Mortaza Behboudi a de façon virulente refusé, arguant qu'il lui fallait trois semaines pour "mettre les choses au clair". Et qu'il prenait cette exigence pour une "attaque personnelle", que *Guiti News* était "son idée, son enfant". Devant cette réticence et cet élan d'autoritarisme, le CA a unanimement exigé que Mortaza Behboudi remette l'accès au compte bancaire immédiatement à Ludivine Aurelle, commençant à suspecter des opérations illégales sur le compte. [...] À minuit, M.Behboudi a appelé Mme Aurelle pour lui remettre l'accès et lui avouer qu'il avait en effet utilisé les deniers de l'association à des fins personnelles---pour de prétendus problèmes financiers personnels, en assurant avoir remboursé les "emprunts" et tout en restant vague sur la somme utilisée⁵³⁸ ».

Un deuxième conseil d'administration extraordinaire a été décidé le 11 décembre 2019.

« Devant ces malversations, les membres du CA ont voté à l'unanimité l'exclusion de Mortaza Behboudi en qualité de directeur de la publication. Ce dernier a alors avoué à l'assemblée présente qu'il avait en effet détourné l'argent de l'association, arguant des "difficultés financières" et parlant d'un montant total de 3 800 euros. Il a expliqué avoir commencé à rembourser, en virant 900 euros, en trois opérations distinctes, sur le compte de l'association. [...] Le jeudi 12 décembre au matin, Gaspard Fabuis Njock Tientcheu, en sa qualité de nouveau président de l'association, s'est rendu à la banque

⁵³⁸ Gheddar Nina, Aurelle Ludivine. Plainte au procureur de la République, 2020.

[...] pour récupérer l'exhaustivité des opérations bancaires. Après un premier calcul, le CA s'est rendu compte que les malversations représentaient le double du montant annoncé par M.Behboudi, soit près de 8 000 euros⁵³⁹ ».

Le 19 décembre 2019, Nina Gheddar et Ludivine Aurelle déposent une plainte au procureur de la république à l'encontre de Mortaza Behboudi.

Quelques jours plus tard, Nina Gheddar me contacte par téléphone pour expliquer ce qui s'est passé et pour me demander des conseils par rapport à la communication de crise. Je lui transmets quelques articles par email et nos échanges s'arrêtent là pour le moment. Après quelques mois de silence, je suis recontactée par Nina Gheddar à la fin mai 2020. À ce moment-là, les relations avec Mortaza Behboudi sont coupées depuis plusieurs mois, et l'association se remet sur pied petit à petit. Lors de cet appel téléphonique, elle m'explique chercher un remplaçant pour Gaspard Njock à la présidence de *Guiti News*. Je réfléchis à son invitation et je finis par l'accepter, convaincue que ce serait l'opportunité idéale de me rapprocher encore de l'équipe et de comprendre le fonctionnement (et les dysfonctionnements) de ce média associatif. Je reste dans le bureau de l'association entre juin 2020 et septembre 2021, aux côtés d'Alix Lafosse et de Ludivine Aurelle – qui font office de secrétaire et trésorière, respectivement⁵⁴⁰.

Les défis de cette gestion sont, à la fois, de garantir le bon fonctionnement du média dans un « contexte Covid », et d'accompagner l'association dans une nouvelle et importante phase de développement. En effet, *Guiti News* se félicite en 2020 d'avoir le soutien de la Fondation Porticus du Pays-Bas à hauteur de 205 000€ sur trois ans. Ce soutien financier, cumulé avec d'autres aides moins robustes, est ce qui a permis à l'association d'embaucher ses premières salariées dès juillet 2020. Dans ce contexte de changement majeur, j'intègre l'association avec la curiosité de comprendre ce modèle de rédaction mixte Français-étrangers, et les ambitions du média pour la suite. Cependant, au fil des mois, je découvre plusieurs dysfonctionnements au sein de l'association.

La première des situations de conflit interne que je découvre est justement en rapport avec l'argent. Nina Gheddar, en m'invitant à remplacer Gaspard Njock, m'explique que l'association se voit accorder un soutien par la fondation Porticus, et que cette aide devrait être orientée à la rémunération des journalistes de *Guiti News*. Gaspard Njock devait ainsi quitter le bureau de l'association afin de bénéficier de ce nouveau modèle de participation désormais rémunérateur.

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ À l'époque de mon départ de l'association, en septembre 2021, une solution à l'amiable était recherchée entre *Guiti News* et Mortaza Behboudi pour le remboursement de la somme détournée.

Toutefois, lors de mon arrivée à l'association, Gaspard Njock n'en faisait plus partie – ni comme président ni comme dessinateur. En outre, lors de ma prise de mission, je découvre que les soutiens financiers reçus par *Guiti News* étaient fléchés vers la paie de trois salariées, ainsi que d'autres dépenses administratives (location de bureau, achat de matériel etc.). Aucune possibilité de rémunération des journalistes n'était encore envisagée.

Dans ce sens, après le choc provoqué par le cas Mortaza Behboudi, et le chamboulement de la dynamique interne provoquée par la Covid-19, l'équipe de contributeurs de *Guiti News* reçoit un nouveau coup la démotivant : aucun journaliste ne sera rémunéré pour l'instant par son travail éditorial avec les aides reçues. Un modèle rémunérateur qui éviterait la précarisation et qui pourrait répondre aux besoins des contributeurs est encore à trouver. Je retrouve ainsi une équipe d'un peu plus de 25 personnes globalement démotivée, qui ne comprenait pas pourquoi *Guiti News* était capable d'embaucher trois personnes pour des missions de gestion ou de management, alors que les journalistes restaient sans paie depuis plus d'un an. Je comprends que la discussion sur la paie des journalistes était déjà un sujet depuis plusieurs mois.

Une des premières actions mises en place par le bureau nouvellement investi dans l'association fut alors un sondage individuel réalisé auprès des participants pour comprendre les parcours individuels dans le média et les éventuelles sources des frustrations, afin d'en envisager des solutions. Comme mentionné dans la section précédente, un deuxième objectif de ces entretiens était de co-construire une nouvelle charte d'engagement, à l'image des bénévoles, et – à la demande de la rédactrice en chef – de rappeler les « règles de vie » de l'association. Avec Alix Lafosse, nous avons mené des entretiens avec un total de 14 participants. La rédactrice en chef n'a pas été interviewée dans ce cadre.

Entre le 30 novembre 2020 et le 15 janvier 2021, nous avons interviewé anonymement huit femmes et six hommes de cinq nationalités différentes. Parmi les personnes disponibles pour l'interview, dix étaient Français et trois étaient des réfugiés statutaires. Les thématiques traitées ont été le bénévolat, les freins, les missions, la participation hors le volet éditorial, la dynamique d'équipe, l'éthique de *Guiti News*, les canaux de communication et les formations animées au sein de l'association.

C'est lors de ces entretiens que je découvre plus de détails sur ce qui s'est passé entre le départ de Mortaza Behboudi de *Guiti News* et mon arrivée à l'association. Je découvre notamment une grande incompréhension des journalistes par rapport à l'usage des aides financières accordées à *Guiti*

News. Si, au moment des entretiens, les journalistes comprenaient globalement pourquoi il y existait trois personnes salariées, alors que tous les journalistes étaient bénévoles, c'était quelque mois avant l'embauche de ces personnes que l'incompréhension s'est créée à partir d'un discours confus. En effet, alors que la possibilité de payer les journalistes à la pige a été évoquée auparavant à plusieurs reprises, la complexité et l'application difficile de ce modèle a effrayé les esprits. Dès mon arrivée, Nina Gheddar expliquait que ce ne serait jamais possible pour un média associatif indépendant de payer une vingtaine de journalistes à la pige, même dans les meilleurs scénarios (ce qui n'était déjà pas le cas). Ce changement de discours a provoqué un manque de confiance des participants envers le conseil d'administration et envers Nina Gheddar. Les retours à partir des entretiens anonymes réalisés à la fin 2020 révèlent une scission dans la manière de penser : certaines personnes n'étaient pas d'accord pour embaucher de nouveaux salariés sans avoir un horizon concret pour les contributeurs bénévoles, alors que d'autres défendaient l'embauche de Nina Gheddar en raison de son investissement à temps plein depuis environ un an en tant que bénévole. Sans que cela ne m'ait été révélé lors de mon arrivée à l'association, je découvre via ces entretiens que ces discordances ont été également une des raisons du départ de Gaspard Njock de *Guiti News*.

Alors que la quête de l'argent devient un sujet majeur pour cette association, les solutions concrètes mises en place ne satisfont pas tous. À partir de 2021, grâce à des aides financières de la Fondation Amnesty International France et du Fonds pour une presse libre de Mediapart, certains journalistes ont pu commencer à être rémunérés via l'activité d'éducation aux médias, mais cela était restreint à certains profils : Français ou réfugié statutaire ayant un statut de micro-entrepreneur. En outre, ce modèle était instable : la rémunération était versée pour chaque intervention, qui avait lieu une ou deux fois par mois. Les intervenants faisaient un roulement selon leurs disponibilités et étaient payés à hauteur de 50€ de l'heure net, – faisant une moyenne de 150€ par personne par intervention –, ce qui restait très bas pour leurs besoins. Les journalistes dont les missions étaient uniquement de réaliser des articles restaient sans possibilité de paie, ce qui créait naturellement des tensions à l'intérieur de l'équipe.

Ce que j'ai pu observer pendant un an chez *Guiti News* c'était une série de conditions qui ont entraîné un changement brusque dans le fonctionnement de l'association et dans la participation des bénévoles. Alors que l'association se félicitait d'avoir ses premières sources de revenus, les malversations réalisées par Mortaza Behboudi et l'embauche de trois salariées françaises au

détriment des journalistes qui participaient au média ont provoqué une forte perte de confiance du groupe vis-à-vis du noyau hiérarchique de *Guiti News*. Les conflits d'intérêt et les conflits relationnels ont eu une grave répercussion sur les journalistes étrangers et réfugiés, qui ne se reconnaissaient plus partie prenante du groupe. Ils ont commencé à quitter l'association au fur et à mesure, de sorte qu'aujourd'hui, ils ne représentent qu'un quart de l'équipe. L'ambition de créer un média « franco-réfugié », avec la prétention de réaliser des contenus uniquement en binômes, a finalement échoué par rapport au projet initial.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Les entretiens réalisés auprès de 24 participants des médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*, ainsi que l'observation participante auprès de *Tido* et de *Guiti News*, m'ont permis d'arriver au constat suivant : nous observons aussi bien des formes de reconnaissance que de formes d'exclusion au sein des relations tissées dans les médias étudiés.

Ces médias peuvent contribuer à l'acquisition des trois formes de reconnaissance selon la théorie d'Axel Honneth :

1/ Par les relations d'amitié (relations primaires), on répond à des besoins propres à l'individu : rencontrer de nouvelles personnes, se sentir moins seul, se divertir. Ces relations de proximité procurent la confiance en soi.

2/ Par les relations professionnelles (droits), on répond à la nécessité des individus de travailler dignement et de se sentir parties prenantes dans la société. La possibilité pour les journalistes exilés d'exercer leur métier à nouveau en France est une manière de gagner en respect de soi. Cependant, c'est uniquement chez *Infomigrants* qu'on peut observer une réinsertion effective pour certains journalistes étrangers (c'est-à-dire, avoir un travail rémunérateur et stable). Dans *Guiti News*, cette possibilité est restreinte à des prestations ponctuelles et n'est pas applicable à tous les étrangers participant au média. Dans *Tido* et dans *L'Œil de la MDJ*, cette possibilité reste sur le plan subjectif (le contributeur peut se sentir épanoui au travail dans le média, même sans être payé, si l'exercice du métier lui procure une satisfaction personnelle et un sentiment d'être utile).

3/ Par les relations de solidarité (communauté de valeurs), on répond à différentes envies, notamment : permettre aux personnes directement concernées de se réapproprier le discours sur la migration ; faire changer la façon dont les réfugiés sont représentés dans les médias, afin de faire comprendre à la société que les personnes réfugiées ont effectivement des contributions importantes à apporter ; soutenir une cause (la migration, la liberté d'expression...). En leur redonnant la parole et en leur laissant le choix de proposer et d'écrire sur les sujets de leur préférence, on permet une réappropriation du discours capable de renforcer l'estime de soi. Ces relations ont été observées dans *Tido*, *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ* et *Guiti News*, mais à des échelles différentes et avec des résultats différents dans les textes publiés (cf. partie II).

Concernant les formes de d'exclusion, nous avons observé des conflits relationnels et des conflits d'intérêt au sein de *Guiti News*, qui ont entraîné une forte éviction du média. La perte de la confiance en soi et du respect de soi sont des éléments à l'origine de l'abandon d'une grande partie de l'équipe. Pour *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ*, nous pouvons observer aussi une exclusion ou une difficile participation de journalistes qui ne maîtrisent pas le français. Pour *Infomigrants*, cette exclusion concerne aussi bien la langue que le manque de capacités professionnelles dans le journalisme.

Nous observons ainsi que ces médias peuvent à la fois contribuer à la quête pour la reconnaissance, comme ils peuvent aussi reproduire des formes d'exclusion. Cependant, nous observons globalement que les formes de reconnaissance prédominent vis-à-vis des formes de d'exclusion.

Donner la voix aux réfugiés est une forme de reconnaissance, car on les considère en tant qu'acteurs capables, dignes et légitimes pour porter le discours sur la migration. La participation de réfugiés (et également leur utilisation comme sources d'information) dans les médias *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* est ainsi une opportunité pour créer des nouvelles représentations à l'égard d'eux-mêmes.

Comme déjà étudié dans la partie II, cette participation a des résultats tangibles dans les textes publiés. Cela indique que les réfugiés ont un rôle effectif dans le volet éditorial des médias. Dans le chapitre suivant, nous étudierons l'implication des personnes réfugiées dans le processus de production d'information, ainsi que les limites du modèle de rédaction collaborative.

Chapitre 8. De la liberté à la fragilité éditoriale : les limites du modèle collaboratif

« [C'est] très important [que les journalistes exilés participent aux médias en France]. C'est eux qui savent la réalité, c'est eux qui connaissent la situation, c'est eux qui savent très bien ce qui se passe là-bas. Ils peuvent le montrer à l'opinion internationale, ils peuvent montrer aux gens qui regardent la télé la réalité de la situation. C'est eux qui maîtrisent la situation, parce qu'ils ont vécu la situation là-bas⁵⁴¹ ».

L'opinion d'Adam Mahamat, journaliste tchadien résidant à la Maison des journalistes, sur la participation des personnes exilées dans les médias, porte sur l'importante question de la légitimité du discours sur la migration. En effet, depuis le début de cette étude, nous observons le rôle des réfugiés dans la construction (ou reproduction) de discours sur la migration, via les quatre médias étudiés.

Les personnes réfugiées et immigrées interviewées ont assumé, dans la plupart des cas, une posture de revendication de discours. En effet, leur participation dans les médias étudiés est une façon de s'approprier un « discours de vérité ».

Presque la moitié des personnes interviewées ont grandi en dehors de la France. Alors qu'on leur demandait explicitement ce qu'elles imaginaient comme la façon idéale de traiter les sujets liés aux migrations, une partie d'entre elles ont exprimé le désir de voir les médias parler davantage des causes de la migration ; alors que d'autres aimeraient que les médias « racontent la vérité ». La majorité des immigrés et étrangers interviewés pensent que les médias traditionnels ne donnent pas assez la parole aux réfugiés et une partie affirme que le traitement des questions migratoires dans les médias grand public est entouré de *fake news* et / ou de manipulation de l'information.

C'est dans ce contexte que les médias *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* agissent. Si ces médias représentent une opportunité pour les personnes réfugiées de s'approprier un discours sur la migration, la production de contenus au sein des rédactions étudiées est très disparate. En effet, alors que dans *Infomigrants* on observe une dynamique de rédaction « classique », avec la publication de nouveaux textes tous les jours, chez *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*, la fréquence des publications est très variable. Un dénominateur commun à ces trois derniers médias

⁵⁴¹ Mahamat Adam, *op. cit.*

peut en être l'explication : le modèle de participation basé sur le bénévolat. Comment fonctionne ce modèle au sein des médias étudiés ? En quoi cela a une répercussion sur la production de l'information ? Quelles sont les difficultés rencontrées par les médias associatifs pour fidéliser leurs bénévoles ? Dans ce chapitre, nous étudierons le paradoxe entre la liberté d'expression et l'inefficacité dans la production d'information, ainsi que l'impact du bénévolat dans la fragilité éditoriale à *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*. Nous présentons ces éléments, tout en faisant une comparaison avec ce qui a été observé pour le média *Infomigrants*.

8.1. LE PARADOXE ENTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION *VERSUS* L'INEFFICACITÉ DANS LA PRODUCTION D'INFORMATION

Parmi les médias étudiés, *Infomigrants* est le seul à avoir un modèle classique de production journalistique. Des conférences de rédaction journalières, des productions de textes dans un délai très court, des publications rythmées par l'actualité... Ces éléments font partie d'un modèle de journalisme professionnel, avec la participation quasi systématique de journalistes diplômés et/ou expérimentés. En raison de tous ces aspects, *Infomigrants* ne peut pas être considéré comme un média alternatif. En effet, sa production journalistique entre dans le cadre d'une stratégie maîtrisée au sein d'un grand groupe journalistique (*France Médias Monde*), ce qui engendre une grande différence dans la manière dont les réfugiés participent à ce média par rapport aux autres médias étudiés.

Participer à *L'Œil de la MDJ*, à *Tido* et à *Guiti News* est plutôt une question de volonté, motivation et disponibilité, car la quasi-totalité des contributeurs de ces médias ne sont pas payés pour écrire. Ceci n'est pas le cas d'*Infomigrants*. Ce dernier n'est pas « ouvert à tous », c'est-à-dire que les journalistes qui font partie d'*Infomigrants* sont recrutés selon des critères précis, notamment l'expérience dans le journalisme, comme l'explique la rédactrice en chef Amara Makhoul :

« On a vraiment, quand même, une base commune qui fait qu'on est journalistes. On vient de médias qui sont beaucoup de *France Médias Monde*, on en a beaucoup qui sont venus de *France 24*, d'autres de *RFI*. [...] On a réellement une base commune professionnelle de journalistes et qui fait que les origines des uns et des autres n'importent pas du tout⁵⁴² ».

⁵⁴² Makhoul Amara, *op. cit.*

Si, d'un côté, ce modèle de journalisme professionnel peut limiter la participation des réfugiés, il permet, d'un autre côté, une certaine efficacité dans la production des contenus. Cette logique fonctionne à l'envers pour *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* : plus ouverts à la participation des réfugiés et basés sur un modèle de bénévolat, ces médias rencontrent des difficultés pour garantir une constance dans la production de leurs contenus. C'est justement ce paradoxe entre la liberté d'expression et de participation et l'inefficacité dans la production d'information dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* que nous étudierons dans la première partie de ce chapitre.

8.1.1. Les rédactions « alternatives » comme refuge de la liberté de parole

« Pourquoi j'étais motivé pour écrire pour *Guiti News* ? [Car] malheureusement, pour les journalistes en exil, c'est très difficile de trouver du travail dans les médias français. Soit à cause de la barrière de la langue... En plus, c'est un peu fermé, c'est un peu bizarre. Ils n'ont pas l'habitude d'avoir des journalistes étrangers et exilés, et même pour les Français qui veulent être journalistes, il n'y a pas assez de boulot. Je peux trouver plein de raisons, mais la situation c'est qu'il n'y a pas beaucoup de journalistes réfugiés qui continuent leur métier dans les médias français. *Guiti News* essaie de changer ça un peu, [...] en donnant du travail aux journalistes réfugiés⁵⁴³ ».

Le témoignage de Beraat Gokkus est révélateur par rapport à la participation de journalistes en exil dans des médias associatifs. En effet, à part la création de liens, l'un des avantages ressentis par les contributeurs de ces médias est la possibilité de se faire entendre, ainsi que de reprendre une activité professionnelle. La majorité des journalistes immigrés interviewés ont indiqué que leur participation était l'occasion d'exprimer librement leur opinion. Ils ont également affirmé que cette participation représentait aussi l'occasion d'exercer le métier de journaliste en France, ce qui était un levier pour la réinsertion professionnelle et, par conséquent, une façon d'éviter le déclassement. Abdallah Hassan, bénévole chez *Guiti News*, a exprimé son opinion sur le sujet :

« Je me sens valorisé, même sans avoir un diplôme de journaliste. Je ne serais jamais accepté dans un média à cause de mon statut de réfugié, mais principalement parce que je n'ai pas un diplôme. C'est déjà difficile d'être accepté dans une rédaction française

⁵⁴³ Gokkus Beraat, *op. cit.*

quand on est un journaliste étranger, et encore plus quand on est un étranger sans diplôme de journaliste⁵⁴⁴ ».

En effet, parmi les 24 participants interviewés, seulement 13 ont un diplôme en journalisme, alors que les autres contributeurs sont issus de domaines d'étude plus variés : sociologie, audiovisuel, économie, entre autres. Deux autres participants ne sont pas diplômés, mais ont travaillé auparavant dans le domaine journalistique, et les neuf restants n'ont ni expérience dans les médias, ni diplôme de journalistes. Ce constat est naturellement différent selon le média étudié : tous les journalistes d'*Infomigrants* et de *L'Œil de la MDJ* sont soit diplômés, soit expérimentés dans le journalisme. Pour *Guiti News*, c'est le cas de la moitié des participants. Pour *Tido*, les journalistes sont minoritaires (à hauteur d'un sur six).

Selon Chris Atton, les médias alternatifs semblent assez indifférents à l'éducation formelle. Ils s'intéressent autant à l'éducation acquise par l'action qu'à celle acquise grâce au mot écrit. Mais l'éducation peut aussi venir de l'engagement dans la production et dans l'organisation des médias. L'éducation dans les médias alternatifs conduit ainsi à une pratique auto-réflexive⁵⁴⁵. Cette caractéristique propre aux médias alternatifs est à l'origine de l'ouverture à la participation des bénévoles, avec ou sans diplôme en journalisme.

Dans les médias étudiés, le recrutement des bénévoles comporte quelques différences. Dans *Tido*, n'importe quelle personne peut participer au média, étant ou non adhérente à l'association, ce qui explique le taux élevé de participants sans diplôme en journalisme. Il suffit d'assister à une première réunion avec l'équipe et prendre connaissance du « guide du bénévole », document qui précise les missions, les valeurs et la ligne éditoriale de *Tido*. Aucune formalité n'est demandée pour entamer une participation, à la différence de *Guiti News*, qui propose une charte d'engagement à ses bénévoles. Ce dernier média a également une politique de protection des publics fragiles qui est signée par tout nouveau participant. Pour intégrer ce média, les participants envoient un message de motivation, puis passent par un entretien plutôt informel avec la rédactrice chef. Les nouveaux participants sont alors invités à rédiger un premier article et sont ensuite intégrés à l'équipe. Pas plus d'une dizaine de participants rejoignent *Guiti News* tous les ans, qui finissent par remplacer ceux qui arrêtent leur engagement. Les participants qui sont à jour de l'adhésion (d'une valeur symbolique d'un euro) ont le droit de voter lors des assemblées générales de l'association.

⁵⁴⁴ Hassan Abdallah, *op. cit.*

⁵⁴⁵ Atton Chris, *Alternative Media, op. cit.*, p.154.

Enfin, pour *L'Œil de la MDJ*, la participation au média est libre pour les résidents de la Maison des journalistes. Ils peuvent rédiger pour le site de manière ponctuelle ou régulière, et arrêter d'écrire également quand ils le souhaitent. Les anciens résidents de la Maison des journalistes peuvent également continuer à écrire, et le grand public peut de même proposer des articles dans la rubrique *Tribune libre*. Aucune formalité n'est demandée pour la participation des bénévoles à ce média.

Une fois intégrés dans chaque média, les bénévoles qui exercent les fonctions de production de contenus suivent une dynamique de participation similaire. En effet, dans les quatre médias analysés dans cette étude, la participation et le faire ensemble sont la règle. Quasiment tous les participants interviewés ont affirmé avoir la liberté de proposer des sujets dans les conférences de rédaction de chaque média respectif. Tous les médias fonctionnent sur la base des propositions des sujets faites par les journalistes et contributeurs. Ces propositions seront ensuite discutées et éventuellement retravaillées collectivement. Tous les participants des médias *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ* ont souligné ne pas avoir d'injonctions de la part des rédacteurs en chef pour le choix des sujets à traiter, même si l'actualité peut inspirer ce choix. Dans *Infomigrants*, les propositions sont également bienvenues, mais l'actualité est souvent ce qui définit les sujets à traiter, car les journalistes de ce média suivent une procédure de veille très précise.

La participation et l'horizontalité sont soulignées par Chris Atton comme des caractéristiques intrinsèques aux médias alternatifs : « [...] the alternative media claim a democratic, participatory ethos, where readers are very often able to contribute articles and take part in editorial decision-making, even becoming editors themselves⁵⁴⁶ ».

C'est dans ce cadre que les participants réfugiés ont la possibilité de reprendre la parole. À ce sujet, Marie Veniard étudie les pratiques « militantes » visant à ne pas parler à la place des étrangers :

« Dans le champ des mobilisations pour le droit des étrangers, la pratique méta-pragmatique de “Ne pas parler à la place ...” relève d'une stratégie des militants soutiens pour marquer leur solidarité avec les personnes sans-papiers, afin que ces derniers disposent de l'espace pour s'approprier ou s'approprient une parole politique et la fassent entendre. Ainsi, “Ne pas parler à la place ...” est une réponse à un problème qui caractérise toutes les luttes des “minorités” ou groupes dominés en quête de

⁵⁴⁶ « Les médias alternatifs revendiquent un ethos démocratique et participatif, où les lecteurs sont très souvent capables de contribuer à des articles et de participer à la prise de décision éditoriale, devenant eux-mêmes éditeurs. » (Atton Chris, *Alternative Media*, op. cit., p. 155. Traduction par mes soins)

reconnaissance quand ils se mobilisent avec d'autres, et, plus largement, les situations de délégation de la parole⁵⁴⁷ ».

Il faut souligner que l'effort des médias étudiés pour redonner la parole aux personnes concernées et, par conséquent, déconstruire des stéréotypes et des idées reçues, dépasse l'envie tout court de représenter positivement les personnes réfugiées. La moitié des journalistes et contributeurs interviewés ont justifié leur participation à ces médias par des raisons professionnelles (l'envie de se spécialiser professionnellement, la nécessité d'avoir un salaire, le désir de reprendre une activité en tant que journaliste ou autres raisons). Mais l'expression d'un soutien à la cause ou d'un intérêt spécifique pour les questions migratoires a été évoquée encore plus souvent : les deux tiers des interviewés ont exprimé avoir des raisons personnelles de vouloir participer à ces projets, même si c'était à titre bénévole.

Ces médias représentent ainsi plus que des espaces privilégiés pour la reprise de parole des personnes réfugiées et étrangères : ils représentent la naissance de vraies communautés tissées par des liens d'amitié et/ou par des valeurs de solidarité, permettant leur inclusion dans la sphère médiatique. Pour *L'Œil de la MDJ*, ceci est d'autant plus le cas, car la Maison héberge ou a hébergé la grande majorité des journalistes participant au média, comme c'est le cas de Mulham Hendawy : « Ça fait quatre mois que j'ai quitté la Maison, mais je pense comme si c'était ma maison. J'y appartiens, j'adore cet endroit. Chaque fois qu'ils me demandent des choses, j'aime bien faire partie de cette association, il y a une super ambiance, ils font de leur mieux pour nous aider⁵⁴⁸ ».

La présence de personnes étrangères et immigrées au sein des équipes est perçue en interne comme un élément de légitimation du discours sur la migration, en raison de l'engagement des personnes directement concernées, comme le souligne Gaspard Njock, bénévole à *Guiti News* :

« Même si tu n'as pas de formation en journalisme, si tu veux faire du journalisme tu le fais, parce que tu as le droit d'avoir ton regard sur l'actualité. Qu'est qu'il y a de mieux qu'un Tchadien pour raconter l'actualité qui se passe au Tchad, parce qu'il a vécu au Tchad, il sait ce qu'est le Tchad, il parle la langue. Les journaux *mainstream* vont peut-être envoyer un journaliste là-bas sur le terrain mais qui vient de la France... C'est sûr qu'il va prendre l'information, mais je pense que c'est plus pertinent si un Tchadien qui connaît bien son pays doit parler des problèmes là-bas, ça donne une légitimité. C'est ça que *Guiti News* apporte⁵⁴⁹ ».

⁵⁴⁷ Veniard Marie, « Ne pas parler à la place des premiers concernés ». Étude d'une pratique politique d'éthique langagière chez des militants politiques pour les droits des étrangers en France. *Nouvelle Revue Synergies Canada*, 15, 2022, pp.1–16, p.2.

⁵⁴⁸ Hendawy Mulham, *op. cit.*

⁵⁴⁹ Njock Gaspard, *op. cit.*

Cela permet en effet de changer le récit par rapport à celui des médias traditionnels, puisque la personne du réfugié est mise en lumière non seulement comme objet mais également comme sujet producteur de l'information. Pour Abdallah Hassan, donner la parole et faire participer ces acteurs sont des mesures nécessaires pour changer le discours qui est traditionnellement répandu dans les médias grand public :

« J'aimerais bien que les médias [traditionnels] montrent la réalité, pourquoi les personnes quittent leur pays. Il manque des explications, alors qu'ils savent très bien pourquoi. Ça me révolte. Deuxième chose, au lieu de parler de la personne, il faut lui donner la parole. [...] Grâce à l'indépendance et grâce à la diversité de l'équipe, *Guiti News* arrive à parler différemment. C'est les réfugiés qui donnent la richesse à *Guiti News*⁵⁵⁰ ».

Même sans avoir de bénévoles, ce sentiment est également partagé dans la rédaction d'*Infomigrants*. Shariff Bibi raconte son ressenti par rapport à la diversité des équipes au sein du média : « Chaque matin, quand on fait notre conférence de rédaction, il y a toutes ces personnes de tous les horizons, avec leur propre avis sur chaque sujet. Cela apporte plus de vie, plus de diversité. Cela apporte un autre niveau pour les actualités, avec d'autres opinions⁵⁵¹ ».

On a constaté la présence de dix nationalités différentes dans les quatre médias confondus. Cependant, à part *L'Œil de la MDJ*, les équipes sont encore majoritairement composées de Français. Malgré le fait que les personnes réfugiées, étrangères et immigrées interviewées ont mis en valeur la richesse de pouvoir participer à ces médias, on observe que leur participation n'est pas si importante comme on le pourrait souhaiter. En effet, des difficultés liées à la langue et également au manque de confiance en soi, au manque de maîtrise de certaines techniques journalistiques ou bien pour des questions de sécurité font que dans certains cas les réfugiés sont moins nombreux et participent moins dans les médias associatifs, comme nous le verrons ensuite.

⁵⁵⁰ Hassan Abdallah, *op. cit.*

⁵⁵¹ Bibi Shariff, *op. cit.*

8.1.2. La participation des réfugiés et immigrés dans la production d'information

Avant de rentrer dans l'analyse des limites de la participation des personnes réfugiées et immigrées au sein des médias étudiés, il est important de soulever le sujet de la présence des femmes dans ces médias. Depuis le début de la recherche, nous avons observé que les femmes sont présentes dans tous les médias, avec des rôles variés et souvent importants dans leur fonctionnement.

Dans *Infomigrants*, la rédactrice en chef est une femme française, fille de Syriens. Les trois journalistes permanents (en CDI) de la rédaction francophone d'*Infomigrants* sont également des femmes françaises. La coordinatrice de *Tido* et la rédactrice en chef de *Guiti News* sont aussi des femmes françaises. Dans *Tido*, la grande majorité de l'équipe est composée par des femmes (françaises) et dans *Guiti News* les Françaises représentent environ trois quarts de l'équipe (malgré le souhait d'avoir une équipe « franco-réfugié » équilibrée). À la différence des trois autres médias, dans *L'Œil de la MDJ*, les femmes sont rarement présentes, même si elles représentent un tiers des résidents de la Maison des journalistes et que, par le passé, quelques femmes se sont démarquées dans l'écriture d'articles pour le site, comme c'est le cas d'Elyse Ngabire.

Ainsi, malgré un certain équilibre global du nombre de femmes et d'hommes qui participent aux quatre médias confondus, l'observation de près montre que ces médias sont déséquilibrés concernant le genre, si comparés entre eux. Les femmes sont majoritaires chez *Tido* et *Guiti News*. Les hommes sont majoritaires à *L'Œil de la MDJ*, et dans *Infomigrants* on trouve un certain équilibre. Ce qu'il est curieux d'observer c'est que le statut administratif a également un rôle important : dans ces médias, la quasi-totalité des femmes sont françaises, alors que les hommes sont étrangers et immigrés le plus souvent. Le manque de femmes étrangères, réfugiées ou immigrées au sein des médias se reflète naturellement dans les entretiens menés dans cette recherche : toutes les femmes interviewées sont françaises, alors que seulement trois hommes sur 13 sont français d'origine.

Qu'est-ce qui explique le manque de femmes exilées dans les rédactions étudiées ? Même si la question du genre n'est pas au centre de cette recherche, nous pouvons formuler certaines hypothèses, qui peuvent être développées dans une étude spécifique dans l'avenir :

- Des questions culturelles et l'accès aux études : la formation en journalisme peut ne pas être accessible à tous (et notamment aux femmes) dans certains pays, ce qui serait lié au rôle de la femme dans la société. On peut penser à la femme qui est réduite au rôle de « mère » ou de « femme au foyer » dans certains pays, condition qui peut être également liée au niveau de scolarité des femmes. La maîtrise du français – à l'oral comme à l'écrit – peut également être liée à la question de l'accès aux études, raison pour laquelle des femmes non scolarisées seraient encore plus éloignées de la prise de parole dans les médias.
- La maternité et le travail : les femmes qui ont des enfants, même celles scolarisées, auront invariablement moins de temps pour se consacrer à des activités bénévoles. Celles qui travaillent à l'extérieur, souffrant déjà de la double journée, seront encore moins propices à s'engager à ce genre d'activité.
- Les traumatismes et la perception féminine sur les questions de sécurité : il ne faut pas oublier les femmes qui ont été victimes de violences sexistes et sexuelles, celles qui ont été victimes de la traite ou bien de violences de toutes sortes avant, pendant, ou après le périple. Les traumatismes et la peur engendrés seraient aussi des freins pour l'exposition de ces femmes dans les médias. En effet, elles auraient plus tendance à protéger leur image pour protéger également leurs proches.

Ce ne sont là que des hypothèses auxquelles nous ne pourrions répondre ou que nous ne pourrions approfondir dans cette étude. Nous soulignons, cependant, que nous n'avons identifié aucune entrave spécifique aux femmes étrangères, réfugiées et immigrées pour qu'elles participent aux médias étudiés (dans la limite des possibilités de participation, comme nous l'étudierons par la suite).

Passons alors à l'analyse des limites de la participation des réfugiés dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants*.

Les journalistes Mulham Hendawy et Adam Mahamat ont tous les deux rencontré la même difficulté en arrivant en France : se réinsérer en tant que professionnels arabophones dans un domaine saturé et peu accessible aux étrangers. Ces deux jeunes hommes hébergés à la Maison des journalistes ont eu l'opportunité de participer à *L'Œil de la MDJ*, mais leur participation a été limitée à la traduction de textes ou aux activités de formation.

Comme étudié dans le chapitre précédent, la question de la langue peut représenter une barrière importante à la participation des réfugiés dans les médias étudiés. Mais elle n'est pas la seule. Guillaume Luer, ancien chargé d'édition à la Maison des journalistes, dresse quatre profils différents des participants à *L'Œil de la MDJ* :

« Le premier c'est le journaliste qui ne veut plus être journaliste. [...] Il ne parle pas français, et parfois pas anglais. Les Syriens ont une écriture arabe, et pour eux ça va vraiment être difficile. Il y a ceux qui n'ont plus envie, tout simplement. La plupart ont été torturés, etc.⁵⁵² ».

Le deuxième profil est celui du journaliste qui va écrire selon l'actualité de son pays :

« [Il] va diffuser des informations sur son pays quand vraiment il trouve que c'est "abusé" quoi. Par exemple, il y a eu une révolution au Tchad et des personnes ont fait des vidéos dans la foule, et parfois on diffuse des images violentes. On n'a pas de censure particulière par rapport à ça, contrairement à beaucoup de médias. Et on a la possibilité de vérifier nos sources assez facilement à l'autre bout du monde, parce que le journaliste a quand même gardé des contacts⁵⁵³ ».

Le troisième profil est celui du journaliste qui écrit régulièrement pendant qu'il est hébergé à la Maison des journalistes, mais qui arrêtera sa participation du moment qu'il quitte la maison. « C'est souvent parce qu'il trouvé un boulot⁵⁵⁴ », poursuit Guillaume Luer.

Enfin, le quatrième profil est le plus rare : celui du journaliste qui continue à écrire pour le média, même après avoir quitté la MDJ. « Il y a un journaliste que ça fait presque 20 ans qu'il écrit une dizaine d'articles par an minimum. Il est à Rennes aujourd'hui, il n'a quasiment pas d'argent, il est malade, mais il continue, parce que pour lui c'est sa passion⁵⁵⁵ ».

Liso Campana, stagiaire française à la Maison des journalistes, liste quelques raisons de la faible participation des journalistes exilés dans le journal, qui renforcent les explications de Guillaume Luer. Tout d'abord, ces journalistes sont « dégoûtés du métier », un sentiment qui est lié au traumatisme causé par des persécutions :

« Pendant mes deux mois de stage, je pense qu'il y avait un ou deux [journalistes] à écrire des articles, et tout le reste n'écrivaient pas. Ils ne font plus leur métier. J'ai demandé à l'administration comment ça se fait qu'il n'y ait que très peu de journalistes qui écrivent, mais ils disaient que c'était très compliqué pour eux. Très souvent, ils sont

⁵⁵² Luer Guillaume, *op. cit.*

⁵⁵³ *Ibid.*

⁵⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵⁵ *Ibid.*

exclus de leur pays du jour au lendemain. [...] Ils se retrouvent dans un pays où ils ne connaissent rien et on leur propose de continuer à écrire... Mais je pense que si on se met à leur place, c'est compliqué, par rapport à tout ce qu'ils ont vécu, de continuer à écrire, à exercer leur métier⁵⁵⁶ ».

Les questions de sécurité expliquent aussi une résistance à reprendre la plume :

« Il y a aussi des journalistes qui sont tellement menacés qu'ils ne peuvent pas écrire, parce que s'il y a une seule trace sur eux sur internet, ils ont peur. Il y a un des journalistes qu'on ne connaît pas sa vraie identité et on n'a pas pu faire son portrait parce qu'il nous a dit que s'il y a une seule information sur lui qui sort, il est menacé. Après, il peut écrire de manière anonyme, mais je pense que ce qu'ils ont vécu dans leur pays c'est tellement dur psychologiquement et physiquement – aussi parce qu'il y en a certains qui ont vécu des tortures, des choses atroces –, qu'il a trop peur, il n'a pas envie⁵⁵⁷ ».

En outre, les formats privilégiés par les médias étudiés peuvent également être une barrière pour les journalistes participants. Liso Campana explique le cas de *L'Œil de la MDJ* :

« Pour l'instant ce n'est que du format écrit. Comme j'adore la vidéo, je leur ai proposé, ils sont très ouverts et tout de suite ils ont dit oui. Mais dans le cas de Zaher [photojournaliste exilé, résidant à la Maison] c'est que de la photo. La MDJ n'a pas mis en place une radio, des vidéos... Zaher continue à faire des photos etc., mais sur son *Instagram*. Dans le cadre de la MDJ il n'écrit pas. [...] À part mes vidéos, il n'y a pas d'autres vidéos qui ont été faites, et dans la MDJ il y a pas mal de photojournalistes⁵⁵⁸ ».

Les réfugiés, étrangers et immigrés interviewés ont confirmé certaines de ces difficultés évoquées et en ont indiqué d'autres. La liste des raisons de la faible participation des exilés dans les médias étudiés est en effet diverse : pour des questions de sécurité, à cause des traumatismes vécus par les journalistes persécutés, à cause du manque de maîtrise de certaines techniques journalistiques...

Pour Adam Mahamat, à part la question de la langue, sa difficulté principale était le sentiment de vulnérabilité entraîné par la condition de demandeur d'asile :

« Au début, comme [...] je suis encore demandeur d'asile, j'avais peur, donc [...] c'est pour ça que je n'écris pas d'articles, parce que je n'ai pas encore le statut. Tu peux écrire même en étant demandeur d'asile à la MDJ, mais pour moi c'était une question de sécurité. Pour protéger mon identité. Par exemple, si tu es demandeur d'asile et que tu écris des choses, tu n'as pas la protection de la France si quelque chose t'arrive⁵⁵⁹ ».

⁵⁵⁶ Campana Liso, *op. cit.*

⁵⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁵⁹ Mahamat Adam, *op. cit.*

La peur ressentie par Adam Mahamat a déjà été évoquée par d'autres personnes interviewées. Mulham Hendawy renforce l'idée que la santé mentale fragilisée des journalistes réfugiés est en effet un des grands problèmes rencontrés par les résidents de la Maison des journalistes :

« Une grande partie des problèmes que les journalistes réfugiés et demandeurs d'asile rencontrent ici est psychologique. Tu as besoin de quelqu'un pour prendre soin de ça. Un psychologue dans la maison pourrait le gérer. Il y a 14 journalistes vivant là-bas. Il y avait un journaliste syrien qui était musulman et qui pensait que boire c'était un péché, mais il devait boire pour oublier sa famille qui était en danger entre le Yémen et Oman. Il disait à tout le monde qu'il avait besoin d'aide, il essayait de raconter son histoire... Cet homme a besoin d'aide psychique pour traverser ça⁵⁶⁰ ».

Face à des problèmes si complexes, faire du bénévolat peut paraître anodin, voire impossible, selon la situation. L'opinion de Daouda Deme sur le sujet révèle que, en effet, les personnes réfugiées réalisent des combats quotidiens pour leur (sur)vie, ce qui les empêche de participer plus activement dans les médias :

« On est dans un pays où, par exemple, les personnes immigrées ont un problème de logement, d'avoir quoi manger, d'avoir accès aux droits sociaux, problèmes avec l'administration. Donc ces gens quand on leur dit de venir chez *Trait d'Union [Tido]*, ce n'est pas vraiment réel pour eux. Donc il faut qu'ils soient dans une situation stable, avoir où dormir, un travail leur permettant d'avoir un titre de transport. *Trait d'Union [Tido]* c'est du bénévolat, tu viens, tu consacres ton temps, mais tu n'es pas payé, et pour ton quotidien, ton déjeuner, ton dîner et tout... Et les gens ont besoin de ça. C'est pour ça que la plupart des immigrés ne viennent pas et c'est normal, c'est compréhensible. Mais les gens qui ont un petit peu de situation, même si c'est pas stable, par exemple moi, je fais de mon mieux pour me consacrer aux activités de *Trait d'Union [Tido]*. Je sais que je n'ai pas encore tout ce que je veux, je n'ai pas une situation stable, mais j'ai le minimum vital. Et puisque j'ai ça, je vais continuer à faire mon travail de bénévolat, parce que ça ne coûte rien d'aider les gens⁵⁶¹ ».

Comme toute activité bénévole, la participation à ces médias demande également du temps. Comme l'explique Daouda Deme, faire du bénévolat demande un engagement qui n'est pas accessible à tous, même à ceux en situation « stable ». Beraat Gokkus en est un exemple :

« *L'Œil de la Maison des journalistes* est une plateforme où tous les journalistes hébergés peuvent toujours écrire. C'est bénévole, gratuit, pour que les journalistes exilés s'expriment, parce qu'ils ont perdu leur liberté d'expression chez eux, donc avec la Maison des journalistes il y a un site internet où tu peux écrire. S'il y a des corrections à faire, ils révisent l'article, bien sûr. Il y a un rédacteur en chef, qui corrige les fautes d'orthographe, et comme ça tu peux écrire. Pourquoi je n'ai pas écrit en même temps

⁵⁶⁰ Hendawy Mulham, *op. cit.*

⁵⁶¹ Deme Daouda, *op. cit.*

pour *Guiti News* et pour *L'Œil de la Maison des journalistes* ? Parce que ça prend du temps. Donc j'ai choisi [d'arrêter d'écrire pour *L'Œil* et de s'engager auprès de *Guiti News*], et je me suis dit que c'était bien comme ça⁵⁶² ».

Enfin, une dernière difficulté évoquée est le manque de formation en journalisme pour certains participants, comme l'a précisé Mortaza Behboudi pour *Guiti News* : « Notre enjeu c'est les formations. Le travail journalistique a besoin de formation, ils ont besoin d'être formés. D'abord il y a la barrière de la langue, et puis il y a les formations. Sont les deux enjeux remarqués par nous⁵⁶³ ».

Abdallah Hassan raconte comment il a surmonté ce problème et a gagné en confiance en se rapprochant de Nina Gheddar, la rédactrice en chef de *Guiti News* :

« Ça fait quelques mois que je disais à Nina que je n'avais pas trop avancé chez *Guiti News*, que je n'avais pas appris des choses précises sur le journalisme, j'aimerais [en apprendre] encore plus. Donc depuis ça, Nina me donne des cours chaque semaine sur les bases du journalisme. Deux heures par semaine. Je fais des exercices, elle les corrige. C'est grâce à l'amitié avec Nina que j'ai pu avoir son aide. Ces cours ne sont que pour moi. Mais bientôt on aura des ateliers aussi pour les autres. Il y a deux ou trois personnes qui ne sont pas journalistes non plus dans l'équipe. Là c'est important pour qu'on soit autonome pour certaines démarches, certaines techniques : comment poser des questions, comment faire de bonnes photos, etc.⁵⁶⁴ ».

Nous observons à partir des entretiens qu'un temps d'adaptation pour reprendre la confiance dans l'écriture est en effet quelque chose de nécessaire. Cependant, à part la Maison des journalistes en ce qui concerne l'accompagnement administratif et le logement, les médias étudiés n'ont pas les moyens de gérer des problèmes de fond vécus par les personnes réfugiées. *Guiti News* a proposé en 2021 des « formations flash » de 30 minutes à une heure sur des sujets variés (les bases de la photographie, les bases du code, la prise de parole en public, etc.) pour apporter des connaissances supplémentaires à l'ensemble de l'équipe. Toutefois, à part Abdallah Hassan et un autre membre de *Guiti News*, les participants ne sont pas forcément accompagnés dans la question de l'écriture. En plus, ces formations restaient très superficielles. Pour *Tido*, des ateliers d'écriture ont été organisés au tout début du projet – et les textes en découlant ont été publiés sur leur site —, mais l'activité ne s'est pas poursuivie par manque de temps et des moyens. Emma Broughton, coordinatrice bénévole

⁵⁶² Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁵⁶³ Behboudi Mortaza, *op. cit.*

⁵⁶⁴ Hassan Abdallah, *op. cit.*

de *Tido*, reconnaît cela : « Moi je sais qu'il y a des moments où je pourrais faire plus, mais là je n'ai pas le temps de faire cet accompagnement-là⁵⁶⁵ ».

Dans ce sens, il faut souligner que même si l'écriture est l'activité principale des médias, les réfugiés pourraient s'engager dans des activités annexes : Daouda Deme, par exemple, s'est longuement occupé de la programmation des publications de *Tido* sur les réseaux sociaux. Mulham Hendawy, à son tour, réalisait des traductions pour *L'Œil*. Adam Mahamat, et tant d'autres personnes hébergées à la Maison des journalistes, s'est engagé dans le programme de formation Renvoyé spécial. Ce sont des exemples d'engagement des réfugiés dans les médias malgré toutes les difficultés évoquées. Ces activités ne sont pas directement liées à la production de contenus, mais elles contribuent à la diffusion et à la valorisation de la parole des réfugiés via les canaux employés par les médias étudiés.

Avec des équipes mixtes, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* font face à la fois au manque de participants réfugiés, mais également de Français. Le bénévolat est le moteur principal des activités de ces médias, en même temps que ça reste une des raisons pour lesquelles ils ont une activité et une cadence de production de contenu si variable.

8.2. L'IMPACT DU BÉNÉVOLAT DANS LA FRAGILITÉ ÉDITORIALE

Avant de rentrer dans le détail de comment le modèle de bénévolat a des répercussions sur la production éditoriale des médias étudiés, il est nécessaire de faire un rappel concernant la ligne éditoriale de chaque média. Dans cette analyse, nous traitons uniquement de *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*, puisque *Infomigrants* n'est pas basé sur le modèle de bénévolat⁵⁶⁶.

Ces trois médias ont des approches éditoriales précises. Comme déjà évoqué, la ligne éditoriale de *L'Œil de la MDJ* est basée notamment sur la liberté de la presse et d'expression, mais les journalistes exilés peuvent également traiter d'autres sujets, comme le précise le site de la Maison des journalistes : « ce média donne à chacun l'occasion de s'exprimer selon ses compétences et ses

⁵⁶⁵ Broughton Emma, *op. cit.*

⁵⁶⁶ La ligne éditoriale d'*Infomigrants* est traitée dans le chapitre 3 de cette étude.

centres d'intérêt⁵⁶⁷ ». L'approche éditoriale du média est assez claire pour les participants, ce qui fluidifie la production de contenus. Ils sont libres d'utiliser les tons et formats de leur préférence, puisque les orientations concernant la rédaction ne sont pas explicites.

Concernant *Guiti News*, ce média décrit ses valeurs, ses rubriques et ses pôles d'activité dans deux documents dédiés : dans la charte d'engagement des bénévoles et dans leur politique de protection des publics fragiles (PPPF). Ce dernier document a été conçu en avril 2020 avec l'objectif d'identifier les risques de l'activité médiatique réalisée et de proposer des actions de protection. Le document liste trois raisons d'être de cette politique :

« > Notre métier de journaliste nous confronte par essence à des sujets délicats. D'autant plus avec la ligne éditoriale choisie, clivante par essence, et éprouvante, tant elle peut mettre en lumière des parcours de vie, ponctués de violence sur le chemin de l'exil.

> Sont intégrées à l'équipe des personnes qui ont vécu la migration et qui peuvent ainsi être confrontées à un risque de re-traumatisation en travaillant à nouveau sur ces sujets.

> Nous interviewons des publics fragiles, dont les propos peuvent avoir des conséquences problématiques dans leur cercle familial, groupe ethnique, entreprise, pays d'accueil, selon leurs réalités quotidiennes⁵⁶⁸ ».

Par ailleurs, le document liste les valeurs du média, à savoir : l'indépendance, la collaboration, la vérité, la diversité, la légitimité et l'inclusion. Tous les nouveaux membres de l'association sont invités à prendre connaissance de la PPPF et de la signer. Celle-ci mentionne les pôles d'activités de *Guiti News*, mais c'est plutôt la charte d'engagement des bénévoles qui donnera plus de détails sur les missions, les niveaux de participation (ponctuel ou régulier), les devoirs de présence et de participation aux activités réalisées par *Guiti News*, les conduites à proscrire et les modalités de départ de l'association⁵⁶⁹. Les sujets à éviter ne sont pas précisés dans le document, mais le cofondateur Mortaza Behboudi souligne :

« On ne veut pas avoir un côté politique. On ne veut pas montrer qu'on soutient un parti politique. L'idée est de donner la parole, de faire parler les personnes qui sont isolées, mais en gardant toujours notre indépendance, parce qu'on est un journal libre et indépendant. On ne veut pas avoir le soutien d'un parti politique ni d'entreprises privées⁵⁷⁰ ».

⁵⁶⁷Maison des journalistes, « Les aides proposées ». *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/nos-aides-nos-missions/>, consulté le 12 août 2022.

⁵⁶⁸Guiti News, *Politique de protection des publics fragiles (PPPF)*. Document interne. 2020.

⁵⁶⁹Guiti News, *Charte d'engagement*. Document interne. 2021.

⁵⁷⁰Behboudi Mortaza, *op. cit.*

Par rapport aux sujets sensibles, Mortaza Behboudi précise que « le journaliste peut choisir d'être anonyme, ou d'avoir un pseudo pour se protéger⁵⁷¹ ».

La constitution d'un document formel en 2020 pour préciser la ligne éditoriale et les valeurs de *Guiti News* était également ressenti comme un besoin pour les contributeurs. En 2019, Abdallah Hassan me confie ne pas connaître l'existence d'une ligne éditoriale écrite pour le média : « Je ne sais pas si ça existe. On n'a pas discuté. On a des façons de faire des vidéos, photos et textes. Tous les membres ont accès au site *guitinews.fr* [sur wordpress], tout le monde peut écrire en brouillon, mais pas publier⁵⁷² ».

Dans *Tido*, le document de référence pour les bénévoles explicite la ligne éditoriale et les valeurs du média, explique chaque rubrique, et donne même des conseils de rédaction ou sur comment publier les articles sur la plateforme web utilisée. Les valeurs listées dans le document sont : travail en groupe, partage, tolérance, réflexion, ouverture d'esprit, amitié, enthousiasme, remise en question, originalité, inclusion, inspiration, diversité, humanité⁵⁷³. Daouda Deme précise que la formalisation entre 2016 et 2017 d'une ligne éditoriale pour *Tido* – à l'époque *Trait d'Union* – était une manière de différencier les contenus propres au média de celui de l'association Singa : « Parfois Singa voulait supprimer certaines publications de *Trait d'Union* [*Tido*] parce que ça ne rentrait pas dans la ligne éditoriale de l'asso. Et on s'est dit qu'on allait faire notre ligne [propre] éditoriale⁵⁷⁴ ». Il poursuit :

« On a discuté, on s'est mis d'accord pour dire [dans la ligne éditoriale] des choses telles qu'elles sont, mais avec la souplesse de ne pas vraiment heurter la sensibilité de nos lecteurs. [...] On privilégie toujours les mots qui ne stigmatisent pas les gens. On veut vraiment être au top avec les textes qu'on fait, ne pas utiliser des mots à caractère stigmatisant⁵⁷⁵ ».

Le document précise la fréquence des conférences de rédaction, mais ne donne pas plus de détails sur la participation et le suivi des bénévoles.

Il est important de souligner que les bénévoles sont censés être guidés par les orientations de la ligne éditoriale de chaque média, mais ces orientations ne sont pas suffisantes pour pérenniser leur participation ni la constance des publications. En effet, nous observons deux principales

⁵⁷¹ *Ibid.*

⁵⁷² Hassan Abdallah, *op. cit.*

⁵⁷³ Tido, *Le guide du bénévole, op. cit.*, p. 6.

⁵⁷⁴ Deme Daouda, *op. cit.*

⁵⁷⁵ *Ibid.*

répercussions du modèle de bénévolat sur la production de contenus dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*. Tout d'abord, il s'agit d'un modèle marqué par un paradoxe : il demande un suivi des bénévoles, en même temps qu'il encourage leur autonomie. En deuxième lieu, ce modèle facilite l'innovation et la profusion d'idées de la part des bénévoles, mais ne représente pas forcément l'option la plus durable pour garantir que ces idées perdurent.

8.2.1. Le suivi des bénévoles

Comme mentionné précédemment, le bénévolat est un modèle qui se base sur la volonté, la disponibilité et l'engagement. Il s'agit d'un accord fait sur la base de la confiance et du partage de valeurs communes qui ne comporte pas – *a priori* – de contrepartie.

Nous avons étudié comment les participants se sentent par rapport à leur engagement auprès des médias analysés, la plupart d'entre eux ayant exprimé une certaine satisfaction de travailler pour « la cause migratoire ». De même, la confiance en soi, le respect de soi et l'estime de soi renforcées par les relations d'amitié, de travail et de solidarité vécues au sein de ces médias peuvent être considérés comme des « récompenses » du travail réalisé bénévolement.

Nous observons que ces formes de reconnaissance sont éprouvées notamment par les participants assidus, ce qui peut impulser un cercle vertueux de participation : plus ils participent, plus ils se sentent parties prenantes d'un groupe qui les reconnaît et qui les valorise en tant que membres, plus ils se sentent fidélisés à y rester. Or, la règle fonctionne également à l'inverse : moins ils participent, moins ils se considèrent parties prenantes, moins ils ressentent la reconnaissance, moins ils ont envie d'y rester.

Les médias étudiés qui pratiquent le modèle de bénévolat souffrent de ce dilemme : la difficulté de recruter entraîne une difficulté de fidélisation. En outre, comme déjà évoqué dans le chapitre précédent, même les participants les plus assidus peuvent ne pas se sentir reconnus, ce qui les amène à abandonner plus facilement leurs missions. Les médias qui sont moins structurés en ce qui concerne le recrutement de bénévoles souffrent encore plus. C'est le cas de *Tido* et de *L'Œil de la MDJ*. Ces deux médias laissent leurs portes ouvertes à la participation et à la proposition de

contenus, formats et sujets à traiter, mais cette liberté peut être déroutante pour les bénévoles moins expérimentés.

Analysons par exemple le cas de *Tido*. À chaque fois qu'une nouvelle personne intègre le média, elle est présentée aux différentes rubriques et est laissée libre pour réaliser un premier papier. La liberté de produire n'importe quel contenu peut être vu comme un manque de cadrage et peut effrayer certains, qui finissent par ne même pas se lancer par peur de ne pas savoir quoi faire. En constatant ce problème, le média a décidé de proposer à chaque nouveau membre de réaliser un portrait pour la rubrique « *Humans of Movement* », qui détient une grille d'entretiens prête à l'emploi. Ceci peut minimiser la peur de réaliser un sujet, mais finit par ne pas diversifier les contenus du média. En plus, très peu de bénévoles passent le cap et continuent à réaliser d'autres types de sujets ou écrivent pour d'autres rubriques.

Pour *L'Œil de la MDJ*, cette problématique est moins présente car les journalistes participants sont déjà familiarisés avec la production de papiers et maîtrisent bien les sujets à traiter. En effet, les contributeurs du média écrivent notamment sur des sujets liés à leur pays d'origine ou à la liberté d'expression et de la presse. Cependant, dans *L'Œil de la MDJ* comme dans *Tido*, les bénévoles sont bienvenus pour participer, mais sont moins encouragés à continuer à écrire par un certain manque de suivi. Alix Charles, bénévole chez *Tido*, en parle :

« Il n'y a pas quelqu'un qui fait un suivi. Je pense que dans *Trait d'Union [Tido]* on est tous assez autonomes, il n'y a personne qui est là en train de nous dire "ah, tu as dit que tu allais faire ça, est-ce que c'est fait ?", etc. Ça c'est pas en lien avec la philosophie, la mentalité de *Trait d'Union [Tido]* en tant qu'association, et je pense que ça c'est un des points très positifs du projet, au moins que j'apprécie beaucoup. C'est-à-dire, il n'y a jamais cette pression. Je pense que ça fait partie de l'ambiance positive et conviviale du projet. Je pense que ça peut aussi contribuer peut-être au fait qu'il y a pas mal de bénévoles qui disparaissent au fur et à mesure, parce qu'il n'y a peut-être pas assez de pression pour que ces gens restent impliqués dans le projet⁵⁷⁶ ».

Daouda Deme confirme que fidéliser les bénévoles dans le média reste une difficulté :

« Parfois le problème de *Trait d'Union [Tido]* c'est des gens qui ne restent pas, c'est ça le problème. On peut avoir beaucoup de personnes à la fois, de gens qui viennent et qui s'engagent également, en disant qu'ils vont faire ça, ça, ça, mais au bout de quelque temps ces gens disparaissent sans donner de leurs nouvelles. Étant donné que c'est un média également qui nécessite que du bénévolat, on a pas les moyens d'avoir des

⁵⁷⁶ Charles Alix, *op. cit.*

salariés, on ne peut pas non plus obliger ces gens à rester. Si les gens ont du temps à accorder, c'est bon, mais s'ils n'ont pas le temps, on ne peut rien faire⁵⁷⁷ ».

Emma Broughton, coordinatrice de *Tido*, regrette l'évasion de bénévoles : « Les gens, ils viennent, ils participent, puis ils s'en vont, donc on les a formés pour rien. Les nouveaux qui arrivent malgré tout c'est quand même compliqué de former et tout, ça prend du temps...⁵⁷⁸ ». Pour Emma Broughton, les rubriques facilitent la prise en main du média et la recherche de nouveaux sujets, mais ne sont pas suffisantes pour garder la constance du bénévolat.

Le suivi réalisé auprès des bénévoles de *Tido* est minime. Comme expliqué par les participants, toute personne est libre d'écrire et de suggérer, sans aucune pression concernant les délais et très peu concernant la forme. Emma Broughton et une autre bénévole de l'association, qui s'occupent de relire les textes avant leur publication, peuvent réaliser des retours éventuels si le texte doit être retravaillé (par exemple, pour être valorisé sous un certain angle plus en accord avec la ligne éditoriale du média). Mais les bénévoles restent libres pour rendre les papiers quand ils le souhaitent. Ceci fait que le média peut passer des mois à ne pas avoir de nouveaux contenus.

Dans *L'Œil de la MDJ*, le suivi des bénévoles, comme nous l'avons vu, fonctionne différemment pour les journalistes exilés par rapport à celui réalisé auprès des stagiaires. En effet, le suivi du rédacteur en chef Christophe Joly auprès des stagiaires, mais pas auprès des journalistes exilés, crée une double approche pour les papiers. Ceux écrits par les stagiaires peuvent être plus nombreux à des moments (pendant les périodes de stage), et sont tournés vers la liberté d'expression. Les papiers réalisés par les journalistes exilés sont plus divers concernant les thématiques, même si ça reste très lié aux parcours personnels de ces journalistes (les conditions dans leurs pays d'origine ou leurs récits sur comment se passe la vie en France). La fréquence de publication reste très variable.

Le rédacteur en chef reconnaît la faible participation des journalistes exilés dans le média et souligne l'existence d'une autre activité de la Maison des journalistes qui serait plus attractive pour ces personnes : « Dans la MDJ il y a un format qui s'appelle Renvoyé spécial, où ils vont raconter leur histoire dans les écoles, les collèges et les lycées et là pour le coup ils participent beaucoup, ils sont très actifs, très précieux⁵⁷⁹ ».

⁵⁷⁷ Deme Daouda, *op. cit.*

⁵⁷⁸ Broughton Emma, *op. cit.*

⁵⁷⁹ Joly Christophe, *op. cit.*

Nous observons ainsi que *L'Œil de la MDJ* et *Tido* s'intéressent plutôt à avoir des contenus de temps en temps, sans une vraie cadence, qu'à assurer qu'une même personne produise plusieurs contenus de manière régulière. Ces deux médias sont par ailleurs peu préoccupés quant à la participation des contributeurs dans la vie associative, c'est-à-dire, leur participation à d'autres activités en dehors de l'écriture. Pour *L'Œil de la MDJ*, ceci est d'autant plus vrai que l'intervention des journalistes exilés dans le cadre du programme Renvoyé spécial reste une activité complètement séparée du média, étant gérée par une salariée de l'association.

Concernant *Guiti News*, le suivi des bénévoles comporte quelques différences par rapport aux deux autres médias. Le manque de participation, que ce soit dans le volet éditorial ou associatif – en fonction de l'engagement de la personne – est mal vu, et les bénévoles sont priés de participer aux conférences de rédaction ou d'autres rencontres et activités du média, ainsi que de rendre les papiers dans un délai prédéfini. Nous observons que le recrutement et le suivi des bénévoles est plus structuré dans *Guiti News*, ce qui encourage – dans un premier temps — les participants à y rester. Cependant, les bénévoles peuvent se sentir opprésés par les règles du média. En plus, comme évoqué précédemment, *Guiti News* a une particularité : le média commence à avoir des fonds, mais ne rémunère pas tous les participants, ce qui crée des frustrations et finit par motiver certains à travailler ailleurs. En effet, une bonne partie des participants souhaitent se professionnaliser dans le journalisme, mais le manque de vraies perspectives d'avenir dans le média fait que *Guiti News* devient moins attractif après un certain temps, ce qui explique le départ des bénévoles au fur et à mesure.

8.2.2. L'inconstance du bénévolat et l'impact sur les contenus et formats

Il est important de souligner une deuxième difficulté liée au modèle de bénévolat. Ce modèle permet aux participants d'être libres de proposer des sujets et même d'innover dans la réalisation des papiers avec des nouveaux formats. Nous observons, par exemple, des poèmes dans *Tido*, des récits sous forme de roman dans *L'Œil de la MDJ* et des histoires qui se mélangent avec des recettes de cuisine dans *Guiti News*. Ces formats sont, certes, exception, mais indiquent à quel point ces médias permettent aux participants une liberté dans la production de contenu.

Cependant, ces formats – ainsi que d’autres – et même certaines rubriques ont tendance à disparaître. La raison est simple : les bénévoles qui en proposent ne font plus partie des médias, ce qui implique une discontinuité éditoriale.

Nous observons dans *Tido* la disparition, petit à petit, de trois rubriques : Vu d’ailleurs, Revue de presse et Voiceover. Vu d’ailleurs, qui abritait des articles sur l’accueil des personnes réfugiées dans d’autres régions du monde n’a eu que huit articles publiés entre 2016 et 2021 (dont deux ont été des traductions en anglais et en allemand d’un article préalablement publié en français). Les sujets traités dans cette rubrique ont été réalisés notamment par des bénévoles qui réalisaient des voyages ou des programmes d’échange à l’étranger. La fin de leurs séjours ailleurs a représenté également la fin de la production de nouveaux articles pour la rubrique.

La revue de presse de *Tido* a également souffert d’une instabilité dans ses publications. Lancée en avril 2018, cette rubrique a publié des textes pendant trois mois. Le projet s’est ensuite mis sur pause pendant plus de deux ans, avec le départ des deux personnes qui s’en occupaient. En octobre 2020, une nouvelle bénévole reprend la rubrique et réalise de nouvelles publications, avec une régularité mensuelle, jusqu’en juin 2021.

Enfin, Voiceover a été une activité réalisée plutôt dans les premières années d’activité du média, entre 2017 et 2018. Dans cette rubrique, des articles publiés étaient enregistrés sous forme audio, toujours en français. Seulement huit enregistrements ont été réalisés, avec de longues pauses – de mois ou d’années – entre eux. Cette rubrique a inspiré un projet de podcast pour *Tido* qui n’a, d’ailleurs, jamais vu le jour, puisque les deux bénévoles qui portaient l’idée ont quitté l’association l’un après l’autre. Alix Charles, une de ces bénévoles, l’explique :

« *Trait d’Union [Tido]* a un podcast qui s’appelle Voiceover, qui sert plutôt comme transcription orale d’articles écrits. Et moi ce que je voulais faire c’était lancer une série d’épisodes de “vrai podcast”, où on aurait des intervenants qu’on interviewait sur différentes thématiques. Ce qui m’intéressait c’était aussi de faire venir des intervenants du secteur privé, qui travaillent dans des entreprises, des grands groupes qui ont des programmes d’intégration des personnes réfugiées ou de programmes de soutien pour ces publics-là. Et avant, à San Francisco, j’ai travaillé pour une entreprise [...] qui a un gros programme de mentorat pour des personnes réfugiées [...]. Donc on voulait faire intervenir des membres de ce programme-là, [...] des mentors, des buddies etc, des gens qui sont impliqués dans le programme. [...] On s’est dit qu’on pourrait enregistrer les épisodes en novembre et décembre et qu’ils sortiraient en janvier par exemple. Entretemps, il y a eu un gros blocage de relations publiques, [...] et je me suis rendue compte qu’ils n’avaient jamais été invités à parler sur un podcast externe et que les

personnes qu'on voulait faire intervenir n'étaient peut-être pas certifiées par l'entreprise pour parler de l'entreprise à des publics externes, donc [...] au final ça s'est pas passé. Mais c'est vraiment dommage parce que ça pourrait être un super exemple d'un programme qui a beaucoup d'impact et qui fonctionne bien. Ça m'a un peu démoralisé⁵⁸⁰ ».

Après cet épisode, les deux bénévoles impliqués dans le projet de podcast se sont occupés d'autres activités au sein du média, et le projet n'a jamais été lancé.

Dans *Guiti News*, c'était tout le projet de site en anglais qui a vu ses activités quasiment s'arrêter après que l'équipe de la branche anglophone se soit dissoute petit à petit. En effet, la version du site *Guiti News* en anglais était plus qu'une page simplement traduite. Toute une équipe d'une dizaine de personnes participait à la production de papiers spécifiques, ainsi qu'à l'adaptation de textes produits en français vers l'anglais. Ce projet, tant rêvé par les cofondateurs du média, n'a finalement duré pratiquement qu'un an. Les problèmes relationnels et la grande charge de travail de cette équipe 100 % bénévole ont découragé la suite de la mission. Lancé en juillet 2020, le site en anglais a été alimenté avec une certaine régularité jusqu'en juin 2021. Puis, l'équipe anglophone annonce un départ en congés pour l'été 2021 sur les réseaux sociaux dédiés à la branche (*Facebook*, *Twitter* et *LinkedIn*), et plus jamais les réseaux n'ont repris. Sur le site internet, seulement trois textes ont été publiés après cette annonce : un texte en septembre 2021 et deux textes en décembre 2022. Ces trois textes ont été rédigés par des auteurs faisant partie de l'équipe francophone, ce qui indique que la branche anglaise de *Guiti News* a arrêté ses activités définitivement. La conséquence de la fermeture de *Guiti News* en anglais est double : 1/ le média est devenu encore moins accessible aux participants qui maîtrisent l'anglais, mais pas le français ; 2/ les textes sont moins accessibles au public non-francophone.

Pour *L'Œil de la MDJ*, nous observons des instabilités concernant les formats réalisés. Comme l'a expliqué Liso Campana, stagiaire à la Maison des journalistes, le format vidéo était peu développé par manque de moyens, de maîtrise technique ou par la volonté de préserver l'identité des journalistes exilés participant au média. Ponctuellement, ce format est repris selon la disponibilité de certains bénévoles. Face à cette situation, en janvier 2021 la Maison des journalistes lance un communiqué sur la nouvelle stratégie de *L'Œil de la MDJ*. Guillaume Luer, chargé d'édition, est remplacé par Hicham Mansouri, ancien résident de la Maison, qui s'occupera désormais de développer une nouvelle stratégie basée en trois grands axes : plus de partenariats, plus de visibilité

⁵⁸⁰ Charles Alix, *op. cit.*

et plus de reconnaissance des journalistes de la Maison des journalistes⁵⁸¹. Parmi les « nouveautés qui seront apportées au journal, [...] le format vidéo sera renforcé » :

« Afin de dépasser l'obstacle de la langue, les journalistes pourront – grâce aux partenariats avec des universités et des écoles de traduction – écrire également en arabe et en anglais (en plus du français). Enfin, des partenariats éditoriaux qui seront entrepris pour permettre aux journalistes et au journal de gagner en visibilité⁵⁸² ».

Nous observons que, bien que le modèle de bénévolat chez *Guiti News*, *Tido* et *L'Œil de la MDJ* comporte des particularités, ces médias souffrent des mêmes difficultés, notamment une instabilité dans la participation des bénévoles qui est déterminante pour la suite ou non d'idées, projets, rubriques. Les bénévoles – réfugiés ou non – sont au cœur de ces médias. Sans eux, *Guiti News*, *Tido* et *L'Œil de la MDJ* peinent à assurer le bon fonctionnement de leurs activités.

CONSIDÉRATIONS FINALES

La création de liens, la reprise d'une activité professionnelle et la possibilité de se faire entendre sont quelques raisons évoquées par les personnes interviewées pour participer aux médias étudiés. Cependant, l'intérêt principal pour deux tiers des personnes interviewées était de pouvoir soutenir la « cause migratoire », même si à titre bénévole.

Le bénévolat représente à la fois une possibilité d'ouverture à la participation et des opportunités d'innovation pour *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ*, en même temps que cela reste un modèle instable, qui peut impliquer une discontinuité éditoriale. En effet, presque la moitié des interviewés ont souligné que pérenniser la participation des contributeurs aux médias est un enjeu majeur. Sachant que deux tiers des interviewés à l'époque des entretiens travaillaient bénévolement pour *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ* et n'avaient, par conséquent, aucun devoir envers les publications, leur participation était conditionnée par une motivation morale personnelle.

Parmi les bénévoles, on trouvait des personnes au chômage, des étudiants, des salariés du privé, des indépendants et des fonctionnaires. Ils avaient tous un même défi : équilibrer un emploi du temps

⁵⁸¹ L'Œil de la Maison des journalistes, « L'Œil de la MDJ se dote d'une nouvelle stratégie ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/loeil-de-la-mdj-se-dote-dune-nouvelle-strategie/>, consulté le 22 juillet 2023.

⁵⁸² *Ibid.*

entre les occupations personnelles, professionnelles et/ou scolaires avec le bénévolat, ce qui peut engager la fréquence des publications dans chacun de ces médias.

Comme un cercle vicieux, ayant peu de publications ou ayant un calendrier éditorial instable, ces médias peinent à gagner en visibilité et, par conséquent, à avoir les conditions nécessaires pour s'autofinancer. Par ailleurs, le cœur de leur mission est également fragilisé, ce qui a pour conséquence que le but de changer les perceptions par rapport à l'asile et aux migrations n'a pas un effet considérable sur le grand public, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Chapitre 9. De l'ambition à la désillusion : les limites d'ordre matériel et financier

« [Si *Guiti News* arrivait à avoir des fonds, travaillerais-tu comme journaliste chez eux ?] Oui, je laisserais tout de côté pour travailler chez *Guiti News*⁵⁸³ ».

La déclaration d'Abdallah Hassan, faite en novembre 2019, est pleine d'espoir. Ce bénévole tchadien était motivé à poursuivre une carrière de journaliste en France, un métier qu'il découvrait plus en profondeur chez *Guiti News*. Comme d'autres bénévoles, Abdallah Hassan a appris dans ce média certaines techniques journalistiques, tout en devant faire face aux limites et conflits internes à l'association.

En effet, dans les chapitres précédents, nous avons étudié les limites d'ordre humain et éditorial rencontrées par *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*. Nous avons pu constater comment les relations d'amitié et de solidarité sont présentes au sein de ces médias, étant quelquefois aussi importantes que les relations de travail. Nous avons également étudié les dynamiques contributives de *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*, qui sont basées sur un modèle de bénévolat qui permet à la fois une plus grande ouverture à la participation, mais qui peut également avoir des conséquences sur la production de l'information. En outre, les personnes réfugiées (notamment les femmes) restent encore minoritaires au sein de ces médias, et le manque de rémunération peut démotiver les bénévoles. En effet, parmi les médias analysés, seul *Infomigrants* a suffisamment de ressources pour rémunérer la totalité de ses journalistes. Le manque de ressources est un frein au développement des trois autres médias, surtout en ce qui concerne la production d'articles en plusieurs langues ainsi que la possibilité de faire des reportages sur le terrain.

Ainsi, dans ce chapitre, nous allons analyser les conditions matérielles de production de l'information dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* et comment cela impacte la visibilité des contenus auprès des publics français et réfugié. Les modalités de financement de chaque média seront également étudiées dans la deuxième partie du chapitre.

⁵⁸³ Hassan Abdallah, *op. cit.*

9.1. L'INÉVITABLE QUÊTE POUR LA VISIBILITÉ

L'Œil de la MDJ, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* sont des médias qui traitent de l'exil tout en s'adressant à des publics différents. Alors que *Tido* et *Guiti News* ont comme cible les Français, *Infomigrants* s'adresse à ceux qui se trouvent en situation de migration. *L'Œil de la MDJ*, de son côté, s'adresse à la fois au public français (pour mettre en lumière la situation de la liberté de la presse dans d'autres pays), en même temps qu'il informe les ressortissants de ces mêmes pays de ce qui se passe là-bas.

La recherche de visibilité auprès de ces deux publics – Français et/ou étrangers – devient une tâche plus ou moins difficile selon le média. En effet, les ambitions de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News* et *Infomigrants* pour atteindre leurs objectifs peuvent ne pas correspondre à leurs réelles capacités de production de l'information.

9.1.1. Les conditions matérielles de production de l'information

Infomigrants, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* ont des conditions de production d'information très différentes. *Infomigrants* fait partie de *France Médias Monde* et partage les locaux avec les autres médias du groupe. Dans un bâtiment situé en région parisienne, l'équipe du projet dispose des mêmes moyens que les journalistes de *France 24*, *RFI* et *MCD*. En effet, « le groupe est installé à Issy-les-Moulineaux dans un siège équipé des dernières technologies numériques pour la radio et la télévision⁵⁸⁴ » et « mène ses coopérations à plusieurs niveaux : les différents médias travaillent ensemble dans une stratégie de transversalité⁵⁸⁵ ». En outre,

« *FMM* se dote d'un système rédactionnel unique pour toutes les rédactions permettant de partager les données essentielles (prévisions, invitations, contenus textes/ audio/ vidéo, note au matin, dépêches, conducteur...). Déjà installé à *RFI* et *MCD*, il est en cours de déploiement à *France 24* avec l'objectif à terme d'une coordination renforcée entre les différentes antennes, le partage et la réutilisation des contenus entre les différentes langues⁵⁸⁶ ».

⁵⁸⁴France Médias Monde, *Rapport d'activités 2021*. Accessible à l'adresse <https://www.francemediasmonde.com/rapport-activite-2021/data/document.pdf>, consulté le 25 juillet 2023, p. 15.

⁵⁸⁵*Ibid.*, p. 52.

⁵⁸⁶*Ibid.*, p. 50.

Suivant un fil rouge de création de contenus, les rédactions de *FMM* ont les moyens de produire des formats numériques divers : « des “stories”, des animations graphiques (“motion design”), voire de l’information en dessins (“news sketching”) mais aussi des formats audio avec le lancement de podcasts natifs⁵⁸⁷ ». Pour rappel, certains de ces formats ont été mentionnés par les journalistes d’*Infomigrants* lors des entretiens, mais notre analyse a porté uniquement sur les formats écrits.

Comme l’ont évoqué les journalistes interviewés, les déplacements sur le terrain pour la réalisation de reportages font partie du quotidien, et ce naturellement pour tous les médias de *FMM*. Les reportages à l’international, particulièrement, demandent des mesures de sécurité des équipes. Selon leur rapport d’activités 2021, le groupe a mis en place un « directeur de la sûreté éditoriale » pour évaluer et se prémunir des risques, via des outils et des procédures spécifiques. Une formation intitulée « reportage en zone dangereuse » a été mise en place dans ce sens : « Conçu par des journalistes d’expérience et dispensé par l’Académie, ce stage vise à convertir les retours d’expériences des équipes et les bonnes pratiques en connaissances partageables entre tous, mais aussi à attirer l’attention sur les points de vigilance sur le terrain⁵⁸⁸ ».

Les journalistes d’*Infomigrants* bénéficient également des mesures de sécurité informatique, parmi d’autres, un « déploiement des outils de télétravail [...] opéré dans un strict contrôle des règles de sécurisation. De nouvelles sondes et antivirus comportementaux, à base d’intelligence artificielle, ont également été intégrés aux systèmes d’information de *FMM*⁵⁸⁹ ».

En plus des outils partagés, *Infomigrants* dispose d’un site propre, traduit en six langues – français, anglais, arabe, dari, pachto et bengali (cette dernière étant ajoutée en 2021) —, avec des équipes dédiées. Chaque langue dispose d’une page *Facebook a minima*. Les rédactions en français, anglais et arabe sont également présentes sur d’autres réseaux sociaux : *Instagram*, *Twitter* et *Viber*. Ceci montre comment la diffusion des contenus est pensée selon les usages du public cible, avec une stratégie propre qui est opérationnalisée par les journalistes eux-mêmes, qui s’occupent de publier sur les réseaux sociaux leurs papiers, comme l’a expliqué précédemment la journaliste pour *Infomigrants* Leslie Carretero.

Le seul fait d’appartenir à un grand groupe médiatique fait qu’*Infomigrants* a une capacité de production de contenus et des conditions matérielles qui sont incomparables avec les autres médias.

⁵⁸⁷ *Ibid.*, p. 51.

⁵⁸⁸ *Ibid.*, p. 60.

⁵⁸⁹ *Ibid.*, p. 61.

L'Œil de la MDJ, par exemple, fait également partie d'une organisation à part, mais les ressources mises à disposition sont très réduites. Quelques activités du média – notamment la conférence de rédaction hebdomadaire – ont lieu au siège de la Maison des journalistes, dans le 15^e arrondissement de Paris. À la bibliothèque du bâtiment, les journalistes ont la possibilité de s'entretenir avec le rédacteur en chef et de rédiger des articles avec les ordinateurs portables accessibles, s'ils ne disposent pas d'un ordinateur propre. Les contributeurs peuvent également rédiger des articles depuis chez eux ou réaliser des reportages sur le terrain à leurs propres risques. Pour le suivi des visites sur le site internet, des logiciels gratuits sont utilisés, comme Google Analytics et Woopra, comme le précise l'ancien chargé d'édition Guillaume Luer⁵⁹⁰.

Les limites matérielles se trouvent également chez *Guiti News*. Le média n'a eu des locaux loués qu'à partir de juillet 2020, pour héberger notamment les trois nouvelles salariées de l'association. Les conférences de rédaction, d'habitude, avaient lieu dans des cafés à Paris, dans des salles prêtées par des partenaires (comme Singa ou La Ruche), ou à distance, par visioconférence. Les locaux de *Guiti News* en Île-de-France reçoivent désormais quelques activités de l'association, mais cela reste un endroit dédié aux salariés et stagiaires. En outre, même avec des locaux, les journalistes de *Guiti News* sont censés utiliser leurs propres équipements pour la réalisation des papiers, sauf quelques exceptions. En effet, à partir de 2020 le média a investi sur quelques matériels, comme des microphones cravates et stabilisateurs. Seuls les salariés de l'association disposent d'un ordinateur de travail fourni par l'association.

Comme mentionné précédemment, *Guiti News* a adopté en interne une politique de protection des publics fragiles, qui identifie des risques et préconise quelques mesures simples concernant la sécurité physique et informatique. Par rapport à la sécurité physique, on identifie un risque d'atteinte « à la sécurité physique de l'équipe de *Guiti* lors d'événements publics type conférences ou interventions dans les établissements scolaires. Le risque peut être représenté par des personnes qui sont en opposition à la position publique de *Guiti*⁵⁹¹ ». Dans ce sens, le média s'engage à « s'assurer en amont de la tenue des événements, de prévenir la structure d'accueil et s'assurer qu'elle met en place les conditions de sécurité immédiates » avec un « paragraphe type qui explique les menaces physiques auxquelles l'équipe de *Guiti* peut faire face ». Le média délègue cependant les mesures de sécurité à la structure qui accueillera ses journalistes : « Le but est de sensibiliser la structure

⁵⁹⁰ Luer Guillaume, *op. cit.*

⁵⁹¹ *Guiti News, Politique de protection des publics fragiles (PPPF), op. cit.*, pp. 10-11.

d'accueil pour qu'elle prenne le temps de réfléchir à l'existence d'une menace concrète ou non et à la mise en place de dispositifs de sécurité⁵⁹² ».

Concernant la sécurité informatique, le risque identifié est celui du « vol d'information à cause de l'utilisation de moyens de communication non sécurisés du type *WhatsApp* ou *Gmail*. Manque de sécurité dans les transports avec visibilité de ce qui s'affiche à l'écran⁵⁹³ ». Le média s'engage à rechercher les « moyens de communication les plus sécurisés pour l'équipe et les sources. [L'application] *Signal* pour remplacer *WhatsApp*, installation de PGP pour les messageries, e-coffre-fort pour les documents sensibles, vitre de confidentialité pour les écrans d'ordinateur ». L'association s'engage en outre à établir « un budget pour l'achat des outils nécessaires à la e-sécurité. Formation des équipes à l'installation de PGP, des e-coffres-forts et de *Signal*⁵⁹⁴ ».

Cependant, malgré ces engagements, le sondage réalisé auprès des bénévoles de *Guiti News* en 2020 a révélé que les mesures n'ont pas été toutes mises en place, notamment concernant le budget à destination des outils pour les bénévoles, comme le déplore un participant anonymement : « Je ne comprends toujours pas pourquoi ce n'est pas rémunéré. Mais il y a quand même pas mal de sacrifices. Comme tout le monde, j'achète mes matos, je dégage mon temps...⁵⁹⁵ ».

Les formations réalisées auprès des participants, déjà évoqués dans le chapitre précédent, sont elles-mêmes animées par les bénévoles ou par quelques intervenants extérieurs de manière ponctuelle. Ces formations de 30 minutes à une heure, réalisées notamment à distance, restent superficielles et ne connaissent pas de vraie suite, comme l'explique une bénévole anonyme :

« Les formations étaient bien. Être tous derrière un écran avec un PPT [présentation sous format *PowerPoint*] c'est quand même limitant, tu ne retiens pas autant que si tu étais en présence, mais c'est une bonne chose qu'on le fasse. Une fois qu'elles sont faites, on a l'impression que c'est fait, c'est bon. Mais je pense que ce n'est pas le but en soi, qu'on devrait faire un truc sur la durée. Il faut créer un espace qu'on puisse échanger après. On essaye de trouver une plateforme d'échange pour essayer de continuer à faire vivre la formation après qu'elle a eu lieu⁵⁹⁶ ».

⁵⁹² *Ibid.*

⁵⁹³ *Ibid.*, p. 11.

⁵⁹⁴ *Ibid.*

⁵⁹⁵ Entretien individuel réalisé dans le cadre d'un sondage auprès des participants actifs de *Guiti News*, le 11 novembre 2020, par visioconférence.

⁵⁹⁶ Entretien individuel réalisé dans le cadre d'un sondage auprès des participants actifs de *Guiti News*, le 16 novembre 2020, par visioconférence.

Même sans avoir les moyens de mettre toutes les mesures en place, *Guiti News* a le mérite d'avoir réfléchi aux risques auxquels ses journalistes peuvent faire face. L'analyse des risques psychiques est particulièrement intéressante :

« > Risques : au sein de l'équipe des journalistes ont connu l'exil et sont confrontés à des risques psychologiques s'ils doivent sans cesse le revivre (raconter, entendre des événements similaires) lors de leur travail. Il existe donc un risque de re-traumatisation qu'il est important de prévenir. Les personnes non-réfugiées sont aussi confrontées à un risque psychologique dans la mesure où elles sont constamment exposées à des réalités difficiles et sont généralement très engagées aussi auprès des personnes réfugiées.

> Engagements : être en permanence attentif au bien-être de chacun, s'assurer du consentement de la personne pour revenir sur son récit personnel avant chaque intervention en milieu scolaire. S'assurer de l'équilibre psychique de tous par rapport aux situations où la personne est confrontée dans le travail.

> Actions concrètes : mise en place d'un tour de table où chacun exprime comment il se sent avant le début de chaque conférence de presse. Désignation de deux personnes auxquelles se référer et s'adresser en cas de malaise face à une situation (figure du médiateur)⁵⁹⁷ ».

Deux journalistes bénévoles de *Guiti News* ont en effet été nommés médiateurs, occupant ce rôle jusqu'en 2021.

Enfin, concernant *Tido*, ce média est celui parmi les étudiés qui dispose des conditions matérielles de production d'information les plus limitées. En effet, le média n'a jamais eu ni de local ni de matériels propres. Comme mentionné précédemment, les conférences de rédaction avaient lieu une fois toutes les deux semaines au siège de l'association Singa, dans le 11^e arrondissement de Paris. Ces réunions ont été adaptées pour le contexte de la Covid-19 et ont été animées quasi-uniquement à distance jusqu'en juillet 2021.

Aucun matériel n'a été mis à disposition des bénévoles pour la réalisation des textes, vidéos, photos, podcasts ou dessins. Sans un budget spécifique pour l'achat de matériel, c'est grâce à l'engagement des bénévoles et à l'utilisation gracieuse de leurs équipements personnels que ces contenus ont pu être réalisés – et ce, depuis le début du projet, même quand *Tido* faisait encore partie de Singa. Pour contourner ces difficultés, ils font usage notamment de logiciels gratuits, comme *Medium* (plateforme qui héberge les textes), *Hootsuite* pour la publication sur les réseaux sociaux et *Sendinblue* pour les rares lettres d'information envoyées.

⁵⁹⁷ *Guiti News, Politique de protection des publics fragiles (PPPF), op. cit.*, p. 11.

Nous observons à partir de ces constats que les activités au sein des associations ne sont pas réalisées dans des conditions idéales ; elles sont réalisées malgré toutes ces conditions. La précarité ou l'inexistence des matériels et formations mis à disposition des journalistes et contributeurs est une grande fragilité de *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, qui peut également contribuer à la difficulté de fidéliser les bénévoles.

En outre, il n'est pas étonnant de constater que toutes ces limites matérielles empêchent la bonne réalisation des contenus dans ces trois médias. En effet, un tiers des interviewés ont souligné que le manque d'argent et de matériel est un frein à la réalisation de leur travail. En plus, ces limitations ont des répercussions perceptibles dans la visibilité des contenus auprès du public français et du public réfugié, comme nous le verrons par la suite.

9.1.2. La visibilité vis-à-vis du public français et du public réfugié

Nous observons à partir des éléments analysés que, sans surprise, la capacité des médias étudiés à toucher leurs publics cibles est directement liée aux ressources disponibles pour la réalisation des contenus et la mise en place d'une stratégie de communication. À ce sujet, il est important de souligner que *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* n'ont pas forcément de stratégie de communication structurée, à la différence d'*Infomigrants*.

Comparés à ce dernier, les trois autres médias ont une faiblesse importante au niveau du suivi de la portée des contenus réalisés, que ce soit par manque de connaissance en la matière ou par un « manque d'intérêt » pour ces données. En effet, à part *Guiti News*, qui fait un suivi basique de ses actions sur les réseaux sociaux, *L'Œil de la MDJ* et *Tido* semblent ne pas avoir saisi la pertinence de certains outils de communication digitale afin d'évaluer l'impact de leurs actions auprès du public. Analysons cela au cas par cas.

Avec l'ambition de changer les perceptions sur la migration auprès d'un public français considéré comme « mal informé », *Guiti News* revendique une posture ambitieuse, comme le déclare le cofondateur Mortaza Behboudi :

« C'est notre but de porter ce double regard sur l'actualité. On traite de sujets sociaux, de politique, et pas que de migrations. Quand on parle de migrations, on peut parler de

la santé, du climat, de la sécurité, tout ça, les migrations sont liées à tous ces sujets. C'est pour ça qu'on veut toucher un public plus généraliste que celui [uniquement] intéressé par les sujets liés à la migration. C'est important aussi de mieux s'informer sur ces sujets parce qu'on a été mal informés par les médias. Les médias ont souvent mal traité ces sujets. C'est pour ça que la Commission Européenne disait que sept Français sur dix étaient mal informés. C'est pour ça qu'on avait besoin de traiter ces sujets différemment⁵⁹⁸ ».

Mais cette revendication ne correspond pas aux vraies capacités du média à atteindre le public. En effet, lancé en 2019, *Guiti News* a réussi à constituer une petite communauté de 4 700 *followers* sur *Facebook*, son réseau social le plus important, dont 800 abonnés ne l'ont rejoint qu'à partir de 2021. Sur les autres réseaux sociaux de *Guiti News*, leur présence est encore moins importante : environ 2 300 abonnés sur *Instagram*, 2 000 sur *Twitter* et seulement 1 000 abonnés sur *LinkedIn*, le réseau professionnel⁵⁹⁹. Nous observons ainsi une perte de puissance et de l'intérêt du public auprès de ce média, malgré les efforts investis.

En 2021 et en 2022, *Guiti News* a été lauréat du programme « *GNI Student Fellowship* », géré par le Centre européen du journalisme (EJC) en partenariat avec *Google News Initiative*. Via ce programme, le média a pu embaucher à deux reprises un étudiant boursier pendant huit semaines pour s'occuper du développement de la communauté. L'ambition du média, lors de la première année de programme, a été de bâtir une communauté prête à payer l'offre de *membership* lancée en janvier 2022, mais ces efforts n'ont pas été suffisants, car moins d'un an après le lancement de l'offre de *membership*, le média a dû refaire un appel aux contributions, comme nous le verrons ultérieurement.

En outre, un réel suivi du public n'a jamais été fait. En octobre 2019, la rédactrice en chef Nina Gheddar m'a confié ne pas avoir de données exactes concernant l'audience de *Guiti News*. Elle a précisé avoir un « ressenti » que le média est plutôt consulté par « des personnes jeunes, majorité de femmes⁶⁰⁰ ». Le média n'arrive pas à distinguer son audience, si ses lecteurs sont plutôt des Français ou des étrangers.

Au niveau interne, les bénévoles de *Guiti News* reconnaissent la faible force de frappe des contenus du média, comme c'est le cas de Gaspard Njock :

⁵⁹⁸ Behboudi Mortaza, *op. cit.*

⁵⁹⁹ Chiffres relatifs à juillet 2023.

⁶⁰⁰ Gheddar Nina, *op. cit.*

« Ce serait donner beaucoup de pouvoir à *Guiti News* en disant qu'on a changé l'opinion en France à cause de nous. Ce n'est pas le cas. Mais il y a un comité de personnes qui nous suivent, et ça c'est important. Il y a un comité qui a besoin de ce type de récit, d'être apaisé sans chercher l'opposition. [...] Chez *Guiti News* on fait du journalisme, mais est-ce qu'on va changer quelque chose ? Je ne sais pas. Je ne sais pas si on peut, si on a cette vocation. On ne participe pas à des manifestations en tant que média. Les gilets jaunes sont plus efficaces que *Guiti News*⁶⁰¹ ».

L'incapacité d'un seul média à changer les perceptions sur la migration est aussi une question soulevée par Beraat Gokkus : « Avoir un média c'est très positif, c'est très bien, mais ce n'est pas juste la responsabilité de *Guiti News*. On a besoin encore de beaucoup de choses. *Guiti News* c'est un bon début, après on va voir⁶⁰² ».

Pour *Tido* et *L'Œil de la MDJ*, nous observons plutôt un manque d'intérêt pour le suivi des données concernant l'audience. Guillaume Luer, chargé d'édition de *L'Œil de la MDJ* à l'époque des entretiens, répond que le public du média « est très très large » :

« On est assez suivi en Afrique, notamment dans les pays concernés, le Congo par exemple, parce qu'on a une liberté d'expression qu'ils n'ont pas toujours là-bas. Il y a aussi les réseaux des journalistes qui partagent aussi sur leurs [pages] *Facebook* ou leurs [profils] *Twitter* leurs articles, donc il y a des gens qui vont s'y connecter pour les lire. L'objectif numéro un quand je suis arrivé à la MDJ c'était d'être plus connu par les journalistes français. Il y a beaucoup de journalistes français qui ne nous connaissaient pas⁶⁰³ ».

Quelques informations par rapport à l'audience de *L'Œil* sont suivies via Google Analytics, comme « le nombre de gens qui se connectent et à partir d'où ils se connectent, de quel pays, de quelle ville, ça effectivement sont des statistiques qui sont sûres⁶⁰⁴ ». Questionné par rapport aux chiffres de consultation du site, Guillaume Luer reconnaît ne pas s'être « trop intéressé » à cela :

« Je ne peux pas vraiment te répondre. Je sais que de souvenir on a 300 000 impressions par mois – 300 000 personnes qui se connectent, mais ça peut être une seconde. Après c'est un problème de chiffres. [...] Là où je fais un *tracking* [suivi] qui est important, c'est sur la newsletter. On envoie une newsletter environ une fois par mois, et là j'ai vraiment la possibilité de savoir qui a cliqué et qui n'a pas cliqué sur la newsletter, qui a ouvert le mail et qui n'a pas fait, et si tu as cliqué sur un bouton. [...] C'est vrai que pour nous, à notre échelle, c'est pas très intéressant d'analyser jusque-là, c'est plutôt ce qui va intéresser pour la directrice [de la Maison des journalistes], c'est de dire quand

⁶⁰¹ Njock Gaspard, *op. cit.*

⁶⁰² Gokkus Beraat, *op. cit.*

⁶⁰³ Luer Guillaume, *op. cit.*

⁶⁰⁴ *Ibid.*

j’envoie la newsletter à 2 000 [abonnés], il y en a 1 000 qui l’ouvrent, et 500 qui vont sur le site, par exemple⁶⁰⁵. »

L’ancien chargé d’édition et community manager a précisé que fidéliser le public est plus compliqué que le toucher, et que les limitations financières ont un rôle important dans la visibilité du média :

« Chaque année on améliore notre visibilité, le nombre de gens qui viennent sur le site, donc ça c’est positif, ça cause une bonne dynamique. La question c’est : “est-ce qu’on peut en faire plus ?”. La réponse est “certainement”. Si on avait plus d’argent, on ferait plus de publicité, de marketing, ce qui nous permettrait de gagner en visibilité⁶⁰⁶ ».

Sur les réseaux sociaux, *L’Œil de la MDJ* n’a pas de pages ni profils dédiés. En effet, les articles et nouveautés du média sont partagés sur les pages de la Maison des journalistes sur *Facebook*, *Twitter*, *Instagram* et *LinkedIn*, qui ont, respectivement, 10 000, 3 300, 1 200 et 300 abonnés⁶⁰⁷.

Pour *Tido*, la portée est presque insignifiante. Comme évoqué dans le troisième chapitre de cette thèse, *Tido* s’appelait *Trait d’Union* avant de devenir une association à part entière, séparée de Singa. Avant l’indépendance, les contenus du média étaient valorisés via les réseaux sociaux de Singa – qui comptait déjà en 2019 une communauté de plus de 18 000 membres en France – et via sa propre page sur *Facebook* avec environ 1 000 abonnés. Avec la création de la nouvelle structure, quelques nouvelles pages sur les réseaux sociaux ont été créées. Les seules plateformes qui ont été reprises furent le profil sur *Medium*, où le média a toujours partagé ses contenus, et le profil sur *Twitter*, avec 600 abonnés. Mais les nouvelles pages de *Tido* peinent à grandir. En deux ans d’activité, la nouvelle page *Facebook* n’a atteint que 370 abonnés, le profil *Instagram* 300 et sur *LinkedIn* ils sont moins de 50 personnes à suivre⁶⁰⁸. Les lectures des articles de *Tido* sur *Medium* n’ont d’ailleurs jamais été suivies de près. Ainsi, les données sur la quantité de personnes lisant *Tido* sont inconnues, mais nous partons de l’hypothèse que le média n’a pas une audience significative, à l’image de ses profils sur les réseaux sociaux.

Nous observons ainsi que les médias associatifs ont de moins en moins de *followers* et que leurs portées ne peuvent pas être comparées à celle d’*Infomigrants*. En 2019, ce média « a réussi à toucher [...] 76,5 millions de contacts sur tous ses environnements numériques (*Internet*, *Facebook*, *Viber*, *Instagram*, *Twitter*, *Telegram* et *YouTube*), avec certains contenus vidéos visionnés plus de 10

⁶⁰⁵ *Ibid.*

⁶⁰⁶ *Ibid.*

⁶⁰⁷ Chiffres relatifs à juillet 2023.

⁶⁰⁸ Chiffres relatifs à juillet 2023.

millions de fois⁶⁰⁹ ». En outre, les pages *Facebook* d'*Infomigrants* sont largement suivies dans toutes les langues : ils sont 495 000 abonnés à la page en français, 622 000 en anglais, 592 000 en arabe, 448 000 en pachto, 302 000 en bengali et 867 000 en dari⁶¹⁰, ce qui indique une bonne visibilité auprès de leur public cible, à savoir, les étrangers. La page en bengali, qui a été créée seulement en 2021, affiche déjà des chiffres importants en termes de *followers*.

Concernant les derniers événements de 2021 et 2022, à savoir, les situations en Afghanistan et en Ukraine, le rapport d'activités de *France Médias Monde* fait part des « résultats exceptionnels » d'*Infomigrants* :

« En août 2021, les équipes d'*InfoMigrants* ont couvert très largement la situation en Afghanistan, notamment en langues dari et pachto qui sont parlées dans le pays. Cette mobilisation s'est ressentie dans les résultats de ces deux langues, qui ont atteint leurs plus hauts niveaux historiques, témoignant de la vraie utilité de cette offre pour informer à la fois les populations en transit mais aussi les populations locales. *InfoMigrants* se mobilise aussi, dans ses versions en français et en anglais notamment, pour couvrir la situation en Ukraine et les migrations consécutives à la guerre dans le pays⁶¹¹ ».

Les chiffres d'*Infomigrants* parlent d'eux-mêmes. Avec la légitimité apportée par le groupe *France Médias Monde* et les autres partenaires du projet, ainsi que les investissements techniques et informatiques, *Infomigrants* se démarque comme le seul média en France spécialisé dans des sujets migratoires à avoir un réel impact et une visibilité importante auprès du public. Mais qu'est-ce que cela veut dire par rapport aux autres médias étudiés ? Doit-on ignorer leurs (petites) réalisations ?

Si une faible circulation peut représenter un indicateur de « défaillance⁶¹² », la prolifération des titres peut être vue comme une force démocratique. C'est le constat que fait Chris Atton à propos de la micro-presse *Oxford Institute of Social Disengineering* : « One hundred publications with a circulation of one thousand are one hundred times better than one publication with a circulation of one hundred thousand⁶¹³ ».

⁶⁰⁹David Alain, Rapport d'information (...) sur le projet de contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2020-2022. *Vie Publique*. Accessible à l'adresse <https://www.vie-publique.fr/rapport/278470-rapport-sur-contrat-dobjectifs-france-medias-monde-2020-2022>, consulté le 27 juillet 2023.

⁶¹⁰Chiffres relatifs à juillet 2023.

⁶¹¹France Médias Monde, *Rapport d'activités 2021*. Accessible à l'adresse <https://www.francemediasmonde.com/rapport-activite-2021/data/document.pdf>, consulté le 25 juillet 2023, p.49.

⁶¹²Atton Chris, *Alternative Media*, *op. cit.*, p. 40.

⁶¹³« Cent publications avec un tirage de mille valent cent fois mieux qu'une publication avec un tirage de cent mille ». (*Ibid.* Traduction par mes soins).

Pourtant, dans la pratique, la faible force de frappe fait que ces médias n'arrivent à toucher qu'une partie du public qui, malgré sa fidélité, est déjà sensibilisée aux causes migratoires. Olga Bailey, Myria Georgiou et Ramaswami Harindranath l'expliquent ainsi : « Feedback, interaction and participation of the audience is often more direct and more central than in the case of mainstream media⁶¹⁴ ». Mais cette dépendance par rapport au public peut être un facteur défavorable à ces mêmes médias :

“As diasporic media extensively depend on interaction between producers and the devoted body of core consumers, they often fail to expand their repertoires and attract more diverse audiences. This results to the alienation of wider audiences, who don't share the interests of the core group of viewers/readers⁶¹⁵”.

En plus, pour *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ*, les passerelles créées avec d'autres médias (y compris les médias *mainstream*) restent très limitées, ce qui renforce ce que Eugénie Saitta appelle une « opposition artificielle » entre les médias de minorités ethniques et les médias dominants, qui « reviendrait à nier la complexité du champ journalistique et des relations qui existent entre les différents types de média⁶¹⁶ ».

Toutes ces limitations auxquelles sont confrontés les médias associatifs – comparées aux résultats d'*Infomigrants* – sont forcément la conséquence d'une situation financière plus ou moins incapable de répondre aux ambitions de chaque média. Dans la section suivante, nous allons étudier les sources de financement de chacun des médias et leurs perspectives pour rebondir et se développer en tant que médias de référence sur les sujets liés à la migration et à l'exil.

9.2. SOURCES DE FINANCEMENT ET MODÈLES ÉCONOMIQUES

Infomigrants, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* sont des médias avec de grandes ambitions, que ce soit informer le public réfugié sur ce qui se passe en Europe, partager des informations sur la

⁶¹⁴ « La rétroaction, l'interaction et la participation du public sont souvent plus directes et plus centrales que dans le cas des médias grand public ». (Bailey Olga, Georgiou Myria, Harindranath Ramaswami (ed.), *op. cit.*, p. 24. Traduction par mes soins).

⁶¹⁵ « Comme les médias diasporiques dépendent largement de l'interaction entre les producteurs et le corps dévoué des principaux consommateurs, ils échouent souvent à élargir leurs répertoires et à attirer des publics plus diversifiés. Cela se traduit par la mise à l'écart d'un public plus large, qui ne partage pas les intérêts du groupe principal de téléspectateurs/lecteurs (*Ibid.* Traduction par mes soins).

⁶¹⁶ Saitta Eugénie, « Les médias de minorités ethniques en Italie : rupture et continuité avec les pratiques et discours dominants. Une analyse comparée de Yalla Italia et de Stranieri in Italia », dans Mattelart Tristan (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*. Mare et Martin Editions, col. « MediaCritic », 2014, pp. 285-318, p. 287.

situation des pays qui persécutent des journalistes ou traiter des sujets liés à la migration sous des angles originaux. Mais comment ces médias financent-ils leurs activités en vue d'atteindre leurs objectifs ? Les sources de financement sont variées : fonds publics, aides privées, dons, adhésions... L'importance de ces sources de financement a une incidence directe sur la possibilité qu'ont ces médias de pérenniser leurs activités.

Dans l'analyse des quatre médias, nous observons deux tendances opposées : une tendance au développement, liée aux médias qui ont réussi à constituer un modèle économique ; et une tendance à la disparition, liée aux médias qui ont « négligé » l'aspect économique de leurs activités, soit en raison de contraintes propres aux associations auxquelles ils se rattachent, soit par une priorisation – même si non voulue – d'autres aspects, comme le tissage de liens et l'aide vis-à-vis des journalistes exilés.

Notamment pour les médias associatifs, la question des financements est marquée par des difficultés et contraintes. Si l'ambition de traiter des sujets liés à la migration et à l'exil de manière originale, fiable et libre a propulsé la création de ces médias, la désillusion concernant le développement de ces médias est justement liée à la question de l'argent. Le manque de ressources est non seulement un frein pour le bon fonctionnement de ces médias, mais il représente également un risque pour leur avenir, comme nous l'étudierons au cas par cas.

9.2.1. *Infomigrants* : l'avenir conditionné par une commande européenne

Notre analyse commence par *Infomigrants*, projet qui dispose d'un budget global annuel de deux millions d'euros en 2021, dont un million cofinancé par la Commission Européenne et le reste par *France Médias Monde* et les autres partenaires du projet⁶¹⁷. Ce financement important garantit la bonne réalisation du projet tant qu'il sera reconduit. En effet, comme déjà évoqué, l'avenir d'*Infomigrants* dépend surtout de la décision de la Commission Européenne de reconduire le projet, ce qui a bien été le cas jusqu'en 2023 grâce à la performance du média en termes de visibilité auprès du public. Cette décision est appuyée sur l'avis de l'évaluateur du projet, qui a été l'université britannique *Open University* jusqu'en 2022, remplacé par l'organisme français Pluricité en 2023.

⁶¹⁷ France Médias Monde, *Rapport d'activités 2021*, op. cit., p. 68.

Que se passe-t-il si le commanditaire du projet décide de l'arrêter ? Nous pourrions formuler l'hypothèse que *France Médias Monde*, *Deutsche Welle* et *Ansa* décident de continuer les activités d'*Infomigrants* à leurs propres frais, ce qui impliquerait forcément une réduction drastique du budget alloué pour le fonctionnement du média. Cette réduction pourrait impliquer une réduction des équipes ou bien l'exclusion de certaines langues du média. En effet, même si *Infomigrants* semble occuper une position confortable comparée à celle des autres médias étudiés, le groupe *France Médias Monde* connaît lui aussi ses propres difficultés :

« En 2021, *FMM* a bénéficié d'une dotation via la contribution à l'audiovisuel public de 254,7 millions d'euros, en baisse de 0,5 M€ par rapport à 2020. Cette trajectoire s'inscrit dans le cadre plus général de la baisse des dotations publiques allouées à l'ensemble du secteur de l'audiovisuel public sur la période 2018-2022 dans le contexte de contribution de ce secteur au redressement des comptes publics. Pour *France Médias Monde*, cela correspond à une diminution totale de 3,5 M€ sur ces quatre années auxquelles s'ajoutent les glissements inéluctables de charges afférentes à l'activité de l'entreprise. En parallèle, *FMM* a bénéficié pour l'année 2021 d'un soutien financier de l'État français dans le cadre du plan de relance avec une subvention exceptionnelle de 0,5 M€ et la baisse des impôts de production⁶¹⁸ ».

L'avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur le projet de loi de finances pour 2022, fait état des variations de recettes rencontrées par *France Médias Monde* en 2021, ce qui pourrait même impacter l'avenir d'*Infomigrants* :

« [...] contrairement à l'année 2020 qui aura paradoxalement permis à *France Médias Monde* d'atteindre un résultat positif de 5,6 millions d'euros – les économies réalisées en période de crise sanitaire ayant largement compensé les surcoûts entraînés par celle-ci –, l'année 2021 n'aura pas réservé un sort aussi favorable à la société. En effet, la baisse des ressources publicitaires, les dépenses induites par l'adaptation de l'entreprise aux contraintes sanitaires et les coûts de report de certains projets de 2020 à 2021 auront entraîné une augmentation totale des dépenses de *France Médias Monde* de 2,3 millions d'euros. Cette augmentation des charges de l'entreprise ne sera que partiellement compensée par la hausse de ses ressources propres en 2021, – qui devraient atteindre 13,3 millions d'euros, contre 9,3 millions d'euros en 2020 – notamment liée à la reprise du marché publicitaire, au financement du projet Afri'Kibaaru par l'Agence française de développement – à hauteur de 2,3 millions d'euros en année pleine – et à l'apport financier de la Commission Européenne en lien avec le projet ENTR. Pour l'avenir cependant, d'importantes limitations structurelles [...] pèsent sur les ressources publicitaires de l'entreprise, largement captées par les GAFAs, tandis que les financements externes dont elle bénéficie pour certains de ses

⁶¹⁸ France Médias Monde, *Rapport d'activités 2021*, op. cit., p. 68.

projets, comme Afri’Kibaaru, *Infomigrants* ou ENTR, ne seront pas nécessairement reconduits⁶¹⁹ ».

Toujours selon cet avis, *France Médias Monde* fait face à un contexte particulier :

« la progression des recettes commerciales de *FMM* est structurellement affectée par le morcellement d’un marché publicitaire international dominé par les diffuseurs anglophones, par des limitations du champ de commercialisation des espaces publicitaires s’imposant aux médias d’information [...], et par certaines évolutions réglementaires africaines qui affectent les décrochages publicitaires locaux⁶²⁰ ».

À cause de ces difficultés commerciales, le groupe est obligé en 2021 de mener une politique de modération salariale et de réaliser un plan de départs volontaires :

« Il a porté sur la suppression de 21 postes dans la rédaction arabophone de *MCD* et les rédactions anglophone et lusophone de *RFI*. Une réorganisation de l’antenne de *MCD* a été pensée autour d’une nouvelle grille construite en synergie avec *France 24* en arabe et certaines rédactions de *RFI* ont été basculées sur le numérique (totalement en anglais et partiellement en portugais)⁶²¹ ».

Ainsi, le fait d’appartenir à *France Médias Monde* ne garantit pas forcément la pérennité d’*Infomigrants*, mais facilite la possibilité que les contenus soient réalisés dans des conditions plus intéressantes et stables pour les journalistes qui écrivent pour le média. En effet, *France Média Monde* déclare porter une attention spéciale aux collaborateurs non-permanents (pigistes et correspondants), qui représentent 22 % des équipes en 2021, avec « la poursuite des négociations et la signature d’un accord concernant l’évolution de la rémunération des pigistes et correspondants⁶²² ». L’avenir du média, cependant, reste conditionné au financement européen.

9.2.2. *Guiti News* : rebondir et accélérer grâce aux aides publiques et privées

La recherche de financements pour *Guiti News* a toujours été un sujet majeur. En effet, créée à l’été 2018, l’association lance en octobre de cette année-là une première campagne de financement

⁶¹⁹ Assemblée nationale. *Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles et de l’éducation sur le projet de loi de finances pour 2022*. Accessible à l’adresse https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-cedu/115b4597-tiii_rapport-avis, consulté le 28 juillet 2023.

⁶²⁰ *Ibid.*

⁶²¹ France Médias Monde, *Rapport d’activités 2021*, *op. cit.*, p. 56.

⁶²² *Ibid.*

participatif. La levée de fonds s'explique par l'ambition du média d'être « le plus indépendant possible » :

« Autrement dit : pas de publicité, un recours à des subventions considérées socialement responsables et un modèle économique qui repose sur ses lecteurs (un système d'abonnement est prévu à moyen-terme). Il nous semble essentiel d'être transparent et cohérent avec notre vision. Le site internet de *Guiti News* sera opérationnel en octobre et sera en libre accès les 6 premiers mois. Pour les raisons citées ci-dessus, pour garantir notre indépendance et une juste rémunération de nos rédacteurs et techniciens, à partir du printemps 2019, le contenu sera accessible uniquement par abonnements (env. 6€/mois)⁶²³ ».

L'objectif initial de la campagne était de recueillir un minimum de 5 000 euros pour développer trois axes : la création du média, le développement du site internet (« domaine, hébergement, concept et programming ») et l'achat d'outils de travail (« caméras et microphones »)⁶²⁴. La campagne a réussi et l'association a touché près de 6 000 euros, mais les premiers contenus du média ne seront publiés sur le nouveau site internet qu'en janvier 2019, lors du lancement officiel du média. Le retard dans la création du site et dans la réalisation des premiers contenus a également retardé le projet de lancement d'une offre de *membership*, qui n'a vu le jour qu'en janvier 2022.

Pour le lancement de son offre de *membership*, *Guiti News* s'est inspiré de *Mediapart*, qui « a su développer un modèle économique rare sur le Web, le financement par abonnements (près de 73 000 en 2013), pour garantir son indépendance à l'égard du marché publicitaire et devenir un des principaux lieux de critique médiatique du pouvoir⁶²⁵ ».

Toutefois, cette mesure d'autofinancement n'a pas été simple à mettre en place. Tout d'abord, constituer une audience assez solide qui justifie l'accès payant à 70 % des contenus de *Guiti News* a été un premier défi. Le projet original de lancer le financement par abonnements au printemps 2019 met plus de trois ans pour se concrétiser : c'est seulement à la fin janvier 2022, lors de la refonte du site internet de *Guiti News*, que les lecteurs ont la possibilité de s'abonner au média. Trois offres sont disponibles avec des tarifs de cinq ou huit euros par mois ou bien un tarif réduit (deux euros par mois) pour « les personnes en situation d'exil, de précarité et étudiants⁶²⁶ ».

⁶²³ Guiti News, « Lancement de Guiti News ! ». *Ulule*. Accessible à l'adresse <https://fr.ulule.com/guiti-news/>, consulté le 27 juillet 2023.

⁶²⁴ *Ibid.*

⁶²⁵ Cardon Dominique, Granjon Fabien, *Médiactivistes*, *op. cit.*, p. 123.

⁶²⁶ Guiti News, *Nos offres de membership*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/je-deviens-membre/>, consulté le 27 juillet 2023.

En septembre 2021, grâce à la subvention privée du programme « *GNI Student Fellowship* », géré par le Centre européen du journalisme (EJC) en partenariat avec *Google News Initiative*, un étudiant boursier a été embauché pour développer la communauté de lecteurs de *Guiti News* pendant huit semaines. Le résultat n'a pas été si probant : moins d'une vingtaine d'abonnés se sont inscrits à l'offre pendant les trois premiers mois d'ouverture. Au cours de l'année 2022, l'intérêt pour l'abonnement ne s'est pas amélioré, et le média a dû relancer, en novembre, une nouvelle campagne avec l'objectif d'avoir 150 nouveaux abonnés avant Noël 2022.

La faible adhésion au programme de *membership* de *Guiti News* représente encore une déception pour les journalistes bénévoles, car ce modèle d'abonnement recelait la promesse de pouvoir les rémunérer. En outre, la mise en place de l'offre, avec une nouvelle refonte du site internet, a été coûteuse pour l'association, qui a dû bénéficier du Fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP) du ministère de la Culture, à hauteur d'environ 50 000 euros, orienté vers le développement technique du nouveau site.

Cette subvention, d'ailleurs, n'a pas été la seule dont *Guiti News* a bénéficié depuis sa création. Le ministère de la Culture a également accordé au média en 2019 la Bourse pour les entreprises de presse émergentes, à hauteur de 50 000 euros, ce qui a permis de cofinancer le salaire de la rédactrice en chef à partir de 2020.

Face à la difficulté de produire des fonds propres et aux limitations des subventions publiques, *Guiti News* mise depuis 2020 sur les aides privées, notamment des fondations, pour accélérer ses activités. La première et plus importante, déjà mentionnée, a été celle de la fondation Porticus, du Pays-Bas : une aide de 205 000 euros sur trois ans pour pérenniser les activités du média, avec l'embauche de deux salariés, et développer un réseau européen de médias indépendants.

Guiti News a également investi dans l'activité d'éducation aux médias dans les collèges et lycées, un domaine plutôt apprécié par les bailleurs. Ainsi, depuis la fin 2020, le média a reçu des fonds de plusieurs sources pour développer cette activité : la Fondation Amnesty International France (24 000 euros), le Fonds pour une presse libre de Mediapart (15 000 euros), la Fondation Seve (8 000 euros), le programme Erasmus+ avec l'agence nationale d'éducation finlandaise – *Finnish National Agency for Education* (60 000 euros accordés à *Guiti News* en consortium avec Cooperative 3E, une organisation finlandaise). Par ailleurs, d'autres aides moins importantes ont

également été accordées pour l'achat de matériels ou pour d'autres volets de l'association, comme celle accordée par Reporters sans Frontières en 2023 à hauteur de 5 000 euros.

Guiti News semble avoir bien rebondi, appuyé sur les aides publiques et privées, malgré les résultats décevants de l'offre de *membership*. Ces aides permettent de diversifier les activités du média au-delà du pôle journalistique/éditorial, d'améliorer les conditions de travail avec la modernisation des matériels, et de développer l'activité d'éducation aux médias – qui reste, malgré tout, la seule opportunité pour rémunérer une partie des journalistes bénévoles via leurs interventions dans les écoles.

Cependant, les subventions et aides privées sont limitées et instables, et tant que *Guiti News* ne consolide pas les moyens d'autofinancement, l'avenir du média reste incertain, malgré la tendance au développement au premier abord.

9.2.3. *Tido* : assumer les conséquences d'un manque de modèle économique

Les capacités de financement de *Tido* sont à l'opposé de celles observées pour *Infomigrants* et *Guiti News*. Pendant trois ans, j'ai observé la création et la dissolution de l'association *Tido* : depuis le moment où, en 2019, après trois ans d'activité, le blogue *Trait-d'Union* décide de sortir du cadre de Singa, pour avoir plus de liberté éditoriale et plus de légitimité dans la prise de décisions, jusqu'à la fin. J'ai observé comment de forts liens d'amitié se sont créés et consolidés au sein de ce média, et comment la question de l'entraide a été plus forte que les préoccupations par rapport à la création éditoriale ou à la recherche de financements.

Comme évoqué précédemment, *Tido* est celui parmi les quatre médias étudiés à avoir les conditions de production d'information les plus limitées. En effet, depuis la création de l'association *Tido* en juin 2019, et même avant, quand le projet faisait encore partie de Singa, la question du financement des activités n'a jamais été une priorité. La seule source de financements de *Tido* entre 2019 et 2021 ont été des adhésions libres.

Leur rapport d'activités de 2019-2020 fait part d'une recette totale de 170 euros, dont 150 sont des adhésions et 20 euros des dons⁶²⁷. Le rapport d'activité de 2020-2021 indique une recette toujours très modeste – à hauteur de 250 euros⁶²⁸. Ces recettes ne sont suffisantes que pour couvrir quelques dépenses de l'association, à savoir le nom de domaine et l'hébergement de l'ancienne *landing page* www.tido.media, ainsi que quelques dépenses administratives éparses.

Le manque d'un vrai modèle économique peut être identifié comme une des raisons de l'arrêt des activités de *Tido* en 2021, en plus de la faible visibilité des productions et du changement de dynamique lié au contexte de la Covid-19. En effet, avec les périodes de confinement, les réunions par visioconférence deviennent la règle, et cela n'a pas changé après que la situation sanitaire se stabilise, car les membres du noyau dur de *Tido* ont commencé, un à un, à être moins assidus dans le média : quelques personnes ont quitté Paris à la suite de la Covid-19, ce qui les a obligés à garder le modèle à distance ou hybride pour les réunions. Le côté convivial du média et des rencontres s'est perdu, et celui-ci a eu encore plus de difficultés pour recruter de nouvelles personnes. Or, comme évoqué précédemment, chez *Tido*, la question financière a été mise de côté au détriment du tissage de liens amicaux.

Les derniers mois d'activités de *Tido* ont été ainsi marqués par de longues discussions sur l'avenir du site. Certaines personnes ne souhaitent pas fermer les portes, mais la plupart se sont mises d'accord sur la perte de sens du média. En effet, une micro-communauté a été constituée, basée notamment sur des liens d'affection et le partage de valeurs communes, mais cela n'a pas été suffisant pour soutenir une activité éditoriale.

Pendant certaines réunions, les articles de *Tido* étaient le dernier sujet de discussion : on s'intéressait plutôt à resserrer les liens lors des périodes délicates de confinement qu'à continuer de produire des contenus. Pendant plusieurs mois, avec une équipe réduite à moins d'une dizaine de personnes, le média n'a fait que publier à nouveau d'anciens articles et vidéos.

Dans ce contexte, penser à construire un modèle économique en vue de la pérennisation du média n'était pratiquement pas une option. Négliger cet aspect a été certainement un point de non-retour. Mais, même avant l'indépendance de *Tido*, cette même équipe était déjà habituée à travailler sans penser à la question financière. En effet, lorsque *Trait d'Union (Tido)* faisait partie de l'association

⁶²⁷ Tido, *Rapport d'activités 2019-2020*. Document interne. 2020.

⁶²⁸ Tido, *Rapport d'activités 2020-2021*. Document interne. 2021.

Singa, aucun budget n'était réservé au média. Cette réalité a habitué les participants de *Tido* à travailler sans de vrais moyens.

Mais pourquoi la recherche de financements n'a pas été une priorité pour cette équipe lors de la création de l'association *Tido* ? Parce qu'à aucun moment ce groupe de bénévoles n'a assumé une position de journalistes ou de média d'information ayant l'ambition de se professionnaliser. Ils ne souhaitaient pas être vus comme une structure journalistique, inaccessible, mais plutôt comme un espace de parole ouvert à tous, plutôt comme un groupe d'entraide. Cette dynamique n'a pu durer que deux ans : sans nouveaux bénévoles et sans la réalisation de nouveaux contenus, la décision d'arrêter les activités a été inévitable.

En janvier 2022, lors de la dernière réunion avec les membres de *Tido* et après une pause de six mois de réflexions, on décide enfin de suspendre les activités pour un temps indéterminé et de désactiver le site www.tido.media pour faire des économies. Depuis, aucune conférence de rédaction ou assemblée n'a été réalisée. De même, la messagerie avec tous les anciens membres de l'association n'a aucun nouveau message depuis janvier 2022. Certains anciens participants du média ont quand même gardé contact entre eux, mais dans d'autres cadres. Ces anciens bénévoles ne donnent aucun indice public de vouloir reprendre les activités de *Tido*.

9.2.4. L'Œil de la MDJ : résister et exercer la voix malgré les contraintes financières

À l'exemple de *Tido*, *L'Œil de la MDJ* ne dispose pas d'un vrai modèle économique, car son existence est conditionnée par celle de l'organisation mère, la Maison des journalistes. Selon le rédacteur en chef Christophe Joly et l'ancien chargé d'édition Guillaume Luer, il n'existe pas de budget spécifique pour le journal, malgré la reconnaissance de *L'Œil de la MDJ* comme un organisme de presse en ligne par la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP).

Ce manque de financements pour le média explique pourquoi il n'existe qu'en version numérique. Pour rappel, la publication originale s'appelait « *L'Œil de l'exilé* » et a existé d'abord en tant que

magazine papier trimestriel, passant ensuite à une version hebdomadaire exclusivement en ligne, en raison du manque de ressources pour maintenir la publication.

Ce manque de financements dédié au média s'explique également par les ressources déjà modestes de la Maison des journalistes, financée en partie par des médias partenaires et en partie par des fonds publics et structures privées, parmi lesquelles le Caffè dei Giornalisti et la Fondation ManPowerGroup pour l'emploi (2012), la Société civile des auteurs multimédia (Scam) (depuis 2010), Presstalis (depuis 2006)⁶²⁹. La directrice générale Darline Cothière le précise :

« Le financement des médias représente en moyenne 50 %. Et le reste, via le fonds européen pour les réfugiés, qui s'appelle FAMI (le Fonds Asile Migration Intégration), une partie également de la Ville de Paris et d'autres partenaires comme la Scam, Presstalis et des partenaires étrangers comme le CPJ et Freedom House⁶³⁰ ».

Les médias *Le Monde*, *Sud-Ouest*, *Ouest-France*, *Radio-France*, *RFI*, *Le Canard enchaîné*, *TF1*, *Les Échos*, *Arte*, *M6*, *Canal-Plus*, *Capa*, *Paris Match*, *Bayard Presse*, et d'autres encore, se sont engagés lors de l'ouverture de la Maison en 2002 à parrainer chacun une chambre qui porte leur nom pour 10 000 euros par an⁶³¹. Cependant, ce soutien a diminué au fil du temps, comme l'explique Darline Cothière :

« Au départ, la Maison des journalistes a été créée sur le principe de la solidarité confraternelle. Des médias parrainent son action en finançant une chambre d'hébergement. Mais au fil des ans, certains soutiens ont diminué de 50 à 60 %, voire ont cessé, crise oblige. La MDJ bénéficie également d'une aide européenne, mais monter les dossiers constitue une charge administrative très lourde et les délais sont très longs avant de percevoir l'argent. L'argent est bien le nerf de la guerre, car la MDJ fonctionne 7 jours sur 7 : il faut rémunérer la petite équipe de permanents ; entretenir les locaux ; financer l'hébergement, les fournitures, la restauration... ; permettre aux résidents d'emprunter les transports publics et de recevoir des tickets service leur permettant de se restaurer... D'où, l'appel de la MDJ, structure unique au monde, en direction des particuliers pour l'aider à poursuivre ses actions en faveur des journalistes réfugiés, pour la défense de la liberté de la presse et des droits fondamentaux...⁶³² ».

⁶²⁹ Maison des journalistes, « Nos partenaires », *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/nos-partenaires/>, consulté le 28 juillet 2023

⁶³⁰ Bordonneau François, Médevielle Juliette, Decque Vincent, « Reporters en exil : la Maison des Journalistes » (documentaire radio), *Radio France*. Accessible à l'adresse <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sur-les-docks/reporters-en-exil-la-maison-des-journalistes-6267745>, consulté le 28 juillet 2023.

⁶³¹ Pasquet Sophie, « La Maison des journalistes de Paris », *op. cit.*

⁶³² Noël Aline, « La maison des journalistes : entretien avec sa directrice, Darline Cothière », *Sgen-Cfdt*. Accessible à l'adresse <https://www.sgen-cfdt.fr/actu/maison-des-journalistes-darline-cothiere/>, consulté le 28 juillet 2023.

En effet, les particuliers peuvent également réaliser des dons ponctuels ou mensuels à la Maison de journalistes, sur des montants de 20, 50, 100, 150 euros ou proposer une valeur libre⁶³³.

Les financements de la Maison des journalistes sont orientés majoritairement vers les frais liés à l'hébergement des journalistes et aux activités de formation via les programmes Renvoyé spécial et Presse 19. L'attention donnée à *L'Œil de la MDJ* semble ne pas être une priorité au niveau budgétaire pour l'association, à cause de toutes les contraintes mentionnées. Le média réalise ainsi une sorte d'autogestion avec le peu de ressources disponibles.

La bonne volonté de l'équipe de la Maison des journalistes est saluée par l'ancien résident Mulham Hendawy, malgré les contraintes budgétaires de l'association :

« Ils ont d'énormes problèmes d'argent. Je me souviens que j'avais des insectes dans ma chambre et [...] la mairie nous a répondu qu'ils avaient changé leur politique et que c'était à la MDJ de payer un prestataire privé, et ça a mis un mois et demi. Ils n'ont pas de budget. Je ne les blâme pas du tout. Si tu vois les personnes qui travaillent là-bas, j'ai les meilleurs sentiments pour ces personnes, ils sont vraiment en train de faire de leur mieux⁶³⁴ ».

Le fait que *L'Œil de la MDJ* ne dispose pas de sources d'autofinancement implique naturellement une instabilité pour son avenir. De la même façon que les activités ont basculé vers le digital à cause de ressources insuffisantes pour pérenniser la publication papier, la même situation risque d'arriver à la version en ligne.

Nous observons que les journalistes participant au média sont majoritairement ceux qui habitent toujours à la Maison des journalistes. Ceci indique que l'existence même de *L'Œil de la MDJ* est conditionnée par celle de l'association. En effet, une éventuelle séparation de *L'Œil* de sa maison mère – à l'exemple de ce qu'est arrivé à *Tido* vis-à-vis de Singa – signifierait ne pas avoir de journalistes participant au média dans la durée, ce qui n'est pas envisageable.

Le manque de financements, et par conséquent de possibilités de rémunérer les journalistes qui se trouvent déjà dans des situations précaires, représente un point de vigilance à ne pas négliger. Cependant, à partir des entretiens, nous constatons que, plus que d'offrir les moyens de réaliser des reportages ou d'informer le grand public sur la situation de la liberté de la presse dans le monde, le rôle de *L'Œil de la MDJ* est plutôt d'être un espace d'exercice de voix avec le but de permettre aux

⁶³³Maison des Journalistes, « Soutenez La Maison des journalistes », *HelloAsso*. Accessible à l'adresse <https://www.helloasso.com/associations/la-maison-des-journalistes/formulaires/2>, consulté le 28 juillet 2023.

⁶³⁴Hendawy Mulham, *op. cit.*

journalistes de gagner en confiance et de ne pas abandonner leur métier. L'existence même de *L'Œil de la MDJ* est une forme de résistance à la censure dont les journalistes exilés ont été victimes, malgré toutes les contraintes matérielles et financières du média.

CONSIDÉRATIONS FINALES

L'analyse des conditions matérielles et des difficultés financières que rencontrent *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News* confirme l'hypothèse que les médias associatifs peinent encore à se rendre visibles auprès du public. En plus, même si la question de l'argent est vitale pour l'avenir d'un média, cela ne veut pas dire qu'elle sera une priorité.

Nous observons que les médias qui disposent de plus de ressources – *Infomigrants* et *Guiti News* – sont capables de réaliser plus de contenus et de diversifier leurs activités, et ont plus de chances de pérenniser leurs équipes. En résumé, ces médias ont la possibilité de répondre au mieux à leurs objectifs. Cependant, pour *Tido* et pour *L'Œil de la MDJ*, la réalité est autre.

Pour ces deux médias, avoir un modèle économique n'a pas été une priorité, car leur fonctionnement est moins motivé par la production journalistique que par le rôle d'entraide et de soutien aux personnes réfugiées et exilées. *Tido* fonctionne comme un lieu de rencontres, de tissage de liens et de création d'amitiés – des conditions importantes et nécessaires pour qu'une personne réfugiée se sente bien intégrée à la société d'accueil. *L'Œil de la MDJ*, à son tour, joue un rôle auprès des journalistes exilés pour qu'ils continuent à pratiquer le journalisme et gagnent en confiance.

L'existence d'une pluralité de médias dédiés à traiter des sujets liés à l'exil et aux migrations représente en effet une force démocratique. Les médias étudiés, globalement, ont des rôles qui dépassent la simple production d'information : il s'agit d'espaces de parole, de réappropriation de discours et de reconnaissance d'un public souvent marginalisé ou stéréotypé.

Ces questions de fond, naturellement, ne peuvent pas être exercées sans perspectives d'avenir, comme nous avons pu observer pour *Tido*, qui a arrêté ses activités deux ans après sa formalisation en tant que média indépendant. *L'Œil de la MDJ* risque de suivre le même chemin si la Maison des journalistes ne prête pas assez attention à cette question. Concernant *Infomigrants* et *Guiti News*,

ces médias auront toujours l'opportunité de se développer... tant que les aides privées et publiques leur soient allouées.

Conclusion

« Dans un monde idéal, la question de la migration ne doit pas avoir beaucoup de place [dans les médias], parce que c'est un phénomène naturel. On est tous des migrants, on vient de l'est de l'Afrique depuis le début de notre histoire. Pour moi la migration ne doit pas être une *news*, une question. [...] C'est ça le monde idéal qui me convient⁶³⁵ ».

La perspective de Mulham Hendawy par rapport à la place de la migration dans les médias révèle une envie de naturaliser le fait migratoire. Derrière cette affirmation, il existe également le souhait que les étrangers ne soient plus vus comme des objets ayant à s'intégrer dans une société déjà établie, mais plutôt comme des sujets capables et légitimes de contribuer à cette société, puisque « nous sommes tous égaux ». Mais cette affirmation, comme le souligne Mulham Hendawy, l'est dans une perspective idéale, hypothétique.

La réalité est que la migration reste un sujet qui attire l'attention, qui fait débat et qui provoque des émotions contradictoires. La migration, et notamment la migration forcée, reste un sujet clivant, ayant une place importante dans les médias traditionnels, de manière plus ou moins évidente selon le contexte politique ou géopolitique. Et cette place de la migration dans le débat public est en soi un sujet de réflexion. Pourquoi la migration fait si peur ? Pourquoi on résiste encore à accepter les mouvements des personnes ? Pourquoi le récit sur la migration est largement réservé à une élite ? Pourquoi les personnes directement concernées par la migration forcée ne sont pas davantage autorisées à en parler ?

Toutes ces questions ont motivé des études sur la représentation des personnes réfugiées dans les médias grand public et leurs rôles d'objets silencieux dans ces espaces. Mais il manquait une étude approfondie sur les espaces où, au contraire, les personnes réfugiées ne sont pas forcément vues comme des dangers pour la France ou pour l'Europe ; il manquait une étude pour comprendre comment ces personnes revendiquent une place active dans ce débat public qui les touche directement.

Avec cette thèse, nous avons souhaité traiter de la question des réfugiés sous une perspective inédite en France. En effet, nous avons envisagé de répondre à différentes questions concernant la place des

⁶³⁵ Hendawy Mulham, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 21 septembre 2023, par visioconférence.

personnes réfugiées dans la construction du discours sur la migration à partir de quatre canaux de participation : les médias associatifs *L'Œil de la MDJ*, *Tido* et *Guiti News*, et le média public *Infomigrants*.

Nous avons articulé les concepts de voix, de représentation et de reconnaissance pour comprendre quel est le rôle véritablement attribué aux personnes réfugiées en tant que producteurs d'information au sein de ces quatre médias. Nous avons réalisé une recherche de terrain et une analyse du discours, avec l'ambition d'améliorer la compréhension du fonctionnement des canaux médiatiques intéressés par le phénomène de la migration, qui valorisent la place des personnes réfugiées en tant que producteurs d'information.

Dans la première partie de la thèse, des personnes ayant vécu l'exil nous ont raconté leurs expériences migratoires, leurs visions sur le statut de réfugié, leurs difficultés et leurs désirs en tant que nouveaux arrivants en Europe. Les journalistes interviewés ont particulièrement souligné les barrières liées à la reprise du métier en France, et le fait que les médias traditionnels réduisent les personnes en situation de migration aux rôles de « victime » et de « menace », en même temps qu'ils ignorent leurs voix.

En effet, les personnes réfugiées ont une reconnaissance juridique via un statut administratif qui leur accorde des droits, mais la construction d'une nouvelle vie n'est pas si simple. Parmi les difficultés mentionnées, les interviewés ont exprimé la frustration de ne pas être assez entendus en tant que personnes exilées, et également en tant que journalistes étrangers. En effet, la visibilité donnée aux réfugiés dans les médias traditionnels en Europe et en France, notamment à partir de la « crise » de 2015, ne s'est pas accompagnée d'une reconnaissance de la voix des réfugiés. Au contraire, nous observons que ces personnes sont peu consultées pour exprimer leurs opinions sur des sujets qui les concernent, comme nous l'avons étudié dans le chapitre 2. Exister juridiquement ou être visible médiatiquement ne signifie donc pas avoir forcément une voix.

Motivés par la conviction d'améliorer le traitement médiatique sur les sujets migratoires et de permettre que les réfugiés prennent la parole, certains médias indépendants ou spécialisés ont été créés. Nous avons étudié les motivations ayant présidé au développement de quatre médias en ligne basés en France et leurs promesses de réappropriation du discours sur la migration : *L'Œil de la MDJ* ouvre la possibilité aux journalistes exilés de continuer à écrire notamment sur la liberté d'expression et de la presse ; *Tido* souhaite parler différemment de la migration, en montrant la

facette positive de la présence d'étrangers en France ; *Guiti News* mobilise des journalistes exilés pour raconter l'asile en France et dénoncer des situations d'injustice ; *Infomigrants* traite des thématiques liées à la migration en Europe, avec une équipe de journalistes français et étrangers.

L'expression de la voix des réfugiés — en tant que voix comme récit, selon la définition de Nick Couldry — est traitée dans la deuxième partie de la thèse. Nous étudions comment chacun de ces quatre médias assume plus ou moins une posture différente de celle des médias traditionnels et crée de nouvelles représentations du réfugié au-delà de la dichotomie « victime/menace ».

Nous avons mobilisé les concepts de « cadres de la migration » de Rodney Benson pour identifier les principales représentations du réfugié et de la migration forcée dans *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Guiti News*, et *Infomigrants*. Les cadres « victime », « menace » et « héros » apparaissent dans l'ensemble du corpus de manière variable selon le média. En outre, nous apportons un complément aux concepts introduits par Benson avec un « cadrage neutre », c'est-à-dire, une manière de représenter les réfugiés au-delà de la dichotomie « bon/mauvais ». La manière dont les cadres se présentent dans chacun des médias est fortement liée à leurs différentes approches éditoriales.

Dans *Infomigrants*, le réfugié apparaît le plus souvent en tant que « victime passive », suivant la même tendance que celle des médias grand public. Le cadre « menace » est également présent de manière importante dans ce média, alors que les cadres « héros » et « neutre » sont moins significatifs. Nous observons dans ce média un paradoxe : alors qu'il se présente en tant que canal pour diffuser des informations fiables sur la migration, les représentations du réfugié ne changent pas complètement par rapport à celles des médias traditionnels. Le discours assumé par les collaborateurs de ce média, qui ont plutôt une posture de soutien à la « cause migratoire », n'est pas en adéquation avec les représentations identifiées dans les textes du média, qui finissent par avoir un rôle de « dissuasion » de la migration.

Dans *L'Œil de la MDJ* et dans *Guiti News*, on trouve une présence majoritaire des représentations en tant que « victime », mais ce n'est pas une victime passive : il s'agit plutôt d'une victime consciente de sa situation, voire une « victime militante ». Dans ces deux médias, les réfugiés, exilés, demandeurs d'asile et personnes immigrées sont également représentés en tant que « héros » qui portent leur voix pour soutenir une cause (la liberté d'expression ou un meilleur traitement pour les étrangers en France, par exemple). Via le cadre neutre, ces médias mettent en valeur des anecdotes, des métaphores et la « diversité culturelle ». Le cadre menace n'est quasiment pas

présent dans *L'Œil* et complètement absent dans *Guiti News*. Alors que ces deux médias diffusent un discours incarné et ont tendance à dénoncer des situations d'injustice, ses membres sont partagés quant à leur position en tant que « médias militants ».

Dans *Tido*, on évite délibérément de traiter les réfugiés comme des victimes. Le média privilégie un traitement positif, centré sur la représentation du « réfugié-héros », c'est-à-dire, celui qui arrive à bien s'intégrer à la nouvelle société d'accueil, même si ses réalisations du quotidien ne sont pas forcément remarquables. Avec un cadre menace complètement absent, une partie des textes de *Tido* utilisent le cadre neutre pour mettre en valeur la vie quotidienne et vulgariser le fait migratoire à un public français. Ce média est particulier par rapport aux trois autres car il ne revendique pas une posture journalistique. Nous avons observé parmi ses participants l'envie de renouer des liens, en créant une mini communauté d'entraide, plutôt que de développer *Tido* en tant qu'organisme médiatique.

Nous observons que l'exercice de la « voix comme récit » est plus présent dans *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, trois médias associatifs qui ont tendance à consulter davantage des sources réfugiées et à plus facilement faire participer des personnes exilées au sein de ces rédactions, car ils sont basés sur un modèle de bénévolat. Ceci résulte en différentes représentations des réfugiés dans les textes. Ces représentations sont influencées non seulement par la ligne éditoriale du média, mais aussi par le niveau de participation des réfugiés et par les conditions matérielles de production d'information. En effet, leur donner la parole (en tant que source et en tant que producteur d'information) est déjà une manière de contribuer à leur reconnaissance comme des sujets légitimes pour parler de la migration, pour « se raconter », pour exprimer leurs désirs, frustrations, besoins, et pour inspirer d'autres personnes à réfléchir ou à agir.

Dans la troisième partie de la thèse, nous avons étudié la « voix comme valeur » dans *Infomigrants*, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido*, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les personnes réfugiées sont intégrées dans le processus éditorial, leur contribution concrète à la construction de nouvelles représentations dans les quatre médias analysés et les limites humaines, éditoriales, matérielles et financières que connaissent ces médias pour atteindre leurs objectifs auprès de leurs publics cibles. C'est en effet dans ce contexte que nous identifions les relations d'amitié, de travail et de solidarité qui permettent aux participants ayant vécu la migration de se sentir en confiance et légitimes pour prendre la parole et raconter leur récit.

Nous mettons en lumière ici tout l'intérêt d'articuler les concepts de voix, représentation et reconnaissance. En effet, l'exercice de la voix — qui permet la création de nouvelles représentations — est une manifestation de la reconnaissance. Mais de quelle reconnaissance parle-t-on ?

Nous revenons alors à notre problématique de départ : « Dans quelle mesure – et malgré quelles limites – les médias *Tido*, *L'Œil de la MDJ*, *Infomigrants* et *Guiti News* façonnent un discours sur la migration qui fait participer des personnes réfugiées en reconnaissant leur voix ? »

Notre analyse permet d'observer que, globalement, les médias étudiés reconnaissent les réfugiés comme des sujets légitimes, capables de porter le discours sur la migration, en les faisant travailler au sein des rédactions et en les utilisant en tant que sources d'informations. Et en portant ce discours, les réfugiés sont capables de choisir ce qu'ils souhaitent traiter.

L'agentivité des réfugiés de décider quelles représentations sont créées à l'égard d'eux-mêmes, c'est ce qui permet la création de représentations différentes de celles qu'offrent les médias traditionnels. Au lieu d'être vus en tant que sujets apolitiques, ahistoriques ou en tant que menace à « notre société », les réfugiés ont la chance d'être considérés comme des atouts, car les représentations positives ont – en théorie – le pouvoir de changer des perceptions.

Cependant, revendiquer une prise de parole demande également des conditions matérielles, comme nous l'avons étudié dans le chapitre 9, et c'est là que se trouve la limite de la théorie d'Axel Honneth. Les conditions matérielles de certains médias sont si modestes que la reconnaissance des réfugiés en tant qu'agents reste encore une fois dans la sphère subjective. En effet, dans ces relations d'amitié, de travail et de solidarité, les réfugiés gagnent de la confiance, du respect et de l'estime de soi. Ces rapports positifs envers eux-mêmes sont importants pour que les réfugiés se reconnaissent comme des sujets, des agents et revendiquent leur place pour prendre la parole. Mais pouvoir parler ne signifie pas forcément *être entendu*.

Pour que ces médias puissent élever la voix des réfugiés de manière effective, il est nécessaire à la fois de promouvoir l'existence de relations de reconnaissance permettant aux réfugiés de nourrir des rapports positifs envers eux-mêmes, et de promouvoir des conditions matérielles pour que cette voix soit entendue auprès du grand public. Le but étant que les personnes réfugiées ne soient plus vues uniquement en tant que victimes ou en tant que menace, mais surtout en tant qu'individus avec des

apports uniques et nécessaires à la société. Mais aucun des quatre médias étudiés ne satisfait les deux conditions.

Malgré leurs actions contribuant à la possibilité d'une (re)prise de parole, se traduisant par des représentations plutôt nuancées et parfois très positives, les médias *Tido*, *Guiti News* et *L'Œil de la MDJ* ne sont pas en mesure de réaliser un changement de discours à grande échelle sur les migrations car les conditions matérielles dans lesquelles ils opèrent sont très limitées et ne sont pas suffisantes pour diffuser un nouveau discours auprès du grand public de manière efficace. La capacité de ces médias à promouvoir une prise de conscience du public par rapport aux situations d'exclusion et d'injustice que subissent les réfugiés, ou leurs apports pour la société, n'est pas assez importante.

Quant à *Infomigrants*, les conditions matérielles sont là : les réfugiés qui travaillent pour ce média expriment un contentement de pouvoir « contribuer pour la cause », car ils sont convaincus qu'*Infomigrants* remplit son rôle de fournir des informations pratiques et fiables à ceux qui en ont besoin (même si le constat de notre recherche n'est pas forcément le même). Ce contentement individuel satisfait la condition subjective de la théorie d'Axel Honneth, mais notre analyse a identifié que, par rapport aux représentations, ce média ne contribue pas forcément à un changement de regard sur le réfugié et sur la migration. En effet, les représentations classiques du « réfugié victime » et du « réfugié menace » sont présentes de façon importante dans le corpus analysé de ce média. Même si *Infomigrants* utilise les réfugiés comme source d'information plus souvent que les médias traditionnels, et que certains membres de l'équipe sont ou ont été eux-mêmes des réfugiés, les représentations créées dans ses textes ne s'éloignent pas complètement de celles qu'offrent les médias grand public.

Nous avons pu observer ainsi que la nature du média a une forte influence sur les manières dont se développent les relations de reconnaissance au sein de celui-ci et sur les limites que rencontrent les médias pour parvenir à une diffusion à grande échelle de leurs contenus. Les trois médias « indépendants » ont tendance à être plus ouverts à la participation et à créer des représentations plus éloignées de celles des médias traditionnels, alors qu'*Infomigrants*, qui ne peut être considéré comme un média alternatif et qui bénéficie de ressources matérielles importantes, arrive à toucher un large public, mais avec un discours qui n'est pas si différent de celui des médias traditionnels.

Même si ces médias ont le mérite de faire participer – à différentes échelles – les personnes réfugiées au processus de production de l’information, ils ne sont pas sans reproduire des situations d’injustice, d’exclusion, de conflit d’intérêt et de précarisation. En outre, observés en tant que canaux journalistiques, les médias *Tido*, *Guiti News* et *L’Œil de la MDJ* rencontrent des limitations financières importantes, des contraintes éditoriales et des relations internes parfois ambiguës qui finissent par mettre en péril leur fonctionnement.

Avec cette analyse approfondie des conditions matérielles de la production de l’information dans *Infomigrants*, *Tido*, *Guiti News* et *L’Œil de la MDJ*, notre étude contribue à la connaissance en sociologie du journalisme et également à l’économie des médias. Nous avons souhaité éclairer une thématique qui n’est pas assez étudiée – du moins en France – pour comprendre jusqu’où les personnes réfugiées sont véritablement autorisées à prendre la parole, et pour révéler les causes profondes qui font que, même dans les plus ouverts des médias, l’amplification de la voix des réfugiés est mitigée.

Il est important de souligner que, malgré toutes les limites observées et les différents problèmes rencontrés au sein des rédactions, ces médias, en tant que canaux pour l’exercice de la voix, ont une valeur inestimable, par le simple fait de reconnaître les personnes réfugiées en tant que protagonistes de leurs histoires. C’est là que réside toute l’importance que ces espaces existent. En effet, face aux nombreuses contraintes qui touchent le champ journalistique de manière générale, il est étonnant que ces médias réussissent à exister et résister pendant de nombreuses années. Ces exemples se démarquent par cette résistance plutôt réussie, comparée à d’autres projets de médias spécialisés sur les questions de l’exil, qui ne prospèrent pas plus que quelques mois.

Cette thèse révèle en effet une réalité paradoxale au sein de médias associatifs intéressés par l’exil, qui consiste notamment à rassembler des sujets autour de valeurs communes et, guidés par une conviction de changement de récit, porter un discours qui ne sera pas forcément entendu. Ce constat débouche sur la nécessité d’études complémentaires, notamment : une étude de réception sur l’impact des contenus des médias qui s’intéressent aux questions d’exil sur l’opinion publique ; une étude sur les perspectives économiques pour assurer la durabilité des médias spécialisés dans la migration ; ou bien une étude sur la place des femmes réfugiées dans le journalisme et dans les médias alternatifs. Ces études complémentaires pourraient apporter des éléments intéressants sur la façon dont ces types de médias sont perçus par ceux qui les lisent.

Notre constat est que l'existence de ces espaces médiatiques « indépendants », malgré toutes les contraintes déjà mentionnées, représente en soi une possibilité d'exercice de parole et de réappropriation du discours sur la migration. Par la simple existence de ces espaces, les personnes réfugiées ont la possibilité d'imaginer et de raconter d'autres récits, de mettre en valeur leurs capacités et, au moins sur un plan subjectif, de se reconnaître en tant que sujets légitimes, précieux et engagés. C'est cette responsabilisation qui permet tout d'abord un changement de regard envers eux-mêmes, et une quête pour pérenniser et amplifier leur propre voix. L'existence de ces médias ouvre la possibilité pour que les personnes réfugiées habitent l'espace public, en étant non seulement visibles, mais également entendables et, plus encore, acteurs de leurs histoires et engagés à agir auprès de la société qui les accueille. En effet, pouvoir participer et exercer leurs voix est aussi une manière de leur redonner le pouvoir d'agir et d'imaginer une suite à leurs propres histoires.

Nous avons initié cette thèse avec une citation de Mulham Hendawy, ancien journaliste réfugié syrien, qui en 2020 imaginait construire un média propre à lui, avec la valorisation des langues non occidentales. L'histoire de Mulham Hendawy après l'exil est marquée par la désillusion de pouvoir reprendre le métier de journaliste. Mais quelques années plus tard, il est capable de tirer des leçons de son expérience et d'imaginer un autre avenir. Il aspire, pour 2030, l'année où son statut de réfugié complètera 10 ans, à une vie différente.

« On est maintenant en 2030. Je suis en Bretagne, car je suis passionné par la Bretagne. [...] Comme j'ai quitté le journalisme, je n'ai pas besoin de rester dans des grandes villes. J'en ai marre d'être toujours occupé, d'être toujours stressé. Donc en 2030, j'espère avoir la stabilité financière, d'avoir déménagé, d'avoir acheté une vieille maison, de la reconstruire avec ma copine. De faire mon jardin. [...] J'ai mon ordi et j'écris des choses, je ne sais pas quoi, si c'est du journalisme, des articles ou des histoires. Mais je me vois toujours derrière mon clavier. Quand je serai tranquille, quand la question de l'argent, de la stabilité c'est moins important, j'aimerais bien me retrouver. [...] Depuis 2010, je suis "battu". [...] J'ai quitté la Syrie, le rêve de construire un pays démocratique, j'ai perdu mon métier, j'ai perdu ma passion, j'ai perdu ma racine. [...] J'ai eu des rêves, je voulais changer quelque chose, je voulais participer à quelque chose [...], [mais] je ne peux pas être consommé par mes rêves, je ne peux pas être consommé par qui j'étais avant. [...] Je peux bien

vivre aujourd’hui et demain, voilà. Ça peut m’aider et aider beaucoup les gens autour de moi d’admettre que je suis “battu”. Qu’il faut recommencer⁶³⁶ ».

⁶³⁶ Hendawy Mulham, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 21 septembre 2023, par visioconférence.

Bibliographie

- Agier Michel, Madeira Anne-Virginie, *Définir les réfugiés*. Presses Universitaires de France, 2017.
- Akin Salih, « De clandestins à sans-papiers : émergence d'une dénomination intégrative », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 189-198.
- Akoka Karen, « Qu'est-ce qu'un réfugié ? Des usages politiques des définitions juridiques », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 183-188.
- Aprile Sylvie, « Des exilés de 1789 aux exilés d'aujourd'hui », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 107-112.
- Atton Chris, *Alternative Media*. Sage, London, 2002.
- Bailey Olga, Georgiou Myria, Harindranath Ramaswami (ed.), *Transnational lives and the media : re-imagining diaspora*. Palgrave Macmillan, New York, 2007.
- Bailey Olga Guedes, "Diasporic media in multicultural societies", in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp.414-425.
- Baldini Simona Bonini, "Digital Storytelling with Refugees: Analysis of Communication Setting from the Capability Approach Perspective". *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 17 | 2019. Accessible à l'adresse <http://journals.openedition.org/rfsic/7022>, consulté le 20 février 2022.
- Bellardi Nadia et al., *Spaces of inclusion. An explorative study on needs of refugees and migrants in the domain of media communication and on responses by community media*. Council of Europe, 2018.
- Benson Rodney, *L'immigration au prisme des médias*. PUR, Rennes, 2017.
- Benson Rodney, Wood, Tim, "Who Says What or Nothing at All? Speakers, Frames, and Frameless Quotes in Unauthorized Immigration News in the United States, Norway, and France". *American Behavioral Scientist*, 2015, Vol. 59(7), pp. 802–821.
- Berry Mike, Garcia-Blanco Inaki, Moore Kerry, *Press coverage of the refugee and migrant crisis in the EU: A content analysis of five European countries*. UNHCR, Geneva, 2015. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/protection/operations/56bb369c9/press-coverage-refugee-migrant-crisis-eu-content-analysis-five-european.html>, consulté le 28 février 2022.
- Boudou Benjamin, « Étranger : la constitution progressive d'une catégorie juridique et statistique », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 91-98.

Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*. Paris, Les éditions de minuit, 1980.

Brassier-Rodrigues Cécilia, « Le film documentaire : un outil de médiation interculturelle au service de l'intégration des réfugiés ». *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 17 | 2019. Accessible à l'adresse <http://journals.openedition.org/rfsic/6361>, consulté le 11 janvier 2020.

Buckley-Zistel Susanne, Krause Ulrike, “Gender, Violence, Refugees: An Introduction”, in Buckley-Zistel Susanne, Ulrike Krause (eds.), *Gender, Violence, Refugees*. Berghahn Books, 2019, vol. 37, pp. 1-18.

Bürkner Hans-Joachim, “Intersectionality: How gender studies might inspire the analysis of social inequality among migrants”. *Population, Space and Place*, 18(2), 2012, pp. 181–195.

Calabrese Laura, « Migrant ou réfugié ? L'enjeu des dénominations des personnes dans le discours médiatique », in Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018, pp. 153-160.

Calabrese Laura, Veniard Marie (dir.), *Penser les mots, dire la migration*. Éditions Academia, coll. « Pixels », Louvain-la-Neuve, 2018.

Cambrézy Luc, Lassailly-Jacob Véronique, « Du consensus de la catastrophe à la surenchère médiatique – Introduction ». *Revue Tiers Monde*, 2010/4 (n°204), pp. 7-18. Accessible à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2010-4-page-7.htm>, consulté le 5 novembre 2022.

Cardon Dominique, Granjon Fabien, *Médiactivistes*. Presses de Sciences Po, Collection Contester ; 9, deuxième édition, 2013.

Caviedes Alexander, “An Emerging ‘European’ News Portrayal of Immigration?”. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41:6, 2015, pp. 897–917.

Charaudeau Patrick, *Discurso das mídias*. Contexto, São Paulo, 2015.

Chouliaraki Lilie, Georgiou Myria, Zaborowski Rafal. *Project report: The European “migration crisis” and the media: A cross-European press content analysis*. LSE. 2017. Accessible à l'adresse <http://www.lse.ac.uk/media@lse/research/Migration-and-the-media.aspx>, consulté le 5 novembre 2022.

Chouliaraki Lilie, Stolic Tijana, “Rethinking media responsibility in the refugee ‘crisis’: a visual typology of European news”. *Media, Culture & Society*. 39, 2017, pp.1-16.

Chouliaraki Lilie, Zaborowski Rafal, “Voice and community in the 2015 refugee crisis: A content analysis of news coverage in eight European countries”. *The International Communication Gazette*, Vol. 79(6–7), 2017, pp. 613–635.

Couldry Nick, *Why Voice Matters : Culture and Politics after Neoliberalism*. Sage, Londres, 2010.

Couldry Nick, “Alternative Media and voice”, in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp. 43-53.

Diaz Delphine, *En exil. Les réfugiés en Europe, de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*. Gallimard, coll. « Folio. histoire », Paris, 2021.

D’Haenens Leen, Joris Willem, Heinderyckx François (eds.), *Images of Immigrants and Refugees in Western Europe: Media Representations, Public Opinion, and Refugees’ Experiences*. Leuven University Press, Leuven, 2019.

D’Haenens Leen, Lange Mariëlle, “Framing of asylum seekers in Dutch regional newspapers”. *Media Culture & Society - MEDIA CULT SOC*, vol 23, 2001, pp. 847-860.

Entman Robert. M., “Framing: Toward clarification of a fractured paradigm”, *Journal of Communication*, v. 43, n° 4, 1993, pp. 51-58.

Entman Robert. M., “Framing bias: media in the distribution of power”, *Journal of Communication*, v. 57, 2007, pp. 163-173.

Fengler Suzanne, Kreutler Marcus. “Migration coverage in Europe’s media – A comparative analysis of coverage in 17 countries”, Otto Brenner Stiftung, Frankfurt am Main, 2020. Accessible à l’adresse

https://www.otto-brenner-stiftung.de/fileadmin/user_data/stiftung/02_Wissenschaftsportal/03_Publicationen/AP39_Migration_EN.pdf, consulté le 5 novembre 2022.

Ferron Benjamin, « Des médias de mouvements aux mouvements de médias. Retour sur la genèse du “Réseau Intercontinental de Communication Alternative” (1996-1999) », *Mouvements*, 61(1), 2010, pp. 107-120. Accessible à l’adresse <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2010-1-page-107.htm>, consulté le 17 août 2022.

Ferron Benjamin, « Professionnaliser les “médias alternatifs” ? Enjeux sociaux et politiques d’une mobilisation (1999-2016) », *Savoir/Agir*, 38(4), 2016, pp. 21-28. Accessible à l’adresse <https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2016-4-page-21.htm>, consulté le 17 août 2022.

Fisher Alyssa, Wauthier Kaitlyn, Gajjala Radhika, “Intersectionality”, in *The SAGE Handbook of Media and Migration*, 2019, pp. 53-63.

Georgiou Myria, Zaborowski Rafal, *Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne*. Conseil de l’Europe, DG1(2017)03, Strasbourg, 2017.

Georgiou Myria, “Does the subaltern speak? Migrant voices in digital Europe”, *Popular communication*, 16 :1, 2018, pp. 45-57.

Gillespie Marie, Ampofo Lawrence, Cheesman Margaret, Faith Becky, Iliadou Evgenia, Issa Ali, Osseiran Souad, Skleparis Dimitris. *Mapping Refugee Media Journeys: Smartphones and Social Media Networks*. 2016. Accessible à l’adresse https://www.open.ac.uk/ccig/sites/www.open.ac.uk/ccig/files/Mapping%20Refugee%20Media%20Journeys%2016%20May%20FIN%20MG_0.pdf, consulté le 5 novembre 2022.

Gillespie Marie, Osseiran Souad, Cheesman Margie, “Syrian Refugees and the Digital Passage to Europe: Smartphone Infrastructures and Affordances” *Social Media + Society*, 2018. Accessible à l’adresse <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2056305118764440>, consulté le 5 novembre 2022.

Godin Marie, Doná Giorgia, ““Refugee Voices’, New Social Media and Politics of Representation: Young Congolese in the Diaspora and Beyond”, *Refuge*, 32 (1), 2016, pp. 60-71.

- Goellner René Luiz, “Representação”. Em : Marcondes Ciro (org.), *Dicionário de Comunicação*, Edufba, Salvador, 2014.
- Guéguen Haud, Malochet Guillaume, *Les théories de la reconnaissance*. La Découverte, Paris, 2014.
- Hall Stuart, “A centralidade da cultura: notas sobre as revoluções culturais do nosso tempo”. *Educação & Realidade*, Porto Alegre, v. 22, n°2, p. 15-46, jul./dez, 1997.
- Harcup Tony, *Alternative Journalism, Alternative Voices*. Routledge, London, 2013.
- Harcup Tony, “Listening to the voiceless : The practices and ethics of alternative journalism”, in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp. 313-323.
- Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*. Gallimard, Collection Folio Essais, Paris, 2013.
- Hovden Jan Fredrik, Mjelde Hilmar, Gripsrud Jostein, “The Syrian refugee crisis in Scandinavian newspapers”, *Communications*, Volume 43: Issue 3, 2018, pp. 1-32.
- Krzyzanowski Michal, Triandafyllidou Anna, Wodak Ruth, “The Mediatization and the Politicization of the ‘Refugee Crisis’ in Europe”. *Journal of immigrant & Refugee Studies*, vol. 16, Nos. 1–2, 2018, pp. 1–14.
- Landry Donna, Maclean Gerald (ed.), *The Spivak reader : selected works of Gayatri Chakravorty Spivak*. Routledge, New York, 1996.
- Leurs Koen, “Communication rights from the margins: politicising young refugees’ smartphone pocket archives”. *The International Communication Gazette*, vol. 79(6–7), 2017, pp. 674–698.
- Lewis Gail, “Unsafe travel: experiencing intersectionality and feminist displacements”. *Signs: a journal of women in culture and society*, 38(4), 2013, pp. 869–892.
- Maggio Joe, ““Can the Subaltern Be Heard?”: Political Theory, Translation, Representation, and Gayatri Chakravorty Spivak”. *Alternatives*, n° 32, 2007, pp.419-443.
- Mattelart Tristan, « Entre intégration et sécurité intérieure, les politiques de la “diversité” à la télévision française », dans Mattelart Tristan (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Mare et Martin Editions, col. « MediaCritic », 2014, pp. 209-236.
- Mattelart Tristan, « Les diasporas à l’heure des technologies de l’information et de la communication : petit état des savoirs », *tic&société*, vol. 3, n° 1-2, 2009. Accessible à l’adresse <http://ticetsociete.revues.org/600>, consulté le 5 novembre 2022.
- Mazzella Sylvie, *Sociologie des migrations*. Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021.
- Morris Rosalind (ed.), *Can the subaltern speak?: Reflections on the history of an idea*. Columbia University Press, New York, 2010.

Padilla Beatriz, Goldberg Alejandro, “Dimensiones reales y simbólicas de la “crisis de refugiados” en Europa: un análisis crítico desde Portugal”. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana (REMHU)*, Brasília, v. 25, n. 51, dez. 2017, pp. 11-27.

Pasquet Sophie, « La Maison des journalistes de Paris », *Hommes & migrations* [En ligne], 1308 | 2014, mis en ligne le 26 juin 2015. Accessible à l’adresse <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3030>. Consulté le 12 août 2022.

Poell Thomas, Van Dijck José, “Social Media and activist communication”, in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp. 527-537.

Poinsot Marie, « “Renvoyé spécial”. La 13e édition du programme de la Maison des journalistes (MDJ) », *Hommes & Migrations*, 2020/1 (n° 1328), pp. 191-194. Accessible à l’adresse <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/10926>, consulté le 5 novembre 2022.

Ricœur Paul, *Parcours de la reconnaissance*. Gallimard, Collection Folio Essais, Paris, 2017.

Ridjavonic Amra, « Le rôle des médias dans l’adaptation des réfugiés dans leur pays d’accueil. Le cas des réfugiés bosniaques dans la Ville de Québec ». *Recherches Qualitatives*, Hors Série, 4, 2007, pp. 69–91.

Rodier Claire, Portevin Catherine, *Migrants et réfugiés : réponse aux indécis, aux inquiets et aux réticents*. La Découverte, Paris, 2016.

Saitta Eugénie, « Les médias de minorités ethniques en Italie : rupture et continuité avec les pratiques et discours dominants. Une analyse comparée de Yalla Italia et de Stranieri in Italia », dans Mattelart Tristan (dir.), *Médias et migrations dans l’espace euro-méditerranéen*. Mare et Martin Editions, col. « MediaCritic », 2014, pp. 285-318.

Schmoll Camille, *Les damnées de la mer : Femmes et frontières en Méditerranée*. La découverte, Paris, 2020.

Spivak Gayatri, “Can the subaltern speak?”, in Morris Rosalind (ed.), *Can the subaltern speak?: Reflections on the history of an idea*. Columbia University Press, New York, 2010, pp. 21–78.

Spurgeon Christina, Burgess Jean, “Making media participatory: Digital storytelling”, in Atton Chris (ed.), *The Routledge Companion to Alternative and Community Media*. Routledge, London, 2015, pp.403-413.

Sucre María Ignacia Alcalá, « Regards en mouvement : l’interprétation des messages médiatiques sur les migrations par les exilé-e-s syrien-ne-s résidant en France », *Revue française des sciences de l’information et de la communication* [En ligne], 17 (2019), mis en ligne le 01 septembre 2019. Accessible à l’adresse <http://journals.openedition.org/rfsic/7369>, consulté le 6 janvier 2020.

Van Dijk Teun A., *Elite discourse and racism*. Sage, California, 1993.

Van Dijk Teun A., *Prejudice in discourse*. Benjamins, Amsterdam, 1984.

Van Dijk Teun A., *Racism and the press*. Routledge, London, 1991.

Veniard Marie, « Ne pas parler à la place des premiers concernés ». Étude d'une pratique politique d'éthique langagière chez des militants politiques pour les droits des étrangers en France. *Nouvelle Revue Synergies Canada*, 15, 2022, pp.1–16.

Watts Eric, "'Voice' and 'voicelessness' in rhetorical studies". *Quarterly Journal of Speech*, 87, 2001, pp. 179-196.

Wenden Catherine, *La question migratoire au XXIe siècle : migrants, réfugiés et relations internationales*, SciencesPo, Paris, 2013.

Sources

Sources issues de la presse et de sites web

Bordonneau François, Médevielle Juliette, Decque Vincent, « Reporters en exil : la Maison des Journalistes » (documentaire radio), *Radio France*. Accessible à l'adresse <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sur-les-docks/reporters-en-exil-la-maison-des-journalistes-6267745>, consulté le 28 juillet 2023.

Desplanques Erwan, « Journalistes en exil », *Télérama*, mis en ligne le 24 avril 2009. Accessible à l'adresse <https://www.telerama.fr/monde/journalistes-en-exil,42021.php>, consulté le 14 août 2022.

Google, « A Year in Search 2015 ». *Google*, 2015. Accessible à l'adresse https://trends.google.fr/trends/story/2015_FR, consulté le 4 août 2022.

Harzoune Mustapha. « Qu'est-ce qu'un "sans-papiers" ? ». *Musée de l'histoire de l'immigration*. Accessible à l'adresse <https://www.histoire-immigration.fr/les-mots/qu-est-ce-qu-un-sans-papiers>, consulté le 8 juillet 2022.

Le Figaro, AFP, « Migrants : l'Europe sous le choc devant la photo d'un enfant mort noyé ». *Le Figaro*, mis en ligne le 3 septembre 2015. Accessible à l'adresse <https://www.lefigaro.fr/international/2015/09/02/01003-20150902ARTFIG00408-migrants-l-europe-sous-le-choc-apres-la-photo-d-un-enfant-mort-noye.php>, consulté le 2 août 2022.

Le Monde, « Trois médias européens lancent InfoMigrants, un site d'information pour les migrants ». *Le Monde*, mis en ligne le 30 mars 2017. Accessible à l'adresse https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2017/03/30/trois-medias-europeens-lancent-infomigrants-un-site-d-information-pour-les-migrants_5103197_3236.html, consulté le 22 août 2022.

Libération, « Libé des réfugiés, le documentaire ». *Dailymotion*, 2016. Accessible à l'adresse <https://www.dailymotion.com/video/x5kavn8>, consulté le 10 août 2022.

M. Jé, « Après la photo d'Aylan Kurdi, une majorité de français favorables à l'accueil des réfugiés ». *BFM TV*, mis en ligne le 9 septembre 2015. Accessible à l'adresse https://www.bfmtv.com/societe/apres-la-photo-d-aylan-kurdi-une-majorite-de-francais-favorables-a-l-accueil-des-refugies_AV-201509090075.html, consulté le 2 août 2022.

Noël Aline, « La maison des journalistes : entretien avec sa directrice, Darline Cothière », *Sgen-Cfdt*. Accessible à l'adresse <https://www.sgen-cfdt.fr/actu/maison-des-journalistes-darline-cothiere/>, consulté le 28 juillet 2023.

Ohayon Danièle, « La liberté de la presse vue dans l'œil des exilés », *Sud-Ouest*, 3 mai 2009, mise en ligne par Nouveau Consommateur. Accessible à l'adresse <http://nouvoconso.canalblog.com/archives/2009/05/03/13594439.html>, consulté le 12 août 2022.

Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2022 : la nouvelle ère de la polarisation ». *RFS*. Accessible à l'adresse https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2022-la-nouvelle-ere-de-la-polarisation?year=2022&data_type=general, consulté le 8 juillet 2022.

Sources institutionnelles

Assemblée nationale. Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur le projet de loi de finances pour 2022. Accessible à l'adresse https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-cedu/115b4597-tiii_rapport-avis, consulté le 28 juillet 2023.

Banque Mondiale. *Les migrants climatiques : visages humains d'un dérèglement planétaire*. Accessible à l'adresse <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/03/19/meet-the-human-faces-of-climate-migration>, consulté le 3 juillet 2022.

Conseil de l'Europe, *Les femmes migrantes en France*. 2020. Accessible à l'adresse <https://rm.coe.int/femmes-migrantes-fr-coe-150520-/16809f1558>, consulté le 1 juillet 2022.

David Alain, Rapport d'information (...) sur le projet de contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2020-2022. *Vie Publique*. Accessible à l'adresse <https://www.vie-publique.fr/rapport/278470-rapport-sur-contrat-dobjectifs-france-medias-monde-2020-2022>, consulté le 27 juillet 2023.

Edwards Adrian, « Le nombre de personnes déplacées atteint son plus haut niveau depuis des décennies », *UNHCR*, mis en ligne le 19 juin 2017. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies>, consulté le 4 août 2022.

Gouvernement, « Centre de rétention administrative ». *Service Public*. Accessible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2780>, consulté le 1er septembre 2021.

Gouvernement, « Maintien d'un étranger en zone d'attente ». *Service Public*. Accessible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F11144>, consulté le 30 août 2021.

Gouvernement, « Obligation de quitter la France (OQTF) ». *Service public*. Accessible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F18362>, consulté le 8 juillet 2022.

Gouvernement, « Qu'est-ce que la régularisation pour motif humanitaire ou exceptionnel ? ». *Service Public*. Accessible à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17146>, consulté le 4 novembre 2022.

HCR, « Considérations juridiques relatives aux demandes de protection internationale faites dans le contexte des effets néfastes du changement climatique et des catastrophes ». *UNHCR*, Octobre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.refworld.org/cgi-bin/telex/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=617aafa24>, consulté le 2 juillet 2022.

HCR, *Rapport Tendances mondiales 2021*. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/fr/62aae6e24>, consulté le 2 juillet 2022.

ICMPC, *How does the media on both sides of the Mediterranean report on migration? A study by journalists, for journalists and policy-makers*. Accessible à l'adresse https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/how-does-media-both-sides-mediterranean-report-migration_en, consulté le 1 août 2022.

IFOP, « Les Français et leurs perceptions de l'immigration, des réfugiés et de l'identité ». *IFOP*, juillet 2017. Accessible à l'adresse https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3814-1-study_file.pdf, consulté le 4 janvier 2024.

Insee, « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers ». *Insee*. Accessible à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212>, consulté le 5 juillet 2021.

International Labour Office (ILO). *Global Estimates of Modern Slavery : forced labour and forced marriage*. 2017. Accessible à l'adresse https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_575479.pdf, consulté le 3 août 2022.

IPCC. Accessible à l'adresse <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/>, consulté le 2 juillet 2022.

IPSOS, « Fractures Françaises 2019 ». *Ipsos*. Accessible à l'adresse https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-09/fractures_francaises_2019.pdf, consulté le 4 janvier 2024.

Lerin Natalia, « L'insertion professionnelle des femmes migrantes en France ». *Commission Européenne*, mis en ligne le 7 juin 2021. Accessible à l'adresse <https://epale.ec.europa.eu/fr/blog/linsertion-professionnelle-des-femmes-migrantes-en-france>, consulté le 1 juillet 2022.

Marthoz Jean-Paul, "France: Politics, Distorted Images and why the Media Need to Frame the Migration Story", in *How does the media on both sides of the Mediterranean report on migration? A study by journalists, for journalists and policy-makers*. ICMPD, 2017, pp.22-27. Accessible à l'adresse https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/how-does-media-both-sides-mediterranean-report-migration_en, consulté le 1 août 2022.

Mcauliffe M., Triandafyllidou A. (eds.), *World Migration Report 2022*. International Organization for Migration (IOM), Geneva, 2021.

Medelli Jérôme. *Des « réfugiés environnementaux »*. Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, juin 2021. Accessible à l'adresse https://accueil-integration-refugies.fr/wp-content/uploads/2022/05/EtudeRefugiesEnvironnementaux_Juin2021.pdf, consulté le 2 juillet 2022.

Ministère de l'Intérieur, « *L'asile en 2019* », communiqué du 21 janvier 2020. Accessible à l'adresse <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Actualites/Communiques/L-asile-en-2019>, consulté le 24 juin 2020.

Ofpra, *Rapport d'activités 2021*. Accessible à l'adresse https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/ra_2021_md.pdf, consulté le 1 juillet 2022.

Organisation Internationale pour les migrations (OIM). « Déplacement interne ». *OIM*. Accessible à l'adresse <https://www.iom.int/fr/deplacement-interne>, consulté le 3 juillet 2022.

Organisation Internationale pour les migrations (OIM). « Projet Migrants disparus ». *OIM*. Accessible à l'adresse <https://missingmigrants.iom.int/fr/region/mediterranee>, consulté le 2 août 2022.

UNHCR, « Selon une enquête du HCR, les réfugiés afghans et syriens arrivés en Grèce fuient les conflits et la violence ». *UNHCR*, mis en ligne le 23 février 2016. Accessible à l'adresse <http://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2016/2/56cd830dc/enquete-hcr-refugies-afghans-syriens-arrivees-grece-fuient-conflits-violence.html>, consulté le 11 septembre 2023.

UNHCR, *Connecting refugees: How internet and mobile connectivity can improve refugee well-being and transform humanitarian action*. United Nations Higher Commissioner of Refugees, 2016. Accessible à l'adresse <http://www.unhcr.org/5770d43c4>, consulté le 18 août 2022.

UNHCR, *Global trends 2016*. Accessible à l'adresse <https://www.unhcr.org/5943e8a34.pdf>, consulté le 2 juillet 2022.

UNICEF, IOM. *Harrowing Journeys: Children on the Move Across the Mediterranean Sea, at Risk of Trafficking and Exploitation*. IOM, 2017. Accessible à l'adresse https://www.iom.int/sites/default/files/press_release/file/Harrowing_Journeys_Children_and_youth_on_the_move_across_the_Mediterranean.pdf, consulté le 3 août 2022.

Vermeulin Chloé, Giner Clotilde, *Enquête sur les usages numériques des personnes réfugiées*. Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, 2021. Accessible à l'adresse <https://accueil-integration-refugies.fr/wp-content/uploads/2021/06/02-05-2021-enquete-V5.pdf>, consulté le 22 août 2022.

Corpus d'entretiens et de textes

Entretiens

Aurette Ludivine, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 9 novembre 2019, dans un café à Paris.

Behboudi Mortaza, cofondateur de *Guiti News*. Entretien réalisé le 9 décembre 2019, par visioconférence.

Bibi Shariff, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 27 janvier 2020, par visioconférence.

Bijon Coline, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 11 février 2020, par téléphone.

Broughton Emma, coordinatrice bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 12 juillet 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

Campana Liso, ancienne stagiaire à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 18 janvier 2020, par visioconférence.

Carretero Leslie, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 13 juillet 2020, par visioconférence.

Charles Alix, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 14 juin 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

Deme Daouda, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 4 juillet 2019, au Parc de la Villette, Paris.

Gheddar Nina, cofondatrice et rédactrice en chef chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 31 octobre 2019, dans un café à Paris.

Gokkus Beraat, bénévole chez *Guiti News* et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 1 avril 2020, par visioconférence.

Grozelier Bernard, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 15 juin 2019, dans un café à Paris.

Hassan Abdallah, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 30 novembre 2019, au Centre Culturel Franco-Iranien Pouya, Paris.

Hendawy Mulham, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 10 juin 2020, par visioconférence.

Hendawy Mulham, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 21 septembre 2023, par visioconférence.

Joly Christophe, rédacteur en chef bénévole chez *L'Œil de la Maison des Journalistes*. Entretien réalisé le 27 janvier 2020, par téléphone.

Luer Guillaume, chargé d'édition et community manager à la Maison des Journalistes entre 2017 et 2020. Entretien réalisé le 7 février 2020, par téléphone.

Mahamat Adam, journaliste et ancien résident à la Maison des Journalistes. Entretien réalisé le 21 mai 2020, par visioconférence.

Makhoul Amara, rédactrice en chef chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 9 mars 2020, par téléphone.

Mohsin Wasi, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 7 septembre 2020, par téléphone.

Njock Gaspard, bénévole chez *Guiti News*. Entretien réalisé le 23 novembre 2019, au Centre Culturel Franco-Iranien Pouya, Paris.

Noël Christine, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 5 juin 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

Oberti Charlotte, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 9 janvier 2020, par téléphone.

Priest Rachel, bénévole chez *Tido*. Entretien réalisé le 20 juin 2019, à Kiwanda (espace de coworking), Paris.

Tawfiq Mousa, journaliste chez *Infomigrants*. Entretien réalisé le 7 mars 2020, par visioconférence.

Corpus des textes analysés, par média

Guiti News

Al Numan Fares, Tissot Noémie, « Des réfugiés dans les champs : les précaires remplacent les précaires ». *Guiti News*, mis en ligne le 2 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/02/des-refugies-dans-les-champs-les-precaires-remplacent-les-precaires/>, consulté le 27 août 2021.

Al Salam Shadi, « La fin de la culture de l'accueil ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 7 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/07/la-fin-de-la-culture-de-laccueil/>, consulté le 27 août 2021.

Amar Leïla, « Ces voix qu'on entend malgré le silence : notre sélection de Message to man ». *Guiti News*, mis en ligne le 4 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/12/04/ces-voix-quon-entend-malgre-le-silence-notre-selection-de-message-to-man/>, consulté le 1er septembre 2021.

Amar Leïla, « Confinement : Top 5 des films à (re)voir ». *Guiti News*, mis en ligne le 16 avril 2020. *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/04/16/confinement-top-5-des-films-a-revoir/>, consulté le 2 septembre 2021.

Amar Leïla, « Mineur isolé étranger cherche carrière de footballeur en France ». *Guiti News*, mis en ligne le 17 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/09/17/enfants-et-mineurs-migrants-en-france-carriere-football/>, consulté le 27 août 2021.

Amar Leïla, « “Je n’ai pas peur, j’ai le droit de me défendre”, récit de Jamshed Shinwari, agressé par des policiers ». *Guiti News*, mis en ligne le 2 septembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/09/02/je-nai-pas-peur-jai-le-droit-de-me-defendre-recit-d-e-jamshed-shinwari-agresse-par-des-policiers/>, consulté le 1er septembre 2021.

Behboudi Mortaza, Belkacem Sofia, « “Ouvrir les consciences par l’humour” la promesse de Shirley Souagnon ». *Guiti News*, mis en ligne le 7 septembre 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/09/07/shirley-souagnon-festival-baam-migrants/>, consulté le 2 septembre 2021.

Behboudi Mortaza, Picouleau Vivien, Belkacem Sofia, « De l’urgence d’être régularisés : la lutte continue des postiers sans-papiers ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 septembre 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/09/18/sans-papiers-postiers/>, consulté le 1er septembre 2021.

Belkacem Sofia, « L’inclusion par la cuisine : le défi des cuistots migrants ». *Guiti News*, mis en ligne le 1 décembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/12/01/l'inclusion-par-la-cuisine-le-defi-des-cuistots-migrants/>, consulté le 2 septembre 2021.

Belkacem Sofia, « “Je n’en dors pas” : témoignage d’un travailleur social qui évalue l’âge des migrants ». *Guiti News*, mis en ligne le 20 avril 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/20/je-nen-dors-pas-le-temoignage-dun-travailleur-social-qui-evalue-lage-des-migrants/>, consulté le 2 septembre 2021.

Belkacem Sofia, Farid Sara, « “Montrer le Mexique que l’on ne veut pas voir” : rencontre avec le collectif Tlacolulokos ». *Guiti News*, mis en ligne le 30 avril 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/04/30/montrer-le-mexique-que-lon-ne-veut-pas-voir-rencontre-avec-le-collectif-tlacolulokos/>, consulté le 2 septembre 2021.

Belkacem Sofia, Hassan Abdallah, « “La zone d’attente” : mettre fin à l’enfermement des étrangers ». *Guiti News*, mis en ligne le 29 septembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2020/09/29/la-zone-dattente-mettre-fin-a-lenfermement-des-etrangers/>, consulté le 27 août 2021.

Boms Nir, Aboubakr Hussein, « Nous savons sauver des vies... quand nous décidons de le faire ». *Guiti News*, mis en ligne le 24 avril 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/24/nous-savons-comment-sauver-des-vies-lorsque-nous-decidons-de-le-faire/>, consulté le 30 août 2021.

Bourgeois Marianne, « “Maintenant je vais raconter”, un témoignage littéraire déchirant et nécessaire ». *Guiti News*, mis en ligne le 17 décembre 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2019/12/17/maintenant-je-vais-raconter-un-temoignage-litteraire-dechirant-et-necessaire/>, consulté le 30 août 2021.

Cadot-Sambosi Sidney, « Acte III des sans-papiers : la marche nationale des solidarités a démarré à Marseille ». *Guiti News*, mis en ligne le 21 septembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/deconstruisons-nous/2020/09/21/acte-iii-des-sans-papiers-la-marche-nationale-des-solidarites-a-demarre-a-marseille/>, consulté le 1er septembre 2021.

Cadot-Sambosi Sidney, « A Marseille, l'urgence d'éradiquer l'habitat indigne ». *Guiti News*, mis en ligne le 16 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/12/16/a-marseille-lurgence-deradiquer-lhabitat-indigne/>, consulté le 2 septembre 2021.

Cailleateau Adèle, « Les pays européens fouillent les portables des demandeurs d'asile ». *Guiti News*, mis en ligne le 12 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/12/12/les-pays-europeens-fouillent-les-portables-des-demandeurs-dasile/>, consulté le 27 août 2021.

Chatel Alexandre, « Quel traitement médiatique de la migration en France depuis la covid-19 ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 21 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/deconstruisons-nous/2020/12/21/quel-traitement-mediatique-de-la-migration-en-france-depuis-la-covid-19/>, consulté le 30 août 2021.

Coulon-Profizi Julie, « Avec Kabubu, les réfugiés se sentent mieux dans leurs baskets ». *Guiti News*, mis en ligne le 26 septembre 2019. *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/09/26/avec-kabubu-les-refugies-se-sentent-mieux-dans-leurs-baskets-entrainement-de-basket/>, consulté le 2 septembre 2021.

Courteille Diane, Lafosse Alix, « Covid-19 : exigeons des papiers pour tous ! ». *Guiti News*, mis en ligne le 17 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/04/17/covid-19-exigeons-des-papiers-pour-tous/>, consulté le 27 août 2021.

Dupuis Laurent, « Confinement : top 5 de documentaires à (re)voir d'urgence ». *Guiti News*, mis en ligne le 20 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/04/29/confinement-top-5-de-documentaires-a-revoir-durgence/>, consulté le 27 août 2021.

Gheddar Nina, « De l'urgence de changer de regard : l'appel de Nekfeu ». *Guiti News*, mis en ligne le 10 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/nekfeu-appel-regard-migrants/>, consulté le 3 août 2023.

Gheddar Nina, Njock Gaspard, « Réfugiés : l'entrepreneuriat comme modèle d'émancipation ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 20 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-la-loupe/refugies-entrepreneurs/>, consulté le 10 mars 2023.

Guiti News, « Calais : Utopia 56 et l'Auberge des Migrants poursuivent leur travail malgré les amendes ». *Guiti News*, mis en ligne le 9 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/04/09/calais-utopia-56-et-lauberge-des-migrants-poursuivent-leur-travail-malgre-les-amendes/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Covid-19 : l'appel de 104 parlementaires pour régulariser les sans-papiers ». *Guiti News*, mis en ligne le 14 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/04/14/covid-19-lappel-de-104-parlementaires-pour-regulariser-de-s-sans-papiers/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « CRA et liberté d'expression : les associations tirent la sonnette d'alarme ». *Guiti News*, mis en ligne le 30 avril 2020. Accessible à l'adresse

<https://guitinews.fr/a-chaud/2020/04/30/cra-et-liberte-dexpression-les-associations-tirent-la-sonnette-dalarme/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Faire honneur à la “tradition humaniste” de la France : douze maires pressent l’Etat à agir pour les réfugiés ». *Guiti News*, mis en ligne le 24 avril 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/04/24/une-dizaine-de-maires-appelle-letat-a-agir-pour-les-refugies/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Le coronavirus amplifie les menaces qui pèsent déjà sur la liberté de la presse ». *Guiti News*, mis en ligne le 22 avril 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/04/22/le-coronavirus-amplifie-les-menaces-qui-pesent-deja-sur-la-liberte-de-la-presse/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Le numéro pour les demandeurs d’asile pointé du doigt pour son inefficacité ». *Guiti News*, mis en ligne le 6 décembre 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/12/06/numero-demandeurs-dasile-inefficacite/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Nice : un militant agressé pour avoir hébergé des exilés ». *Guiti News*, mis en ligne le 26 avril 2019. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/04/26/nice-un-militant-agresse-pour-avoir-heberge-des-exiles/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Notre année 2020 en photos ». *Guiti News*, mis en ligne le 28 décembre 2020. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/12/28/notre-annee-2020-en-photos/>, consulté le 30 août 2021.

Guiti News, « Paris : ouverture d’une “maison des réfugiés” au mois de juin ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 avril 2019. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2019/04/18/une-maison-des-refugies-ouvrira-ses-portes-en-juin-a-paris/>, consulté le 2 septembre 2021.

Guiti News, « Persécution des Ouïghours en Chine : la réponse d’Emmanuel Macron ». *Guiti News*, mis en ligne le 11 septembre 2020. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/09/11/persecution-des-ouighours-en-chine-la-reponse-demmanuel-macron/>, consulté le 2 septembre 2021.

Guiti News, « Quiz : Que connaissez-vous vraiment des réfugiés ? ». *Guiti News*, mis en ligne le 11 septembre 2019. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/testez-vous/2019/09/11/quiz-refugies/>, consulté le 2 septembre 2021.

Guiti News, « Santé des personnes exilées : 61 associations tirent la sonnette d’alarme ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 décembre 2019. *Guiti News*. Accessible à l’adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/sante-des-personnes-exilees-61-associations-tirent-la-sonnette-dalarme/>, consulté le 3 août 2023.

Hassan Abdallah, Dupuis Laurent, « Damien Carême veut secouer le cocotier européen ». *Guiti News*, mis en ligne le 9 septembre 2019. Accessible à l’adresse

<https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/09/09/damien-careme-veut-secouer-le-cocotier-europeen/>, consulté le 27 août 2021.

Lafosse Alix, « Camps d'exilés : le nouveau cri d'alarme des associations ». *Guiti News*, mis en ligne le 12 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2019/04/12/camps-dexiles-le-nouveau-cri-dalarme-des-associations/>, consulté le 27 août 2021.

Losi Clara, « Migrants à la rue : face au virus, les citoyens s'organisent ». *Guiti News*, mis en ligne le 3 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2020/04/03/migrants-a-la-rue-face-au-virus-les-citoyens-sorganisent/>, consulté le 30 août 2021.

Minaca Manon, Jibril Adam, « Mama Nitha : une histoire d'intégration par la cuisine ». *Guiti News*, mis en ligne le 10 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/2019/12/10/mama-nitha-une-histoire-dintegration-par-la-cuisine/>, consulté le 30 août 2021.

Notteau Rachel. « France : des élu.e.s se mobilisent pour l'accueil des personnes migrantes ». *Guiti News*, mis en ligne le 18 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/a-chaud/2020/12/18/france-des-elu-e-s-se-mobilisent-pour-laccueil-des-personnes-migrantes/>, consulté le 27 août 2021.

Pichard Alexandra, « Confinement : Top 5 des bandes dessinées à dévorer d'urgence ». *Guiti News*, mis en ligne le 23 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/04/23/confinement-top-5-des-bandes-dessinees-a-devorer-durgence/>, consulté le 27 août 2021.

Pichard Alexandra, Bakir Somar, « Quid du parrainage citoyen : récit d'expériences en France et en Italie ». *Guiti News*, mis en ligne le 30 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/deconstruisons-nous/2020/09/30/quid-du-parrainage-citoyen-recit-dexperiences-en-france-et-en-italie/>, consulté le 27 août 2021.

Playoust Laure, « “Ma petite contribution” : les dons du sang en hausse pendant le confinement ». *Guiti News*, mis en ligne le 27 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/ici-et-la-bas/2020/04/27/ma-petite-contribution-les-dons-du-sang-en-hausse-pendant-le-confinement/>, consulté le 2 septembre 2021.

Playoust Laure, Abdullah Firas, « “Jusqu'ici tout va bien”, archéologie contemporaine de la haine ». *Guiti News*, mis en ligne le 10 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/09/10/jusquici-tout-va-bien-archeologie-contemporaine-de-la-haine/>, consulté le 2 septembre 2021.

Shamshiri Mana, « Nos madeleines de Proust : contes culinaires en exil ». *Guiti News*, mis en ligne le 23 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/guiti-aime/2020/12/23/nos-madeleines-de-proust-contes-culinaires-en-exil/>, consulté le 30 août 2021.

Tissot Noémie, « Des réfugiés dans les champs : les précaires remplacent les précaires ». *Guiti News*, mis en ligne le 2 avril 2020. Accessible à l'adresse

<https://guitinews.fr/cest-leur-histoire/des-refugies-dans-les-champs-les-precaires-remplacent-les-precaires/>, consulté le 10 mars 2023.

Infomigrants

Anwari Husnia, Makooi Bahar, « D'ex-employés afghans de l'armée française livrés à eux-mêmes à leur arrivée en France ». *Infomigrants*, mis en ligne le 5 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19343/d-ex-employes-afghans-de-l-armee-francaise-livres-a-eux-memes-a-leur-arrivee-en-france>, consulté le 9 août 2021.

Anwari Husnia, Oberti Charlotte, Makooi Bahar, « Accord UE-Afghanistan : la France veut faciliter les retours forcés de migrants afghans ». *Infomigrants*, mis en ligne le 19 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19605/accord-ue-afghanistan-la-france-veut-faciliter-les-retours-forces-de-migrants-afghans>, consulté le 9 août 2021.

Boitiaux Charlotte, « "Foyers pour migrants" vétustes : pourquoi de vieux travailleurs étrangers y vivent toujours ? ». *Infomigrants*, mis en ligne le 27 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12283/foyers-pour-migrants-vetustes-pourquoi-de-vieux-travailleurs-etrangers-y-vivent-toujours>, consulté le 9 août 2021.

Boitiaux Charlotte, « A Paris, "les droits de l'homme, c'est juste un joli mot. C'est à vomir !" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 13 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5066/a-paris-les-droits-de-l-homme-c-est-juste-un-joli-mot-c-est-a-vomir>, consulté le 9 août 2021.

Boitiaux Charlotte, « En Alsace, un couvent devenu la "Rolls" des structures d'accueil pour réfugiés ». *Infomigrants*, mis en ligne le 19 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/webdoc/184/en-alsace-un-couvent-devenu-la-rolls-des-structures-d-accueil-pour-refugies>, consulté le 9 août 2021.

Boitiaux Charlotte, « Infographie : comment accéder à une prise en charge et à un hébergement en région parisienne ? ». *Infomigrants*, mis en ligne le 26 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12250/infographie-comment-acceder-a-une-prise-en-charge-et-a-un-hebergement-en-region-parisienne>, consulté le 9 août 2021.

Boitiaux Charlotte, « Où trouver de l'aide autour du centre humanitaire de la Chapelle, à Paris ». *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5184/ou-trouver-de-l-aide-autour-du-centre-humanitaire-de-la-chapelle-a-paris>, consulté le 9 août 2021.

Boitiaux Charlotte, « Reportage dans un CAES, première étape dans la prise en charge des migrants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 21 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12160/reportage-dans-un-caes-premiere-etape-dans-la-prise-en-charge-des-migrants>, consulté le 9 août 2021.

Bourgerie François-Damien, « Santé mentale des migrants: une étude sonne l'alarme ». *Infomigrants*, mis en ligne le 6 septembre 2017. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/4945/sante-mentale-des-migrants-une-etude-sonne-l-alarme>, consulté le 9 août 2021.

Brunet Romain, « Immigration et classes populaires : l'analyse "à courte vue" d'Emmanuel Macron ». *Infomigrants*, mis en ligne le 18 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19579/immigration-et-classes-populaires-l-analyse-a-courte-vu-e-d-emmanuel-macron>, consulté le 8 août 2021.

Carretero Leslie, « À Calais, les migrants peuvent désormais se doucher ». *Infomigrants*, mis en ligne le 21 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5206/a-calais-les-migrants-peuvent-desormais-se-doucher>, consulté le 4 août 2023.

Carretero Leslie, « À Mayotte, "les arrivées de migrants ont augmenté de 110% cette année" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 25 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19766/a-mayotte-les-arrivees-de-migrants-ont-augmente-de-110-cette-annee>, consulté le 4 août 2023.

Carretero Leslie, « Attaque de Villeurbanne : "Ce sont des personnes qui ont vécu des choses traumatisantes" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19282/attaque-de-villeurbanne--ce-sont-des-personnes-qui-ont-vecu-des-choses-traumatisantes>, consulté le 26 mars 2023.

Carretero Leslie, « Calais : "On continuera à distribuer de la nourriture là où il y aura des exilés" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 17 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27364/calais-on-continuera-a-distribuer-de-la-nourriture-la-ou-il-y-aura-des-exiles>, consulté le 26 mars 2023.

Carretero Leslie, « Calais : un arrêté interdit aux associations de distribuer de la nourriture aux migrants, les humanitaires s'insurgent ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27209/calais--un-arrete-interdit-aux-associations-de-distribuer-de-la-nourriture-aux-migrants-les-humanitaires-sinsurgent>, consulté le 2 août 2023.

Carretero Leslie, « Cédric Herrou bousculé à Valence par des militants anti-migrants de Génération identitaire ». *Infomigrants*, mis en ligne le 17 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12037/cedric-herrou-bouscule-a-valence-par-des-militants-anti-migrants-de-generation-identitaire>, consulté le 2 août 2023.

Carretero Leslie, « Dans le 16ème arrondissement de Paris, un nouveau centre d'accueil pour réfugiés et demandeurs d'asile ». *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12138/dans-le-16eme-arrondissement-de-paris-un-nouveau-centre-d-accueil-pour-refugies-et-demandeurs-d-asile>, consulté le 2 août 2023.

Carretero Leslie, « Femmes sans-papiers victimes de violences conjugales : la double peine ». *Infomigrants*, mis en ligne le 9 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27099/femmes-sanspapiers-victimes-de-violences-conjugales--la-double-peine>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « L'Alan Kurdi fait route vers Marseille avec 125 migrants à son bord ». *Infomigrants*, mis en ligne le 23 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27495/l-alan-kurdi-fait-route-vers-marseille-avec-125-migrant-s-a-son-bord>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « Le difficile accès à l'éducation pour les enfants en exil ». *Infomigrants*, mis en ligne le 7 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/4978/le-difficile-acces-a-l-education-pour-les-enfants-en-exil>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « L'Ofii augmente le montant de son aide au retour volontaire jusqu'à la fin de l'année ». *Infomigrants*, mis en ligne le 12 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19490/l-ofii-augmente-le-montant-de-son-aide-au-retour-volontaire-jusqu-a-la-fin-de-l-annee>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « Paris : à peine installé, un camp de familles est démantelé et pris en charge dans l'Hôtel de Ville ». *Infomigrants*, mis en ligne le 1 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/26979/paris-a-peine-installe-un-camp-de-familles-est-demantele-et-pris-en-charge-dans-l-hotel-de-ville>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « Paris : Yann Manzi, fondateur d'Utopia 56, placé en garde à vue et relâché avec un rappel à la loi ». *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27049/paris-yann-manzi-fondateur-d-utopia-56-place-en-garde-a-vue-et-relache-avec-un-rappel-a-la-loi>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « Reportage dans les locaux du Demie, là où se joue l'avenir des mineurs isolés ». *Infomigrants*, mis en ligne le 13 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11982/reportage-dans-les-locaux-du-demie-la-ou-se-joue-l-avenir-des-mineurs-isoles>, consulté le 10 avril 2023.

Carretero Leslie, « Seb Toussaint, l'artiste qui dessine pour les réfugiés ». *Infomigrants*, mis en ligne le 8 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5011/seb-toussaint-l-artiste-qui-dessine-pour-les-refugies>, consulté le 10 avril 2023.

Daou Marc, « Emmanuel Macron promet de contribuer au retour des réfugiés syriens du Liban ». *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/4913/emmanuel-macron-promet-de-contribuer-au-retour-des-refugies-syriens-du-liban>, consulté le 8 août 2021.

Dumont Julia, « Réfugiés et champions de cricket, les joueurs de Saint-Omer gagnent le Prix du citoyen européen ». *Infomigrants*, mis en ligne le 29 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5324/refugies-et-champions-de-cricket-les-joueurs-de-saint-omer-gagnent-le-prix-du-citoyen-europeen>, consulté le 20 août 2021.

Dumont Julia, « Un militant qui vient en aide aux migrants à Paris raconte son procès ». *Infomigrants*, mis en ligne le 27 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5279/un-militant-qui-vient-en-aide-aux-migrants-a-paris-raconte-son-proces>, consulté le 20 août 2021.

Fillon Tiffany, « Abdul Manaf, livreur à vélo pour Uber Eats : "mon travail s'apparente plus à un sport qu'à un véritable emploi" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 2 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/story/19195/abdul-manaf-livreur-a-velo-pour-uber-eats-mon-travail-s-apparente-plus-a-un-sport-qu-a-un-veritable-emploi>, consulté le 8 août 2021.

Fillon Tiffany, « Emploi en France : dans quels secteurs les réfugiés trouvent-il le plus un emploi ? ». *Infomigrants*, mis en ligne le 19 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/17982/emploi-en-france-dans-quels-secteurs-les-refugies-trouvent-il-le-plus-un-emploi>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Aide aux étrangers dans la Roya : "La justice veut décourager ceux qui veulent aider les migrants" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 12 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5047/aide-aux-etrangers-dans-la-roya-la-justice-veut-decourager-ceux-qui-veulent-aider-les-migrants>, consulté le 6 août 2021.

Infomigrants, « AME : vers un durcissement de l'accès aux soins pour les sans-papiers ». *Infomigrants*, mis en ligne le 12 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19486/ame--vers-un-durcissement-de-laces-aux-soins-pour-les-sanspapiers>, consulté le 26 mars 2023.

Infomigrants, « Briançon : le Refuge Solidaire, hébergement emblématique pour les migrants, va fermer ». *Infomigrants*, mis en ligne le 18 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27383/briancon-le-refuge-solidaire-hebergement-emblematic-pour-les-migrants-va-fermer>, consulté le 26 mars 2023.

Infomigrants, « Calais : la préfecture va finalement installer des douches pour les migrants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5034/calais-la-prefecture-va-finalement-installer-des-douches-pour-les-migrants>, consulté le 6 août 2021.

Infomigrants, « Calais : maintien de l'interdiction de distribuer de la nourriture aux migrants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 22 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27466/calais-maintien-de-l-interdiction-de-distribuer-de-la-nourriture-aux-migrants>, consulté le 6 août 2021.

Infomigrants, « Calais : plusieurs centaines de migrants évacués d'un campement ». *Infomigrants*, mis en ligne le 29 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27628/calais-plusieurs-centaines-de-migrants-evacues-d-un-campement>, consulté le 6 août 2021.

Infomigrants, « Demander l'asile en France : la procédure étape par étape », *Infomigrants*, mis en ligne le 25/09/2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5238/demander-lasile-en-france--la-procedure-etape-par-etape>, consulté le 31 mars 2023.

Infomigrants, « Deux migrants retrouvés inconscients dans un camion dans le nord de la France », *Infomigrants*, mis en ligne le 14 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5238/demander-lasile-en-france--la-procedure-etape-par-etape>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « Distributions de nourriture à Calais : les associations déposent un recours devant le Conseil d'État », *Infomigrants*, mis en ligne le 24 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27520/distributions-de-nourriture-a-calais-les-associations-deposent-un-recours-devant-le-conseil-d-etat>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « En région parisienne, un centre de rétention transformé en "CRA Covid" », *Infomigrants*, mis en ligne le 23 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27477/en-region-parisienne-un-centre-de-retention-transforme-en-cra-covid>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « France : 4 000 places d'hébergement supplémentaires pour les demandeurs d'asile », *Infomigrants*, mis en ligne le 28 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27604/france-4-000-places-d-hebergement-supplementaires-pour-les-demandeurs-d-asile>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « France: bientôt des visas gratuits entre les Comores et Mayotte », *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5166/france-bientot-des-visas-gratuits-entre-les-comores-et-mayotte>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « France : des passeurs de migrants écopent de 2 à 7 ans de prison », *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19286/france-des-passeurs-de-migrants-ecopent-de-2-a-7-ans-de-prison>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « France : douze migrants retrouvés dans un camion transportant du plomb », *Infomigrants*, mis en ligne le 22 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5224/france-douze-migrants-retrouves-dans-un-camion-transportant-du-plomb>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « France : nouvelle condamnation du préfet des Alpes-Maritimes pour atteinte au droit d'asile », *Infomigrants*, mis en ligne le 5 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/4940/france-nouvelle-condamnation-du-prefet-des-alpes-maritimes-pour-atteinte-au-droit-d-asile>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « France: un problème de maths sur les migrants provoque la polémique », *Infomigrants*, mis en ligne le 18 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5121/france-un-probleme-de-maths-sur-les-migrants-provoque-la-polemique>, consulté le 4 août 2023.

Infomigrants, « Hautes-Alpes : HRW pointe des violations des droits des enfants migrants », *Infomigrants*, mis en ligne le 5 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19312/hautes-alpes-hrw-pointe-des-violations-des-droits-des-enfants-migrants>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Ile-de-France : 1 200 places d'hébergement supplémentaires pour loger les migrants », *Infomigrants*, mis en ligne le 12 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11930/ile-de-france-1-200-places-d-hebergement-supplementaires-pour-loger-les-migrants>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Le Refuge pourra désormais accompagner les migrants homosexuels lors de leur entretien à l'Ofpra ». *Infomigrants*, mis en ligne le 6 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11816/le-refuge-pourra-desormais-accompagner-les-migrants-homosexuels-lors-de-leur-entretien-a-l-ofpra>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Les autorités accélèrent les démantèlements de camps dans le Nord ». *Infomigrants*, mis en ligne le 19 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5159/les-autorites-accelerent-les-demantelements-de-camps-dans-le-nord>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « L'OFPRA ouvre une permanence à Metz ». *Infomigrants*, mis en ligne le 7 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/4974/l-ofpra-ouvre-une-permanence-a-metz>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Manche : plus de 80 migrants secourus en une journée entre Calais et Dunkerque ». *Infomigrants*, mis en ligne le 8 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27106/manche-plus-de-80-migrants-secourus-en-une-journee-entre-calais-et-dunkerque>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Manche : treize migrants secourus au large de Calais ». *Infomigrants*, mis en ligne le 2 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19229/manche-treize-migrants-secourus-au-large-de-calais>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Méditerranée : un ferry français de Corsica Linea sauve des migrants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19254/mediterranee-un-ferry-francais-de-corsica-linea-sauve-des-migrants>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Migrants en situation irrégulière : Gérard Collomb souhaite des expulsions "plus efficaces" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 14 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12006/migrants-en-situation-irreguliere-gerard-collomb-souhaite-des-expulsions-plus-efficaces>, consulté le 20 août 2021.

Infomigrants, « Nouveau record de traversées de la Manche avec plus de 400 migrants arrivés au Royaume-Uni en une journée ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27022/nouveau-record-de-traversees-de-la-manche-avec-plus-de-400-migrants-arrive-au-royaume-uni-en-une-journee>, consulté le 6 août 2021.

Infomigrants, « Nouvelle évacuation d'un camp de migrants à Grande-Synthe ». *Infomigrants*, mis en ligne le 6 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11788/nouvelle-evacuation-dun-camp-de-migrants-a-grandesynthe>, consulté le 26 mars 2023.

Infomigrants, « Plus d'une centaine de personnalités signent un "manifeste pour l'accueil des migrants" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 28 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12289/plus-d-une-centaine-de-personnalites-signent-un-manifeste-pour-l-accueil-des-migrants>, consulté le 6 août 2021.

Infomigrants, « Près de 90 migrants interceptés dans la Manche en une journée ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19448/pres-de-90-migrants-interceptes-dans-la-manche-en-une-journee>, consulté le 26 mars 2023.

Infomigrants, « Près de 90 migrants interceptés dans la Manche en une journée ». *Infomigrants*, mis en ligne le 23 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27491/pres-de-90-migrants-secourus-dans-la-manche-en-une-journee>, consulté le 26 mars 2023.

Infomigrants, « Qu'est-ce que l'aide au retour volontaire ? ». *Infomigrants*, mis en ligne le 15 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/5118/qu-est-ce-que-l-aide-au-retour-volontaire>, consulté le 26 mars 2023.

Infomigrants, « Roxana Maracineanu, de réfugiée politique à ministre des Sports ». *Infomigrants*, mis en ligne le 10 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11877/roxana-maracineanu-de-refugiee-politique-a-ministre-d-es-sports>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Six migrants secourus dans la Manche en tentant d'atteindre l'Angleterre ». *Infomigrants*, mis en ligne le 28 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/12303/six-migrants-secourus-dans-la-manche-en-tendant-d-atteindre-l-angleterre>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Trafic d'êtres humains en Champagne : prison ferme pour les gérants d'une société viticole ». *Infomigrants*, mis en ligne le 14 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27264/trafic-d-etres-humains-en-champagne-prison-ferme-pour-les-gerants-d-une-societe-viticole>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Treize migrants découverts dans un camion en région parisienne ». *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19288/treize-migrants-decouverts-dans-un-camion-en-region-parisienne>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Une cinquantaine de migrants irakiens raccompagnés à Erbil lors d'une opération franco-allemande inédite ». *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27048/une-cinquantaine-de-migrants-irakiens-raccompagnes-a-erbil-lors-d-une-operation-franco-allemande-inedite>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Un ex-ministre burundais devant la justice française pour "traite d'être humain" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 9 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19371/un-ex-ministre-burundais-devant-la-justice-francaise-pour-traite-d-etre-humain>, consulté le 8 août 2021.

Infomigrants, « Un Italien condamné pour covoiturage avec des sans-papiers depuis la France ». *Infomigrants*, mis en ligne le 3 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/11702/un-italien-condamne-pour-covoiturage-avec-des-sans-papiers-depuis-la-france>, consulté le 8 août 2021.

Louarn Anne-Diandra, « Grande-Synthe : une semaine après l'évacuation du gymnase, des centaines de migrants se réfugient dans les bois ». *Infomigrants*, mis en ligne le 24 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19732/grande-synthe-une-semaine-apres-l-evacuation-du-gymnase-des-centaines-de-migrants-se-refugient-dans-les-bois>, consulté le 4 août 2023.

Louarn Anne-Diandra, « Grande-Synthe : un millier de migrants évacués, tensions à bord des bus de la préfecture ». *Infomigrants*, mis en ligne le 17 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19566/grandesynthe--un-millier-de-migrants-evacues-tensions-a-bord-des-bus-de-la-prefecture>, consulté le 4 août 2023.

Louarn Anne-Diandra, « Les zones d'attente aux frontières, ces lieux de non-droit où les étrangers sont désormais soumis "au flair policier" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 29 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27633/les-zones-dattente-aux-frontieres-ces-lieux-de-nondroit-ou-les-etrangers-sont-desormais-soumis-au-flair-policier>, consulté le 10 avril 2023.

Louarn Anne-Diandra, « Marseille : totalement saturé, le squat St-Just doit refuser des migrants, dont des mineurs ». *Infomigrants*, mis en ligne le 5 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19340/marseille-totalement-sature-le-squat-st-just-doit-refuser-des-migrants-dont-des-mineurs>, consulté le 5 août 2021.

Louarn Anne-Diandra, « Mayotte : la rentrée ratée des étudiants étrangers "pris en otage" par l'administration française ». *Infomigrants*, mis en ligne le 21 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27162/mayotte-la-rentree-ratee-des-etudiants-etranger-s-pris-en-otage-par-l-administration-francaise>, consulté le 5 août 2021.

Louarn Anne-Diandra, « Plus on repousse l'apprentissage de la langue et l'accès au travail, plus on place les étrangers en difficulté ». *Infomigrants*, mis en ligne le 25 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27548/plus-on-repousse-l-apprentissage-de-la-langue-et-l-acces-au-travail-plus-on-place-les-etrangers-en-difficulte>, consulté le 10 avril 2023.

Louarn Anne-Diandra, « Reportage : le CÈDRE, un centre d'accueil où des migrants tendent la main à de nouveaux arrivants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 26 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19705/reportage-le-cedre-un-centre-d-accueil-ou-des-migrants-tendent-la-main-a-de-nouveaux-arrivants>, consulté le 9 août 2021.

Makooi Bahar, « France : naturalisation des étrangers en "première ligne" contre le Covid, un effet d'annonce ? ». *Infomigrants*, mis en ligne le 16 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27322/france-naturalisation-des-etrangers-en-premiere-ligne-contre-le-covid-un-effet-d-annonce>, consulté le 3 août 2021.

Noori Rahima, Makooi Bahar, « La France projette d'expulser deux ressortissants afghans vers Kaboul ». *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/19304/la-france-projette-d-expulser-deux-ressortissants-afghans-vers-kaboul>, consulté le 8 août 2021.

Oberti Charlotte, « Alpes-Maritimes : un centre pour migrants mineurs ouvre ses portes à Sainte-Agnès, malgré la polémique ». *Infomigrants*, mis en ligne le 6 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19366/alpes-maritimes-un-centre-pour-migrants-mineurs-ouvre-ses-portes-a-sainte-agnes-malgre-la-polemique>, consulté le 9 août 2021.

Oberti Charlotte, « Migrants hébergés dans un hôtel Ibis à Paris : “On est là, on ne fait rien, alors qu'on pourrait travailler” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 11 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.infomigrants.net/fr/post/27218/migrants-heberges-dans-un-hotel-ibis-a-paris-on-est-la-on-ne-fait-rien-alors-qu-on-pourrait-travailler>, consulté le 9 août 2021.

Poulet Maëva, « "On est en Europe et on vit dans une forêt" : à Rennes, 350 migrants dans l'impasse dans un campement précaire ». *Infomigrants*, mis en ligne le 4 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19296/on-est-en-europe-et-on-vit-dans-une-foret-a-rennes-350-migrants-dans-l-impasse-dans-un-campement-precaire>, consulté le 8 août 2021.

Poulet Maëva, « À Paris, un atelier de création pour les artistes en exil ». *Infomigrants*, mis en ligne le 28 septembre 2017. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/5285/a-paris-un-atelier-de-creation-pour-les-artistes-en-exil>, consulté le 8 août 2021.

RFI, « A Paris, Michel Aoun demande le retour des réfugiés syriens “dès maintenant” ». *Infomigrants*, mis en ligne le 26 septembre 2017. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/5257/a-paris-michel-aoun-demande-le-retour-des-refugies-syriens-des-maintenant>, consulté le 5 août 2021.

RFI, « Conte et Macron d'accord pour une répartition européenne des migrants ». *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19639/conte-et-macron-d-accord-pour-une-repartition-europeenne-des-migrants>, consulté le 5 août 2021.

RFI, « Des migrants utilisés comme mules pour passer de la drogue en France ». *Infomigrants*, mis en ligne le 18 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19577/des-migrants-utilises-comme-mules-pour-passer-de-la-drogue-en-france>, consulté le 4 août 2023.

RFI, « Francophonies : “Le pire, c'est le pessimisme”, la migration en fresque théâtrale ». *Infomigrants*, mis en ligne le 20 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19830/francophonies-le-pire-c-est-le-pessimisme-la-migration-en-fresque-theatrale>, consulté le 20 août 2021.

Wemaëre Alcyone, « Squat de l'ancien collègue Maurice Scève à Lyon : "On va aller où si on est expulsés ?" ». *Infomigrants*, mis en ligne le 23 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.infomigrants.net/fr/post/19691/squat-de-l-ancien-college-maurice-sceve-a-lyon-on-va-aller-ou-si-on-est-expulses>, consulté le 5 août 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes

Behboudi Mortaza, « Avec “autres ressemblances” Eva Tapiero rapproche les juifs et les musulmans ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 18 avril 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/18/avec-autres-ressemblances-eva-tapiero-rapporte-les-juifs-et-les-musulmans/>, consulté le 7 juillet 2021.

Bemba-Dombe Ghys Fortune, « Congo Brazzaville – Les ex-présidents Lissouba et Yhombi inhumés en France ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 1 septembre 2020. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2020/09/01/congo-brazzaville-lissouba-yhombi-president-deces-exil-mort-france/>, consulté le 5 juillet 2021.

Bouزيد Hamid, « Festival AMERICA : une autre façon d'aborder la question des migrants ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 25 septembre 2018. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/09/25/festival-america-litterature-culture/>, consulté le 8 novembre 2021.

Campana Liso, « Nguebla Makaila : un journaliste tchadien devant la justice française ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 5 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/09/05/tchad-justice-france-censure-menace-avocat-journalisme-makaila-informer-droit/>, consulté le 7 juillet 2021.

Colson Ali Al-Muqri Bernadette, « Au milieu des lycéens je me sens en famille ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 12 avril 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/12/ali-al-muqri-au-milieu-des-lyceens-je-me-sens-en-famille/>, consulté le 7 juillet 2021.

Dassié René, « Cameroun : multiplication des viols et assassinats d'enfants ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 7 avril 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/07/cameroun-multiplication-des-viols-et-assassinats-denfants/>, consulté le 3 novembre 2021.

Galis Johanna, « Semaine des ambassadeurs : le regard de la diplomatie sur le terrorisme ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 2 septembre 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/02/semaine-des-ambassadeurs-le-regard-de-la-diplomatie-sur-le-terrorisme/>, consulté le 7 juillet 2021.

Galis Johanna, « “Once they were here” de Wareth Kwaish: une place d'honneur dans un triptyque sur la dignité ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 19 avril 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/19/once-they-were-here-de-wareth-kwaish-une-place-dhonneur-dans-un-tryptique-sur-la-dignite/>, consulté le 7 juillet 2021.

Galis Johanna, Khaleal Shiyar, « A Bruxelles, The working group for syrian detainees lance un plan d'action pour les détenus syriens ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 8 décembre 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/12/08/a-bruxelles-the-working-group-for-syrian-detainees-lance-un-plan-daction-pour-les-detenus-syriens/>, consulté le 7 juillet 2021.

Garnier Alexandre, « Hong Kong: comprendre la crise par la liberté de sa presse ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 11 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/12/26/journalisme-syrie-guerre-reporatge-photogra phe/>, consulté le 7 juillet 2021.

Gokkus Beraat, « France – La liberté d'informer contre la loi "sécurité globale" ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 1 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2020/12/01/france-manifestation-loi-securite-globale/>, consulté le 7 juillet 2021.

Graine Larbi, « La présidentielle française à l'heure algérienne ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 25 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/04/25/la-presidentielle-francaise-a-lheure-algerienn e/>, consulté le 7 juillet 2021.

Hammami Mourad, « Algérie : Quand la presse oublie la langue de Molière ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 5 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/05/algerie-quand-la-presse-oublie-la-langue-de-moliere/>, consulté le 7 juillet 2021.

Hassan Maha, « La leçon du "Printemps Arabe" avant un "Hiver Européen" ! ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 4 décembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/12/04/syrie-france-sarah-metro-printemps-arabe-hiv er-europe/>, consulté le 7 juillet 2021.

Ingabire Marie Angélique, « Réfugiés et Kodiko, vers un nouvel espoir dans le monde professionnel ? ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 25 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/04/25/la-presidentielle-francaise-a-lheure-algerienn e/>, consulté le 7 juillet 2021.

Khaleal Shiyar, « A Bruxelles, The working group for syrian detainees lance un plan d'action pour les détenus syriens ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 8 décembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/12/08/a-bruxelles-the-working-group-for-syrian-det ainees-lance-un-plan-daction-pour-les-detenus-syriens/>, consulté le 3 novembre 2021.

Lema Landu Jean-Jules, « Afrique : autres temps, la France, autres votes ? ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 25 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/25/afrique-autres-temps-la-france-autres-votes/>, consulté le 7 juillet 2021.

Lema Landu Jean-Jules, « La Libye, l'esclave noir et le siècle présent ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 20 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/20/esclave-libye-sub-saharien/>, consulté le 7 juillet 2021.

Lemrabott Med, « Le rôle des médias mauritaniens s'invite à la MDJ ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 6 décembre 2016. Accessible à l'adresse

<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/12/06/role-medias-mauritaniens-a-la-mdj/>, consulté le 7 juillet 2021.

Luer Guillaume, « Interview de Mago Torres : “La menace contre les journalistes existe, notre travail y répond” ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 25 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/09/25/mexique-prix-breach-valdez-mago-torres-interview-2000-fosses/>, consulté le 5 juillet 2021.

Luer Guillaume, « “L’insécurité du photojournaliste en reportage ne me fait pas peur car c’est ma passion”. Interview de Zakaria Abdelkafi – Photojournaliste à l’AFP ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 10 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/04/10/gilets-jaune-zakaria-abdelkafi-photojournaliste-afp-dici-2/>, consulté le 5 juillet 2021.

Luer Guillaume, « “Ni le Congo du sud, ni du nord, mais le Congo du cœur” – présentation du livre de Ghys Fortuné Bemba Dombe, résident à la MDJ ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 4 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/12/04/congo-brazzaville-journaliste-ghys-fortune-bemba-dombe-prison-livre-enfer-liberte/>, consulté le 5 juillet 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « Droits de l’Homme Migrant : Paris relève le défi ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/14/droits-migrant-paris/>, consulté le 7 juillet 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « Libre comme une cigogne noire ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 12 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/12/exil-libre-comme-une-cigogne-noire/>, consulté le 7 juillet 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « L’attente est une prison – interview pour l’exposition Waiting ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 8 décembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/12/08/a-bruxelles-the-working-group-for-syrian-detainees-lance-un-plan-daction-pour-les-detenus-syriens/>, consulté le 3 novembre 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « L’Œil de l’exilé : quand le journal existait en version papier ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 22 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/22/loeil-de-lexile-quand-le-journal-existait-en-version-papier/>, consulté le 3 novembre 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « “C’était la dernière fois que toute notre famille était réunie” – Témoignage d’une journaliste syrienne exilée ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 2 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/04/02/cetait-la-derniere-fois-que-toute-notre-famille-etait-reunie-temoignage-dune-journaliste-syrienne-exilee/>, consulté le 7 juillet 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « “Transformer le monde a dit Marx, changer la vie a dit Rimbaud, ces deux mots d’ordre pour nous n’en font qu’un” ». *L'Œil de la Maison des journalistes*,

mis en ligne le 14 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/14/art-outil-politique/>, consulté le 7 juillet 2021.

Mansouri Hicham, « Max Mathiasin (député de guadeloupe) : “La France a abandonné l’Afrique aux Chinois” ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 10 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/10/mathiasan-depute-guadeloupe-esclavagisme-l-ibye-afrique-francafrique/>, consulté le 8 novembre 2021.

Mansouri Hicham, « Pourquoi les réfugiés syriens sont otages de la crise du Sahara au Maroc ? ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/refugies-syriens-otages-sahara-maroc>, consulté le 7 juillet 2021.

Mansouri Hicham, « Un arabe dans le métro : “attention aux pickpockets!” ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 11 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/11/arabe-metro-paris-maroc/>, consulté le 7 juillet 2021.

Merlo Veronica, « Liban, un lieu de transit pour les journalistes en exil? ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 3 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/09/03/liban-journaliste-exil-transit-refugees-politique-informer-liberte-baas-chiite-sunite-chretien-syrien/>, consulté le 7 juillet 2021.

Nascimento Christian, « Recrudescence des attaques contre les journalistes en RD Congo ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 3 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/09/03/congo-jed-journaliste-violence-arrestation-repression-censure/>, consulté le 7 juillet 2021.

Nascimento Christian, « Toujours moins de zones “sûres” dans le monde pour les journalistes ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 23 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2019/04/23/journalistes-classement-monde-danger-journalismisnotacrime/>, consulté le 7 juillet 2021.

Ngabire Elyse, « Festival international du film des droits de l’homme : “une caisse de résonance de la dignité humaine” ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 6 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/06/festival-international-du-film-des-droits-de-lh-omme-une-caisse-de-resonance-de-la-dignite-humaine/>, consulté le 5 juillet 2021.

Ngabire Elyse, « Histoires sans fin de Tchétchénie à la Maison des journalistes ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 1 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/01/histoires-sans-fin-de-tchetchenie-maison-des-journalistes/>, consulté le 5 juillet 2021.

Ngabire Elyse, « Je redécouvre la fierté d’être journaliste ». *L’Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 11 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/04/11/je-redecouvre-la-fierte-detre-journaliste/>, consulté le 5 juillet 2021.

Ngabire Elyse, « Quand les cultures de la Maison des journalistes dialoguent avec celles du musée du Quai Branly ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/26/quai-branly/>, consulté le 5 juillet 2021.

Ngabire Elyse, « Réinsertion scolaire des jeunes syriens : la force de l'ambition ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/scolaire-syrien-enfants/>, consulté le 5 juillet 2021.

Nguebla Makaila, « Tchad : élection présidentielle sur fond de répression généralisée de la société civile ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 8 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/08/tchad-election-presidentielle-sur-fond-de-repression-generalisee-de-la-societe-civile/>, consulté le 7 juillet 2021.

Perrin Denis, « A table sous la coupole ! ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 24 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/24/rencontres-capitales-table-troisgros/>, consulté le 7 juillet 2021.

Perrin Denis, « Et si Noël et le Nouvel An c'était tous les jours ? ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 décembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/26/point-de-vue-panda-noel-nouvel-an-cetait-jours/>, consulté le 5 juillet 2021.

Perrin Denis, « La vérité m'est enfin apparue... mais tout est relatif ! ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 10 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/10/verite-relatif/>, consulté le 5 juillet 2021.

Perrin Denis, « Le point de vue du panda : billet n°2 ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 13 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/13/environnement-yuan-meng-defend-les-siens/>, consulté le 5 juillet 2021.

Perrin Denis, « Le point de vue du panda ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 5 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/05/point-de-vue-panda/>, consulté le 5 juillet 2021.

Perrin Denis, « Le point de vue du Panda – Billet n°3 ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 20 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/20/point-de-vue-panda-billet-3/>, consulté le 5 juillet 2021.

Perrin Denis, « Tous les moyens sont bons, même le chocolat ! ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 3 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/03/paques-chocolat/>, consulté le 5 juillet 2021.

Rossi Lisa Viola, « Crise des migrants, de Lampedusa à Paris : “L'accueil est la réponse la plus intelligente” ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 19 septembre 2016. Accessible

à l'adresse
<https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/19/crise-migrants-de-lampedusa-a-paris-accueil-reponse-plus-intelligente/>, consulté le 7 juillet 2021.

Roy Frédéric, « Le grand retour de l'identité nationale ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 28 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/28/grand-retour-identite-nationale/>, consulté le 5 juillet 2021.

Roy Frédéric, « L'accueil de réfugiés par des particuliers ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 29 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/09/29/accueil-refugies-particuliers/>, consulté le 7 juillet 2021.

Sclapari Beatrice, « Témoignage d'un journaliste syrien en exil : "Je dois me reconstruire, mais je dois toujours lutter pour la Syrie." ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 26 décembre 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/12/26/journalisme-syrie-guerre-reporatge-photogra-phe/>, consulté le 7 juillet 2021.

Siraj Nahid, Perrin Denis, « Nouvelle visite sentimentale à la Seine ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 3 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2017/04/03/nouvelle-visite-sentimentale-a-la-seine/>, consulté le 7 juillet 2021.

Vignaux-Demarquay Romain, Zeler Valentine, « Thelma : "Quand je quitte la mdj, je me demande ce qu'il va m'arriver..." ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 25 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/25/thelma-chikwanha/>, consulté le 7 juillet 2021.

Vignaux-Demarquay Romain, Zeler Valentine, « Walid : "mes proches sont en sécurité car je ne suis plus avec eux" ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mise en ligne le 11 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2018/04/11/journaliste-syrie-walid-alzal/>, consulté le 3 novembre 2021.

Zeid Rana, « L'os du parti Baath tel une excroissance à mon pied ». *L'Œil de la Maison des journalistes*, mis en ligne le 11 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/2016/04/11/los-du-parti-baath-tel-une-excroissance-a-mon-pied>, consulté le 7 juillet 2021.

Tido

Arbelaez Carlos, « "Moi et Marianne" ». *Tido*, mis en ligne le 20 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/moi-et-marianne-4bc419d375dc>, consulté le 17 décembre 2022.

Ashi, « The life boat : Ashi's journey #1 ». *Tido*, mis en ligne le 28 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/the-life-boat-ashis-journey-1-d322dcae573c>, consulté le 17 août 2021.

Ashi, « The life boat : Ashi's journey #2 ». *Tido*, mis en ligne le 28 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/the-life-boat-ashis-journey-2-5aca6b6304da>, consulté le 17 août 2021.

B. Célia, « Revue de presse #1 ». *Tido*, mis en ligne le 18 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/1-revue-de-presse-ac1f88436d98>, consulté le 20 août 2021.

Barbe Alice, « We need your stories ! ». *Tido*, mis en ligne le 19 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/we-need-your-stories-f2554874a292>, consulté le 16 août 2021.

Ben Aïssa Gwenaël, « Les arpenteurs du vendredi matin ». *Tido*, mis en ligne le 5 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/les-arpenteurs-du-vendredi-matin-e1ed4e62d7e7>, consulté le 16 août 2021.

Benoist Marie *et al.*, « Idées reçues sur les “réfugiés” et “demandeurs d’asile” — pour aller plus loin ». *Tido*, mis en ligne le 18 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/id%C3%A9es-re%C3%A7ues-sur-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-et-demandeurs-d-asile-pour-aller-plus-loin-478e9d4d532b>, consulté le 17 décembre 2022.

Bischetti Cédric, « L'art de la banane ». *Tido*, mis en ligne le 9 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/lart-de-la-banane-2c02749e31cd>, consulté le 20 août 2021.

Boucher Jeremy, « L'insertion des personnes réfugiées en zone rurale — une (courte) revue académique ». *Tido*, mis en ligne le 5 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/l-insertion-des-personnes-r%C3%A9fugi%C3%A9es-en-zone-rurale-une-courte-revue-acad%C3%A9mique-4b58f892507>, consulté le 16 août 2021.

Bozhilani Ramadan, « Une famille culturelle vit grâce au Tissu Solidaire ». *Tido*, mis en ligne le 6 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/une-famille-culturelle-vit-gr%C3%A2ce-au-tissu-solidaire-149b4a056331>, consulté le 18 août 2021.

Brosset Louise, Belhomme Fanny, Suarez Hélène, « Saute Mouton ». *Tido*, mis en ligne le 29 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/saute-mouton-e513adcfa1ba>, consulté le 16 août 2021.

Broughton Emma, « Introducing — ». *Tido*, mis en ligne le 5 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/introducing-7f41b7b82b37>, consulté le 16 août 2021.

Capelle Guillaume, « Pokémon Go élève de 10% les capacités sexuelles ». *Tido*, mis en ligne le 26 septembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/pok%C3%A9mon-go-%C3%A9l%C3%A8ve-de-10-les-capacit%C3%A9s-sexuelles-90bb797e92e3>, consulté le 16 août 2021.

Cottle Jennie *et al.*, « Partie de campagne ». *Tido*, mis en ligne le 5 avril 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/partie-de-campagne-96fb824109bd>, consulté le 16 août 2021.

Curulla Andrea, « Have you ever met a refugee ? ». *Tido*, mis en ligne le 19 décembre 2016. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/have-you-ever-met-a-refugee-20da1e6a329f>, consulté le 16 août 2021.

Diaby Cheikh, « Humans Of Movement 64 ». *Tido*, mis en ligne le 12 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-64-e931d31272ce>, consulté le 16 août 2021.

Duran Laurence, « Let's dance ». *Tido*, mis en ligne le 18 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/lets-dance-934649ce241a>, consulté le 16 août 2021.

Frèrejacque Anne-Christine, Mode-Yap Christelle, « L'Iran comme vous ne l'avez jamais lu ». *Tido*, mis en ligne le 13 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/liran-comme-vous-ne-l-avez-jamais-lu-7f2c4bbdc0d5>, consulté le 16 août 2021.

Gauch Julia, Broughton Emma, Deutsch Levitan Ilan, « “Inspirez” ». *Tido*, mis en ligne le 4 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/inspirez-ab2ba9b856f>, consulté le 16 août 2021.

Gnansia Elisabeth, « Migrations, réfugiés, exil ». *Tido*, mis en ligne le 20 septembre 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/migrations-r%C3%A9fugi%C3%A9s-exil-fd5c2d022fd0>, consulté le 16 août 2021.

Grozelier Bernard, « La France qui accueille ». *Tido*, mis en ligne le 2 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/la-france-qui-accueille-7a18f8c0a172>, consulté le 19 août 2021.

Le Moine Hang, « Parcours poétique avec Hang ». *Tido*, mis en ligne le 1er décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/parcours-po%C3%A9tique-avec-hang-da6108285372>, consulté le 16 août 2021.

Leroy Béatrice, Webster Ben, « Ben Webster de Jamiya Project ». *Tido*, mis en ligne le 6 avril 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/ben-webster-de-jamiya-project-7e695c4f0247>, consulté le 17 août 2021.

Madec Julia, Behboudi Mortaza, « Mortaza de Bobines du Monde ». *Tido*, mis en ligne le 7 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/mortaza-de-bobines-du-monde-253f3596a937>, consulté le 16 août 2021.

Malick, « A quick dive into immigration-themed video games ». *Tido*, mis en ligne le 5 septembre 2019. Accessible à l'adresse

<https://medium.com/tidomedia/a-quick-dive-into-immigration-themed-video-games-16a85de22dca>, consulté le 19 août 2021.

Michael, « 25 conseils de Michael ». *Tido*, mis en ligne le 15 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/25-conseil-de-michael-174e70deb3ae>, consulté le 17 août 2021.

Morand Charlotte, « Humans Of Movement 79 ». *Tido*, mis en ligne le 3 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-79-c4bff36b3eb1>, consulté le 20 août 2021.

Nanaa Souad, « Elle a été mal fait ». *Tido*, mis en ligne le 20 décembre 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/elle-a-%C3%A9t%C3%A9-mal-fait-e2612f5197d3>, consulté le 19 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 38 ». *Tido*, mis en ligne le 3 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-38-b074c3dcc3a8>, consulté le 16 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 39 ». *Tido*, mis en ligne le 7 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-39-b4b4dd45230d>, consulté le 16 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 44 ». *Tido*, mis en ligne le 26 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-44-99e8f05b3597>, consulté le 16 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 62 ». *Tido*, mis en ligne le 3 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-62-7447024461f4>, consulté le 16 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 63 ». *Tido*, mis en ligne le 5 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-63-f9bcfb57e332>, consulté le 16 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 66 ». *Tido*, mis en ligne le 19 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-66-539c4e25244f>, consulté le 16 août 2021.

Noël Christine, « Humans Of Movement 71 ». *Tido*, mis en ligne le 17 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-71-ee082dcadfd7>, consulté le 16 août 2021.

Omarova Inna, Omarova Denis, « Coeurs ouverts ». *Tido*, mis en ligne le 28 septembre 2017. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/coeurs-ouverts-28f6c0f1dc128/9/2017>, consulté le 16 août 2021.

Piola-Urtizbera, Samir, « Un Week-End d'improvisation au Théâtre de la Ville ». *Tido*, mis en ligne le 17 avril 2018. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/un-week-end-dimprovisation-au-th%C3%A9%C3%A2tre-de-la-ville-3ba9357574fe>, consulté le 19 août 2021.

Plantin Louise et Baptiste, « Un café avec Lucie ». *Tido*, mis en ligne le 25 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/un-caf%C3%A9-avec-lucie-2cc0178b16a4>, consulté le 19 août 2021.

Plantin Louise et Baptiste, « Yasir, sculpteur nomade ». *Tido*, mis en ligne le 30 avril 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/yasir-sculpteur-nomade-c24ecc906c8f>, consulté le 19 août 2021.

Priest Rachel, « La Team des Lombrics Utopiques ». *Tido*, mis en ligne le 29 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/la-team-des-lombrics-utopiques-1717a1fd1fe1>, consulté le 18 août 2021.

Priest Rachel, « Nina de Guiti News ». *Tido*, mis en ligne le 30 avril 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/nina-de-guiti-news-51eabcfe258b>, consulté le 18 août 2021.

Priest Rachel, « Robert Fopa d'AICSF (Association Internationale Culture Sans Frontières) ». *Tido*, mis en ligne le 24 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/robert-fopa-daicsf-association-internationale-culture-sans-fronti%C3%A8res-66a9cd19b535>, consulté le 18 août 2021.

Ralu Marianne, « Humans Of Movement 41 ». *Tido*, mis en ligne le 12 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-41-e6d26c2b7f44>, consulté le 16 août 2021.

Ralu Marianne, « Humans Of Movement 43 ». *Tido*, mis en ligne le 24 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-43-17e2e2cf6ada>, consulté le 16 août 2021.

Sacha, « Revue de presse #11 ». *Tido*, mis en ligne le 10 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/revue-de-presse-11-dde59e357b39>, consulté le 18 août 2021.

Thoraval Anne, « Humans Of Movement 77 ». *Tido*, mis en ligne le 22 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-77-625e67898dc3>, consulté le 16 août 2021.

Thoraval Anne, « Migrer à l'ère digitale : quand la survie dépend de la qualité de l'information ». *Tido*, mis en ligne le 8 décembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/migrer-%C3%A0-l-%C3%A8re-digitale-quand-la-survie-d-%C3%A9pend-de-la-qualit%C3%A9-de-l-information-40408d99a7db>, consulté le 17 août 2021.

Tido, « Humans Of Movement 40 ». *Tido*, mis en ligne le 10 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-40-15bc1951dd3e>, consulté le 18 août 2021.

Tido, « Humans Of Movement 42 ». *Tido*, mis en ligne le 19 septembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-42-5d01a8c20434>, consulté le 18 août 2021.

Tido, « Humans Of Movement 65 ». *Tido*, mis en ligne le 17 décembre 2019. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansofmovement-65-570aa78ea2a7>, consulté le 18 août 2021.

Wencker Julia, « Humans Of Food 4 ». *Tido*, mis en ligne le 12 septembre 2020. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/humansoffood-3-4733424b0b5c>, consulté le 18 août 2021.

Autres documents et textes produits par les quatre médias étudiés

France Médias Monde, *Rapport d'activités 2021*. Accessible à l'adresse <https://www.francemediasmonde.com/rapport-activite-2021/data/document.pdf>, consulté le 25 juillet 2023.

Gheddar Nina, Aurelle Ludivine. *Plainte au procureur de la République*, 2020.

Guiti News, « Guiti : nm, signifiant le monde, l'univers, en perse ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/quest-ce-que-guiti-news/>, consulté le 11 août 2022.

Guiti News, « La maison des journalistes : zoom sur une initiative singulière ». *Guiti News*, mis en ligne le 22 janvier 2022. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/video/cest-leur-histoire/la-maison-des-journalistes-zoom-sur-une-initiative-singuliere/>, consulté le 12 août 2022.

Guiti News, « Lancement de Guiti News ! ». *Ulule*. Accessible à l'adresse <https://fr.ulule.com/guiti-news/>, consulté le 27 juillet 2023.

Guiti News, « L'équipe de Guiti News ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/equipe/>, consulté le 25 juin 2023.

Guiti News, « Un réseau européen ». *Guiti News*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/un-reseau-europeen/>, consulté le 11 août 2022.

Guiti News, *Charte d'engagement*. Document interne. 2021.

Guiti News, *Charte d'engagement* (projet). Document interne. 2021.

Guiti News, *Nos offres de membership*. Accessible à l'adresse <https://guitinews.fr/je-deviens-membre/>, consulté le 27 juillet 2023.

Guiti News, *Politique de protection des publics fragiles (PPPF)*. Document interne. 2020.

Guiti News, *Rapport d'activités 2021*. Accessible à l'adresse https://drive.google.com/file/d/1UkiFcxX_tpgzVJQfZY2ZlduIkaqBKtUC/view?usp=sharing, consulté le 11 août 2022.

Infomigrants. « A propos ». *InfoMigrants*. Accessible à l'adresse <http://www.infomigrants.net/fr/about>, consulté le 12 juillet 2021.

La Maison des journalistes, *Dossier de presse 2017*. Accessible à l'adresse http://www.maisondesjournalistes.org/wp-content/uploads/2017/01/DP2017_27012017.pdf, consulté le 11 août 2023.

L'Œil de la Maison des journalistes, « A propos de Elyse Ngabire ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/author/elyse-ngabire/>, consulté le 5 juillet 2021.

L'Œil de la Maison des journalistes, « La liberté d'informer ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/liberte-informer/>, consulté le 15 août 2022.

L'Œil de la Maison des journalistes, « L'Œil de la MDJ se dote d'une nouvelle stratégie ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/loeil-de-la-mdj-se-dote-dune-nouvelle-strategie/>, consulté le 22 juillet 2023.

L'Œil de la Maison des journalistes, « Tribune libre : Une libre expression ». *L'Œil de la Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.oeil-maisondesjournalistes.fr/tribune-libre-journaliste/>, consulté le 11 août 2023.

Maison des journalistes, « Les aides proposées ». *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/nos-aides-nos-missions/>, consulté le 12 août 2022.

Maison des journalistes, « Nos partenaires », *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/nos-partenaires/>, consulté le 28 juillet 2023

Maison des journalistes, « Qui sommes-nous ? ». *Maison des journalistes*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/qui-sommes-nous/>, consulté le 12 août 2022.

Maison des Journalistes, « Soutenez La Maison des journalistes », *HelloAsso*. Accessible à l'adresse <https://www.helloasso.com/associations/la-maison-des-journalistes/formulaires/2>, consulté le 28 juillet 2023.

Rossi Lisa Viola. « Renvoyé Spécial, 14e édition ». *Rapport d'activité 2019-2020*. Accessible à l'adresse <https://www.maisondesjournalistes.org/wp-content/uploads/2020/09/Rapport-RS-2019-2020.pdf>, consulté le 15 août 2022.

Singa, *Charte de communication* (document interne). Paris : Singa, 2019.

Singa, *Rapport d'activité 2015 de Singa France*. Accessible à l'adresse https://vibrant-albattani.com/wp-content/uploads/rapport_activite_2015.pdf, consulté le 9 août 2022.

Singa, *Rapport moral et d'activité 2016*. Accessible à l'adresse https://vibrant-albattani.com/wp-content/uploads/rapport_activite_2016.pdf, consulté le 10 août 2022.

Tido, « About ». *Medium*. Accessible à l'adresse <https://medium.com/tidomedia/about>, consulté le 26 décembre 2023.

Tido, *Le guide du bénévole*. Accessible à l'adresse <https://drive.google.com/file/d/1KUbg9HgSEBoQ9-dHnBzTCKZV6szFrPn3/view?usp=sharing>, consulté le 10 août 2020.

Tido, *Rapport d'activités 2019-2020*. Document interne. 2020.

Tido, *Rapport d'activités 2020-2021*. Document interne. 2021.

Annexe

Grille d'entretiens

La grille suivante a été utilisée comme base pour la réalisation d'interviews semi-directifs auprès des participants de *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*.

Les questions ont été adaptées selon le profil de la personne interviewée (coordinateur/coordinatrice *versus* collaborateur salarié ou bénévole ; français *versus* réfugié/étranger).

Durée moyenne des entretiens : 30 minutes à 2 heures.

Sujet	Question principale	Questions secondaires / explications
1. Parcours personnel de l'interviewé	Pouvez-vous vous présenter ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Nom ● Sexe ● Âge ● Nationalité ● Ethnie ● Statut administratif (Réfugié / demandeurs d'asile / autre ?) ● Occupation dans le pays d'origine ● Occupation en France ● Expériences dans le milieu associatif ● Expériences dans des médias et/ou médias alternatifs ● <u>Si réfugié/étranger : parcours pour venir en France</u>
2. Consommation médiatique personnelle	Comment vous informez-vous normalement ? (Y compris pour les sujets liés à la migration et l'asile)	<ul style="list-style-type: none"> ● Informez-vous via des médias traditionnels ? Lesquels ? Sur quels supports (tv, internet, radio...) ? ● Que pensez-vous du traitement de l'asile et de la migration dans ces médias et des représentations qui sont faites à ces sujets ? ● Informez-vous via des médias alternatifs ? Lesquels ? Sur quels supports (tv, internet, radio...) ? ● Que pensez-vous du traitement de l'asile et de la migration dans ces médias et des représentations qui sont faites à ces sujets ? ● Étiez-vous lecteur du média pour lequel vous participez avant d'en être contributeur ?
3. Participation dans le média	Pouvez-vous raconter votre participation dans ce média ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Comment avez-vous connu le média ? ● Quelles étaient vos motivations pour participer à ce média ? ● Depuis quand vous en êtes contributeur ? ● Quel(s) rôle(s) exercez-vous dans ce média ?

Sujet	Question principale	Questions secondaires / explications
		<ul style="list-style-type: none"> ● Combien de temps en consacrez-vous par semaine et par mois ? ● Avec quelle fréquence vous rédigez pour ce média ? ● Contribuez-vous à d'autres initiatives ? Lesquelles ?
4. À propos du média	Pouvez-vous expliquer de quoi s'agit le média, ses missions, sa portée ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Pouvez-vous parler de la création du média ? ● Quand, pourquoi et qui était impliqué dans sa création ? Avec quels objectifs ? ● Quel est le modèle économique du média ? ● Le média bénéficie-t-il de subventions/donations ? ● Qui finance le média ? À quelle hauteur ? ● Le média est présent dans quels formats ? Sur quels supports ? ● Quelle est la ligne éditoriale du média ? A-t-elle changé depuis la création du média ? ● Quelles sont les grandes conquêtes du média ? ● Qui lit/consulte le média ? Quelles sont les données disponibles sur son audience ? ● Quel public le média souhaite cibler ? ● Quelles sont les stratégies mises en place pour le faire ? ● Pouvez vous parler de l'équipe ? ● Pourquoi le média présente cette composition ? ● Quel est la place des personnes réfugiées au sein de l'équipe ? ● L'équipe est-elle composée par des bénévoles / salariés ? S'ils sont tous bénévoles, pourquoi ? ● Pouvez-vous détailler comment est fait le recrutement des contributeurs ? ● Comment les sujets sont-ils choisis ? ● Les contributeurs sont-ils autonomes pour suggérer et choisir les sujets ? ● Qui fait la relecture des articles ? ● À qui appartient la décision finale de publication ? ● Dans quelle mesure les contributeurs participent aux différentes étapes de production et de diffusion de l'information ? ● Pensez-vous que l'équipe est d'accord avec ce modèle ? ● Quelle est votre relation avec l'équipe du média ? ● Quelle est votre relation avec le rédacteur en chef / coordinateur du média ? ● Quels sont les projets pour l'avenir du média ?
5. Le process créatif	Pouvez-vous expliquer votre "process créatif"	<ul style="list-style-type: none"> ● En tant que collaborateur, quels sont les valeurs que vous pensez être importants à transmettre à partir du contenu que vous produisez ?

Sujet	Question principale	Questions secondaires / explications
	pour la production d'un contenu ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Au-delà de ce qui est défini comme ligne éditoriale, quelles sont les valeurs que vous pensez être nécessaires d'être transmises dans l'ensemble des contenus du média ? ● Pensez-vous que le fait d'être français.e ou étranger.e influence votre façon d'écrire ? Comment ? ● Pensez-vous que votre ethnie influence votre façon d'écrire ? Comment ? ● Quelles sont vos censures internes ? ● La ligne éditoriale du média est-elle suffisante pour guider votre travail ou vous mettez en avant vos ressentis/croyances/valeurs et expériences personnelles dans le choix des mots, interviewés, façon d'écrire...? ● Connaissez-vous la ligne éditoriale du média ? Êtes-vous d'accord avec cette ligne éditoriale ? Souhaiteriez-vous en apporter des changements ? Lesquels ? ● Qu'est-ce que vous apporte d'être contributeur à ce média ? ● Qu'est-ce que ce média apporte aux réfugiés / migrants ?
6. Perception personnelle sur la mission du média	Pouvez-vous parler du rôle de votre média ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Comment souhaitez-vous que les médias parlent des réfugiés et de la migration ? ● Pensez-vous que les médias arrivent à le faire ? Et les médias alternatifs ? Et votre média ? ● Comment percevez-vous le traitement de l'asile et de la migration dans votre média ? ● Pensez-vous que le média arrive à faire un discours différent des médias traditionnels ou des autres médias alternatifs ? Comment ? ● Quel est votre ressenti par rapport au contenu créé par votre média ? ● <u>Si réfugié/étranger</u> : Sentez-vous représenté / valorisé / respecté ? Que changeriez-vous par rapport aux représentations créées au sein de votre média ? ● Pensez-vous que votre média est un canal de "résistance"/ militantisme ? Pourquoi ? Si oui, pouvez-vous donner un exemple de comment ce militantisme est fait ? ● Quelles sont les stratégies utilisées par votre média pour "changer des perceptions" sur la migration ? ● Qui est le public cible de votre média ? ● Pensez-vous que votre média arrive à atteindre ce(s) public(s) et, par conséquent, arrive à changer des perceptions ? (Les stratégies sont suffisantes ? Ou pas ? Qu'est-ce qu'il en manque?) ● Quels sont les principaux défis vécus par votre média ?

Résumé

Cette étude analyse la manière dont les personnes réfugiées sont impliquées dans la production de l'information dans quatre médias créés par et/ou pour eux en France, et comment leur participation dans ces médias se traduit par de nouvelles façons de représenter les « migrants » et la migration. Nous étudions les médias en ligne *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* et *Guiti News*. Nous articulons notre étude autour des concepts de voix, représentation et reconnaissance avec trois objectifs : 1. Cerner comment les réfugiés sont (ou non) reconnus comme acteurs ayant une voix au sein de ces rédactions ; 2. Comprendre comment les réfugiés exercent leur voix, quels récits ils fournissent ; 3. Comprendre le fonctionnement des rédactions, les stratégies qu'elles adoptent, ainsi que les conditions de production et de diffusion des contenus, et leurs limites, afin de voir dans quelle mesure ces médias sont capables de changer le discours sur la migration. Pour atteindre ces objectifs, nous avons réalisé parallèlement : une analyse du discours de 238 textes publiés par ces médias entre 2016 et 2020 ; des entretiens qualitatifs auprès de 24 participants ; et une observation participante dans *Tido* et *Guiti News* entre 2019 et 2022. Nous montrons que la nature du média a une forte influence sur la façon dont se développent les relations de reconnaissance au sein de celui-ci et sur les limites que rencontrent les médias pour parvenir à une diffusion à grande échelle de leurs contenus. Ainsi, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* et *Tido* sont plus ouverts à la participation des réfugiés et créent des représentations plus éloignées de celles des médias traditionnels qu'*Infomigrants*.

Descripteurs : Voix. Représentation. Reconnaissance. Réfugiés. Médias en ligne. L'Œil de la Maison des journalistes. MDJ, Maison des journalistes. Tido. Infomigrants. Guiti News. Immigration, Discours. Migrants dans les médias.

Voice, representations and recognition in the media produced by and/or for refugees: an analysis of the discourses, the functioning of the newsrooms and the limits of the media Tido, L'Œil de la MDJ, Infomigrants and Guiti News

This study analyzes how refugees are involved in the production of information in four media channels created by and/or for them in France, and how their participation in these media impacts new ways of representing "migrants" and migration. We study the online media *L'Œil de la MDJ*, *Tido*, *Infomigrants* and *Guiti News*. We articulate the concepts of voice, representation and recognition with three objectives: 1. Check how refugees are (or not) recognized as actors with a voice within these newsrooms; 2. Understand how refugees exercise their voice, what stories they provide; 3. Understand how editorial teams operate, the strategies they adopt, as well as the conditions of production and distribution of content, and their limits, in order to see to what extent these media are capable of changing the discourse on migration. To achieve these objectives, various methodological strategies were put in place: a discourse analysis of 238 texts published in the *L'Œil de la Maison des journalistes*, *Tido*, *Infomigrants* and *Guiti News* between 2016 and 2020, and qualitative interviews with 24 participants from the four media. In parallel, participant observation was carried out in *Tido* and *Guiti News* between 2019 and 2022. We show that the nature of the media has a strong influence on the way in which recognition relationships develop within it and on the limits that the media face in achieving large-scale distribution of their content. Thus, *L'Œil de la MDJ*, *Guiti News* and *Tido* are more open to the participation of refugees and create representations further removed from those of traditional media than *Infomigrants*.

Keywords: Voice. Representation. Recognition. Refugees. Online media. L'Œil de la Maison des journalistes. MDJ, Maison des journalistes. Tido. Infomigrants. Guiti News. Immigration, discourse. Migrants in the media.